Université Mouloud Mammeri Tizi-Ouzou
Faculté de Droit et des Sciences Politiques

La politique communautaire de l'Union européenne pour la protection de l'environnement et ses implications sur le Maghreb.

Thèse pour l'obtention du Doctorat en Sciences

Option : Droit

Présentée par :
Hamedi Siad Nabila

Sous la direction de :
Pr Kacher Abdelkader

Devant le Jury composé de :

M. Khelfane Karim,	Professeur,	Université de Tizi-Ouzou,	Président
M. Kacher Abdelkader,	Professeur,	Université de Tizi-Ouzou	Rapporteur
M. Zouaimia Rachid,	Professeur,	Université de Bejaia	Examinateur
M^me^ Yousfi Amel,	Professeur,	Université de Boumerdes	Examinateur
M^me^ Saffou Nerdjes,	Maitre de conférences,	Université de Setif	Examinateur
M. Dekkal Mouloud,	Maitre de conférences,	Université de Tizi-Ouzou,	Examinateur

Date de soutenance: 13 Juillet 2019

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Monsieur le Professeur Kacher Abdelkader pour m'avoir accompagné pendant toutes ces années, depuis le début de ma recherche, c'est à lui, à sa confiance, à ses précieux conseils, à son soutien continu et à ses avis pertinents que je dois l'aboutissement de ce travail.

Je tiens également à remercier les membres du jury, qui ont accepté d'évaluer mon travail.

J'adresse aussi mes remerciements aux personnes que je nomme « ressources » des différents ministères de l'environnement algérien, marocain et tunisien qui m'ont permis d'éclairer certains points de ma thèse.

Enfin, rien n'aurait été possible sans le soutien de mes enfants, dont l'amour a été un appui constant qui m'a aidé à surmonter cette longue épreuve.

« Chaque jour la terre elle-même nous appelle à son secours »

René Dubos, in le dieu intérieur.

« *Vivre simplement*

pour que tous puissent simplement vivre ».

Mahatma Ghandhi

A la mémoire de mon père

Liste des principales abréviations

AA : Accords d'association.

ACP : Afrique, Caraïbes et Pacifique.

AEE : Agence européenne pour l'environnement.

AEMA : Accords euro-méditerranéen d'association.

AETR : Accord européen sur les transports routiers.

AFOA : Afrique orientale et australe.

ALA : Asie, Amérique latine..

ALE : Accords de libre-échange.

ALEA : Accord de libre-échange approfondi.

ALESCO : Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences.

AME : Accords multilatéraux environnementaux.

APE : Accord de partenariat économique.

AQMI : Al-Qaïda au Maghreb islamique.

AUE : Acte unique européen.

BEI : Banque européenne d'investissement.

CAE : Communauté de l'Afrique de l'Est.

CCNUCC : Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

CE : Communauté européenne.

CECA : Communauté européenne pour le charbon et l'acier.

CEDEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

CEE : Communauté économique européenne.

CEEA : Communauté européenne de l'énergie atomique.

CIJ : Cour internationale de justice.

Liste des principales abréviations

CITES : Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (Convention of International Trade of Endangered Species).

CJCE : Cour de justice communautaire européenne.

CNULCD : Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

DEEE : Déchets d'équipement électrique et électronique.

FED : Fond européen de développement.

FEDER : Fond européen de développement régional.

FEMIP : facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat.

FMI : Fond monétaire international.

GATT : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

(General agreement on tariffs and trade).

GES : Gaz à effet de serre.

GIZC : Gestion intégrée des zones côtières.

ICD : Instrument de financement de la coopération au développement.

IEDDH : Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme.

IEVP : Instrument européen de voisinage et de partenariat.

JO : Journal officiel.

LGDJ : Librairie générale de droit et de jurisprudence.

MEDA : Mediterranean development assistance.

MINURSO : Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental.

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique.

OIT : Organisation international du travail.

OMC : Organisation mondiale du commerce.

Liste des principales abréviations

OMI : Organisation maritime internationale.

ONG : organisation non gouvernementale.

ONU : Organisation des Nations unies.

OUA : Organisation de l'Union africaine.

PAC : Politique agricole communautaire.

PAM : Plan d'action pour la méditerranée.

PAST : Programme d'action sous régional de lutte contre la désertification.

PECC : Programme européen sur le changement climatique.

PECO : Pays de l'Europe centrale et orientale.

PEM : Partenariat euro-méditerranéen.

PEV : Politique européenne de voisinage.

PMG : Politique méditerranéenne globale.

PMR : Politique méditerranéenne rénovée.

PNAEE : Plan national d'action en matière d'efficacité énergétique.

PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement.

PNUE : Programme des Nations unies pour l'environnement.

PPM : Pays partenaires méditerranéens.

PTM : Pays tiers méditerranéens.

PVD : Pays en voie de développement.

SIGMA : Soutien à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion.

STABEX : Fond de stabilisation des recettes d'exportation sur les produits agricoles.

SYSMIN: Système de développement du potentiel minier (System of safeguarding and developing mining operations in ACP countries).

Liste des principales abréviations

TFUE : Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

TUE : Traité sur l'Union européenne.

UA : Union africaine.

UE : Union européenne.

UEMOA : Union économique et monétaire Ouest africaine.

UMA : Union du Maghreb arabe.

UPM : Union pour la méditerranée.

ZLE : Zone de libre-échange.

ZSC : Zones spéciales de conservation.

ZPS : Zones de protection spéciales.

Sommaire

Sommaire

Introduction. 8
Première partie : Les fondements juridiques du droit communautaire de l'environnement - Du balbutiement à la confirmation-
Chapitre I : La prise en compte tardive de l'environnement dans la politique européenne.
Section 1 : la nécessité de trouver une base juridique commune adéquate au domaine de l'environnement.
Sous-section 1 : Les facteurs d'une politique communautaire si tardive.
Sous-section 2 : l'émergence progressive de l'environnement dans le système communautaire.
Section II : La consécration de l'environnement comme véritable politique communautaire.
Sous-section I : L'acte unique européen ; une première étape dans la reconnaissance d'une politique communautaire environnementales.
Sous-section II : La confirmation d'une véritable politique communautaire par le traité sur l'Union européenne.
Section III : La politique internationale de l'Union européenne pour la protection de l'environnement et du développement durable.
Sous-section 1 : La coopération internationale de l'Union européenne avec les pays tiers.
Sous-section 2 : La coopération de l'Union européenne avec les organisations internationales compétentes.
Chapitre II : La réglementation de l'union Européenne pour la protection de l'environnement.
Section I : La politique Européenne pour la lutte contre la pollution induite par les déchets.
Sous-section 1 : La directive cadre sur les déchets.
Sous-section 2 : La réglementation applicable à certains déchets.
Section II : La politique de l'Europe pour la conservation de la Faune et de la flore.
Sous-section 1 : La conservation des espèces et des habitats.
Sous-section 2 : La directive 92/43 Concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et de la flore sauvage dite directive « habitat ».
Sous-section 3 : Plan d'action pour la biodiversité.
Section III : La politique Européenne de l'eau.
Sous-section 1 : La directive-cadre de la politique européenne de l'eau.
Sous-section 2 : Les Structures de protection de l'eau.
Sous-section 3 : Les objectifs de la politique Européenne de l'eau (Les objectifs de la directive 2000/60).
Sous-section 4 : La réglementation relative aux milieux hydrographiques.

Sommaire

Sous-section 3 : Le plan d'action pour l'eau en Europe.
Section IV : La politique de l'Europe pour améliorer la qualité de l'air.
Sous-section 1 : La réglementation générale sur la qualité de l'air ambiant.
Sous-section 2 : Les autres mesures concernant les différentes sources de pollution atmosphérique.
Chapitre III : La mise en œuvre du droit communautaire européen de l'environnement.
Section I : Règles d'application du droit communautaire de l'environnement.
Sous-section 1 : L'action de la commission contre les Etats membres auprès de la CJCE.
Sous-section 2 : Les poursuites civiles ou pénales auprès des juridictions nationales.
Section II : Les principaux instruments communautaires de mise en œuvre.
Sous-section 1 : Life : l'instrument financier pour l'environnement.
Sous-section2 : L'agence européenne pour l'environnement.
Deuxième partie : La politique Maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement
Chapitre I : Le processus de Barcelone : de l'Union pour la méditerranée à l'Union pour la méditerranée.
Section 1 : Le partenariat Euro-méditerranéen : le début d'une coopération régionale entre l'Union européenne et les Etats du Maghreb.
Sous-section 1 : La méditerranée : Plusieurs pays, une identité.
Sous-section 2 : Le contenu du partenariat Euro-méditerranéen.
Sous-section 3 : Le bilan tiré du processus de Barcelone, Lacunes et réussites.
Section 2 : L'Union pour la méditerranée : Une nouvelle orientation aux pays méditerranéens.
Sous-section 1 : L'Union pour la méditerranée : l'Héritage du processus de Barcelone ou politique rénovée.
Sous-section 2 : les projets de l'Union pour la méditerranée pour la protection de l'environnement face au printemps arabe.
Chapitre II : Les accords bilatéraux entre l'Union européenne et les Etats du Maghreb.
Section 1 : Relation bilatérale entre l'UE et le Maroc:
Sous-section 1 : Les accords de coopération entre l'Union européenne et le Maroc.
Sous-section 2 : La coopération bilatérale à travers les accords d'associations.

Sommaire

Sous-section 3 : Les préoccupations environnementales dans les accords bilatéraux entre l'Union européenne et le Maroc.
Sous-section 4 : La politique européenne de voisinage au Maroc.
Section 2 : La coopération bilatérale entre l'Algérie et l'Union européenne.
Section 3 : la coopération bilatérale entre la Tunisie et l'Union européenne : de l'accord d'association à la politique européenne de voisinage.
Chapitre III : La construction du Maghreb au défi du partenariat euro-méditerranéen de l'Union européenne.
Section I : la naissance de l'UMA (Union du Maghreb Arabe) et le rêve brisé de la construction du grand Maghreb.
Sous-section 1 : Le grand Maghreb : un héritage et une réalité historique.
Sous-section 2 : Le rêve brisé de la construction du grand Maghreb.
Section 2 : la promotion de la coopération régionale au Sud : Les défis auxquels le Maghreb doit répondre.
Sous-section 1 : L'Union du Maghreb arabe : une nécessité.
Sous-section 2 : Une stratégie commune maghrébine à l'exemple de la politique communautaire de l'Union européenne pour une meilleure protection de l'environnement.
Sous-section 2 : L'Union européenne peut-elle être considérée comme référence pour l'intégration du Maghreb.
Conclusion.
Bibliographie.

Introduction

Introduction.

Le développement, en ignorant la préservation de l'environnement, a engendré de graves dégâts écologique et provoqué de véritables catastrophes industrielles avec leurs conséquences néfastes sur l'homme, les ressources naturelles et le milieu de vie.

Les effets de cette dégradation de plus en plus visible, ont conduit en 1972 à la conférence de Stockholm[1] qui inaugurait pour la première fois la réflexion des Etats sur les liens entre protection de l'environnement et développement humain[2]. Le premier principe de ce texte proclame que l'homme à devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures. Ainsi, apparait aussi le principe de responsabilité pour la sauvegarde de l'environnement. Il pose tout naturellement la question : Vers qui l'homme est responsable ? La première réponse' : Cest envers les autres humains présents et à venir, affirmant aussi leur solidarité dans l'espace et dans le temps. Concernant la coopération internationale, la conférence[3] réaffirme le droit souverain des Etats d'exploiter leur propre ressource selon leur politique d'environnement tout en soulignant que les Etats ont aussi le devoir de s'assurer que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale. Les Etats doivent coopérer pour développer le droit de l'environnement, cette coopération, doit être la règle fondamentale par voie d'accords bilatéraux et multilatéraux, ou par le moyen d'organisations internationales ou régionales, principe confirmé lors du premier sommet de la terre organisé à Rio De Janeiro du 03 au 14 juin 1992 sous l'égide des Nations Unies[4] où les préoccupations de développement durable ont reçu une première concrétisation qui est le concept de développement durable se propose donc de concilier la protection de l'environnement, l'efficience économique et l'équité intra

---

[1] - La conférence des Nations unies sur l'environnement s'est déroulée à Stockholm du 05 au 16 juin 1972, dans la déclaration finale adoptée, les principes 22 à 25 affirment que les Etats doivent coopérer pour protéger et améliorer l'environnement. Texte disponible sur : http://www.unep.org/documentmultilingual/default.asp?documentID=97/article.2ID=150321=fr. Sur la conférence de Stockholm et ses enjeux, voir Breton J. M. (dir), développement viable et valorisation environnementale, Paris, Karthala, 2006, p 21 et S.

[2] - Le texte définitif de la déclaration sur l'environnement comporte un préambule en sept points suivi de 26 principes. Le préambule part de la constatation que l'homme est à la fois créature et créateur de son environnement : la protection et l'amélioration de l'environnement est une question d'importance majeur qui affecte le bien-être des populations et le développement économique dans le monde entier.

[3] - Les principes 21 à 26 de la conférence de Stockholm.

[4] - Le sommet a défini le concept du développement durable qui vise à satisfaire les besoins de développement des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Il a posé les jalons des conventions environnementales sur le changement climatique, la biodiversité et la désertification ainsi que les principes sur la protection de l'atmosphère, les forêts, les déchets radioactifs et le transfert frontalier des déchets dangereux. Le sommet de la terre a donné lieu à une déclaration qui affirme « la seule issue, au progrès économique à long terme, est de subordonner celui-ci à la protection de l'environnement. Ce qui ne sera possible que si les relations établissent une nouvelle coopération à la fois globale et équitable impliquant les gouvernements, leurs peuples et les secteurs clés des différentes sociétés ».

et intergénérationnelle pour favoriser un développement durable des activités humaines.

L'Union européenne est partie prenante de cette coopération et des différentes conventions internationales, elle se retrouve ainsi liée aux engagements internationaux. Elle ne s'est pas contentée de suivre les objectifs fixés par les conventions internationales, elle a très tôt cherché à se positionner comme un modèle exemplaire en remplissant ses engagements internationaux et en allant au-delà de ses obligations dans sa politique interne. Elle cherche ainsi à se placer comme un leader dans le domaine de la protection de l'environnement, au travers d'une stratégie et une politique ambitieuse, d'un droit efficace et d'instruments de mise en œuvre incitatifs.

Comme pour les autres domaines, le cadre et les limites de l'action de l'Union européenne pour l'environnement, sont d'abord déterminés par les traités, qui définissent le contexte général. Ainsi, selon l'article 02 du T.C.E. « la communauté a pour mission (…) de promouvoir dans l'ensemble de la communauté (…) un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement »[1], pour cela, l'Union européenne est sensé définir « une politique dans le domaine de l'environnement »[2], dont les buts sont exposés à l'article 175, et intégrer « les exigences de la protection de l'environnement (…) dont la définition est la mise en œuvre des politiques et actions de la communauté »[3]. De plus, le traité de la C.E. lui accorde la compétence de légiférer dans ce domaine, ce qui lui donne un pouvoir d'action très important. L'Union européenne dispose donc d'un fondement juridique qui lui permet et lui impose d'agir dans le domaine de l'environnement. Ensuite l'acte unique européen en 1986, consacre expressément la compétence de la communauté dans ce domaine et pose le principe, que l'environnement doit être pris en compte dans et par toutes les politiques communautaires. Le traité de Maastricht de 1992 consacre la protection de l'environnement parmi les objectifs de l'Union européenne et les décisions, dans ce domaine, seront prisent selon la procédure de codécision.

Parmi les domaines privilégiés par l'Union européenne, sur lesquelles elle focalise ses attentes et son action, figurent la lutte contre la pollution de l'aire et de l'eau, le traitement des déchets et de substances toxiques. L'Union européenne s'est également fortement impliquée dans le domaine de la protection de la nature, conservation des oiseaux sauvages, réseau Natura 2000 notamment. Pour réaliser ses objectifs, l'union européenne fait usage de différentes mesures et instruments.

---

[1] - Version consolidée du traité instituant la Communauté européenne, 1959, mise à jour sur : http://eur.lex_europa.eu/fr/traités/droit/12002E/html/C2002325fr.003301.html.

[2] - Ibid, Article 03.

[3] - Idem.

Introduction.

Un premier instrument dont l'Union européenne fait usage est la production de règles de droit sous forme de directives, mais l'objectif principal du droit communautaire de l'environnement est de soutenir la réalisation des objectifs fixés par ces directives et de veiller à ce que la législation existante réponde de manière efficace aux objectifs de la société, pour cela beaucoup d'instruments ont été créé, tel que LIFE et l'agence européenne pour l'environnement avec l'objectif général de contribuer à la mise en œuvre du contenue des directives et à la politique européenne de l'environnement.

Aux cours des dernières décennies, l'Union européenne a opéré une large diversification de ses relations et interventions en direction des pays du Maghreb, et plus spécifiquement du Maroc, la Tunisie, l'Algérie, la Mauritanie et la Libye restant en retrait.

C'est dans ces pays que se posent avec le plus d'acuité les problèmes environnementaux. L'union européenne doit donc les aider à faire face à ces problèmes de plus en plus graves. Deux moyens de coopération sont tracés par l'Union européenne, une coopération étendue avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du pacifique (Mauritanie), et le partenariat Euro-Méditerranéen avec les autres pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye). Pour tranché quant à cette complexité conceptuelle du Maghreb nous avons pris le parti d'étudier l'entité constituée par les trois pays (Algérie, Maroc et Tunisie), qui forment le cœur historique et géographique du Maghreb avec des valeurs culturelles et historiques en commun et des défis qui semblent interdépendants dans le contexte géopolitique actuel. Cependant, même si l'unité d'analyse est l'entité « Maghreb », le recours à des mises en lumière par pays s'avère important pour renseigner des disparités et caractéristiques parfois locales des phénomènes étudiés. Ce type d'analyse induira des synthèses de mise en commun pour dégager au fur et à mesure des réflexions sur le Maghreb dans sa totalité.

Les processus longs et interminables de négociation que les pays du Maghreb ont menés, avaient commencé dès 1963 dans le but de déboucher sur les accords d'association avec les Etats de l'Union européenne. Ces négociations ont traversés des périodes diverses de l'histoire de la construction européenne à commencer par les accords de coopération de 1976 qui avaient un caractère bilatéral relatif à chaque pays du Maghreb. La deuxième génération de ces négociations[1] à eu lieu après l'adhésion de l'Espagne et du à renforcer les échanges commerciaux entre la C.E.E. et les P.I.M. (pays tiers méditerranéen).

Cependant, l'échec de cette approche va donner lieu à partir de 1992 à une politique méditerranéenne rénovée qui s'avère peu efficace devant les déséquilibres

[1] - D'après Khader Bichara, le partenariat euro-méditerranéen vu du Sud, éditions L'Harmattan, Paris.

économiques, sociaux et géopolitiques. Le processus de Barcelone en 1995 est venu consolider cette dimension sécuritaire et géopolitique dans le partenariat euromaghrébin, en mettant en avant la stabilité et la paix régionale. Après six ans de ce processus qui a nourrit tant d'espoir dans la région du Maghreb, le constat renvoie toujours à la déception aussi bien au Nord qu'au Sud de la méditerranée[1], le fondement sur les acquis et l'expérience du processus de Barcelone en 2004, alors que l'élargissement de l'Union européenne devenait une réalité, celle-ci a lancé sa politique européenne de voisinage, afin de marquer son intérêt croissant pour la coopération avec ses voisins les plus proches de l'Est et du Sud. Cette politique approfondira le partenariat euro-méditerranéen par la mise en œuvre de plans d'actions nationaux comportant les objectifs concret de coopération entre l'Union et chaque pays partenaires à ses plans d'actions, Prévoient une coopération dans le domaine de la gestion de l'environnement et du renforcement des structures administratives environnementales par l'amélioration de la législation environnementale. Le lancement en juillet 2008 du processus de Barcelone : Union pour la méditerranée, ouvre une nouvelle phase dans les relations euro-méditerranéennes et introduit de nouveaux défis en vue d'une coopération approfondie en méditerranée.

Dans l'état actuel des choses, nous assistons à une Europe plus grande face à un Maghreb qui sombre dans les problèmes économiques, sociaux, environnementaux et territoriaux (problème du Sahara occidentale)[2] et qui continue de revendiquer son attachement à l'Europe[3]. Alors qu'une politique communautaire Maghrébine à l'exemple de celle de l'Union européenne est aujourd'hui indispensable, surtout dans le domaine de l'environnement, sachant les caractéristiques qui font du Maghreb un espace physique et géographique uniforme, constitué d'un ensemble d'écosystème et interdépendant exigent, pour que soit préservé l'environnement commun, des actions concertées entre tous les Etats de la région dans le cadre d'une coopération fructueuse, fondée sur l'observation, la surveillance, l'échange d'information et la conduite de mesures adéquates. La situation de l'environnement au Maghreb révèle bien des carences et des enjeux et interpelle les Etats pour relever les défis du développement dans le cadre de la conservation et de la gestion des biens communs environnementaux.

[1] - Trari-Tami Mostefa, l'Etat et l'entreprise au Maghreb face à l'ordre arbitral international, thèse de doctorat, Paris II, 2002.

[2] - L'antagonisme Algérie-Maroc au sujet du Sahara occidental a de nombreuses conséquences économiques, dont la fermeture de la frontière commune depuis 1994, c'est pourquoi l'Union européenne n'a pas rencontré de succès dans ses dispositions d'organiser des négociations de bloc à bloc, comme elle le fait avec le groupe A.C.P.

[3] - Cela est vrai au moins sur le plan commercial dans la mesure où 80 % des échanges commerciaux du Maghreb sont effectués avec l'Union européenne.

Introduction.

Il faut donc élaborer une politique commune qui servira de référence aux cinq Etats du Maghreb malgré les différents obstacles et malentendus, car les intérêts en jeu sont collectifs et une action isolée n'a pas de sens.

L'objectif et l'originalité de notre recherche tient au parti pris de focaliser l'analyse d'abord sur la politique européenne communautaire environnementale pour savoir quelle position occupe l'Union européenne dans la mise en place d'une politique de protection de l'environnement sur l'échelle internationale ? et d'analyser les implications de cette politique sur les Etats du Maghreb, en étudiant les fondements du partenariat que le Maghreb peut avoir avec l'Union européenne en situant l'évolution de cette relation par rapport aux conditions économiques et politique qui caractérisent les trois Etats Maghrébins (Algérie, Maroc, Tunisie).

Les questionnements intermédiaires de recherche sont les suivants :

- L'Union européenne se positionne t'elle comme un leader dans les préoccupations environnementales ? la principale question qui va constituer la ligne directrice de cette réflexion et donc la place de l'Union européenne dans la mise en place d'une politique de protection de l'environnement : bon élève ou leader sur la scène internationale ?

- L'Union européenne suit-elle les recommandations internationales ou va-t-elle plus loin en créant un modèle européen exemplaire de protection de l'environnement ?

Pour répondre à ces questions, nous allons dans un premier temps, en première partie de ce travail étudier le rôle joué par les différents acteurs intervenants sur le plan européen, nous allons étudier de manière détaillée les différentes caractéristiques de leur manière d'agir pour l'environnement, cela nous amènera à considérer, entre autre, les instruments à leur disposition, leurs objectifs ou encore les atouts et faiblesses.

Dans un second temps, nous verrons que l'Union européenne ne fait pas que suivre le mouvement international, mais cherche à s'imposer comme un véritable leader dans le domaine de l'environnement sur la scène internationale en coopérant avec d'autres Etats.

Quelles sont les grandes lignes de la politique européenne de coopération notamment avec les Etats du Maghreb, d'abord avec la Mauritanie dans le cadre d'une coopération avec les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, et les autres pays du Maghreb qui sont l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et la Lybie dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen : quels en sont les principaux enjeux ainsi que les moyens mis en œuvre pour la coopération euromaghrébine au sein de la zone méditerranée ? Cette coopération est-t-elle importante pour un meilleur environnement

et durable au Maghreb ? Les caractéristiques qui font du Maghreb un espace physique et géographique uniforme, ne serait-il pas indispensable et urgent aujourd'hui pour les Etats de mettre de côté leurs problèmes et obstacles politiques et territoriales et réfléchir à une politique commune à l'exemple de celle de l'Union européenne pour que soit préservé l'environnement commun tout en sachant que c'est le domaine le moins politique sur lequel puissent se réaliser une entente et une coopération fonctionnelle ?

Quelles sont les entraves politiques et économiques dans les trois Etats du Maghreb qui pourraient rendre difficile l'application d'un véritable partenariat entre ces Etats pour la réalisation d'un projet et rêve commun ?

Autant de questions auxquelles nous nous proposons de répondre dans la deuxième partie de ce travail, réservé à la politique Maghrébine de l'Union européenne.

Afin d'analyser la politique de l'Union européenne dans le Maghreb, nous procédons à un plan en deux étapes. Dans le premier chapitre nous analyserons du partenariat euromaghrébin, ensuite les conditions de réalisation de ce partenariat au vu des problèmes réels que connaissent les trois pays du Maghreb (Algérie-Maroc-Tunisie) et les limites de cette coopération.

Le deuxième chapitre traite de la coopération entre les Etats du Maghreb arabe, nous discutons des entraves d'ordre économique et sociopolitiques qui empêchent la réalisation d'une véritable coopération et union maghrébine aujourd'hui indispensable.

Première partie

Les fondements juridiques du droit communautaire de l'environnement

-Du balbutiement à la confirmation-

Première partie : Les fondements juridiques du droit communautaire de l'environnement - Du balbutiement à la confirmation-

En dépit d'une genèse surtout économique et d'un souci environnemental tardif, l'Union européenne est devenue depuis 1972, l'un des acteurs internationaux majeurs de la protection de l'environnement. Elle a toujours cherché à jouer un rôle moteur en matière environnementale.

Au commencement des communautés, la protection de l'environnement n'était pas une priorité pour l'Europe. Rien dans le traité de Rome, ne prévoyait la compétence de la communauté européenne pour agir en matière d'environnement, mais de manière incidente en 1967, une première directive sur la classification dans l'empaquetage et l'étiquetage, puis directement sur les déchets eux-mêmes, a ouvert la voie à une politique commune environnementale européenne qui concerne aujourd'hui plusieurs secteurs.

Face à la dégradation constante de l'environnement, et avec la prise de conscience des risques liés à un problème global, cette approche thématique a progressivement évoluée. Avec l'acte unique européen en 1986, un titre spécial est inséré pour la première fois dans le traité pour doter l'Union européenne d'une compétence explicite en la matière. La politique commune de l'environnement est née. Avec le traité de Maastricht, l'environnement entre dans le champ de la procédure de codécision (Aujourd'hui, procédure législative ordinaire) et devient une politique européenne.

Le traité d'Amsterdam prolonge cette évolution en intégrant le principe du développement durable. Désormais, toutes les actions et les politiques communautaires doivent prendre en considération ce principe.

Enfin, le traité de Lisbonne ajoute un nouvel objectif à la politique de l'Union européenne dans le domaine de l'environnement, il s'agit de la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement. Il s'agit de la politique communautaire internationale pour la protection de l'environnement. La politique européenne de l'environnement se fonde sur les articles 191 à 193 du TFUE (titre XX). Mais le fondement concret de son action se trouve dans la septième édition du programme d'action pour l'environnement, qui planifie l'action communautaire à l'horizon 2020, intitulé « bien vivre dans les limites de notre planète ». Ce programme constitue la pierre angulaire de la politique européenne en matière d'environnement.

Concernant les outils de l'action de l'Union européenne, il s'agit principalement du cadre réglementaire constitué de directives, règlements et de décisions portant sur les différents champs d'intervention de la politique communautaire, eau, air, bruit, déchets, biodiversité, etc.

Afin de réaliser les objectifs et les principes de cette politique ambitieuse, des instruments d'action se sont mis en place au fil du temps. C'est surtout à partir de Maastricht qu'ils se formalisent, tel que l'agence européenne pour l'environnement, LIFE (L'instrument financier pour l'environnement) qui cherche à en accompagner la mise en œuvre, et à financer des améliorations et des projets en matière de protection de l'environnement.

C'est ainsi, depuis plusieurs années, qu'un jeu à différentes composantes se met en place. La codirection de fait de début entre conseil et commission se sont rajoutés de nombreux autres acteurs : Cour européenne de justice (dont les décisions ont permis l'extension du domaine d'intervention de l'Union européenne), administrations nationale et européenne et surtout le parlement européen, puisque le principe de codécision devient la norme en matière d'environnement et ce à partir du traité d'Amsterdam (1997). Cette multiplicité d'acteurs autant que l'ampleur de la politique environnementale européenne explique l'extraordinaire complexité de cette dernière, mais aussi la compétition à laquelle se livrent les différents intervenants : parlement et commission, en particulier, s'en servent pour étendre leurs prérogatives et légitimer leur existence.

Chapitre I : La prise en compte tardive de l'environnement dans la politique européenne.

Au commencement des communautés, l'objectif fondamental était d'assurer la libre circulation des biens et des personnes ; la protection de l'environnement ne figurait pas encore parmi les objectifs des traités.

Il est toutefois, rapidement apparu que les mesures environnementales, souvent divergentes, adoptées par les Etats membres, pouvaient entraver la libre circulation des marchandises. Les premiers textes du droit communautaire de l'environnement, adoptés dans les années soixante et soixante-dix, ont, par conséquent, chercher à harmoniser les diverses normes nationales en y substituant une norme environnementale commune.

Puis, la communauté a élargi son champ d'action depuis des années, elle agit pour la protection de l'environnement, étant donné qu'elle considère qu'une action transnationale sera plus efficace que des actions isolées de ses Etats membres.

Aujourd'hui, le droit communautaire de l'environnement forme un ensemble hétérogène de plusieurs actes, dont la principale faiblesse est leur mauvaise application dans les Etats membres.

Section 1 : la nécessité de trouver une base juridique commune adéquate au domaine de l'environnement.

Les communautés européennes au cours de leurs premières années auxquelles le traité instituant la C.E.E., la problématique de l'environnement n'avait pas encore été ressentie avec suffisamment d'acuité, et n'était pas une préoccupation majeure en Europe.

Ce n'est que bien plus tard que la prise de conscience de certains excès d'une telle société a conduit la communauté à penser à une approche communautaire des problèmes environnementaux : on est alors appelé à se demander pourquoi l'élaboration d'une politique pour l'environnement fut aussi tardive ?[1]

[1] - Voir sur ce sujet, Yves Dezalay, « de la défense de l'environnement en développement durable, l'émergence d'un champ d'expertise des politiques européennes », acte de la recherche en sciences sociales n° 166-167, 2007/1, pp 66-79.
- Florence Simonetti, « le droit européen de l'environnement », revue Pouvoirs, vol 127, n° 04, 2008, p 67.

Sous-section 1 : Les facteurs d'une politique communautaire si tardive.

Dès les débuts de son affirmation, et même parfois avant sa consécration dans les droits nationaux, le droit de l'environnement a été marqué par une dimension internationale très forte, dont les grandes conférences internationales organisées dans le cadre de l'ONU, comme la conférence de Stockholm de juin 1972[1], le Sommet de Rio de 1992[2] ou les conférences de Kyoto de 1997[3] et Copenhague en 2009[4], ont été les témoins. Cette dimension internationale du droit de l'environnement qui a été sans doute un trait caractéristique s'explique aisément pour traiter des questions ne connaissant pas les frontières comme la pollution de l'air ou de l'eau ou la préservation de la biodiversité. Le droit international interétatique doit jouer un rôle essentiel si l'on veut traiter les problèmes à l'échelle où ils se posent.

---

[1] - La déclaration de Stockholm adopté lors de la conférence des Nations Unies sur l'environnement le 16 juin 1972, disponible sur le site : http://www.unep.org.
- Voir aussi Yanick Rumpala, de l'objectif de développement durable à la gouvernementalisation du changement, expressions et effets d'une préoccupation institutionnelle renouvelée en France et dans l'Union européenne, politique européenne, vol 33, n° 01, 2011, pp 119-153.

[2] - La conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, plus connu sous le nom de « Sommet de la terre » de Rio de Janeiro ou Sommet de Rio, s'est tenue à Rio de Janeiro au Brésil du 05 au 30 juin 1992 réunissant 110 chefs d'Etats et de gouvernements et 178 pays, cette conférence a été marquée par l'adoption d'un texte fondateur de 27 principes, intitulé « déclaration de Rio sur l'environnement » qui précise la notion de développement durable. Le texte intégral de la déclaration de Rio est disponible sur le site : http://www.un.org/frensh/events/rio92/acouf15126vol1F.htm.
- L'Algérie, partie prenante, dès le début du processus de négociation de la conférence, contribue à l'effort collectif visant la mise en œuvre du traité dans l'objectif de promouvoir un développement durable respectueux de l'environnement. Voir le décret présidentiel numéro 95-163 du 07 muharram 1416 correspondant au 06 juin 1995, JORA n° 32, portant ratification de la convention sur la diversité biologique signé à Rio de Janeiro le 05 juin 1992.

[3] - Cet accord international, bâti sur la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, met en place des objectifs légalement contraignants et des délais pour réduire les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés, et créant des mécanismes innovants pour aider les pays à atteindre ceux-ci. Le protocole a été adopté à Kyoto (Japon) en décembre 1997 et est entrée en vigueur le 18 novembre 2004, après sa ratification par 55 Etats parties à la convention. Le texte du protocole est disponible sur le site :
http://www.unfccc.int/files/cooperation_and_support/cooperation_with_international_organisations/application/pdf/kpfrensh.pdf.
- L'Algérie est partie à la CCNVCC par décret présidentiel n° 93-99 du 10 avril 1993, JORA n° 24, portant ratification de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et aussi partie au protocole de Kyoto du 17 mai 2010, décret présidentiel n° 04-144 du 28 avril 2004, JORA n° 29, portant ratification du protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, fait à Kyoto le 11 décembre 1997.

[4] - L'accord de Copenhague est un accord politique dévoilé par un petit groupe de pays, dont les Etats Unis et les pays émergeants, au terme de la conférence de Copenhague de 2009 sur le climat. Comme il n'a pas été adopté par celle-ci, la 15ème conférence des parties (Cop 15) à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, s'est contentée de prendre note. L'accord de Copenhague n'a aucune valeur juridique et son contenu est loin d'être à la hauteur des attentes que la conférence avait soulevées, s'il affirme la nécessité de limiter le réchauffement planétaire à 2°C par rapport à l'air préindustrielle, le texte ne comporte aucun engagement chiffré de réduction des émissions de gaz à effet de serre, se contentant de prôner la coopération pour atteindre un pic des émissions à effet de serre aussitôt que possible. Voir le texte de l'accord sur le site :
http://www.unfccc.int/files/meetings/cop_15/application/pdf/cop15_cph_auv-pdf.

Première partie : Les fondements juridiques du droit communautaire de l'environnement - Du balbutiement à la confirmation-

Pour l'Europe, à l'époque de la signature des premiers traités portant création des différentes communautés européennes, la protection de l'environnement n'était pas une préoccupation majeure[1].

D'abord, sortant de la seconde guerre mondiale, dans une situation catastrophique, les six Etats fondateurs axaient leurs préoccupations autours des thèmes de la reconstitution de la sécurité, des approvisionnements et de la paix en Europe. Ils préfèrent donner la priorité à la mise en place d'un système de coopération économique basé sur la production et les investissements, il n'y a à l'origine aucune base juridique directe relative à la protection de l'environnement donc n'avait pas encore été saisie dans son ensemble par la conscience publique.

La seconde raison pour la prise en compte tardive de l'action sur l'environnement est dans les traités C.E.C.A.[2], E.U.R.A.T.O.M.[3], et C.E.E.[4]. En effet, ces derniers, n'ont en aucun moment cité le droit à l'environnement d'une manière directe, mais ils faisaient référence aux conditions de vie, la sécurité du travail, et la protection sanitaire des populations[5].

Jusqu'à la fin des années soixante, aucune politique communautaire de l'environnement n'a été développée. Toutefois, il est entré dans le droit communautaire via des textes d'harmonisation adoptés en vue d'assurer la libre circulation des marchandises. Il en est ainsi de la directive 67/548/CEE, du 27 juin 1967, concernant l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses[6], ou de la directive

---

[1] - Franck Dubois, « la construction d'une Europe environnementale », actes du colloque du 03 novembre 2014, revue sciences humaines combinées (en ligne) n° 14-2014, mise en ligne le 19 décembre 2017, consulté le 02 avril 2018, disponible sur : http://preo.4-bourgogne.fr/shc/index.php?id=383.

[2] - Traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), un article 55 relatif à la sécurité des travailleurs assez éloigné du concept de l'environnement.

[3] - EURATOM : traité instituant la communauté européenne est le traité fondateur de la communauté éponyme, il a été signé en 1957 à Rome, en même temps que le traité instituant la communauté économique européenne, d'où leur nom informel commun de traité de Rome de 1957, qui incluait un chapitre III consacré à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultants des radiations ionisantes.

[4] - Traité de Rome nommé à l'origine « traité instituant la communauté économique européenne », il a constitué l'acte fondateur de la communauté économique européenne (CEE), il a été signé le 25 mars 1957 par l'Allemagne, la France, l'Italie et les trois pays du Benelux, devenue Union européenne depuis la signature du traité de Maastricht, qui s'assigne comme mission de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la communauté, une expression continue et équilibrée, une stabilité accrue et un développement accéléré du niveau de vie.

[5] - Yves JEGOUZO, l'impact du droit communautaire sur le droit Français de l'environnement, in mélange en l'honneur de Philippe MANIN, l'Union européenne, Union de droit, Union des droits, éditions Pedone, 2010, p674.

[6] - Directive 67/548/CEE du conseil du 27 juin 1967, concernant le rapprochement de disposition législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses, JO, 196, 16 août 1967, p 1 – 98.

70/157/CEE, du 06 février 1970, relative au niveau sonore admissible et au dispositif d'échappement des véhicules à moteur[1].

Par exemple le traité C.E.E. s'assigne pour mission de « promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie ».

La première grande manifestation de l'intérêt porté par la communauté mondiale aux problèmes de l'environnement est constituée par la conférence des Nations Unies sur l'environnement humain qui s'est tenue à Stockholm en juin 1972.

L'objectif de cette conférence était de définir l'action à entreprendre en commun pour préserver et améliorer le domaine de l'environnement, ainsi que pour mobiliser les efforts dans ce sens. Jean Marc la Vielle considère que cette conférence « marque le début d'une prise de conscience des enjeux planétaires liés à la protection de l'environnement »[2].

Il a fallu donc attendre 1975 pour voir apparaitre les premiers textes relatifs à l'environnement à la suite des orientations définies par les chefs d'Etats et de gouvernements à l'occasion du sommet de Paris du mois d'octobre 1972, ce sommet qui réunit pour la première fois les chefs d'Etats et de gouvernement des récifs, soulignera que le développement n'est pas une fin en soi, qu'il faut également s'intéresser et tenir compte des problèmes de l'environnement.

« L'expansion économique qui n'est pas une fin en soi, doit, par priorité permettre d'atténuer la disparité des conditions de vie ; elle doit se traduire par une amélioration de la qualité aussi bien que du niveau de vie … Une attention particulière sera portée aux valeurs et biens non matériels et à la protection de l'environnement afin de mettre le progrès au service des hommes »[3].

Ce sommet devait permettre de donner l'élan politique nécessaire à la mise en œuvre d'une politique commune de l'environnement.

Deux conférences importantes vont suivre ce sommet de Paris. D'abord, la conférence de la Haye, sur la pollution du Rhin tenue le 25 et 26 octobre 1972, la

[1] - Directive 70/157/CEE, concernant le rapprochement des législation des Etats membres relatives au niveau sonore admissible et au dispositif d'échappement des véhicules à moteur, JO n° L42, 23 février 1970,

[2] - LARRIELLE J. M., droit international de l'environnement, éditions Ellipses 1998, p 30.

[3] - Déclaration adoptée à l'issue du sommet des chefs d'Etats et de gouvernements réunis à Paris du 19 au 21 octobre 1972, texte intégral dans le bulletin des communautés européennes, octobre 1972, n° 10, Luxembourg, office des publications officielles des documents européens.

seconde réunion tenue, fut la conférence interministérielle de Bône, le quatre et le cinq décembre 1973, au cours de laquelle les ministres de l'environnement des Etats membres dégagèrent des principes communs d'action et mirent l'action sur certaines initiatives à entreprendre en commun pour la protection de l'environnement, et tout particulièrement en matière de lutte contre la pollution. Mais malgré la rapidité de la mise en place d'actions communautaires liées à la politique de l'environnement, plusieurs difficultés sont posées sur le terrain. Ces difficultés étaient relatives :

Premièrement : au faible niveau de connaissances en matière d'environnement, la définition de l'environnement, la division de l'environnement et la problématique de l'environnement.

Deuxièmement: dans le coût élevé des opérations de protection de l'environnement, enfin, comment faire comprendre aux hommes qu'une économie orienté sur la rentabilité à court terme doit prévoir les conséquences de son développement sur les aspirations de la collectivité qui demande de meilleures conditions et des exigences à long terme ?[1]

Sous-section 2 : l'émergence progressive de l'environnement dans le système communautaire.

A l'origine, la politique communautaire européenne a été élaborée sans base juridique claire, ce n'est qu'ultérieurement que lui sera trouvée cette base grâce à la motivation de quelques hommes et la prise de conscience de certaines lacunes qui permirent l'essor de la politique de l'environnement.

La politique communautaire de l'environnement repose sur le postulat[2] d'une nécessaire conciliation entre préoccupations environnementales et impératifs économiques qui sert de fondement à l'idéologie du développement durable, la communauté économique européenne a existé jusqu'en 1992. Elle a cependant cédé la place depuis cette date à l'Union et à la communauté européenne, mais il s'agit d'avantage d'un changement de terminologie, l'orientation économiste du traité de Rome restant inchangée malgré quelques concessions.

Paragraphe 1 : Le traité de Rome : L'absence de fondement juridique initial.

Signé en 1957, le traité de Rome dans sa version originale ne comporte aucune disposition portant spécifiquement à l'environnement. Dans son préambule comme

[1] - Jean Laurent TERRAZONI, Union européenne et protection de l'environnement, analyse d'un système de coopération, thèse pour l'obtention d'un doctorat en sciences politiques, université de Nice Sophia Antipolis, faculté de droit de sciences économiques et de gestion 2002, p 83.

[2] - Proposition qui ne peut être démontrée mais qui est nécessaire pour établir une démonstration.

dans ses articles 2 et 3, aucune référence n'était faite à la politique de protection de l'environnement, de même que, encore aujourd'hui, son article 36 ancien (30 nouveau) ne mentionne toujours pas les motifs d'environnement comme autorisant les Etats membres à déroger au principe de libre échange[1], la reconstruction et le développement étaient alors le souci majeur des Etats fondateurs. On observe d'ailleurs que le cas du traité de Rome n'est pas isolé, ni la charte de l'O.N.U., ni les statuts des conseils de l'Europe, qui pourtant traitent longuement l'un et l'autre de la coopération internationale, ne mentionnent formellement l'environnement parmi ses coopérations possibles.

Cependant, le silence du traité de Rome est compensé par des dispositions beaucoup plus prolixes des autres traités fondamentaux.

En effet, dans le cadre de la C.E.E., au terme de l'article 03, les institutions de la communauté doivent, dans le cadre de leurs attributions respectives et dans l'intérêt commun, promouvoir, entre autre, « l'amélioration des conditions de vie et de travail, de la main d'œuvre permettant leur égalisation dans le progrès … ». Le traité E.U.R.A.T.O.M. consacre également un chapitre entier[2] à la protection sanitaire, d'autres dispositions à la protection des personnes notamment celles sur le contrôle de sécurité[3].

Comme l'on peut remarquer, la plupart des prédispositions précitées intéressent beaucoup plus la santé et la sécurité. Quand à l'environnement, il a été défini dans ce programme d'action comme « l'ensemble des éléments qui forment, dans la complexité de leurs relations, les cadres, les milieux et les conditions de vie de l'homme et de la société tels qu'ils sont ou tels qu'ils sont ressentis ». C'est une conception large de l'environnement conformément au but retenu par le conseil européen, d'améliorer la qualité et le cadre de vie, le milieu et les conditions de vie des peuples qui en font partie, par prévention, réduction et, dans la mesure du possible,

---

[1] - Exemple, les directives 67/548 sur la classification, l'emballage et l'étiquetage substances dangereuses. Et 70/157 sur le niveau sonore des véhicules et les dispositifs d'échappement. Ces deux directives se fondèrent sur le principe libérale de la non-discrimination entre les acteurs économiques des différents Etats membres et de la lutte contre les distorsions à la concurrence « le marché commun » supposé dès le départ la nécessité d'adopter des standards uniques rendant caduc les barrières nationales non tarifaires. Dès sa naissance, le droit communautaire de l'environnement vise à imposer à toutes les entreprises de la communauté une règle de jeu commune qui ne doit permettre à aucune d'entre elles de tirer un avantage économique de sa pollution dans un contexte de libre concurrence. Autrement dit, l'environnement et la santé publique ne doivent pas constituer des facteurs de discriminations entre les Etats membres comme entre les entreprises.

- Voir aussi sur le sujet : Ludwig Kramer, l'acte unique européen et la protection de l'environnement, réflexions sur quelques nouvelles dispositions du droit communautaires, revue juridique de l'environnement, année 1987, vol 12, n° 04, pp 449-450.

[2] - Chapitre III du titre II, in Bluman Claude, « la CECA » et « l'Euratom », rubrique encyclopédie Dalloz du droit économique, vol 2, n° 100, 1992, p 126.

[3] - Ibid, Chapitre VII. Voir aussi : Florence Simonetti, Op Cit, pp 67-68.

suppression des pollutions et nuisances, ainsi que par l'orientation du développement dans le sens de la qualité et l'intégration des aspects environnementaux dans l'aménagement des structures et des territoires. Même si cette notion n'est pas la plus fréquemment sollicitée par la doctrine pour rapprocher le concept environnement, la notion de condition de vie occupe ici toutefois une place particulière dans la mesure où elle « aspire » en quelque sorte la notion d'environnement.

La première directive adoptée est la directive sur les déchets N° 75/442 du 18 juillet 1975. La directive a souligné l'importance de favoriser la récupération des déchets et l'utilisation des matériaux de récupération afin de préserver les ressources naturelles. En ce sens, elle a, notamment, prévu que les Etats membres « prennent les mesures appropriées pour promouvoir la prévention, le recyclage et la transformation des déchets, l'obtention à partir de ceux-ci de matière première et éventuellement de l'énergie, ainsi que toute autre méthode permettant la réutilisation des déchets.

Jusqu'à l'adoption de l'acte unique européen de 1986, cette directive a été le principal acte législatif-cadre régissant le domaine des déchets dans la communauté. En même temps, l'action communautaire a également avancé dans quelques domaines spécifiques dans le cadre des trois premiers programmes d'action sur l'environnement (déchets dangereux, emballages, etc.)[1].

Même si la politique de l'environnement est née en marge du traité de Rome, il fallait trouver des bases juridiques pour asseoir les actions entreprises puisque la volonté de mener une politique existe.

Le vecteur juridique choisi pour lancer l'action environnementale communautaire et la mener à bien sera l'article 100, relatif à l'harmonisation des législations nationales, soit l'article 235, lorsque le fonctionnement du marché commun était en cause sans qu'aucune disposition spécifique ne soit conservée. Le législateur communautaire avait même parfois recours à la double base juridique lorsque la mesure poursuivait à la fois les objectifs visés aux articles 100 et 235. De nombreux problèmes furent soulevés quant à la pertinence de l'application conjointe de ces deux articles, et c'est ce que nous allons détailler dans le prochain titre.

[1] - En 1981, une communication sur le troisième programme sur l'environnement pour la période 1982 à 1986 a été présentée au conseil. Ce programme s'inscrivait lui aussi dans la continuation des mesures prévues dans les programmes précédents et visant en particulier à développer une stratégie générale pour la prise en considération de l'environnement dans les autres politiques, telles que l'agriculture, l'énergie, l'industrie et les transports. La résolution sur le troisième programme d'action sur l'environnement a été adoptée par le conseil le 07 février 1983, intégrant aussi des avis du parlement européen et du comité économique et social, troisième programme d'action, JOCE n° C46 du 17 février 1983.

Paragraphe 2 : Un fondement juridique improvisé : La référence aux articles 100 et 235.

La notion de l'environnement n'avait pu être expressément incluse dans le traité de Rome comme on l'avait expliqué auparavant, mais, dès lors que la volonté de mener une politique existe, les moyens de la mener peuvent toujours se trouver.

Le traité instituant la communauté économique européenne (C.E.E.) contenait certaines dispositions spécifiques relatives à certains aspects de la protection de l'environnement[1], articles 100 et 235.

A) L'article 100 du traité C.E.E.

L'article 100 prévoit que le conseil arrête à l'unanimité des directives pour le rapprochement des dispositions des Etats membres qui ont une incidence directe sur l'établissement et le fonctionnement du marché commun.

Pour permettre le recours à l'article 100, il faut donc que l'existence de lois nationales divergentes ait une incidence directe sur le marché commun. En effet, certaines dispositions des Etats membres pouvaient entraver la mobilité des facteurs, et plus particulièrement les échanges commerciaux, et mettre ainsi directement en cause le bon fonctionnement du marché commun.

Pour intervenir dans des domaines que le traité n'avait pas prévus spécifiquement, les institutions communautaires ont dû recourir dès le début des années 70 à ce type de dispositions générales.

Ainsi l'article 100 a servi de base juridique à de nombreuses règlementations dans le domaine de la protection de l'environnement et celui de la consommation[2].

Il reste que tant en matière d'environnement que de consommateur, les textes adoptés concernent d'abord la réalisation du marché commun et ensuite la protection de l'environnement et du consommateur.

---

[1] - MOUSSIS Nicolas, « Le cadre juridique de la politique de l'environnement », Revue du marché commun, Paris, Editions Techniques et Economiques, février 1983, pp 5 et 67.

[2] - Sur cette base de directive à incidence environnementale ont étés adoptées telles les directives sur la teneur en plomb de l'essence (Directives du conseil du 28 juin 1977 (77/537/CEE), concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux mesures à prendre contre les émissions de polluants provenant de moteurs diesels destinés à la propulsion des tracteurs agricoles ou forestiers à roues JOCE n° I.220.29 août 1977, p 38, directive du conseil du 20 mars 1985 (85/210/CEE) concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la teneur en plomb dans l'essence, JO n° L96.3 avril 1985, p 25).

Cependant, l'article 100 ne permettait un rapprochement des dispositions divergentes en matière de protection du domaine uniquement en fonction du marché commun[1], mais non en fonction de considérations de portée vaste qui seraient essentiellement d'ordre écologique. Son objet est donc limité. Alors il est nécessaire de trouver une autre base juridique en plus, puisque l'article 100 est insuffisant pour constituer la base d'une véritable action communautaire en matière d'environnement.

C'est ainsi que l'on se tourna vers l'article 235 du traité et chercher à savoir si cet article permettait un rapprochement des législations relatives à la protection de l'environnement.

B) L'article 235 du traité C.E.E.

Il s'agit ici de permettre la réalisation d'un des objectifs de la communauté et de faciliter le fonctionnement du marché commun. Cet article permettait à ces institutions d'intervenir quand le traité n'a pas prévu d'attributions spécifiques pour réaliser l'un des objectifs inscrits à l'article (02) du traité C.E.E., dont « l'amélioration constante des conditions de vie et de travail dans les Etats membres ».

Depuis le début des années soixante-dix, le recours à cette disposition du traité s'est généralisé, conduisant à une extension des compétences communautaires, qui s'est fait sans que les parlements des Etats puissent exercer un contrôle. Mais il est important de citer que la cours de justice a confirmé que le recours à l'article 235 n'est justifié que si aucune autre disposition du traité ne confère aux institutions communautaires la compétence nécessaire pour arrêter cet acte[2].

L'exposé jusqu'ici montre l'existence d'une difficulté d'identifier les compétences communautaire dans le domaine de l'environnement. Ces difficultés étaient dues à l'absence dans les traités de dispositions spécifiques donnant compétence aux institutions communautaires dans ce domaine. Cela devrait changer avec l'acte unique européen.

---

[1] - Autrement dit, les mesures communautaires de prévention sont légales lorsqu'elles visent à l'harmonisation de mesures nationales et à la lutte contre les entraves techniques aux échanges, elle ne peut alors, théoriquement, que se limiter aux produits et aux activités économiques. Les mesures de la protection de la faune et de la flore ne pouvaient par conséquent trouver justifications économiques et se fonder sur l'article 100.

[2] - C'est l'affaire 45/86, du 26/03/1987, elle avait pour objet l'annulation du règlement (CEE) n° 3599/85 du conseil du 17 décembre 1985, portant application de préférences – tarifaires généralisées pour l'année 1986 à certains produits industriels originaire de PVD, et du règlement (CEE) n° 3600/85 du conseil du 17 décembre 1985, portant application de préférences tarifaires généralisées pour l'année 1986 aux produits textiles originaires de PVD. C.J.C.E. Aff. 45/86.Rec.1987, p 1520.

Section II : La consécration de l'environnement comme véritable politique communautaire.

Jusque-là, le droit communautaire de l'environnement n'est qu'un droit « accessoire » dans le cadre européen. En effet, les traités cités auparavant ignorent les préoccupations du sujet. Dès lors, ce droit se trouvait privé de base juridique, mais tout cela n'a pas découragé, bien au contraire tous les projets et initiatives allaient dans le sens de son développement.

Par ailleurs, la conviction de la nécessité d'une politique communautaire pour l'environnement, l'information par les médias, la pression de l'opinion publique, d'associations de défense de l'environnement ont catalysé la réaction des pouvoirs communautaires dans une reconnaissance solide des compétences de la communauté en matière d'environnement.

Donc, la révision du traité a été soulevée. Il a fallu attendre l'acte unique européen puis la nouvelle modification pour qu'un véritable droit communautaire de l'environnement puisse voir le jour en introduisant et en renforçant des compétences communautaires spécifiques à la protection de l'environnement[1].

Sous-section I : L'acte unique européen ; une première étape dans la reconnaissance d'une politique communautaire environnementales.

C'est en 1986 que l'acte unique européen[2] inscrit dans le droit primaire communautaire, les compétences de la communauté dans le domaine de l'environnement par l'insertion d'un titre distinct (titre VII T.C.E.E.) qui définit l'objet de l'action communautaire (environnement, santé humaine, ressources naturelles), les principes de l'action communautaire (prévention, correction à la source, pollueur payeur). L'intégration des exigences en matière de protection de l'environnement dans les autres politiques de la communauté, le respect du principe subsidiaire, la coopération internationale, le principe du vote à l'unanimité avec possibilité de décision à la majorité qualifiée, la possibilité laissée aux Etats membres de définir des mesures de protection renforcées[3].

---

[1] - Kromarek Pascal – Ludwig Krämer, « droit communautaire de l'environnement, (1987, avril 1988) », revue juridique de l'environnement, année 1988/V13, n° 03, p 307.

[2] - L'acte unique européen (souvent abrégé en acte unique ou en A.U.E.) modifiant le traité de Rome de 1957, a été signé par douze Etats (l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays bas, le Danemark, l'Irlande, le Royaume Uni, la Grèce, l'Espagne et le Portugal), les 17 et 28 février 1986 au Luxembourg et à la Haye, et est entré en vigueur le premier juillet 1987. Il se nomme l'acte unique européen car c'est la première fois que l'on retrouve dans un traité des dispositions communautaires (supranationales) et des dispositions intergouvernementales (internationales).

[3] - Nathalie Bernay, « intégration européenne et environnement : vers une union vaste », politique européenne, vol 33, n° 01, 2011, p 07.

A la lumière de ce nouveau cadre juridique, ainsi que des nouvelles orientations communautaires de la politique de l'environnement proposées par la commission, le quatrième programme d'action en matière d'environnement pour la période 1987-1992[1] a été adopté par le conseil le 19 octobre 1987[2].

Ce programme a marqué une nouvelle phase dans l'évolution de cette politique communautaire, où la protection de l'environnement basée sur l'établissement de normes strictes, devait désormais se faire non seulement par des normes spécifiques, mais être partie intégrante des autres politiques, tant nationales que communautaires, ainsi que la mise en place d'une nouvelle approche assurant la protection de l'environnement sous toutes ses formes, par des mesures intégrant les besoins en matière d'environnement dans la planification et l'exécution des activités économiques et sociales.

Paragraphe 1 : Objectifs généraux.

L'acte unique a introduit dans le traité CEE un titre spécial consacré à l'environnement (le titre VIII), les articles 130R à 130T définissent de nouvelles attributions, dont l'existence excluait l'utilisation de l'article 235.

C'est le paragraphe premier de l'article 130R qui fixe les objectifs de la politique communautaire de l'environnement, il s'agit pour la communauté européenne de : « préserver, protéger, améliorer la qualité de l'environnement », « contribuer à la protection de la santé des personnes et assurer une utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles ». Il est important de rappeler que le concept « d'environnement » n'est pas défini, ce qui permet d'appréhender un domaine très vaste et un maximum d'intervention.

Le premier des objectifs désignés par la communauté, c'est-à-dire la préservation, la protection et l'amélioration de l'environnement ne pose pas de problèmes en soi, il permet d'aborder tous les aspects de la protection du sujet et un maximum d'interventions à la communauté.

Le second objet, la protection de la santé des personnes, n'est pas un objectif à part entière ; l'action de la communauté ne fait ici que contribuer à cette protection[3].

---

[1] - JOCE n° L169 du 29/06/1987, « L'acte unique européen », p 01.
- Voir sur le sujet : Duvivier Roulants – François Hammer quart Jean Pierre, « une nouvelle stratégie européenne pour l'environnement dans le cadre de l'acte unique », revue du marché commun techniques et économiques n° 316, Paris, Avril 1988, pp 225-231.
[2] - Résolution du conseil du 19 octobre 1987 concernant le quatrième programme d'action des communautés européennes en matière d'environnement (1987-1992), JO n° C328 du 07/12/1987, p 1-44.
[3] - KROMAREK Pascal, Droit communautaire, dans l'ouvrage l'écologie et la loi, (dir) KISS Alexandre, Paris, éditions L'harmattan, 1992, p 78.

Les conséquences de la qualité de l'environnement sur la santé sont importantes, de sorte que les compétences en matière d'environnement rejoignent le souci de protéger la santé. Par ailleurs, ce second objectif a toujours été admis. En effet, les programmes d'action faisaient déjà référence à la santé des personnes et de nombreuses directives visent expressément « la protection de la santé publique » notamment en ce qui concerne la qualité des eaux[1]. « L'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles » est le troisième objectif également déjà mentionné dans les programmes d'action. Ceux-ci faisaient aussi une distinction qui correspond au souci d'améliorer la qualité de l'environnement et d'assurer au même temps la qualité et la quantité d'éléments dont l'utilisation est indispensable à la vie humaine, pour les ressources non renouvelables, tout gaspillage doit être évité[2]. Reste que la compétence de la communauté en matière de gestion des ressources naturelles est limitée par la déclaration numéro 9 relative à l'article 130R du traité CEE de la conférence ayant arrêté définitivement l'acte unique européen, en vertu de laquelle la politique européenne de l'environnement ne peut interférer avec la politique nationale d'exploitation des ressources énergétiques[3].

Tous les objectifs de l'action environnementale de la communauté ne constituent pas une innovation, mais en les formulant d'une façon générale, ce qui n'avait jamais été fait jusqu'à présent dans un texte juridique, l'article 130R paragraphe 1er, ouvre à la communauté un champ d'action très vaste.

Ces objectifs ne définissent en aucun cas les compétences de la communauté et des Etats membres dans ce domaine[4]. Alors, elles doivent se fonder néanmoins sur le respect de plusieurs principes. Ceux-ci sont énumérés à l'article 130R & 2.

Paragraphe 2 : Principes généraux pour une politique de l'environnement.

L'acte unique européen comporte l'énoncé de toute une série d'éléments à prendre en compte par la communauté[5]. « L'action de la communauté en matière d'environnement est fondée sur les principes de l'action préventive, la correction par priorité à la source des atteintes à l'environnement et du pollueur payeur » signifie que l'activité des communautés dans le domaine de l'environnement est tenue au respect des trois principes : la prévention, la correction à la source et la règle du pollueur-

[1] - Nous citerons en exemple la directive du conseil européen, 80/778 du15 juillet 1980, relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, JO n° L229 du 30 août 1980, p11-29.
[2] - Voir Sophie BAZIADOLY, Le droit communautaire de l'environnement depuis l'acte unique européen, thèse de doctorat en droit public, université de Paris II, 1993, pp 36-37.
[3] - François ROELANTS Duvivier – Jean Pierre HANNEQUART, « une nouvelle stratégie pour l'environnement dans le cadre de l'acte unique », revue du marché commun, Paris, édition techniques et économiques, avril 1988, N° 316, p 226.
[4] - Jean Laurent TERRAZONI, Op Cit, p 109.
[5] - Article 130 R 2 du traité C.E.E.

payeur. Rien de vraiment neuf par rapport à ce qui a été déjà fixé dans les programmes.

A) Le principe de l'action préventive.

Le principe de l'action préventive complété par celui de la correction par priorité à la source[1].

Les deux principes complémentaires sont les plus fréquemment pris en compte par la réglementation en vigueur et visent à agir sur les causes d'atteinte à l'environnement plutôt que sur les conséquences et les dommages. « L'objectif de la politique environnementale ne doit pas donc être d'éliminer les pollutions intervenues, mais plutôt une action qui empêche l'arrivée de tels événements polluants », d'après François Roentgens Duvivier et Jean Pierre HANNEQUART qui continuent en expliquant que « ce principe a véritablement priorité sur toute autre, de par sa nature même, il est même essentiel si l'on considère, par exemple, l'action qui doit être menée dans le domaine des déchets »[2].

Ces deux auteurs estiment également « pouvoir en déduire une obligation juridique de recours systématique à la procédure d'évaluation préalable de l'impact sur l'environnement »[3]. L'acte unique ne reprend pas expressément les termes souhaités, mais étant donné que l'article 130 R & 2, phrase une, ne détermine pas dans quelle forme le principe de l'action préventive doit être entrepris, les possibilités d'actions sont très larges.

B) Le principe pollueur-payeur.

Ce principe a été considéré dès le départ par la communauté comme un des principes de base de sa politique environnementale. Cet Etat de fait se retrouve dans tous les programmes d'action successifs des communautés. « Le principe de pollueur-payeur doit être compris dans le sens que les coûts de la diminution des pollutions environnementales sont à supporter par celui qui a causé la pollution. Les aides d'Etats ne doivent donc pas être donnés pour l'élimination des pollutions existantes, puisque

---

[1] - Les principes de prévention, de correction à la source et du pollueur-payeur, ont été formulés dès le premier programme d'action de la communauté en matière d'environnement en 1973, et constamment repris depuis, ils sont aussi reconnus dans la plus part des Etats membres et sont énoncés dans de nombreux textes à caractère international grâce à leur insertion dans le traité de Rome. Ils se trouvent consacrés comme des règles fondamentales de toute politique de l'environnement.

- Pour des commentaires sur l'acte unique européen voir Ludwig Krämer, « l'acte unique européen et la protection de l'environnement, réflexions sur quelques dispositions du droit communautaire », revue juridique de l'environnement, n° 04, 1987, p 449, et conseil européen de l'environnement, « commentaire de l'acte unique européen en matière de l'environnement », RJE n° 01, 1988, p 75.

[2] - François ROELANTS Duvivier – Jean Pierre HANNEQUART, « une nouvelle stratégie pour l'environnement dans le cadre de l'acte unique », Op Cit, p 226.

[3] - J.O.C.E. n° L175 du 5 juillet 1985, pp 40-48.

alors le contribuable paierait en fin de compte les frais. Les obligations des pollueurs potentiels doivent être précisées par la fixation des normes contraignantes pour les émissions ainsi que par la fixation de charges financières »[1].

Enfin, ce principe reste largement théorique en particulier dans le domaine des déchets où les industriels externalisent les coûts sur la collectivité. Les limites conceptuelles de ce principe expliquent également qu'il reste inapplicable à la conservation de la biodiversité dans la mesure où il ne peut pas concerner la destruction des milieux[2].

C) Le principe de l'intégration.

L'article 130R & 2 stipule en sa dernière phrase que : « les exigences en matière de protection de l'environnement constituent une composante obligatoire des autres politiques de la communauté ».

Ce principe a été transformé en principe général de la communauté européenne par l'article 6 qui s'impose dorénavant juridiquement à tous les choix politiques, il apparaît comme le principal instrument politico-juridique de mise en œuvre du développement durable[3].

Ce principe a cependant, beaucoup de difficultés a être mis en œuvre au sein de la commission compte tenu de l'optique économiste dominante des directions concurrentes[4]. Très vite, il a fallu se prononcer sur la portée de ce principe d'intégration, certes chacun comprenait que le législateur communautaire devait prendre en compte les préoccupations environnementales dans le développement des

---

[1] - Elzear DeSabran Poutines, « le principe pollueur payeur en droit communautaire », revue européenne de droit de l'environnement, vol 12, n° 01, Paris 2008, p 21.

[2] - Simon CHARBONNEAU, Droit communautaire de l'environnement, éditions L'Harmattan, Paris 2006, p 65. p 65.

[3] - Il a été appliqué pour la première fois avec l'adoption de la directive 85/335 relative aux évaluations d'impact environnemental et aujourd'hui avec l'adoption de règle d'éco conditionnalité des aides financières communautaires. Une communication de la commission a également prévu la possibilité d'intégrer ces considérations dans les marchés publics (Com 2001/C-333/07 du 28 novembre 2001). Cette possibilité a été reconnu comme un droit conféré aux autorités locales lors de la passation des marchés publics par la cour (C.J.C.E. Concordia bus Finlande du 17 septembre 2002, aff.C-513/99).

- Et encore confirmé par l'arrêt de la cour en date du 04 décembre 2003 (Aff-C-448/01EVNAG Weinstrom c/Rép-Autrichienne). Deux directives 2004/17 et 18 en date du 31 mars 2004 relative à la passation des marchés publics abrogent les quatre précédentes adoptées dans les années 92/93 en intégrant la dimension environnementale dans la procédure, in Simon Charbonneau, Droit communautaire de l'environnement, Op. Cit., p 66.

[4] - Voir le rapport de la commission au conseil européen sur l'intégration de l'environnement et du développement durable dans les politiques communautaires. « Europe environment » n° 557 du 30 novembre 1999, disponible sur le site http://www.europe-environnment.com.

- C'est ainsi qu'en 2004, le fond mondial pour la nature (W.W.F.) a dénoncé les 20 millions d'Euros de subvention communautaire allouées aux installations d'aquaculture de thon rouge en méditerranée, pratique économique à l'origine de la surpêche de cette espèce : « Europe Environment » n° 658 du 10 juin 2004, disponible sur le site http://www.europe-environnment.com.

autres politiques mais la principale question restait celle de la valeur juridique, et donc de la sanction de ce principe.

On peut dire que ces trois principes ainsi proclamés, qu'ils sont de simples déclarations d'intentions juridiques, plutôt que des règles juridiques, malgré cela, ils obligent la communauté à orienter son activité en conformité avec eux et à concevoir des mesures compatibles avec eux.

Paragraphe 3 : Les principes de répartition de compétences entre la communauté et les Etats membres.

Qui agit ? Qui peut mettre sa compétence en action ? L'article 130 R & 4 et 5 et l'article 130 T ont vocation à répondre à ces questions, puisqu'ils permettent de départager les compétences respectives de la communauté et des Etats membres. Il s'agit du principe de subsidiarité, du principe de coopération internationale et de la clause minimale.

A) Le principe de subsidiarité.

Le paragraphe quatre de l'article 130 R stipule que : « La communauté agit en matière d'environnement dans la mesure où les objectifs visés au paragraphe premier peuvent être mieux réalisés au niveau communautaire qu'au niveau des Etats membres pris isolement. Sans préjudices de certaines mesures ayant un caractère communautaire, les Etats membres assurent le financement et l'exécution des autres mesures ».

Cet article prévoit en effet que la communauté n'agit que dans la mesure où les objectifs de la politique de l'environnement peuvent être mieux réalisés au niveau communautaire qu'au niveau des Etats membres pris isolement. Il semble à première vue opérer une répartition entre la communauté et les Etats membres en ce qui concerne leurs compétences ou leurs actions tant au niveau des décisions qu'au niveau de l'exécution soulèvent des problèmes d'interprétation[1].

Selon François ROELANTS Duvivier et Jean Pierre HANNEQUART : « ce principe souvent qualifié – maladroitement - de principe de subsidiarité paraît simplement rejoindre l'idée énoncée dès le premier programme suivant laquelle la

[1] - Au niveau des décisions : cela a été interprétée dans la plupart des commentaires parlementaires fournis pendant les débats de ratification de l'acte unique européen ainsi que la résolution du 18 février 1986 du parlement européen sur l'introduction de dispositions relatives à la protection de l'environnement dans le traité instituant la C.E.E., JOCE. n° C 68 du 24 mars 1986, p 47.

communauté dans son action en matière d'environnement doit tenir compte du bien fondé d'intervenir éventuellement au niveau national ou régional, voir local »[1].

Ludwig Kramer ne considère pas la première phrase du paragraphe quatre, comme une règle de partage des compétences entre la communauté et les Etats membres. Il l'interprète plutôt comme une ligne directrice politique pour la communauté. Cette ligne directrice est concrétisée par les décisions, les programmes, résolutions et autres instruments du conseil, du parlement et de la commission, par lesquels les mesures de la communauté sont planifiées et entreprises. Pour confirmer son interprétation, Kramer avance l'argument suivant en énonçant : « Qu'il n'est guère possible de se rendre compte in abstractif avant l'entrée en vigueur d'une mesure donnée, si un objectif peut être mieux réalisé au niveau communautaire qu'au niveau des différents Etats membres »[2].

Dans le même sens, Sophie BAZIADOLY nous donne un exemple. En supposant que la commission veille pour protéger la couche d'ozone de l'atmosphère, interdire l'utilisation des chlorofluorocarbones (C.F.C.) dans la communauté et la commission qui doit, pour ce faire, élaborer et soumettre une proposition de directive adéquate, peut-elle justifier et démontrer qu'une mesure communautaire protégera mieux cette couche d'ozone qu'une mesure prise par les Etats membres dans ce même but ? Faut-il que la commission - qui seule a un droit d'initiative, indépendant de surcroît de toute consigne du conseil – demande à la cour de justice des communautés de préciser qu'elles sont ses compétences ?

Faut-il qu'elle introduise un recours contre un Etat membre qui considérerait la communauté comme incompétente, pour violation du traité ?

Inversement, un Etat membre peut-il tenter une action à la commission pour inactivité lorsqu'elle ne reconnaît pas une compétence et se refuse à agir alors que l'État membre l'approuve ?[3]

La réponse à la question de savoir si une mesure de protection de l'environnement peut-être mieux réalisés au niveau communautaire qu'au niveau de tel ou tel Etat membre n'apparaît généralement que lorsque la solution à laquelle le conseil est arrivé, parfois après des discussions de plusieurs années est connue même alors que la question d'une « meilleure » protection relève de la spéculation politico-juridique, car un jugement objectif n'est possible, à la rigueur, qu'à postériori, si plusieurs années après l'adoption d'une directive, il apparaît que les objectifs visés à

[1] - ROELANTS Duvivier François et HANNEQUART Jean Pierre, Op. Cit. P 228.
[2] - Krämer LUDWIG, l'acte unique européen et la protection de l'environnement, Op Cit., pp 454-458.
[3] - Sophie BAZIADOLY, Op. Cit., pp 39-40.

l'article 130 R auraient étés tout de même, mieux réalisés à l'aide de mesures nationales, il faudrait que la cour de justice déclare nulle et non avenue la directive en question en usant par exemple, de la procédure visée à l'article 177 du traité pour cause d'incompétence de la communauté, un résultat visiblement impossible[1] il est donc nécessaire de prendre en compte tous les critères de la protection de l'environnement ainsi que les disparités pouvant exister dans ce domaine entre les Etats membres économiquement forts et faibles lorsqu'il s'agit d'examiner si les objectifs de l'article 130 R & 1er peuvent être mieux atteints au niveau communautaire qu'à celui des différents Etats membres[2].

Il faut également se demander si le principe de coopération internationale visé à l'article 130 R & 5, ne vient pas limiter la compétence communautaire lorsqu'il réserve la compétence pour les Etats membres de négocier dans les instances internationales et de conclure les accords internationaux.

B) Le principe de coopération internationale.

C'est l'article 130 R & 5 qui introduit, à l'égard de la communauté et de ses Etats membres respectivement, de coopérer avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes assorties d'une sauvegarde quant au maintien des compétences des Etats membres pour négocier et conclure des accords internationaux[3].

La jurisprudence de la C.J.C.E. aux fins de la détermination des limites de la compétence de la communauté par rapport à celle des Etats membres, a décidé dans l'affaire A.E.T.R. Les conclusions suivantes : « chaque fois que, pour la mise en œuvre d'une politique commune prévue par le traité, la communauté a pris des dispositions instaurant, sous quelques formes que ce soit, des règles communes, les Etats membres ne sont plus en droit, qu'ils agissent individuellement ou même collectivement de contracter avec les Etats tiers obligations affectant ces règles »[4].

Le cinquième paragraphe du nouvel article 130 R est formulé d'une manière apparemment incompatible avec cet arrêt puisqu'il affirme que : « dans le cadre de leurs compétences respectives, la communauté et les Etats membres coopèrent avec

---

[1] - Krämer LUDWIG, l'acte unique européen et la protection de l'environnement, Op. Cit., p 455.
- Voir également : Sophie BAZIADOLY, Op. Cit., p 40.
[2] - Ibid, p 457.
[3] - Le conseil européen du droit de l'environnement réuni à Strasbourg le 23 juin 1986 à Unsbourg le 31 octobre 1986, à Cressent le 28 novembre 1986 et à Bonn le 19 mars 1987, a analysé les dispositions du traité amendé concernant l'environnement, et a élaboré un commentaire sur l'acte unique européen, conseil européen de l'environnement, « Commentaire de l'acte unique européen en matière d'environnement », Op. Cit, p83.
[4] - C.J.C.E., arrêt du 31 mars 1971.

les pays tiers et les organisations internationales » et que la compétence de la communauté pour conclure des accords internationaux en vertu de l'article 228 du traité ne préjuge pas de « la compétence des Etats membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux ».

« Ceci signifie que tout le contenu du paragraphe cinq doit être compris dans le sens que la communauté peut agir au niveau international dans les matières où elle a elle-même arrêté des règles, mais qu'elle est incompétente au niveau international chaque fois qu''elle n'en a pas encore adoptées »[1].

C) La clause minimale.

L'article 176, qui est le dernier article consacré à l'environnement stipule que : « les mesures de protection arrêtées en commun en vertu de l'article 130 S ne font pas obstacle au maintien et à l'établissement, par chaque Etat membre, de mesures de protection renforcées compatibles avec le présent traité ». Certains Etats membres, craignent d'avoir à accepter des mesures communautaires trop peu protectrices, ont demandé l'introduction de cet article, qui leur permet de maintenir et même d'établir des mesures de protection de l'environnement plus sévères quel que soit le vote de l'État en cause et, sans avoir à faire valoir des raisons pour l'utiliser[2].

C'est un moyen pour les Etats membres de récupérer un peu de leur souveraineté dans ce domaine, dans la mesure où il s'agit de faire progresser la protection de l'environnement. Cet article va dans le même sens que l'article 174 & a1.2 qui donne aux Etats membres la possibilité de prendre des mesures de sauvegarde en cas de nécessité[3].

---

[1] - Bosco GIANCITO, « Commentaire de l'acte unique européen des 17-28 février 1987 », cahier de droit européen, Bruxelles, Editions Ferdinand LARCIER, n° 4-5 / 1987, p 379.

[2]- Ludwig KRÄMER - KROMAREK Pascale, « le droit communautaire de l'environnement, mai 1988, décembre 1989 », Op. Cit., p 83.

[3]- Suite à une question préjudicielle posée par un tribunal allemand, la cour a estimé qu'un Etat membre pouvait prendre une réglementation plus rigoureuse que la directive du 26 avril 1999 règlementant la mise en décharge de déchets biodégradables (C.J.C.E. 14 avril 2005 aff.C-6/03) par contre, la commission a estimé que, la Belgique ne pouvait prononcer une interdiction totale de l'emploi de composés organostaniques dans les peintures antifouling à partir de janvier 2003, car la directive 1999/51 ne prévoyait aucune interdiction générale et que l'Allemagne ne pouvait maintenir les dispositions nationales relatives aux colorants azoïques dérogeant à la directive 2002/61 dans un sens restrictif.

- La cour a estimé de son coté, que ce pays ne pouvait interdire la vente et l'utilisation à des fins professionnelles du trichloréthylène (C.J.C.E. 11 juillet 2000 kemikaheninspektionen et toolex Alpha, aff.C-473/98). Avec le refus de lever l'interdiction d'importation du bœuf britannique prise par la France en 1998 au nom du principe de précaution, le conseil d'État (CE 28 mai 2001 Société National Farmers) a été amené a posé une question préjudicielle à la cour de Luxembourg qui a condamné ce refus en décembre 2001 au nom du principe de libre circulation.

- Par contre, la cour a désavoué la commission dans un jugement en date du 20 mars 2003 en donnant raison au Danemark qui maintenait ses dispositions nationales plus sévères relatives aux additifs alimentaires constitués par les nitrates et les nitrites.

Paragraphe 4 : La problématique du choix des bases juridiques.

A) Une base juridique toujours incertaine.

Les articles 130 R et 130 T du titre VII de l'acte unique européen ont donné une base à la politique environnementale de la communauté, l'introduction de l'article 100 A, qui permet également de fonder l'action communautaire en matière d'environnement complique la question du choix des bases juridiques, « en effet, le conseil ayant eu l'occasion de se prononcer sur cette question, il a fait jouer l'article 100 A et non l'article 130 S à propos d'une directive concernant les émissions polluants de certains types de voitures, en considérant que la directive établissait des normes concernant un produit et que l'établissement de ces normes juridiques communes visées à assurer la libre circulation des produits, mais le conseil et la commission ont ajoutés au procès-verbal une mention précisant que le choix de l'article 100 A ne préjugeait pas de celui de l'article 130 S pour des normes dont l'objectif principal serait la protection de l'environnement »[1].

On voit là que le partage entre ces deux dispositions est donc loin d'être cohérent. En effet, n'est-il pas évident que pratiquement toutes les questions d'environnement ont des aspects économiques et sont donc de près ou de loin liées aux questions de marché intérieur visées à l'article 100 A ?

Mais n'est-il pas vrai par ailleurs que, l'action de la communauté en la matière doit se fonder principalement sur l'article 130 R par le fait même que l'acte unique prévoit à ce titre une politique spécifique de l'environnement, indépendamment de tout contexte de marché intérieur ? »

En conséquence, et tant donné que le traité ne contient pas de critère spécifique de choix entre les articles 130 S et 130 A, il importe beaucoup dans la pratique de savoir quelles sont les matières ou directives qui relèvent respectivement de l'article 100 A ou au contraire de l'article 130 R et 130 T. Sur cette question, on verra la position de la doctrine puis celle de la jurisprudence.

- Fait tout à fait exceptionnel, la cour a condamné la commission pour avoir autorisé la Suède et l'Autriche à restreindre l'usage du cadmium alors que cette substance est classée dangereuse par la directive 91/338 et qu'elle ne peut faire l'objet que d'un usage restreint prévu par une autre directive 99/51 (C.J.C.E. 18 juin 2002 aff.C-314/99).

[1] - KRÄMER Ludwig et KROMAREK Pascale, « Droit communautaire de l'environnement mai 1988/décembre 1989 », Op. Cit, p83.

I) La position de la doctrine.

Le choix du cadre juridique dans lequel seront traités les problèmes d'environnement a suscité de nombreuses interprétation et interrogations.

Ainsi pour M. EHLERMANN, tous les actes en relation avec le commerce doivent avoir comme base juridique l'article 100 A. Il penche également pour cette solution lorsque l'acte pris par le conseil vise à éliminer les distorsions de concurrence et comprend expressément dans cette catégorie les émissions provenant des grandes installations de combustion. La compatibilité des articles 100 A et 130 S admise par cet auteur comme fondement d'une éventuelle double base juridique mettra sans doute fin à la controverse avec l'inconvénient de soumettre les actes du conseil à deux procédures de décision différentes.

François ROELANTS Duvivier et Jean Pierre HANNEQUART soulignent que : « La problématique européenne de choix entre des bases juridiques s'est posée antérieurement à l'acte unique, toutefois, elle n'était pas fondamentale dans la mesure où, dans la plupart des cas, les procédures de décision ad-hoc étaient prévues en des termes identiques. Des difficultés ne sont apparues pratiquement qu'avec les directives agricoles d'harmonisation technique en matière vétérinaire, phytosanitaire et alimentaire : ainsi s'est posé le choix entre l'article 43 -prévoyant la majorité qualifié- et l'article 100 -l'unanimité- »[1].

Pour Jean DE RUYT « la référence à l'article 130 S doit être limité aux actions entreprises dans le but spécifique de protéger l'environnement. Les exigences en matière de protection du milieu qui, comme l'indique l'article 130 R paragraphe 2, sont une composante des autres politiques de la communauté, doivent être prises en compte dans le cadre des moyens d'action prévus pour la réalisation de ces autres politiques.

Aussi, lorsqu'une mesure vise à la réalisation du marché intérieur par le rapprochement des législations, elle devrait pouvoir être prise à la majorité qualifiée sur la base de l'article 100 A. même si interviennent des préoccupations liées au sujet. Ceci apparaît d'ailleurs à la lecture de l'article 100 A lui-même qui, dans ses paragraphes trois et quatre, fait référence à la protection de l'environnement dans le cadre des procédures qu'il établit. Reste que, pour des mesures combinant les deux préoccupations dans des propositions plus ou moins égales, il ne sera pas toujours facile de choisir la base juridique adéquate[2].

---

[1] - ROELANTS Duvivier – HAMMER François et HANNEQUART Jean Pierre, Op. Cit., p 230.
[2] - DE RUYT Jean, Op. Cit., p 218.

En conséquence, et étant donné que le traité ne contient pas de critère spécifique de choix entre les articles 130 S et 100 A, il importe beaucoup dans la pratique de savoir quelles sont les matières ou directives qui relèvent respectivement de l'article 100 A ou au contraire de l'article 130 R à 130 S. A ce propos, la question de la jurisprudence fut d'un apport considérable.

II) La position de la cour.

L'interprétation du traité qui concerne la politique de l'environnement a été précisée dans quatre arrêts de la cour de justice des communautés européennes, on va citer deux d'entre eux :

a) L'arrêt de la cours du 11 juin 1991 « Directive sur les déchets du dioxyde de titane ».

La question du choix entre l'article 100 A et l'article 130 S est au centre de l'important arrêt « d'oxyde de titane »[1] du 11 juin 1991, en a annulé la directive 89/428 relative aux déchets de l'industrie du dioxyde de titane[2]. Le conseil avait basé cette directive sur l'article 130 S.

Cette directive a été adoptée à l'unanimité par le conseil sur la base de l'article 130 S du traité : « Fixe …les modalités d'harmonisation des programmes de réduction, en vue de sa suppression, de la pollution provoquées par les déchets provenant des établissements industriels ancien, et vise à améliorer les conditions de concurrence dans le secteur de la production du dioxyde de titane »[3]. A cette fin, elle établit des niveaux harmonisés pour le traitement des différents types de déchets de l'industrie, des procédés spécifiques, une prohibition totale est imposée[4]. En revanche, pour d'autres déchets provenant d'établissements anciens, la directive fixe des valeurs maximales de substances nocives[5].

Il ressort du dossier que l'acte attaqué trouve sont origine dans une proposition de directive, présentée par la commission le 18 avril 1983 et fondée sur les articles 100 et 235 du traité CEE. A la suite de l'entrée en vigueur de l'acte unique européen, la commission a modifié la base juridique de sa proposition en fondant dorénavant celle-ci sur l'article 100/A du traité CEE, ajoutée par l'acte unique européen. Le conseil lors de sa réunion des 24 et 25 novembre 1988, a toutefois, dégagé une orientation

[1] - Arrêt de la cour de justice, commission, conseil, affaire C-300/89, du 11 juin 1991, Rec 1991, p 2867.
[2] - Directive du conseil 89/428 C.E.C., du 21 juin 1989, fixant les modalités d'harmonisation des programmes de réduction, en vue de la suppression de la pollution provoquée par les déchets de l'industrie du dioxyde de titane, JOCE. n° L201 du 14 juillet 1989, pp 56-60.
[3] - Ibid, article 01.
[4] - idem, Article 03 et 04.
[5] - idem, Article 06 et 09.

commune tendant à fonder la future directive sur l'article 130 S du traité CEE. Malgré les objections formulés par le parlement européen qui, consulté par le conseil conformément à l'article 130S, avait jugé appropriée la base juridique proposée par la commission, le conseil a arrêté la directive en cause sur la base de l'article 130S, estimant que la directive 89/428 en ce qu'elle est fondée sur l'article 130S, alors qu'elle aurait dû être fondée sur l'article 100A, manque de base juridique notable, la commission a introduit le présent recours en annulation.

La cour examine à la fois le but et le contenu de la directive, pour conclure qu'elle concerne « d'une façon indissociable à la fois la protection de l'environnement et l'élimination des disparités dans les conditions de concurrence »[1]. Mais la cour écarte la possibilité d'une application simultanée des deux articles en relevant que chacun d'eux engendre une procédure d'adoption qui lui est propre, notamment au regard du rôle du parlement européen[2].

La cour de justice tranche alors en faveur de l'article 100 A comme base juridique et cela pour trois raisons : d'une part, l'article 130 R paragraphe 2, qui pose le principe de l'intégration de la politique de l'environnement dans les autres politiques, ce qui implique qu'une mesure communautaire ne saurait relever des dispositions de l'article 130 S en raison du seul fait qu'elle poursuit également des objectifs de protection du milieu. D'autre part, des dispositions environnementales peuvent influer la concurrence entre les entreprises et donc une mesure visant l'élimination des distorsions de concurrence peut contribuer à la réalisation du marché unique et par conséquent, relever de l'article 100 A. Enfin les dispositions de l'article 100 A paragraphe 3, obligent la commission à prendre pour base, dans le domaine de l'environnement, un niveau de protection élevé.

Ainsi, l'arrêt de la cour dans cette affaire ne clarifie pas autant qu'on puisse le souhaiter la question de savoir quels sont les critères permettant d'opérer un choix entre l'article 100 A et l'article 130 S comme base juridique, son raisonnement est incomplet puisqu'elle ne dit pas pourquoi elle écarte l'article 130 S et elle ne répond pas non plus à la question de savoir ce qui se passera lors de l'adoption d'un acte concernant la matière qui a des répercussions sur le marché intérieur.

Toutefois, la cour dit qu'il est possible de réaliser des objectifs environnementaux sur la base de l'article 100 A.

---

[1] - C.J.C.E., 11 juin 1991, C-300/89, Op. Cit., point 13, p 2899.

[2] - KROMAREK Pascale, « La cour de justice des communautés européennes et l'environnement », Jurisclasseur Environnement, 2/1992, Paris, Editions Techniques, p 10.

b) L'arrêt de la cour du 28 juin 1994, concernant l'annulation du règlement sur les transferts de déchets.

Dans l'affaire C-187/93, la C.J.C.E. a rejeté le recours du parlement européen qui lui demandait d'annuler le règlement (C.E.E. n° 259/93) du conseil du 1er février 1993, concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne[1].

Selon le parlement, ce texte avait été adopté sur une base juridique incorrecte, ce que réfute la cour : « le règlement litigieux se situe dans le cadre de la politique de l'environnement poursuivie par la communauté et (…) il ne saurait être considéré comme visant à mettre en œuvre la libre circulation des déchets à l'intérieur de la communauté ». La cour conclut que le conseil a donc valablement pu écarter l'article 130 S du traité concernant l'environnement et qui à l'époque, prévoyait la simple consultation du parlement européen.

Ainsi, en toute objectivité, on peut dire que chacun de ces articles constitue une base juridique adéquate à l'action de la communauté en matière d'environnement. Chacun crée son propre système de décision et a ses propres critères d'application. Si leur portée respective était nettement délimitée, aucun problème ne se poserait. Mais comme ce n'est pas le cas, il semble que la communauté puisse agir en fonction de l'un ou de l'autre.

Selon ROELANTS Duvivier François et HANNEQUART Jean Pierre : pour rencontrer l'objectif du niveau de protection élevée formulé par l'acte unique, la communauté doit envisager la création d'un nouveau mécanisme institutionnel susceptible d'en apporter des garanties objectives.

En deuxième lieu, il importe que soient comprises et respectées les implications de deux nouveaux principes « juridifiés » à la base de l'action communautaire. Il s'agit d'une part, du principe de prévention impliquant instamment l'obligation générale d'une évaluation préalable de l'impact sur l'environnement, et d'autre part, du principe de pollueur-payeur, et en ce qui concerne l'intégration de la politique de l'environnement dans toutes les politiques communautaires, doit prendre diverses formes dans les faits, enfin et ce n'est pas la moindre des questions, il est indispensable de déterminer la base juridique susceptible de fonder l'action communautaire en matière d'environnement[2].

---

[1] - Règlement C.E.E. n° 259/93 du conseil, du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne, JOCE, n° L30 du 6 février 1993, p 1.

[2] - ROELANTS Duvivier – HAMMER François et HANNEQUART Jean Pierre, Op. Cit., p 231.

Dans cette optique, le traité de Maastricht sur l'Union européenne révise, améliore, renforce les compétences de la communauté dans le domaine de l'environnement.

Sous-section II : La confirmation d'une véritable politique communautaire par le traité sur l'Union européenne.

Le traité sur l'Union européenne signé à Maastricht le 07 février 1992 par les représentants des douze Etats membres, et entrée en vigueur le premier novembre 1993, aura dans le cadre de la construction européenne constitué une date charnière. La petite communauté économique était devenue alors une ambitieuse union politique, comme le rappelle de la contribution de l'ordre international de la guerre froide à l'internationalisation économique, à la mondialisation financière et elle tentait de s'imposer en ces temps troubles comme un facteur de stabilisation.

En matière d'environnement le traité améliore et renforce les attributions de la communauté de façon à marquer le lien entre la transformation de la communauté en une Union européenne et l'achèvement du marché intérieur tel qu'envisagé par l'acte unique.

Il représente donc une nouvelle étape de renforcement, des préoccupations relatives à la protection de l'environnement, le respect de ce dernier y est placé sur le même plan que les objectifs économiques fixés dans le traité[1].

Paragraphe 1 : Le traité de Maastricht : le renforcement de la protection de l'environnement.

Alors qu'au sommet de Dublin, les chefs d'Etats avaient convenu de garantir aux citoyens un « droit à un environnement sain », le traité de Maastricht n'est pas pour ce qui concerne la protection de l'environnement, si novateur qu'en d'autres domaines, il introduit cependant l'environnement dans le texte du préambule, et sa protection est insérée parmi les objectifs de l'Union, qui devra « renforcer la protection de l'environnement ». Le titre XVI du traité de Maastricht consacré à l'environnement énonce que « les exigences en matière de protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des autres politiques de la communauté ». Et selon l'article deux, la communauté a dorénavant comme objectif de promouvoir « une croissance durable et non inflationniste respectant l'environnement ». En outre, l'article trois du traité définissant les domaines d'action de

[1] - Pour un commentaire des aspects relatifs à la protection de l'environnement dans le traité sur l'union européenne, Voir LUDWIG Krämer et Pascal Krämer, « droit communautaire de l'environnement » 1er octobre 1991-31 décembre 1993 » revue juridique de l'environnement, vol 19, n° 02, 1994, pp 209-248.

la communauté fait désormais référence à une « politique dans le domaine de l'environnement »[1].

Assurer une plus grande efficacité de cette politique suppose pour les auteurs du nouveau traité, d'une part, une meilleure prise en compte des impératifs environnementaux dans les autres politiques de la communauté, et d'autre part, de respecter le principe de subsidiarité, et une amélioration du processus de décision dans le domaine de l'environnement.

A) Une meilleure prise en charge en compte des impératifs environnementaux dans les autres politiques de la communauté.

L'intégration de l'environnement dans les autres politiques de la communauté était déjà une nécessité avant le traité de Maastricht sur l'Union européenne. Elle répond ainsi au besoin d'accepter un monde de croissance durable désormais reconnu par le traité. Cette croissance durable ne peut être assurée que si les autres politiques respectent le domaine.

En conséquence, le principe d'intégration a été renforcé et plusieurs politiques sont désormais concernées de manière spécifique.

B) Un principe d'intégration renforcé.

Le traité de Maastricht approfondit ce concept déjà développé dans l'acte unique ; « Les exigences en matière de protection de l'environnement doivent être intégrées dans la définition et la mise en œuvre des autres politiques de la communauté ». Pour de nombreux auteurs comme P. LOVOUX, depuis l'adoption de l'acte unique, la commission n'a guère été capable de réformer ses procédures internes de façon qu'un commencement de progrès puisse être noté dans le domaine d'intégration[2].

Une des interrogations que nous pouvons nous poser et de savoir si la nouvelle formulation par Maastricht du principe d'intégration : « les exigences en matière de protection de l'environnement doivent être intégrés dans la définition et la mise en œuvre des autres politiques de la communauté »[3] conduit à revoir la jurisprudence de la cour de justice qui avait découlé de ce principe sous l'empire de l'acte unique ?

---

[1] - Article 3 / k, « traité de Maastricht », signé à Maastricht le 07 février 1992 et entrée en vigueur le premier novembre 1993, JOCE du 29/07/1992, n° C191.

[2] - Thierry LAVOUX, 1993 et l'environnement, Editions du Ministère de l'environnement français et du groupe prospective I.P.E.E., Paris 1990.

- Voir également sur ce principe Carlos Manuel Alves, « la protection intégrée de l'environnement en droit communautaire », revue européenne de droit de l'environnement, vol 07, n° 02, 2003, pp 129-141.

[3] - Article 130 RSS 2 du traité de l'acte unique européen de 1957 a été signé les 17 et 28 février 1986 et entrée en vigueur le premier juillet 1987, JOCE du 29/06/1987, n° L169, « L'acte unique européen », p 01.

Certes, on note un très net durcissement de la formule parce qu'on assiste avec le traité de Maastricht à une nette extension de ce principe d'intégration communautaire, il en va ainsi pour la culture pour laquelle l'article 128 paragraphe 4 précise que « la communauté tient compte des aspects culturels dans son action au titre d'autres dispositions du traité », ou bien encore de la santé publique dont « les exigences … sont une composante des autres politiques de la communauté »[1].

L'un des objectifs essentiels de l'Union doit être la recherche d'une croissance durable, cette notion figure pour la première fois dans les traités et a une place qui en souligne le caractère primordial.

En effet, le traité de Maastricht prévoit dans ses dispositions liminaires à l'article deux que : « la communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun[2], une union économique et monétaire, la mise en œuvre des politiques ou des actions visées aux articles 3 et 3A, et de promouvoir une croissance durable et non inflationniste respectant l'environnement... ».

Ce concept a pour origine celui du développement durable qui a été invité dans le cadre du rapport Brutland de 1987 sur l'environnement et le développement[3].

M[me] BRUTLAND le définit comme un développement apte « à répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité de répondre aux besoins des générations à venir »[4]. « Notre démarche » précise-t-elle n'est pas de prévoir une dégradation constante de l'environnement ni une progression de la pauvreté et des difficultés dans un monde de plus en plus pollué où les ressources seraient de moins en moins nombreuses. Nous envisageons plutôt « la possibilité d'une nouvelle ère de croissance économique, s'appuyant sur des politiques qui protègeraient, voire mettraient en valeur la base même des ressources »[5].

Ainsi, la croissance durable ne peut être réalisée que si les autres politiques respectent le principe d'intégration qui est affirmé avec beaucoup plus de force par le

[1] - Article 130 /2 du traité de l'acte unique européen.
[2] - Siméon KARAGIANIS, « l'harmonisation des réglementations nationales et la prise en compte des intérêts des Etats (avancés) de l'acte unique européen au traité d'Amsterdam », revue Belge de droit international 1998/02, édition Bruylant, Bruxelles, p 605.
[3] - M[me] BRUTLAND, premier Ministre de Norvège, a présenté les travaux d'une commission composée d'une vingtaine de membres qui a élaboré en 1987, pour les Nations unies, un rapport sur l'avenir de notre planète et en particulier sur la relation entre environnement et développement.
[4] - Voir cette définition dans, la commission des communautés européennes, Rapport de la commission des communautés européennes à la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, Sec(91)244.8 final, p 9.
[5] - Voir cette citation dans : COM(92)23final, Vol II, Op. Cit., p 4.

traité de Maastricht[1] par son article 130 R paragraphe 2 alinéa 1er nouveau cité auparavant une rédaction plus précise et plus contraignante de cet article était donc nécessaire pour permettre une réelle prise en compte de ce domaine dans la définition et la mise en œuvre des autres politiques.

C) Les politiques concernées de manière spécifique.

Le 18 mars 1992, la commission européenne a adopté le cinquième programme d'action pour l'environnement, approuvé par le conseil par la résolution du premier février 1993[2].

La proposition de la commission a été accompagnée par un rapport sur l'état de l'environnement dans la communauté. Ce programme a permis de poser les premiers jalons d'une approche reposant sur le concept du développement durable. Il reflète aussi un changement d'approche, avec la définition d'objectifs spécifiques (notamment de performances).

Ce programme d'action sélectionne cinq secteurs prioritaires, a savoir l'industrie, l'énergie, les transports, l'agriculture et le tourisme[3].

Il s'agit de secteurs où la communauté a un rôle particulièrement important à jouer, d'une part la réalisation du marché intérieur et de l'union économique et monétaire, d'autre part, le rôle crucial qu'il doit jouer si l'on veut assurer un développement durable et respectueux.

Dans le secteur industriel : le cinquième programme d'action propose une politique de « travaillons ensemble ». Cette évolution traduit la prise de conscience croissante du monde des affaires et des entreprises. Cela devrait se faire à partir d'une réflexion approfondie sur les liens entre protection de l'environnement et compétitivité industrielle et d'un dialogue renforcé et renouvelé avec l'industrie.

L'environnement et compétitive industrielle et d'un dialogue renforcé et renouvelé avec l'industrie. Ainsi les trois piliers de la relation environnement-industrie seront les suivants :

- Une meilleure gestion des ressources avec le double objectif d'en rationaliser

[1] - Voir cette définition dans la commission des communautés européennes, Rapport de la commission des communautés européennes à la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, Sec(91)244.8 final, p 9.
[2] - Cinquième programme communautaire d'action pour l'environnement : vers un développement soutenable, disponible sur : http://eur.lex-europa.eu.
[3] - Union européenne 1992, proposition de résolution du conseil des communautés européennes concernant un programme communautaire de politique et d'action en matière d'environnement et de développement, COM /92/23 final, disponible sur : http://europe.eu.int/celex.

l'utilisation et d'améliorer la compétitivité des entreprises,

- L'information, inciter le secteur industriel à adopter un mode de développement durable[1].

Dans le domaine de l'énergie, il s'agira de concilier les objectifs de croissance économique, d'efficacité et de sécurité énergétique de salubrité de l'environnement. Les efforts à réaliser viseront en priorité à réduire la prépondérance des combustibles à teneur élevée en carbone tel que le dioxyde de carbone (CO_2) au profit notamment des énergies renouvelables. La proposition d'une taxe sur le (CO_2) et l'adoption par la commission le 11 janvier 1995, « le livre vert pour une politique énergétique de l'Union européenne »[2].

Pour les transports, ils sont à l'origine d'une grande part des émissions polluantes, environ 90 % pour le plomb, 50 % pour le dioxyde d'azote (NO_x), 22 % pour le CO_2 dont 80 % pour les transports terrestres et 55 % pour les seules voitures particulières.

Parmi les mesures à prendre, il faut citer l'amélioration des infrastructures, le développement des transports en commun, le perfectionnement des véhicules et des carburants et l'adaptation de règles de conduite[3].

Dans le secteur du tourisme, le nombre de voyageurs a augmenté en Europe au cours de la décennie, le plan bleu du programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.) concernant la méditerranée, prévoit au maximum un doublement potentiel du sol occupé par les logements des estivants. A cet égard le programme énonce trois grandes lignes d'actions :

- La diversification des activités touristiques, notamment par une meilleure gestion du tourisme de masse et la promotion de formes alternatives de tourisme ;

- L'amélioration de la qualité des services touristiques, notamment au niveau de l'information, de la sensibilisation, de l'accueil et de l'équipement ;

- L'action sur le comportement des touristes, notamment par des compagnes de sensibilisation, par l'établissement de codes de conduite et par le choix du mode

[1] - Sophie BAZIADOLY, Op. Cit., pp 78-79.
[2] - Le livre vert inaugure une vaste consultation des milieux intéressés en exposant les problèmes actuels en matière d'énergie, d'une part et en proposant des pistes pour mettre en place une politique efficace de l'énergie d'autre part, in commission européenne, livre vert, pour une politique énergétique de l'Union européenne, COM (94) 659 final du 11 mai 1995.
[3] - Sophie BAZIADOLY, Op. Cit., p 80.

de transport[1].

Pour contribuer au développement et à la mise œuvre de la politique de la législation communautaire dans les domaines cités plus haut, le conseil a adopté en 1992 des mesures concernant la création de l'instrument financier pour l'environnement « Life »[2] par le financement (co-financement ou bonification d'intérêts de certaines actions éligibles et prioritaires. Ces actions bénéficiant des aides prévues au titre de fond à finalité structurelle (en particulier la FEDER, et à partir de 1993, le fond de cohésion). Ou d'autres instruments budgétaires communautaires ne sont pas éligibles pour l'octroi des aides au titre de soutien financier par l'instrument financier Life.

Le 31 octobre 1994, l'agence européenne pour l'environnement a été mise en place à Copenhague.

Le 22 octobre 1996, la commission a adopté une communication sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement [COM (96) 500] dans laquelle elle a proposé diverses mesures visant à améliorer cette mise en œuvre à tous les niveaux (qualité rédactionnelle de la législation, transposition par les Etats membres, traitement juridictionnel et non juridictionnel des plaintes, contrôle) en impliquant tous les acteurs concernés. Dans une résolution du 09 décembre 1996, le conseil a approuvé cette stratégie, qui avait également fait l'objet, le 14 novembre 1996, d'une résolution du parlement européen. Par la suite, dans une communication du 27 février 1997 [COM (97) 23], la commission a présenté l'état de transposition de certaines directives concernant les déchets, y compris la directive cadre sur les déchets numéro 75/442/CEE, telle qu'amendée en 1991 (91/156/CEE).

D) La politique extérieure.

Les questions intéressant l'environnement et les ressources naturelles de notre planète sont devenues tellement importantes qu'elles pourraient constituer un facteur essentiel de l'évolution des relations internationales, tant sur les plans économique et politique que sur celui de la sécurité. Il fallait donc accroître la participation de la communauté aux actions environnementales internationales. Cette analyse est désormais ancrée dans le traité sur l'Union européenne. En effet, l'article 130 R paragraphes 1er comprend un nouveau tiret qui introduit expressément la dimension

[1] - (P.N.U.E.) programme des Nations Unies pour le développement, il fait partie des programmes et fonds de l'O.N.U., son rôle est d'aider les pays au développement en leur fournissant des conseils mais également en plaidant leurs causes pour l'octroi de dons dans le domaine de l'environnement, d'assister les pays dans la mise en œuvre de politiques environnementales et d'encourager le développement durable, il est créé en 1972 et son siège se trouve à Nairobi au Kenya..

[2] - Règlement (CEE), n° 1973 / 92 du conseil du 21 mai 1992, portant création d'un instrument financier pour l'environnement (LIFE), JO n° L206/01 du 22/07/1992.

internationale dans la politique communautaire de l'environnement « la promotion, sur le plan international de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaire de l'environnement ». Cette action devra s'inscrire dans l'objectif plus large de promotion d'une croissance durable. Elle aura deux cibles principales : une cible régionale et une cible mondiale. La cible régionale visera essentiellement l'action en faveur des pays de l'Europe centrale et orientale (P.E.C.O.) (avec notamment les programmes environnementaux lancés en 1990 au titre de PHARE et la Charte européenne de l'énergie), et les pays tiers de la méditerranée[1], notamment le Maghreb qui est le sujet de notre recherche.

Cela montre l'évolution des choses depuis l'Acte unique européen et la reconnaissance de la compétence de la communauté dans les problèmes dits globaux. Renforcer le principe d'intégration en matière d'environnement est nécessaire mais pas suffisant. En effet, un bon nombre des aspects de la politique à mener et des mesures à prendre dans le cadre du traité de l'Union européenne seront mis en œuvre à d'autres niveaux que ceux où jouent les attributions, les obligations et les compétences des communautés européennes. Les objectifs et cibles visés ainsi que le but final qui est l'instauration d'une croissance durable et respectueuse de l'environnement ne peuvent être atteints au niveau le plus approprié que dans le respect du principe de subsidiarité.

E) Le principe de subsidiarité : consécration explicite qui a été introduit de façons explicite dans le droit communautaire par le traité de Maastricht.

L'Union européenne repose sur le principe de subsidiarité, comme l'indiquent les articles A et B du titre I du traité de Maastricht[2]. Ce principe contribue au respect de l'identité nationale des Etats membres et préserve leurs compétences. Le principe de subsidiarité serait donc le nécessaire contrepoids de l'augmentation des pouvoirs de la communauté dans un nombre croissant de domaines. A cet égard, il est important de noter que le principe de subsidiarité n'a pas pour objet de réorganiser, entre les Etats membres de la communauté, la répartition des pouvoirs qui découlent d'autres dispositions spécifiques du traité. Comme il sera observé ci-dessous, ce principe est cependant susceptible d'avoir une influence sensible sur l'exercice des pouvoirs de la communauté.

[1] - COM (92) 23 final, Vol II, Op. Cit., p 85.

[2] - De nombreuses études ont été publiées sur le sujet, voir par exemple, Arthur Joyeux, « subsidiarité et fonctionnement de l'union européenne », droit et société, n° 80, 20/02, pp 01-10.

- Voir aussi Strozzi GIROLANO, « le principe de subsidiarité dans la perspective de l'intégration européenne, une énigme et beaucoup d'attentes », revue trimestrielle de droit européen, vol 30, n° 03, pp 373-390.

Aux tenues de l'article 3 B, paragraphe (2), le principe de subsidiarité n'est pas applicable dans les domaines où la communauté détient une compétence exclusive[1], ce principe produit donc ses effets uniquement dans les domaines où la communauté et les Etats membres ont des pouvoirs concurrents parmi lesquels figure la protection de l'environnement.

Dans ce domaine, l'application du principe de subsidiarité ne pose guère de problème. En effet, ce principe n'est pas une nouveauté. Toutefois, il est réaffirmé avec force par le présent traité et la formulation de l'article 3 B paragraphe 4, elle devait conduire la communauté à mieux justifier les actions qu'elle entreprend.

En outre, il s'agit d'un principe moins juridique que politique dans la mesure où il appartient en dernier ressort au conseil selon l'article K 3 paragraphe 2 deuxième tiret (b), d'apprécier si les objectifs fixés à l'article 130 R paragraphe premier peuvent être mieux réalisés au plan communautaire qu'au niveau des Etats membres pris isolément.

Le conseil européen s'est rallié à cette interprétation du principe de subsidiarité dans ses conclusions adoptées au sommet d'Edinbourg[2] le 11 décembre 1992. Il le définit comme le « principe selon lequel la communauté ne doit agir que lorsqu'un objectif peut être mieux réalisé au niveau communautaire qu'au niveau des Etats membres ». Le Conseil européen énonce, en outre, trois lignes directrices devant être suivies pour vérifier si une action projetée par la communauté répond au principe de subsidiarité :

- « La question a des aspects transnationaux qui ne peuvent pas être réglés de manière satisfaisante par une action des Etats membres et/ou,
- Une action au niveau national où l'absence de l'action de la communauté serait contraire aux exigences du traité (concernant par exemple la nécessité de corriger des distorsions de concurrence, d'éviter des restrictions déguisées aux échanges ou de renforcer la cohésion économique et sociale) ou léserait

[1] - La compétence exclusive de la communauté dans un domaine signifie que les Etats membres ne peuvent agir dans ce domaine, même en l'absence de toute action de la communauté. Selon la jurisprudence de la cour de justice, la communauté aurait une compétence exclusive notamment dans les domaines de la politique commerciale commune (avis 1/75 du 11 novembre 1975, Rec, pp 1359-1364) et de la conservation des ressources biologiques marines (aff.804/79, arrêt du 05 mai 1981, commission C. Royaume-Uni, Rec, p 1045 et 18 Aff. jointes, 3, 4 et 6 /76, arrêt du 17 juillet 1976, Kramer, Rec, p 1279, paragraphe 39 à 41.
[2] - Conseil européen d'Edimbourg, 11 et 12 décembre 1992, Conclusion de la présidence, texte reproduit dans « Agence Europe » du 13 et 14 décembre 1992, Un texte quasiment identique se trouve annexé au traité d'Amsterdam signé le deux octobre 1997, que nous verrons dans la prochaine section – dans le protocole sur l'application des principes de subsidiarité et proportionnalité qui est annexé au traité C.E. révisé-.

sérieusement les intérêts des Etats membres et/ou,

- Le conseil doit avoir l'assurance qu'une action au niveau communautaire représenterait des avantages manifestes en raison de ses dimension ou de ses effets, par rapport à une action au niveau des Etats membres ».

En revanche, l'action communautaire ne peut être considérée comme nécessaire, et donc conforme au principe de subsidiarité, du moment qu'elle viserait à régler des problèmes environnementaux n'ayant qu'un effet purement interne à un Etat. Répondant à une question parlementaire, la commission a par exemple, considéré que la présence d'amiante disséminé dans certains éléments naturels en Grèce était un problème avant tout local qui, en vertu du principe de subsidiarité, ne justifiait pas l'intervention de la communauté.

D'une manière générale, il semble que, dans l'hypothèse évoquée, l'intervention de la communauté pourrait aussi être justifiée sur la base du concept en émergence de « patrimoine commun » de la communauté[1].

En effet, lorsqu'une espèce présente une réelle valeur écologique, il ne semble pas déraisonnable de considérer que sa priorité et donc sa gestion reviennent non pas seulement à l'Etat membre ou à la région où elle se trouve, mais aux citoyens de la communauté pris dans leur ensemble[2].

Ainsi, les deux maîtres mots de la politique révisée de l'environnement sont d'une part, son intégration dans les autres politiques de la communauté, et d'autre part, le principe de subsidiarité.

La mise en place d'une protection du milieu plus efficace pouvait être facilitée par une amélioration du processus de décision en la matière.

F) Le processus de décision environnement : une amélioration.

Le traité sur l'Union européenne ne s'est pas limité à élever la protection de l'environnement du rang de simple action à celui de l'une des politiques fondamentales de l'Union. Il a marqué une importante avancée de la législation communautaire en matière de processus décisionnel.

---

[1] - Voir sur cet aspect, SADELEER N., « La directive 92/43 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, Vers la reconnaissance d'un patrimoine naturel de la Communauté européenne », In revue du marché commun et de l'Union européenne, n° 364, janvier 1993, p 24.

[2] - Voir par exemple, les points 3 et 5 de l'avis du comité économique et social sur la « proposition de recommandation du Conseil relative à la détention d'animaux sauvages en environnement zoologique » JOCE n° C 204, 1996, p 63.

G) Les mesures environnementales adoptées à la majorité.

Le processus décisionnel prévoit trois procédures différentes : la procédure de coopération, le maintien de la procédure de vote à l'unanimité et la procédure dite de « codécision »[1].

I) La procédure de coopération.

L'article 130 S paragraphe premier stipule que : « Le Conseil statuant conformément à la procédure visée à l'article 189 C, et après consultation du comité économique et social, décide des actions à entreprendre par la communauté en vue de réaliser les objectifs visés à l'article 130 R ». Ainsi la procédure normale de vote environnement est celle visée à l'article 189 C, à savoir la procédure de coopération interinstitutionnelle. En conséquence, l'ancien article 149 introduit par l'Acte unique européen dans le traité de Rome est abrogé.

La procédure de coopération permet dans de nombreux cas, une adoption à la majorité et confère au parlement européen un rôle plus important[2]. Le Conseil peut voter une mesure environnementale à la majorité qualifiée s'il l'adopte telle qu'elle a été approuvée expressément ou implicitement par le Parlement européen ou modifiée par la commission, celle-ci ayant elle-même tenue compte des suggestions du Parlement[3].

II) Le maintien de la procédure de vote à l'unanimité.

L'article 130 paragraphe deux stipule que : « par dérogation à la procédure de décision prévue au paragraphe un et sans préjudice de l'article 100 A, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la commission, après consultation du Parlement européen et du Comité économique et social, arrêté : des dispositions essentiellement de nature fiscale; les mesures concernant l'aménagement du territoire, l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets et des mesures à caractère général, ainsi que la gestion des ressources hydraulique; les mesures affectant sensiblement le choix d'un Etat membre entre différentes sources d'énergie

---

[1] - Lors des négociations du traité de Maastricht, les auteurs avaient envisagé d'introduire dans le texte le terme de « codécision » pour qualifier la procédure établie par l'actuel article 189 C. Pour des raisons de terminologie (on peut dire que le Conseil agit en coopération mais pas en codécision), ce terme n'a pas été officiellement retenu mais officieusement, In Sophie BAZIADOLY, Op. Cit., p 89.

[2] - Article 189 C du traité instituant la communauté européenne tel que modifié par le traité sur l'Union européenne, Op Cit.

[3] - Il en est notamment ainsi lorsque le Parlement européen approuve la position commune adoptée par le Conseil sur la base d'une proposition de la commission, ou si le Parlement s'abstient de se prononcer à l'égard d'une position commune dans les trois mois de sa communication. De même la règle majoritaire s'applique si le Conseil fait sienne la proposition de la commission après que celle-ci l'ait modifiée conformément aux amendements proposés par le Parlement.

et la structure générale de non approvisionnement énergétique. Le Conseil, statuant selon les conditions prévues au premier alinéa, peut définir les questions visées au présent paragraphe au sujet desquelles des décisions doivent être prises à la majorité qualifiée ».

Il est à craindre que la rédaction de cet article donne naissance à de nombreuses querelles d'interprétation :

- ➔ Les mesures relatives à la qualité de l'environnement touchent-elles à la gestion des ressources hydrauliques ?

- ➔ Celles qui concernent la qualité de l'air affecteront-elles sensiblement les choix d'un Etat membre entre différentes sources d'énergie ?

Ainsi, le vote à la majorité qualifiée risque de n'être que superficiel ? Les décisions les plus importantes lui échappent à l'exception de celles qui continuent à être prises sur le fondement de l'article 100 A. Il restera cependant possible -comme le prévoyait l'ancien article 130 S- de prendre des mesures à la majorité qualifiée à condition que le Conseil en décide ainsi à l'unanimité.

Toutefois, dans le cadre de l'acte unique, le Conseil ne semble pas avoir appliqué cette disposition, c'est ainsi que cinq ans après la présentation de la proposition initiale de la commission, le Parlement européen a rejeté le 22 mai 1996, à la majorité absolue de ses membres, la position commune que le Conseil avait arrêté le 06 octobre 1995 sur la proposition de directive relative à la mise en décharge des déchets[1]. Le Conseil en effet n'avait pas été en mesure de réunir l'unanimité requise pour surmonter le vote négatif du Parlement conformément à la procédure de coopération.

H) Les mesures d'intégration du marché toujours privilégiées.

L'article 130 S paragraphe trois stipule que : « Dans d'autres domaines, des programmes d'action à caractères général fixant des objectifs prioritaires à atteindre sont arrêtés par le Conseil, statuant conformément à la procédure visée à l'article 189 B et après consultation du comité économique et social. Le Conseil statuant selon les conditions prévues au paragraphe premier ou au deuxième paragraphe, selon le cas, à arrêter les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes ».

[1] - Le Conseil avait arrêté le 06 octobre 1995 sa position commune à la majorité qualifiée, avec notamment l'opposition de la France et de la Belgique, la commission a présenté une nouvelle proposition début 1997, J.O.C.E. n° C-156 du 24 mai 1997.

Si la politique de l'environnement s'est enfin vue accorder le bénéfice de l'adoption à la majorité, au moins dans certains cas, et de la procédure de la coopération, le Traité sur l'Union européenne n'a pas été jusqu'à lui étendre celui de l'une de ses principales innovations, la procédure dite de codécision. La codécision qui est une adaptation de la procédure de coopération est l'une des modifications majeures du processus décisionnel.

En effet, cette procédure codécision de l'article 189 B confère au Parlement des pouvoirs encore plus étendus dans le cadre de l'article 100 A. La différence essentielle entre les deux procédures se manifeste lorsque le Parlement européen rejette le texte qui lui est soumis : dans la procédure de coopération, le Conseil peut passer outre en statuant à l'unanimité[1]. En cas de codécision, la proposition est purement et simplement réputée non adoptée. Autrement dit, il s'agit pour le Parlement[2] européen d'exercer un droit de véto à la majorité absolue.

C'est cette procédure de codécision qui est étendue aux mesures spécifiquement environnementale par le traité d'Amsterdam, et devient ainsi la procédure décisionnelle de droit commun incontestable au droit européen de l'environnement.

Paragraphe 2 : Le traité d'Amsterdam de 1997 : le développement durable en tant qu'objectif de l'Union européenne et la protection de l'environnement en tant qu'objectif transversal des politiques de l'Union.

Le 17 juin 1997les chefs d'Etats et de gouvernement de l'Union européenne ont adopté un nouveau traité pour l'Europe, le traité d'Amsterdam[3] qui a apporté des changements qui expriment la volonté des parties contractantes de préparer l'Union européenne aux élargissement, de renforcer les respects démocratiques de l'Union par la simplification et le développement de la procédure de codécision, qui devraient permettre une approche politique plus intégrée, marquent une avancée certaine quant à la place qu'occupera dorénavant la politique environnementale dans les actions de l'élaboration de la politique de la communauté, l'introduction du principe de développement durable, l'intégration des questions environnementales, l'accroissement du pouvoir du parlement européen dans l'élaboration de la législation environnementale et les précisions apportées à l'article 100 A (nouvel article 95),

[1] - Article 189 § 2/c du traité instituant la communauté européenne, Op Cit.
[2] - Ibid, § 2 et 189 § 6 du traité instituant la communauté européenne (article 251 & 2 et 251 & 6 du traité), modifiant le traité sur l'Union européenne et les traités instituant les communautés européennes et certains actes connexes signé à Amsterdam le 02 octobre 1997 et entrée en vigueur le premier mai 1999, JOCE n° C340/01 du 10/11/1997 (97/C/340/01).
[3] - Le traité d'Amsterdam a été signé le 02 octobre 1997, et est entré en vigueur le premier mai 1999, il a modifié le traité instituant la communauté européenne (traité de Rome ou traité CE) et le traité sur l'Union européenne (traité de Maastricht ou traité UE).

peuvent en dépit de certaines ambiguïtés, être interpellé comme l'expression d'une réelle volonté politique de réserver une place majeure aux considération environnementales.

A) Introduction du concept développement durable.

Le principe du développement durable fut finalement introduit dans le préambule et à l'article B du traité de l'Union européenne (nouvel article 02 du traité de d'Amsterdam), ainsi que dans les principes à l'article 02 du traité de la communauté européenne. En effet, ce principe qui inclut la protection de l'environnement se devait être élargi à toutes les activités de l'Union européenne, cette nouvelle rédaction du traité doit s'interpréter comme l'expression de la volonté politique clairement affirmée de protéger l'environnement, non pas en tant qu'objectif secondaire à atteindre séparément mais comme partie intégrante des activités de l'Union.

B) Le principe d'intégration.

Si dans un premier temps, les modifications apportées à Maastricht renforcèrent ce principe, puisque les exigences de protection de l'environnement devraient être « intégrées » dans la définition et la mise en œuvre des autres politiques de la communauté, celles introduites à Amsterdam en insérant au sein même des principes, un nouvel article « 3 C »[1], marquèrent une avancée encore plus remarquable.

Si le contenu juridique de cet article correspond aux exigences énoncées à l'article 130 R paragraphe 2 alinéa 2 du traité de la communauté européenne, le fait que l'intégration doit être assurée « en particulier afin de promouvoir le développement durable », est révélateur non seulement d'un effort de clarification du sens du principe de « développement durable » mais aussi de la manière de la concrétiser et d'en assurer la réalisation. Cependant, si ce texte assigne à la communauté le devoir d'élaborer toutes les politiques dans un souci de développement durable, une question demeure, quant à la latitude qu'aura la communauté pour y parvenir.

En effet, selon les termes de la clause « les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrées » et non être traitées avec une priorité particulière, et dans la mesure où il n'existe pas de hiérarchie établies entre les principes du traité de l'Union européenne, et qu'aucun n'a la priorité sur les autres, la protection de l'environnement ne sera prioritaire que si les mesures proposées risquent de causer des dommages graves à l'environnement.

---

[1] - Nouvel article 6 : « les exigences de la protection de l'environnement doivent être intégrés dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions de la communauté visées à l'article 3, en particulier afin de promouvoir le développement durable ».

Ces modifications du traité n'auront donc, certes pas d'effets juridiques concrets mais pour le moins une importance politique incontestable : La notion de développement durable et le principe d'intégration devraient gagner en visibilité.

C) Maintien et introduction de normes nationales plus strictes.

L'ancien article « 100 A, paragraphe 4 » du traité de la communauté européenne, devrait offrir aux Etats membres la possibilité d'introduire des mesures nationales de protection plus strictes lorsque la situation de l'environnement l'exige. Sa rédaction était très vague car il n'y était pas précisé s'il s'appliquait aux mesures nationales déjà en place et/ou à de nouvelles mesures nationales plus strictes. Ces ambigüités qui avaient été la plupart du temps interprétées de manière restrictive, sont en principe dissipées grâce à l'introduction de deux paragraphes séparés, portant respectivement sur le maintien de mesures existantes (§ 4) et sur l'introduction de nouvelles mesures (§ 5).

Les conditions préalables au maintien d'une norme nationale plus stricte dans le domaine de l'environnement prévue au paragraphe 4, n'ont pas fondamentalement changé. Les Etats doivent répondre de la nécessité de leur maintien au sens de l'article 36 (nouvel article 30), ou démontrer leur relation avec « la protection de l'environnement ou du milieu du travail ». L'Etat membre concerné doit aussi informer la commission de sa décision de maintenir la mesure nationale et de ses motifs. L'examen par la commission de la justification apporté à une telle décision en est facilité et la charge de la preuve repose alors clairement sur l'Etat membre, qui doit justifier de la nécessité d'une dérogation au droit communautaire. Si le paragraphe 4 ne semble soulever aucune difficulté particulière, tel n'est pas le cas du paragraphe5.

Le paragraphe 5 a pour objet l'introduction par un Etat membre de nouvelles mesures nationales non appliquées au moment de l' adoption de la législation communautaire. Ces dispositions sont plus restrictives que celles du paragraphe 4, puisque de nouvelles mesures en peuvent être introduites que sur la base de « preuves scientifiques nouvelles » et en raison d'un problème « spécifique » à un Etat membre.

D) Les mesures d'harmonisation de la commission et du conseil (art 100 A, § 4 et 5).

Dans leur révision originale, les dispositions de l'article 100 A, paragraphe 4 du traité de la communauté européenne (nouvel article 95 § 4) ne s'appliqueraient qu'aux

mesures d'harmonisation adoptées par le conseil[1]. La possibilité d'accorder aux Etats membres d'appliquer des mesures plus strictes étaient alors limitée à la législation contraignante établie par le conseil, comme les directives, les règlements et les décisions. Les modifications introduites à Amsterdam permettent expressément aux Etats membres de maintenir des mesures plus strictes et d'en introduire de nouvelles après l'adoption de mesures d'harmonisation par la commission prévue à l'article 100 A paragraphe 5, cette possibilité d'introduire des mesures nationales plus strictes à l'occasion de l'adoption de mesures d'harmonisation par la commission représente un progrès certain.

E) Obligation du parlement et de la commission.

En vertu du paragraphe 3 de l'article 100 A, seule la commission avait l'obligation d'assurer un niveau de protection élevé dans les domaines de la santé et de la protection de l'environnement et des consommateurs. La commission pouvait exercer son pouvoir discrétionnaire, mais restait soumise à un possible examen de la cour de justice européenne. Après Amsterdam, cette obligation légale devient plus concrète et s'élargit. Dorénavant, le parlement et le conseil européen doivent s'efforcer d'assurer dans le cadre de leurs compétences un niveau élevé de protection. Cette participation accrue du parlement au processus législatif devrait permettre d'atteindre au niveau communautaire un haut degré de protection de l'environnement.

F) L'article 130 (nouvel article 175) du TCE : les modifications apportées au processus législatif.

Avant Amsterdam, comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, il existait trois procédures pour l'adoption de mesures relatives à la politique communautaire de l'environnement. D'une part, la procédure de codécision pour les programme d'action à caractère général (article 130 S, § 3, nouvel article 175 § 1), ou pour les mesures adoptées au titre de l'article 100 A ; d'autre part, la procédure de coopération pour les mesures de protection de l'environnement, à s'avoir les actions de l'Union (article 130 S § 1, nouvel article 175 § 1). Enfin, la procédure de consultation était requise pour les questions qualifiées d'importantes, comme la gestion des ressources hydraulique, ou les mesures fiscales (article 130 S, nouvel article 175 § 2).

Désormais, conformément à l'article 189 B, la procédure de codécision sera la règle pour toutes les décisions relatives à la politique communautaire de l'environnement, ceci afin d'accorder plus de pouvoir au parlement. Les modifications

[1] - Le conseil peut conférer à la commission, dans le cadre des actes qu'il a adopté, les compétences d'exécution des règles qu'il établit (article 145, 3e tiret du TCE). Ce transfert de compétence permet d'une part à la commission d'adopter une mesure d'harmonisation au progrès technique, d'autre part de garantir une application uniforme des mesures d'harmonisation.

apportées à Maastricht avaient déjà introduit la procédure de codécision sans que celle-ci ne soit pour autant en relation avec l'article 130 S. C'est aujourd'hui chose faite, la procédure de codécision lui offre un pouvoir de participation accru au processus de décision, un gain de pouvoir qui se trouve formaliser par la Co signature de tous les documents établis selon la procédure de codécision (article 191 du TCE) par le président du conseil et le président du parlement européen. Dans le cadre de la procédure de coopération, un rejet de la position commune par le parlement européen obligeait « seulement » le conseil à voter à l'unanimité pour adopter une décision, avec la procédure de codécision, le rejet de la position commune par le parlement européen met fin au processus. Le parlement européen détient désormais un véritable pouvoir de véto.

En revanche, la demande de suppression de l'exigence d'unanimité pour l'adoption de mesures importantes dans le domaine de l'environnement, prévue à l'article 130 S, paragraphe 2 (nouvel article 175 § 2), n'a pas été suivi d'effets. L'unanimité reste donc la règle pour tous les points de l'article 130 S paragraphe 2. Le traité d'Amsterdam n'est pas parvenu à supprimer cet obstacle au développement de la politique européenne de l'environnement.

G) La mise en œuvre des nouvelles dispositions du traité d'Amsterdam.

A la lumière de ces nouvelles dispositions, le conseil européen du Luxembourg de 1997 a demandé à la commission de présenter une stratégie[1] pour mettre en œuvre les dispositions des traités et pour intégrer l'environnement dans les politiques de l'Union européenne. Elle a proposé « une rupture avec les modes de décision traditionnels, de nature sectoriels » pour poser quelques jalons pour le développement d'une approche intersectorielle, la stratégie s'est basée sur un partenariat entre trois institutions communautaires (commission, conseil, parlement), construit autour de lignes directrices et mécanismes de suivi. Les « lignes directrices » pour un partenariat d'intégration de l'environnement dans les autres politiques, ont visé à permettre un développement durable de la collectivité par l'alliance entre le développement socio-économique, la protection de l'environnement et la sortie de l'opposition entre le développement et l'environnement, et surtout de définir les actions prioritaires d'action.

Dans une communication du 24 novembre 1999[2], la commission a présenté une évaluation globale de la mise en œuvre du cinquième programme d'action en matière

[1] - Communication de la commission au conseil européen du 27 mai 1998 relative au partenariat d'intégration : une stratégie pour intégrer l'environnement dans les politiques de l'Union européenne (Cardiff – juin 1998) [COM (1998) 333], non publié au journal officiel

[2] - .COM [1999] 543. L'environnement de l'Europe – quelles orientations pour l'avenir ? L'évaluation globale du programme de politique et d'action de la CEE en matière d'environnement et de développement durable « vers la durabilité ».

d'environnement et de développement durable[1], et plaidant pour la diversification des instruments d'action.

Le 16 avril 1999, la directive numéro 1999/31/CE[2], relative à la mise en décharge des déchets a été adopté par le conseil, les dispositions de cette directive ont été complétées notamment par la directive 2002/53/CE pour établir des critères plus précis relatifs à la caractérisation, au contrôle de la conformité et à l'admission des déchets dans les décharges[3]. Nous reviendrons dans le prochain chapitre à ces deux directives avec plus de détails.

Le 02 février 2000, la commission a adopté une communication sur le recours au principe de précaution[4] qui permet de prendre des décisions préventives en cas de risque, et ainsi de réagir rapidement face à un possible danger pour la santé humaine, animale ou végétale, ou pour la protection de l'environnement. En ce sens, la communication a établi des lignes directrices communes d'invocation et d'application du principe.

Concernant la responsabilité environnementale[5], un livre blanc a présenté des propositions pour le régime communautaire régissant la responsabilité juridique pour trois catégories de dommages : les dommages traditionnels envers les personnes et leur propriété, les dommages envers la biodiversité et les dommages de contamination des sites. Dans ce domaine, c'est en mai 1993 qu'une consultation avait été ouverte par la commission sur la base d'un livre vert sur la répartition des dommages causés à l'environnement[6], pour identifier les types de responsabilités, leur limite, la définition des dommages à l'environnement, les remèdes et les moyens financiers. Pour les assumer, ce document envisageait un double système fondé d'une part sur la

[1] - Le cinquième programme qui est le support de la nouvelle approche « stratégique et transversale » développée par la commission illustre ces tendances, ce plan s'inscrit dans le prolongement du sommet de la terre, organisé par les nations-unies à Rio en 1992. Il doit concrétiser le principe de développement durable en conciliant des dimensions économiques, sociales et environnementales. Voir Nathalie Bernay, « intégration européenne et environnement : vers une union verte », revue politique européenne n° 33, L'Harmathan, 2011, p 11.

[2] - Directive 1999/31/CE du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets, JO n° L182 du 16/07/1999, pp 1-19.

[3] - Directive 2002/53/CE du conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles, JO n° 20/7/2002, p 01-11.

[4] - Communication [COM (2000) 1 final] sur le recours au principe de précaution du 02 février 2000.

[5] - Livre blanc sur la responsabilité environnementale COM (2000) 66 final, du 09 février 2000 présenté par la commission, office des publications officielles des communautés européennes 2000.

[6] - Le 14 mai 1993, la commission européenne présentait son livre vert sur les réparations des dommages causés à l'environnement, il illustre assez bien les difficultés que l'on peut rencontrer dans ce domaine. Il existe deux techniques pour réparer le dommage causé à l'environnement : Soit celle de la responsabilité civile en vue de la prise en charge des coûts de restauration de l'environnement par le responsable. Soit un système de compensation commun pour ce qui ne peut être couvert par le système de la responsabilité individuelle, le système de fond d'indemnisation collective. Voir la communication de la commission européenne [COM (93) 47 final] du 14 mai 1993, livre vert sur la réparation des dommages environnementaux.

responsabilité objective sans faute, afin d'inciter les opérateurs à accroitre les efforts de prévention, lorsque l'on ne peut pas trouver de responsable et permettant des mécanismes de coopérations conjoints répartis entre plusieurs secteurs économiques.

Le 17 juillet 2000 a été adopté le programme life III, instrument financier pour la période 2000-2004, doté d'un budget de 640 millions d'Euros, divisé en trois parties, 47% pour l'environnement, 47% pour la nature et le reste pour les pays tiers.

Le 04 décembre 2000, le législateur a adopté la directive 2000/76/CE sur l'incinération des déchets, qui a fixé des mesures tendant à prévenir et réduite la pollution du sol, de l'air et de l'eau, et les risques pour la santé humaine dues à l'incinération des déchets.

Un livre vert sur les problèmes environnementaux du P.V.C.[1] a été adopté par la commission le 26 juillet 2000 pour lancer le débat en vue de la préparation d'une stratégie communautaire en la matière.

Une autre directive relative aux véhicules hors d'usage a été adoptée.

Paragraphe 3 : Le traité de Nice de 2001 : l'évolution de la politique environnementale.

Le traité de Nice de 2001 a encouragé l'utilisation des incitations et instruments axés sur le marché et destinés à promouvoir le développement durable.

Le 24 janvier 2001, la commission a publié la communication relative au 6ème programme d'action pour l'environnement (2001-2010)[2]. Le programme a été adopté par le conseil le 22 juillet 2001. Il a fixé pour la décade suivante un nouveau cadre pour le développement de la politique environnementale, les domaines prioritaires d'action de ce programme ont été le changement climatique, la nature et la diversité biologique, l'environnement et la santé, la gestion des déchets. Ce programme d'action a chargé la commission d'élaborer sept nouvelles stratégies thématiques sur la pollution de l'air, la prévention et le recyclage des déchets, la protection et la conservation de l'environnement marin, la préservation des sols, une utilisation raisonnable des pesticides, une utilisation durable des ressources, l'environnement urbain.

[1] - Résolution du parlement européen sur le livre vert relatif aux problèmes environnementaux du PVC, [COM (2000) 469]-C5-0633/2000.

[2] - Communication de la commission au conseil, au parlement européen, au comité économique et social et au comité des régions, du 24 janvier 2001, sur le sixième programme communautaire d'action pour l'environnement, 2010, notre avenir, notre choix », [COM (2001) 31final] nom publié au journal officiel.

Dans un livre vert sur la politique intégrée des produits[1], adopté le 07 février 2001, la commission a proposé trois pistes d'action pour encourager la production et la consommation de produits respectueux de l'environnement, des mesures d'informations, des mesures d'incitations vis-à-vis des entreprises à la pointe du marché et des mesures fiscales et financières. L'objectif était que les produits utilisent moins de ressources, impactent moins l'environnement, présentent des risques moindres pour celui-ci et préviennent la production de déchets dès le stade de leur conception.

Le 04 avril 2001, le parlement européen et le conseil ont adopté la recommandation 2001/331/CE prévoyant des critères minimaux d'organisation, de réalisation, de suivi et de publication des inspections environnementales dans les Etats membres.

Elle visait à renforcer et à rendre plus uniforme la mise en œuvre du droit communautaire en ce qui concerne l'inspection des installations industrielles, entreprises et sites réglementés, qui font l'objet d'autorisation, de permis ou de licence en vertu du droit communautaire.

En juin 2001, le conseil européen de Göteborg a approuvé une stratégie pour un développement durable, « développement durable en Europe pour un monde meilleur, stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable ». Elle a proposé des mesures rapportant au bien-être des citoyens européens et relatives, notamment, au changement climatique, à la pauvreté et aux risques pour la santé.

Dans la même année, une directive à l'évolution des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a été adoptée[2], a complété le système mis en place en 1985 (directive 85/337/C.E.E.) pour instituer notamment une évaluation et un rapport environnemental à la préparation et à l'adoption des plans et programmes susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, ainsi que des exigences de consultation et d'information des autorités et du public (transparence et participation).

Le premier mars 2003, un programme d'action communautaire pour la promotion des O.N.G. ayant pour but principal la défense de l'environnement, a été

[1] - Le livre vert s'appuie sur des consultations et des études approfondies, et présente des idées pour renforcer les politiques environnementales axées sur les produits et aider à la croissance d'un marché pour des produits plus écologiques. Ce faisant, il examine le potentiel des différentes parties prenantes, c'est-à-dire celles qui ont un impact sur ces questions ou qu'elles s'intéressent aux problèmes et suggère des méthodes possible de mise-en-œuvre, une politique intégrée pour les produits devra probablement être basée sur un mélange des instruments, [COM (2001) 68], livre vert sur la politique des produits intégrés.
[2] - Directive 2001/42/C.E. relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement adoptée le 27 juin 2001, JOCE n° L197 du 21 juillet 2001, p 30.

adoptée pour promouvoir l'implication systématique de telle ONG dans l'élaboration et la mise en œuvre de la législation communautaire.

Deux directives ont également été adoptées fin 2002 (2002/95/CE et 2002/96/CE), visant à réduire l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques et à éviter la production de déchets de tels équipements, notamment par leur recyclage, ainsi que la promotion d'autres formes de valorisation des déchets électriques et électroniques.

Dans un rapport du 19 mai 2003[1], la commission a analysé l'application nationale des mécanismes communautaires de traitement des déchets, les réalisations et les lacunes. Le 27 mai, elle a lancé un processus de consultation[2] afin d'identifier les mesures présentant le meilleur rapport et son efficacité pour une gestion durable des déchets.

Afin de promouvoir la transparence et la participation du public au processus décisionnel en matière d'environnement, le législateur européen a adopté le 28 janvier 2003 la directive 2003/4/C.E.[3] concernant l'accès du public à l'information.

Le 11 février 2004, le législateur européen a adopté la directive 2004/12/CE sur les emballages[4].

Dans le domaine de la responsabilité, la directive 2004/35/CE a été adoptée le 21 avril 2004 incluant non seulement la répartition et la prévention des dommages environnementaux causés aux animaux, aux plantes et aux habitats naturels protégés au niveau communautaire, au milieu aquatique couvert par la législation communautaire et aux sols, avec application, entre autre, du principe « pollueur-payeur ».

En juin 2006, le règlement numéro 1013/2006 concernant le transfert des déchets a été adopté, il vise à renforcer, simplifier et préciser les procédures de

[1] - Rapport de la commission au conseil et au parlement européen concernant la mise-en-œuvre de la législation communautaire en matière de déchets et plus précisément de la directive 75/442/CEE relative aux déchets. La directive 91/689 relative aux déchets dangereux, la directive 75/439/CEE relative aux huiles usagées, la directive 86/278/CEE relative aux baux d'épuration et la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages sur la période 1998-2000, [COM (2003) 250/F3].
[2] - Communication de la commission : vers une stratégie thématique sur la prévention et le recyclage des déchets, [COM (2003) 301final].
[3] - Directive 2003/4/CE du parlement européen et du conseil du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE du conseil, JOUE n° L41/26 du 14/02/2003.
[4] - Directive 2004/12/CE du parlement européen et du conseil du 11 janvier 2004, modifiant la directive 94/62/CE, relative aux emballages et aux déchets des emballages, JOUE n° L047 du 18/02/2004, p 26-32.

contrôle des transferts de déchets, il a remplacé le règlement numéro 259/93 à compter du 12 juillet 2007.

Le 06 septembre 2006, le législateur européen a adopté la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, et abrogeant la directive 91/157/CEE visant à minimiser les impacts négatifs sur l'environnement.

Le 23 mai 2007, le parlement européen et le conseil ont adopté un règlement concernant l'instrument financier life plus. Ce nouvel instrument regroupe en un dispositif unique une large forme de programmes et d'instruments environnementaux exigeants. Sa dotation s'élève à près de 1,9 milliard d'Euros pour la période allant de 2007 à 2013.

Dans le domaine de la gestion des déchets, toujours, une directive cadre a été adoptée (directive 2008/98/CE), elle introduit une nouvelle approche dans la gestion des déchets[1].

Le 03 décembre 2008, la commission a adopté un livre vert qui a décrit la situation en ce qui concerne la gestion des déchets biodégradables dans l'union européenne [COM (2008) 811] en vue de l'élaboration possible d'une proposition législative et/ou d'actions complémentaires.

Le 02 juillet 2008, la commission a adopté le cinquième examen de la politique environnementale qui porte sur les principales évolutions de la politique environnementale de l'Union en 2007, dans les quatre principaux domaines prioritaires du sixième programme d'action pour l'environnement 2002-2012[2].

Le 19 novembre 2008, le parlement européen et le conseil ont adopté la directive 2008/99/CE relative à la protection de l'environnement par le droit pénal. Elle a obligé les Etats membres à prévoir dans leur législation nationale des sanctions pénales effectives, proportionnées et dissuasives pour les violations graves du droit communautaire relatives à la protection de l'environnement[3].

[1] - Directive 2008/98/CE qui a abrogé la directive 2006/12/CE relative aux déchets qui avait codifié et abrogé la directive 75/442/CEE, JOUE n° L312 du 22 novembre 2008. Sur la directive voir : Damien Rocts, « naissance du droit pénal européen de l'environnement (à propos de la directive 2008/99/CE du parlement européen et du conseil du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal », revue européenne de droit de l'environnement, vol 13, n° 03, 2009, pp 271-283.
[2] - [COM (2008) 409].
[3] - Directive 2008/99/CE du parlement européen et du conseil du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal, JOUE n° L328/28 du 06/12/2008.

Paragraphe 4 : Le traité de Lisbonne et la stratégie UE 2020. Vers la mise en place d'une économie circulaire.

A) Les évolutions de la politique environnementale.

La politique environnementale ne fait pas l'objet d'innovations importantes dans ce traité. Elle continue de constituer un domaine de compétence partagée[1] et figure désormais aux articles 191 à 193 du TFUE.

Les quatre objectifs assignés à la politique environnementale reste la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement ; la protection de la santé des personnes ; l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles ; la promotion sur le plan international de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement, et en particulier la lutte contre le changement climatique. La nouveauté réside dans la reconnaissance du changement climatique parmi les objectifs prioritaires[2].

D'autres évolutions vont influencer la politique environnementale, elle concerne la procédure et les politiques sectorielles.

I. **Des évolutions procédurales :** la dénomination de règlement, directive et décision est conservée, mais d'autres actes apparaissent. Les règlements délégués permettent à la commission de compléter ou modifier certains éléments non essentiels d'un acte législatif. Les objectifs contenus portée et la durée de la délégation de pouvoir doivent être délimités par l'acte de délégation[3], d'autre part, s'il revient en principe aux Etats d'assurer la mise en œuvre du droit communautaire, la commission pourra désormais se voir conférer des compétences d'exécution[4].
Le traité de Lisbonne instaure un droit d'initiative permettant à un million de ressortissant d'un nombre significatif d'Etats membres, de soumettre à la commission une proposition juridique nécessaire aux fins de l'application des traités[5].

La cour de justice européenne constitue désormais une institution comprenant la cour de justice, le tribunal et les tribunaux spécialisés[6].

[1] - Article 04 TFUE, Directive 2008/99/CE, Op Cit.
[2] - Ibid, article 191.
[3] - Idem, article 290.
[4] - Idem, article 291.
[5] - Idem, article 11.
[6] - Article 19 TFUE.

Les conditions de recours en annulation sont assouplies pour les personnes physiques et morales qui peuvent désormais présenter un recours contre certains actes réglementaires[1].

Concernant le recours en manquement, la cours de justice pourra désormais prononcer directement des sanctions financières sur demande de la commission.

II. Un élargissement des politiques sectorielles : La politique d'une économie circulaire et énergétique constituent une compétence nouvelle de l'Union[2]. Elle doit être élaboré en tenant compte de « l'exigence de préserver et d'améliorer l'environnement ». Quatre objectifs lui sont assignés : assurer le fonctionnement du marché de l'énergie, assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique dans l'Union, promouvoir l'efficacité énergétique et les économies d'énergie ainsi que le développement des énergies nouvelles et renouvelables, et promouvoir l'interconnexion des réseaux énergétiques. Les mesures sont adoptées selon les procédures législatives ordinaires, hormis celles de nature fiscale qui requièrent l'unanimité au conseil après consultation du parlement européen. La politique des transports sera dorénavant intégralement adoptée selon la procédure législative ordinaire[3]. L'exception de l'unanimité pour les « mesures susceptibles d'affecter gravement le niveau de vie et l'emploi dans certaines régions, ainsi que l'exploitation des équipements de transport » est supprimée[4].

Le traité donne naissance à un corps volontaire européen d'aide humanitaire permettant de venir en aide aux populations frappées par des catastrophes et crises dans le monde[5].

Le traité instaure un « espace européen de la recherche », afin d'améliorer la circulation des connaissances, la rendre plus compétitive et accomplir plus efficacement les recherches soutenues par l'Union[6].

Le traité simplifie la jurisprudence relative aux sanctions pénales concernant L'environnement. Il permet de disposer d'un fondement juridique unique pour l'harmonisation des infractions et des peines[7]. D'autre part, un Etat peut s'opposer à un projet s'il met en cause les « aspects fondamentaux » de son système pénal.

[1] - Article 263 / 4, Directive 2008/99/CE, Op Cit.
[2] - Ibid, Article 194.
[3] - Idem, Articles 90 à100.
[4] - Ex article 70 § 2 TCE.
[5] - Article 241 § 5 TFUE.
[6] - Ibid, Article 14.
[7] - Article 83 § 2 TFUE.

B) La mise en œuvre des nouvelles mesures environnementales.

En matière environnementale, le traité de Lisbonne de 2008 apporte quelques clarifications en ce qui concerne la prise de décisions en matière de l'environnement qui tient d'une compétence partagée entre l'Union et ses Etats membres. En même temps dans certains domaines tenant à la protection de l'environnement, les procédures européennes de décision laissent un pouvoir significatif aux Etats membres, puisque le traité exige la règle de l'unanimité au conseil (article 192 paragraphe 02)[1]. En outre, l'article 83 paragraphe 02 T.F.U.E. reconnait expressément la compétence du législateur européen pour établir des règles minimales relatives à la définition des infractions pénales et des sanctions, lorsque, le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres en matière pénale s'avère indispensable pour assurer la mise en œuvre efficace d'une politique de l'Union dans un domaine ayant fait l'objet de mesures d'harmonisation.

En novembre 2011, la commission a proposé le septième programme d'action pour l'environnement (PAE) pour couvrir la période allant jusqu'en 2020. Il a été adopté par le législateur le 20 novembre 2013 par la décision 1386/2013/UE. Ce septième programme réaffirme une vision à long terme pour 2050, adoptée en 2011 dans la feuille de route pour une Europe efficace dans l'utilisation des ressources. Les mesures sont axées sur neuf domaines prioritaires.

En juillet 2014, la commission a présenté des propositions pour une économie plus circulaire et dynamisant le recyclage dans les Etats membres. Ce nouvel objectif a pour but de créer une économie dans laquelle la réutilisation, la réparation et le recyclage. La commission installée le premier novembre 2014 a retiré ce projet législatif et l'a remplacé en 2015 par une nouvelle proposition[2]. Il s'agit d'un corpus de mesures sur l'économie circulaire, cette transition sera financée à la fois par le fond européen pour les investissements stratégiques[3], et par des investissements dans l'économie circulaire réalisés au niveau national.

Le septième programme d'action pour l'environnement 2013-2020 « Bien vivre dans les limites de notre planète » est adopté comme nous l'avons déjà souligné, l'Union européenne a, depuis 1972, développé des programmes d'action pour guider ses réalisations. Ces programmes d'action pour l'environnement ont défini les priorités de l'Union européenne en la matière. Le dernier d'entre eux, le septième, fixe les objectifs

[1] - Article 192 paragraphe 02 du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la communauté européenne signé à Lisbonne (Portugal) le 18 décembre 2007, et entrée en vigueur le premier décembre 2009, JOUE n° C306/ISSN 1725-2431 du 17 décembre 2007.
[2] - [COM (2015) 614]
[3] - Par une enveloppe de 650 millions d'Euros au titre des fonds structurels pour la gestion des déchets.

environnementaux communautaires jusqu'en 2020[1]. Il prendra la relève du sixième programme d'action pour l'environnement arrivé à échéance le 15 juillet. Il a pour objet d'intensifier la contribution de la politique de l'environnement à la transition vers une économie efficace dans l'utilisation des ressources à faibles émissions de carbone, dans laquelle le capital naturel est protégé et renforcé, et la santé et le bien-être des citoyens préservés.

Le programme fourni un cadre d'ensemble pour la politique de l'environnement en définissant neuf objectifs prioritaires à atteindre par l'Union et ses Etats membres. Il s'agit de :

- Protéger, conserver et améliorer le capital naturel de l'Union. La commission propose notamment une mise en œuvre effective des engagements pris en faveur de la biodiversité, de la protection des ressources hydriques, de la qualité de l'air et d'élaborer de nouvelles mesures en matière de protection des sols et des forêts.

- Faire de l'Union une économie efficace dans l'utilisation des ressources verte, compétitive et à faible émission de carbone, la commission souhaite notamment renforcer les obligations en matière d'achat public écologique, assurer une meilleure application de la réglementation en matière de déchets et lutter contre le gaspillage des ressources en eau. Le programme met particulièrement l'accent sur la transformation des déchets pour produire des ressources, en renforçant la prévention, la réutilisation et le recyclage ainsi que l'élimination progressive du gaspillage et des pratiques préjudiciables, telles que la mise en décharge, le stress hydrique touchant de plus en plus de régions européennes, notamment en raison du changement climatique[2].

- le troisième domaine d'action clé de ce programme couvre les enjeux liés à la santé humaine et au bien-être de l'homme. Tels que la pollution de l'air et de l'eau, le bruit excessif et les produits chimiques toxiques[3].

Selon l'organisation mondiale de la santé, jusqu'à 20 % de l'ensemble des décès survenant en Europe seraient attribuables à des facteurs environnementaux. L'Europe bénéficie déjà de normes élevées concernant la politique de l'air, mais dans de nombreuses villes, la pollution dépasse les normes acceptables, le programme énonce les engagements visant à améliorer la mise en œuvre de la législation existante et à

[1] - Le septième programme d'action général de l'Union pour l'environnement à l'horizon 2020 a été adopté par le parlement européen et le conseil de l'Union européenne en novembre 2013 relative à un programme d'action général de l'Union pour l'environnement à l'horizon 2020 « bien vivre dans les limites de notre planète », JOUE n° L354/171 du 28/12/2013.
[2] - Ibid, article 2/a.
[3] - Idem, article 2/c.

réduire d'avantage la pollution atmosphérique et sonore. Il définit également une vision à long terme concernant un environnement non toxique et se propose de s'atteler aux risques associés à l'utilisation de substances chimiques dans les produits et mélanges chimiques.

- Deux autres objectifs prioritaires complètent le programme.

Le premier consiste à aider les villes à devenir plus durables[1], l'Europe est la deuxième région peuplée, et 80 % de ses citoyens vivront probablement en ville ou à proximité à l'horizon 2020. Les villes sont souvent confrontées à des problèmes communs, tels que la mauvaise qualité de l'air, des niveaux élevé de bruit, des émissions de gaz à effet de serre, la rareté de la ressource en eau et les déchets. Une collaboration est nécessaire pour résoudre ces problèmes. C'est la raison pour laquelle le programme vise à promouvoir et développer des initiatives qui favorisent l'innovation et le partage des bonnes pratiques dans les villes. L'objectif est de faire en sorte qu'à l'horizon 2020 ; la plus part des villes de l'Union européenne mettent en œuvre des politiques durables d'urbanisation et d'aménagement et utilisent les financements européens destinés à cet objectif.

Concernant les enjeux mondiaux, plus vaste, un nombre important des objectifs tracés dans ce programme peuvent uniquement être réalisé en coopération avec les pays partenaires, ou dans le cadre d'une approche mondiale. L'Union européenne et ses Etats membres se sont engagé à coopérer plus efficacement avec des partenaires internationaux en vue d'adopter des objectifs de développement durable. Le programme encourage aussi d'étudier d'autres mesures qui pourraient être prises afin de réduire les répercussions sur l'environnement au-delà des frontières de l'Union européenne. « Bien vivre dans les limites de notre planète » est un objectif mondial[2].

Enfin, de nombreux problèmes importants pour la communauté ne peuvent pas être traités avec efficacité au niveau local, régional, national ou même communautaire, de part certains de ces problèmes ont un caractère international ou même global. Il est donc essentiel qu'ils soient abordés à ces niveaux, cela implique la nécessité, par la communauté et ses Etats membres, de participer activement à l'action internationale entreprise pour la protection de l'environnement.

[1] - Septième programme d'action pour l'environnement, Op Cit, article 2/h.
[2] - Ibid, article 2/i.

Section 3 : La politique internationale de l'Union européenne pour la protection de l'environnement et du développement durable.

Certains problèmes environnementaux menacent non seulement les systèmes écologiques européens mais aussi l'équilibre naturel de la planète entière comme la pollution de l'atmosphère, la détérioration de l'environnement marin, l'érosion des sols, la désertification, les changements climatiques, l'appauvrissement de la couche d'ozone, la réduction de la diversité biologique, la dégradation des ressources, etc. l'échelle et l'étendue de ces problèmes régionaux et locaux sont très variables selon les conditions économiques et démographiques des différents pays ou régions. Il est évident qu'aucun pays, ni même aucun groupe de pays ne peuvent à eux seuls apporter les véritables solutions à l'ensemble de ces problèmes. Il est essentiel d'assurer une coopération internationale très étroite ainsi qu'une excellente compréhension mutuelle entre les pays et groupes de pays pour trouver des solutions justes et soutenables pour les générations présentes sans compromettre les chances des générations futures.

Cela signifie pour l'union européenne et les Etats membres la nécessité de mettre l'accent sur les activités internationales pour la protection de l'environnement. Ces activités impliquent une coopération internationale très étroite avec les pays tiers d'une part (section 1), et d'autre part, avec les organisations internationales compétentes (section 2).

Sous-section 1 : La coopération internationale de l'Union européenne avec les pays tiers.

On peut recenser trois niveaux de la coopération de l'Union européenne avec les pays tiers : bilatérale, régionale et mondiale[1].

[1]- Le premier programme d'action de l'Union européenne adopté le 22 novembre 1973, énonce parmi ces principes d'une politique de l'environnement que : « pour chaque catégorie différente de pollution, il convient de rechercher le niveau d'action local, régional, communautaire et international le mieux adapté à la nature de la pollution ainsi qu'à la zone géographique à protéger », il y est aussi proclamé que la coopération mondiale doit ce concentrer sur les domaines où un effort de caractère universel est requis par la nature des problèmes d'environnement en cause et qu'une telle action doit se fonder sur les organisations spécialisées des Nations unies. Ces principes ont été repris par les programmes d'actions ultérieures. On peut donc considérer qu'il s'agit de constante de la politique communautaire en y ajoutant que par la suite la communauté a élargi son champ d'activités des seules pollutions à la protection générale de l'environnement. Déclaration du conseil des communautés européenne et des représentants des gouvernements des Etats membres réunis au sein du conseil du 22 novembre 1973, concernant un programme d'action des communautés européenne en matière d'environnement, JO, n° C112 du 20/12/1973, p 1-2.

Les préoccupations environnementales se reflètent désormais dans les coopérations bilatérales qui se sont établie entre l'Union européenne et ses partenaires dans le monde entier (Paragraphe 1).

Par ailleurs, la plupart des problèmes environnementaux dépassent les frontières et ont parfois une portée planétaire, seule une coopération mondiale permet de les traiter efficacement (Paragraphe 2).

Paragraphe 1 : La coopération bilatérale entre l'Union européenne et les pays tiers.

La coopération en matière d'environnement de l'union européenne avec les pays tiers doivent être renforcée et développée.

Cette coopération doit se faire avec les pays industrialisés[1]. Une importance toute particulière doit être accordée à l'amélioration de la convergence des politiques en matière d'environnement notamment en ce qui concerne les mesures susceptibles de toucher sensiblement la compétitivité de l'industrie. La mise en œuvre de la politique évolutive en matière d'environnement ne devrait en aucun cas être susceptible d'affaiblir la compétitivité d'un pays ou d'un groupe de pays par rapport à leurs partenaires industrialisés, voilà quelques exemples de cette coopération.

A) Les relations de l'Union européenne avec les pays industrialisés.

A savoir les Etats unis et le Canada.

I. Avec le Canada.

a) La coopération entre l'UE et le Canada à travers des dialogues de haut niveau.

La coopération bilatérale entre le Canada et l'UE sur l'environnement a débuté par un échange de lettre en 1975 dans lesquelles étaient déterminés des secteurs de coopération d'intérêt commun des deux côtés. Plusieurs réunions de haut niveau se sont tenues régulièrement depuis 1983, pour promouvoir une coopération efficace et inclusive, ces réunions sont compléter par de »s réunions périodiques d'experts du Canada et de l'UE dans le contexte des accords multilatéraux sur l'environnement auxquels ils sont tous deux parties. Les questions environnementales occupent aussi une place importante aux sommets annuels Canada-UE.

[1] **- A savoir les Etats unis, le Canada, le Japon et l'Australie.**

En 2008, au Québec, les dirigeants des deux parties ont émis une déclaration[1] visant à approfondir le dialogue de haut niveau sur l'environnement et renforcer leur partenariat stratégique

Ce sommet constitue une occasion essentielle de souligner les valeurs que les deux parties partagent et de resserrer les liens sur les grands défis et enjeux mondiaux, notamment l'énergie et l'environnement pour relever les défis liés au réchauffement climatique et à la sécurité énergétique. L'UE et le Canada ont chacun établi des objectifs intermédiaires de réduction de leurs émissions à l'horizon 2020[2].

Dans cette déclaration, ils ont exprimé leurs engagements à renforcer leur coopération et d'approfondir le dialogue à haut niveau sur l'environnement, en particulier par un travail sur la protection de la biodiversité, la gestion durable des forêts et la gestion des produits climatiques et des déchets.

L'intérêt partagé quant à l'Arctique et au Nord, qui sont entre autre de protéger l'environnement et de faire en sorte que les résidents du Nord puissent contribuer aux questions du développement économique et social de la région pour les générations futures, protéger et maintenir un approvisionnement énergétique sûr, durable et compétitif, notamment à travers le développement des énergies renouvelables où ils ont convenu de :

- Faciliter le développement de technologies axées sur le charbon propre et plus particulièrement sur la séquestration et le stockage de dioxyde de carbone,
- Coopérer sur des procédés de production de biocarburants de deuxième génération et le développement durable de la bioénergie,
- Promouvoir les énergies renouvelables, notamment éoliennes, marines et hydro-électriques à petite échelle, et l'efficacité énergétique, en mettant pleinement en œuvre le partenariat international pour la coopération dans ce domaine lancé lors du dernier G8,
- Renforcer leurs mécanismes de coopération dans le domaine de la recherche, des sciences et des technologies,
- Engager les procédures en vue d'une révision de l'accord Euro tour et Canada de coopération relative aux utilisations pacifique de l'énergie atomique »[3].

[1] **- Déclaration du sommet Canada-UE de 2008, disponible sur : http://www.canadainternational.gc.ca.**
[2] **- Déclaration du sommet Canada-UE de 2008.**
[3] **- Ibid.**

Enfin, le Canada et l'UE tiennent au bienêtre de tous les animaux. Le Canada fait de grands efforts pour que sa chasse aux phoques soit sans cruauté, bien réglementée et durable[1].

En 2009, les dirigeants du Canada et de l'UE ont renouvelé leur souhait de renforcer la coopération pour la protection de l'environnement lors du sommet de Prague[2]. Ils ont souligné l'importance de développer un cadre stratégique post-2010 pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité en vertu de la convention sur la diversité biologique (CDB). Ils ont aussi réaffirmé leur détermination à collaborer étroitement pour favoriser l'adoption d'un accord global, ambitieux et exhaustif sur le changement climatique aujourd'hui adopté (accord de Paris de 2015)[3].

L'UE et le Canada sont résolus à bâtir une économie mondiale à faible émission de carbone qui soit sécuritaire et durable tout en renforçant la capacité de s'adapter aux répercussions du changement climatiques, et s'engagent ensemble à la création d'un marché mondial du carbone efficace et un instrument pour atteindre les objectifs de réduction d'émissions au plus bas cout et pour encourager l'investissement dans les technologies sécuritaires et durable à basse teneur en carbone.

Dans le domaine de la protection des forêts, l'UE et le Canada rappellent que la déforestation et la dégradation des forêts, surtout dans les tropiques, sont la source de 15 à 20 % des émissions de gaz à effet de serre produit annuellement dans le monde.

Voilà pourquoi ils proposent un mécanisme de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts. Ils reconnaissent aussi, comme à la précédente rencontre les défis à relever dans l'arctique en mettant l'accent sur les préoccupations et les intérêts des peuples et collectivités arctiques et la recherche.

Enfin, ils soulignent l'importance de poursuivre les discussions concernant d'autres sujets liés à l'environnement dans le cadre du dialogue à haut niveau Canada-UE sur l'environnement[4].

En 2010, lors du sommet UE-Canada[5], les dirigeants européens et canadiens ont tenu un sommet cordial et productif. Ils ont exprimé leur volonté à renforcer la relation stratégique qu'entretiennent depuis longtemps l'UE et le Canada, qui repose solidement sur leurs valeurs et leur histoire commune, leurs discussions ont portées

---

[1] - **Idem.**
[2] - **Idem.**
[3] - **Déclaration du sommet Canada-UE de 2009, disponible sur : http://www.canadainternational.gc.ca.**
[4] - **Ibid.**
[5] - **Le sommet Canada-UE à, eu lieu à Bruxelles le 05 mai 2010, disponible sur : http://www.canadainternational.gc.ca.**

principalement sur les relations bilatérales, les enjeux mondiaux et les conflits régionaux. Ils ont souligné que l'UE et le Canada continueront de poursuivre les ambitions élevées à l'égard des défis liés au changement climatique. Ils ont indiqué qu'intégrer les ententes intervenues dans le cadre de l'accord de Copenhague dans les textes de négociation de la convention-cadre des Nations Unis sur les changements climatiques (CCNUCC) sera essentielle pour faire entamer les négociations.

Plusieurs sommets ont eu lieu pour discuter et renforcer la coopération entre l'UE et le Canada, et le tout dernier a eu lieu en 2016, où ils ont adopté un accord de partenariat stratégique entre l'UE et ses Etats membres d'une part, et le Canada[1] d'autre part. Une déclaration conjointe qui illustre l'ampleur des relations entre les deux parties dans plusieurs domaines, notamment la protection de l'environnement, les liens énergétiques et la lutte contre le changement climatique et le développement durable.

Dans son article 12, les parties réaffirment leurs engagements à répondre aux besoins actuels sans compromettre ceux des générations futures. Elles reconnaissent que pour être viable à long terme, la croissance économique devrait respecter les principes de développement durable.

A cette fin, les deux parties instaurent un dialogue stratégique régulier sur la coopération au développement afin d'améliorer la coordination des politiques touchant aux questions d'intérêt commun, ainsi que la qualité et l'efficacité de leur coopération, pour promouvoir une utilisation responsable et efficace des ressources, et à mener des actions de sensibilisation aux coûts économiques et sociaux des dommages environnementaux et à leur conséquence sur le bien-être humain.

Les deux parties réaffirment leur attachement à la protection de l'environnement, et reconnaissent que des normes élevées en matière de protection de l'environnement sont nécessaires à la préservation de celui-ci pour les générations futures. Ils reconnaissent aussi la menace mondiale posée par les changements climatiques et la nécessité de prendre des mesures urgentes pour réduire les émissions afin de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère pour faire avancer les principes de l'accord de Paris.

Enfin, ils encouragent à continuer les dialogues à haut niveau sur l'environnement et les changements climatiques afin d'échanger les bonnes pratiques et de promouvoir une coopération efficace et inclusive en ce qui concerne les

[1] - Accord de partenariat stratégique entre l'UE et ses Etats membres d'une part, et le Canada d'autre part, conseil de l'Union européenne, Bruxelles le 05 août 2016 (OR. En).

changements climatiques et d'autres questions touchants à la protection de l'environnement.

b) La protection de l'environnement dans les relations économiques et commerciales entre l'UE et le Canada.

Le Canada est un partenaire commercial important de l'UE. Il est au 12ème rang des relations commerciales de l'UE, tandis que l'UE et le deuxième partenaire commercial du Canada après les Etats unis. Un accord économique important est signé entre les deux parties, c'est l'accord économique et commercial global (AECG), ou comprehensive economic and trade agreement (CETA), c'est un traité international de libre échange signé le 30 octobre 2016, premier accord[1] commercial bilatéral de l'UE avec une grande puissance économique. Le CETA a donc l'objectif de renforcer les liens commerciaux, mais aussi de créer un environnement plus stable pour soutenir les investissements entre les deux partenaires. Enfin, le degré d'ambitions de l'accord en matière environnementale doit être évoqué pour mieux comprendre le degré de l'importance qu'accorde les deux parties à l'environnement et au développement durable.

Le traité en lui-même, est composé de trente chapitres. Il contient les engagements principaux des parties contractantes. Il est complété par une longue série d'annexes. Trois protocoles viennent préciser certains termes et concepts du traité ou compléter les engagements des parties contractantes.

L'accord comporte trois chapitres dédiés à l'environnement et au développement durable, un chapitre dédié au développement durable, un chapitre transverse qui contient les grands principes, un chapitre commerce et environnement. Nous allons nous intéresser aux préoccupations environnementales consacrées dans cet accord.

b-1) Les dispositions portant objectif général de développement durable : les dispositions permettent de rappeler que les clauses de l'accord qui portent sur les disciplines commerciales ou d'investissement ne doivent pas être appliquées de manière isolée, sans tenir compte des préoccupations environnementales, qui font partie intégrante de l'objectif de développement durable. L'article 22-1 du traité précise

[1] - En juillet 2016 la commission européenne a adopté le texte du traité et a formellement proposé au conseil de l'Union européenne de le signer et le conclure.

- Le 27 octobre 2016, les 28 pays de l'UE devaient signer le CETA, l'entrée en vigueur pleine et entière du traité dépend en effet des signatures des Etats membres et de l'approbation du parlement européen. La signature a pu avoir lieu le 30 octobre 2016. Le parlement européen s'est prononcé le 15 janvier 2017 en faveur du traité ouvrant la voie à son application provisoire après l'approbation du parlement canadien, cette entrée en vigueur provisoire a eu lieu le 21 septembre 2017.

- Pour une application définitive et complète du CETA, la ratification par les parlements notamment, et par certains Etats, des parlements régionaux sera nécessaire, le processus pourrait donc prendre encore quelques mois, voire quelques années.

par exemple que le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement sont interdépendants et forment des composantes du développement durable, qui se renforcent mutuellement, et elles réaffirment leur engagement à promouvoir le développement du commerce international d'une manière qui contribue à la réalisation de l'objectif de développement durable pour le bien-être des générations présentes et futures.

D'autres objectifs sont aussi fixés par les parties en matière de développement durable tels que :

- La coopération à promouvoir dans le concept du développement durable, comme l'étiquetage environnementale des entreprises, l'intégration de durabilité dans la consommation publique et privée, la coordination des politiques publiques, application effective du droit environnemental, évaluation, impacts et consultation de la société civile, et il fixe les dispositions transverses aux deux chapitres dédiés aux normes environnementales.
- Le droit à réguler en matière environnementale est affirmé, ainsi que l'engagement des parties à assurer un niveau de protection élevé en matière du droit de l'environnement, par ailleurs, les parties s'engagent à ne pas abaisser leur standard environnemental à des fins commerciales ou d'investissement.

b-2) Le chapitre consacré à l'environnement et au commerce : les engagements relatifs aux normes environnementales et à la protection de l'environnement se trouvent au chapitre commerce et environnement.

Le chapitre 24 sur les normes environnementales liste les engagements pris en ce qui concerne les accords environnementaux multilatéraux. Le CETA stipule que les lois et pratiques des parties doivent être conformes à leur engagement en matière d'accords environnementaux internationaux (AME), et ils doivent respecter les engagements pris dans le cadre des accords environnementaux internationaux auxquels elles font parties, et à s'assurer de leur mise en œuvre dans le droit et la pratique, notamment l'accord de Paris qui n'était pas conclu au moment de la conclusion des négociations du CETA, raison pour laquelle l'accord n'est pas explicitement cité dans le chapitre commerce et environnement.

Les parties s'engagent aussi à développer la pêche durable et à lutter contre la pêche illicite, grâce à la coopération entre le Canada et l'UE en matière de mesures de suivi, de contrôle et de surveillance.

Les parties doivent assurer la mise en œuvre effective de leur législation environnementale.

Les parties doivent s'efforcer de promouvoir le commerce des biens et services environnementaux, notamment en réduisant les barrières non-tarifaires en particulier dans le domaine des énergies renouvelables.

Le développement durable dans l'instrument interprétatif commun du CETA et dans les déclarations annexées à la décision de signature.

Les parties ont adopté un instrument interprétatif juridiquement contraignant, qui vise à éclaircir les modalités de mise en œuvre de plusieurs articles. Il rappelle par exemple en matière de développement durable, les différents engagements des chapitres environnement (niveau de protection élevés), il rappelle la mise en œuvre de l'accord de Paris qui constitue une importante responsabilité partagée entre l'UE et le Canada, enfin de coopérer sur les questions du changement climatique.

b-3) La faible porté des dispositions relatives aux enjeux environnementaux : Il est nécessaire d'analyser le contenu des préoccupations environnementales dans cette coopération.

La plupart des dispositions relatives à la protection de l'environnement contenue dans le CETA n'imposent pas d'engagement supplémentaire aux parties contractantes.

Beaucoup d'entre elles n'ont qu'une portée incitative. C'est le cas des dispositions consacrées à la promotion d'un commerce soutenable, ces choses qui ont pour objet de stimuler le commerce des marchandises et des services environnementaux, ou de stimuler les méthodes de production et de gestion responsables de certaines ressources, en un contenu extrêmement général. En outre, elles ne sont accompagnées d'aucun dispositif qui, parallèlement, viserait à freiner les méthodes de production polluantes, ce type de mécanisme parait pourtant indispensable dans un accord de l'envergure du CETA.

Les dispositions du chapitre 24 relative à la coopération en matière environnementale sont également très vagues, cette coopération est essentielle et son champ est extrêmement vaste. Elle peut par exemple porter sur les aspects commerciaux du régime international actuel et futur, de lutter contre les changements climatiques, y compris les questions se rapportant au marché du carbone, les façons de polluer, les effets indésirables du commerce sur le climat et les moyens de promouvoir l'efficacité énergétique.

Concernant les méthodes de coopération, l'accord se contente d'annoncer que cette coopération « prend la forme de diverses actions et de divers instruments, y compris les échanges techniques, les échanges d'informations et pratiques

exemplaires, de projets de recherche, des études, de rapports, des conférences des ateliers »[1]. Ces quelques indications sont bien minces, lorsqu'on les compare à la liste extrêmement détaillée des instruments de la coopération réglementaire établie à l'article 21-4, et aux instruments efficace de mise en œuvre de la politique communautaire européenne avec les pays européens[2].

L'accord ne donne pas en réalité la priorité aux préoccupations liées à la protection de l'environnement. L'article 24-4, qui renvoie aux accords multilatéraux sur l'environnement, se contente de réaffirmer les engagements des parties contractantes au titre de ces accords, dès lors qu'elles les ont ratifiées.

Plus généralement pour parvenir de manière effective, à l'objectif de l'environnement et du développement durable, il parait indispensable de combiner dans un même instrument, des obligations qui soient véritablement contraignantes, en matière de la protection de l'environnement.

Aujourd'hui, la maitrise du libre-échange, la lutte contre le réchauffement climatique, ou la préservation des ressources naturelles ne peuvent plus se négocier isolément, il faut donc souhaiter qu'une réforme bien plus profonde pour mieux initier l'environnement dans les différentes coopérations entre l'UE et le Canada.

II. Avec les Etats unis.

a) Les débuts de la politique internationale environnementale américaine.

C'est au cours des années soixante que les Etats Unis ont commencé à se préoccuper des problèmes environnementaux intérieurs, ce qui s'est traduit par une législation visant à améliorer la qualité de l'eau et à protéger certaines régions sauvages. Cette préoccupation vis-à-vis de l'environnement s'est encore accentué dans les années soixante-dix, créant une pression sur les politiciens et les décideurs qui a généré de nouvelles lois protégeant l'air, l'eau et les espèces menacées du pays. Ces années ont favorisé une prise de conscience durable de l'opinion autour de la dégradation de l'environnement, et ont généré une large adhésion publique quant à la nécessité pour le gouvernement de protéger une certaine qualité de l'environnement. Les Etats Unis se sont alors clairement posés en meneurs sur la scène internationale, par exemple, pour la préparation de la conférence des Nations unies sur l'environnement en 1972, ou de la convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (C.I.T.E.S.) en 1973[3].

---

[1] - Article 24-12 § 2.

[2] - Nous les verrons dans les prochains chapitres de cette partie.

[3] - Fabien Locher – Gregory Quenet, « l'histoire environnementale : origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier », Belin, revue d'histoire moderne et contemporaine, 2009/4 (n° 56-4), p 7.

Avec l'arrivé au pouvoir de Ronald Reagan en 1981[1], les écologistes ont dû adopter une attitude défensive. Le gouvernement Reagan a cherché à réduire les réglementations fédérales, et notamment celles qui concernent la protection de l'environnement. Le président George Bush sénior, arrivé au pouvoir en 1989, s'est montré plus favorable aux réglementations en matière environnementales et s'est engagé à devenir le « président écologiste », pourtant au moment du sommet de la terre de Rio, en 1992, le gouvernement Bush s'est opposé à tout traité sur le climat qui imposerait aux Etats unis de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Les initiatives du gouvernement Bush en faveur de la protection de l'environnement ont été rares et peu brillantes[2].

Avec l'arrivée de Bill Clinton au pouvoir en 1993, beaucoup espéraient le voir mettre en œuvre les promesses prononcées lors de sa compagne électorale pour réaliser les objectifs du sommet de la Terre en 1992, mais il n'est pas allé aussi loin que ce qu'il avait promis.

En 2001, après l'entrée en fonction du président George W. Bush, au cours des deux mandats, les lois et les régulations environnementales nationale ont été sans arrêt affaiblies. Les politiques environnementales et énergétiques ont été pratiquement dictées par l'industrie[3].

Globalement, l'engagement des Etats unis dans la diplomatie environnementale internationale se caractérise par un ensemble de thèmes récurrents, il a toujours cherché à limiter l'impact de la coopération environnementale internationale sur son économie. De même, les fonds qu'il est prêt à octroyer aux objectifs environnementaux internationales sont limités par rapport à d'autres postes de dépenses. Les Etats unis préfèrent que les actions internationales n'entrainent pas de changement trop marqués dans le mode de vie et les habitudes de consommations américaines[4], il chercher à éviter que le pays ne soit obligé de se soumettre aux réglementation internationales, sont objectif premier n'est pas forcément la protection de l'environnement à l'étranger. Il s'agit plutôt parfois, de créer une « situation équitable » qui impose aux entreprises

[1] - Ronald REAGAN est officiellement nommé président des Etats Unis le 20 janvier 1981, un poste qu'il quittera en 1989 au terme de son second mandat, et qui sera repris par George Bush sénior.
[2] - Paule G. HARRIS, « les Etats unis et l'environnement, quelles perspectives pour la coopération internationale », in environnement et compétitivité, une stratégie globale pour l'Europe, Fondation pour l'innovation politique, (dir) d'Elure FABY et de Damien TRESSALLET, France 2008, p 76. Et Michael HERZ, « Les grands débats autour du droit de l'environnement aux Etats unis » pouvoirs n° 127, droit et environnement, novembre 2008, p 87-107.
[3] - Paule G. HARRIS, « les Etats unis et l'environnement, quelles perspectives pour la coopération internationale », Op, Cit, p 77.
[4] - Rappelons que George BUSH a déclaré lors du sommet de la terre que « le mode de vie américain n'est pas négociable », in Paul G. Harris, Op, Cit, p 78.

étrangères de travailler selon les mêmes restrictions environnementales que celles qui sont appliqués à leurs concurrents aux Etats unis.

Pour l'Europe, à l'époque où les Etats unis se sont clairement posés en meneurs, la communauté économique européenne n'était pas un acteur majeur de la gouvernance globale de l'environnement. Ces dernières années, pourtant, on a observé une inversion totale des rôles entre les Etats unis et l'Union européenne, les premiers étant de moins en moins partisans des traités internationaux sur l'environnement, comme nous l'avons expliqué plus haut. L'Union européenne a cherché à mondialiser les normes environnementales qu'elle défendait au travers des A.M.E., l'Union européenne s'est révélé être le premier partisan de tous les principaux traités internationaux sur l'environnement[1] depuis 1989, elle encourage l'intégration des préoccupations environnementales dans le commerce international demandant que les règles d'échange de l'OMC autorisent des restrictions sur les échanges basés sur des objectifs environnementaux[2]. En plus, l'Union européenne dépend de la taille de son marché pour contraindre les entreprises, et à terme, les gouvernements étrangers à renforcer leur réglementation afin de s'accorder à ses propres normes.

b) L'accord de Paris : Une nouvelle politique environnementale internationale des Etats unis, entre l'ancien président Barack Obama et l'actuel Donald Tramp.

Barak Obama aura été le président américain le plus actif en matière de protection de l'environnement. Le président sortant aura engagé les Etats unis sur la voie de la transition énergétique, notamment après l'annonce en août 2016 du « Clean Power Plan »[3] visant une baisse de 32% d'ici à 2030 des émissions des centrales électriques. Dans le domaine des énergies renouvelables, l'ancien président Obama

---

[1] - Depuis sa création par ce traité de Maastricht, l'Union européenne (UE) est progressivement devenue un acteur incontournable sur la scène internationale dans le domaine de l'environnement, notamment dans le domaine du changement climatique ou elle avait pris des engagements de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.

[2] - En 1996, l'Union européenne a obligé le comité sur le commerce et l'environnement de l'O.M.C. à réviser la clause d'exception de l'article XX du G.A.T.T. pour y ajouter une référence spécifique aux clauses des A.M.E. sur les échanges ainsi qu'aux autres mesures nécessaires à la protection de l'environnement. Lors du cycle de Doha, l'Union européenne a encore pris la tête pour réclamer ces réformes du G.A.T.T., demandant que les A.M.E. et l'O.M.C. soient traités en tant qu'entités égales du droit international et que celle-ci se soumettent aux A.M.E. en ce qui concerne les mesures liées à l'environnement.

[3] - « Clean Power plan », est une politique de l'administration Obama visant à lutter contre le changement anthropique (réchauffement climatique), qui a été proposé pour la première fois par « Environnemental Protection Agency (EPA) » en juin 2014. Il devrait-être éliminé sous la présidence de Donald Trump qui a signé le 28 mars 2017 un décret ordonnant à l'EPA de revoir les plans, et suite à son annonce du retrait des Etats unis de l'accord de Paris le premier juin 2017. In « Clean Power Plan : l'administration Trump va abroger la Missive Plane d'Obama pour le climat », la réduction de LCI, 09 octobre 2017, disponible sur : http://www.lci.fr.

a multiplié par 10 la production de l'énergie solaire et le secteur éolien par 3[1], et puis, beaucoup d'autres projets sur le plan international, aura été l'un des principaux acteurs et signataires des accords de Paris de 2015 sur le climat, il avait été l'instigateur de cet accord qu'il a soutenu jusqu'au bout.

Pendant la campagne électorale présidentielle, Donald Trump n'avait cessé de critiquer la politique environnementale de Barak Obama, présentée comme destructrice d'emploi et un risque pour la prospérité américaine, selon lui la priorité est le bien être de chaque citoyen américain et que l'accord de Paris est considéré comme une barrière et un obstacle pour la réalisation de cet objectif.

Le jeudi premier juin 2017, le président américain a tranché, et a annoncé le retrait de son pays de l'accord, « afin de remplir mon devoir solennel de protection de l'Amérique et de ses citoyens, les Etats unis se retireront de l'accord de Paris sur le climat ». Il a redit qu'il ne « voulait rien qui puisse se mettre en travers » de son action pour redresser l'économie de la première puissance mondiale, « Je ne peux pas, en conscience, soutenir un accord qui punit les Etats unis (…) j'ai été élu pour représenter les habitants de Pittsburgh, pas de Paris », a-t-il insisté, ajoutant que son pays était prêt à négocier un nouvel accord climat[2].

b-1. Une décision saluée par son camp.

A l'annonce du retrait des Etats unis de l'accord de Paris, les alliés républicains du président Donald Trump ont applaudi jeudi sa décision, « en se retirant de ces objectifs inatteignables, le président Trump a réitéré son engagement à protéger les familles de la classe moyenne et les ouvrier du charbon », a déclaré Mitch McConnell, le chef du sénat qui vient du Kentucky. Même position pour le président de la chambre des représentants, Paul Ryan, pour qui l'accord de Paris était « une mauvaise affaire ».

De l'autre côté de l'échiquier politique, c'est la déconvenue, le chef de la diplomatie américaine sous Barack Obama, John Kerry, l'un des acteurs de l'accord

[1] - Selon l'ancienne ministre française de l'environnement, Madame Ségolène Royal, les Etats unis sous la présidence de Barack Obama, le pays a vu le « déploiement massif des énergies renouvelables : depuis son arrivé à la maison blanche, Barack Obama a entrainé les Etats unis sur la voie de la transition énergétique », indique la ministre dans un communiqué, elle mentionne le programme d'investissement de 90 milliards de Dollars pour les énergies renouvelables mise en place sous la présidence de Barack Obama, résultat, souligne la ministre française, la production d'énergie solaire a été multiplié par trente, celles de l'éoliennes par trois, et les émissions de gaz à effet de serre ont diminué de 9%. Par Mathilde Crolla, « Ségolène Royal salue l'action d'Obama en faveur des énergies propres », publié sur le figaro économie le 20 janvier 2017, disponible sur le site : http://www.lefigaro.fr. Consulté le 10 octobre 2017.

[2] - Concernant les attaques de l'administration Trump envers la protection de l'environnement et le climat au niveau interne et international, voir C. Esty Daniel, « Trumping Trump : pourquoi l'accord de Paris survivra. De l'annonce du président Trump à la polémique qui en résulte, retour sur les raisons de continuer à croire en une politique climatique ambitieuse aux Etats unis et à la réussite de l'accord de Paris », revue juridique de l'environnement, vol 42, n° HS03, 2017, pp 49-57.

de Paris, a déclaré dans un communiqué contre un « renoncement sans précédent au leadership de l'Amérique que l'on va payer en terme d'influence internationale », il a aussi souligné que la sortie de l'accord climat « isole les Etats unis après que nous avons uni le monde » lors de la signature de ce texte dans la capitale française.

Les démocrates ont également, dénoncé un « revirement scandaleux du leadership mondial de l'Amérique » selon les mots amers du sénateur de la commission des affaires étrangères Ben Cardin.

b-2. Le choc de l'Union européenne : pas de sortie effective du traité avant 2020.

De nombreuses voix, sur la scène internationale, notamment l'Union européenne, ont appelé Donald Trump à revoir sa position, rappelant l'urgence d'agir face au réchauffement en cours.

Le président de la commission européenne Jean Claude Joncher a jugé « gravement erroné » la décision du président américain. Le monde « peut continuer à compter sur l'Europe » pour diriger la lutte contre le réchauffement climatique, a réagi le commissaire européen à l'action pour le climat, Miguel Arias canete, « dans la période précédant l'accord de Paris, les dirigeant de la Chemical européenne ont publiquement soutenu un solide accord global sur le changement climatique et ont applaudi les efforts diplomatique pour parvenir à un accord ambitieux et globalement contraignant. Nous nous en tenons à cette position » a affirmé l' « European Chemical Industry Council »[1].

Les Etats membres de l'UE, ont également exprimé leur déception et regrettent la décision du président américain. L'Allemagne, la France et l'Italie, dans une déclaration commune, « regrettent » la sortie des Etats unis de l'accord-climat qui n'est, selon eux, « pas renégociable » comme l'avait annoncé Donald Trump lors de sa déclaration de la sortie de l'Amérique de l'accord[2].

Le président français Emanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel ont « confirmé leur engagement commun et résolu pour mettre en œuvre l'accord de Paris », ils ont aussi manifesté leur volonté de « le défendre sur la scène internationale ». La chancelière allemande Angela Merkel a dit « regretter » la décision du président américain. Le retrait des Etats unis va « nuire » au monde entier, et pour le président français Emanuel Macron, D. Trump a commis une faute pour l'avenir de

[1] - « Trump retire les Etats unis de l'accord climat : réactions étrangères », la dépêche du 02/06/2017, disponible sur : http://www.ladepeche.fr.
[2] - Ibid.

notre planète, car il n y a pas de planète « B », s'adressant aux américains E. Macron les a appelés à « rendre sa grandeur à notre planète »[1].

Malgré l'inquiétude de l'Union européenne de la décision de D. Trump, une chose est sure : les modalités d'un éventuel retrait son précisément codifiées. Selon l'article 28 de l'accord de Paris, un pays souhaitant dénoncer l'accord doit patienter trois ans à compter de son entrée en vigueur, puis respecter un préavis d'un an avant de s'en libérer effectivement. Ce qui signifie que la sortie effective des Etats unis aurait lieu en novembre 2020, au moment de la prochaine présidentielle américaine, c'est la solution la plus simple et la plus facile, D. Trump peut alors annuler d'un trait de stylo le choix de son prédécesseur. Mais les conséquences diplomatiques seraient considérables, les Etats unis perdraient leur crédibilité en tant qu'acteur international. Mais c'est peut-être l'occasion pour l'Union européenne de regagner une position clé de sa politique communautaire environnementale sur la scène internationale. Et c'est d'ailleurs le grand souhait du président français Emanuel Macron en déclarant lors de la Cop 23, qui s'est tenue tout récemment à Bonn, qu'il « souhaite qu'un maximum d'Etats européens puissent à nos côtés, compenser la perte de financement américaine, mais je peux vous garantir dores et déjà qu'à partir de 2018 pas un centimes ne manquera au GIEC[2] pour fonctionner, avancer et continuer à éclairer nos décisions »[3]. Emanuel Macron a aussi appelé à « accélérer la mise en œuvre effective de l'accord en misant là encore, sur l'Europe à laquelle il a assigné quatre priorités : D'abords le développement des interconnections entre les réseaux électriques nationaux, un chantier qui, selon lui, constitue une « garantie de mieux utiliser et partout les énergies renouvelables ». L'Union européenne doit aussi s'obliger à mettre en place « un vrai prix planché carbone ». Enfin, l'Europe selon lui, doit avancer sur le stockage de l'énergie, un dossier sur lequel il travaillera avec Angela Merkel. N'est-il pas une volonté de l'Europe de prendre la première place dans les politiques environnementales sur la scène internationale[4].

Paragraphe 2 : La coopération environnementale de l'Union européenne avec les pays en voie de développement.

C'est dans les pays en voie de développement que se posent avec le plus d'acuité les problèmes environnementaux. Dans un grand nombre de ces pays, la

[1] - « Trump retire les Etats unis de l'accord climat : réactions étrangères », Op Cit.
[2] - Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en anglais : intergovernmental penal our climate change (IPCC).
[3] -Lors de la Cop 23 ; qui s'est tenue à Bonn en Allemagne, le 15 novembre 2017, Emanuel Macron a appelé l'Union européenne à compenser l'absence de financement des Etats unis dans la lutte contre le changement climatique et assure que la France ne « lâcherait » rien sur les objectifs de l'accord, in « Macron et l'Europe peuvent-ils vraiment compenser le retrait américain ? ». Le journal Europe 1, le JDD du 16 novembre 2017, disponible sur : http://lejdd.fr.
[4] - Ibid.

pression démographique et la misère sont les principaux responsables de l'instauration de modes de développement non soutenables, par ailleurs, leur situation économique désastreuse les contraint parfois à appliquer des stratégies à court terme nuisibles à l'environnement.

L'Union européenne doit donc aider les pays en voie de développement à faire face aux problèmes environnementaux de plus en plus graves qu'ils connaissent, et à instaurer un développement soutenable. A l'heure actuelle, elle dispose de deux moyens : une coopération étendue avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), les pays d'Asie, et l'Amérique latine (A.L.A.), et les pays tiers méditerranéens de l'autre.

A l'heure actuelle, l'Union européenne et les Etats membres apportent aux pays en voie de développement une aide financière importante, ils continuent à intensifier leurs efforts en vue de lutter contre les problèmes environnementaux planétaires, il importe d'augmenter l'aide au développement et de mobiliser de nouvelles ressources financières[1].

Ainsi, au niveau communautaire, un effort important a été consenti au cours de ces dernières années pour la coopération avec les pays en voie de développement.

A) La coopération communautaire avec les pays A.C.P.

Les accords de coopération qui lient les A.C.P. à la C.E.E. ne cesse de s'enrichir et d'innover, les partenaires de cette coopération ont introduit le thème de l'environnement dans la convention de Lomé IV[2] signée le 15 décembre 1989 pour une durée de cinq ans, c'est l'une des innovations majeures de cette convention.

Le thème de l'environnement y est abordé suivant une approche globale et un titre complet lui est consacré.

I. L'approche du problème de l'environnement dans la convention de Lomé IV.

[1] - Voir Léonard MUTALA-Tala, « la participation et l'implication des différents acteurs ACP-UE », revue Civitas Europa, vol 36, n° 01, 2016, pp 17-55.

[2] - Les conventions de Lomé sont des accords commerciaux entre la CEE et 46 pays d'Afriques, des Caraïbes et du Pacifique (pays ACP). La première convention a été signée le 28 février 1975, elle a été prolongée par la convention de Lomé II (31 octobre 1979). Lomé III (08 décembre 1984). Lomé IV (15 décembre 1989) révisé en 1995 et en 2000. La dernière convention a été remplacée par l'accord de Cotonou.

Nous avons fait le choix de ne pas nous étaler sur ce sujet dans ce paragraphe qui sera développé dans la prochaine sous-section réservée à la coopération entre l'UE et l'UMA.

Il ne s'agit pas seulement pour la C.E.E. de soutenir des projets respectueux de l'environnement ou des programmes spécifiques orientés vers la restauration du patrimoine naturel comme la lutte contre la diversification, mais bien de conjuguer les efforts des A.C.P. et de la C.E.E. pour que le développement économique et social se fonde sur un équilibre durable entre objectifs économiques, gestion des ressources naturelles et valorisation des ressources humaines[1]. La perception croissante du bien étroit qui unit les deux parties doit les amener à chercher des solutions aux problèmes globaux. A cet égard, la communauté est disposée à donner son appui aux Etats A.C.P. qui s'efforcent d'améliorer les conditions de vie de leurs populations tout en sauvegardant celles des générations futures.

II. L'aspect environnemental de la coopération A.C.P. – U.E.

Le thème de l'environnement fait l'objet d'un titre spécifique, le titre premier de la deuxième partie de la convention consacrée au domaine de coopération A.C.P-C.E.E. La place qu'occupent ce titre est le fait qu'il soit tout entier consacré à l'environnement, et souligne l'intérêt des parties à la convention pour cette question. D'emblée, la protection et la mise en valeur de l'environnement et les ressources naturelles, l'arrêt de la dégradation du capital foncier et forestier, le rétablissement des équilibres écologiques sont énoncés comme étant des objectifs fondamentaux que les Etats A.C.P. concernés s'efforcent d'atteindre en coopération avec l'Union européenne[2]. C'est que les parties reconnaissent que certains Etats A.C.P. « sont menacés dans les existences par une dégradation rapide de leur environnement qui contrecarre tout effort de développement et en particulier les objectifs prioritaires d'autosuffisance et de sécurité alimentaire »[3]. Les parties reconnaissent également que la protection de l'environnement et des ressources naturelle nécessitent une démarche globale incluant la dimension sociale et culturelle. Afin de prendre en compte cette dimension spécifique, il importe d'intégrer dans les projets et programmes, des actions appropriées d'éducation, de formation, d'information et de recherche[4].

Enfin, les parties contractantes reconnaissent l'utilité des échanges de vue au sujet des risques écologiques majeurs, soit de portée planétaire (tels que l'effet de serre, le dépérissement de la couche d'ozone, l'évolution des forêts tropicales, etc.),

[1] - Voir les commentaires dans le courrier A.C.P. – C.E.E. n° 120, mars, avril 1990, p 14. Ce volume contient par ailleurs le texte intégral de la convention ainsi que les protocoles et annexes.
[2] - Article 33 de la convention A.C.P.-U.E., Op. Cit.
[3] - Ibid, Article 34-1.
[4] - Convention A.C.P.-U.E., Op. Cit, Article 30.

soit de portée spécifique c'est-à-dire régionale ou locale, résultant de l'application de technologies industrielles. De tels échanges de vue se feront par le biais de consultations prévues dans la convention[1].

Cette prise en compte des préoccupations environnementales dans les relations A.C.P.-C.E.E., doit être salué car elle prend la forme d'un engagement conventionnel explicite et étendu, elle mentionne clairement « la sauvegarde et la protection de l'environnement » et la « lutte contre la sécheresse et la désertification, et la protection des ressources naturelles parmi les secteurs d'intervention au titre de la coopération parmi le financement du développement »[2].

Les orientations en matière de politique concernant la coopération avec les pays d'Asie et d'Amérique latine se sont développés d'une façon parallèle aux aspects environnementaux figurant dans la convention de Lomé IV.

B) La coopération avec les pays tiers méditerranéens

Le développement de ce paragraphe, ne sera pas étendu, certains de ses aspects seront étudiés dans la deuxième partie de cette thèse avec plus de détaille.

Tous les partenaires méditerranéens de l'Union européenne ont des liens historiques et culturels étroits avec l'Europe. Le partenariat euro-méditerranéen a permis d'aborder de nombreuses questions régionales stratégiques ayant trait à la sécurité, à la protection de l'environnement, à la gestion des ressources maritimes, aux relations économiques par l'échange de marchandises, de services et d'investissements, à l'approvisionnement en énergie (pays producteurs et pays de transit), à la convergence règlementaire, à la diversité culturelle et religieuse et à la compréhension mutuelle[3].

L'environnement est parmi les priorités de cette union ; la protection de l'environnement, la gestion de l'eau, la dépollution de la mer méditerranée, la protection des ressources halieutiques, la préservation des littoraux, l'exploitation de l'énergie solaire, le rechargement des nappes phréatiques et l'amélioration des systèmes d'irrigation et la protection de la mer méditerranée.

---

[1] - Article 41, Convention A.C.P.-U.E., Op. Cit.
[2] - Convention A.C.P.-U.E., Op. Cit, Titre III, article 229, alinéa 1-é et al. 2-C.
[3] - Le partenariat Euro-méditerranéen a pour objectif de créer un ensemble régional intégré auquel participeraient les pays membres de l'Union européenne et les pays partenaires méditerranéens (P.P.M.), la proximité géographique de ces Etats oblige l'Union européenne à élaborer des stratégies politiques, économiques et sociales à leur égard. Voir sur ce sujet : Benachenhou Yacine et Abdelatif Benachenhou, environnement et développement en méditerranée, stratégie pour le future, Editions sud France 1998, pp 139-147.

Bien que la fixation des priorités en matière de coopération dans le domaine de l'environnement avec les pays A.C.P.-A.L.A. et méditerranée doit être le résultat d'un dialogue bilatéral tenant compte des besoins spécifiques et des priorités de chaque pays, il est évident que la coopération environnementale ne peut fonctionner que si l'on met un accent particulier sur l'aspect institutionnel et sur l'amélioration des capacités techniques endogènes dans les pays en voie de développement, voilà pourquoi les Etats membres de la méditerranée officiellement dénommé « processus de Barcelone » : Union pour la méditerranée[1], vise à renforcer la coopération et le partenariat au niveau régional entre les deux rives de la méditerranée à travers la mise en œuvre de plusieurs projets concrets dans des domaines prioritaires comme la dépollution de la mer méditerranée et les énergies renouvelables.

On peut faire remonter la coopération euro-méditerranéenne en matière d'environnement au premier plan d'action pour la méditerranée en 1975 (P.A.M.) et à la convention de Barcelone[2] en 1995, cette convention fut amendée pour se concentrer d'avantage sur le développement durable et les zones côtières. La même année a eu lieu la signature de la déclaration de Barcelone entre la communauté européenne et ses voisins méditerranéens en même temps que la création du partenariat euro-méditerranéen (P.E.M.).

La déclaration de Barcelone concentrait l'attention sur les questions régionales telles que l'environnement, l'énergie, les transports, l'agriculture, le tourisme, l'eau, la pêche.

---

[1] - U.P.M. (Union pour la méditerranée) est une organisation internationale intergouvernementale à vocation régionale fondée à l'initiative de l'ancien président de la république française Nicolas Sarkozy, le 31 juillet 2008 dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, l'organisation est destinée à donner un nouveau souffle au processus de Barcelone, partenariat liant l'Europe aux pays riverains de la méditerranée. L'U.P.M. dont le siège est à Barcelone, rassemble des Etats riverains de la mer méditerranée et l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne (U.E.). Elle comporte ainsi 43 membres : aux 28 membres de l'Union européenne s'ajoutent l'Albanie, l'Algérie, la Bosnie Herzégovine, l'Egypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Mauritanie, Monaco, le Monténégro, la Palestine, la Syrie, la Tunisie, la Turquie.

[2] - La convention pour la protection de la mer méditerranée contre la pollution (convention de Barcelone), a été adoptée le 16 février 1976 par la conférence de plénipotentiaire des Etats côtiers de la région méditerranéenne, tenue à Barcelone, la convention est entrée en vigueur le 12 février 1978. La convention a été modifiée par des amendements adoptés le 10 juin 1995 par la conférence sur la convention pour la protection de la méditerranée contre la pollution et ses protocoles tenue à Barcelone les 09 et 10 juin 1995. La convention modifiée figurant désormais sous le titre de « convention pour la protection du milieu marin et du littoral de la méditerranée » est entrée en vigueur le 19 juillet 2004. Le texte de la convention est disponible sur le site :
http://www.planbleu.org/sites/defaults/files/upload/files/barcelone_convention_and_protocoles_2007_fr.pdf.
La convention de 1976 est ratifiée par l'Algérie par le décret n° 80-14 du 26 janvier 1980, JORA n° 052 du 25/12/1979, p 74, et la convention de 1995 est ratifiée également par l'Algérie avec le décret présidentiel n° 04-141 du 28 avril 2004 portant ratification des amendements à la convention de Barcelone adoptée le 10 juin 1995, JORA n° 28 du 05 mai 2004.

Les objectifs ont été confirmés par les accords d'associations bilatéraux[1], pas seulement dans le cadre de la déclaration de Barcelone entre l'Union européenne et tous les partenaires P.E.M. mais également dans le cadre de la politique européenne de voisinage, l'Union européenne reste convaincue que l'accord d'association demeure le cadre le plus pertinent pour le développement des relations entre les deux parties, et ce dans tous les domaines et notamment dans le domaine de la protection de l'environnement.

Les plans d'action signés dans le cadre des accords d'associations sont élaborés séparément en tant qu'accords bilatéraux entre chaque pays partenaire de l'Union européenne, ils permettent à l'Union européenne de mener une politique progressive et différenciée envers ses pays voisins. Ils sont considérés comme les outils opérationnels du cadre juridique que représentent les accords d'associations.

Chaque plan d'action contient les engagements à soutenir des mesures de réformes dans de nombreux domaines. Dans le domaine de la protection de l'environnement, un plan de travail a été mis en place, il comporte notamment un engagement à mettre au point, un carnet de route de dépollution[2], à promouvoir la durabilité environnementale et à faire appliquer la stratégie méditerranéenne pour un développement durable adoptée en novembre 2005 par les parties contractantes de la convention de Barcelone, comme les accords d'association et les plans d'action initiés dans le cadre du P.E.M., le programme de travail a reçu une assistance

[1] - Les accords d'association signés entre l'Union européenne et (actuellement) 12 Etats méditerranéens l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Egypte, la Jordanie, Israël, le Liban, Malte, L'autorité palestinienne, la Syrie et la Turquie, a été révisé, cependant la Syrie a remis la signature de l'accord d'association avec l'Union européenne à une date non déterminée. L'accord entrera provisoirement en vigueur une fois signé par la Syrie. L'entrée en vigueur définitive dépend de l'évaluation du Parlement européen et de la ratification par les Etats membres. En décembre 2011, la Syrie a suspendu son adhésion à l'U.P.M.. En 2012 en raison du conflit et de la pression de la communauté internationale, il n y a pas eu de progrès dans la signature et la ratification de l'accord d'association.

[2] - Il s'agit de l'initiative H2020 pour la dépollution de la méditerranée, à la troisième conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'environnement. En 2006, les pays participants se sont engagés à réduire de manière substantielle le niveau de pollution de la méditerranée d'ici 2020. Pour ce faire, les ministres ont lancé « l'initiative 2020 », une initiative conjointe ouverte à tous les acteurs et les ont invité à travailler ensemble pour atteindre cet objectif. Les ministres ont également adoptés un calendrier d'activités clés à mettre en œuvre pendant la première phase de l'initiative (2007-2013). Le but de l'initiative est notamment de s'attaquer aux « points chauds » de pollution identifiés par la pluparts des pays en 2005 dans le rapport P.N.V.E./P.A.M. intitulé « analyse diagnostique transfrontalière pour la mer méditerranée ». L'initiative comme les déchets municipaux, eaux usées urbaines et pollution industrielle. L'initiative présente quatre composantes ; Réduction de la pollution, renforcement des capacités, suivis et surveillance, recherche. Pour plus d'informations sur l'initiative horizon 2020 visiter le site web horizon de la commission européenne : http://eceuropaeu/environnement/enlarg/med/horizon_2020_en.htm. Ou le site web de l'initiative horizon 2020 : http://www.h20210.net.2013. A marqué le mi-parcours de l'initiative H2020. Le processus de révision des P.A.N. devrait être finalisé en novembre 2015 en vue de leur adoption lors de la prochaine conférence des parties contractantes de la convention de Barcelone.

technique et financière d'abord grâce au programmes M.E.D.A. et T.A.C.I.S.[1], puis plus tard par l'I.P.E.V.[2], instrument européen de voisinage et de partenariat, au même temps que les constitutions bilatérales de la part des Etats membres de la F.E.M.I.P.[3], et d'autres mécanismes financiers.

Celles-ci comprennent entre autre le dialogue 5 + 5, structure politique informelle qui réunit qui réunit cinq pays du Maghreb et cinq pays membres de l'Union européenne[4], pour la méditerranée. Nous reviendrons avec plus de détails sur ces projets dans la deuxième partie de ce travail.

C) Un renforcement de la coopération environnementale avec les pays d'Europe centrale et orientale (P.E.C.O.).

Un des domaines les plus importants du rapprochement des pays d'Europe centrale et orientales (les P.E.C.O.)[5], est celui de l'amélioration des normes environnementales et la protection de la santé humaine et de la qualité de la vie.

Dans de nombreuses régions d'Europe centrale et orientale ; l'environnement est profondément dégradé, bien que les situations et les dégâts différent de pays à pays, et de région à région, ces pays connaissent des problèmes communs. Un bon nombre de ces problèmes possèdent une dimension régionale transfrontalière : le bassin de la Vistule couvre la plupart des pays de l'Europe de l'Est, l'Elbe traverse la Tchécoslovaquie et l'Allemagne, le bassin du Danube s'étend sur la plupart des pays du sud, la pollution qu'ils engendrent atteint la Baltique, la mer du nord et la mer noire.

Depuis le début des années 90, des efforts ont été déployés en vue d'intégrer une interaction croissante dans une approche coordonnée et cohérente de la coopération en matière d'environnement au niveau para-européen.

---

[1] - Le programme M.E.D.A. constituait le cadre financier principal de la coopération de l'Union européenne avec les pays méditerranéens dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen avant son remplacement par l'instrument européen de voisinage et de partenariat.

[2] - A partir de 2007, l'I.P.E.V. a remplacé M.E.D.A., et T.A.C.S., en tant que instrument principal de financement de la P.E.V., destiné à promouvoir une coopération approfondie et une intégration économique entre l'Union européenne (U.E.) et ses partenaires voisins.

[3] - Le dispositif pour l'investissement et le partenariat euro-méditerranéen, c'est l'instrument clé de la banque européenne d'investissement pour financer les projets euro-méditerranéens et le principal pilier financier pour trois des six projets prioritaires de l'U.P.M. : dépollution de la méditerranée, autoroutes maritimes et terrestres et plan solaire pour la méditerranée.

[4] - Ce sont l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, la Tunisie et la France, l'Italie, Malte, le Portugal et l'Espagne.

[5] - Les défis et pressions environnementaux considérables découverts après l'effondrement du bloc socialiste dans les pays d'Europe centrale et orientale (P.E.C.O.) et dans les nouveaux Etats indépendants N.E.I., ce groupe de pays a récemment exprimé le souhait d'être appelé « pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale

La première conférence des ministres de l'environnement européens organisée au château de Dobrič (République tchèque) visant à mettre en place un cadre politique global d'action commune afin d'améliorer l'état de l'environnement et le développement durable en Europe, ainsi que d'intégrer les considérations environnementales dans les nouvelles sociétés démocratiques et fondées sur les lois du marché des P.E.C.O./N.E.I.[1], de manière à conjuguer les efforts pour lutter contre les problèmes environnementaux prioritaire de cette région.

La conférence de Dobrič a établi le processus « un environnement pour l'Europe » en vue de répondre à ces besoins[2].

I. Le processus « un environnement pour l'Europe ».

Le contexte politique européen a changé depuis la création de ce processus multilatéral en particulier l'élargissement de l'Union européenne vers l'est a permis d'intégrer la majorité des pays d'Europe centrale et orientale auxquels s'adressait ce processus et donc d'appliquer à ces pays l'acquis communautaire en matière d'environnement.

Le processus « un environnement pour l'Europe » a permis de disposer d'une instance de promotion et de définition des priorités pour la réforme juridique et institutionnelle en matière de gestion de l'environnement et la protection des ressources naturelles en Europe centrale et orientale.

La rédaction d'une nouvelle législation de l'environnement et de textes connexes ainsi que la création de ministères de l'environnement et d'institutions apparentées ont fait partie du processus général de réforme dans tous les pays candidats à l'Union européenne. Certains de ces pays ont avancé d'avantage que d'autres sur la voie de la mise en conformité de leurs cadres juridiques et constitutionnels avec les critères de l'Union européenne, mais tous ont notablement amélioré leurs capacités de gestion de l'environnement, les accords de partenariat et de coopération et les accords de stabilisation et d'association conclus dernièrement entre l'Union européenne et les pays de l'Europe orientale du Caucase et de l'Asie centrale et les pays d'Europe du sud-est qui ne sont pas encore candidats, et les programmes d'assistance qui

[1] NEI : Nouveau Etats indépendants, comité des Etats indépendants, appelée parfois confédération des Etats indépendants, est une entité intergouvernementale composée de 09 des 15 anciennes républiques soviétiques : Azerbaïdjan, Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan.

[2] - Son mandat a été réaffirmé lors des conférences successive organisées à Lucerne en 1993, Sofia en 1995 et Aarhus en 1998 et la cinquième conférence des ministres européens de l'environnement s'est tenue à Kiev du 21 au 23 mai 2003, et cette dernière s'est inscrite dans le contexte de profond changement en Europe, ainsi que de nouveau défis, la sixième conférence ministérielle s'est tenue à Belgrade (Serbie) du 10 au 12 octobre 2007.

accompagnent les accords, contribuent à approfondir le processus de réforme dans le domaine de l'environnement[1].

II. La conclusion d'accord d'association.

Des accords européens ont été conclus en décembre 1991 entre les communautés européennes et leurs Etats membres[2] d'une part, la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie d'autre part, et ont constitué une étape marquante dans l'élaboration de l'architecture future de l'Europe. Ces accords reconnaissent en effet le souhait des parties contractantes de renforcer leurs liens traditionnels et d'établir des relations étroites et durables fondées sur la réciprocité en vue de permettre aux pays concernés d'Europe centrale et orientale de participer au processus d'intégration européenne. Les disparités économiques et sociales qui séparent la communauté et les pays d'Europe centrale et orientale (P.E.C.O.5) signataires des accords européens apparaissent cependant sous le jour d'un défi majeur pour le processus d'intégration communautaire surtout dans le domaine de la protection de l'environnement.

---

[1] - L'Union européenne se compose de 28 Etats membres, ces derniers ont intégré l'UE au cours de 08 élargissements :

- **L'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, et les pays bas en 1957.**
- **Le Danemark, l'Irlande et le Royaume Unis en 1972.**
- **La Grèce en 1981.**
- **L'Espagne et le Portugal en 1986.**
- **L'Autriche, la Finlande et la Suède en 1995.**
- **Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie en 2004.**
- **La Bulgarie et la Roumanie en 2007.**
- **La Croatie en 2013.**

A l'heure actuelle, cinq pays sont officiellement candidats pour intégrer à leur tour l'Union européenne. Pour trois d'entre eux, les négociations sont en cours, il s'agit du Monténégro, de la Serbie et de la Turquie. En ce qui concerne les deux autres, l'Albanie et le Macédoine, les négociations n'ont pas encore débuté. L'exécutif européen a néanmoins proposé le 06 février 2018, une échéance à 2025 pour l'adhésion de la Serbie et du Monténégro, pour l'Albanie et la Macédoine, la date se rapprocherait de 2030, selon la commission.

Deux autres pays sont reconnus comme candidats potentiels par la commission européenne : la Bosnie Herzégovine et le Kosovo.

Par ailleurs, notons le cas de l'Islande, pays ayant s'étant officiellement porté candidat à l'intégration en 2009 dans le contexte de la grave crise financière qui a touché le pays, une candidature qui a ensuite été gelée puis simplement retirée à l'initiative du gouvernement islandais en mars 2015.

La Suisse a quant à elle rejeté cette adhésion par voie référendaire, six mois après avoir fait acte de sa candidature en 1992, la Norvège a fait de même lors de deux référendums en 1972 et 1994.

Enfin, le Royaume Uni devrait quitter l'UE dans les années à venir suite au référendum du 23 juin 2016, il reste jusqu'à cette année (2018) un Etat membre de l'Union européenne.

Voir aussi sur ce sujet : CRISTESCU Juliette, « coopération en Europe du Sud-Est, de nouveaux espaces transnationaux », le courrier des pays de l'Est, Vol 103, n° 9, 2003, pp 17-30.

[2] - La Pologne et la Hongrie ont été les premiers Etats d'Europe centrale et orientale à signer des accords d'association avec l'Union européenne en 1991. Les accords avec la république tchèque, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie ont suivi en 1993. Les trois pays Baltes ont signés en 1995, la Slovénie en 1996.

La lutte contre la dégradation de l'environnement est considéré par les accords européens comme une tâche prioritaire (Hongrie) ou vitale et prioritaire (Pologne).

Différents domaines de coopération ont donc été prévus. Ainsi que les modalités des coopérations que les parties contractantes envisagent : information et échanges d'experts, formation, rapprochement des législations, coopération notamment dans le cadre de l'agence européenne de l'environnement[1], développement de stratégies en particulier pour les problèmes globaux et climatiques. Mais parfois, les parties contractantes se contentent d'envisager de coopérer dans un domaine qu'elles même considèrent comme vital et prioritaire. L'autre, et que la problématique de l'environnement se trouve tout à fait déconnectée de ses conséquences dans le domaine de la concurrence et des échanges.

Si nous prenons un exemple de ses accords avec la Lettonie, après un accord sur la coopération et le commerce en 1992 et un accord sur le libre échange en 1994, la Lettonie a signé le 12 juin 1995 avec d'autres Etats d'Europe orientale et centrale un accord sur l'Europe (accord d'association)[2] avec l'Union européenne qui a été ratifié le 31 août 1995.

L'accord sur l'Europe avec la Lettonie prévoit la collaboration de la Lettonie et de l'Union européenne en particulier dans les domaines de protection de l'environnement suivants :

- ✓Mesure et contrôle effectif de la pollution ;
- ✓Lutte au niveau local, régional et transfrontalier contre la pollution de l'air et de l'eau ;
- ✓Classification et utilisation sécurisée des produits chimiques ;
- ✓Réduction du gaspillage des ressources et amélioration du système de recyclage des déchets ;

[1] - L'A.E.E., Agence européenne de l'environnement, est une agence de l'Union européenne chargée de fournir des informations fiables et indépendantes sur l'environnement, Il s'agit d'une source d'information majeure pour ceux qui participent à l'élaboration, l'adoption, la mise en œuvre et à l'évaluation de la politique environnementale, ainsi que par le grand public.

[2] - L'accord européen d'association entre les communautés européennes et leurs Etats membres d'une part, et la République de la Lettonie d'autre part, a été signé au Luxembourg en marge du conseil d'affaires générales du 12 juin 1995 en même temps que les accords analogues avec l'Estonie et la Lituanie. Son vaste champ d'application couvre les futures relations d'association au plan politique, économique, financier, culturel, social ; scientifique et technologique entre l'Union européenne et la République de Lettonie, in http://www.senate.be.

✓Agriculture respectueuse de l'environnement[1].

Pour atteindre ces objectifs, l'accord prévoit un transfert de technologie et de savoir-faire, un échange d'informations et d'experts, des programmes de formation et une harmonisation de la législation sur l'environnement.

III. Le programme phare.

Créé en 1990 au lendemain de la chute du communisme en Europe de l'est, prévue à l'origine pour la Pologne et la Hongrie, ce programme d'aide communautaire aux pays d'Europe centrale et orientale abrégé « phare »[2] et initialement appelé « Pologne Hongrie » aide à la construction économique (1989)[3], constitue le principal instrument financier et technique de la préadhésion pour les pays d'Europe centrale et orientale (P.E.C.O.) candidats à l'adhésion à l'Union européenne.

Le programme a pour objectif premier le développement des institutions et des structures administratives indispensables à la mise en œuvre de l'acquis communautaire, ses activités se concentrent sur deux priorités : aider les administrations des pays candidats à acquérir les capacités nécessaires pour mettre en œuvre l'acquis communautaire, il aide également les administrations nationales et régionales et les organes de réglementation et de contrôle des pays candidats à se familiariser avec les objectifs et procédures communautaires, aligner leur industrie et leur infrastructure de base sur les normes communautaires en mobilisant les investissements nécessaires[4].

Cet effort est principalement consacré aux domaines tels que : l'environnement, les transports, l'industrie, la qualité des produits, les conditions de travail, etc.

Au fur et à mesure de l'évolution de la situation politique en Europe centrale et orientale, la couverture géographique de phase s'est étendue et son budget s'est accru[5], la nature du programme Phare à elle-même a évolué en élargissant le champ

[1] - Cette carence est préoccupante car dans certaines industrie où les coûts des installations anti-pollution et leur fonctionnement sont élevés, la divergence des normes environnementales peut-être à l'origine de délocalisation que l'on pourrait qualifier d'opportunités.

[2] - PHARE est l'acronyme de Pologne/Hongrie, assistance à restriction des économies.

[3] - Règlement (C.E.E.) n° 3906/89 du Conseil du 18 décembre 1989 relatif à l'aide économique en faveur de la république populaire de Pologne, entrée en vigueur le 26 décembre 1989, JORA n° L375 du 23/12/1989, pp 11-12.

[4] - Florence Deloche – Grondez Christ man Lequesne, « Le programme Phare : mérites et limites de la politique d'assistance de la communauté européenne aux pays d'Europe centrale et orientale », politique et management public, année 1996, vol 14, n° 01, p 145.

[5] - 4,2 Milliards d'écus ont été engagés par la communauté européenne au titre de phase entre le 01/01/1990 et le 31/12/1994, sur un totale de 11,3 milliards d'Ecus. Voir commission européenne, Phare Funding 1990-1994, Bruxelles 1995 et Scoreboard d'engagement aux pays d'Europe centrale et orientale.

d'application des programmes soutenus par Phare. Ils sont financés sur la base des programmes annuels convenus de part et d'autre[1].

Dans le domaine de l'environnement, des programmes ont été lancés depuis 1990 au titre de Phare en Pologne[2], en Hongrie[3], en Tchécoslovaquie[4] et dans l'ex R.D.A.[5], comme ses programmes prévoyaient de nombreuses activités différentes, des équipes d'aide techniques financés par Phare ont été constituées dans les ministères de l'environnement, qui auront pour tâche d'aider à la préparation et à la mise en œuvre du programme.

En conséquence, une stratégie du secteur de l'environnement pour les P.E.C.O., prévue pour une durée de trois ans, préparée par la commission, a été adoptée par le groupe de travail environnement du G-24 et par la conférence des ministres de l'environnement au château de Dobrič en juin 1991. Cette stratégie fixe un certains nombres d'objectifs et de priorités notamment la sensibilisation du public, le renforcement et l'extension des aspects institutionnels, les cadres pour les politiques et les réglementations et les transferts d'information et de technologie.

Cette stratégie fournit les bases des programmes environnementaux Phare de 1991 pour la Pologne[6], la Hongrie[7], la Roumanie[8], la Bulgarie[9] et la Tchécoslovaquie[10].

En 1998, le comité de gestion Phare a approuvé le 24 avril un programme de 12 millions d'écus pour l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion (S.I.G.M.A.)[11] qui s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année 2000.

---

[1] - Entre 1990 et 1993, Phare a concentré ses efforts sur les secteurs contribuant directement à la transition vers l'économie de marché. Les programmes nationaux représentent environ 8 % des engagements sur la période de 1990 à 1995.

[2] - 22 millions d'écus.

[3] - 25 millions d'écus.

[4] - 30 millions d'écus.

[5] - RDA : République démocratique allemande également appelée Allemagne de l'Est, est un ancien Etat communiste européen qui a existé durant la seconde moitié du XXe siècle, l'effondrement du bloc communiste en Europe de l'Este entraine la disparition de la république démocratique allemande, qui est absorbée par la république fédérale le 03 octobre 1990. Pour aboutir au processus de réunification formant ainsi une Allemagne unifiée. (20 millions d'écus).

[6] - 35 millions d'écus.

[7] - 10 millions d'écus.

[8] - 2 millions d'écus.

[9] - 15 millions d'écus.

[10] - 5 millions d'écus.

[11] - Le programme S.I.G.M.A., soutient à l'amélioration des institutions publiques et des systèmes de gestion dans les pays d'Europe centrale et orientale, a été créé en 1992 dans le cadre du service de la gestion publique (P.U.M.A.) de l'O.C.D.E., S.I.G.M.A., est une initiative conjointe du centre pour la coopération avec les non-membres (ex centre pour la coopération avec les économies en transition) de l'O.C.D.E., et du programme Phare de l'Union européenne. L'objectif de S.I.G.M.A., est de mettre à la disposition des pays d'Europe centrale et orientale l'expertise de l'O.C.D.E., dans la modernisation de la

A partir de 2000, le programme Phare a été réorienté ; son insertion dans les termes des fonds structurels a été renforcée en passant à des programmes multi annuels, il s'est doté de méthodes de gestion renouvelées, notamment en matière de concentration des projets sur les priorités dans la mise en œuvre de l'acquis programmé pour les partenariats d'adhésion, exécution budgétaire améliorée, augmentation radicale de la taille des projets, poursuite de la décentralisation de la gestion au profit des pays bénéficiaires.

Sous-section 2 : La coopération de l'Union européenne avec les organisations internationales compétentes.

La participation de l'Union européenne aux organisations internationales est une question qui relève des relations étrangères de l'Union européenne.

Une des caractéristiques des conventions relatives à l'environnement est de contenir des dispositions prévoyant une coopération suivie entre les Etats parties. Cette coopération pose le problème de la participation de l'Union européenne à la négociation de conventions multilatérales au sein d'organisations internationales telles que l'O.N.U. Cette participation peut soulever de nombreux problèmes ; en externe, car le statut de l'organisation internationale peut se prévoir que la participation d'Etat, ou en interne, car l'Union européenne ne dispose peut être pas des compétences lui permettant de participer à l'organisation en question.

Le traité de Lisbonne établi à l'article 47 que « l'Union a la personnalité juridique » au même titre que la C.E. et la communauté européenne de l'énergie atomique (C.E.E.A.).

L'attribution de la personnalité juridique à l'Union a pour conséquences de lui reconnaître la capacité de conclure et de négocier des accords internationaux dans le respect de ses compétences externes, de devenir membre d'une organisation internationale et d'adhérer à des conventions internationales. Elle peut donc être définie comme « un sujet de droit international » exerçant des compétences spécifiques, elle acquiert ce statut afin « d'accroitre son champ d'action et ses pouvoirs » et ce par le renforcement législatif de son statut d'organisation internationale et de ses compétences externes.

gestion publique et dans la coopération technique au sein de l'administration publique. Phare est le principal instrument financier de S.I.G.M.A.

Le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne[1] (T.F.U.E.) distingue trois types de compétences exclusives[2], partagées[3] et d'appui[4], cette typologie a été définie par la jurisprudence de la cour de justice de l'Union européenne et se fonde sur la théorie des compétences implicites[5] qui établi que l'Union est compétente pour conclure un accord lorsque : D'abord les traités le prévoient (compétence exclusive), la conclusion d'un accord est nécessaire pour réaliser l'un des objectif visés par les traités, ou bien la conclusion d'un accord est prévue dans un acte juridique contraignant et enfin la conclusion d'un accord est susceptible d'affecter des règles communes ou d'en altérer la portée par exemple les tarifs extérieurs.

Nous allons donner dans cette section quelques exemples de la relation de l'Union européenne avec quelques organisations internationales telle que l'O.N.U., l'Union africaine, la Ligue arabe.

Paragraphe 1 : La relation entre les Nations unies et l'Union européenne.

L'Union européenne s'attache à garantir la paix et la stabilité en Europe tout en affirmant sa place sur la scène internationale pour mieux contribuer à la paix et au développement dans le monde, elle est aujourd'hui un acteur mondial de poids. Les membres de l'Union européenne et les candidats à l'adhésion forment par ailleurs le tiers des membres du Conseil de sécurité de l'O.N.U.

Les Nations unies, de leur côté, se sont fixé pour but de maintenir la paix et la sécurité internationales, de coopérer à la résolution des problèmes internationaux à caractère économique, social, environnemental, culturel, humanitaire, ainsi qu'en matière de droits de l'homme, et de jouer un rôle important et central dans l'harmonisation des activités menées par la communauté internationale en vue d'atteindre ces objectifs commun.

L'Union européenne à un statut de membre observateur au sein de l'O.N.U. depuis 1974, or, comme nous l'avons déjà souligné, depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, l'Union européenne dispose de la personnalité juridique et d'une capacité de représentation unique des Etats membres à l'O.N.U.[6], cette fonction de

[1] - Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, tel que modifiée par le traité de Lisbonne, signé le 13 décembre 2007 à Lisbonne et entrée en vigueur le premier décembre 2009, le traité de Lisbonne modifie et renomme le traité instituant la communauté européenne, ce dernier est désormais dénommé « traité sur le fonctionnement de l'Union européenne », JOUE, n° C115/47 du 09/05/2008.
[2] - Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, Op. Cit, Article 3.
[3] - Ibid, Article 4.
[4] - Idem, Article 6.
[5] - Idem, Article 216.
[6] - Résolution 665/276 de l'assemblée générale de l'O.N.U. sur le rôle de l'Union européenne dans le système multilatéral de l'ON U, disponible sur le site : http://eur_lex_europa.eu.

représentation est assurée par le président du Conseil européen, le haut représentant de la commission et les délégations de l'Union européenne. De plus, l'Union européenne occupe un rôle essentiel quant à l'élaboration, l'adoption, et la mise en œuvre des engagements multilatéraux de ses pays partenaires.

Enfin le partenariat entre l'Union européenne et l'Organisation des Nations unies repose sur une coopération politique et opérationnelle pour la réalisation de programmes et de projets communs. A ce titre, la contribution financière cumulée de l'Union européenne et de ses Etats membres est l'une des principales sources du budget de l'O.N.U.

L'Union européenne et l'Organisation des Nations unies coopèrent dans plusieurs domaines tel que : la promotion des droits de l'homme, l'égalité entre les genres, la démocratie[1], le développement humain, économique et social[2], la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique en particulier pour l'adoption d'accords et de conventions internationales, ainsi que pour la réforme de la gouvernance environnementale internationale. Elle est une participante de droit à la commission du développement durable[3] aux forums sur les forêts[4] et à l'organisation pour l'alimentation et l'agriculture[5]. Elle était un participant à part entière de certains sommets des Nations unies, dont les sommets de Rio[6] et Kyoto sur les changements

- En effet, l'Union européenne développe des relations et des partenariats avec les pays tiers et les organisations internationales, régionales ou mondiales qui partagent ses principes et valeurs. Elle favorise le règlement multilatéral des problèmes mondiaux, en particulier dans le cadre de l'organisation des nations unies (ONU), article 21 du traité sur l'UE, Op Cit.

[1] - Cette coopération se fait par la défense des standards et des mécanismes de protection des droits de l'homme au sein de l'O.N.U. et à travers des actions de coopération bilatérales. Il s'agit en particulier d'actions concernant les droits des enfants et des femmes, l'assistance électorale, le renforcement des parlements des systèmes judiciaires et de la société civil.

[2] - Notamment pour la coordination des actions d'aide au développement et d'aide humanitaire. La lutte contre la pauvreté et l'atteinte des objectifs mondiaux par le développement, ils représentent des objectifs prioritaires de la coopération y compris à travers les agences, les fonds et programmes thématiques de l'O.N.U.

[3] - La commission du développement durable est créée en 1993 à la suite de la résolution A/RES/47/191 du 22 décembre 1992 sur les arrangements institutionnels pour le suivi de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, lors de la 47ème session ordinaire de l'assemblée générale. Sa création est la conséquence d'une recommandation du chapitre 38 de l'Agenda 21. En 2013 elle est remplacée par le forum politique de haut niveau sur le développement durable. Plusieurs thèmes sur le développement durable ont été étudiés tel que la pollution atmosphérique, le changement climatique, énergie au service du développement, développement rural, l'agriculture, la désertification, la sécheres.

[4] - Le forum des Nations unies sur les forêts ou F.N.U.F., est un organe subsidiaire de l'O.N.U. créé pour faire suite à la conférence des Nations unies sur l'environnement et de développement. Ce forum a été créé en 2000 pour promouvoir la gestion de la conservation et le développement soutenable de tous les types de forêts, en limitant donc la déforestation, en harmonisant les politiques de gestion forestière pour la protection de la biodiversité forestière.

[5] - L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture connue sous le sigle O.N.V.A.A., plus couramment F.A.O., créée en 1945 au Québec, son siège est à Rome. Depuis le 15 juin 2013 la F.A.O., compte 197 membres, son objectif suprême est d'aider à construire un monde libéré de la faim.

[6] - La conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, plus connue sous le nom de sommet de la terre de Rio de Janeiro ou Sommet de Rion, s'est tenu à Rio de Janeiro au Brésil du 03 au 14 juin 1992, réunissant 110 chefs d'Etats et de gouvernements et 178 pays. A été marqué par l'adoption

climatiques[1] et en 2015, l'accord de Paris sur les climats. L'Union européenne souhaite également favoriser un suivi intégré des grandes conférences des Nations unies. Elle entend nationaliser les processus d'examen et d'évaluation et les rendre plus aisés à gérer, tout en faisant en sorte de maximiser l'impact politique du suivi, c'est le cas pour l'ensemble des conférences et des sommets majeurs organisés depuis le début des années 90 (Rio : environnement et développement), (Kyoto : changement climatique), (Johannesburg : développement durable) et plus récemment l'accord de Paris de 2015 sur le réchauffement climatique[2] qui ,devient contraignant grâce au poids de l'UE.

Paragraphe 2 : La coopération de l'Union européenne avec l'Union africaine.

Les premières relations entre l'Union africaine et l'Union européenne remontent à l'organisation de l'unité africaine (O.U.A.) qui a précédée l'Union africaine[3]. En effet, l'O.U.A., a entamé les négociations avec la communauté économique européenne au nom des Etats africains –Caraïbes-Pacifique. Ces négociations ont conduit à l'adoption de la première convention de Lomé en 1975 et actualisée en 2000 par l'accord de Cotonou, par la suite, une approche continentale[4] a fait son chemin avec

d'un texte fondateur de 27 principes intitulés « déclaration de Rio sur l'environnement et développement » qui précise la notion de développement durable. La conférence a notamment été l'occasion d'adopter un programme d'action appelé Action 21 (agenda 21) qui énumère quelques 2500 recommandations concernant la mise en œuvre concrète des principes de la déclaration.

[1] - Le protocole de Kyoto est un accord international visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et qui vient s'ajouter à la convention Cadre des Nations unies sur les changements climatiques dont les pays participants se rencontrent une fois par an depuis 1995. Signé le 11 décembre 1997 lors de la troisième conférence des parties à la convention (Cop 3) à Kyoto au Japon, il est entré en vigueur le 16 février 2005. Ce protocole visait à réduire entre 2008 et 2012 d'au moins 5 % par rapport au niveau de 1990 les émissions de six gaz à effet de serre : dioxyde de carbone, méthane, protoxyde d'azote et trois substituant des chlorofluorocarbones.

[2] - L'accord de Paris est le premier accord universel sur le climat. Il fait suite aux négociations qui se sont tenues lors de la Cop 21 Bourget (Seine-Saint-Denis). Il a été approuvé par l'ensemble des 195 délégations le 12 décembre 2015. L'accord de Paris nécessite la ratification par 55 pays responsables d'au moins 55 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour entrer en vigueur, entrée en vigueur depuis le 04 décembre 2016.

[3] - L'Union africaine (U.A.) est une organisation d'Etats africains créée en 2002 à Durban en Afrique du sud en application de la déclaration de Syrte du 09 septembre 1999. Elle a remplacée l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.), la mise en place de ses institutions a eu lieu en juillet 2003 au sommet de Maputo au Mozambique, ses buts sont d'œuvrer à la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et du développement à travers l'Afrique.

[4] - C'est au sommet de Lisbonne de décembre 2007 que les chefs d'Etats ou de gouvernement africains et européens ont adopté la stratégie commune « Afrique-Union européenne ». Elle a pour objet : - De ne plus se cantonner à la coopération, au développement des questions d'intérêt commun, tels que l'emploi et les échanges commerciaux. - De ne plus traité que la seule Afrique, en prenant des distances par rapport aux questions ayant purement trait au développement africain –axe traditionnel- pour s'attacher à relever efficacement les défis mondiaux tels que la migration, le changement climatique, la paix et la sécurité. – De sortir de l'approche fragmentaire en soutenant les aspirations de l'Afrique désireuse de trouver des réponses transrégionales et continentales à certains défis cruciaux. – De dépasser le cadre institutionnel en optant pour un partenariat axé sur les personnes garantissant une meilleure participation des citoyens africains et européens. Sur la base de ces principes la stratégie commune Afrique-Union européenne définit huit domaines de coopération spécifiques tels que l'énergie,, le changement climatique et l'environnement.

l'adoption de la stratégie commune Afrique-Union européenne par 80 chefs d'Etats africains et européens en 2007.

A) La coopération de l'Union européenne et l'Union africaine dans le cadre de Lomé.

En réalité la coopération entre l'Union européenne et les pays de l'Afrique subsaharienne des Caraïbes et du Pacifique (qui ne constituaient pas encore le groupe A.C.P.) remonte à 1957, au traité de Rome établissant les bases de la communauté économique européenne (C.E.E.) exprimant une solidarité avec les colonies et les pays et les territoires d'outre-mer, il s'engageait aussi à contribuer à leur prospérité. Dans sa quatrième partie, ce traité prévoyait la création d'un fond européen pour le développement visant à octroyer une aide technique et financière et aussi à contribuer à la prospérité des pays africains qui étaient encore des colonies à l'époque et que les liens historiques unissaient à certains Etats de la communauté[1].

I. De Lomé I à Lomé IV bis.

« Yaoundé » était le nom de la première association des Etats A.C.P. et des Etats C.E.E. (1963-1969) élaboré dans la capitale camerounaise, signé dans cette même capitale (1969-1975) Yaoundé II[2], promettait une part importante de l'aide financée par le (F.E.D.) aux pays d'Afrique francophone récemment indépendants. Il s'agissait de soutenir les efforts de construction des infrastructures à la suite de la décolonisation. Sans contexte, les accords de Yaoundé ont les bases de la nouvelle génération d'accords de Lomé[3].

Dans le cadre de Lomé, l'engagement de la communauté européenne d'une part et des pays A.C.P. d'autre part, vise à œuvrer ensemble en vue de la réalisation des objectifs de la neutralisation de la pauvreté, de promotion du développement durable et de l'intégration progressive des pays A.C.P. dans l'économie mondiale.

Ils expriment ainsi leur détermination à apporter par leur coopération une contribution significative au développement économique, social et culturel des Etats A.C.P., à les aider à relever les défis de la mondialisation et à renforcer le partenariat

[1] - Valy Tuho Charles, « l'Afrique de l'ouest et l'avenir des relations entre les pays ACP et l'UE ». Acte du colloque « l'avenir de Lomé » organisé par la Friedrich Ebert Setting à Bruxelles, les 10 et 11 juin 1996.
[2] - Ancêtres des conventions de Lomé, les conventions de Yaoundé I et II furent respectivement signées en 1963 et 1969 entre dix-huit pays ACP et six pays d'Europe.
[3] - Les conventions de Lomé (I, II, III, IV et IV bis) dont la première date de 1975 étaient régulièrement renouvelées tous les cinq ans, le courrier, septembre 2000, édition spéciale de Cotonou.

A.C.P.-U.E. Dans un effort visant à donner au processus de mondialisation une dimension sociale plus forte[1].

La première convention de Lomé est « Lomé I », elle a été adoptée le 28 février 1975 à Lomé capitale du Togo par les neuf pays de la C.E.E. et 46 pays d'Afrique, des caraïbes et du pacifique (A.C.P.). Cette convention était marquée par son époque. Elle reflétait le pouvoir géopolitique relatif des pays ACP dans le contexte de la guerre froide, la crise pétrolière et le débat idéologique sur le « nouvel ordre économique international » qui occupait alors les esprits. Révisées et mise à jour tous les cinq ans, les conventions successives de Lomé ont représenté, à l'échelon mondial, le cadre politique et financier le plus large offert à la coopération Nord-Sud.

Pendant longtemps, la convention de Lomé a été considérée comme un modèle innovateur de coopération internationale. A bien des aspects, elle a servi de structure pilote à d'autres formes de coopération, elles se caractérisent par les principes suivant :

- **L'égalité des partenaires** : le partenariat constituant la pierre angulaire de la coopération de Lomé. Il donne aux pays ACP la responsabilité de leur propre développement en leur attribuant un rôle de premier ordre dans la gestion des ressources de Lomé, l'Union européenne n'intervenant que pour leur apporter son appui. Cette notion de partenariat, considérée aux principes du dialogue, des engagements contractuels et de la prévisibilité à faire naitre ce que les spécialistes ont appelé la « culture de Lomé ».

- **Aide et commerce** : la coopération dans le cadre de Lomé fournissait des flux d'aides prévisibles sur une période de cinq ans ainsi que des avantages commerciaux non réciproques.

- **Produits de base** : la convention de Lomé I a introduit le régime STABEX[2] qui visait à garantir la stabilisation des recettes d'exportation des produits agricoles tels que le Cacao, le café, les arachides et le thé. Celle de Lomé II a créé un mécanisme similaire (SYS MIN) pour le pays qui dépendait fortement des produits miniers et qui enregistraient des pertes d'exportation.

[1] - Serge Aziote Lorougnon S. J., « entre l'Union européenne et l'Afrique, une coopération toujours à construire », revue débat, courrier de l'Afrique de l'Ouest, n° 31, janvier 2006, p 03.

[2] - Le STABEX est un mécanisme de stabilisation des recettes d'exportation des principaux produits agricoles des pays ACP (environ 50 produits). Il couvre automatiquement, par des transferts financiers, les déficits de recettes résultants des fluctuations, soit des prix, soit de la production, ces compensations sont octroyées par pays et par produits. Le mécanisme est appliqué selon un seuil de dépendance fixé à 5% des recettes d'exportation, où 1% pour les pays moins avancés, et un seuil de déclenchement (les recettes d'exportation) doivent avoir baissées de 6 % par rapport à la moyenne des quatre années précédentes 1% pour les P.M.E.

- **Engagements naturels** : le partenariat au titre de Lomé était négocié, il a était possible de réaliser des avancés dans des domaines délicats. Lomé IV a été le premier accord de développement à intégrer une clause portant sur les droits de l'homme (article 5). Cette convention contenait également un engagement contractuel sur l'ajustement structurel, ce qui faisait le premier texte international négocié sur ce sujet.

- **Protocole** : l'Union européenne a également convenue des protocoles commerciaux séparés sur : le sucre, la viande bovine, les bananes et le rhum. Le protocole relatif aux bananes, par exemple, garantissait un accès exempte de droit au marché de l'Union européenne pour des quotas spécifiques de bananes et a permis à de nombreux petits Etats des Caraïbes de se tirer de situations critiques[1].

- **Gestion conjointe** : la coopération est également caractérisée par le dialogue et la gestion conjointe de son contenu par le biais d'institutions communes qui assurent un dialogue permanent. Si les conventions successives de Lomé se sont caractérisées par la continuité, la nature de la coopération ACP/UE, s'est profondément modifiée en particulier après 1990. La relation privilégiée se retrouva sous forte pression[2], en plus, les dispositions commerciales de Lomé ont été jugées incompatibles avec les nouvelles règles internationales fixées par l'organisation mondiale du commerce, les conflits provoqués par le régime commercial des bananes illustres ce point sensible[3].

Le bilan plus que mitigé de ces accords et leur inefficacité, mais aussi l'évolution des relations commerciales mondiales ont poussé l'Union européenne à travers son livre vert à remettre en question les mécanismes à l'œuvre dans le cadre de Lomé.

II. La politique de l'environnement dans les conventions de Lomé.

L'émergence d'une politique de l'environnement dans les relations entre les deux groupes d'Etats, traduit d'une manière formelle, d'une part, l'intérêt de l'Union européenne et des ACP pour cette question, et d'autres part, la reconnaissance et

[1] - Les protocoles sont devenus une caractéristique des successives conventions de Lomé, le protocole sur les bananes a assuré l'entrée en franchise de domaine au marché de l'Union européenne pour des quotas spécifiques. Il a contribué à sauver l'économie de bien de petits Etats insulaires des Caraïbes, en vertu du protocole sucre, la communauté accepte d'acheter annuellement un quota fini de sucre aux producteurs ACP à des prix garantis alignés au prix en vigueur sur le marché interne européen.

- Voir sur ce sujet : Catherine Hangueman – Moizard et Thierry Montalieu, « l'évolution du partenariat UE-ACP de Lomé à Cotonou : de l'exception à la normalisation », monde en développement, vol 128 n° 04, 2004, p 67.

[2] - Cheikh Mbacké Ndoye, la coopération entre l'Union européenne et les Etats ACP, l'exemple du Sénégal, thèse de doctorat en droit public, université de Reims, Champagne, Ardenne, 2011-2012, p 12-13.

[3] - Ibid.

l'admission par ces derniers de l'existence d'une nécessaire complémentarité entre l'environnement et le développement.

Cette politique, dont l'objectif est d'améliorer dans l'immédiat, les conditions de vie des populations des Etats ACP, tout en sauvegardant celles des générations à venir, s'est dégagée progressivement à partir des conventions successives de Lomé. La quatrième convention en précise les contours tout en s'inscrivant dans une perspective de développement durable.

a) L'environnement dans les trois premières conventions de Lomé.

Historiquement, les premières conventions de Lomé ne faisaient aucune référence spécifique à l'environnement, qui n'était pas perçu à l'époque, comme une priorité, ni par les Etats signataires, ni par la communauté internationale. Toutefois, l'environnement n'était pas totalement absent de ces premiers accords, en effet, au regard des différents textes, on constate que l'insertion des préoccupations environnementales dans les conventions de Lomé s'est faite lentement et timidement dans la première décennie de la coopération ACP-CE, c'est-à-dire dans les conventions de Lomé I et II[1], avant de connaitre une évolution significative dans la troisième convention pour voir s'opérer l'émancipation du souci de l'environnement, se caractérisant par son évolution significative.

Au moment de la signature de Lomé III[2], les préoccupations écologiques se sont déjà largement développés. Lomé III a mis l'accent sur la sécurité alimentaire, le développement rural et la conservation des ressources naturelles. La convention n'hésitera plus à faire place à l'environnement, c'est alors qu'un chapitre[3] fut consacré à la protection de certains aspects de l'environnement, la lutte contre la sècheresse, et la désertification, où les Etats ACP affirment leur volonté de rétablir, avec l'appui de la communauté, les équilibres écologiques[4] des conditions de vie et de l'environnement, et la conservation des ressources de la biomasse (art 33). De même l'article 52 précise que l'aide de la communauté au développement de la pèche dans les Etats ACP comprend un soutien à l'amélioration de la gestion et du contrôle de

[1] - Quelques références à la question ont été faites dans la seconde convention de Lomé, il s'agissait de timide allusion faite de manière épisodique dans une dizaine d'articles en matière de ressources naturelles. Il s'agit entre autre des articles 76 litera h, 83 litera c, 84 litera b et g, 88 litera c et e, 93 litera c et d, 66, 68 et 76 litera h, 135, 84 litera g, 93 alinéa 2 litera c, convention de Lomé II, CF, Inter-Alia, TSANGO Traoré, « la politique de l'environnement dans le cadre des conventions de Lomé, aspects juridiques », revue de recherche juridique, droit prospectif, presse universitaire d'Aix Marseille III, n° 3, 1995, p 863-901. Et Adam Gnangnan, « coopération ACP-UE, accord de Cotonou, la politique environnementale de Lomé IV mise en cause », in revue européenne de droit de l'environnement, n° 02, 2003, pp 143-144.
[2] - La troisième convention de Lomé a été signée en décembre 1984 pour cinq ans, mais modifiée en 1986 et en 1987, s'appuyant sur la nécessité de mettre en place des stratégies de développement à long terme.
[3] - Il s'agit du chapitre 02 du titre 02 de la deuxième partie de la convention de Lomé III.
[4] - Article 39, 40 et 42, convention de Lomé III.

l'environnement et le développement des capacités des Etats ACP côtiers et gérer les ressources halieutiques de leur zone économique exclusive. Certes, la place réservée à la protection de l'environnement par la convention de Lomé III peut paraitre, à priori, insignifiante eu égard à l'ampleur des problèmes de l'environnement qui appelaient des réponses plus soutenues, nonobstant cette convention a le mérite d'avoir formellement jeté les bases d'une politique en matière d'environnement qui désormais conditionnera les relations entre l'Union européenne et les Etats ACP.

La préservation de l'environnement connait donc un essor important lors de la mise en œuvre de Lomé III, ce qui a conduit à accorder à l'environnement une place honorable dans la convention de Lomé IV traduisant ainsi une véritable prise de conscience de l'enjeu environnemental dans la coopération ACP-UE.

b) La prise de conscience de l'enjeu environnemental dans la convention de Lomé IV.

La préoccupation environnementale est présente dès les premiers articles de la convention, portant sur les objectifs et les principes de la coopération, affirmant nettement la finalité de la coopération ACP-UE. En ces termes, l'article 04 préconise que le développement recherché « repose sur un équilibre durable entre les objectifs économiques et environnementaux est donc clairement affirmé ». En vertu de l'article 06 alinéa 02, les parties réaffirment « la priorité à accorder à la protection de l'environnement et à la conservation des ressources naturelles » et en font « les conditions essentielles du développement durable et équilibré, tant au plan économique qu'au plan humain »[1].

L'article 14 souligne dans son premier alinéa, la nécessité de s'assurer de la compatibilité entre objectifs de croissance et développement respectueux des équilibres naturels. Ainsi, dans son second alinéa, sont énumérées les actions spécifiques pour protéger l'environnement et restaurer les équilibres naturels. En réalité l'article 14 a un caractère général, lorsqu'il précise « dans tous les domaines », ce qui voudra dire au-delà des seuls domaines où cette référence environnementale apparait.

Lomé IV, après avoir définit les objectifs fondamentaux à atteindre dans son article 33 qui constitue un véritable repère à partir duquel s'est construite sa politique de l'environnement et insisté sur l'émergence de certaines actions en direction des

[1] - Article 6/2 de la convention de Lomé IV, Op Cit. Voir sur cette question : Adon GNANGUI, " quelle place pour l'environnement dans les dispositions des futurs accords entre l'UE et les ACP ", revue européenne de droit de l'environnement, vol 04, n° 01, 2000, p 51, 52, 53 et 54.

populations ACP, tente de définir une méthode et de se donner les moyens d'assumer une effectivité à ses engagements.

Il est préconisé, dans le traitement des problèmes écologiques une triples approche (art 35) :

- Une approche préventive soucieuse de parer aux conséquences négatives sur l'environnement de tout programme ou action,

- Une approche systémique intégrant la dimension protection et gestion de l'environnement à tous les stades des programmes et projets de l'identification à l'évaluation, conditions nécessaires non seulement pour garantir la viabilité écologique des actions, mais encore pour contribuer à la création d'un réflexe environnemental et,

- Une approche transe-sectorielle prenant en compte l'ensemble des conséquences directes comme indirectes dans tous les secteurs.

Dans le cadre des déchets dangereux et radioactifs, l'engagement politique des parties est très net. Il est en effet, prévu l'interdiction de l'exportation des déchets toxiques de la communauté vers les Etats ACP, de l'importation de ces mêmes déchets en provenance du territoire communautaire ou de tout autre Etat[1].

Dans la mise en œuvre de sa politique de l'environnement, la convention dispose du fond européen de développement (F.E.D.) et de la banque européenne d'investissement (BEI), deux instruments qui soutiennent déjà la politique de coopération ACP-UE et dont la contribution à la préservation de l'environnement dans les Etats ACP n'est pas des moindres. Pour preuve, par exemple, la BEI fait du respect des impératifs environnementaux une condition pour accorder des financements, mais en matière de moyens de mise en œuvre de sa politique environnementale, la plus grande innovation de la convention réside dans le fait qu'il soit prévu une procédure d'évaluation de tous les projets et programmes sous l'angle de leur impact

[1] - Il faut rappeler que ce point essentiel est dans la logique des engagements pris au niveau mondial dans le cadre de la convention de Bale, puisque au niveau interne la communauté s'engage à minimiser la production de déchets, les transports internes, etc… la convention de Bale est adoptée le 22 mars 1989, sur le contrôle des mouvements transfrontaliers des déchets dangereux et de leur élimination. C'est le premier texte international adopté dans le but de réduire et de contrôler les flux des déchets toxiques et dangereux. Disponible sur le site : http://www.developpement-durable.gouv.fr.
- L'Algérie a ratifié cet accord avec réserve, décret présidentiel n° 98-158 du 16 mai 1998, portant adhésion avec réserve de la république algérienne, JORA n° 32 du 19 mai 1998, p 03.

environnemental[1], afin de répondre en matière de protection de l'environnement aux attentes des institutions internationales[2].

Malgré la mise en place d'instruments, en particulier, ceux d'évaluation de la viabilité environnementale d'un projet qui constitue, certes, un progrès en matière de protection de l'environnement dans les relations ACP-UE, la portée de la politique de l'environnement de Lomé IV reste assez limitée, et nécessaire à corriger et à développer sur le plan matériel, par exemple, et essentiellement financier, les engagements vis-à-vis de la protection de l'environnement ne bénéficient pas de soutien à la hauteur des problèmes écologiques que l'on enregistre dans les Etats ACP. En effet, l'absence d'instruments financiers spécifiques à la protection de l'environnement constitue un handicap certain dans la gestion de l'environnement dans ces Etats et la mise en œuvre des principes et objectifs tracés dans cet accord.

Un travail important reste aussi à faire sur le plan humain, les articles 36 alinéa 02 et 150 évoquent les perspectives dans lesquelles les populations peuvent être impliquées dans les actions de développement, mais ceci est insuffisant, l'éducation et la sensibilisation des populations à l'environnement doit être une priorité pour mieux prendre conscience des conséquences de la dégradation de l'environnement.

A vrai dire, si l'on peut admettre que Lomé IV n'a voulu laisser dans l'ombre aucun aspect important en matière de protection de l'environnement, force et de constater que les dispositions conventionnelles en la matière constituent de simples recommandations, des directives à suivre. Elles sont vagues et de portée trop général pour la plupart. Ceci dénote un manque d'exigence de Lomé IV, exception juste faite de la réglementation stricte sur les mouvements transfrontaliers de déchets toxiques. En matière de protection de l'environnement il faut donc établir des normes et des mesures de contrôle en matière de protection de l'environnement pour protéger d'une manière plus efficace l'environnement.

C'est pourquoi, il a été jugé nécessaire de négocier un nouvel accord beaucoup plus dynamique à l'effet de repartir sur des fondements nouveaux qui prendraient en

[1] - Conformément à la convention de Lomé IV, la commission a publié un manuel de l'environnement en 1993 : « les procédures relatives à l'environnement et méthodologie régissant les projets de coopération au développement dans le cadre de la quatrième convention de Lomé », où elle a procédé à l'évaluation des procédures existantes en matière d'appréciation des considérations environnementales.

[2] - Notamment, le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour ses directives opérationnelles de 1992, la banque mondiale pour ses directives d'exécution de 1988 et ses principes directeurs de 1991, le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'OCDE pour ses principes directeurs en direction de ses membres donneurs dans le cadre du comité d'assistance au développement (CAD).

compte les intérêts de chaque partie et concilier l'ouverture commerciale avec la gestion saine et durable de l'environnement.

Les négociation pour un nouveau cadre ont commencé en septembre 1998, et ont abouti à la signature à Cotonou, le 23 juin 2000 d'un accord général de partenariat UE-ACP communément appelé convention de Cotonou.

B) L'accord de Cotonou : un modèle régional de coopération.

Après l'expiration de la convention de Lomé, l'Union européenne signe un nouvel accord avec les Etats (A.C.P.) le 23 juin 2000 dans la capitale économique du Benin[1] conclu pour 20 ans. Cet accord contient une clause permettant sa révision tous les cinq ans, un protocole financier y joint[2].

L'accord de partenariat A.C.P.-U.E. est un accord global en matière d'aide et de commerce, il est centré sur l'objectif de réduction et à terme d'éradication de la pauvreté tout en contribuant au développement durable et à l'intégration progressive des pays A.C.P.

I. Objectifs et principes de l'accord de Cotonou.

L'accord de partenariat est centré sur l'objectif de réduction et à terme, d'éradication de la pauvreté tout en contribuant au développement durable et à l'intégration progressive des pays A.C.P. dans l'économie mondiale. Cette coopération repose sur des principes fondamentaux tel que l'égalité des partenariats et l'appropriation des stratégies de développement, la participation outre l'Etat en tant que partenaire principal, le partenariat est ouvert à d'autres acteurs par exemple la société civile, le secteur privé, les dialogues et engagements mutuels tel que le respect des droits de l'homme qui seront contrôlés dans le cadre du dialogue. Différenciation et régionalisation, les relations de coopération varieront selon le niveau de développement du partenaire, de ses besoins, de ses performances et de sa stratégie de développement à long terme, un traitement particulier sera accordé aux pays les moins avancés ou vulnérables.

Parmi les objectifs les plus importants dans cette coopération (A.C.P.-U.E.) est la coopération économique et commerciale qui constitue le premier pilier de cette coopération, ils incluront des dispositions prévoyant une coopération et une aide dans

[1] - L'accord de Cotonou signé le 23 juin 2000, entré en vigueur depuis le 1er avril 2003, il réunit les 79 Etats du groupe A.C.P. et les 28 pays de l'Union européenne.

[2] - Le protocole couvrant des périodes de cinq ans, indique le maintien global des ressources qui sont allouées aux A.C.P. par le biais du fonds européen de développement (F.E.D.). Le F.E.D. (plus précisément le 9ème F.E.D.) comprend 15,2 milliards d'Euros destinés aux A.C.P. en outre le reliquat des F.E.D. précédents peut également être utilisé (représentant un montant de 10 milliards d'Euros).

des domaines autres que le commerce, le second objectif de la coopération (A.C.P.-U.E.) est l'aide ou la coopération financière et technique[1].

En plus des objectifs à atteindre dans le secteur économique et commercial, d'autres secteurs sont également prioritaires tels que le développement social et humain notamment la protection du dialogue social.

Les questions liées à l'environnement et au développement durable sont des questions qui ont été également citées dans cet accord.

II. La protection de l'environnement et du développement durable dans les accords de Cotonou.

L'accord de Cotonou intègre dans ses programmes transversaux le principe d'une gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles dans tous les aspects de la coopération au développement[2] et s'efforce de concilier l'ouverture commerciale avec la gestion saine et durable de l'environnement[3].

S'agissant de l'article 32 de l'accord de Cotonou, la coopération sur la protection de l'environnement et la gestion durable de l'environnement vise, à travers une gestion participative, non seulement à créer ou renforcer les capacités locales de gestion durable de l'environnement, mais également à soutenir des initiatives globales ou régionales sur les changements climatiques (protection des écosystèmes fragiles, développement urbain et rural, énergie renouvelable, sécheresse et désertification, et la biodiversité (gestion de l'eau, des forêts tropicales, des sols, de la faune et de la flore).

S'agissant de l'article 49 de l'accord de Cotonou, celui-ci souligne la nécessité de s'assurer la complémentarité des politiques commerciales et environnementales dans la coopération U.E.-A.C.P. La gestion participative élargies à toutes les échelles (internationale, régionales, nationales et locales) et à tous les acteurs concernés de la société civil, devraient permettre d'assurer une cohérence d'ensemble, de renforcer les contrôles de qualités des biens et services et d'améliorer les méthodes de production respectueuses de l'environnement dans les secteurs appropriés.

C) Les accords de partenariats économiques de l'Union européenne.

[1] - Les ressources du F.E.D. comprennent principalement des subventions affectées au financement de programmes de développement dans les pays A.C.P. dans le cadre de leur " programme indicatif national " ou bien dans les sept régions A.C.P. dans le cadre de leur « programme indicatif régional ».
[2] - Article 32 de l'accord de Cotonou.
[3] - Ibid, Article 49.

Les accords de Cotonou sonnent le glas des accords préférentiels en envisageant un partenariat renouvelé fondé sur la réciprocité entre l'Union européenne et les six régions des pays d'Afrique, caraïbes et pacifique (A.C.P.).

Depuis les années 2000, l'Union européenne négocie avec les pays A.C.P. des accords de partenariat économiques (A.P.E.) pour répondre aux nouveaux défis de la mondialisation et aux contraintes juridiques de l'organisation mondiale du commerce.

I. Un partenariat renouvelé pour répondre aux nouveaux défis.

Les accords de partenariats économiques (A.P.E.) sont des accords commerciaux qui s'inscrivent dans le cadre de l'accord de partenariat de Cotonou. Celui-ci définit la portée des relations politiques et de développements entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), et comporte des dispositions relatives aux droits de l'homme, aux droits du travail et à la protection de l'environnement.

Les négociations des A.P.E. ont débutés avec sept régions en 2002 et devraient être conclus dans les cinq ans (au plus tard le 31 décembre 2007). Toutefois, en 2015 seul un A.P.E. complet avait été mis en œuvre ; l'accord entre le forum des Caraïbes (Cari-forum) et la communauté européenne qui a été signé par toutes les parties et elle est entrée en vigueur[1] en 2008. Les négociations sur les A.P.E. régionaux avec l'Afrique de l'Ouest communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.E.A.O.)[2] et l'union économique et monétaire Ouest-africaine (U.E.M.O.A.)[3] avec l'Afrique centrale (C.C.D.A.A.) et l'Afrique de l'Est (communauté de l'Afrique de l'Est C.A.E.) ont été conclues en 2014. Le texte de l'A.P.E. avec l'Afrique de l'Ouest a été finalisé et soumis pour signature aux parties[4]. Les textes des A.P.E. avec la C.D.A.A. et la C.A.E. sont en cours de révision linguistique et ne sont pas encore disponibles au public.

L'Afrique centrale dispose d'une A.P.E. intérimaire avec l'Union européenne, mais le Cameroun et le seul pays de la région à l'avoir ratifié, les négociations sont en cours sur un A.P.E. complet, mais aucune réunion n'a été organisée depuis 2011. Il en va de même pour l'A.P.E. intérimaire entre l'Union et les Etats A.C.P. du pacifique

[1] - Accord de partenariat économique entre les Etats de Cari-forum d'une part, et la communauté européenne et ses Etats membres d'autre part, JO n° L289/1 du 30/10/2008, p 3.
[2] - CEDEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.
[3] - UEMEA : Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest. CEMAC : Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale. SADC : Communauté de développement de l'Afrique centrale. CARICOM : Communauté des Caraïbes.
[4] - Au niveau de l'Union, proposition de la commission de décision du Conseil relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord de partenariat économique A.P.E. entre les Etats de l'Afrique de l'Ouest, la C.E.D.E.A.O. et l'U.E.M.O.A. d'une part et l'Union européenne et ses Etats membres d'autre part, COM 2014 576 final.

qui n'a été signé que part quelques pays[1]. Les négociations sur un A.P.E. complet ont commencé, mais sont pour l'instant suspendues. L'A.P.E. intérimaire avec l'Afrique orientale et australe (A.F.O.A.) a été signé en 2009 par quatre pays[2] et n'est entrée en vigueur[3] que le 14 mai 2012.

L'Union européenne met en œuvre une politique visant à inclure des clauses relatives aux droits de l'homme dans tous les accords d'association, normes sociales et droit du travail en particulier les normes fondamentales du travail telles que définies par l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), normes environnementales en regroupant les références à la protection de l'environnement, aux changements climatiques et au développement durable.

II. Les dispositions relatives à l'environnement dans les accords de partenariat économique.

Les accords de partenariat économique inclut de plus en plus de dispositions relatives à l'environnement, ce principe provient de la reconnaissance du fait que les politiques économiques et environnementales sont étroitement liées, et qu'elles devraient coexister et tenir compte les unes des autres, toutefois, l'importance relative des questions environnementales dans les accords commerciaux reste un point de controverse.

Les pays en développement notamment ont été souvent prudents quant à l'introduction des mesures environnementales liées au commerce dans les accords régionaux de peur de compromettre leurs positions multilatérales, ces accords reflètent divers degrés de contenu et d'ambition, allant de simples clauses d'exception à un chapitre entièrement consacré à l'environnement[4].

a) Le développement durable.

Le développement durable est un objectif important dans tous les accords de partenariat économique de l'Union européenne, il est notamment reflété dans le préambule et les objectifs des accords, ainsi que dans les dispositions existantes relatives à l'environnement. La question environnementale dans les A.P.E. de l'Union européenne fait partie d'une approche globale de coopération couvrant toutes une

[1] - La Paponasie, Nouvelle-Guinée et les Fidji.
[2] - Maurice, le Seychelles, le Zimbabwe et Madagascar.
[3] - Accord intérimaire établissant le cadre d'un accord de partenariat économique entre les Etats d'Afrique orientale et centrale d'une part et la communauté européenne et ses Etats membres d'autre part, JO n° L111 du 24/04/2012 p2.
[4] - L'A.P.E. avec le Cari-forum (zone des Caraïbes, l'APE a été signé officiellement le 15 octobre 2008 aux Caraïbes) se distinguent par un chapitre détaillé sur l'environnement (chapitre 4, titre IV) dans la section sur les questions relatives aux échanges commerciaux, les parties confirment leur détermination à protéger et à améliorer l'environnement.

série de questions soulevées sous la bannière du développement durable. Dans la première partie intitulée « partenariat commercial pour un développement durable » l'article 3 rappelle les principaux aspects de l'accord de Cotonou qui réaffirment l'objectif primordial du développement durable. Cette approche générale est présente dans la plupart des A.P.E. intérimaires où il est fait référence au développement durable dans le préambule (rappel des objectifs et dispositions de l'accord de Cotonou) et dans les objectifs des accords. Ainsi les références à l'environnement ou au développement durable contenues dans l'accord de Cotonou sont plus ou moins considérées comme les normes minimales applicables à tout A.P.E. et seront généralement rappelées dans le préambule ou dans les dispositions relatives aux « objectifs » de l'A.P.E.

b) L'environnement.

La portée des questions environnementales contenues dans le chapitre relatif à l'environnement est plutôt large et générique conformément à leurs engagements en matière de développement durable. Les parties signataires du « C-A.P.E. » sont « résolues à conserver, protéger et améliorer l'environnement »[1] la référence à la « gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement » de l'article 183 rappelle que l'environnement et les ressources naturelles sont des questions thématiques transversales dans l'accord de Cotonou[2].

Chacune des parties cherche à garantir que ses propres lois et politiques en matière d'environnement et de santé publique prévoient et favorisent de hauts niveaux de protection de l'environnement et de la santé publique.

D'autres aspects sont également inclus dans les questions environnementales du « C-A.P.E. » les technologies environnementales ainsi que les biens et services renouvelables économes en énergie et les produits porteurs du label écologique[3].

Les normes environnementales ne sont pas seulement mise en avant dans le chapitre 4 du « C-A.P.E. » mais également dans d'autres chapitres tels que ceux relatifs à l'agriculture et à la pêche[4]. Le chapitre relatif à la présence commerciale[5] et la section 7 sur les services relatif au tourisme[6], les questions de santé publique sont

[1] - C-A.P.E., Article 183 (3).
[2] - Ceci est placé dans le contexte de principe de développement durable plus large par l'article 183 (1).
[3] - Ibid, Voir l'article 183 (5). Les parties sont résolues à déployer des efforts en vue de faciliter de tels échanges.
[4] - Idem, Chapitre 5 du titre I.
[5] - Idem, Chapitre 2 du titre II.
[6] - Idem, Chapitre 5 du titre II.

également couvertes par les engagements en matière de protection de l'environnement.

L'article 138 dans la section sur l'innovation et la propriété intellectuelle formule également l'engagement des parties à coopérer dans le domaine de l'éco-innovation et des énergies renouvelables. Dans la section sur les investissements, les articles 72 et 73 relatifs au comportement des investisseurs et à l'observation des normes prescrivent le respect des normes et réglementations environnementales existantes.

Le « C-A.P.E. » représente une avancée évidente par rapport à Cotonou, et son mélange de mesures contraignantes et non contraignantes pourrait également servir de référence pour certaines clauses environnementales des A.P.E.

L'A.P.E. Afrique de l'Ouest-Union européenne ne contient pas de chapitre spécifique sur la protection et l'action en faveur des normes environnementales contrairement à l'A.P.E. avec le cari-forum[1]. Dans l'A.P.E. intérimaire de la C.A.E., les questions environnementales sont portées essentiellement sur la pêche, ressource économique essentielle pour les Etats de la C.A.E.[2], la coordination entre les parties concernées entre autre la gestion de la pêche et les questions de préservation, le développement de la pêche et l'aquaculture marine. Les ressources forestières sont des priorités pour la région de l'Afrique centrale, et l'A.P.E. intérimaire avec le Cameroun inclus donc des mesures visant leur gestion durable.

Tous les A.P.E. contiennent une clause d'exception générale qui permet d'exclure des obligations générales en matière de commerce toutes les mesures visant la protection ou la sauvegarde de la santé humaine, végétale et animale. Une telle clause est une disposition de protection environnementale minimale présente dans tous les A.P.E.

Certes les questions environnementales sont fortement présentes dans les A.P.E. mais il est probable que leurs dispositions relatives à l'environnement iront au-delà, mais la recherche d'équilibre dans le soutien mutuel variera d'une région à l'autre.

Chapitre II : La réglementation de l'union Européenne pour la protection de l'environnement.

La politique environnementale de l'Union européenne a donné lieu à plusieurs réglementations depuis les années soixante, qui a fait l'objet de diverses évolutions.

[1] - Même chose pour l'A.P.E. intérimaire avec le pacifique, il contient que des dispositions environnementales minimales faisant référence à l'accord de Cotonou.
[2] - Un chapitre entier (III) est consacré à la pêche et inclut le développement de la pêche en mer et en eaux intérieures et de l'aquaculture.

L'inflation réglementaire a été jusqu'à présent très forte. Les enjeux économiques de ces réglementations européennes sont énormes dans la mesure où elles peuvent considérablement handicaper la compétitivité de certaines branches de l'industrie et en même temps d'accrocher des avantages économiques aux éco-industries.

La réglementation est essentiellement adoptée sous forme de directives qui ont pour objectif d'imposer aux Etats membres et aux acteurs économiques un certains nombres de règles de prévention sous forme d'obligation de résultat et d'obligation de moyens, ou parfois sous forme de règlements peu nombreux en matière d'environnement où ils ne nécessitent théoriquement aucune mesure nationale de transposition et sont donc plus facile à mettre en œuvre pour les Etats membres comme pour la commission ou elles prennent parfois la forme de recommandations à caractère facultatif.

Section 1 : La politique Européenne pour la lutte contre la pollution induite par les déchets.

On peut constater en Europe une inflation continue des quantités de déchets produits[1], d'ailleurs les Etats Européens exportent de plus en plus une quantité importante de déchets[2], malgré son inscription dans un cadre juridique international complexe qui est tout particulièrement marqué par la convention de Bâle du 22 mars 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination[3]. Elle tient aussi compte d'autres accords internationaux et de plusieurs décisions de l'OCDE[4] concernant le commerce de déchets.

La politique de l'union Européenne en matière de déchets vise à rendre la gestion des déchets plus efficiente dans l'ensemble de l'union en gérant les déchets comme une ressource et en évoluant vers une société européenne du recyclage où les Etats membres peuvent développer des systèmes autonomes d'élimination des déchets.

Le cadre général en matière de déchets est fourni par la directive-cadre sur les déchets et le règlement concernant les transferts de déchets[5] le niveau législatif

---

[1] - Chaque année, près de 2 milliards de tonnes de déchets produits dans les Etats membres, y compris des déchets particulièrement dangereux. Information disponible sur le site europa.eu.

[2] - Affirme Jacqueline Mc Cilade, directrice exécutive de l'Agence Européenne de l'environnement, Rapport publié le 6 novembre 2012, disponible sur le site www.eco.europa.eu.

[3] - La convention de Bâle est adoptée le 22 mars 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, Op. Cit.

[4] - Organisation de coopération et de développement Economique, elle regroupe plus d'une trentaine de pays : toute l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, plus le Japon, l'Australie, la Nouvelle Zélande, la Corée et depuis 1995 et 1996, certains pays d'Europe centrale.

[5] - Règlement (CE) n° 1013/2006 du parlement Européen et du conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts des déchets. JOCE. n° L 190, 12 Juillet 2006.

suivant est constitué de textes qui couvrent les opérations de traitement des déchets, comme la directive sur les émissions industrielles (incinération des déchets)[1] et la directive sur la mise en décharge[2], enfin il existe un troisième niveau de la législation , avec sept textes spécifiques qui traitent de différents flux de déchets : les emballages et les déchets d'emballages : les PCB/PCT ; les véhicules en fin de vie ; les piles et les accumulateurs ; la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (RoHs2) ; les déchets d'équipements électriques et électroniques.

Sous-section 1 : La directive cadre sur les déchets.

La directive 2008/98 du 19 novembre 2008 relative aux déchets , devient le texte de référence ultime en matière de déchets en droit Européen[3] après avoir remplacé avec effet au 12 décembre 2010, la directive 2006/12 du 5 avril 2006 relative aux déchets[4] qui a également abrogé et remplacé la directive 75/442 du 15 juillet 1975 relative aux déchets[5] telle que modifiée[6] en 1991**.**

La directive cadre tient compte du principe de précaution figurant dans le traité sur l'union Européenne et elle est bâtie sur les trois principes essentiels la prévention, le principe pollueur payeur et le principe de responsabilité élargie du producteur, pour le principe de prévention, il se présente sous deux aspects- la prévention de la production de déchets et la prévention des dommages causés par les déchets en établissant des programmes de prévention[7].

Pour le principe pollueur qui figure dans le traité sur le fonctionnement de l'union Européenne vise à prévenir et réparer les dommages environnementaux conformément à ce principe, les coûts de la gestion des déchets doivent être supportés par le producteur original des déchets ou par les détenteurs actuels ou antérieurs des

[1] - Directive 2010/75/UE du parlement Européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) JOCE n° L 334, 17 décembre 2010.

[2] - Directive 1999/31/CE du 26 avril 1999, concernant la mise en décharge des déchets JOCE n° L182, 16 Juillet 1999.

[3] - JOUE, n° 312 du 28 novembre 2008, voir aussi Caroline London « la nouvelle directive-cadre des déchets, statut quo, évolution ou révolution », BDEI, n° 18 novembre 2008, p 46.

[4] - JOUE, n° L 114 du 27 avril 2006.

[5] - JOCE, n° L 194 du 25 juillet 1975, abrogé et remplacé par la directive 2006/12 du 25 avril 2006, relative aux déchets JOUE n° L 114 du 27 avril 2006.

[6] - Ibid, Article 20 de la directive 2006/12.

[7] - Ainsi la doctrine a accueilli ce texte comme programmant une « société du recyclage », voir Caroline London, Op Cit, p42.

déchets. Quant au dernier principe il vise à renforcer la réutilisation et la prévention, le recyclage et les autres méthodes de récupération des déchets[1].

Paragraphe 1 : La définition du déchet : une définition insuffisante.

L'article 1er , sous a) de la directive 75/442 définit le déchet comme « toute substance ou tout objet qui relève des catégories figurant à l'annexe I, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention […] de se défaire » , la dite annexe précise et illustre cette définition en proposant des listes de substances et d'objets pouvant être qualifiés de déchets, elle n'a cependant qu'un caractère indicatif la qualification de déchet résultant avait tout du comportement du détenteur et de la signification des termes « se défaire ».

L'article 3-1 de la directive 2008/98 reprend la même définition de la directive 75/442 et la partie opérante de la définition de l'Article 1 §1(a) de la directive 2006/12- sauf que la directive 2008/98 a supprimé la liste qui figurait en annexe I aux précédentes directives, elle se réfère aux listes Européennes des déchets successivement adoptées par la commission, en dernier lieu en 2000 et dont la catégorie 16 reste celle « des déchets non décrits ailleurs dans la liste »[2].

C'est ainsi qu'a été adopté un « catalogue européen des déchets »[3] et les matières qui y figurent ne constituent, en tout état de cause, des déchets que si elles répondent aux caractéristiques générales des déchets, c'est-à-dire seulement si le détenteur s'en défait ou a l'obligation ou l'intention de s'en défaire.

La cour Européenne a d'ailleurs retenu une définition large du terme ''déchet'' dans son arrêt jugé dans l'affaire « VanderWall »[4] elle considère que le verbe « se

---

[1] - La doctrine a aussi inscrit la genèse de cette directive dans l'objectif « zéro déchets », effectivement des sous considérant n° 28, la directive expose que « la présente directive devrait aider l'Union européenne à se rapprocher d'une société du recyclage », visant à éviter la production de déchets et à les utiliser comme ressources. Voir Marie Pierre Lavoillotte, « la future : directive-cadre déchets, un nouveau pas vers l'objectif zéro déchets », droit de l'environnement, n° 162, octobre 2008, p 32.

[2] - Article 7 de la directive 2008/98.

[3] - Décision 2000/532 de la commission du 3 mai 2000 , remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er , point a) de la directive 75/442/CEE du conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er paragraphe 4, de la directive 91/689 CEE du conseil relative aux déchets dangereux, JOUE, n° L226 du 6 septembre 2000, abrogeant et remplaçant une liste de déchets en application de l'article 1, (a) de la directive 75/442, JOCE, n° L 5 du 7 janvier 1994.

[4] - Arrêt de la cour (2ème chambre) du 7 septembre 2004, Paul Van de Walle.a, C-1/03, Rec.p.I-76 13. L'affaire Van de Walle s'est passée à Bruxelles, lorsque la région de Bruxelles- capitale souhaitait installer un centre d'aide sociale dans un immeuble lui appartenant. Elle engage des travaux de rénovation du Bâtiment qui sont interrompus lorsque l'on découvre la présence d'hydrocarbures dans la cave. Ces hydrocarbures provenaient des fuites des cuves stockant les hydrocarbures d'une station de service Texaco voisine. Texaco avait conclu un contrat de gérance pour l'exploitation de cette station-service, la société a résilié ce contrat pour faute de l'exploitant et engagé des travaux supplémentaires de réhabilitation, a poursuivi Texaco devant la juridiction nationale.

défaire » doit être interprété à la lumière de l'objectif de la directive 75/442 qui, aux termes de son troisième considérant, est la protection de la santé de l'homme et de l'environnement contre les effets préjudiciables causés par le ramassage, le transport, le traitement, le stockage et le dépôt des déchets, ainsi qu'à celle de l'article 174 paragraphe 2, qui stipule que la politique de la communauté dans le domaine de l'environnement vise un niveau de protection élevé et est fondée notamment sur les principes de précaution et d'action préventive.

Il s'agit en matière de droit des déchets, l'un des arrêts les plus commentés, parce que la cour a retenu la qualification de déchet pour une matière déversée accidentellement et pour le sol pollué, mais aussi pour l'application du principe pollueur-payeur tel qu'il résulte de l'article 15 de la directive 75/442/CEE (codifiée par la directive 2006/12/CE) sur les déchets.

Néanmoins, la cour ne pouvait que constater que la liste de l'annexe I de la directive 75/442/CE n'est pas une liste fermée, puisqu'elle se conclut par une catégorie très ouverte §16 « toute matière, substance ou produit qui n'est pas couvert par les catégories ci-dessus ».

Elle considère[1] que l'action de « se défaire » couvre une situation accidentelle[2], elle conduit donc à une qualification de déchet de l'hydrocarbure ainsi déversé.

Dès lors que les hydrocarbures sont des déchets car l'exploitant de la station s'en défait involontairement, la cour considère que le sol pollué est lui-même un déchet[3].

Le raisonnement de la cour sera identique dans d'autres affaires tel que : l'affaire de l'ERIKA[4] les hydrocarbures déversés dans la mer deviennent des déchets au moment où, du fait de l'accident du navire ils se déversent dans la mer. On observera que la directive-cadre de 2008 écarte la jurisprudence Van der Walle. En effet les sols pollués non excavés sont explicitement exclus du champ d'application[5].

[1] - Point 48 de l'arrêt de la cour (2ème chambre) Van De Walle, du 7 septembre 2004, Op.Cit.
[2] - Sur le rejet accidentel, acide chlorhydrique, destruction totale de la faune piscicole, déversement chronique de lactosérum, dégradation de la flore et de la faune. Voir Marie José LITTMAN Martins, « pénal-pollution des eaux », revue juridique de l'environnement, vol 12, n° 04, 1987, pp 509-514.
[3] - Point 52 de l'arrêt de la cour (2ème chambre) du 7 septembre 2004 op .cit.
[4] - Arrêt du 24 juin 2008, commune de Mesquer/ Total France SA, Total international, C-188/07, Rec. P. I-4501). Le 11 décembre 1999, un pétrolier l'Erika se brisait en deux au large de la Bretagne entrainant une marée noire catastrophique sur plus de 400 Km de littoral. Voir sur cet arrêt J. Kokott, « CJCE grande chambre, 24 juin 2008, commune de Musquer total France, SA et total international. Ltd, affaire C-188-07 », revue européenne de droit de l'environnement, année 2008, vol 12, N° 04, pp 441-486.
[5] - Trois secteurs sont exclus du champ de la directive de 2008 : les émissions dans l'atmosphère- le CO2 n'est pas un déchet tant qu'il est sous forme gazeuse, les sols pollués non excavés et les sols non pollués

Paragraphe 2 : Les modes de gestion de déchets.

Dans sa rédaction initiale de 1975, la directive 75/422 énumérait les modes de gestion des déchets sans vraiment les hiérarchiser : «les Etats membres prennent les mesures appropriées pour promouvoir la prévention, le recyclage et la transformation des déchets, l'obtention à partir de ceux-ci de matières premières et éventuellement d'énergie »[1].

On remarque dans cet article que les priorités de modes de gestion ne sont pas mentionnées, c'est la directive 91/156 qui l'a fait, en prescrivant aux Etats membres des priorités, en « premier lieu » la prévention et, en « second lieu » la valorisation (y compris énergétique)[2].

La directive 2008/98 vient préciser d'une manière plus pointue les différents modes de gestion d'une part, et confère un caractère obligatoire à la priorisation d'autre part. Elle précise tout d'abord ce qu'il faut entendre par « prévention » : il s'agit de mesures prises avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet » et en réduisant les incidences négatives[3] la prévention doit être favorisée dans toute la mesure du possible, alors il n'ya pas de déchet puisque sa production est « prévenue ».

La directive 2008/98 a instauré les différents modes de valorisation des déchets : la préparation en vue du réemploi, le recyclage et enfin l'incinération à haut rendement énergétique[4].

Pour la préparation en vue du réemploi, il consiste à contrôler, à nettoyer et à réparer les déchets[5] le recyclage doit permettre de retraiter les déchets en produits, matières, ou substances « aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins »[6] et pour l'incinération à haut rendement énergétique, il constitue une opération de valorisation et non une opération d'élimination[7]**.**

Pour le respect de cette hiérarchie des principes de gestion des déchets, est mis en place une réglementation de certaines activités relatives aux déchets, « (…) pour

excavés réutilisés pour construction sur place, les déchets radioactifs, les explosifs et les effluents d'élevage.

[1] - Article 3, §1 de la directive 75/442, Op. Cit.

[2] - Article 3 § 1 de la directive 75/442, telle que modifiée par la directive 91/156, ultérieurement repris en l'état par la directive 2006/12.

[3] - Article 3-12 de la directive 2008/98, Op. Cit.

[4] - Voir David Deharbe, « les apports de la nouvelle directive cadre relative aux déchets en droit français de l'environnement industriel », revue juridique de l'environnement, vol 35, n° 01, 2010, pp 22-23.

[5] - Article 4, § 1 Article 3-16 de la directive 2008/98, Op. Cit.

[6] - Ibid, Article 3/19.

[7] - Idem, V. annexe I, catégorie D10 et D11.

encourager les solutions produisant le meilleur résultat global sur le plan de l'environnement. »[1].

Parmi ces lois, nous citerons la réglementation spécifique à l'incinération des déchets, il s'agit de la directive 2000/76 du 4 décembre 2000 sur l'incinération des déchets[2], elle a pour objectif « de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs de l'incinération et de la co-incinération de déchets sur l'environnement » en leur imposant des conditions d'exploitation et des exigences techniques et en fixant des valeurs limites d'émission pour les installations où sont exercées ces activités[3].

Outre la réglementation sur l'incinération de déchets, nous citerons la directive 1999/31 du 26 avril 1999, concernant la mise en décharge des déchets[4]elle précise que certaines catégories de déchets ne sont plus admises dans les décharges[5]de plus, les décharges étant classées en décharges pour déchets non dangereux, décharges pour déchets non dangereux et déchargés pour déchets inertes[6]**.** Les Etats membres doivent prendre des mesures pour que l'admission de déchets corresponde aux différentes catégories de décharges[7]**,** ces dernières sont soumises à un régime d'autorisation préalable[8].

Outre la réglementation sur l'incinération des déchets, nous citerons la directive 1999/31 du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets, la directive s'applique à toutes les décharges, c'est-à-dire, à tout « site d'élimination des déchets par dépôt des déchets sur ou dans la terre », son champ d'application inclut les décharges internes des producteurs de déchets et les sites de stockages temporaires ayant un caractère de permanence, c'est-à-dire une durée supérieure à un an. Mais il inclut les déchets stockés à titre temporaire et destinés à être ensuite transporté en un autre endroit, pour valorisation ou traitement dans les trois ans, ou pour élimination dans l'année[9]. De plus, il fait exception pour l'épandage des boues en agriculture et pour l'utilisation des déchets inertes.

[1] - Article 4 § 2, de la directive 2008/98, Op. Cit.
[2] - JOCE n° L332 du 28 décembre 2000. Elle a abrogé et remplacé la directive 94/67 du 16 décembre 1994, concernant l'incinération de déchets dangereux.
[3] - Article 1 de la directive 2000/76, Op. Cit.
[4] - JOCE, n° L182 du 16 juillet 1999, modifié en dernier lieu par le règlement n° 1137/2008 du 22 octobre 2008, JOUE n° L311 du 21 novembre 2008.
[5] - Les déchets liquides, explosifs, corrosifs, carburants, inflammables, hospitaliers ainsi que des pneus usés entiers … article 5, §3 de la directive 1999/31.
[6] - Ibid, Article 6, article 4.
[7] - Idem, Article 6.
[8] - Idem, Article 7 et 8.
[9] - Idem, Article 02, (g) et 03 § 01.

Pour les déchets pouvant être mis en décharge, certaines catégories de déchets ne sont plus admises dans les décharges. Il en est en principe ainsi des déchets liquides, explosifs, corrosifs, carburants, inflammables, hospitaliers et assimilés, ainsi que des pneus usés entiers[1], s'y ajoute, tout autre type de déchets ne répondants pas à des critères d'admissions définis en tenant compte notamment du comportement à court, moyen et long terme de déchets en matière de production de lixiviants, normalement dans les deux ans à compter de l'entré en vigueur de la directive[2]. Par ailleurs, seuls les déchets déjà traités peuvent être mis en décharge, sauf si leur traitement n'est pas réalisable techniquement ou s'ils ne contribuent pas à la réduction des quantités de déchets ou des risques[3]. De plus, les décharges étant classés en décharges pour déchets dangereux, décharges pour déchets non dangereux, et décharges pour déchets inertes[4]. Les Etats membres prennent des mesures pour que l'admission de déchets correspondant pour différentes catégories de décharges[5].

Paragraphe 3 : La directive relative aux déchets dangereux.

La directive 2008/98 s'est substituée à la directive 91/689 du 12 décembre 1991 relative aux déchets dangereux[6] qui complétait la réglementation générale instaurée par la directive 75/442 (et ensuite la directive 2006/12).

Les règles adoptées en 1991 ne sont pas originales mais réformaient des dispositions qui avaient étés prises[7] dès 1978 elles sont désormais intégrées à la directive 2008/98 qui consacre des articles aux déchets dangereux, notamment ses articles 17 à 20 et son annexe III.

Pour la notion de déchets dangereux, la directive 2008/98 les qualifient : « tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés dangereuses » qui sont énumérées à l'annexe III à la directive.

Dans les décharges ou lors de leur transport les déchets dangereux doivent être identifiés et séparés par catégories, et qu'ils ne doivent pas être mélangés avec des déchets non dangereux[8].

---

[1] - Article 05, § 03 de la directive 1999/31., Op Cit.
[2] - Annexe II de la directive 1999/31.
[3] - Ibid, Article 06, (a).
[4] - Idem, article 04.
[5] - Annexe II de la directive 1999/31, article 06.
[6] - JOCE, n° L377 du 31 décembre 1991, modifiée en dernier lieu par règlement n° 166/2006 du 18 Janvier 2006, concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants et modifiant les directives 91/689 et 96/61, JOUE, n° L33 du 4 février 2006.
[7] - Directive 78/319 du 20 mars 1978, relative aux déchets toxiques et dangereux, JOCE n° L84 du 31 mars 1978, abrogée et remplacée par la directive 91/689, JOCE n° L 168 du 2 Juillet 1994.
[8] - Article 2§1 de la directive 91/689. De plus " … le mélange de déchets dangereux avec d'autres déchets dangereux ou d'autres déchets, substances ou matières, ne peut être admis que …dans le but d'améliorer

La directive 2008/98 développe ces exigences dans les articles 17,20 et 35 en précisant que toutes les opérations relatives aux déchets dangereux doivent être « réalisées dans des conditions de protection de l'environnement et de la santé humaine ».

Concernant le transport, le stockage temporaire les déchets dangereux doivent être emballés et étiquetés conformément aux normes internationales et Européennes[1].

Sous-section 2 : Les réglementations applicables à certains déchets.

Outre la directive cadre 2008/98 sur les déchets une vague de directives existe dans la politique Européenne pour la lutte contre la pollution induite par les déchets, qui mettent aussi l'accent sur les objectifs de recyclage et de valorisation qui sont imposés aux Etats membres.

On examinera certaines de ces directives, notamment celle qui concerne les déchets d'emballages, les véhicules hors d'usage, les déchets d'équipements électriques et électroniques, les piles et accumulateurs.

Paragraphe 1 : Les emballages et déchets d'emballages.

C'est la directive 94/62 du 15 décembre 1994 sur les emballages et les déchets d'emballages[2] qui fixe les objectifs communs pour valoriser et recycler les déchets d'emballages produits dans l'union Européenne dans le but de prévenir et de réduire leur incidence sur l'environnement ainsi que le bon fonctionnement du marché intérieur.

La directive 94/62 donne une définition assez précise de l'emballage, ce qui permet d'avoir une vision claire sur les produits relevant de cette législation.

Il s'agit de « tout produit constitué de matériaux de toute nature destiné à contenir et à protéger des marchandises données, allant des matières premières aux produits finis, à permettre leur manutention et leur acheminement du producteur au consommateur ou à l'utilisateur et à assurer leur présentation ». De manière plus globale « tous les articles à jeter utilisés aux mêmes fins doivent être considérés

---

la sécurité au cours de l'élimination ou de la valorisation de ces déchets. Une telle opération est soumise à une autorisation … », article 2, §3.

[1] - Article 19 de la directive 2008/98, Op Cit.

[2] - JOCE, n° L365 du 31 décembre 1994, modifiée en dernier lieu dans son annexe I par la directive n° 2013/2/UE de la commission du 7 février 2013, JOUE n° L37 du 08 février 2013, qui a abrogé la directive 219/2009 du 11 mars 2009, JOUE n° L87 du 31 mars 2009, cette directive qui concerne tous les types d'emballages mis sur le marché ainsi que tous les déchets d'emballages , abroge la directive 85/339 du 27 Juin 1985 concernant les emballages pour liquides alimentaires, JOCE n° L176 du 6 Juillet 1985.

comme des emballages[1]**.** Les objectifs environnementaux imposés par la directive sont essentiellement de deux natures : la première priorité fixée par la directive est la prévention, la seconde étant la valorisation qui regroupe la réutilisation, le recyclage et les autres formes de valorisation des déchets d'emballages, l'incinération avec récupération d'énergie.

Pour la première priorité, la prévention qui est posée à l'article 4 de la directive. L'idée est claire, avant d'essayer de gérer les déchets d'emballages existants, il convient de minimiser l'impact des emballages sur l'environnement, avant même qu'ils deviennent des déchets.

La valorisation des déchets : une gestion des déchets d'emballages satisfaisante pour l'environnement consiste à « valoriser par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie »[2]**.**

Les trois concepts qui tournent autour de l'idée de valorisation des déchets d'emballages, à savoir la réutilisation, le recyclage et la valorisation énergétique, la réutilisation est définie à l'article 1 de la directive de 1994, « toute opération par laquelle un emballage qui a été conçu et crée pour pouvoir accomplir pendant son cycle de vie, un nombre minimal de trajet ou de rotation est rempli à nouveau ou réutilisé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu (…) ; un tel emballage réutilisé deviendra un déchet d'emballage lorsqu'il ne sera plus réutilisé ».

C'est également l'article 5 de la même directive qui régit ce principe, indiquant que les Etats doivent favoriser la réutilisation dans le cas où cela est possible et où elle permet une bonne protection de l'environnement.

Le recyclage est défini comme « le retraitement dans un processus de production des déchets aux fin de leur fonction initiale, ou à d'autres fins, y compris le recyclage organique »[3]**.**

Enfin, la valorisation énergétique se définit comme « l'utilisation de déchets d'emballages combustibles en tant que moyen de production d'énergie, par incinération directe avec ou sans autres déchets, mais avec récupération de la chaleur ». Les Etats doivent favoriser ce type de valorisation quand elle s'avère préférable au recyclage pour une meilleure protection de l'environnement et également en raison de ses coûts.

---

[1] - Article 3 de la directive 94/62, Op Cit.
[2] - Article 9 de la directive 94/62, Op. Cit.
[3] - Ibid, Article 1.

Pour les objectifs de valorisation et de recyclage des déchets d'emballages, ils sont exprimés dans la directive sous forme de fourchettes, les Etats ayant l'obligation de s'y conformer avant une certaine date, ils doivent donc, en substance, faire tout ce qui est en leur pouvoir pour adopter les normes et instruments nécessaires en interne devant leur permettre d'atteindre les objectifs communautaires.

Le trente Juin 2001, entre 50% et 65% des déchets d'emballages devaient être valorisés ou incinérés avec valorisation énergétique[1]**.** Entre 25% et 45% de ces déchets en poids devaient être recyclés c'est-à-dire inclus « dans un processus de production (…) aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins, y compris le recyclage organique », mais dans ce cas, à l'exclusion de toute utilisation comme combustible ou autre source d'énergie. De manière encore plus spécifique, cet objectif de recyclage doit être respecté « avec un minimum de 15% en poids pour chaque matériau d'emballage ». A partir du 31 décembre 2008, ces objectifs spécifiques sont relevés à 60% pour le verre, le papier et le carton, 50% pour les métaux et 15% pour le bois et il est fixé à 22,5% pour le plastique. Mais en tenant compte que des matériaux recyclés sous forme de plastique.

Cette opération sera répétée tous les cinq ans, d'ailleurs de nouveaux objectifs sont fixés pour la 3ème phase (2009-2014), et pour la 4ème phase (2015-2020).

Par ailleurs, la directive 94/62 est une des réglementations les plus polémiques car elle est le résultat d'un compromis difficile à atteindre dans un domaine où les Etats membres des communautés ont des conceptions et des préoccupations très diverses. D'ailleurs certains membres, en raison de leur situation particulière, peuvent être autorisés, sous certaines conditions, à adopter des objectifs plus faibles comme la Grèce, l'Irlande et le Portugal[2].

Paragraphe 2 : La réglementation spécifique aux véhicules hors d'usage.

Un véhicule en fin de vie est un véhicule hors d'usage, que son détenteur remet à un tiers pour qu'il le détruise, il est considéré comme un déchet dangereux qui, faute d'être correctement traité, peut nuire à l'environnement.

La directive[3] Européenne 2000/53 du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage, vise à réduire leurs incidences négatives sur l'environnement, elle doit conduire à concevoir des véhicules davantage susceptibles d'être valorisés, à réduire l'utilisation de substances dangereuses, à prévoir des solutions qui facilitent le

[1] - Article 6 de la directive 94/62, Op. Cit.
[2] - Ibid, Article 6, §7.
[3] - JOCE, n° L269 du 21 octobre 2000, modifiée en dernier lieu par la directive 2008/112/CE JO n° L345 du 23/12/2008.

démontage et à promouvoir l'utilisation de matériaux recyclés. Elle affiche également l'objectif « d'améliorer l'efficacité, au regard de la protection de l'environnement, de tous les opérateurs économiques intervenant dans le cycle de vie des véhicules, et en particulier de ceux intervenant directement dans le traitement des véhicules hors d'usage »[1]. Les Etats membres peuvent mettre en œuvre certaines de ses dispositions en passant des accords volontaires avec les secteurs économiques concernés[2].

Pour organiser la collecte des déchets, les Etats membres doivent mettre en place des systèmes de collecte des déchets provenant des véhicules, ils garantissent le transfert des véhicules hors d'usage vers des installations de traitement autorisées.

A cet effet, les opérateurs économiques doivent mettre en place des systèmes de collecte de tous les véhicules hors d'usage, qui doit être transférés vers les installations de collecte disponibles « de manière appropriée sur le territoire »[3].

Le propriétaire ou le détenteur d'un véhicule hors d'usage reçoit un certificat de destruction au moment du transfert vers une installation de traitement autorisée qui permet d'annuler l'immatriculation de son véhicule.

Les Etats membres doivent organiser le stockage et le traitement des véhicules hors d'usage conformément à l'annexe I de la directive 2000/53. Les installations de traitement autorisées doivent dépolluer les véhicules hors d'usage avant l'opération de traitement et récupérer tous les composants qui sont nocifs pour l'environnement.

Au titre de la prévention, les Etats membres doivent encourager des comportements favorables à la limitation et à la réduction de l'utilisation de substances dangereuses dès la conception des véhicules, ainsi que la conception de nouveaux véhicules facilitant le démontage, la réutilisation et la valorisation et l'intégration de matériaux recyclés[4] **.** Ils doivent veiller à ce que le plomb, le mercure, le cadmium et le chrome hexavalant soient exclus des véhicules mis sur le marché[5] après le 1er juillet 2003, sauf usages strictement précisés dans une annexe qui sera révisée régulièrement en fonction des progrès techniques et scientifiques[6] par ailleurs, le constructeur doit mettre à disposition de l'autorité compétente l'information technique détaillée relative

[1] - Article 1, JOCE, n° L269 du 21 octobre 2000, modifiée en dernier lieu par la directive 2008/112/CE, Op Cit.
[2] - Article 10 de la directive 2000/53, Op. Cit.
[3] - Article 5 §1 et 5 §2 de la directive 2000/53, Op. Cit
[4] - Ibid, Article 4, §1.
[5] - Idem, Article 4, §2.
[6] - Idem, Annexe II, et article 4 §2, (b).

à la nature des matériaux utilisés dans la construction du véhicule et de ses composants[1] .

Les véhicules hors d'usage doivent ensuite être stockés et traités conformément aux prescriptions générales de l'article 4 de la directive[2] 2006/12 qui instaure certaines conditions à respecter, notamment les matériaux dangereux sont retirés de manière à garantir que les composants pourront être réutilisés et valorisés sans mettre en danger l'environnement[3].

Les Etats membres doivent encourager la réutilisation des composants qui en sont susceptibles, et la valorisation des autres, en donnant la préférence au recyclage[4].

Enfin des objectifs fixés en poids moyen par véhicule et par an doivent être atteints : 85% de réutilisation et de valorisation et 80% de réutilisation et de recyclage au minimum pour le 1er Janvier 2006 et respectivement 95% et 85% à compter[5] du 1er Janvier 2015**.** De plus ces objectifs pourraient être relevés.

Paragraphe 3 : Les déchets d'équipements électriques et électroniques.

C'est la directive 2002/96 du 27 Janvier 2003, relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)[6]qui réglemente la collecte et l'élimination des DEEE au sein de l'union Européenne. Ce texte traite aussi bien de la conception des produits en amont que de la collecte et des modes de traitement des déchets avec comme objectif final le recyclage maximum des DEEE, elle vise aussi l'amélioration des performances environnementales de tous les opérateurs concernés tels que les producteurs, les distributeurs et les consommateurs, ou encore les revendeurs de produits commercialisés sous leurs propres marques[7]**.**

La directive s'applique à certains équipements conçus pour être utilisés à une tension ne dépassant pas 1.000 Volts en courant alternatif et 1500 Volts en courant continu[8] il s'agit de gros et petits appareils ménagers ; équipements informatiques et

[1] - Directive N° 2005/64/CE du 26/10/2005 concernant la réception par types des véhicules à moteur au regard des possibilités de leur réutilisation, de leur recyclage et de leur valorisation, et modifiant la directive 70/156/CEE du conseil, JOUE, n° L310 du 25 novembre 2005.
[2] - Article 6, §1 de la directive 2000/53.
[3] - Ibid, Article 6 §1 et §3.
[4] - Article 7 §1 de la directive 2000/53
[5] - Ibid, Article 7 §2, pour les véhicules produits avant le 1er Janvier 1980, les Etats membres peuvent prévoir des objectifs non inférieurs à 75% et 70%.
[6] - Directive 2002/96 du 27 Janvier 2003, relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEE) JOUE n° L37 du 13 Février 2003, modifiée par la directive 2008/112 du 16 décembre 2008, JOUE, n° L345 du 23 décembre 2008 et 2012 et 2014.
[7] - Article 3, (i) de la directive 2002/96.
[8] - Ibid, Article 3, (a).

télécommunications, matériel grand public ; matériel d'éclairage, outils électriques et électroniques (excepté les gros outils industriels fixes) jouets, équipements de loisirs et de sport, dispositif médicaux (à l'exception des produits implantés et infectés) instruments de surveillance et de contrôle ; distributeurs automatiques[1]**.**

Les Etats membres encouragent la conception et la production d'équipements électriques et électroniques qui tiennent compte de leur démantèlement et leur valorisation, et facilitant la réutilisation et le recyclage de leurs déchets[2]les producteurs d'équipements électriques et électroniques doivent assurer le ramassage des déchets qui ne proviennent pas des ménages, ces Etats doivent veiller à ce que tous les déchets d'équipements électriques et électroniques collectés soient transportés vers des installations de traitement autorisés[3].

Jusqu'au 31 décembre 2006, les Etats devaient faire en sorte qu'un taux moyen annuel de collecte sélective des déchets d'équipements électriques et électroniques provenant des ménages d'au moins quatre kilogrammes par habitant soit atteint[4]. Des objectifs plus ambitieux sont fixés avec la nouvelle directive 2012/19 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques[5] : Augmenter les objectifs de collecte des DEEE, passant de 4 kg DEEE ménagers par an / habitant à 45% en 2016 puis 65% en 2019 EEE, renforcer la responsabilité élargie des producteurs de tous les EEE ménager et professionnels concernés[6].

La nouvelle directive impose aux Etats membres de veiller à ce que tous les DEEE collectés séparément fassent l'objet d'un traitement approprié, en mettant en place des systèmes permettant la valorisation et le recyclage disponibles sur une base individuelle ou collective[7]**.**

Paragraphe 4 : La gestion des déchets des piles et accumulateurs.

Au niveau communautaire, la gestion des piles et accumulateurs est prise en compte par la directive 2006/66 CE du parlement Européen et du conseil, du 6

[1] - Annexe I, A, ces catégories de produits étant précisés à l'annexe I, B de la directive 2002/96. La directive 2012/19/UE du 14 Juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, modifiée puis abrogée à partir du 15 février 2014 la directive 2002/96/CE du 27 Janvier 2003.
[2] - Article 4 de la directive 2002/96.
[3] - Article 5, §4 n de la directive 2002/96
[4] - Ibid, Article 5 §5.
[5] - La directive 2012/19/UE du 25 Juillet 2012.
[6] - Ibid, Article 7.
[7] - Idem, Article 8.

septembre 2006 relative aux piles et aux accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles[1] et d'accumulateurs abrogeant la directive[2] 91/157/CEE du 18 mars 1991.

La directive s'applique à tous les types de piles et d'accumulateurs[3], elle interdit la mise sur le marché des piles et accumulateurs contenant plus de 0,0005% de mercure en poids, sauf les piles boutons dont la teneur en mercure peut aller jusqu'à 2% en poids.

Cette interdiction ne s'applique pas aux piles et accumulateurs « portables » destinés à être utilisés dans les systèmes d'urgence et d'alarme, les équipements médicaux ou les outils électriques sans fil[4].

Les modalités de collecte et de recyclage dépendent du type de piles ou accumulateurs. Pour les piles et accumulateurs portables, les distributeurs reprennent gratuitement et sans obligation d'achat, les piles et accumulateurs portables usagés du même type que ceux qu'ils commercialisent qui leur sont apportés par les utilisateurs. Tous ceux qui procèdent à la collecte sélective des piles et accumulateurs portables usagés les entreposent dans des conditions permettant d'assurer leur enlèvement, leur tri, leur traitement sélectif et leur valorisation et de prévenir les risques pour l'environnement et la santé humaine liés à cet entreposage.

Afin d'atteindre un niveau élevé de recyclage de tous les déchets de piles et d'accumulateurs, les Etats membres doivent prendre les mesures nécessaires (y compris des instruments économiques) pour promouvoir et optimiser la collecte

---

[1] - JOUE n° L 266 du 26 septembre 2006 modifiée par la directive n° 2013/56/UE du 20/11/13 JOUE n° L329 du 10/12/2013.

[2] - La directive 91/157 prévoyant l'interdiction de la mise sur le marché de certains accumulateurs, compte tenu de leur teneur en substances dangereuses de même, la collecte séparée et, le cas échéant, la mise en place d'un système de consigne devaient être organisée pour les piles et accumulateurs usagés en vue de leur valorisation ou de leur élimination. Des programmes en vue, notamment, de la réduction de ces substances et des mesures prenant, par exemple la forme d'instruments économiques reposaient sur des critères écologiques et économiques valables et éviter de provoquer des distorsions de concurrence (JOCE, n°L78 du 26 mars 1991, et directive 93/86 du 4 octobre 1993, portant adaptation au progrès technique de la directive 91/157, JOCE, n° L 264 du 23 octobre 1993.

[3] - Sauf ceux utilisés dans les équipements liés à la protection des intérêts essentiels de la sécurité des Etats membres, les armes, les munitions et le matériel de guerre et les équipements destinés à être lancés dans l'espace. Article 2 de la directive 2006/66.

[4] - Article 4 de la directive 2006/66 modifiée par la directive 2013/56/UE comme suit
« a) le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant : « 2, l'interdiction énoncée au paragraphe 1, point a) ne s'applique pas aux piles boutons dont la teneur en mercure est inférieure à 2% en poids jusqu'au 1er octobre 2015 » ; b) au paragraphe 3, le point c) est remplacé par le texte suivant : « c) les outils électriques sans fil ; présente dérogation concernant les outils électriques sans fil s'applique jusqu'au 31 décembre 2016. » ; c) le paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant : « 4) . En ce qui concerne les piles boutons pour appareils auditifs, la commission maintient sans examiner la dérogation visée au paragraphe 2 et fait rapport au parlement Européen et au conseil sur la disponibilité de piles bouton pour appareils auditifs qui sont conformes au paragraphe 1, point a, le justifie, la commission accompagne son rapport d'une proposition appropriée ayant pour but d'étendre la dérogation visée au paragraphe 2 en ce qui concerne les piles boutons pour appareils auditifs ».

séparée des déchets des piles et d'accumulateurs et éviter que les piles et les accumulateurs soient rejetés comme des déchets municipaux non triés. Ils doivent mettre en place des systèmes pour que les piles et accumulateurs usagés puissent être déposés dans des points de collecte proches des utilisateurs et soient repris gratuitement par les producteurs. En revanche cette collecte séparée donne lieu à la fixation d'objectifs chiffrés : Les Etats membres devaient atteindre un taux minimum de collecte de 25% au plus tard le 26 septembre 2012 et 45% au plus tard[1] le 26 septembre 2016**.**

De meilleures techniques doivent être utilisées pour assurer le traitement et le recyclage.

Le traitement consiste, au minimum en l'extraction de tous les fluides et acides. Le traitement et le stockage, y compris temporaire, doivent avoir lieu sur les sites offrant des surfaces imperméables et un recouvrement résistant aux intempéries ou dans des conteneurs appropriés[2]**.**

Quant au recyclage des matières contenues dans les piles et accumulateurs afin de produire d'autres produits similaires ou à d'autres fins doivent atteindre le 26 septembre 2011 les taux suivants :

Au moins 65% du poids moyen des piles et accumulateurs plomb-acide y compris un recyclage du contenu en plomb qui soit techniquement le plus complet possible.

Soixante-quinze pour cent du poids moyen des piles et accumulateurs nickel-cadmium, y compris un recyclage du contenu en cadmium qui soit techniquement le plus complet possible. Au moins 50% du poids moyen des autres déchets de piles et d'accumulateurs[3] Lorsqu'il n'existe pas de marché final viable ou lorsqu'une évaluation

[1] - Toutefois, des arrangements transitoires peuvent être mis en place en vue de résoudre des difficultés résultant de circonstances nationales particulières (article 10 de la directive 2006/66 modifiée dans son paragraphe 4 par la directive 2013/56/UE comme suit : " 4) la commission peut mettre en place par voie d'actes d'exécution, des arrangements transitoires pour permettre à un Etat membre de surmonter les difficultés qu'ils rencontrent en raison de circonstances nationales particulières, pour satisfaire aux exigences du paragraphe 2.
Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 24, paragraphe 2. Afin d'assurer une application uniforme du présent article, la commission établit, au plus tard le 26 septembre 2007, par voie d'actes d'exécution une méthode commune pour calculer les ventes annuelles de piles et d'accumulateurs portables aux utilisateurs finals. Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 24, paragraphe 2. ".
[2] - Article 1§4 de la directive 2013/56/UE.
[3] - Article 12, paragraphe 4 à 7 de la directive 2006/66. Le paragraphe 7 est supprimé par la directive 2013/56 article 1, le paragraphe 6 est remplacé par le texte suivant : « la commission adopte, par voie d'actes d'exécution le 26 mars 2010 au plus tard, des règles détaillées concernant le calcul des rendements de recyclage, ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 24. Paragraphe 2.

détaillée des impacts environnementaux, économiques et sociaux, démontre que le recyclage n'est pas la meilleure solution, les Etats membres sont autorisés à éliminer par mise en décharge ou par stockage souterrain les piles ou les accumulateurs portables collectés contenant du cadmium, du mercure ou du plomb. Par ailleurs la mise en décharge ou l'incinération des déchets de piles et d'accumulateurs industriels et automobiles sont interdites[1] seuls leur résidus résultant à la fois d'un traitement et d'un recyclage peuvent être mis en décharge ou incinérés.

Le financement des opérations de collecte, de traitement et de recyclage doit être mis à la charge du producteur de piles ou d'accumulateurs c'est-à-dire de la personne qui, indépendamment de la technique de vente utilisée[2] et les piles ou accumulateurs sur le marché pour la première fois sur le territoire d'un Etat membre y compris en les incorporant dans des appareils ou véhicules[3]**.** Il en est ainsi tant en ce qui concerne les piles et accumulateurs « portables » que ceux qui sont « industriels » et « automobiles ».

Paragraphe 5 : Analyse des différentes directives déchets.

A travers l'analyse de la réglementation de la gestion des déchets dans l'UE, nous sommes arrivé à comprendre que la stratégie thématique européenne commune pour la prévention et le recyclage des déchets aidera l'UE à adopter des modèles d'utilisation des ressources plus durables, l'objectif de cette politique est de se rapprocher d'une société qui ne gaspille pas et gère les déchets selon les principes suivants :

A) Une bonne base de connaissances permet de mener une politique aisée en matière de déchets.

Ces connaissances sont exploitées pour définir la politique en matière de déchets, de manière à la faire porter sur les aspects prioritaire permettant à la prévention au recyclage des déchets de réduire effectivement l'incidence générale sur l'environnement de l'utilisation des ressources. Toutes les mesures législatives que nous avons analysées, visent à limiter les incidences sur l'environnement et la santé de l'homme, de la production et de la gestion des déchets dans le cadre d'une approche fondée sur le cycle de vie.

[1] - Ibid, article 14.
[2] - Il compris les techniques de communication à distance au sens de la directive 97/7 du 20 mai 1997 concernant la protection des consommateurs en matière de contrat à distance , JOUE n° L144 du 4 juin 1997, modifiée en dernier lieu par la directive 2007/64 du 13 novembre 2007, JOUE, n° L319 du 5 décembre 2007.
[3] - Article 3-12e de la directive 2006/66.

B) Les politiques de prévention des déchets visent un objectif commun.

C'est celui de réduire l'ensemble des incidences sur l'environnement de l'utilisation des ressources en s'attaquant d'abord aux déchets prioritaires, c'est-à-dire à ceux qui exercent de lourdes pressions sur l'environnement.

C) Une politique globale de recyclage éco-efficace des déchets doit inclure toutes les sources de matières.

Une politique durable qui permet à l'UE d'atteindre des niveaux de recyclage qui ont, de manière vérifiée, des effets très bénéfiques sur l'environnement. Cette situation offre également la plus grande souplesse possible aux Etats membres et aux industries afin de garantir que ces effets bénéfiques soient obtenus au moindre coût. Des systèmes impliquant des opérateurs économiques, producteurs de matière ou autres, dans les politiques de recyclage dans la mesure des besoins, dans le but de réduire le plus possible, les coûts de mise en œuvre des politiques en prenant en considération la situation économique de chaque Etat européen, on ne peut, par exemple, appliquer les mêmes objectifs à atteindre en Grèce qu'en Allemagne.

Si l'UE œuvre depuis de nombreuses années en faveur de la réduction et d'une meilleure valorisation des déchets, de réels progrès restent à faire, 475 kilogrammes de déchets municipaux que l'européen moyen a produits en 2014. 28 % ont été mis en décharge, 27 % ont été incinérés, 28 % recyclés et seulement 16 % compostés. Un chiffre augmenté en 2016, 482 kilogrammes, des chiffres encore loin des objectifs de l'UE à réaliser d'ici 2025 (55 % des déchets municipaux à recycler), et 60 % d'ici 2030, et la réduction à 10 % maximum des déchets[1].

Section 2 : La politique de l'Europe pour la conservation de la Faune et de la flore.

Le territoire de l'Europe recouvre un vaste éventail d'habitats naturels qui abritent une flore et une faune d'une étonnante diversité, mais presque partout, cette diversité biologique ou biodiversité est menacée, c'est pourquoi la politique de l'union

[1] - Pour atteindre ces objectifs, au-delà des directives, l'UE finance des projets visant à réduire les déchets, c'est l'objet du projet EcoBioCop, qui développe des emballages alimentaires biodégradables dont les constituants, issus de résidus des industries agroalimentaires qui sont destinés à remplacer les plastiques d'origine pétrochimiques soutenu par le programme horizon 2020, le projet a reçu le trophée « étoile de l'Europe 2015 » qui récompense les coordinateurs de projets européens de recherche et d'innovation porter par une structure française.

Un autre projet " une semaine pour réduire mes déchets " cette pratique est renouvelée chaque année par la commission européenne depuis 2009 dans le cadre de la semaine européenne de réduction des déchets (SERD), organisée durant neuf jours consécutifs, cette opération a pour objectif d'organiser partout en Europe des actions de sensibilisation pour réduire les déchets, réutiliser les produits et recycler les matériaux.

Européenne accorde une place importante aux actions visant à protéger ce patrimoine naturel.

Le système Européen de conservation des milieux naturels contre les conséquences les plus nocives de certaines activités humaines repose essentiellement sur deux dispositifs étroitement liés, tendant à leur protection ainsi qu'à celle de certaines espèces de faune et de flore qui y vivent, il est complété par de strictes mesures sur les activités relatives aux espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ainsi que plus récemment par des mesures relatives à certains milieux naturels.

Sous-section 1 : La conservation des espèces et des habitats.

Le patrimoine naturel de l'Europe est très riche, il comprend des formes de vie très diverses et des paysages d'une beauté naturelle impressionnante et contrastée. Il englobe plusieurs milliers de types d'habitats différents et abrite plusieurs espèces[1] nombre de ces espèces sont menacées en raison de la disparition de leur habitats naturels ainsi que les perturbations en tous genre : voilà pourquoi une catégorie de mesures Européennes sont prises pour maintenir les populations concernées à des niveaux correspondants à certaines exigences écologiques, scientifiques et culturelles comme économiques et récréationnelles, ces mesures reposent sur deux directives, la directive « oiseaux » et la directive « habitat ».

Paragraphe 1 : La directive « oiseaux ».

Un grand nombre d'espèces d'oiseaux sauvages qui sont naturellement présentes sur le territoire Européen sont en danger, c'est pourquoi l'union Européenne a mis en place un régime général interdisant les pratiques qui constituent une menace pour la conservation des espèces d'oiseaux. Le dispositif mis en place comprend également la désignation de zones de protection spéciales (ZPS) en faveur des oiseaux en danger et des oiseaux migrateurs sur lesquelles sont prises des mesures de protection et de gestion des habitats. Il s'agit de la directive[2] 2009/147/CE du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages. Elle remplace la première directive : « oiseaux » 79/409/CEE du 20 avril 1979 qui avait le même objet, intègre ses modifications successives et la codifié[3]. Elle bénéficie à toutes les espèces

[1] - Il s'agit de 150 espèces de mammifères, 520 espèces d'oiseaux, 180 espèces de poissons, 1000 espèces de plantes et au moins 100 000 d'invertébrés, chiffre fourni par l'Agence Européenne pour l'environnement (AEE) Copenhague 1995.
[2] - Directive 2009/147 du 30 novembre 2009, concernant la conservation des oiseaux sauvages, JOUE, n° L20 du 26 Janvier 2010.
[3] - Directive 79/409 du 20 avril 1979, concernant la conservation des oiseaux sauvages, JOCE n° L103 du 25 avril 1979, modifiée en dernier lieu par la directive 2008/102 du 19 novembre 2008, JOUE, n° L323 du 3 décembre 2008.

d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des Etats membres auquel le traité est d'application et s'étend à leurs œufs, nid et habitat.

Le principe est donc que toutes les espèces d'oiseaux sont protégées même si une partition a été opérée en leur sein pour conférer un régime de protection plus rigoureux à certaines espèces[1] (1).

La directive impose aux Etats membres de prendre « toutes les mesures nécessaires » pour maintenir ou adapter la population des représentants de ces espèces. Elle doit s'exercer «à un niveau qui corresponde notamment aux exigences économiques et récréationnelles ».

Ces mesures devaient initialement comporter l'entretien et l'aménagement des habitats conformes aux impératifs écologiques, le rétablissement des biotopes détruits et la création de biotopes[2].

La directive propose également aux Etats membres d'encourager la recherche à des fins de gestion, de protection et d'exploitation raisonnée des espèces d'oiseaux sauvages du territoire Européen. Une liste de thèmes particulièrement importants est énumérée en annexe V.

Par ailleurs, la directive prévoit la mise en place d'un réseau de « Zone de protection spéciale » c'est-à-dire des « territoires les plus appropriés en nombre et en superficie à la conservation » des 195 espèces d'oiseaux figurant sur une liste annexée[3].

« Les Etats membres classent notamment en zone de protection spéciale les territoires les plus appropriés en nombre et en superficie à la conservation de ces dernières »[4] (1). La directive laisse le soin aux Etats membres de procéder eux-mêmes au classement en zone de protection spéciale des territoires les plus appropriés en nombre et en superficie à la conservation des 175 espèces d'oiseaux listés en annexe et des espèces migratrices visées.

Les Etats membres doivent accorder une attention particulière aux zones humides qui sont en régression un peu partout en Europe. Ils doivent aussi créer des conditions favorables à la survie ou la reproduction des espèces présentes dans les

[1] - Philippe Billet, « variation autour de la notion d'espèce protégée » in la protection de la nature 30 ans après la loi du 10 Juillet 1976 (dir) de Marie pierre Campoux-Duffrène et Michel Durousseaux, presse universitaires de Strasbourg.2007.p65.
[2] - Article 1et 2 de la directive 2009/147.
[3] - Nombre d'espèces applicables en février : 2007, http://biodiversity.cionet.europa.en/activities/natura2000/pdfs/Nb_annexes_Directives-2007.pdf.
[4] - Ibid, Article 4, §1 de la directive 2009/147.

zones de protection spéciales. Pour cela ils prennent les mesures qui s'imposent pour éviter la pollution et la détérioration des habitats, ainsi que les perturbations touchant les oiseaux, ils doivent également évaluer les impacts des projets susceptibles d'avoir un effet significatif sur les sites désignés, et prendre les mesures appropriées pour les éviter.

- Afin de surveiller la bonne transposition de la directive. Il est prévu que chaque Etat membre devra fournir un rapport d'application à la commission Européenne, tous les trois ans à compter de sa mise en application[1] (2).

A la fin des années 1990, certains Etats membres avaient classé en ZPS près du quart de leur territoire, alors que la France se limitait à 1,5%. Elle a été condamnée à quatre reprises pour l'estuaire de la seine[2], (3) pour le marais poitevin pour la région des basses corbières[3] (4) puis pour insuffisance en général des zones classées en ZPS, voire absence de toute zone classée pour certaines espèces protégées, et en particulier de la superficie de la plaine des Maures alors qu'il s'agit d'un site d'un grand intérêt ornithologique[4] (5).

A) Le régime de conservation des oiseaux sauvages, La protection des oiseaux dans les Z.P.S.

L'article 1er de la directive 2009/147 dispose qu'elle a pour objet la protection, la gestion et la régulation de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des Etats membres, leur protection efficace étant « un problème d'environnement typiquement transfrontalier qui implique des responsabilités communes des Etats membres », il constitue une disposition « qui ne proclame pas une orientation programmatique, mais qui comporte une règle de droit contraignante qui doit être transposée dans les ordres juridiques des Etats membres », dès lors, l'exclusion totale déterminée du régime de protection qu'il prescrit, même pendant une période limitée, quoique considérable, est incompatible avec ce dernier article[5].

La directive impose que les espèces d'oiseaux sauvages mentionnées à l'annexe I fassent l'objet de « mesures de conservation spéciale concernant leur

[1] - La commission Européenne a déjà eu à poursuivre cinq Etats (Finlande, France, Grèce, Irlande et Italie) ne lui ayant pas transmis ce rapport comme ils étaient tenus de le faire avant le 1er octobre 1999 pour la période 1996-1998.
[2] - Pour n'avoir pas classé dans le délai prescrit (le 28 janvier 1996), en EPS une superficie du marais poitevin et n'avoir pas pris les mesures appropriées pour compléter le régime de protection des EPS classées, la cour de justice condamne la France pour manquement. Voir CJCE, arrêt de la cour dans l'affaire C-96/98, commission France, Rec, p.I 8531.
[3] - CJCE, 7décembre 2000, commission C/France. aff c-374/98, Rec, PI.10799.
[4] - CJCE, 26 novembre 2002, commission C/France. Aff c-202/01, Rec, p.I-11019.
[5] - CJCE, 12 Juillet 2007, commission C/France, aff c-507/04, Rec, pI-5939.

habitat, afin d'assurer leur survie et leur reproduction dans leur air de distribution ». Les Etats membres prennent aussi des mesures similaires à l'égard des espèces migratrices non visées à l'annexe I dont la venue est régulière, en ce qui concerne leur aires de reproduction, de mue et d'hivernage et les zones de relais dans leur aire de migration[1].

Les Etats membres doivent adopter des mesures de conservation « actives »[2] ils ont une obligation de résultat d'assurer la survie et la reproduction des oiseaux et de tenir compte des besoins de protection des espèces migratrices[3].

La directive 2009/147 pose aussi le principe de la soumission des projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement à une évaluation environnementale, mais la cour a considéré que cette exigence n'était pas applicable dans les cas où la date d'introduction formelle de la demande d'autorisation d'un projet se situait avant la date d'expiration du délai de transposition d'une directive, c'est-à-dire, en l'espèce, la date de l'acte d'adhésion de l'Etat membre[4].

B) La Chasse aux oiseaux : un régime particulier.

Un nombre important d'espèces d'oiseaux ont connu une régression emblématique d'une évolution préoccupante. C'est pourquoi la nécessité d'agir pour enrayer cette perte de biodiversité figure plus que jamais parmi les grandes priorités de l'union Européenne[5].

De nombreuses activités humaines génèrent ou ont généré, des biotopes d'une grande diversité et que leur déclin explique une bonne part de la raréfaction de certaines espèces. Parmi les activités la chasse occupe une place un peu particulière puisqu'elle implique un prélèvement direct sur les oiseaux.

---

[1] - Article 4, §1 et §2 de la directive 2009/147.

[2] - Ibid, Article 4, §1 et §2.

[3] - La France a été condamnée pour ne pas avoir pris de telles mesures dans l'estuaire de la seine en se limitant à donner à la ZPS des statuts de domaine public et de réserve de chasse sans prendre des mesures concrètes dans les domaines autres que la chasse voir CJCE, 18 mars 1999, commission C/France, aff.C-166/97, Rec, p.I-1719.

[4] - CJCE, 23 mars 2006, commission C/Autriche, aff C-209/04 précité, point 56.

[5] - L'Article premier de la directive " oiseaux " dispose qu'elle concerne la " conservation de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire Européen des Etats membres auquel le traité est d'application. Elle a pour objet la protection, la gestion et la régulation de ces espèces et en réglemente l'exploitation " la jurisprudence de la cour confirme que lors de la mise en œuvre de la directive, les Etats membres sont tenus de protéger les espèces d'oiseaux sauvages se trouvant sur le territoire de la communauté et pas uniquement les espèces se trouvant à l'intérieur de leur territoire dans l'arrêt du 08 Juillet 1987, commission/Belgique, affaire 247/85,Rec 1987, p.3029 la cour a fait valoir au paragraphe 6 que : " En effet, la directive considère que la protection efficace des oiseaux est un problème d'environnement typiquement transfrontalier qui implique des responsabilités communes des Etats membres (troisième considérant) » dans ce contexte, l'exposé des motifs de la directive relève que « la protection efficace des oiseaux est un problème d'environnement typiquement transfrontalier qui implique des responsabilités communes ".

La directive ‘’oiseaux’’ reconnait pleinement la légitimité de la chasse en tant que forme d’utilisation durable de certains oiseaux et énonce également une série de principes écologiques et d’exigences juridiques relative à cette activité à mettre en œuvre dans la législation des Etats membres, ces principes servent de cadre à la gestion de la chasse.

La chasse n’est donc pas interdite dans l’union, bien au contraire puisque l’annexe II de la directive[1] (1) 2009/147 énumère les espèces qui peuvent être l’objet de chasse dans le cadre de la législation nationale » sous réserve de ne pas compromettre les efforts de conservation entrepris dans leur aire de distribution[2] (2). Par contre cette liste a un caractère limitatif de principe, les Etats membres devant « garantir que les espèces d’oiseaux non énumérées à l’annexe II ne peuvent être chassés »[3] (3) et lorsqu’une espèce n’est pas reprise à l’annexe II une dérogation aux interdictions visées à l’article 5 n’est possible que si les exigences strictes de l’article 9 évoquées ci-dessous sont remplies.

L’article 7, §4 de la directive 2009/147 restrictif de la chasse ainsi que des diverses formes de prélèvement, impose toutefois aux Etats membres de s’assurer « que la pratique de la chasse, y compris le cas échéant la fauconnerie (…) respecte les principes d’une utilisation raisonnée et d’une régulation équilibrée du point de vue écologique des espèces d’oiseaux concernées ».

Ils doivent en particulier prévenir la chasse des espèces protégées pendant les périodes nidicoles et les différents stades de reproduction et de dépendance, y compris lors de leur trajet de retour vers leur lieu de nidification.

Une modulation des principes d’utilisation raisonnée et de régulation équilibrée, ainsi qu’une dérogation aux interdictions fondamentales des articles 5, 6, 7 et 8 pour autant que trois conditions soient remplies :

« S’il n’existe pas d’autre solution satisfaisante »[4] dans des conditions explicites et strictement contrôlées et de manière sélective relativement à certains oiseaux en petites quantité [5]; si l’un des motifs énoncés à l’article 9, paragraphe 1, point a), b), c)

[1] - Les espèces qui peuvent être chassées sont énumérées à l’annexe II de la directive. Celle-ci se compose de deux parties. Les espèces visées dans la première partie de l’annexe II peuvent être chassées dans tous les Etats membres. Les espèces mentionnées dans la seconde partie de l’annexe II ne peuvent être chassées que dans les pays indiqués. Le nombre d’espèces potentiellement chassables dans chaque Etat membre est indiqué à l’illustration 1.
[2] - Article 7, §1 de la directive 2009/147.
[3] - CJCE, 8 Juillet 1987, commission C/Belgique.aff.c-247/85, Rec, p.3029, point 14.
[4] - Article 9 §1 de la directive 2009/147.
[5] - CJCE, 16 octobre 2003, ligue pour la protection des oiseaux C/Ministère de l’aménagement du territoire et de l’environnement, aff. C-182/02.

s'applique et si les exigences techniques visées à l'article 9, paragraphe 2, sont remplies.

Quant au critère relatif aux « petites quantités » la cour se réfère à celui élaboré par le comité ORNIS[1] selon lequel il convient de considérer comme une « petite quantité » un prélèvement inférieur à 1% de la mortalité annuelle totale de la population concernée (valeur moyenne) pour les espèces ne pouvant pas être chassées et un prélèvement de l'ordre de 1% pour les espèces pouvant être l'objet d'actes de chasse.

En effet elle estime que « s'il n'est pas juridiquement contraignant, il peut en raison de l'autorité scientifique dont jouissent les avis de ce comité et de l'absence de production de tout élément de preuve scientifique contraire, être utilisé par la cour comme base de référence pour apprécier si la dite dérogation respecte la condition selon laquelle la capture des oiseaux concernés doit être en petites quantités »[2].

Dans ses arrêts, la cour juridique a apporté de plus amples précisions que la question des petites quantités[3].

- L'article 9 prévoit un système de rapports annuels sur les dérogations que les Etats membres doivent communiquer à la commission[4] cette disposition impose aux Etats membres d'adresser chaque année à la commission un rapport sur la mise en œuvre de l'article 9. La commission et les Etats membres, réunis au sein du comité ORNIS, sont convenus d'une période de rapport allant de Janvier à décembre. Pour disposer d'un délai raisonnable pour élaborer les rapports nationaux, il a également été convenu avec les Etats membres que les rapports seraient transmis à la commission au plus tard en septembre de l'année suivante[5].

[1] - Le comité ORNIS (pour l'adaptation au progrès technique et scientifique de la directive « oiseaux ») crée en 1990, en application de la directive 79/409, c'est une institution Européenne officielle au service des Etats membres. IL est composé d'experts qui émettent des avis sur la biologie, la gestion et les modalités de chasse des oiseaux migrateurs, il a été constitué afin de fournir au comité les informations nécessaires. Cette base de données est composée des données collectées depuis le début des années 1990 et limitées au 12 Etats membres qui formaient la communauté européenne de l'époque.

[2] - CJCE, 15 décembre 2005, commission C/Finlande, aff C-344/03 point 54.

[3] - Voir les arrêts suivants ; arrêt du 9 décembre 2004, commission contre Royaume d'Espagne affaire C-79/03, Rec 2004, p.11619, point 36et 41 des motifs ; arrêt du 15 décembre 2005, commission contre Finlande-aff C-344/03 Rec 2005, p 11033, point 53-54 des motifs ; arrêt du 8 Juin 2006.WWFItalia et a, affaire C-60/05 Rec 2006, p 5083 point 25-27 des motifs.

[4] - Article 9§3 de la directive 2009-147.

[5] - Sur la base de ses rapports annuels, la commission établit un rapport sur le recours aux dérogations au titre de la directive « oiseaux » à l'intention de la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, ce rapport biennal est élaboré en application de l'article 9§2 de la convention. Lorsque les Etats tardent trop à fournir ces rapports, la commission peut engager des poursuites à l'encontre des pays concernés au titre de l'article 226 du traité.
Lorsque les Etats membres tardent trop à fournir ces rapports annuels, la commission peut engager des poursuites à l'encontre des pays concernés au titre de l'article 226 du traité.

Sous-section 2 : La directive 92/43 Concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et de la flore sauvage dite directive « habitat ».

La dégradation continue des habitats naturels et les menaces pesant sur certaines espèces forment une préoccupation primordiale de la politique environnementale de l'union Européenne. La directive 92/43 du 21 mai 1992, dénommée directive « habitat »[1] vise à contribuer au maintien de la biodiversité dans les Etats membres en définissant un cadre commun pour la conservation des habitats, des plantes et des animaux d'intérêt communautaire en assurant leur maintien ou leur rétablissement dans un état de conservation favorable tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales et locales[2]. La directive ne s'applique qu'aux espèces autres que les oiseaux couverts par la directive 2009/147, qui figurent sur une liste de 231 types d'habitats naturels et une autre liste énumérant 324 espèces animales et 587 espèces végétales[3].

La directive 92/43, établie dans son préambule également, que les habitats et espèces menacés font partie du patrimoine national de la communauté, les espèces d'intérêt communautaire sont les espèces en danger, vulnérables, rares ou endémiques, les types d'habitats naturels d'intérêt communautaire sont ceux qui sont en danger de disparition, ou ont une aire de répartition naturelle réduite, ou encore constituant des exemples remarquables de caractéristiques propre à l'une ou à plusieurs des cinq grandes régions biogéographiques de la communauté.

Les sites d'importance communautaire sont constitués par les espèces qui contribuent d'une manière significative à maintenir ou à rétablir un type d'habitat naturel où des espèces d'intérêt communautaire, ces sites formerons le réseau « Natura 2000 » dont l'objet est en conséquence la préservation du patrimoine naturel de la communauté[4], ce réseau est le plus grand réseau écologique du monde, il est constitué de zones spéciales de conservation désignées par les Etats membres au titre de la présente directive.

---

[1] - Directive 92/43 du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels, ainsi que la faune et de la flore sauvage, JOCE, n° L206 du 22 Juillet 1992, modifiée en dernier lieu par la directive 2006/106 du 20 novembre 2006 , portant adaptation des directives 73/239 74/557 et 2002/83 dans le domaine de l'environnement en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, JOUE n° L363 du 20 décembre 2006.

[2] - Article 2 de la directive 92/43.

[3] - Nombre d'espèces applicable en février 2007, Voir :
http://biodiversity.cionet.europa.eu/activities/Natura_2000/pdfs/NB_annexes_Directives_2007.pdf.

[4] - Voir N. De Sadeleer, « la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages, vers la reconnaissance d'un patrimoine naturel de la communauté européenne », in revue du marché communautaire et de l'Union européenne, n° 364, janvier 1993, p 24.

En outre, il inclut aussi les zones de protection spéciale instaurées en vertu de la directive ‘’oiseaux’’.

Paragraphe 1 : La constitution du réseau « Natura 2000 ».

Le réseau Natura 2000, « réseau écologique européen cohérent de zones spéciales de conservation a été constitué par la directive 92/43 du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages dite directive « habitats », a pour objet de contribuer à assurer la biodiversité par la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage sur le territoire européen des Etats membres[1].

La constitution du réseau Natura 2000 a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales dans une logique de développement durable.

La formation du réseau était initialement prévue pour Juin[2] 2004 les Etats membres de l’Union devaient sélectionner sur leur territoire les sites naturels qui devaient former le réseau, et fournir au plus tard en juin 1995 une liste nationale des sites soumis à la formation du réseau[3] Natura 2000.

La politique Européenne pour mettre en place ce réseau s’appuie sur l’application des directives ‘’oiseaux’’ et ‘’ habitat’’ pour donner aux Etats membres de l’union Européenne un cadre commun d’intervention en faveur de la préservation des espèces et des milieux naturels.

---

[1] - Pascal Marty et Jaques Lepart, « le réseau Natura 2000, vers une gestion intégrative de l’espèce rural européenne », Créo-carrefour, vol 84/3/2009, pp 173-174.

[2] - Source : lettre natura 2000 n° 1, publiée par l’union Européenne, mai 1996 voir sur http://ec.europa.eu/environnement/natura/info/pubs/docs/nat2000 news/nat01_fr.htm.

[3] - En juin 1998 devait être achevée la seconde phase de constitution de Natura 2000. Par la sélection définitive des sites d’importance communautaire (SIC), qui seraient ensuite intégrés au réseau Natura 2000 sous la désignation finale de zones spéciales de conservation (ZSC). Mais la désignation des sites a pris du retard dans de nombreux pays fin 2013. On dénombrait 27308 sites soit 104 millions d’hectares (dont 25 millions d’hectares de territoires marins) ce qui représente 18,36% du territoire de l’union Européenne. Environ 230 types d’habitats naturels et près de 1200 espèces animales et végétales, reconnus comme d’intérêt communautaire et qui justifient la désignation de sites par les Etats membres au titre des directives ‘’habitat’’ et ‘’oiseaux’’ source baromètre N2000-décembre 2013-sur www.developpement-durable.gouv.fr/-natura-2000,2014-html.

- Voir également Hamount Françis, « état de la transposition de la directive habitat dans les Etats membres de l’Union européenne, acte du colloque « la mise en place du réseau Natura 2000, les transpositions nationales organisées par l’université de Limoges, faculté de droit et des sciences économiques à Caserta piedimonte matise, le 30 et 31 mai 2003, édition Pulin 2003, pp 11-29.

Deux types de sites interviennent dans le réseau Natura 2000 ; il s'agit des zones de protection spéciales (ZPS)[1] et des zones spéciales de conservation (ZSC) instaurées par la directive habitats.

A) Les zones spéciales de conservation (ZSC) en application de la directive ''habitat''.

Les zones spéciales de conservation, instaurées par la directive habitat 1992/43, ont pour objectif la conservation de sites écologiques présentant soit :

* Des habitats naturels ou semi-naturels d'intérêt communautaire, de par leur rareté, ou le rôle écologique primordial qu'ils jouent (dont la liste est établie par l'annexe I de la directive habitat) ;

* Des espèces de Faune et de Flore d'intérêt communautaire, là aussi pour leur rareté, leur valeur symbolique, le rôle essentiel qu'ils tiennent dans l'écosystème (et dont la liste est établie en annexe II de la directive habitat).

Pour atteindre cet objectif, Les Etats membres doivent établir une liste de sites et la transmettre à la commission avant le 10 Juin 1995, chaque Etat membre propose ainsi une liste de sites indiquant les types d'habitats naturels de l'annexe I et les espèces indigènes à l'annexe II qu'ils abritent[2] (1) cette liste est transmise à la commission qui établit sur sa base et en accord avec chacun des Etats membres[3] (2) un projet de liste de « sites d'importance communautaire » qui abritent une ou plusieurs espèces prioritaires. L'Etat membre concerné désigne alors ses sites comme ZSC le plus rapidement possible, et en tous cas dans un délai maximal de six ans, en établissant les priorités en fonction de l'importance des sites pour le maintien ou le rétablissement, dans un état de conservation favorable et pour la cohérence de Natura 2000 ainsi qu'en fonction des menaces et de dégradation ou de destruction qui pèsent sur eux.

---

[1] - Instaurées par la directive : « oiseaux », Op. Cit.
[2] - Article 4§1 de la directive 92/43.
[3] - Un Etat membre ne peut refuser de donner son accord sur l'inclusion de sites dans le projet de liste des sites d'importance communautaire établi par la commission pour des motifs autres que ceux relevant de la protection de l'environnement tels que des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales et locales, même lorsque cet accord constituerait une violation de l'autonomie administrative dont elle dispose en vertu de son droit constitutionnel.
- Voir l'affaire C-226/08, arrêt de la cour, deuxième chambre du 19 janvier 2010. (Demande de décision préjudicielle du Verwaltung Geraint Oldenburg-+Allemagne), stand Papenburg/Bundesrepublik Deutschland, (directive 92/43/CEE – conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages – décision de l'Etat membre concerné de donner son accord au projet de liste des sites d'importance communautaire établi par la commission, intérêts de points de vue devant être pris en considération, JOUE, n° C 63, 13 mars 2010.

Une zone spéciale de conservation présente un fort intérêt pour le patrimoine naturel exceptionnel qu'il abrite, sur de tels sites, les Etats membres doivent prendre les mesures qui leur paraissent appropriées (réglementaires contractuelles, administratifs, pédagogiques etc.) pour conserver le patrimoine naturel du site en bon état[1]. (1), ces mesures doivent être appropriées pour éviter dans les zones spéciales de conservation, la détérioration des habitats naturels et des habitats d'espèces ainsi que les perturbations touchant les espèces pour lesquelles les zones ont été désignées, pour autant que ces perturbations soient susceptibles d'avoir un effet significatif eu égard aux objectifs de la directive[2] 92/43 (2). L'article 6§3 de la directive 92/43 ajoute que « tout plan ou projet non directement lié ou nécessaire à la gestion du site mais susceptible d'affecter ce site de manière significative, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans et projets, fait l'objet d'une évaluation appropriée de ces incidences sur le site eu égard aux objectifs de conservation de ce site[3] (3).

B) Le classement en ZPS au titre de la directive oiseaux.

La directive 2009/147prévoit la mise en place d'un réseau de zones de protection spécial des espèces mentionnées à l'annexe 1 : « Les Etats membres, notamment en zone de protection spéciale des territoires les plus appropriés en nombre et en superficie à la conservation de ces dernières »[4].

La directive laisse aux Etats de l'Union européenne de procéder eux-mêmes aux classements en zone de protection spéciale les territoires les plus appropriés en nombre et en superficie à la conservation des 175 espèces d'oiseaux listées en annexe et des espèces migratrices non visées[5].

---

[1] - Article 6§1 de la directive 92/43.
[2] - Ibid, Article 6§2.
[3] - Dans un arrêt du 6 avril 2000, la cour de justice a considéré que la France manquait à l'article 6§3 de la directive pour deux motifs en premier lieu l'obligation d'évaluation des projets non directement liés à la gestion d'un site en ZSC mais étant susceptible de l'affecter de manière significative, n'autorise pas les Etats membres à soustraire à priori à cette obligation les projets d'un faible montant ou ceux intervenant dans des domaines d'activité spécifiques. En second lieu, aucune disposition du droit Français n'imposait que l'évaluation examine les incidences environnementales des plans d'aménagement, en particulier au regard des objectifs de conservation du site. CJCE 6 avril 2000, commission C/France, aff C-256/98, Rec p.I-2487. La France a de nouveau été condamnée le 4 mars 2010. Voir Arrêt de la CJUE (deuxième chambre) du 04 mars 2010, commission européenne contre république française, manquement d'Etat, directive 92/43/CEE, article 06 paragraphe 02 et 03, transposition incorrecte, zones spéciales de conservation, effets significatifs d'un projet sur l'environnement, caractère non perturbant de certaines activités, évaluation des incidences sur l'environnement, affaire C-241/08, recueil de la jurisprudence 2010-01697, disponible sur le site : http://curia.europa.eu.
[4] - Article 04 § 01 de la directive 2009/147.
[5] - Certains Etats membres avaient classé en ZPS près du quart de leur territoire, alors que la France se limite à 1,5 %, elle a été condamnée à quatre reprises pour l'estuaire de la seine. Voir CJCE, 18 mars 1999, commission C/France Aff. C-96/98, Rec. P I – 8531. Pour le marais poitevin voir CJCE, 25 novembre 1999, commission C/France, aff. C-96/98 Rec. PI-8531. Pour la région des basses corbières voir CJCE, 07 décembre 2000 Commission C/France, aff. C374/98, Rec. P I-10799. Puis insuffisance en général des zones classées en ZPS. Voir absence de toute zone classée pour certaines espèces protégées, et en

Or la cours a considéré que les Etats membres disposent, pour choisir leurs ZPS comme pour en déterminer l'étendue, d'une marge de manœuvre très réduite, puisqu'ils doivent se baser sur des critères ornithologiques objectifs[1].

Par ailleurs, lorsqu'un Etat membre a admis la nécessité de procéder au classement d'un site comme ZPS et fait part à la commission de son intention de procéder effectivement à la désignation du dit site, celui-ci figure au nombre des sites les plus appropriés au regard de la conservation des espèces en cause et droit, en conséquence, faire l'objet du classement en tant que ZPS[2].

De manière très remarquable, la cours juge que l'ensemble du régime de protection spéciale prévue par la directive est applicable à tous les sites potentiels omis lors de la désignation des ZPS[3].

Paragraphe 2 : La protection de certains animaux et de certains milieux naturels spécifiques.

A côté des directives concernant la protection des oiseaux, des habitats, une réglementation sur la protection de certains animaux et de certains milieux naturels, mérite pleinement d'être citée et commentée.

A) Le commerce et l'exploitation des espèces.

Le règlement n° 338/97 du 9 décembre 1996, relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce[4] met en œuvre la convention de Washington du 03 mars 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction[5].

---

particulier de la superficie de la plaine des Maures alors qu'il s'agit d'un site d'un grand intérêt ornithologique, voir CJCE du 26 novembre 2002, commission C/France, aff. C202/01 Rec. PI-11019.

[1] - Charles Hubert Born et Sandrine Maljean Dubois, « Le droit communautaire de la conservation de la nature devant la CJCE 1999-2001, jurisprudence récente relative aux directives « oiseaux » et « habitats », revue juridique de l'environnement, vol 26, n° 04, 2001, p 597.

[2] - CJUE, 14 octobre 2010, commission C/Autriche, aff. C-535/07, manquement d'Etat, directive 79/409/CEE et 92/43/CEE, conservation des oiseaux sauvages, désignation incorrecte et protection juridique insuffisante des zones de protection spéciales (ZPS), marge de manœuvre pour mettre en œuvre le régime de protection et de gestion – formalisation des objectifs de conservation dans les ZPS – obligations de prendre des mesures spécifique de protection – délimitation géographique des ZPS, in Born Charles Hubert, « jurisprudence en bref, CJUE, 14 octobre 2010, aff. C535-07, commission C/république d'Autriche », in droit foncier, revue d'études juridiques, n° 02, 2011, p 129-131.

[3] - CJCE, 07 décembre 2000, commission C/France, aff. C-374/98, Rec. P I IO799.

[4] - Règlement n° 338/97 du 9 décembre 1996, relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce, JOCE n° L61 du 3 mars 1997, modifiée en dernier lieu par le règlement n° 1332/2005 du 9 Août 2005, JOUE n° L215 du 19 Août 2005, et complété par le règlement n° 865/2006 du 4 mai 2006 portant modalité d'application, JOUE n° L166 du 19 juin 2006.

[5] - La convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction (CITES a été signée à Washington le 3 mars 1973 et est entrée en vigueur le 1er Janvier 1975, mise en vigueur dans la Communauté Européenne le 1er Janvier 1984. Le texte de la CITES a été amendé

L'objectif du présent règlement est d'assurer la protection et la conservation des espèces animales et végétales sauvages menacées d'extinction par le biais du contrôle du commerce de ces espèces en établissant des conditions pour leur importation, leur exportation ou réexportation et leur circulation au sein de l'union Européenne.

Il établit une liste des espèces menacées regroupées en quatre annexes (A, B, C et D) le degré de protection et la nature des mesures commerciales applicables aux espèces concernées varient en fonction des annexes dans lesquelles ces espèces figurent.

Les espèces particulièrement menacées qui figurent aux annexes A et B, ne peuvent être importées qu'au titre d'un permis délivré par un organe de gestion de l'Etat membre de destination[1]. L'exploitation ou l'exploitation hors de l'union, des spécimens inscrits aux annexes A et C sont subordonnés à la présentation de permis d'exploitation ou de certificats de réexploitation[2].

La délivrance du permis d'exportation ou d'importation exigé relativement à certaines espèces[3] est subordonnée à la vérification préalable que l'introduction dans l'union ne nuirait pas à l'état de conservation de l'espèce ou à l'étendue du territoire occupé par sa population[4] un permis d'exportation ne peut être accordé que si une telle influence négative ne résulte pas du prélèvement[5].

---

en 1983 afin de permettre à des organisations d'intégration économique régionales, telles que la communauté européenne de devenir partie à la convention (amendement de Cabanon), toutefois, le nombre est insuffisant pour qu'il puisse entrée en vigueur. L'Algérie a ratifié la convention avec le décret n° 82-498 du 25 décembre 1982 portant adhésion de l'Algérie à la convention des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, JORA n° 55 du 25/12/1982.

[1] - Lequel n'est délivré qu'en l'absence de restrictions particulières publiées par la commission et après vérification qu'un certain nombre de conditions sont remplies. Il faut, notamment que l'introduction du spécimen en question ne nuise pas à la conservation de l'espèce ou à l'étendue du territoire occupé par sa population, que le spécimen ait été acquis conformément à la législation applicable et que son lieu de destination soit équipé de manière adéquate pour le conserver et le traiter avec soin. L'introduction dans la communauté des spécimens d'espèces inscrites aux annexes C et D est en revanche soumis à simple notification d'importation (article 4 du règlement 338/97) du conseil du 09 décembre 1996, règlement CE 338/97 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce, JO L61 du 03/03/1997, p 01-69.

[2] - Leur délivrance n'intervient que s'il a été vérifié, notamment, qu'aucune influence négative ne peut en résulter pour la conservation de l'espèce ou l'étendue du territoire que sa population occupe, qu'ils ont été acquis conformément à la législation en vigueur et qu'ils seront préparés au transport et expédiés de façon à minimiser les risques de blessures, de maladie ou de traitement rigoureux (article 5 du règlement n°338/97) quant au certificat de ré exportation, outre cette dernière condition, sa délivrance est de plus en plus subordonnée à la vérification que les spécimens ont été introduits dans la communauté conformément aux règlementations applicables (article 5, §3 du règlement n° 338/97).

[3] - Il s'agit de celles figurant à l'annexe A et à l'annexe B au règlement, celles des annexes C et D pouvant être importées moyennant une simple notification d'importation (article 4 du règlement n° 338/97)

[4] - Article 4,§1 (a), (i) et 4§2, (a) du règlement n° 338/97, v aussi article 4,§1, (e) et 4,§2 (C).

[5] - Article 4, §2 (a) et 5,§4 en ce qui concerne les espèces des annexes A,B et C.

Il est aussi interdit d'acheter, de vendre ou plus généralement d'utiliser à toute fin commerciale des spécimens d'espèces inscrites à l'annexe ''A'' sauf dérogation accordée au cas par cas dans les hypothèses étroitement définies[1]. Les mêmes interdictions s'appliquent aux spécimens des espèces inscrites à l'annexe B, sauf s'ils ont été acquis conformément à la réglementation en vigueur[2]. En revanche les Etats membres peuvent interdire même la simple détention des spécimens relevant du règlement[3].

La circulation des spécimens vivant des espèces inscrites à l'annexe ''A'' à l'intérieur même de l'union, est subordonnée à autorisation préalable[4].

Lorsqu'un Etat membre refuse une demande de permis ou de certificat, il en informe immédiatement la commission qui se charge ensuite de prévenir les autres Etats membres.

Les Etats membres doivent prendre les mesures nécessaires pour sanctionner les infractions les plus graves, identifiées par le règlement[5].

B) La protection des animaux utilisés à des fins scientifiques.

L'union Européenne a souhaité mettre un terme à l'expérimentation animale, en la remplaçant par des méthodes de substitution, toutefois en l'absence de telles méthodes, elle adopte des mesures visant à améliorer la situation des animaux qui sont encore utilisés pour des expériences conformément à la règle consistant à remplacer, réduire ou affiner les essais sur les animaux. Il s'agira de la directive 2010/63 du 22 Septembre 2010, relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques[6] abroge et remplace, avec effet en 2013, la directive 86/609 du 24 novembre 1986, concernant la protection des animaux utilisés à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques[7].

Le bien-être animal est une valeur de l'union Européenne. Au demeurant, la directive 2010/63 met en œuvre dans l'union Européenne la convention

[1] - Article 8, §1 et 8§3 du règlement 338/97.
[2] - Ibid, Article 8, §5.
[3] - Idem, Article 8, §2.
[4] - Idem, Article 9.
[5] - Article 16 du règlement 338/97
[6] - JOUE, n° L276 du 20 octobre 2010.
[7] - JOCE, n° L358 du 18 décembre 1986, modifiée par la directive 2003/65 du 22 juillet 2003, JOUE, n° L230 du 16 septembre 2003.

européenne sur la protection des animaux vertébrés utilisés à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques, à laquelle l'union est partie[1].

Le législateur de l'union est ainsi conduit à reconnaitre que «les animaux ont une valeur intrinsèque qui doit être respectée » et qui « devraient donc toujours être traités comme des créatures sensibles » ce qui justifie leur utilisation limitée[2] ou, subsidiairement le choix de méthodes « susceptibles de produire les résultats les plus satisfaisants et de causer le moins de douleurs, de souffrances ou d'angoisses »[3].

Selon la directive 2010/63 l'expérimentation animale ne peut être autorisée que dans les procédures qui ont pour objectif, la recherche fondamentale, la recherche transrationnelle et appliquée concernant ; la prévention, prophylaxie, le diagnostic ou le traitement de maladies ou d'anomalies chez l'homme, les animaux ou les plantes, l'évaluation, la détection, le contrôle ou les modifications des conditions physiologiques chez l'homme, les animaux ou les plantes, le bien-être des animaux et l'amélioration de l'élevage à des fins agronomiques. La mise au point, la production ou les essais de qualité, d'efficacité et d'innocuité de médicaments, de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux etc.

Elle s'applique également lorsque de tels animaux sont élevés spécifiquement pour que leurs organes ou tissus puissent être utilisés à des fins scientifiques. Son application prend fin lorsque les animaux ont été « mis à mort, placés ou relâchés dans un habitat ou un système d'élevage approprié ». En revanche la suppression de la douleur, de la souffrance, de l'angoisse ou des dommages durables ne suffit pas à exclure un animal de son champ d'application[4]. Les animaux concernés sont les animaux vertébrés non humains vivants, y compris leurs formes larvaires autonomes et fœtales (à partir du dernier tiers de leur développement normal) et les céphaloïdes vivants[5].

* L'utilisation des animaux à des fins expérimentales est autorisée dans le cas où il n'existe pas de méthode de substitution satisfaisante conformément à la règle consistant à remplacer, réduire ou affirmer les essais sur animaux. Les projets impliquant des expériences sur les animaux sont évalués par l'autorité compétente. Aucun projet ne peut débuter avant d'avoir reçu une évaluation favorable de l'autorité

[1] - Décision du conseil du 23 mars 1998 (1999/575/CE), concernant la conclusion par la communauté de la convention européenne sur la protection des animaux vertébrés utilisés à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques, JOUE, n° L222 du 24 août 1999, pp 29-30.
[2] - Considérant 12 de la directive 2010/63.
[3] - Ibid, Considérant 13.
[4] - Article 1er, §2 de la directive 2010/66 du conseil du 14 octobre 2010 portant modification de la directive 2008/9/CE définissant les modalités de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée prévue par la directive 2006/112/CE en faveur des assujettis qui ne sont établis dans l'Etat membre du remboursement mais dans un autre Etat membre, JOUE, n° L275/1 du 20/10/2010.
[5] - Ibid, Article 1er, §3.

compétente. Cette évaluation doit démontrer que l'utilisation d'animaux est justifiée, et que les avantages escomptés l'emportent sur les préjudices causés aux animaux[1].

Le nombre d'animaux utilisés dans un projet doit être réduit au minimum sans pour autant compromettre les objectifs du projet. En tout état de cause les Etats membres se voient impartir l'obligation de veiller « au raffinement des conditions d'élevage, d'hébergement et de soin, et des méthodes utilisés dans les procédures, afin d'éliminer ou de réduire au minimum toute douleur, souffrance ou angoisse ou tout dommage durable susceptible d'être infligé aux animaux »[2].

Lorsque les animaux sont mis à mort, ils doivent l'être « en limitant au minimum la douleur, la souffrance et l'angoisse qu'ils éprouvent », et ce dans certains établissements et par des personnes « compétentes »[3]et lorsqu'ils sont gardés en vie, ils reçoivent les soins et l'hébergement « appropriés à leur état de santé »[4].

Les autorités compétentes procèdent à l'inspection régulière de tous les éleveurs, fournisseurs et utilisateurs, y compris de leur établissement afin de vérifier la conformité avec les exigences de la présente directive[5].

C) La protection de certains milieux spécifiques.

On doit enfin signaler les mesures de protection dans certains milieux naturels comme les forêts ainsi que la détention d'animaux sauvages dans un environnement zoologique.

I. La protection des forêts.

L'action communautaire en matière de forêt mise en place par le règlement 2152/2003 du 17 novembre 2003 concernant la surveillance des forêts et des interactions environnementales dans la communauté[6] a été abrogé par le règlement n° 614/2007 du 23 mars 2007, concernant l'instrument financier pour l'environnement (LIFE+)[7], bien qu'ayant des objectifs plus larges que ses prédécesseurs qui visaient

[1] - Article 37 et 38, de la directive 2010/66.
[2] - Ibid, Article 4.
[3] - Idem, Article 6.
[4] - Idem, Article 17.
[5] - Tant en ce qui concerne leurs installations et leurs équipements que la compétence de leur personnel présent sur place, la disponibilité d'un vétérinaire désigné ou d'un expert ayant les qualifications requises et la surveillance d'une « structure chargée du bien-être des animaux » en mesure de conseiller le personnel d'établir et de réviser des processus opérationnels interne de contrôle, de rapport et de suivi, de suivre l'évolution et les résultats des projets, article 20 à 27 de la directive 2010/66.
[6] - Règlement n° 2152/2003 du 17 novembre 2003, concernant la surveillance des forêts et des interactions environnementales dans la communauté (For est Focus) JOUE n° L324 du 11 décembre 2003.
[7] - JOUE, n° L149 du 9 Juin 2007.

spécifiquement la pollution atmosphérique[1] comme ces derniers, le règlement 2152/2003 avait pour premier objectif une surveillance étendue, harmonisée, globale et à long terme de l'état des forêts, visant essentiellement la pollution atmosphériques, il s'intéresse également à la prévention des incendies, de leur causes et de leurs effets à la diversité biologique, le changement climatique, le stockage de carbone, les sols et les fonctions de protection des forêts, l'évaluation continue des activités de surveillance[2].

Les objectifs essentiels du règlement n° 2152/2003 sont, la collecte, le traitement et la validation harmonisée des données ; l'amélioration de l'évaluation des données au niveau communautaire, le perfectionnement de la qualité des données et des infrastructures collectées ; l'amélioration de la connaissance des forêts, l'étude des incendies de forêt, enfin les développements des indicateurs et des méthodologies d'évaluation des risques auxquels sont exposés les forêts.

L'ensemble de ses mesures visaient à améliorer la connaissance de l'état des forêts ainsi que celle des relations entre l'état des sols et des facteurs, de contrainte naturelles et anthropiques, à évaluer les conséquences des changements climatiques y compris sur la diversité biologique, et leur biens avec le piégeage du carbone et les sols. Elles devaient permettre de recueillir des éléments pouvant servir d'indicateurs pour l'évaluation de la situation des tendances.

Pour atteindre ces objectifs, des programmes nationaux d'une durée de deux ans sont mis en place par les Etats membres[3].

---

[1] - Le règlement n° 3528/86 du 17 novembre 1986 relatif à la protection des forêts dans la communauté contre la pollution atmosphérique, JOCE, n° L326 du 26 novembre 1986, modifié en dernier lieu par le règlement n° 804/2002 du 15 avril 2002, JOCE, n° L132 du 17 mai 2002, fondé sur l'article 43 CE, se réclamait de la politique agricole commune et non de la politique de l'environnement, ce que la cour de justice a finalement sanctionnée. Le règlement n° 307/97 du 17 février 1997, par lequel le conseil avait prolongé pour une période de Cinq ans le règlement n° 3528/86, a été annulé par la cour de justice pour avoir été adopté sur la base des dispositions propres à la politique agricole commune, fondement déclaré erroné au motif que, si les mesures qu'il comporte peuvent avoir certaines retombées positives sur le fonctionnement de l'agriculture, ces conséquences indirectes sont accessoires par rapport à l'objet primordial de l'action européenne de protection des forêts, qui tend à la conservation et la mise en valeur du patrimoine naturel que représentent les écosystèmes forestiers sans se borner à prendre en considération leur utilité pour l'agriculture (CJCE, 25 février 1999, parlement c/Conseil, aff.C-164/97 et C165/97, Rec, pI-1139). Le règlement n° 1484/2001 du 27 Juin 2001, JOCE, n° L196 du 20 Juillet 2001, fondé sur l'ex-article 175,§1 CE (devenu article 192, §1 FUE) est venu se substituer à celui qui avait été annulé par la cour.

[2] - Article 1, §1 du règlement n° 2152/2003.

[3] - Ces programmes sont présentés à la commission dans les 60 jours après l'entrée en vigueur du présent règlement. Ils comprennent une évaluation ex-autre. Les Etats présentent également des évaluations à mi-parcours et des évaluations ultérieures.
Chaque Etat membre désigne une autorité compétente pour gérer son programme national.
La dotation budgétaire de l'action Forest Focus au titre de la période quadriennale s'est élevée à 65 millions EUR, dont 9 millions EUR ont été destinés à la prévention des incendies.

II. La politique Européenne sur la détention d'animaux sauvages dans un environnement zoologique.

De nombreux animaux sauvages, vivant dans des zoos Européens ne sont pas toujours détenus dans des conditions acceptables. Il importe par conséquent d'améliorer la réglementation concernant la détention des animaux dans les jardins zoologiques pour permettre la protection de la faune sauvage et la conservation de la biodiversité, tout en assurant un rôle en matière d'éducation du public et de recherche scientifique.

La directive 1999/22 du 29 mars 1999, sur la détention d'animaux sauvages dans un environnement zoologique[1] a pour objet de protéger la faune sauvage et de préserver la biodiversité en prévoyant l'adoption par les Etats membres de mesures d'octroi de licence et d'inspection des jardins zoologiques[2].

Les objectifs visés par cette directive sont plusieurs, d'abord respecter les équilibres écologiques et préserver la biodiversité, notamment en fixant des seuils sur le nombre de spécimens qu'une personne ou un établissement peut posséder. Dans le cas où l'élevage contribue à la préservation de la biodiversité (cas des espèces menacées d'extinction), l'objectif est de développer la qualité des techniques d'élevage, il importe également de prévenir les évasions d'espèces qui pourraient créer des déséquilibres dans le milieu naturel[3].

Les Etats membres doivent adopter les mesures nécessaires pour que ces jardins zoologiques participent à la recherche, à la formation professionnelle et à la sensibilisation du public en faveur de la conservation des espèces, ainsi qu'à leur reproduction en captivité, à leur repeuplement et à leur réintroduction dans les habitats sauvages. Les Etats doivent ainsi s'assurer du bien-être des animaux dans les

---

L'union Européenne a contribué financièrement au coût des programmes nationaux à hauteur de 50% ou 75% suivant le type d'activité financé.

La communication d'informations générales sur Forest Focus est assuré par des rapports de synthèse annuels publiés par la commission européenne et le programme PIC-Forêts, ainsi que par une série de publications scientifiques, (voir le site : http://www.icp-forests.org/Rapports.htm. informations tirées du rapport de la commission au conseil et au parlement Européen sur la mise en œuvre de l'action Forest Focus conformément au règlement (CE) n° 2152/2003 du parlement Européen et du conseil du 17 novembre 2003 concernant la surveillance des forêts et des interactions environnementales dans la communauté (Forest Focus). Bruxelles le 22.1.2008 COM (2008) 6 Final.

[1] - JOCE, n° L94 du 9 avril 1999.

[2] - Sont considérés comme « jardins zoologiques » tous les établissements permanant où des animaux vivant d'espèces sauvages sont détenues en vue d'être exposés au public pendant sept jours par an ou d'avantage. Les cirques et magasins vendant des animaux de compagnies sont exclus du champ d'application de cette directive. Les pays de l'Union européenne peuvent également exempter certains établissements s'ils n'exposent pas un nombre important d'animaux ou d'espèce au public et à condition que cette exemption ne porte pas atteinte aux objectifs de la directive. Voir article 2 de la directive 1999/22.

[3] - Ibid, Article 1.

structures qui les accueillent pour promouvoir la qualité des établissements et la technicité des éleveurs, les conditions d'hébergement doivent être en effet, adoptées aux caractéristiques biologiques des animaux, et aussi leur permettant de satisfaire leurs besoins physiologiques[1].

A cette fin, tous les jardins zoologiques doivent être titulaires de licences qui sont délivré après inspection[2]. Toutefois, un Etat membre n'est pas tenu de mettre en place un système d'autorisation préalable s'il démontre, à la satisfaction de la commission, que les objectifs de protection de la faune sauvage et de la préservation de la biodiversité et les exigences applicables aux jardins zoologiques sont satisfaits au moyen d'un système de réglementation, d'enregistrement et d'inspection[3].

En cas de non-respect des exigences légales, l'accès au jardin zoologique ou à une partie de celui-ci est interdit au public par l'autorité compétente, et en cas de fermeture du jardin zoologique, même partielle, l'autorité compétente veille à ce que les animaux concernés soient traité ou déplacés dans des conditions que les Etats membres jugent appropriés et compatibles avec les dispositions de la directive[4].

Sous-section 3 : Les plans d'action pour la biodiversité.

Après avoir analysé la réglementation pour la protection de la biodiversité, il convient de se demander si cette dernière est en adéquation avec l'objet qui devrait être le sien, c'est-à-dire le rétablissement ou le maintien dans un état de conservation favorable des espèces de faunes et de flores et des différents types d'habitats dont elles font partie.

Paragraphe 1 : Le plan d'action européen pour la biodiversité.

En 2001, la commission européenne s'est fixé l'objectif « d'enrayer la diminution de la biodiversité dans l'UE à l'horizon 2010 », l'objectif qu'elle s'est engagée à poursuivre à l'échelle globale en 2002, et dont elle a renforcé la mise en œuvre en 2006 par l'adoption d'un plan d'action en faveur de la biodiversité biologique.

Le 19 janvier 2010, une nouvelle stratégie est proposée à long terme par la commission européenne jusqu'en 2050, mais prévoyant des objectifs à l'horizon 2020. Quelques mois plus tard, le 11 mai 2011, elle a présenté sa nouvelle stratégie pour les atteindre. Mais à l'heure du bilan le constat est rude, l'objectif est loin d'être atteint.

---

[1] - Article 03 de la directive 1999/22.
[2] - Ibid, Article 04.
[3] - Idem, Article 05.
[4] - Article 06 de la directive 1999/22.

Le plan d'action mis en place par la commission en 2001 fixant dix objectifs prioritaires d'actions réparties selon quatre domaines politiques :

I/ La biodiversité dans l'UE.

- Préserver les principaux habitats et espèces de l'UE par le renforcement du réseau Natura 2000, et par le rétablissement des espèces les plus menacées, ainsi que par des mesures de protection dans les régions ultrapériphériques ;
- Préserver et rétablir la biodiversité et les services éco-systémiques dans les zones rurales de l'UE non protégées de manière spécifique, notamment à travers la PAC ;
- Préserver et rétablir la biodiversité et les services éco-systémiques dans l'environnement marin de l'UE non protégé, en rétablissant les stocks de poisson, en limitant l'impact sur les espèces non ciblées et sur les habitats marins, notamment dans le cadre de la politique commune de la pêche ;
- Renforcer la compatibilité du développement régional et territorial avec la biodiversité dans l'UE, en particulier grâce à une meilleure planification au niveau national, régional et local, qui tient d'avantage compte de la biodiversité.

II/ La biodiversité dans le monde.

- Renforcer sensiblement le soutien à la biodiversité et au service éco-systémique dans l'aide extérieur de l'UE, au niveau financier et dans les programmes sectoriels et géographiques ;
- Réduire sensiblement les effets du commerce international sur la biodiversité et les services éco-systémiques dans le monde, particulièrement afin de limiter la déforestation tropicale ;

III/ La biodiversité et le changement climatique.

- Limiter les émissions de gaz à effet de serre afin de réduire les pressions futures sur la biodiversité ;
- Garantir la cohérence du réseau Natura 2000 en minimisant les dommages potentiels sur la biodiversité liée aux mesures d'atténuation du changement climatique.

IV/ Des bases de connaissance.

- Renforcer sensiblement la base de connaissances pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans l'UE et dans le monde, notamment par le renforcement de l'espace européen de la recherche, des infrastructures de recherche, de la communication et de l'interopérabilité des données, ainsi que la

collecte d'avis scientifiques indépendants et de conseils scientifiques auprès des responsables politiques.

Afin de garantir la réalisation des objectifs prévus dans le plan d'action, la commission avait identifié quatre grandes mesures de soutien à mettre en œuvre :

- Assurer un financement adéquat via les instruments communautaires disponibles et dans la limite des perspectives financières 2007-2013 ;
- Renforcer le processus décisionnel communautaire, en particulier concernant la coordination et la complémentarité entre les niveaux européens, nationaux et régionaux, la prise en compte de la biodiversité et du coût environnemental ;
- Créer des partenariats entre les pouvoirs publics, les secteurs financiers, éducatifs et privés ;
- Améliorer l'éducation, la sensibilisation et la participation du public ;

Malgré l'efficacité des mesures prises par l'UE pour réaliser les objectifs tracés par la réglementation et le plan d'action, plusieurs lacunes ont empêché l'UE à atteindre son objectif de 2010. Elle a constaté que certaines lacunes persistaient dans la mise en place du réseau 2000 et dans les politiques relatives aux sols et aux espèces envahissantes.

L'exécutif européen a également constaté que bien qu'un grand nombre d'informations aient été recueillies depuis l'adoption de l'objectif 2010, d'importantes lacunes demeurent, en matière de connaissance et de donnée, à tous les niveaux (Etats membres, UE et international).

Paragraphe 2 : La nouvelle stratégie de l'UE pour la biodiversité à l'horizon 2020.

L'UE a adopté en 2011 une stratégie pour protéger et améliorer l'état de la biodiversité en Europe à l'horizon 2020. Cette stratégie définit six objectifs qui couvrent les principaux facteurs de perte de biodiversité et qui permettront de diminuer les pressions les plus fortes qui s'exercent sur la nature.

Cette stratégie est conforme aux engagements internationaux pris par l'UE dans le cadre de la convention des Nations Unis sur la diversité biologique (CDB), qui définit une série d'objectifs planétaire à atteindre d'ici 2020.

Elle répond à deux engagements majeurs pris par les responsables de l'UE en mars 2010, à savoir enrayer la perte de la biodiversité dans l'UE d'ici 2020 et protéger, évaluer et rétablir la biodiversité et les services éco-systémiques dans l'UE d'ici 2050[1].

I/ Conserver et régénérer la nature.

L'UE doit veiller à une meilleure application des directives « oiseaux » et « habitats » qui constituent la colonne vertébrale de' la politique de l'UE en matière de biodiversité. Malgré la création de Natura 2000, les progrès sont encore insuffisants pour parvenir à un état de conservation favorable des habitats et des espèces d'importance européennes. Pour réaliser le premier objectif de la présente stratégie, les Etats membres doivent mieux appliquer la législation existante, en particulier, ils doivent veiller à gérer et restaurer les sites Natura 2000 en y investissant les ressources nécessaires.

II/ Assurer la durabilité de l'agriculture et de la foresterie.

Les instruments prévus au titre de la politique agricole commune doivent contribuer à étendre les zones concernées dans les prairies, les terres et les cultures permanentes converties par des mesures de biodiversité d'ici à 2020.

III/ Garantir une utilisation durable des ressources de pêche.

Les mesures adoptées dans le cadre des réformes de la politique commune de la pêche doivent permettre d'atteindre le rendement maximal durable d'ici 2020 conformément à la directive-cadre « stratégie pour le milieu marin »[2].

IV/ Lutter contre les espèces allogènes envahissantes.

Il n'existe pas en réalité de politique globale désignée par l'UE pour lutter contre les espèces allogènes envahissante, à l'exception de la législation relative à l'utilisation à

---

[1] - L'acte fondateur est la communication de la commission européenne du 03 mali 2011 intitulée « la biodiversité, notre assurance vie et notre capital naturel, stratégie de l'UE à l'horizon 2020 », Bruxelles, le 03 mai 2011, Com 2011/244 final.
- Sec (2011) 540 final.
- Sec (2011) 541 final.

[2] - Directive-cadre 2008/56/CE : « stratégie pour le milieu marin du parlement européen et du conseil » du 17 juin 2008, JO, n° L 164 du 25/06/2008, P 19.40.
- Elle établit une approche et des objectifs communs pour la prévention, la protection et la conservation du milieu marin vis-à-vis des activités humaines sensibles, elle impose aux pays de l'UE d'élaborer des stratégies pour réaliser un « bon état écologique » d'ici 2020. Ces stratégies qui couvrent des cycles de six ans, doivent comprendre des mesures visant à protéger les écosystèmes marins et à veiller au caractère durable des activités économiques liées au milieu marin. Elle met aussi l'accent sur la nécessité d'une collaboration entre les pays de l'UE et leurs voisins dans les régions marines (l'Atlantique du Nord-Est, la mer Baltique, la mer Méditerranée et la mer Noir) notamment lors de la mise en œuvre de leur stratégie marine. Enfin, elle conserve l'importance des mesures de protection spatiales pour le milieu marin contribuant ainsi à la création d'un réseau mondial de zones maritimes protégées.

des fins agricoles d'espèces exotiques ou localement absentes[1], pourtant, ces espèces constituent une véritable menace pour la biodiversité européenne ! Il est donc nécessaire de les répertorier, les isoler ou les éradiquer, et de contrôler leur introduction pour éviter l'apparition de nouvelles espèces.

V/ Gérer la crise de la biodiversité au niveau mondial.

L'UE doit intensifier sa contribution à la lutte contre la perte de biodiversité au niveau mondial en tenant les engagements pris lors de la 10ème conférence des parties (CD P10), à la convention des Nations Unis sur la diversité biologique (CDB), qui s'est tenue à Nagoya en 2010[2]. Lors de cette conférence, l'UE s'est engagée à :

- Atteindre ses objectifs fixés par le plan stratégique mondial pour la biodiversité (2011-2020) ;
- Mettre en œuvre le protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.
- Mobiliser des sources de financement à la hauteur du défi de la protection de la biodiversité au niveau mondial.

La commission européenne a présenté le 27 avril 2017 un plan d'action composé de 15 mesures visant à améliorer la protection de la nature et de la biodiversité dans l'UE.

Paragraphe 3 : Le nouveau plan d'action pour la préservation de la biodiversité (2017-2019).

Le nouveau plan d'action présenté par la commission européenne comprend quinze mesures à mener d'ici 2019 pour améliorer rapidement la mise en œuvre des directives « oiseaux » et « habitats », pour réaliser pleinement leur potentiel en matière de protection et de la préservation de la riche biodiversité de l'Europe.

---

[1] - Règlement CE n° 708/2007 du conseil du 11 juin 2007, relatif à l'utilisation en aquaculture des espèces exotiques et des espèces localement absentes, JO, n° L 168, du 28/06/2007, p 01. Modifié par le règlement CE n° 506/2008 de la commission du 06 juin 2008, JO, n° L 149 du 07/06/2008, p 36, et en 2011 par le règlement UE N° 304/2011 du parlement européen et du conseil du 09 mars 2011, JOUE, n° L 88 du 04/04/2011, p 01. Le règlement vise à créer un cadre régissant les pratiques aquacoles afin d'assurer une protection adéquate du milieu aquatique contre les risques associés à l'utilisation en aquaculture d'espèces non indigènes et d'espèces localement absentes. Il prévoit des dispositions particulières pour les installations aquacoles fermées. Il prévoit des mesures visant à éviter les effets néfastes sur la biodiversité, régime de permis, mouvement ordinaire, mouvements exceptionnel, mouvements affectant des Etats membres, voisins, registre, contexte.

[2] - Plan d'action pour le milieu naturel, la population et l'économie, communication de la commission au parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions COM (2017) 198 final SWD (2017) 139 final, Bruxelles le 27/04/2017.

Quatre domaines prioritaires à mener pour 2019 : il s'agit d'abord d'améliorer les orientations et les connaissances et de garantir une meilleure cohérence avec des objectifs socioéconomiques plus larges.

Le deuxième axe prioritaire consiste à favoriser une appropriation politique et à renforcer le respect de la législation. Le troisième domaine prioritaire et d'ordre financier, il consiste à renforcer les investissements dans le réseau Natura 2000, et à améliorer l'utilisation des fonds de l'Union. Une augmentation de 10 % du programme Life, consacré au projet en faveur de la conservation de la nature et de la biodiversité, est proposée dans les limites de l'enveloppe budgétaire globale de ce programme. La commission propose aussi de stimuler l'investissement du secteur privé dans des projets liés au milieu naturel grâce aux mécanismes de financement du capital naturel, un partenariat de financement qu'elle a établi avec la banque européenne d'investissement (BEI) et qui fournit des prêts et des investissements sur mesure. Elle veut aussi promouvoir les synergies avec les financements provenant de la politique agricole commune, notamment le fond européen agricole pour le développement rural (FEADR)[1], les services de conseil agricoles et le partenariat européen d'innovation pour la productivité et le développement durable. Elle compte également promouvoir des lignes directrices pour soutenir le déploiement d'infrastructures vertes afin de mieux interconnecter les zones Natura 2000, et de soutenir des projets de solutions fondés sur la nature dans le cadre de la politique de recherche et d'innovation de l'UE, et au moyen de fonds du programme Horizon 2000.

Le dernier volet du nouveau plan d'action, concerne l'amélioration de la communication et de la sensibilisation et la mobilisation des citoyens, des parties prenantes et des communautés. La commission propose à ce titre de soutenir les échanges de connaissances avec les autorités locales et régionales par l'intermédiaire d'une plateforme commune avec le comité des régions. Elle entend aussi, faire participer activement les jeunes grâce aux corps européens de solidarité[2]. Dans le contexte de l'année européenne du patrimoine culturel en 2018, elle s'engage aussi à renforcer les liens entre patrimoines naturels et culturels.

Malgré l'importance et la riche législation européenne pour la protection de la biodiversité adoptées face aux menaces multiples qui pèsent sur celle-ci, et les mesures adoptées dans les plans d'action pour mettre en œuvre ,les différentes

[1] - Le fond européen agricole pour le développement rural (FEADR), est un instrument de financement et de programmation de la politique agricole commune (PAC), et plus particulièrement du « second pilier » de la PAC (appui dans l'agenda 2000 européen, formalisé par un règlement et consacré au développement rural.

[2] - Le corps européen de solidarité est une nouvelle initiative de l'UE qui vise à donner aux jeunes la possibilité de se porter volontaire ou de travailler dans le cadre de projet organisés dans leurs pays ou à l'étranger, il est destiné à aider les communautés et des personnes dans toutes l'Europe.

directives, la politique européenne dans ce domaine reste inefficace, elle n'est pas appliqué de façon égale à travers l'Europe.

Dans certains Etats la tentation est grande de sacrifier les politiques environnementales au profit de considérations économiques. La France qui a tant retardé l'adoption d'une loi sur la protection de la biodiversité, fait partie des mauvais élèves européens, le projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes est un exemple criant d'un aménagement du territoire pensé au détriment de la richesse biologique du site et de ses espèces menacées d'extinction. En avril 2014, grâce au travail des écologistes, la commission européenne n'avait pas d'ailleurs manqué de mettre en demeure l'Etat Français, inquiète du non-respect de la législation européenne sur le sujet[1]. Elle saisit aussi la cours de justice de l'UE d'un recours contre le Portugal[2] au motif qu'il n'a pas désigné de zones spéciales de conservation (ZSC) aux fins de la protection des habitats naturels et espèces faisant partie du réseau Natura 2000. Le Portugal devait désigner sept ZSP dans la région atlantique au plus tard le 07 décembre 2010 et 54 ZSC dans la région méditerranéenne au plus tard le 19 juillet 2012. Il n'a pas non plus établi les mesures de conservation nécessaires pour maintenir ou rétablir les habitats et espèces protégés dans ces sites. A plusieurs reprises, la commission a instamment demandé au Portugal de s'acquitter de ses obligations. Elle lui a adressé une lettre de mise en demeure en février 2015, puis un avis motivé en 2016. A ce jour le Portugal n'a pas été en mesure de respecter ses engagements en ce qui concerne la désignation des ZSC, et l'établissement des mesures de conservation.

Section 3 : La politique Européenne de l'eau.

Tout le monde reconnait que l'eau est un élément naturel essentiel insubstituable pour la vie, une ressource « vitale », un bien fondamental. Pas uniquement pour boire, nos rivières, lacs, eaux côtières et marines ainsi que nos eaux souterraines, sont de précieuses ressources que nous devons protéger, l'ONU a même reconnu par une résolution de son assemblée générale approuvée le 28 Juillet 2010[3], 62 ans après la déclaration universelle des droits de l'homme que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est un droit humain donc universel, indivisible et imprescriptible.

---

[1] - Réaction de Michèle Rivagi, vice-président du comité des verts / ALE et membre de la commission environnement et santé publique, « biodiversité : un état des lieux préoccupant qui doit pousser l'Europe à plus d'ambitions », 02 février 2016, disponible sur : http://www.europeecologie.eu.

[2] - Voir « la commission européenne intente un recours contre le Portugal devant la cour de justice au motif qu'il n'assure pas une protection appropriées des habitats naturels et des espèces », commission européenne, communiqué de presse, Bruxelles, le 25 janvier 2018.

[3] - A/RES/64/292 " le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement ", 28-07-2010, http://www.un.org/eu/ga/64/resolutions.shtml, consulté le 2-12-2013.

Sous-section 1 : La directive-cadre de la politique européenne de l'eau.

Le domaine de la protection de l'eau fait partie de tous premiers secteurs du droit de l'environnement ayant fait l'objet de réglementation communautaire. La politique de l'eau de l'Union européenne est apparue aux cours des années 70, alors que le traité instituant la communauté économique européenne de 1957 (TCEE) n'attribuait aucun pouvoir explicite à la CEE afin de légiférer sur la protection de l'environnement ou sur la protection de la ressource en eaux. Néanmoins, l'absence de base juridique n'a pas empêché le législateur d'adopter jusqu'à l'entrée en vigueur de l'acte unique européen en 1986, environ une centaine de directives consacrées à l'environnement dont 12 sur la gestion de l'eau[1].

C'est le conseil de l'Europe, qui a pour la première fois exprimé en 1968 la nécessité de mieux appréhender cette précieuse ressource en adoptant la charte européenne de l'eau : «il n'y a pas de vie sans eau, c'est un bien précieux, indispensable à toutes les activités humaines »[2] .

Mais la véritable politique européenne de l'eau a débuté en 1975 par une série de directives, qui visaient toute la pollution organique et chimique de l'eau[3]. Les premières en date ont envisagé cette question comme une question principalement de santé publique en s'intéressant à la production d'eau potable, la directive 75/440 du 16 Juin 1975[4] c'est l'un des premiers textes du droit communautaire qui vise à garantir une eau potable de qualité, il se limite aux eaux superficielles et ne mentionne pas les eaux souterraines[5] ensuite vient la directive 76/160 du 8 décembre 1975[6] mais la démarche de cette directive est identique à la précédente, il s'agit de garantir la santé publique tout en contribuant à restaurer le milieu naturel aquatique, la pollution visée restant surtout bactériologique.

Cette directive s'applique aux eaux douces et salées destinées à la baignade qu'elle soit ou non spécialement aménagées[7] puis progressivement, alors que la notion de santé publique continu de jouer un rôle particulier pour l'eau, la question de la protection du milieu aquatique s'est étendu à des aspects plus écologiques et à une

[1] - Voir Teresa Elola Calderon, « la politique de l'eau de l'Union européenne : vers une gestion quantitative des ressources hydriques », revue des cahiers de droit, vol 51, n° 3-4 septembre, décembre 2010, p 860.
[2] - Article 1er de la charte Européenne de l'eau adoptée le 6 mai 1968 par le conseil de l'Europe. REC (2001) 14, sur la charte européenne des ressources en eau.
[3] - Bernard Barraqué, « les enjeux de la directive-cadre sur l'eau de l'Union européenne », revue Flux, Vol 46, N° 04, 2001, p 70.
[4] - Directive 75/440/CEE du 16 Juin 1975 concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres. JOCE L194 du 25 juillet 1975, p 26.
[5] - Ibid, Art (1.al.1).
[6] - Directive 76/160/CEE concernant la qualité des eaux de baignade. JOCE N° L31/1 du 05 février 1976.
[7] - Ibid, Article 1-2.

prise en compte de l'ensemble des usages de l'eau, il s'agit de la directive sur la qualité des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être apte à la vie des poissons[1] et de la directive sur la qualité des eaux conchylicoles[2] et celle de 98/83 du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine[3] pour aboutir enfin à la directive cadre 2000/60/CE qui définit les objectifs de protection de l'eau au niveau communautaire et impose aux Etats membres l'adoption d'une approche globale par bassin versant visant à maintenir ou restaurer le bon état écologique des eaux de surface et des eaux souterraines[4].

La directive 2000/60 du 23 Octobre 2000, établit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, elle marque le début d'une nouvelle phase dans la construction réglementaire en matière de protection des ressources en eau[5]. Elle s'est donné comme principal objectif celui d'atteindre le bon état écologique des eaux d'Europe en 2015[6] et harmoniser les politiques de l'eau sur des bases objectives et comparable à l'échelle européenne.

La directive 2000/60 qui énonce dès l'abord qu'elle a pour objet « d'établir un cadre pour la protection des eaux intérieures de surface, des eaux de transition, des eaux côtières et des eaux souterraines »[7] fixe son champ d'application de manière

[1] - La directive 78-659 du 18 juillet 1978 concernant la qualité des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être apte à la vie des poissons, ce texte apparait motivé par des préoccupations d'environnement puisqu'il est « nécessaire du point de vue écologique et économique, de sauvegarder les peuplements de poissons des différentes conséquences néfastes résultant du rejet dans les eaux de substances polluantes telles qu'en particulier la diminution du nombre des individus appartenant à certaines espèces, (2e considérant). JOCE n° L221/1 du 14 août 1978.

[2] - La directive n° 79/923 du 30 octobre 1979 sur la qualité des eaux conchylicoles JOCE n° L281 du 16/11/1979, p52.

[3] - Directive 98/83 du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine JOCE n° L330 : ce texte vise surtout à protéger la vie humaine mais concerne indirectement l'environnement (cf. art 11 qui précise que l'application des dispositions de la directive ne peut conduire à justifier la dégradation des eaux destinées à la consommation humaine par des techniques sophistiquées et coûteuses de traitement des eaux).

[4] - JOCE, n° L327 du 22 décembre 2000, modifié en dernier lieu par la directive 2008/31 du 23 Avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337 du conseil, les directives 2000/60, 2001/80, 2004/35, 2006/12 et 2008/1 et le règlement n° 1013/2006, JOUE, n° L140 du 5 juin 2009.

[5] - Voir Gabrielle Bouleau, « l'épreuve de la directive cadre européenne sur l'eau », annales des mines – responsabilités et environnement, vol 49, n° 01, 2008, pp 84-91.

[6] - A cette fin, elle a essayé de mettre en place un système de gestion des eaux centré sur trois éléments clés : l'adoption du bassin hydrographique en tant qu'unité de base de la gestion des eaux ; l'introduction du modèle économique de financement de l'eau « l'eau paye l'eau » axé sur le principe de recouvrement des coûts totaux ; la promotion de la participation des citoyens à la politique de l'eau. Mais cet objectif ne sera pas atteint en 2015, seuls environ 50% des eaux seront dans les normes, dès lors la commission a proposé de reporter en 2027 l'échéance de l'objectif parmi les nombreuses et importantes causes de l'échec, on trouve l'hyper-exploitation des ressources et les facteurs de pollution et de contamination liés au mode de production agricole et industrielle et au mode de consommation (déchets). In Olivier Solles Denis, « la prise à témoin du public dans la politique de l'eau, la consultation directive-cadre européenne sur l'eau en Adour-Garonne » politique européenne, vol 33, n° 01, 2011, p 39.

[7] - Article 1 de la directive 2000/60.

extensive. Si les eaux de surface incluent les eaux de transition et les eaux côtières[1] le législateur européen semble avoir voulu marquer l'ambition qu'il nourrit pour la directive cadre en les distinguant des eaux intérieures de surface[2] (3) signifiant ainsi qu'elles sont bien toutes visées.

Il s'agit bien entendu au premier chef de mettre en œuvre les principes de protection des eaux concernées c'est-à-dire essentiellement de préserver et d'améliorer l'état des écosystèmes aquatiques, avec certaines modulations selon leur catégorie[3]. Mais la directive s'inscrit aussi dans une perspective plus large et à plus long terme en impartissant à ce cadre de fonction de promouvoir « une utilisation durable de l'eau, fondée sur la protection à long terme des ressources en eau disponibles »[4] par ailleurs, pour atténuer les effets des inondations et des sécheresses, il faut assurer un approvisionnement suffisant en eau de bonne qualité, de réduire sensiblement la pollution des eaux souterraines, de protéger les eaux territoriales et marines et de réaliser les objectifs des accords internationaux pertinents[5].

La directive 2000/60 prévoit des structures, des instruments et des orientations qui vont participer à la mise en œuvre de la politique de l'eau ainsi réformée.

Sous-section 2 : Les Structures de protection de l'eau.

Les structures prévues par la directive 2000/60 sont, pour les unes générales et d'autres spéciales pour des zones devant faire l'objet d'une protection renforcée.

Paragraphe 1 : Districts hydrographiques : outils pour une gestion intégrée de l'eau

Un district hydrographique est « une zone terrestre et maritime, composée d'un ou plusieurs bassins hydrographiques ainsi que des eaux souterraines et eaux côtières associées, identifiées comme principale unité aux fin de la gestion des bassins hydrographiques »[6].

---

[1] - Article 2/1 de la directive 2000/60.

[2] - Les eaux sont considérées comme intérieures lorsqu'elles sont « en amont de la ligne de base servant pour la mesure de la largeur des eaux territoriales ». Les eaux de transition sont celles qui se trouvent à proximité des embouchures des rivières, et sont de ce fait partiellement salines. Les eaux côtières sont, quant à elles, « situées en deçà d'une ligne dont tout point est situé à une distance d'un mile marin au-delà du point le plus proche de la ligne de base servant pour la mesure de la largeur des eaux territoriales et qui s'entendent, le cas échéant, jusqu'à la limite extérieure d'une eau de transition » article 2-3°, 2-6°et 2-7° de la directive 2000/60.

[3] - Article 1, (a), (c) et (d) de la directive 2000/60

[4] - Ibid, Article 1, (b).

[5] - Idem, Article 1, (c).

[6] - Article 2 de la directive 2000/60. L'UE et ses Etats membres ont divisé les bassins hydrographiques et les zones côtières associées en 110 districts hydrographiques dont 40 sont internationaux et traversant les

Les Etats membres doivent recenser les bassins hydrographiques qui se trouvent sur le territoire national, ils sont définis comme « toute zone dans laquelle toutes les eaux de ruissellement convergent à travers un réseau de rivière, fleuves et éventuellement de lacs vers la mer, dans laquelle elles se déversent par une seule embouchure, estuaire ou delta »[1] et les rattachent à des districts hydrographiques. Les petits bassins hydrographiques peuvent si nécessaire être liés à des bassins plus importants ou regroupés avec des petits bassins avoisinants pour former un district hydrographique.

Les Etats membres doivent ainsi prendre des dispositions administratives pour l'application des règles prévues par la directive cadre, et ce individuellement pour chaque district hydrographique situé sur leur territoire[2]. Ces dispositions administratives doivent être « appropriées », elles aussi, afin que l'application hydrographique et pour son ensemble[3], que « les décisions soient prises à un niveau aussi proche que possible des lieux d'utilisation ou de dégradation de l'eau »[4]. Les Etats membres ont à cette fin désigné des autorités compétentes[5] auxquelles il incombe de coordonner et de superviser l'application des mesures imposées par la directive cadre, chacune dans le district hydrographique dont elle a la responsabilité.

Les bassins hydrographiques s'étendant sur les territoires de plusieurs Etats membres, devraient être intégrés à des districts hydrographiques internationaux[6].

Ils sont, en revanche, tenus de prendre des mesures pour l'application des dispositions de la directive-cadre à la portion d'un tel district hydrographique international qui se situe sur leur territoire[7].

La coordination des mesures prises pour l'application de la directive-cadre dans un district relevant de plusieurs Etats membres est alors assurée conjointement par ces Etats membres[8] et les problèmes qui ne peuvent être traités au niveau d'un Etat membre doivent être signalés à la commission, qui doit répondre dans un délai de six mois[9].

---

frontières, couvrant ainsi environ 60% du territoire européen. Par exemple les bassins de la Vistule et de l'Oder s'étendent sur plus de 95% du territoire polonais.

[1] - Ibid, Article 2/13.

[2] - Article 3, §2 de la directive 2000/60

[3] - Ibid, Article 3 § 4.

[4] - Idem, Considérant 13.

[5] - Idem, Article 3.

[6] - Par exemple La Meuse (ou Maas) prend sa source dans les Vosges, dans l'est de la France, puis s'écoule vers le Nord, jusqu'aux Pays-Bas en traversant la Belgique. Le bassin de captage du fleuve et son DH, englobent aussi l'Allemagne et le Luxembourg.

[7] - Article 3 §3 de la directive 2000/60.

[8] - Article 3 §3 de la directive 2000/60.

[9] - Ibid, Article 3 §4.

Dans le cas de districts hydrographiques s'étendant au-delà du territoire de l'union Européenne[1], les Etats membres ne sont tenus outre l'application des règles de la directive-cadre sur leur territoire, afin de réaliser les objectifs de la directive sur l'ensemble du district hydrographique, pour le district hydrographique international du Rhin par exemple, six Etats membres ont institué, en collaboration avec la Suisse et le Liechtenstein un comité de coordination pour la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau sous l'égide de la commission internationale pour la protection du Rhin, fondée en 1950. Pour le Danube, en 2005 les pays du Danube ont préparé une analyse conjointe du bassin conformément à l'article 5 de la directive. Compte tenu de la taille et de la complexité du bassin, la commission internationale pour la protection du Danube et les pays du Danube ont décidé de travailler à différentes échelles géographiques et en particulier en définissant les sous bassins du bassin global du Danube[2].

La commission européenne a adoptée en 2010 une stratégie de l'UE pour la région du Danube[3], où elle a tracé les défis à relever à l'horizon 2020[4]. En avril 2011, le conseil a approuvé cette communication, ainsi que le plan d'action y annexé, qui définit les actions à mener, et donne des exemples de projets dans onze domaines thématiques prioritaires. Une autre stratégie a été adoptée en 2013[5] qui prévoit un solide cadre intégré pour que les pays et les régions puissent remédier aux problèmes qui ne peuvent pas être abordés de manière satisfaisante, d'une manière isolée, mais nécessite des approches stratégiques transfrontaliers, des projets internationaux et une mise en réseau à l'échelle de plusieurs pays. Elle prévoit un renforcement de la coopération afin d'améliorer l'efficacité, l'effet de levier et l'impact des politiques aux

[1] - A la suite des élargissements de 2004 et 2007, l'UE partage désormais des cours d'eau internationaux avec de nouveaux voisins : Le Belarus, La Russie, et l'Ukraine à l'Est et la Turquie et les pays des Balkans occidentaux au Sud-Est. Le district hydrographique international du Danube qui est le deuxième grand de l'union Européenne, couvre dix-huit Etats membres et neuf pays voisins, s'étendant sur 801 463 Km2 après celui de la Volga.

[2] - La plus grande de ces sous-unités, le sous bassin de la Tisza, s'étend sur quasiment 150000 Km2 en traversant trois Etats membres (Roumanie, Slovaquie et Hongrie) et deux pays voisins, La Serbie et l'Ukraine, en 2000, deux accidents industriels majeurs survenus à Baia Mare et à Baia Borsa ont affecté la Tisza, produisant une pollution toxique dans la rivière et endommageant les écosystèmes situés en aval. Aujourd'hui les cinq pays traversés par la Tisza travaillent ensemble à l'élaboration d'un plan de gestion commun visant à mettre en œuvre la directive cadre 2000/60 et à protéger les eaux du sous bassin, leur analyse partagée pour le bassin hydrographique couvre à la fois les aspects qualitatifs et les aspects quantitatifs de l'eau. Ce travail conjoint est un parfait exemple de coopération entre les Etats membres et les pays voisins.

[3] - Voir sur le sujet Jean Marie Granthey, « la coopération internationale sur le Danube : géopolitique de l'intégration du fleuve au continent européen », Revu Balkanologie, Vol X, n° 01-2, mai 2008, pp 01-17.

[4] - COM (2010) 715 final du 08/12/2010, stratégie de l'UE pour la région du Danube. Sec (2010) 1489 final, Sec (2010) 1490 final, Sec (2010) 1491 final.

[5] - COM (2013) 181 final du 08/04/2013 concernant la stratégie de l'UE pour la région du Danube.

niveaux européen, national et local, en mettant à profit les actions et programmes existants et en créant des synergies entre eux[1].

Paragraphe 2 : Zones protégées.

La directive 2000/60 et d'autres réglementations Européennes prévoient une protection renforcée et particulière à certaines zones.

Sont notamment visées au premier chef les eaux utilisées pour le captage d'eau potable, ainsi que les masses d'eau destinées dans le futur à un tel usage[2].

Par ailleurs, la directive désigne les zones qui nécessitent une protection spéciale par une mesure Européenne spécifique concernant la protection des eaux souterraines. S'y ajoutent des zones qui ont été désignées comme nécessitant une protection spéciale dans des réglementations ayant pour objet la conservation des habitats et ces espèces, mais dans ce cas à la condition que ces habitats et ces espèces soient directement dépendants de l'eau[3].

Il s'agit des zones désignées pour la protection des espèces aquatiques importantes du point de vue économique, des eaux de plaisance, y compris les zones sensibles du point de vue des nutriments, notamment celles désignées comme vulnérables à la pollution par les nitrates[4]. Des zones désignées comme sensibles dans la réglementation sur le traitement des eaux urbaines résiduaires[5] et des zones de protection des habitats et des espèces où le maintien ou l'amélioration de l'état des eaux constitue un facteur important de cette protection, notamment les sites Natura 2000 pertinents[6].

Pour les districts hydrographiques, les Etats membres doivent veiller à ce que soit établi, un ou plusieurs registres de toutes les zones qui ont été ainsi désignées comme nécessitant une protection spéciale[7], il doit comporter des cartes indiquant l'emplacement de chaque zone protégée ainsi que l'indication de la législation européenne, nationale ou locale dans le cadre de laquelle elle a ainsi été désignée[8].

---

[1] - Un rapport complet ayant trait à chaque domaine prioritaire peut être téléchargé sur le site internet de la stratégie de l'UE pour la région du Danube : http://www.danube-region.eu/pages/reprts.
[2] - Article 7, §1 de la directive 2000/60.
[3] - Article 6 de la directive 2000/60.
[4] - Au titre de la directive 91/676 du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de source agricole, JOCE L375 du 31 décembre 1991, p 01.
[5] - C'est-à-dire la directive 91/271 du 21 mai 1991, relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, JO L135 du 30/05/1991, p 40-52.
[6] - Article 6 §2 et annexe IV de la directive 2000/60.
[7] - Au plus tard le 22 décembre 2004, Ibid, article 6, § 1.
[8] - Annexe IV de la directive 2000/60 § 2.

Sous-section 3 : Les objectifs de la politique Européenne de l'eau (Les objectifs de la directive 2000/60).

C'est aux Etats membres qu'il incombe de définir les mesures concrètes qu'ils doivent inclure dans leurs programmes afin de réaliser les objectifs fixés par la directive 2000/60. Certains des objectifs prévus par cette dernière reposent sur la notion de « normes de qualité environnementale » qu'elles soient Européennes ou nationales et le respect de la santé de l'homme[1].

Un objectif important est également fixé par cette directive, c'est l'obtention d'un état des eaux susceptibles d'être qualifié de « bon »[2], en principe au plus tard en 2015. Cette échéance peut ainsi être reportée si elle ne peut être raisonnablement atteinte pour des raisons techniques naturelles ou de coût et à condition notamment qu'une détérioration n'intervienne pas.

Lorsque cela était justifié, l'atteinte du bon état a pu être repoussée à 2021 ou 2027[3] pour certaines masses d'eaux, pour d'autres, il a même été, possible de fixer un objectif moins stricte que le bon état, par exemple, sur le territoire de SAGE[4], toutes

[1] - « La concentration d'un polluant ou d'un groupe de polluant dans l'eau, les sédiments ou le biote qui ne doit pas être dépassé, afin de protéger la santé humaine et l'environnement » Article 1-35° de la directive 2000/60.

[2] - Art 4, § 1 (a), (ii) et (iii) et article 4, § 1 (b) (ii) de la directive 2000/60 ; comp. article 4,§1,(c).

[3] - La directive-cadre 2000/60 fixe un calendrier précis aux Etats membres afin d'atteindre les objectifs qu'elle leur assigne. Les grandes étapes auxquelles ont été ajoutées les étapes nationales de mise en œuvre de la DCE sont les suivantes :

- **2004 présentations de l'état des lieux : il permet l'identification des masses d'eaux susceptibles de ne pas atteindre le bon état en 2015 et les questions importantes qui se posent au niveau du bassin.**
- **2005 : début de la démarche de révision des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).**
- **Décembre 2006 : mise en place d'un programme de surveillance de l'état des eaux et date limite pour la consultation du public sur le calendrier d'élaboration du plan de gestion.**
- **Décembre 2008 : date limite pour la consultation du public sur le projet de plan de gestion (Art14).**
- **2009 : publication du premier plan de gestion et du programme de mesures correspondant au SDAGE révisé.**
- **Décembre 2015 : vérification de l'atteinte des objectifs assortie si besoin d'un second plan de gestion ainsi qu'un nouveau programme de mesures.**
- **Décembre 2021 : date limite pour le premier rapport de réalisation de l'objectif.**
- **Décembre 2027 : dernière échéance pour la réalisation des objectifs.**

[4] - Le territoire du SAGE Marne-confluence présente un bassin versant cohérent, centré sur la partie avale de Marne, dans sa confluence avec la seine. Le périmètre de SAGE couvre la partie aval du bassin versant de la Marne à cheval sur les départements de seine et-Marne, de Seine Saint-Denis, et du Val de Marne (la ville de Paris est également concernée par le saut au droit du bois de Vincennes). Au total ce sont 52 communes qui sont comprises en totalité ou en partie dans ce périmètre. Voir arrêté inter préfectoral N° 2009/3641 du 14 septembre 2009 fixant le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux « Marne-Confluence ».

les masses d'eau de surface ont un objectif de bon état fixé par SAGE à 2015 ou 2021, et la seule masse d'eau souterraine doit être restaurée d'ici 2021[1].

Les objectifs de qualité spécifiques permettent aux différentes catégories de masses d'eau d'être ainsi qualifiées sont précisées de manière détaillée dans une très longue annexe[2] à la directive 2000/60.

Ces objectifs consistent à la fois en une prévention de la pollution et en la recherche d'un bon état de l'eau avec des modulations pour chaque catégorie de masse d'eau : Les eaux de surface, au sein desquelles on distingue les masses d'eau artificielles et fortement modifiées, d'une part et les eaux souterraines d'autre part.

Paragraphe 1 : Les eaux souterraines.

L'objectif qui doit être atteint en 2015 ou 2027 dernière échéance pour la réalisation des objectifs, consiste pour les eaux souterraines, en un bon état chimique et qualitatif.

C'est la directive[3] 2006/118 qui pose les critères et les procédures devant permettre de déterminer l'état chimique des eaux souterraines et ils constituent des « normes de qualité environnementale » au sens de la directive 2000/60[4].

Les Etats membres doivent mettre en œuvre les mesures nécessaires pour « inverser toute tendance à la hausse, significative et durable, de la concentration de tout polluant résultant de l'activité humaine » dans les eaux souterraines[5] dans cette

[1] - C'est le schéma d'aménagement et de gestion des eaux, c'est un document qui définit les enjeux, les objectifs et les actions pour le cycle de l'eau à l'échelle d'un bassin versant. L'objectif général du SAGE est d'atteindre le bon état écologique de l'eau et des milieux aquatiques. Il se compose d'un état des lieux de l'eau sur le bassin versant, d'un plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) et d'un règlement. Il doit aboutir à des actions et à des règles d'usages adaptées au territoire. Le SAGE est élaboré en concertation avec l'ensemble des parties intéressées (élus locaux, usagers et services de l'Etat réunis au sein de la commission locale de l'eau (CLE) puis arrêté par le préfet. Les objectifs de SAGE s'imposent à toutes les décisions précises sur le bassin en matière de gestion des eaux : les documents d'urbanisme (plan locaux d'urbanisme et schémas de cohérence territoriale), les programmes des collectivités, les décisions administratives, les usagers doivent également un respect aux règles, in SAGE (schéma d'aménagement et de gestion des eaux) Marne confluence, éditions spéciale, projet de SAGE Marne Confluence, décembre 2015, disponible sur : http://www.sage-marne-confluence.fr.

[2] - En annexe V à la directive 2000/60 (V. article 4, §1, (a), (ii) et (iii) et article 4, (b), (ii) de la directive 2000/60.

[3] - Directive 2006/118 du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration JOUE, n° L372 du 27 décembre 2006, elle a pour objet, d'une part, d'établir des mesures visant à prévenir et à contrôler la pollution des eaux souterraines, comme prévu par l'article 17 de la directive 2000/60, et d'autre part de compléter ses dispositions destinées à prévenir ou à limiter l'introduction de polluants dans les eaux souterraines (article 1er de la directive 2006/118).

[4] - Ibid, Article 2 /1.

[5] - Article 4, §1, (b), (iii) de la directive 2000/60 ; voir aussi l'article 5 § 2 de la directive 2006/118.

perspective, une méthodologie a été adoptée pour identifier ces tendances à la hausse et définir le point de départ des inversions de tendance[1].

Il est encore prévu de lutter contre la détérioration de l'état de toutes les masses d'eaux souterraines, notamment en prévenant ou en limitant l'introduction de polluants dans les dites eaux souterraines[2]. A cette fin, le programme de mesures applicables comprend celles nécessaires pour prévenir l'introduction de substances dangereuses et pour limiter l'introduction de celles qui présentent un risque réel ou potentiel de pollution de telle sorte qu'elle n'entraine pas de dégradation ou de tendance à la hausse significative et durable de concentration de polluants[3], dans la mesure techniquement possible, il convient encore de '' prendre en compte'' les introductions de polluants provenant de source de pollution diffuses ayant un impact[4].

Paragraphe 2 : Les eaux de surface.

Pour les eaux de surface, l'objectif fixé pour l'échéance de 2015 ou 2027 dernières échéances pour la réalisation des objectifs, consiste en un état écologique et chimique.

Des mesures particulières concernent les eaux utilisées pour le captage d'eau potable ou qui y sont destinées dans le futur de manière à réduire le degré de traitement et de purification nécessaire à la production d'eau potable[5]. Les masses d'eaux utilisées pour le captage d'eau destinée à la consommation humaine doivent répondre aux objectifs applicables aux masses d'eau de surface[6].

Par ailleurs les Etats membres doivent mettre en œuvre les mesures nécessaires pour prévenir la détérioration de l'état des eaux de surface, en particulier, afin de réduire progressivement et de supprimer la pollution des eaux de surface due à des substances prioritaires[7]. La directive[8] 2008/105 est venue fixer des normes de qualité environnementales pour 33 substances polluantes, dont la réduction ou la suppression des rejets dans les eaux de surface a un caractère prioritaire (y compris

[1] - Article 5, §1 et §3 et annexe IV de la directive 2006/118.
[2] - Article 4, §1, (b), (i) de la directive 2000/60 ; voir aussi l'article 6 de la directive 2006/118.
[3] - Article 6, §1 de la directive 2006/118.
[4] - Ibid, Article 6, §2. Toutefois, les Etats membres ne sont pas tenus de prendre de mesures à l'égard de certaines introductions. En particulier si elles sont autorisées au titre de la directive 2000/60, les concentrations sont faibles ou résultent de circonstances exceptionnelles, impossibles à prévenir ou dont la suppression serait trop onéreuse. Idem, article 6 §3.
[5] - Article 7, §3 de la directive 2000/60.
[6] - Ibid, Fixées à l'article 4.
[7] - Idem, Article 4, §1, (a).
[8] - Directive 2008/105/CE du parlement Européen et du conseil du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau modifiant et abrogeant les directives du conseil 82/176/CEE, 83/513/CEE, 84/156/CEE, 84/491/CEE, 86/280/CEE et modifiant la directive 2000/60/CE, JO n° L 348 du 24.12.2008.

8 polluants pour lesquels des normes communes précédemment fixées[1] et afin d'appréhender la pollution chimique, et pour « garantir une protection adéquate du milieu aquatique et de la santé humaine, il convient de définir des normes de qualité environnementales exprimées en volume moyen annuel à un niveau assurant une protection contre l'exposition à long terme, ainsi que des concentrations maximales admissibles pour la protection contre l'exposition à court terme »[2].

Les normes de qualité environnementales sont ainsi fixées à la fois en terme de moyenne annuelle et de la concentration maximale admissible[3].

Les normes de qualité sont différentes entre les eaux de surface intérieures (les rivières et les lacs) et les autres eaux de surface (eau de transition, eaux côtières et eaux territoriales).

Des normes particulières sont par ailleurs prévues pour les métaux et certaines substances.

Les Etats doivent veiller au respect des normes précitées. Ils doivent en outre vérifier que la concentration des substances visées n'augmente pas de manière significative dans les sédiments et / ou le biote pertinent.

Sous-section 4 : La réglementation relative aux milieux hydrographiques.

Paragraphe 1 : Les eaux piscicoles.

La directive 2006/44 du 6 Septembre 2006 concernant la qualité des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons[4] a codifié la directive 78/659 du 18 juillet 1978, qui portait le même titre[5], et qu'elle a abrogée et remplacée[6]. La directive 2006/44 a pour but de protéger ou d'améliorer la qualité des eaux douces courantes ou stagnantes dans lesquelles vivent ou pourraient vivre les poissons appartenant à des « espèces indigènes présentant une diversité naturelle » ou à des « espèces dont la présence est jugée souhaitable aux fins des gestions des eaux »[7].

[1] - Par la directive 86/280 du 12 juin 1986, concernant le tétrachlorure de carbone, le DOT et le pentachlorophénol JOCE, n° L 181 du 4 juillet 1986.
[2] - Considérant n° 13 de la directive 2008/105.
[3] - Ibid, Annexe I.
[4] - JOUE, n° L 64 du 25 septembre 2006.
[5] - Directive 78/659 du 18juillet 1978, concernant la qualité des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons, JOCE, n° L 222 du 14 août 1978.
[6] - Ibid, Article 17.
[7] - Article 1 de la directive 78/659.

Cette directive ne s'applique pas en revanche aux eaux se trouvant dans des bassins naturels ou artificiels utilisés pour l'élevage intensif des poissons.

Les Etats membres doivent établir des programmes « en vue de réduire la pollution et d'assurer que les eaux désignées soient conformes (…) aux valeurs fixées »[1], ce qu'ils doivent vérifier par échantillonnage dans des conditions également précisées[2].

Paragraphe 2 : Les eaux conchylicoles.

La directive[3] 2006/113 du 12 décembre 2006 relative à la qualité requise des eaux conchylicoles, a codifié la directive[4] 79/923 du 30 octobre 1979 qu'elle a abrogé et remplacée[5]. Elle vise à assurer la protection des eaux côtières et saumâtres afin de permettre la vie et la croissance des coquillages et de contribuer à la bonne qualité des produits conchylicoles destinés à la consommation humaine. « pour permettre la vie et la croissance des coquillages (mollusques bivalves et gastéropodes) et pour contribuer ainsi à la bonne qualité des produits conchylicoles directement comestibles par l'homme[6] « les Etats membres doivent déterminer les eaux qui doivent être protégées et améliorées[7] la présente directive détermine des paramètres applicables aux eaux conchylicoles désignées, des valeurs guides et des valeurs impératives, des méthodes d'analyse de référence ainsi que la fréquence minimale d'échantillonnage et de mesure[8].

Les Etats membres doivent établir des programmes leur permettant de respecter, au plus tard 6 ans après la désignation des eaux, les valeurs limites qu'ils ont fixées[9] En cas de non-respect des valeurs limites ou des critères fixées, l'autorité compétente doit déterminer si cette situation est le fait du hasard, la conséquence d'un phénomène naturel ou est due à une pollution, et adopter les mesures appropriées. Ces mesures ne doivent pas avoir pour conséquence d'augmenter la pollution des eaux côtières ou des eaux saumâtres.

[1] - Article 5, de la directive 78/659, Op Cit.
[2] - Ibid, Article 5 et 6.
[3] - JOUE, n° L376 du 27 décembre 2006.
[4] - JOCE, n° L 281 du 10 novembre 1979.
[5] - Article 16 de la directive 2006/113.
[6] - Article 1 de la directive 2006/113.
[7] - Ibid, Article 4.
[8] - Article 3 de la directive 2006/113, les paramètres applicables aux eaux conchylicoles concernent le PH, la température, la coloration les matières en suspension, la salinité, l'oxygène dissous ou encore la présence ou la concentration de certaines substances (hydrocarbures, métaux, substances organo-halogénées).
[9] - Les Etats doivent établir des programmes de réduction de la pollution, article 5 de la directive 2006/113.

Paragraphe 3 : Le milieu marin.

Le milieu marin est un patrimoine précieux qu'il convient de protéger, de préserver pour maintenir la biodiversité et le dynamisme des océans et des mers et d'en garantir la propreté, le bon état sanitaire et la productivité ; en d'autre terme laisser le milieu marin durable pour les générations à venir, c'est pour y parvenir que la directive cadre 2008/56 du 17 juin 2008 a été adoptée en 2008, elle établit le cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin, encore dénommée « directive-cadre stratégie pour le milieu marin[1].Elle s'applique à toutes les « eaux marines » sur lesquelles un Etat membre détient et/ou exerce sa compétence, conformément à la convention des Nations Unies sur le droit de la mer[2] ainsi qu'aux eaux côtières appréhendées par la directive[3] 2000/60 dans la mesure ou celle-ci ne couvre pas « les aspects particuliers liés à l'état écologique du milieu marin[4].

Les eaux Européennes se divisent en quatre régions (avec des sous régions éventuelles) : la mer Baltique, l'Atlantique du Nord, la mer méditerranée[5] et la mer noire. Sur la base de ces délimitations, chaque Etat membre élabore pour chaque région ou sous-région marine concernée une stratégie pour le milieu marin applicable à ses eaux marines.

Les Etats membres doivent en premier lieu évaluer l'état écologique de leurs eaux et l'impact des activités humaines, cette évaluation comprend : une analyse des caractéristiques essentielles de ces eaux, une analyse des impacts et des pressions principaux, notamment du fait des activités humaines qui influencent les caractéristiques de ces eaux et une analyse économique et sociale de l'utilisation de

---

[1] - Directive 2008/56 du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive-cadre stratégie pour le milieu marin) JOUE, n° L164 du 25 Juin 2008.

[2] - Convention des Nations-unies sur le droit de la mer (convention Montégobay) conclue à New York le 10 décembre 1982 entrée en vigueur le 16 novembre 1994. Le texte de l'accord est disponible sur le site : www.un.org/depts/los/conventionagrements/texts/unclos f.p.df.
- Ratifié par l'Algérie en 1996, ordonnance numéro 96-05 du 10 janvier 1996 portant approbation de la convention des Nations-Unies sur le droit de la mer, JORA n° 003 du 14/01/1996.

[3] - Plus précisément, les eaux situées au-delà de la ligne de base servant pour la mesure de la largeur des eaux territoriales et s'étendant jusqu'aux confins de la zone où un Etat membre détient et/ou exerce sa compétence conformément à la convention des Nations Unies sur le droit de la mer. à l'exception des eaux adjacentes aux pays et territoires mentionnés à l'annexe II du traité et des collectivités et départements français d'outre-mer, et ce sans préjudice des activités dont l'unique objet est la défense ou la sécurité nationale, mais les Etats membres s'efforcent cependant de veiller à ce que « Ces activités soient menées selon des modalités qui dans la mesure où cela est raisonnable et réalisable, sont compatibles » avec ses objectifs », (article 2 de la directive 2008/56).

[4] - Ibid, Article 5, §1.

[5] - Concernant la politique communautaire européenne pour la protection de la mer méditerranée, voir Philipe Bullet, « la protection intégrée de la mer méditerranéenne en droit communautaire », et Séverine Hebert, « la dépollution de la mer méditerranéenne, un enjeu du droit des relations extérieurs de l'Union européenne », acte du colloque, « la politique méditerranéenne de l'Union européenne », organisé par le conseil régional de Bourgogne le 05 novembre 2009.

ces eaux et du coût de la dégradation du milieu marin[1] les Etats doivent ensuite déterminer le « bon état écologique des eaux, reposant sur des descripteurs qualitatifs énumérés en annexe à la directive[2], ainsi qu'une «série exhaustive d'objectifs environnementaux et d'indicateurs associés (…) afin d'orienter les efforts en vue de parvenir à un bon état écologique du milieu marin »[3]. Toutes ces étapes devraient être adoptées au plus tard pour 2020[4].

Dès 2014 des programmes de surveillance permettent d'évaluer en permanence l'état écologique des eaux marines par référence aux objectifs environnementaux définis[5]. Les Etats membres doivent déterminer encore au plus tard en 2015 «les mesures nécessaires pour parvenir à un bon état écologique ou conserver celui-ci », dans leurs eaux marines, pour chaque région ou sous-région marine concernée.

La commission est la garante de la cohérence des actions des Etats membres, ils doivent lui soumettre les éléments de leurs stratégies à chaque étape de leur élaboration. Ces informations sont évaluées par la commission qui peut donner des orientations aux Etats pour assurer ainsi le respect de la stratégie et la cohérence des mesures envisagées.

Pour atteindre les objectifs fixés par la directive, il « conviendrait que les Etats membres coopèrent afin de garantir une élaboration coordonnée des stratégies pour chaque région ou sous-région marine » mettent « tout en œuvre pour assurer une coordination étroite avec tous les Etats membres et pays tiers concernés », au travers des structures institutionnelles en place dans les régions, en particulier des conventions sur la mer régionale[6].

[1] - Article 8, §1 de la directive 2008/56.
[2] - Ibid, Article 9, §1.
[3] - Idem, Article 10.
[4] - Idem, Article 1. Le calendrier de mise en œuvre de ses stratégies s'étend de 2008 à 2020 avec quatre étapes principales :

- **Le 15 juillet 2012 au plus tard, évaluation initiale de l'état écologique et de l'impact environnemental des activités humaines sur les eaux marines, définition du bon état écologique des eaux marines, fixation des objectifs et des indicateurs qui permettent d'atteindre le bon état écologique.**
- **Le 15 juillet 2014 au plus tard, élaboration et mise en place du programme de surveillance qui permettra d'évaluer et de mettre à jour les objectifs.**
- **2015 au plus tard, élaboration d'un programme de mesures destiné à parvenir au bon état écologique ou à le conserver.**
- **2016 au plus tard, lancement de ce programme de mesures.**
- **2020, objectifs atteints.**

[5] - Article 11 de la directive 2008/56.
[6] - Considérant n° 13 ; V. aussi L'article 6 prévoyant une « coopération régionale».

Paragraphe4 : La protection des eaux souterraines contre certaines substances dangereuses.

La directive 2006/118 du 12 décembre 2006, citée auparavant, définit l'eau souterraine comme « toutes les eaux se trouvant sous la surface du sol dans la zone de saturation qui sont en contact direct avec le sol ou le sous-sol »[1] cette directive établit un cadre de protection des eaux souterraines par la prévention de l'introduction (directe ou indirecte de polluants hautement prioritaires (substances de la liste I qui comprend des substances considérées comme présentant un fort risque de toxicité, de persistances et de bio cumulation[2] et la limitation de l'introduction d'autres polluants (substances de la liste II) qui comprend des substances qui présentent des risques plus faibles mais néanmoins susceptibles d'avoir un effet nuisible sur les eaux souterraines[3].

Pour ce qui concerne les substances de la liste I, les rejets directs sont interdits, alors que les rejets indirects (dus à des actions d'élimination ou de dépôt en vue de l'élimination de ces substances) doivent être empêchés sur la base d'une enquête préalable[4] qui, au vu de ses résultats, conduit les Etats membres à interdire cette action ou à délivrer une autorisation à condition que toutes les précautions techniques pour empêcher ce rejet soient respectées[5].

De plus toutes les mesures appropriées jugées nécessaires par les Etats membres doivent être prises en vue d'éviter tout rejet indirect de ces substances dû aux actions effectuées sur ou dans le sol autre que des actions d'élimination ou de dépôt en vue de l'élimination ;

Pour ce qui concerne les substances de la liste II, qui comprend des substances ayant, sur le milieu aquatique, un effet nuisible, qui peut cependant être limité à une certaine zone et qui dépend des caractéristiques des eaux réceptrices et de leur localisation. Leur statut est différent de celui des précédentes, les Etats membres conservent une compétence réglementaire.

En effet, tout rejet de ces substances doit être soumis à une autorisation préalable qui qui fixe des plafonds en fonction de normes de qualité environnementale.

[1] - Article 1er §2a.
[2] - Composés organohalogenes, organophosphorés et organostanmiques, substances cancérogènes, mutagènes et tératogènes, mercure, cadmium, huiles minérales, hydrocarbures et cyanures.
[3] - Il s'agit d'une vingtaine de métaux, de biocides, de composés organosiliciés toxiques ou persistants, des fluorures, de l'ammoniaque et des nitrites, etc.
[4] - Article 4, §1 de la directive 80/68.
[5] - CJCE, 14 avril 2005, commission C/ Grèce, aff.c-163/03.

Cette autorisation ne peut être acquise de manière tacite en cas de silence de l'autorité compétente, la jurisprudence exigeant au contraire une instruction substantielle, qui la conduit à « examiner au cas par cas toutes les demandes d'autorisation introduites ». Une telle autorisation préalable implique un examen au cas par cas, en particulier un examen préalable et spécifique de chaque rejet projetés susceptible de contenir des substances relevant de la liste II, nécessaire à la mise en œuvre des programmes de réduction de la pollution des eaux et permettait de fixer dans chaque cas le rejet autorisé. Les normes d'émissions d'déterminées en fonction des normes de qualité environnementales comprises dans ces programmes et visant à réduire les rejets selon l'état des eaux réceptrices[1].

Paragraphe 5 : La protection du milieu aquatique contre les rejets de substances dangereuses.

Pour atteindre et conserver les objectifs de qualité des eaux du milieu aquatique, il faut contrôler et réduire la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de l'Europe. C'est-à-dire les eaux intérieures de surface, les eaux intérieures du littoral et les eaux de la mer territoriale. C'est pourquoi, la directive 2006/11 du 15 février 2006, concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la communauté[2] établit des règles de protection et de prévention contre la pollution résultant du rejet de certaines substances dans le milieu aquatique.

Les substances concernées sont ici encore, définies par deux listes, la première comprend « certaines substances individuelles (…) à choisir principalement sur la base de leur toxicité, de leur persistance, de leur bio cumulation, à l'exception de celles qui sont biologiquement inoffensives »[3]. Tout rejet de ces substances est soumis à autorisation préalable, laquelle fixe des normes pour les rejets dans les égouts, lorsque cela est nécessaire » aux fins de l'application de la directive[4].

A cet effet, des directives dérivées, celles prévues par la directive 2000/60, fixent des valeurs limites d'émission qui doivent être appliquées par les Etats membres[5].

[1] - CJCE, 14 juin 2001, commission/Belgique, aff. C-230/00, Rec. PI-4591, point 16.
[2] - JOUE, n° L64 du 4 mars 2006 ; cette directive abroge et remplace quasiment «à droit constant » la directive 76/464 du 4 mai 1976, qui portait le même titre JOCE, n° L129 du 18 mai 1976.
[3] - Annexe I de la directive 2006/11.
[4] - Article 4 (a) de la directive 2006/11.
[5] - Il s'agit de la directive 82/176 du 22 mars 1982 concernant les rejets de mercure du secteur de l'électrolyse des chlorures alcalins, JOCE, n° L81 du 27 mars 1982, directive 83/513 du 26 septembre 1983 concernant les rejets de cadmium JOCE, n° L291 du 24 octobre 1983 ; directive 84/156 du 8 mars 1984, concernant les rejets de mercure des secteurs autres que celui de l'électrolyse des chlorures alcalins, JOCE n° L74 du 17 mars 1984, directive 84/491 du 9 octobre 1984 sur l'exachloro-cyclohexane, JOCE, n°

Pour les substances de la liste II, les Etats membres adoptent et mettent en œuvre des programmes visant à préserver et à améliorer la qualité de l'eau. Tout rejet est soumis à une autorisation préalable délivrée par l'autorité compétente de l'Etat membre concerné et fixant les normes d'émission[1].

En effet, tout rejet de ces substances doit être soumis à une autorisation préalable qui fixe des plafonds en fonction de norme de qualité environnementale, une telle autorisation préalable implique un examen au cas par cas, en particulier un examen préalable et spécifique de chaque rejet projeté susceptible de contenir des substances relevant de la liste II, nécessaire à la mise en œuvre des programmes de réduction de la pollution des eaux et permettant de fixer dans chaque cas de rejet autorisé les normes d'émission déterminés en fonction des normes de qualité environnementale comprises dans ces programmes et visant à réduire les rejets selon l'état des eaux réceptrices[2].

Paragraphe 6 : Les eaux destinées à la consommation humaine.

La directive 98/83 du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine[3] a abrogé et remplacé la directive[4] 80/778 avec effet au 26 décembre 2003. Elle constitue le cadre réglementaire européen en matière d'eau potable. Cette directive s'applique à l'ensemble des eaux destinées à la consommation humaine, à l'exception des eaux minérales naturelles et des eaux médicinales, elle impartit aux Etats membres l'obligation générale d'assurer la salubrité et la propreté des eaux destinées à la consommation humaine en assurant que ces eaux ne

L274 du 17 octobre 1984 ; directive 86/280 du 12 juin 1986, concernant le tétrachlorure de carbone, le DDT et le pentachlorophénol, JOCE, n° L181, du 4 juillet 1986.Cette dernière ayant été modifiée par la directive 88/347 du 16 juin 1988 sur l'aldrine, la dieldrine, l'endrine, l'isodrine, l'hexachlorobenzène, l'hexachlorobutadiène et le chloroforme, JOCE, n° L158 du 25 juin 1988, et par la directive 1990/415 du 27 juillet 1990 sur le 1, 2- dichloroéthane (EDC) le trichlorobenzène (TCB), JOCE, n° L219 du 14 Août 1990, à la seule exception de la directive 1990/415 dernière sus nommée, toutes ces mesures spécifiques ont étés abrogées par la directive 2008/105 du 16 décembre 2008, établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, modifiant et abrogeant les directives 82/176, 83/513, 84/156, 84/591, 86/280 et modifiant la directive 2000/60, JOUE, n° L348 du 24 décembre 2008.

[1] - La directive 76/464 permettrait aux Etats membres de prouver à la commission « que les objectifs de qualité fixés sont atteints et maintenus en permanence dans toutes la région géographique éventuellement affectée par les rejets ».

[2] - Ces programmes doivent constituer une « approche globale et cohérente, ayant le caractère d'une planification concrète et articulée couvrant l'ensemble du territoire national et concernant la réduction de la pollution causée » par toutes les substances de la liste II qui sont pertinentes dans le programme national. Ils sont, bien entendu, adoptés au contexte propre à chaque Etats membre en rapport avec les objectifs de qualité des eaux réceptrices fixés dans ces mêmes programmes CJCE, 21 janvier 1999, commission C/Belgique.aff C-207/97, Rec, p.I.275, point 40.

[3] - JOCE, n° L330 du 5 décembre 1998, modifiée en dernier lieu par le règlement n° 1882/2003 du 29 septembre 2003, portant adoption à la décision 1999/468 des dispositions relatives aux comités assistant la commission dans l'exercice de ces compétences d'exécution prévues dans des actes soumis à la procédure visée à l'article 251 du traité CE, JOUE, n° L284 du 31 octobre 2003.

[4] - JOCE, n° L229 du 30 Août 1980.

contiennent pas de micro-organismes de parasites ou d'autres substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes.

Les Etats membres doivent fixer les valeurs paramétriques correspondant au moins aux valeurs établies par la directive, elles ne doivent pas être moins strictes que celles fixées en annexe I à la directive[1]. En ce qui concerne les paramètres ne figurant pas dans la directive, des valeurs limites doivent être fixées par les Etats membres si cela est nécessaire pour la protection de la santé.

La directive 98/83 précise les « points de conformité » auxquels le respect des valeurs paramétriques doit être assuré, dans les locaux et établissements où l'eau est fournie au public, ils doivent veiller à ce que des mesures soient prises pour réduire ou éliminer le risque de non respect des valeurs paramétriques et pour que les consommateurs concernés soient informés et conseillés[2] les Etats membres doivent contrôler régulièrement la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, en respectant les méthodes d'analyse spécifiées dans la directive ou des méthodes équivalentes. A cette fin, ils déterminent des points d'échantillonnages et établissent des programmes de contrôle[3].

Dans le cas du non-respect des valeurs paramétriques, les Etats membres concernés veillent à ce que les mesures correctives nécessaires soient prises le plus rapidement possibles afin de rétablir la qualité de l'eau.

La distribution des eaux destinées à la consommation humaine constituant un danger potentiel pour la santé des personnes est interdit ou leur utilisation restreinte en tenant compte des risques que peuvent faire courir ces mesures. Les consommateurs doivent être informés, sauf si les autorités compétentes considèrent que le non-respect des valeurs paramétriques est sans gravité[4].

La directive établit la possibilité pour les Etats membres, de prévoir des dérogations aux valeurs paramétriques jusqu'à concurrence d'une valeur maximale, à condition que la dérogation ne constitue pas un danger pour la santé humaine, qu'il n'existe pas d'autre moyen raisonnable de maintenir la distribution de l'eau potable dans le secteur concerné, dans la limite d'une durée de trois ans, renouvelable une première fois à condition d'en informer la commission, et une deuxième fois sur autorisation de celle-ci, enfin les Etats membres peuvent, dans des cas exceptionnels

[1] - Article 5 de la directive 98/83.
[2] - Ibid, Article 6.
[3] - Selon les exigences minimales fixées à l'annexe II à la directive (article 7 de la directive 98/83).
[4] - Article 8 de la directive 98/83.

et pour des eaux géographiquement délimités, demander une prolongation du délai de mise en œuvre général de cinq ans[1].

Paragraphe 7 : Les eaux de baignade.

Une première directive de l'union Européenne (76/160/CEE) souvent dite « directive[2] baignade a été votée en 1976 (l'un des premiers actes législatifs de l'UE). Elle imposait 19 paramètres à surveiller (physiques, chimiques, microbiologiques et esthétique). Trente ans après, une nouvelle directive sur la gestion de la qualité des eaux de baignade lui succède et complète la directive cadre sur l'eau c'est la directive[3] 2006/7 du 15 février 2006.

Cette révision a été justifiée par les lacunes de la directive[4] 76/160, l'amélioration de la connaissance technique et scientifique et la mise en cohérence avec la directive cadre sur l'eau de 2000.

La nouvelle directive oblige les Etats membres à préserver, protéger et le cas échéant améliorer la santé humaine, et la qualité de l'environnement aquatique, avec comme objectif des eaux de baignade ayant toutes en 2015 au moins atteint une qualité « suffisante », en organisant la surveillance et le classement de la qualité des eaux de baignade, la gestion de leur qualité et la fourniture au public d'information sur cette qualité[5].

Constitue une eau de baignade relevant de la directive « toute partie » des eaux de surface[6] dans laquelle l'autorité compétente '' s'attend'' à ce qu'un grand nombre de personnes[7] se baigne, et dans laquelle il n'est pas interdit ou déconseillé la baignade de façon permanente[8]. Les Etats membres doivent recenser, chaque année, toutes les eaux de baignade et définir la durée de la saison balnéaire[9]. Ils doivent

[1] - Article 3, 9 et 15, de la directive 98/83, Op Cit.
[2] - Directive 76/160 du 8 décembre 1975 sur la qualité des eaux de baignade, JOCE, n° L31 du 5 février 1976.
[3] - JOUE, n° L64 du 4 mars 2006.
[4] - L'ancienne directive ne prenait en compte qu'un nombre très limité d'indicateurs et paramètres de qualité de l'eau, les paramètres étaient essentiellement bactériologiques et oubliaient les métaux lourds, divers polluants majeurs dont radioactifs.
[5] - Alors qu'il s'agissait des eaux dans lesquelles la baignade soit était expressément autorisée, soit n'était pas interdite et était habituellement pratiquée par un nombre « important » de baigneurs (article 1, §1 de la directive 2006/7.
[6] - Au sens donné à ce terme par la directive 2000/60.
[7] - C'est-à-dire un nombre de baigneurs que l'autorité compétente estime élever compte tenu, notamment des tendances passées ou des infrastructures et des services mis à disposition ou de toutes autres mesures prendre pour encourager la baignade.
[8] - A l'exception des bassins de natation et de cure, des eaux captives qui sont soumises à un traitement ou sont utilisées à des fins thérapeutiques et des eaux captives artificielles séparées des eaux de surface et des eaux souterraines (article 1, §3 de la directive 2006/7).
[9] - Pour la première fois avant le début de la première saison balnéaire le 24 mars 2008, mais ils peuvent le faire avant, selon des modalités allégées (article 3, §2 et §5 de la directive 2006/7).

établir le profil des eaux de baignade, sortes de fiches techniques au plus tard le 24 mars 2011 et les réexaminer périodiquement[1].

Les Etats membres doivent veiller à ce qu'à la fin de la saison balnéaire 2015, au plus tard, toutes les eaux de baignades soient au moins de qualité « suffisante ». La directive ajoute qu' « ils prennent les mesures réalistes et proportionnées qu'ils considèrent comme appropriées en vue d'accroitre le nombre d'eaux de baignade dont la qualité est « excellente » ou « bonne »[2].

Le classement d'une eau de baignade comme étant de qualité « insuffisante » n'entraine pas pour autant la non-conformité à la directive.

Dans ce cas les autorités nationales prennent des mesures de gestion « adéquates », comprenant une interdiction de baignade ou un avis aux baigneurs, l'identification des causes et des raisons de ce niveau de qualité, l'adoption de mesures adéquates pour éviter, réduire ou éliminer les sources de pollution et l'avertissement du public par un signal simple et clair de cet état de fait et de ses causes[3]. Un calendrier de surveillance est établi pour chaque zone de baignade avant le début de chaque saison[4]. Lorsque les autorités nationales ont connaissance de situations imprévisibles ayant ou pouvant vraisemblablement avoir une incidence négative sur la qualité des eaux de baignade et sur la santé des baigneurs, diverses mesures de surveillance appropriées ou de gestion adéquate doivent être prises en cas de risques de prolifération ou de prolifération avérée de cyanobactéries, de macro algues ou de phytoplancton marin[5]. En effet les Etats membres doivent diffuser « durant la saison balnéaire, à un endroit facilement accessible et situé à proximité immédiate de chaque site de baignade », du classement actuel des eaux de baignade ainsi que de tout avis interdisant ou déconseillant la baignade « au moyen d'un signe ou d'un symbole simple et clair », la nature et la durée prévue des situations anormales, les raisons pour lesquelles la baignade est interdite ou déconseillée, notamment, sont également diffusées[6]. Les Etats membres doivent utiliser les moyens de communication et les technologies appropriées, y compris l'internet pour diffuser activement et rapidement une liste des eaux de baignade, le classement de chaque eau de baignade au cours des trois dernières années, les sources de pollution des eaux de baignade de qualité insuffisantes et les mesures prises en vue de prévenir

[1] - Article 6 et annexe III, de la directive 2006/7, Op Cit.
[2] - Ibid, Article 5, §1 à §3.
[3] - Article 5, §4 et §5 de la directive 2006/7
[4] - Ibid, Article 3, §4.
[5] - Idem, Article 8 et 9.
[6] - Article 12 §2 de la directive 2006/7.

l'exposition des baigneurs à la pollution, ainsi que des informations sur ces pollutions à court terme[1].

Les citoyens Européens peuvent obtenir des renseignements sur la qualité de l'eau de leur site de baignade préféré en se rapportant au système d'information sur l'eau pour l'Europe[2].

L'Union Européenne publie chaque année[3] un rapport de synthèse sur la qualité des eaux de baignade, en se fondant sur les rapports que les Etats membres sont tenus de présenter avant la fin de l'année précédente.

Selon le rapport annuel de l'Agence Européenne pour l'environnement sur la qualité des eaux de baignade en Europe, la qualité de l'eau des plages, des rivières et des lacs d'Europe a d'une manière générale été très satisfaisante en 2013, puisque plus de 95% des sites étaient conformes aux exigences minimales[4].

L'ensemble des sites de baignade de Chypre et de Luxembourg ont étés jugés de qualité ''excellente'', ces pays étaient suivis de Malte (dont 99% des eaux ont étés classées dans cette catégorie, de la Croatie 95% et de la Grèce 93%, à l'autre extrémité du classement les Etats membres de l'UE, ayant enregistré la plus forte proportion de sites jugés de qualité insuffisante sont[5] :L'Estonie 6%, les Pays Bas 5%, la Belgique 4%, la France 3%, l'Espagne 3%, et l'Irlande 3%.

M^{me} Javezpotocknik, membre de la commission Européenne chargée de l'environnement a exprimé sa satisfaction pour l'amélioration de la qualité des eaux de baignade « Il est encourageant de voir que la qualité des eaux de baignade européenne s'améliore constamment. Il reste néanmoins beaucoup à faire pour garantir que la totalité de nos eaux soient adaptées à la baignade ou soient potables et que nos écosystèmes aquatiques soient sains, l'eau est une ressource précieuse et nous devons mettre en place toutes les mesures nécessaires pour la protéger pleinement » , ajoute Mme Jacqueline Mc alade, directeur exécutif de l'AEE « depuis les Fonds du Nord jusqu'aux plages subtropicales l'Europe regorge de lieux permettant

[1] - Article 12 §2, de la directive 2006/7, Op Cit.
[2] - "Water information system for Europe-wise", le site permet aux utilisateurs de télécharger des données et de consulter des cartes interactive qui fournissent des données à différentes échelles, depuis le niveau européen jusqu'à celui correspondant à chaque station de surveillance, il est également possible de commenter à titre individuel l'état des eaux de baignades locales en utilisant le portail Eye on Earth.
[3] - L'Agence Européenne pour l'environnement publie chaque année un rapport sur la qualité des eaux de baignade en Europe.
[4] - La proportion des sites répondant aux exigences minimales en 2013 était à peu près la même qu'en 2012 toutefois, la proportion de sites de qualité " excellente " est passée de 79% en 2012 à 83% en 2013, voir rapport de l'Agence Européenne pour l'environnement n° 1/2014 publié le 27/5/2014 sur www.eea.europa.eu/fr
[5] - La France figure parmi les six Etats membres ayant enregistré la plus forte proportion de sites de baignade jugés de qualité « insuffisante » ou non conforme en 2013 soit 116 sites contre 74 en 2012.

de se rafraichir en été, le rapport présenté aujourd'hui montre que les eaux de baignade sont en règle générale de très bonne qualité »[1].

Le dernier rapport de l'agence européenne pour l'environnement sur la qualité de baignade est publié en 2018[2], qui offre un aperçu de la qualité des eaux de baignade en 2017 et, de ce fait, indique également où les sites de baignade de meilleure qualité sont susceptibles de se trouver cette année, près de 22000 eaux de baignade ont été contrôlé dans toute l'Europe.

Comme c'était déjà le cas ces dernières années, la vaste majorité des sites ont des eaux de baignade de bonne qualité. En 2017, 96 % des sites ont rempli les conditions de qualité minimales établies par la directive de l'UE sur la qualité des eaux de baignade, près de 85 % ont, en outre, satisfait aux normes les plus strictes fixées par la directive, qui correspondent à des eaux de baignade de qualité « excellente », la proportion des sites de l'UE présentait une eau de qualité excellente, a généralement augmenté » pour atteindre 85 % en 2017 contre 82,6 % en 2013.

En 2017, 294 sites de' baignade de l'Union (1,4 %) ont été classé parmi les eaux de qualité « insuffisante », ce qui est similaire au chiffre de 2016, ils doivent être fermé lors de la saison balnéaire de cette année (2019) et sont soumis à l'obligation de mettre en place des mesures visant à réduire la pollution et supprimer les dangers pour la santé des baigneurs[3].

Sous-section 5 : Le plan d'action pour l'eau en Europe.

Après avoir analyser les différentes directives européennes sur l'eau que nous jugeons riche en efficacité, des efforts supplémentaires sont nécessaire pour s'assurer qu'elles produisent les résultats escomptés et veiller à ce qu'elles soient en mesure de relever de nouveaux défis, tel que la pression croissante exercée par les activités économiques.

Afin d'atteindre ses objectifs, un plan d'action pour la sauvegarde des ressources en eau en Europe est adopté en 2012[4] qui réaffirme la nécessité de placer la gestion des ressources en eau de l'Europe dans une perspective plus large en prenant en

[1] - La qualité des eaux de baignade européennes est en constante amélioration in www.eea.europa.eu/fr.
[2] - Rapport de l'agence européenne de l'environnement sur la « qualité des eaux de baignade européennes en 2017 », n° 2/2018, disponible sur : http://www.europa.eu.
[3] - En 2017, 76 sites de baignades en Europe étaient de qualité " insuffisante " : 44 en Italie, 24 en France, 04 en Espagne, et 01 en Bulgarie, au Danemark, en Irlande et aux pays bas. Tous les sites de baignade d'Autriche, de Belgique, de Chypre, de la Croatie, de la Grèce, de la Lettonie, du Luxembourg, de Malte, de la Roumanie de la Slovénie et de la Suisse ont atteint une qualité au moins suffisante, in le rapport AEE sur la qualité des eaux de baignade en Europe, 2017, Op. Cit.
[4] - COM (2012) 673 final du 14/11/2012, portant le plan d'action pour la sauvegarde des ressources en eau de l'Europe.

considération tous les utilisateurs de l'eau, ainsi que les interactions de l'eau avec d'autres ressources telles que le sol et l'énergie.

Les propositions du plan d'action figurent maintenant dans le programme de travail de la stratégie commune de mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau. Il s'agit d'un processus ouvert et participatif auquel la commission, les Etats membres et les parties prenantes collaborent pour améliorer la mise en œuvre de la politique de l'eau de l'UE, et combler ses lacunes pour qu'elle ait un réel impact dans toute l'Europe. Il s'appuie sur une quantité considérable d'études et d'informations, ainsi que sur un examen de la politique de lutte contre la pénurie de l'eau et la sécheresse.

Le plan d'action ne cherche pas à imposer une solution unique à chaque Etat membre, puisque les milieux aquatiques varient considérablement en Europe. Il met plutôt l'accent sur des thèmes fondamentaux parmi lesquels : l'usage des sols, la lutte contre la pollution, l'utilisation rationnelle de l'eau et sa résilience, ainsi que la gouvernance.

Le plan d'action a indiqué ce qu'il convient de faire pour sauvegarder les ressources en eau de l'Europe dans ces années à venir. Le succès de la mise en œuvre de ces mesures dépendra en grande partie de l'engagement des Etats membres et des acteurs concernés et de la stratégie commune de mise en œuvre de la Directive-cadre sur l'eau.

La commission s'est engagée à suivre ce processus en assurant la mise à jour d'un tableau de bord. Si les approches volontaires se révélaient insuffisantes, elle envisagerait de modifier la DCE d'ici cette année (2019) et d'y introduire des obligations juridiques supplémentaires.

Concernant la tarification de l'eau pour inciter à une utilisation rationnelle (y compris la récupération des coûts), des mesures proposées dans le plan d'action, telles que :

- L'orientation dans le cadre de la stratégie commune de mise en œuvre,
- Application de la réglementation actuelle à l'échelle de l'UE et conditions préalables au titre des fonds structurels et du fonds de cohésion à compter de 2014.

Le deuxième objectif concerne la réduction de la consommation d'eau dans l'agriculture :

Conditions préalables pour certains projets d'irrigation (développement rural à compter de 2014.

- La réduction des prélèvements illégaux : des mesures doivent être mise en œuvre à l'échelle nationale (basée également sur les technologies satellitaires) en renforçant les contrôles.
- Sensibilisation à la consommation d'eau, en organisant des compagnies de sensibilisation, étiquetage et système de certification.
- Utilisation de mesures de rétention naturelle des eaux (infrastructure vaste).

Egalement afin de réduire les risques de sécheresse et d'inondation : orientation dans le cadre de la stratégie commune de mise en œuvre et financement de l'UE (PAC et fonds structurels et de cohésion) à compter de 2014.

- L'utilisation d'équipement permettant une utilisation rationnelle de l'eau dans les bâtiments : écoconception, label écologique, marchés publics verts.
- Soutien aux pays en développement : avec les différents financements de l'UE.
- Lutte contre la pollution : en appliquant la réglementation sur l'eau et les conditions consacrée dans la DCE.
- Objectifs transversaux : partenariat d'innovation, recommandation dans le cadre du semestre européen, financement de l'UE.

En dépits de l'existence d'un corpus juridique substantiel et d'un plan d'action, l'UE est aux prises avec la mise en œuvre déficiente de sa politique de l'eau. Devant la lenteur, voir l'inertie des Etats responsables de cette inefficacité, la cour de justice européenne est sollicité dans plusieurs affaires[1].

Section 4 : La politique de l'Europe pour améliorer la qualité de l'air.

La législation environnementale européenne a également pour objectif majeur l'amélioration de la qualité de l'air, dont la pollution est responsable notamment d'affection pour la santé humaine et d'atteinte à l'environnement.

En effet, la mauvaise qualité de l'air coûte cher en vies humaines à cause de l'asthme ou des problèmes respiratoires qu'elle engendre[2], elle a également une

[1] - La Belgique est condamnée d'une amende de 10 millions d'Euros pour la non-exécution de l'arrêt de la cour du 08 juillet 2004 (C_27)/03), concernant le traitement des eaux urbaines résiduaires. Voir arrêt C_533/11 commission/Belgique.
- Voir également l'arrêt de la CJE, C_328/16 Commission/Grèce, pour avoir tardé à mettre le droit de l'Union sur le traitement des eaux urbaines résiduaires, la Grèce est condamnée à une amende de 05 millions d'Euros et à une astreinte dégressive de 3,28 millions d'Euros par semestre de retard.
[2] - L'OMS (l'organisation mondiale de la santé) estime que la pollution de l'air représente un risque environnemental majeur pour la santé et évalue que à l'échelle mondiale, elle est à l'origine d'environ deux million de décès prématurés par an (en 2012, on estimait à 3,7 millions le nombre de décès prématurés provoqués dans le monde par la pollution ambiante (de l'air extérieur dans les zones urbaines et rurales. Voir qualité de l'air ambiant (extérieur) et santé, aide-mémoire n° 313 – mars 2014 sur http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs313/fr/.

incidence sur la qualité de vie et de lourds impacts sur l'environnement en raison des dégâts occasionnés aux cultures et aux écosystèmes indispensables à la vie, comme les forêts et les masses d'eaux douces.

Face à ce fléau l'Union européenne a adopté des mesures pour lutter contre la pollution atmosphérique, des mesures de droit dérivé qui s'attachent à titre principal d'une part à la qualité du milieu atmosphérique et d'autre part aux émissions polluantes.

Sous-section 1 : La réglementation générale sur la qualité de l'air ambiant.

La qualité de polluants rejetés dans l'air a nettement diminué depuis que l'Union européenne a introduit des politiques et des mesures concernant la qualité de l'air dans les années soixante-dix[1], des directives éparses adoptées au cours des années quatre-vingt, fixaient des objectifs de qualité consistant en des valeurs limites de concentration dans l'air de certaines substances telles l'anhydride sulfureux et les particules en suspension, le plomb ou le dioxyde d'azote[2], ces objectifs de qualité ont été inégalement satisfaits par les Etats membres[3], la directive 92/72 du 21 septembre 1991, concernant la pollution de l'air par l'ozone[4], a pourtant mis en place un ensemble de mesures comparable.

En 1996, une autre directive cadre a été adoptée visant à instaurer une gestion globale de l'air ambiant, texte complété par un système d'échange d'information organisé par la directive 96/62 du 27 septembre 1996, concernant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant[5].

---

[1] - Certaines de ces mesures s'inscrivaient dans le cadre posé par la convention de Genève du 13 novembre 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance à laquelle l'Union est partie en vertu de la décision 81/462 concernant la conclusion de la convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, JOCE n° L171 du 27 juin 1981.

- Voir sur ce sujet : Alexandre Ch. Kiss, « la convention sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance », revue juridique de l'environnement, vol 06, n° 01, 1981, pp 30-35.

- Voir également Céline Guillén, « entre expertise et contestation : la problématisation de l'air intérieur comme nouvelle menace environnementale et sanitaire », revue sciences sociales et santé, vol 29, n° 04, 2011, p 07.

2- Directive 80/779 du 15 juillet 1980 concernant l'anhydride sulfureux, J.O.C.E. n° L229 du 30 août 1980, directive 82/884 du 03 décembre 1982 concernant le plomb, J.O.C.E. n° L378 du 31 décembre 1982, directive 85/203 du 07 mars 1985 concernant les normes de qualité de l'air pour le dioxyde d'azote, J.O.C.E. n° L87 du 27 mars 1985, toutes trois abrogées par la directive 1999/30 du 22 avril 1999 relative à la fixation de valeurs limites pour l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, les particules et les plomb dans l'air ambiant, J.O.C.E. n°L163 du 29 juin 1999.

[3] - Ludwig KRAMER, La commission européenne et la pollution atmosphérique, In Alexandre Kiss et Dinah Shelton, traité de droit européen de l'environnement, Op. Cit., pp 387 et 5.

[4] - Directive 92/72 du 21 septembre 1992 concernant la pollution de l'air par l'ozone, J.O.C.E. n° L297 du 13 octobre 1992, abrogée et remplacée par la directive 2002/3 du 12 février 2002, relative à l'ozone dans l'air ambiant, J.O.C.E. n° L67 du 9 mars 2002.

[5] - Directive 96/62 du 27 septembre 1996 concernant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant, J.O.C.E. n° L296 du 21 novembre 1996, modifiée par le règlement numéro 1882/2003 du 29

Cette dernière est également révisée par la directive 2008/50 du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe[1]. Cette directive définit les principes de base d'une stratégie commune consistant à fixer des objectifs de qualité « afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs pour la santé humaine et pour l'environnement dans son ensemble », et à évaluer leur réalisation sur la base de méthodes et de critères communs dans le but de « préserver la qualité de l'air lorsqu'elle est bonne et de l'améliorer dans les autres cas »[2].

Paragraphe 1 : Directive 2008/50 pour la réduction des polluants atmosphériques nocifs.

La directive 2008/50 fixe les mesures dans le but de définir et fixer les objectifs relatifs à la qualité de l'air ambiant, afin de réduire les effets nocifs pour la santé et l'environnement, évaluer la qualité de l'air ambiant dans les Etats membres, sur la base de critères et de méthodes communes, préserver la qualité de l'air ambiant lorsqu'elle est bonne et l'améliorer lorsqu'elle ne l'est pas.

Pour atteindre ces objectifs la présente directive établit un système d'évaluation de la qualité de l'air ambiant en ce qui concerne l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, les particules PM_{10} et $PM_{2,5}$, le plomb, le benzène et le monoxyde de carbone, ainsi que l'ozone.

Les Etats membres établissent des zones (urbaines, périurbaines, rurales, rurales de fond) sur l'ensemble de leur territoire, et procèdent à l'évaluation de la qualité de l'air et de la gestion de la qualité de l'air. Les valeurs limites[3] sont fixées par la directive 2008/50 en considération des effets nocifs sur la santé humaine et l'environnement dans son ensemble. Il faut en distinguer des « niveaux critiques » qui sont ceux « au-delà duquel des effets nocifs directs peuvent se produire sur certains récepteurs tels que arbres, autres plantes ou écosystèmes naturels, mais pas sur des êtres humains »[4].

En ce qui concerne les particules les plus fines « $PM_{2,5}$ » la directive cumule un objectif national de réduction de l'exposition qui est d'autant plus important que l'est la

septembre 2003, portant adaptation à la décision 1999/468 des dispositions relatives aux comités assistant la commission dans l'exercice de ses compétences d'exécution prévues dans les actes soumis à la procédure visée à l'article 251 du traité Communauté européenne, J.O.C.E. n° L284 du 31 octobre 2003.

[1] - J.O.C.E. n° L152 du 11 juin 2008 sur les importants rapports entretenus entre la directive et les transports.

[2] - Article 01 de la directive 2008/50.

[3] - Un niveau à atteindre dans un délai donné et à ne pas dépasser, est fixé sur la base des connaissances scientifiques afin d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou sur l'environnement dans son ensemble.

[4] - Ibid, Article 2, 6 et 14.

concentration initiale. Un objectif de concentration de 20 ug/m³ en 2015[1], une valeur cible de 20 ug/m³ en 2010 et des valeurs limites de 25 ug/m³ en 2015 et 20 ug/m³ en 2020[2].

Paragraphe 2 : Les mesures destinées à assurer la qualité de l'air ambiant.

De manière générale, les Etats membres sont tenus de prendre « toutes les mesures nécessaires n'entraînant pas de coûts disproportionnés pour veiller à ce que les valeurs cibles et les objectifs à long terme soient atteints »[3]. Il incombe bien entendu, en particuliers aux Etats membres, de veiller au respect des valeurs limites fixées par la directive 2008/50, sous réserve de certaines marges de dépassement et s'efforcent de préserver une qualité de l'air compatible avec un développement durable.

Lorsque les niveaux de polluants dans l'air ambiant dépassent toute valeur limite ou toute valeur cible[4] majorée dans chaque cas de toute marge de dépassement, les Etats membres établissent des plans relatifs à la qualité de l'air pour la zone ou l'agglomération visée et ce afin d'atteindre la valeur cible ou la valeur limite prédéfinie.

En cas de dépassement de ces valeurs limites après le délai prévu pour leur application, les plans relatifs à la qualité de l'air prévoient des mesures appropriées pour que la période de dépassement soit la plus courte possible et peuvent comporter des mesures additionnelles spécifiques pour protéger les catégories de population sensibles. Des mesures similaires à celles prévues dans le cadre des plans d'actions à court terme peuvent être envisagées.

Lorsqu'il existe un risque que le niveau de polluants dépasse les seuils d'alerte[5] indiqués, les Etats membres établissent des plans d'actions indiquant les mesures à prendre à court terme pour réduire le risque ou diminuer sa durée. Ces plans d'actions peuvent notamment suspendre les activités qui contribuent au risque de dépassement (circulation automobile, travaux de construction, fonctionnement des installations industrielle etc.), ces plans d'actions peuvent en outre comporter des mesures spécifiques pour protéger les catégories de populations sensibles[6].

---

[1] - Article 15, de la directive 2008/50, Op Cit.
[2] - Ibid, Article 16.
[3] - Article 17 & 1 de la directive 2008/50.
[4] - Un niveau à atteindre dans la mesure du possible dans un délai donné et fixé afin d'éviter de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou l'environnement dans son ensemble.
[5] - Un niveau au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé de l'ensemble de la population ou de dégradation de l'environnement, justifiant l'intervention de mesures d'urgences.
[6] - Notamment les personnes âgées, les enfants, les personnes déjà atteintes de maladies respiratoires et cardiaques.

Les plans relatifs à la qualité de l'air, les plans d'action à court terme sont mis à la disposition du public. Lorsque les seuils d'alerte sont dépassés, les Etats membres doivent en informer la population[1].

La directive envisage le cas de pollution atmosphérique transfrontalière, en cas de dépassement de tout paramètre dû à un important transport transfrontalier de polluants atmosphériques ou de leurs précurseurs « les Etats membres concernés travaillent en collaboration et le cas échéant conçoivent des activités conjointes telles que l'élaboration de plans relatifs à la qualité de l'air commun ou coordonnés », et ils s'informent mutuellement lorsque le seuil d'information ou les seuils d'alerte sont dépassés dans des zones ou agglomérations proches des frontières nationales[2].

Sous-section 2 : Les autres mesures concernant les différentes sources de pollution atmosphérique.

Le droit européen s'est très tôt intéressé aux pollutions provenant de certaines sources, il s'agit des émissions de polluants liés à la circulation automobile des pollutions provenant des émissions de certaines installations et les gaz à effet de serre et les substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Paragraphe 1 : Les émissions de polluants liés à la circulation automobile, Véhicules et autres engins mobiles.

Chaque année dans l'Union européenne la pollution tue des milliers de personnes, depuis longtemps, elle essaye de réduire cette pollution en essayant d'imposer des normes strictes pour réduire la nocivité des carburants et encourager la mise au point de véhicules moins polluants.

A) Les émissions des voitures et des poids lourds.

Le trafic automobile contribue à la pollution atmosphérique à la fois par l'émission directe de polluants liées à l'utilisation des véhicules (polluants primaires) et par les polluants dérivés ou secondaires formés après réactions chimiques dans l'atmosphère à partir d'espèces chimiques dites (précurseurs) émises par les véhicules, et les polluants gazeux (échappement et évaporation de carburants)[3].

---

[1] - Article 24 & 3 et 26 et annexe XVI de la directive 2008/50.

[2] - Article 25 de la directive 2008/50.

[3] - Plus précisément, les polluants émis par les véhicules roulants sont principalement : Le dioxyde de carbone (émission échappement) n'a pas d'impact sur la santé mais il intervient dans l'effet de serre qui mène au changement climatique. Le monoxyde de carbone (Co), émission échappement, il s'agit d'un polluant connu du point de vue de son effet néfaste sur la santé. Les oxydes d'azote (No_x), ils interviennent dans la formation d'ozone, de particules de pluies acides et de dépôts azotés No_2 présente aussi des effets néfastes pour la santé. L'ozone (O_3) qui est un polluant secondaire, il a des effets sur la santé et la

C'est dans le contexte de la directive 70/220 du 20 mars 1970 sur les mesures à prendre contre la pollution de l'air par les gaz provenant des moteurs équipant les véhicules à moteur[1], qu'a été décidée l'obligation d'équiper les véhicules commercialisés depuis 1993 de pot d'échappement à catalyseur. Elle s'inscrit dans le cadre du système de procédures de réception des véhicules à moteur[2].

Au terme de la directive 70/220, les Etats membres ne peuvent accorder l'homologation des véhicules à moteur concernés, qu'il s'agisse de la « réception par type C.E. » ou de la « réception par type national » s'ils ne sont pas conformes aux normes d'émissions qu'elle contient, ils doivent en ce cas refuser l'immatriculation, la vente et l'entrée en service. La directive s'applique aux émissions à l'échappement et aux émissions par évaporation, aux émissions de gaz de carter et à la durabilité des dispositifs antipollution de tous les véhicules à moteur à allumage commandé ainsi qu'aux émissions à l'échappement et à la durabilité des dispositifs antipollution des véhicules à moteur à allumage par compression des classes M_1 et N_1, à l'exception des véhicules de catégorie N_1 pour lesquels la réception a été accordée conformément à la directive 88/77/CEE[3]. Sont ainsi par exemple prévus des détections immédiates de tout dysfonctionnement de l'équipement antipollution des véhicules, des systèmes de mesures embarqués ou d'autres systèmes signalant d'éventuel dysfonctionnement lors de la mesure des différentes particules polluantes, lesquels doivent enregistrer

---

végétation, c'est aussi un gaz à effet de serre. Le dioxyde de soufre (So_2) est lié à la teneur en soufre dans le carburant diesel et dans une moindre mesure dans les essences, il est émis par l'échappement, So_2 a des effets néfastes sur la santé de l'homme et est aussi un précurseur de sulfate qui contribue aux niveaux de particules fines et aux pluies acides. L'ammoniac (Nh_3) qui est émis par l'échappement. Le protoxyde d'azote (N_2O) est attribuée au trafic routier, c'est l'un des plus important gaz à effet de serre, contribuent au réchauffement de la planète. Les particules proviennent de l'échappement (et principalement) d'une combustion incomplète et se retrouve à l'échappement (notamment à froid) et d'autre part de l'évaporation de carburant. Les métaux sont émis par émission échappement et par émission non échappement sous forme de particules.

- Les métaux principaux impliqués dans la pollution automobile sont : le plomb, le cadmium qui a des effets sur des plantes à vocation alimentaire, ce qui peut entraîner un risque indirect pour l'homme. Le zinc due aux fuites de lubrifiants à l'émission échappement et à l'érosion des glissières de sécurité, on le trouve dans les eaux de ruissellement des routes, on peut trouver des quantités importantes dans les sols des emprises routières. Les métaux fer (Fe) cuivre (Cu) antimoine (Sb), chrome (Cr), nickel (Ni) sélénium (Se), baryum (Ba), arsenic (As), mercure (Hg), peuvent être produits par les émissions échappement, non échappement et par resuspension. In Messaoud Fellah Shorshari, Modélisation de l'impact du trafic routier sur la pollution de l'air et des eaux de ruissellement, thèse de doctorat de l'université Paris-Est, France, juillet 2014, pp 9-12.

[1]- Directive 70/220 du 20 mars 1970 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux mesures à prendre contre la pollution de l'air par les gaz provenant des moteurs équipant les véhicules à moteur, JOCE n° L76 du 06 avril 1970, abrogé par le règlement n° 715/2007 du 20 juin 2007 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro5 et Euro6) et aux informations sur la répartition et l'entretien des véhicules, JOCE n° L171 du 29 juin 2007.

[2] - Directive 70/156 du 06 février 1970 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la réception des véhicules à moteur et de leur remorque, JOCE n° L42 du 23 février 1970.

[3] - La directive 88/77 du 03 décembre 1987 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux mesures à prendre contre les émissions de gaz polluants provenant des moteurs diesel destinés à la propulsion des véhicules, JOCE n° L36 du 09 février 1988.

la distance parcourue depuis l'indication du dysfonctionnement afin que les autorités puissent s'assurer que le propriétaire du véhicule s'acquitte de ses obligations de réparation[1].

Les règlementations sont très régulièrement « adoptées au progrès technique », ce qui recouvre notamment la révision périodique à la baisse des valeurs limites d'émission dans le cadre du programme « auto-oïl »[2] de nouvelles normes d'émissions plus rigoureuses sont entrés en vigueur en 2000 induisant une réduction de 30 % des émissions de monoxyde de carbone, d'hydrocarbures totaux, d'oxyde d'azote, d'azote et de particules. Un abaissement de 30 % de l'opacité des fumées d'échappement devait également contribuer à réduire les émissions de particules, « le deuxième programme Auto-oïl » devait entraîner de nombreux abaissement des valeurs limites d'émission applicable à partir de 2005, qui correspondent à des réductions supplémentaires de 30 % de monoxyde de carbone, des hydrocarbures totaux et des oxyde d'azote et de 80 % des particules. Des valeurs limites supplémentaire pour les oxydes d'azote applicables en 2008 devant permettent de réduire encore de 43 % la valeur limité d'émission de ces polluants et en attend pour 2020 une réduction de 20 % par rapport au niveau de 1995.

M^{me} Wallström, commissaire à l'environnement a déclaré qu'Auto-oïl II tire un certain nombre de conclusions positives, mais note aussi clairement que la qualité de l'air demeure un problème en Europe, pour les résoudre, il faudra s'attaquer à toutes les sources d'émissions et pas seulement au transport routier[3].

B) La qualité de l'essence.

Afin d'atteindre les objectifs tracés par l'union européenne pour la réduction de la pollution de l'air, une directive 98/70 du 13 octobre 1998 a été adopté concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel et modifiant la directive[4] 93/12. La

---

[1] - Directive 98/69 du 13 octobre 1998 relatives aux mesures à prendre contre la pollution de l'air par les émissions des véhicules à moteur et modifiant la directive 70/200 J.O.C.E. n° L350 du 28 décembre 1998, abrogée par le règlement n° 715/2007 du 20 juin 2007, Op. Cit.

[2] - Le programme «auto-oïl » désigne un programme européen d'expérimentation et d'études entrepris en 1994 (directive CE/94/12) qui associe au départ la Commission européenne, les compagnies pétrolières (Europia) et les constructeurs d'automobiles, puis par la suite d'autres organismes et associations. Auto-oïl qui a été ensuite complété par Auto-oïl II, est destiné à définir des objectifs de qualité de l'air concernant les principaux polluants (Co, So_2, No_x, particules, benzène et COV) et à calculer es réductions d'émission du transport routier nécessaires. Les rapports techniques relatifs au programme Auto-oïl II, peuvent être consultés sur le site internat suivant : http://ec.europa.eu/environnement/autooil/index.htm.

[3] - « La commission a adopté la communication Auto-oïl II », commission européenne, communiqué de presse disponible sur : http://www.europa.eu/rapid/press-release-IP-00-1150/fr.htm.

[4]- Directive 98/70 du 13 octobre 1998 concernant la qualité de l'essence des carburants diesel et modifiant la directive 93/12, JOCE n° L350 du 28 décembre 1998, modifiée en dernier lieu par la directive 2009/30 du 23 avril 2009, modifiant la directive 98/70 en ce qui concerne les spécifications relatives à l'essence, au carburant diesel et au gazoles ainsi que l'introduction d'un mécanisme permettant de surveiller et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, JOCE n° L140/88 du 5 juin 2009.

directive a pour but essentiel de fixer les spécifications environnementales applicables aux carburants notamment les valeurs limites applicables pour les teneurs en plomb et en benzène en ce qui concerne l'essence et en soufre pour les carburants diesel[1]. Elle a introduit la commercialisation de l'essence plombée à compter du premier janvier 2000, sauf dans la limite de 0,5 % de la qualité totale commercialisée, pour des véhicules de collection[2]. Si un changement soudain dans l'approvisionnement en pétrole brute ou en produits pétroliers rend difficile le respect des exigences qualitatives fixées par la directive, la commission peut autoriser des valeurs limites plus élevées pour une période n'excédant pas six mois[3].

Les Etats membres peuvent, sous certaines conditions imposées des normes plus strictes sur les carburants mis sur le marché dans leurs territoires afin de protéger la santé publique ou l'environnement dans des zones écologiquement ou environnementalement sensibles, à condition que les mesures soient restreintes à ces zones. De telles normes doivent être approuvées par la commission[4].

Des changements proposés à la directive 98/70/CE soulignent l'engagement de la commission à garantir que l'Union européenne combatte de manière efficace le changement climatique et la pollution atmosphérique. Les nouvelles normes sont non seulement de rendre l'essence et le diesel et le gazole plus propres, mais vont également permettre l'introduction de véhicules et d'une machinerie moins polluantes[5].

Afin de garantir le respect des normes de qualité de l'essence requises sous cette directive, les Etats membres doivent introduire des systèmes de surveillances basés sur des procédures d'échantillonnage et d'essai communes, les Etats membres doivent recueillir les informations sur la qualité des carburants et les communiquer à la commission. Ils doivent veiller au respect des exigences environnementales des carburants, en utilisant les méthodes définies par la directive.

La directive 93/12 du 23 mars 1993, concernant la teneur en soufre de certains combustibles liquides[6] et ses modifications ultérieures[7] visent à lutter contre les émissions de dioxyde de soufre qui contribuent au phénomène d'acidification et à la

[1] - Ibid, Article 3 paragraphe 2 , 3 et 4.
[2] - Idem, Article 3 paragraphe 20, 3 et 7.
[3] - Article 7 de la directive 98/70, du parlement européen et du conseil du 16 septembre 2009, JOUE, n° L286 du 31 octobre 2009.
[4] - Il faut alors en faire la demande motivée à la commission en l'assortissant des preuves que la dérogation respecte le principe de proportionnalité et qu'elle ne constituera pas une entrave à la libre circulation des personnes et des biens. Idem, article 6.
[5] - Pour encourager le développement de carburants à moindre teneur en carbone et des biocarburants, les fournisseurs réduisent les émissions de gaz à effet de serre causées par la production, le transport et l'usage de leur carburant de 10 % entre 2011 et 2020.
[6] - Directive 93/12 du 23 mars 1993, concernant la teneur en soufre de certains combustibles liquides, JOCE n° L74 du 27 mars 1993.
[7] - Abrogée par la directive 2009/30 du 23 avril 2009.

formation de particules dans l'Union européenne et qui sont en partie responsables des dommages causés aux écosystèmes, à la biodiversité et à la santé humaine.

La directive 1999/32 élargit la législation sur la réduction des émissions de dioxyde de soufre à certains combustibles liquides dérivés du pétrole utilisés par les navires de mer. La directive 2005/33/CE fait également partie de la stratégie de l'Union européenne pour réduire la pollution de l'air par les navires, elle étend le champ d'application de la directive 1999/32/CE à tous les combustibles liquides dérivés du pétrole utilisés sur les navires opérant dans les eaux des Etats membres[1].

Les Etats membres doivent chaque année transmettre un rapport à la commission sur la teneur en soufre des combustibles utilisés sur leurs territoires.

En 2015, la directive 98/70/CE a été modifiée par la directive 2015/1513[2]. Elle vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre, produits par l'utilisation croissante de terre agricoles pour la production de biocarburants, dans le but de réduire le phénomène des changements d'affectation des sols indirects (CASI)[3].

La directive fixe à 7 % la part de biocarburant de première génération de l'énergie finale consommée dans les transports.

S'agissant du développement des biocarburants avancés, à base de déchets agricoles et forestiers ou de micro lignes, dits également biocarburant de deuxième et de troisième générations. La directive prévoit que chaque Etat membre fixe avant le 06 avril 2017 un objectif national qu'il s'efforce d'atteindre, la directive indique que la

[1] - Directive 2005/33 du 06 juillet 2005 modifiant la directive 1999/32/CE en ce qui concerne la teneur en soufre des combustibles marins, JOCE n° L191 du 22 juillet 2005. Elle prévoit notamment de limiter à 45 % la teneur en soufre des combustibles marins utilisés par les navires dans la mer baltique à compter du 11 août 2006, et dans la mer du nord et la manche à compter du 11 août 2007, en vue de réduire l'acidification et améliorer la qualité de l'air.

Limiter à compter du 11 août 2006 à 1,5 % la teneur en soufre des combustibles marins des navires à passagers navigants régulièrement à destination ou en provenance des ports de l'Union européenne afin d'améliorer la qualité de l'air et de créer une demande suffisante pour garantir une offre de combustibles à faible teneur en soufre dans toute l'Union ;

Limiter à 0,1 % à partir du 1er janvier 2010, et utilisés par les bateaux de navigation intérieure et par les navires à quai afin d'améliorer la qualité de l'air dans les ports et les voies intérieures.

Limiter à 1,5 % la teneur en soufre des diesels marins vendus dans l'Union ;

Exiger que les livres de bord des navires indiquent les opérations de changement de combustible afin d'autoriser l'accès de ces navires aux ports de la communauté ;

Faire en sorte que la teneur en soufre des combustibles vendus dans le territoire des Etats membres soit indiquée par le fournisseur et que ceux-ci soient accompagnés d'un échantillon.

[2] - Directive (UE) 2015/1513 du parlement européen et du conseil du 09 septembre 2015 modifiant la directive 98/70/CE concernant la qualité de l'essence et des carburants diesel, et modifiant la directive 2009/28/CE relative à la production et l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, JOUE, n° L 239 du 15 septembre 2015.

[3] - Le phénomène CASI est constitué des émissions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation croissante des terres agricoles pour la production de biocarburants, une fois intégré au bilan du cycle de vie d'un biocarburant, il peut annuler une partie de ses effets positifs.

valeur de référence pour cet objectif est de 0,5 point de pourcentage en terme de contenue énergétique à atteindre au moyen de biocarburant de nouvelle génération, de la part de l'énergie produite à partir de sources renouvelables les formes de transports en 2020.

Paragraphe 2 : Les substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Le règlement numéro 1005/2009 du 16 septembre 2009 relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone[1] met en œuvre la convention de Vienne du 22 mars 1985 pour la protection de la couche d'ozone[2] et le protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozones dont l'Union européenne est partie[3] ainsi des mesures supplémentaires de protection de la couche d'ozone ont été adoptées par les parties au protocole lors de leur réunion à Montréal en septembre 2007 et à Doha en novembre 2008 « en vue notamment de mettre en œuvre le calendrier d'élimination accélérée des hydro chlorofluorocarbures (H.C.F.C.), en tenant compte des risques liés à l'introduction de produits de remplacement à fort potentiel de réchauffement planétaire »[4]. De la même façon, l'accélération de la production et de la consommation des H.C.F.C. dans les pays en développement a conduit les parties au protocole à avancer la date d'arrêt de la production à 2020 au lieu de 2025.

En vertu du règlement n° 2037/2000[5] les hydro chlorofluorocarbures vierges ne pourront plus être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération et de conditionnement de l'air à compter de 2010. Afin de réduire au minimum le risque d'utilisation illicite d' hydro chlorofluorocarbures vierges au lieu de substances recyclées ou régénérés il convient de n'autoriser que les matières régénérés ou recyclées pour les opérations de maintenances ou d'entretien, la revente des hydro chlorofluorocarbures recyclés devrait être interdite, et les hydro chlorofluorocarbures recyclés ne devraient être utilisés que sur de tels équipements et uniquement par l'entreprise qui a effectué ou commandé la récupération. Pour des

[1] - JOCE n° L 286 du 31 octobre 2009.
[2] - Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone conclut à Vienne le 22 mars 1985, entrée en vigueur le 22 septembre 1988, ratifiée par l'Algérie le 20 octobre 1992, décret présidentiel n° 92/354 du 23 septembre 1992, JORA n° 69 du 27 septembre 1992.
[3] - Le protocole de Montréal est un accord international qui fait suite à la convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone, il a pour objectif de réduire à terme d'éliminer complètement les substances qui réduisent la couche d'ozone. Il a été signé par la Communauté européenne le 16 septembre 1987 dans la ville de Montréal au Québec et est entrée en vigueur le 1er janvier 1989.
- Ratifié par l'Algérie par le décret présidentiel n° 92/355 du 23 septembre 1992 portant adhésion au protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone, JORA n° 69 du 27 septembre 1992.
[4] - Considérant numéro 5 et 6 du règlement n° 1005/2009.
[5] - Règlement N° 2037/2000 du 29/06/2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, JOCE du 29 septembre 2000, abrogé par l'article 30 du règlement n° 1005/2009 du parlement.

raisons de cohérences, il convient d'appliquer également cette dérogation aux équipements de pompes à chaleur.

La production des substances règlementées est désormais purement et simplement interdite[1], ainsi que leur mise sur le marché et leur utilisation, sauf si elles sont contenues dans des « produits et équipements »[2], encore ne sont-elles alors possibles que dans certains cas[3].Des substances règlementées peuvent être produites, mises sur le marché et employées pour des utilisations essentielles en laboratoires et à des fins d'analyse, sous licence[4] et des substances peuvent être mises sur le marché et utilisés pour les « utilisations critiques » indiquées en étant mis sur le marché par des entreprises autorisées par l'autorité compétente de l'Etat membre concerné[5].

Le régime commercial des substances règlementées est bien entendu d'une rigueur propre à lui permettre d'atteindre l'objectif environnemental qui lui est assigné, leur importation et leur exportation en provenance ou à destination de pays tiers étant en principe interdites en conformité avec le protocole de Montréal[6].

A) Les gaz à effet de serre.

L'Europe affiche les objectifs les plus ambitieux du monde en matière de lutte contre le changement climatique, Aujourd'hui elle s'efforce de réduire les émissions de gaz à effet de serre en vue de limiter la hausse de la température mondiale moyenne à 2°C au-dessus du niveau préindustriel. Mais bien avant de s'engager dans l'Union, elle a toujours été aux avant-postes de la lutte contre les changements climatiques par sa participation à l'action internationale.

I/ Les engagements de l'UE avant l'accord de Paris de 2015.

Au cours de la dernière décennie, l'Union européenne (UE) a pris la tête de lutte contre le changement climatique dans le monde. Elle est, dans les faits, devenue la seule puissance capable de faire basculer les négociations internationales engagées dans le cadre des Nations Unies bien avant l'accord de Paris.

---

[1] - Article 4 du règlement n° 1005/2009.
[2] - Article 5 du règlement n° 1005/2009.
[3] - Ibid, Article 6 paragraphe 1.
[4] - Idem, Article 10 et 11, paragraphe 2.
[5] - Idem, Article 13.
[6] - Idem, Article 15 et 5, c'est ainsi que le tribunal a approuvé la commission d'avoir refusé d'octroyer des quotas d'importation de bromure de méthyle au motif que le règlement alors applicable avait pour objectif d'assurer que cette importation ne dépasse pas les stricts besoins d'utilisations critiques spécifiquement identifiées (pour la protection de la couche d'ozone (I.P.I. 22 mai 2007, Mebraum N.V.C./comme, aff. T-216/05, Rec., p II, I 507))

a) **Le contexte historique.**

La convention, cadre des Nations unies sur les changements climatiques (C.C.N.C.C.) de Rio de Janeiro du 09 mai 1992, qui avait été approuvée par la communauté[1] avait pour objectif de :

« Stabiliser (…) les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation atmosphérique dangereuse du système climatique »[2]. Il s'agit en fait, de limiter les émissions anthropogéniques de gaz carbonique et d'autres gaz à effet de serre non soumis aux dispositions du protocole de Montréal, les mesures prévues incluent l'établissement d'inventaires nationaux, la mise en œuvre de programmes de mesures, l'encouragement de la coopération, la gestion rationnelle des puits et réservoirs de gaz à effet de serre et les autres écosystèmes terrestres, côtiers et marins[3]. Les Etats parties à la C.C.N.C.C. ont surtout pris un certain nombre d'engagements spécifiques, tentaient de ramener « à leur niveau de 1990 les émissions anthropiques de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre non règlementés par le protocole de Montréal » dès l'an 2000[4].

Dans le cadre du protocole de Kyoto signé en 1997, qu'elle s'est engagée à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 8 % par rapport aux niveaux de 1990 entre 2008 et 2012, cet objectif a été atteint en dépit du retard des USA et du Canada. Mais, le protocole n'a pas été suffisant pour réduire les concentrations de GES dans l'atmosphère. Ainsi, déjà en 2005 des négociations ont été engagées par les Etats en vue de préparer un nouvel accord engageant cette fois ci les pays émergeants et les pays développés à l'arrivé à échéance du protocole de Kyoto.

Ce projet ambitieux a échoué à la Cop de 2009 tenue à Copenhague, qui n'a accouché que d'une déclaration non contraignante qui fixe un objectif de stabilisation de la hausse de la température à 2°C d'ici 2050, sans définir les moyens pour les atteindre.

[1] - Décision 94/69 du 15 décembre 1993, concernant la conclusion de la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, JOCE, n° L 33 du 07 février 1994.
- En juin 2012, 188 pays se sont retrouvés à Rio de Janeiro, lors de la conférence Rio+20, il s'agissait du 20ème anniversaire du sommet de Rio de 1992 qui avait précisé la notion de développement durable, admis l'existence du réchauffement climatique et adopté le programme « action 21 » ou « agenda 21 ». En 2012, au contraire, le document issu du sommet a été dénoncé par les O.N.G., réunies parallèlement dans un sommet des peuples comme étant trop faible et sans ambitions.
[2] - Article 2 de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
[3] - Ibid, Article 4 al1.
[4] - Idem, Article 4 al2.

En l'absence d'un nouvel accord international sur le climat, les pays industrialisés engagés dans le protocole de Kyoto ont convenu de le prolonger au-delà de 2012.

b) Les mesures adoptées par l'UE pour appliquer les engagements internationaux.

Le protocole de Kyoto est cependant arrivé à échéance en 2012, et un nouvel accord international a dû être conclu pour poursuivre les efforts de réduction de gaz à effet de serre, pour ce faire 193 Etats se sont réunis à Doha en 2012 dans le cadre de la réunion annuelle des représentants des pays qui ont ratifié la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (cop 18)[1].

A l'issue de la conférence de Doha, le protocole de Kyoto a été prolongé de justesse jusqu'en 2020, mais les pays participants à cette deuxième phase de l'acte (2013-2020) ne représentent que 15 % des émissions globales de gaz à effet de serre dans le monde[2].

La communauté européenne avait adopté des mesures et des dispositions de nature à favoriser la réalisation de ses objectifs, elle s'était en particulier, dotée en 2000 d'un programme européen sur le changement climatique « P.E.C.C. », elle avait donc présenté une série de mesures, qu'elle envisageait de proposer soit générales, soit relatives à l'énergie, au transport ou à l'industrie[3]. Elle réfléchissait à des exigences minimales d'efficacité par les équipements de consommation présentant un potentiel d'économie d'énergie significatif. Des objectifs par la promotion et le soutien de la gestion, de la demande énergétique devaient être fixés et atteints au moyen de nouveaux services et programmes recourant à des technologies efficaces, notamment par les ménages et les P.M.E., la production conjointe de chaleur et d'électricité devraient bénéficier de mesures d'incitation et les Etats membres devraient se fixer à cet égard des objectifs. La commission envisageait encore d'intégrer des considérations environnementales dans les marchés publics, au service de la lutte contre les changements climatiques, un rééquilibrage des parts des différents modes de transport privilégieront les moins polluants, tels que le transport ferroviaire et le transport par voies navigables par rapport aux transports routiers et aériens, notamment par l'internalisation des coûts externes et l'établissement d'une

[1] - Conférence de Doha sur les changements climatique qui a eu lieu du 26 novembre au 07 décembre 2012 à Doha, la capitale du Qatar. Elle est à la fois, la 18ème conférence des parties (Cop 18) à la CCNUCC, et la 08ème conférence des parties siégeant en tant que réunion des parties au protocole de Kyoto (CMP-8).

[2] - Il s'agit des membres de l'Union européenne, de l'Islande, et de huit autres pays industrialisés dont l'Australie, la Norvège et la Suisse.

[3] - Communication de la commission au conseil et au parlement européen sur les politiques et mesures de l'Union européenne visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, vers un programme européen sur le changement climatique (PECC. Com (2000) 88 final), non publié au journal officiel.

tarification juste et équilibrée entre les différents modes . Un cadre européen serait destiné à promouvoir l'utilisation des biocarburants pour les transports, une directive-cadre sur les gaz fluorés viserait à en réduire les émissions. La liste des mesures envisagées à un moment ou à un autre était impressionnante.

Elle s'est dotée d'un plan d'action ambitieux « le paquet énergie-climat » adopté en 2008 et révisé en 2014, il met en place des objectifs chiffrés pour lutter contre le changement climatique.

Lancé en décembre 2008, le premier paquet devait permettre à l'Union d'atteindre d'ici 2020 l'objectif ambitieux des « 3 fois 20 » réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre (par rapport au niveau de 1990). Une amélioration de 20 % de l'efficacité énergétique (par rapport aux protections pour 2020) et une part de 20 % d'énergie renouvelables dans la consommation d'énergie de l'Union européenne[1].

En janvier 2014, la commission européenne présentait une nouvelle séries d'objectifs pour 2030 en matière de climat d'énergie : 40 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre, 27 % d'énergie renouvelables et toujours 20 % d'efficacité énergétique. Un nouveau paquet énergie-climat est adopté le 24 octobre 2014[2]. Ses objectifs pour 2030 sont au moins :

- ✓ 40 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990,
- ✓ 27 % d'énergie renouvelables dans le mix-énergétique,
- ✓ Au moins 27 % d'efficacité énergétique.

[1] - Le paquet législatif a fait l'objet d'un accord politique entre les 27 chefs d'Etats et de gouvernement lors du Conseil européen des 11 et 12 décembre 2008, il a ensuite été officiellement adopté par le Parlement européen et le conseil des ministres en décembre 2008.

[2] - Le conseil européen réuni en mars 2014, a adopté des conclusions sur le cadre d'action à l'horizon 2030, et a fait le point des avancées réalisées lors de sa réunion de juin 2014, lors de leur réunion de juin les dirigeants de l'UE ont également examiné la stratégie de la commission en matière de sécurité énergétique qui est étroitement liée au cadre d'action à l'horizon 2030.
Lors de la réunion des 23 et 24 octobre 2014, le conseil européen est parvenu à un accord sur le cadre d'action pour l'UE en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030. Il a également adopté des conclusions et a, en particulier, approuvé les quatre objectifs.
En février 2015, la commission a présenté ses propositions législatives initiales afin de mettre en œuvre le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030, les propositions présentées dans le cadre du paquet Union de l'énergie, vise à offrir une approche cohérente du changement climatique, de la sécurité énergétique et de la compétitivité, et contribuent à la réalisation de certains des objectifs définis d'un commun accord dans le cadre d'action à l'horizon 2030.
- Voir : cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030, conseil européen du 24 octobre 2014, Bruxelles, le 24 octobre 2014 (OR, en). Et les conclusions du conseil européen sur le climat et l'énergie du 26 et 27 juin 2014, Bruxelles le 27 juin 2014 (OR, en).

Par ailleurs, seules les réductions d'émissions de gaz à effet de serre réalisés sur le continent européen seront comptabilisées et non plus celles effectuées par des entreprises européennes hors d'Europe.

Cette stratégie devait faire l'objet d'une évaluation et si besoin, d'une révision en 2017, comme le précise la communication de la commission européenne. Elle a aussi fait l'objet d'une évaluation en 2016 dont le processus devait être pour la fin finalisé fin de l'année 2018[1].

En 2015, les Etats ont enfin affiché leur souhait d'un nouvel accord « global et ambitieux »[2]. C'est l'objet de la conférence de Paris qui a eu lieu en décembre 2015. L'objectif est de s'entendre sur les moyens de contenir la hausse des températures en deçà de 2°C d'ici à 2100.

II/ L'accord de Paris : l'ambition climatique.

Après des décennies de négociations laborieuses, la communauté internationale est finalement parvenue à un accord mondial pour lutter contre le changement climatique lors de la 21ème conférence des parties. L'accord de Paris signé par 195 pays, constitue le traité climatique le plus complet et le plus ambitieux jamais conclu.

L'Europe a joué un rôle de médiateur et a contribué à construire des ponts entre les besoins de développement des pays du Sud et les exigences climatiques plus rigoureuses des pays du Nord. Par exemple, l'UE a commencé la conférence en annonçant une stratégie commune avec 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), et les délégués européens ont joué un rôle de premier plan dans la construction d'une « coalition de haute ambitions » impliquant les Etats Unis. Cette coalition a réussi à obtenir l'adoption d'un engagement pour limiter l'augmentation des températures moyennes mondiales à 2°C au cours de ce siècle, ainsi que l'établissement d'un nouveau « cadre de transparence ». L'objectif de ce dernier consiste à examiner les contributions nationales de toutes les parties avec des variations subtiles concernant les efforts attendus entre les pays développés et les pays en développement. L'Europe peut se féliciter de son rôle déterminant dans la réussite de la Cop 21, et d'ailleurs le retrait des Etats Unis de l'accord doit être vu comme une opportunité pour l'Europe de renforcer et d'accélérer la mise en place de ses engagements climatiques, et même peut-être de les dépasser. Cela est essentiel

[1] - La consultation lancée par la commission européenne s'inscrit dans ce processus et ouverte en ligne jusqu'au 1er mars 2018. http://ec.europa.eu/climat/consultation/evaluation-eus-strategy-adaptation-climate-change.en.

[2] - Pour une entrée en vigueur en 2020.

pour envoyer un signal fort aux autres pays en montrant que l'Europe est déterminée à assurer un rôle de leadership pour la sauvegarde de l'accord.

En effet, la ferme condamnation de la communauté internationale suivant la décision de Trump pourrait encourager une action climatique renforcée, à la fois en Europe et dans le reste du monde.

III/ La stratégie de l'Europe pour mettre en œuvre l'accord de Paris.

La contribution principale de l'UE pour l'accord de Paris est le « cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030 ». Le cadre contient des objectifs ambitieux à atteindre d'ici 2030, y compris la réduction d'au moins 40 % des émissions de GES (par rapport au niveau de 1990), et de porter la part des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique à au moins 27 % de la consommation d'énergie[1]. Pour atteindre ces objectifs, le principal outil de l'UE repose sur la réforme du SEQE[2], avec l'adoption de nouveaux indicateurs de compétitivité, cela comprend les différences de prix avec les principaux partenaires commerciaux, ainsi, qu'une meilleure concertation entre les Etats membres au sujet de la tarification du carbone[3]. Les secteurs convertis, principalement, la production d'électricité, l'industrie et certaines parties du secteur de l'aviation, devront réduire leurs émissions de 43 % (par rapport au niveau de 2005). Les secteurs non convertis par le SEQE, comme l'agriculture, le logement, les transports et les déchets, devront réduire les émissions de 30 % à travers des objectifs spécifiques définis par les Etats membres. En outre, l'UE a aussi établi une « feuille de route vers une économie à faible intensité de carbone », qui définis une série d'objectifs généraux à atteindre d'ici 2050[4], ces objectifs comprennent une réduction minimale des GES de 80 % (par rapport au niveau de 1990), avec un objectif intermédiaire de 60 % devant être atteint d'ici 2040[5].

Le conseil européen du 22 mars 2018 a appelé la commission à proposer une stratégie de long terme de l'UE d'ici la fin du premier trimestre 2019. Les ministres ont également souligné que cette transition vers une économie sobre en carbone devait permettre l'atteinte des objectifs de l'agenda 2030 des Nations Unies, et de ses objectifs de développement durable, au travers d'une transition juste et intégratrice pour l'UE et en partenariat avec le reste du monde.

---

[1] - Voir : cadre d'action à l'horizon 2030, cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030, disponible sur le site : http://ec.europa.eu>stratégie>2030_fr.

[2] - Le système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE-UE) est une pièce maitresse de la politique de l'UE en matière de lutte contre le changement climatique et un outil essentiel pour réduire de manière économique avantageuses les émissions de gaz à effet de serre.

[3] - Ibid.

[4] - Cadre d'action à l'horizon 2030, Op Cit.

[5] - Ibid.

Ce sont des objectifs très ambitieux tracés dans les politiques européennes pour mettre en œuvre les objectifs de l'accord de Paris.

Malgré cela, cette réalité d'une Europe à plusieurs vitesses, où un groupe d'Etats soucieux de l'environnement marche en tête alors que d'autres restent à la traine, constituent un problème récurrent pour l'UE. Des pays tels que l'Allemagne, la Hollande et les nations scandinaves ont adopté nombre de législations environnementales comptant parmi les plus avancées du monde et dépassent souvent les objectifs européens. Par exemple en 2010, le gouvernement allemand a annoncé des objectifs ambitieux de réduction des émissions de GES de 40 % d'ici 2020, 55 % d'ici 2030, 70 % d'ici 2040 et 85 à 95 % d'ici 2050 (par rapport au niveau de 1990)[1]. De même en sa qualité d'hôte de la Cop 21, le gouvernement français a cherché a donné l'exemple avec la loi de transition énergétique adoptée après l'accord de Paris[2].

De même, le président Macron a fait adopter un plan climat qui inclut l'objectif de la neutralité carbone pour l'économie française d'ici 2050[3], ainsi que l'interdiction de vente de véhicules diésel et essence et la fin de l'exploitation des combustibles fossiles d'ici 2040.

En revanche, d'autres pays membres n'ont pas accompli suffisamment d'efforts en matière de politique environnementale. L'UE a pris en compte le fait que certains pays pourraient avoir besoins d'une marge de manœuvre plus importante, afin de développer leur économie en prévoyant des mécanismes de flexibilité, pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs climatiques. Par exemple, l'économie de la Pologne est l'une les plus productrice de carbone de l'OCDE, dû en partie à sa dépendance vis-à-vis du charbon en tant que source d'énergie bon marché, Au cours des dernières années, la Pologne a été l'un des plus grands émetteurs de GES par habitant, en 2012, son atmosphère présentait la concentration moyenne de particules nocives la plus élevée de l'Europe. De même, l'Estonie est le plus grand émetteur de GES par habitant de l'Union, en plus l'extraction du pétrole de schiste afin de produire

---

[1] - L'Allemagne a adopté un plan d'action visant à réduire de 40 % les émissions de CO_2 d'ici 2020. Ce plan s'attaque notamment aux centrales à charbon. Voir le rapport d'information N° 249 (2013-2014) de MM. Marcel Deneux – Louis Nègre et M^me^ Esther Sitler, « fait ou non de la commission du développement durable sur la transition énergétique allemande, Energiewende » du 24 au 26 juillet 2013, SENAT, session ordinaire 2013-2014.

[2] - Loi N° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, aussi dite de manière abrégée « loi de transition énergétique et pour la croissance verte ». Une loi d'action et de mobilisation qui fixe les grands objectifs d'un nouveau modèle énergétique français dans le cadre mondial et européen, la loi contribue à la mise en place d'une union européenne de l'énergie.

[3] - Le plan climat porté et présenté par Nicolas Hulot, ministre de la transition écologique et solidaire, le 06 juillet 2017 préparé à la demande ,du président français Emmanuel Macron, qui mobilise l'ensemble des ministres, sur la durée du quinquennat pour accélérer la transition écologique et climatique, et la mise en œuvre de l'accord de Paris et surtout faire de la France le numéro un de l'économie verte.
- Voir : plan climat, une planète, un plan, ministère de la transition écologique et solidaire, République Française, jeudi 06 juillet 2017, disponible sur le site : http://www.ecologique.solidaire.gouv.fr.

une énergie bon marché pour répondre à une demande intérieure importante en hiver[1]. Au cours des dernières années, l'Estonie a connu la plus forte augmentation relative des émissions au sein de l'UE, en particulier dans des secteurs tels que la production d'électricité et de chauffage.

L'Europe devrait chercher les moyens efficaces pour renforcer le cadre juridique du régime climatique. En effet, même s'il garantit un niveau global d'engagements des pays développés et en développement, l'accord de Paris, comme de nombreux accords environnementaux n'est pas juridiquement contraignant. Il s'agit d'un accord plus contraignant sur la forme que sur le fond, ce qui n'est pas surprenant car le régime climatique a toujours souffert de la faiblesse des mécanismes pour l'application des traités. Par conséquent, l'initiative du président Macron de proposer un nouveau pacte mondial pour l'environnement constitue un pas dans la bonne direction, l'objectif du pacte est de fournir « un texte juridique global rassemblant les principes fondamentaux du droit de l'environnement, et visant à devenir la pierre angulaire du droit international de l'environnement ». Le pacte mondial deviendrait un traité juridiquement contraignant qui pourrait être invoqué devant les juridictions nationales pour demander des comptes aux Etats sur les questions environnementales.

Dans l'ensemble, le changement climatique représente un problème majeur susceptible de renforcer l'unité européenne étant donné que la plus part des Etats membres, conviennent que des mesures doivent être prises.

De même, la diplomatie climatique de l'Europe a permis aux relations extérieures de connaitre des succès tangibles. Les négociations sur le climat représentent une opportunité pour l'Europe de renforcer sa présence sur la scène mondiale, surtout après le désengagement américain, la Chine risque de combler le vide et d'assumer le leadership mondial. L'Europe est idéalement positionné pour contribuer à promouvoir ces valeurs, et elle peut s'appuyer avec succès sur des outils tels que la diplomatie multilatérale afin d'influer sur l'agenda climatique international et devenir le gardien de l'accord de Paris.

---

[1] - Entre 2016 et 2017 les émissions de CO_2 issues de la consommation de l'énergie ont augmenté au sein de l'UE. Comme l'indique une étude d'Eurostat, seuls sept Etats membres ont vu leurs émissions diminuer, malgré les objectifs ambitieux au niveau européen, d'après l'estimation de cet office, les émissions de CO_2 ont augmenté en 2017 dans une majorité d'Etats membres de l'UE, la hausse la plus élevés était relevée à Malte (+12,8%), par l'Estonie (+11,3%), la Bulgarie (+8,3%), l'Espagne (+7,4%), et le Portugal (+7,3%). Des baisses ont été enregistré dans sept Etats membres, en Finlande (-5,9%), au Danemark (-5,8%°, au Royaume Uni (-3,2%), en Irlande (-2,9%°, en Belgique (-2,4%), en Lettonie (-0,7%°, et en Allemagne (-0,2%).
- Voir Eurostat : l'office statistique de l'UE, communiqué de presse du 04 mai 2018, disponible sur http://ec.europa.en/eurostat.

B) Les émissions de sources fixes.

I. La directive 2006/32 pour l'efficacité énergétique.

La directive 2006/32 du 05 avril 2006 relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et aux services énergétiques[1] a abrogé et remplacé la directive 93/76 du 13 septembre 1993, visant à limiter les émissions de dioxyde de carbone par une amélioration de l'efficacité énergétique[2], cette dernière prévoyait des programmes permettant la répartition entre occupants d'un immeuble des frais relatifs au chauffage, à la climatisation et à l'eau chaude, sur la base de la consommation réelle de chacun d'entre eux, et surtout la possibilité de régler leur propre consommation de chaleur, d'eau froide et d'eau chaude sanitaire[3].

La directive 2006/32 a une ambition plus vaste, elle a pour objet de rendre l'utilisation finale de l'énergie plus économique et plus efficace, en établissant les objectifs indicatifs, les mesures d'encouragement et les cadres institutionnel financiers et juridiques nécessaires pour éliminer les obstacles et les imperfections du marché qui empêchent une utilisation finale efficace de l'énergie, en créant les conditions propices à la mise en place et à la promotion d'un marché pour les services énergétiques, et par la fourniture de programmes d'économie d'énergies et d'autres mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique aux utilisateurs finals. A cette fin, elle « exige des Etats membres qu'ils prennent des mesures, la réalisation des objectifs qu'elle fixe dépendent des effets que ces membres auront sur les utilisateurs finals d'énergie »[4]. Les Etats doivent adopter et atteindre un objectif indicatif en matière d'économie d'énergie de 9 % d'ici 2016, dans le cadre d'un plan national d'action en matière d'efficacité énergétique (P.N.A.E.E.)[5], mais ces objectifs n'ont qu'un caractère indicatif et n'entraînent aucune obligation juridiquement contraignante pour les Etats membres de les atteindre[6].

II. Les équipements de réfrigération, de climatisation et de lutte contre l'incendie.

Le règlement numéro 842/2006 du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés[7], contribue à prévenir et à réduire au minimum les émissions de gaz à

[1] - Directive 2006/32 du 05 avril 2006, relative à l'efficacité énergétique dans les utilisations finales et aux services énergétiques et abrogeant la directive 93/76, JOCE n° L114 du 27 avril 2006.
[2] - Directive 93/76 du 13 septembre 1993, visant à limiter les émissions de dioxyde de carbone par une amélioration de l'efficacité énergétique, JOCE n° L237 du 22 septembre 1993.
[3] - Ibid, Article 3.
[4] - Considérant numéro 12 de la directive 2006/32.
[5] - Cet objectif est fixé et calculé selon la méthode indiqué à l'annexe 1 de la directive 2006/32.
[6] - Ibid, Considérant n° 12.
[7] - Règlement numéro 842/2006 du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés, JOCE n° L161 du 17 mai 2006.

effet de serre fluorés[1], tout en améliorant leur confinement et leur surveillance ainsi qu'en établissant des restrictions à leur commercialisation et à leur utilisation. Le règlement a pour objectif premier de réduire les émissions de gaz à effet de serre fluorés visés par l'accord de Paris et ainsi de protéger l'environnement.

Afin d'améliorer le confinement des gaz à effet de serre fluorés, le règlement établit que :

- ✓ Toutes les personnes responsables d'émission doivent adopter toutes les mesures techniquement et économiquement possibles pour empêcher ou réduire au maximum les fuites,

- ✓ L'étanchéité des systèmes de réfrigération, de climatisation, de pompes à chaleur et des systèmes de protection contre l'incendie doit être vérifiée au moins une fois par an (la fréquence varie selon la quantité de gaz contenue dans l'équipement)[2].

- ✓ Les propriétaires de systèmes de réfrigération, de climatisation, de pompes à chaleur et des systèmes de protection contre l'incendie contenant 3 kg ou plus de gaz fluorés doivent tenir des registres. Ces registres doivent indiquer la quantité et le type de gaz[3].

Des mesures doivent être prises à l'occasion de la maintenance, de l'entretien et de l'élimination des équipements afin d'en assurer le recyclage, la régénération ou la destruction. Chaque producteur, importateur ou exportateur de gaz à effet de serre fluorés communique ses données quantitatives sur ses activités à la commission et à l'autorité compétente de l'Etat membre concerné[4].

Certaines dispositions portent sur l'étiquetage. Les produits qui contiennent des gaz fluorés doivent être étiquetés de manière claire et indélébile, de manière à préciser le type et la quantité de gaz contenu et leur potentiel de réchauffement planétaire[5]. Ces équipements et produits comprennent notamment les produits et équipements de réfrigération et de climatisation (autre que ceux des véhicules), les pompes à chaleur,

---

[1] - C'est-à-dire les hydrofluorocarbones (H.F.C.), perfluorocarbones (P.F.C.) et hexafluorure de soufre (SF6), Article 2, premier du règlement n° 842/2006.
- Les H.F.S. sont notamment utilisés comme réfrigérant solvants pour le nettoyage et agent d'expansion. Les P.F.S. sont utilisés dans la fabrication des semi-conducteurs, comme solvants de nettoyage et agents d'expansion. L'hexafluorure de soufre est utilisé dans les appareillages de connexion à haute tension et dans la production de magnésium. Ces gaz sont extrêmement persistants dans l'atmosphère ce qui signifie que leur effets durent longtemps après leur émission.
[2] - Ils doivent faire procéder à des contrôles d'étanchéité par du personnel certifié après avoir reçu une formation adaptée conformément à l'article 5.
[3] - Article 3 paragraphe 1 du règlement n° 842/2006.
[4] - Article 6 du règlement n° 842/2006.
[5] - Ibid, Article 7.

les systèmes de protection contre l'incendie, les appareils de connexion et les conteneurs.

Les noms chimiques des gaz sont mentionnés au moyen d'une étiquette[1].

Plusieurs mesures d'exécutions du règlement numéro 842/2006 ont été adoptées respectivement sur la certification des entreprises et du personnel en ce qui concerne les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés.

Les Etats membres mettent en place des programmes de certification et de formation du personnel qui réalise les contrôles d'étanchéité, la récupération, le recyclage, la régénération et la destruction des gaz fluorés. Ces programmes doivent être conformes aux prescriptions minimales et aux conditions établies par la commission, au plus tard le quatre juillet 2007, et enfin un modèle de notification des programmes de formation et de certifications[2].

[1] - Dont les modalités sont précisées par une mesure d'exécution adoptée en procédure de comitologie.

[2] - Règlement numéro 303 de la commission du 02 avril 2008 établissant, conformément au règlement numéro 842/2006, des prescriptions minimales ainsi que les conditions pour une reconnaissance mutuelle au fin de la certification des entreprises et du personnel en ce qui concerne les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés, JOCE n° L92 du 03 avril 2008 ;

- Règlement numéro 304/2008 de la commission du 02 avril 2008, établissant, conformément au règlement numéro 842/2006, des prescriptions minimales ainsi que les conditions pour une reconnaissance mutuelle au fin de la certification des entreprises et du personnel en ce qui concerne les systèmes de protection contre l'incendie et les extincteurs contenant certains gaz à effet de serre fluorés, JOCE n° L92 du 03 avril 2008 ;

- Règlement numéro 842/2006 des prescriptions minimales ainsi que les conditions pour une reconnaissance mutuelle de la certification du personnel chargé de récupérer certains gaz à effet de serre fluorés contenus dans les appareillages de connexion à haute tension, JOCE n° L92 du 03 avril 2008 ;

- Règlement numéro 306/2008 de la commission du 02 avril 2008 établissant, conformément au règlement numéro 842/2006, des prescriptions minimales et les conditions pour une reconnaissance mutuelle de la certification du personnel chargé de récupérer certains gaz à effet de serre fluorés contenus dans les appareillages de connexion à haute tension, , JOCE n° L92 du 03 avril 2008 ;

- Règlement numéro 306/2008 de la commission du 02 avril 2008 établissant, conformément au règlement numéro 842/2006, des prescriptions minimales et les conditions pour une reconnaissance mutuelle de la certification du personnel chargé de récupérer certains solvants à base de gaz à effet de serre fluorés contenus dans les équipements, JOCE n° L92 du 03 avril 2008 ;

- Règlement numéro 307/2008 de la commission du 02 avril 2008, établissant, conformément au règlement numéro 842/2006, des prescriptions minimales pour les programmes de formation ainsi que les conditions pour une reconnaissance mutuelle des attestations de formation à l'intention du personnel en ce qui concerne les systèmes de climatisation de certains véhicules à moteur contenant certains gaz à effet de serre fluorés, JOCE n° L92 du 03 avril 2008 ;

- Règlement numéro 308/2008 de la commission du 02 avril 2008, établissant, conformément au règlement numéro 842/2006,un modèle de notification des programmes de formation et de certification des Etats membres, JOCE n° L92 du 03 avril 2008 ;

III. Les mesures relatives à la réduction des émissions de Co_2 des véhicules et à leurs carburants.

Le plan d'action climat[1] comporte une série de mesures plus ou moins importante et spectaculaires relatives aux émissions des véhicules.

a) Les mesures relatives aux véhicules.

C'est le règlement numéro 443/2009 du 23 avril 2009, établissant des normes de performance en matière d'émission pour les voitures particulières neuves[2] qui s'inscrit dans la perspective d'un double objectif global européen : un niveau moyen d'émission de 120 g de Co_2/km à court terme, cet objectif étant même ramené à plus long terme, en 2020 à 95 g de Co_2/km pour atteindre ce double objectif, il établit des exigences de performance propres à chaque constructeur et ce munit de certains moyens nécessaires pour en assurer le respect.

b) Les exigences de la directive aux constructeurs automobiles.

Pour ce qui est des constructeurs automobiles, ils devraient réaliser un niveau moyen d'émission de 130g de Co_2/km, par la voie de l'amélioration de la technologie des moteurs « ainsi que grâce à des technologies innovantes ».

Les exigences de niveau d'émission sont modulées par rapport au point pivot de 130 g de Co_2/km à raison de l'écart de la masse d'un véhicule donné par rapport à un poids de 1372 kg affecté d'un coefficient[3] de 0,0457.

La seconde préoccupation fait que les exigences de niveau d'émission ainsi calculées soient les « émissions spécifiques moyennes de Co_2 définies comme la moyenne pour un constructeur des émissions de toutes les voitures particulières neuves qu'il produit et non pas chaque voiture prise individuellement[4]. Ces exigences ne s'appliquent à l'ensemble de la flotte d'un constructeur qu'à partir de 2015 avec des paliers intermédiaires[5] à 65 % de la flotte en 2012, 75 % en 2013 et 80 % en 2014.

---

[1] - Le paquet climat-énergie (ou énergie-climat) ou plan climat de l'Union européenne est un plan d'action adopté en décembre 2008, et révisé en octobre 2014 par l'Union européenne. Fin 2008, ce paquet législatif à fait l'objet d'un accord politique entre les 27 chefs d'Etats et de gouvernements (lors du Conseil européen de Bruxelles des 11 et 12 décembre 2008) et immédiatement adopté par le Parlement européen et le Conseil des ministres en décembre 2008. En 2014, la Commission européenne a adopté une nouvelle série d'orientations données aux politiques énergétiques et climatiques pour renforcer le cadre existant ce parquet législatif a deux priorités : Mettre en place une politique européenne commune de l'énergie plus soutenable et durable, et lutter contre le changement climatique.

[2] - JOCE n° L 140 du 05 juin 2009.

[3] - Soit un niveau d'émission spécifique imputable aux véhicules produits par le constructeur égale à 130 + 0,0457 (masse du véhicule – 1372), Voir Annexe I du règlement numéro 443/2009.

[4] - Considérant numéro 19, article 3 paragraphe 1 (a) et article 4 du règlement numéro 443/2009.

[5] - Ibid, Article 4.

Les véhicules ayants de très basses émissions, inférieures à 50 g de Co_2/km comptent pour 3,5 voitures en 2012 et 2013, 2,5 voitures en 2014 et 1,5 voiture en 2015. Ensuite, il n'est pas tenu compte des émissions des véhicules immatriculés dans un Etat membre où au moins 30 % de stations-services commercialisent du carburant comportant 85 % d'éthanol (« E85 »), sont comptabilisées avec une réduction[1] de 5 % jusqu'au 31 décembre 2015.

Les considérants 20 et 21 sont consacrés aux petits constructeurs et les constructeurs spécialisés, pour lesquels il a été considéré qu'il n'était pas approprié d'utiliser la même méthode de détermination de leur objectif de réduction d'émission à condition qu'ils n'appartiennent pas à un groupe[2]. Un constructeur produisant moins de 10.000 voitures particulières neuves immatriculées dans l'Union par année civile peut demander une dérogation valable cinq ans, au titre de laquelle l'objectif d'émission spécifique qui lui donne un potentiel notamment économique et technologique, de réduction de ses émissions spécifiques de Co2 et compte-tenu des caractéristiques du marché pour le type de véhicule fabriqué[3], un constructeur spécialisé qui, seul ou ensemble au sein d'un groupe, construit de 10.000 à 300.000 voitures particulières neuves immatriculées dans l'Union par année civile, peut quant à lui demander un autre type de dérogation : il lui sera imparti un objectif qui correspond à une réduction de 25 % des émissions de Co2 par rapport à celles des voitures particulières qu'il a produit en 2007 ou à défaut d'information à cet égard, un objectif de réduction « équivalent en se fondant sur les meilleurs technologie de réductions »[4].

Les constructeurs ne bénéficiant pas d'une dérogation peuvent constituer entre eux un groupement qui doit être accessible aux autres constructeurs « de façon ouverte, transparente, et non discriminative, à des conditions commercialement raisonnables », ils sont alors considérés comme « un seul et même constructeur », en ce qui concerne le respect de leurs obligations de réduction d'émission. Ils désigneront l'un d'entre eux comme « administrateur du groupement » lequel servira de point de contact et surtout sera responsable du versement des éventuelles primes sur les émissions excédentaires[5].

Pour le respect de ces objectifs, le législateur européen a imposé une sanction financière, il s'agit d'une prime sur les émissions excédentaires ajustée en fonction de l'ampleur du dépassement et augmentent au fil du temps. Le législateur a voulu que cette prime soit « d'un montant suffisant pour inciter les constructeurs à prendre des

[1] - Article 6 du règlement numéro 443/2009.
[2] - Ibid, Article 3 paragraphe 2.
[3] - Idem, Considérant numéro 20 et article 11 paragraphe 1 (d) et article 11 paragraphe 3.
[4] - Idem, Considérant numéro 21 et article 11 paragraphe 4.
[5] - Considérant numéro 23 et article 7 du règlement numéro 443/2009.

mesures » permettant d'obtenir la réduction visée[1]. Cette prime est relativement significative puisqu'elle a été fixée à 95 Euros par gramme de Co2/km excédentaire par rapport à l'objectif d'émission spécifique fixé pour la flotte d'un constructeur donné. Toutefois, entre 2012 et 2018/, la prime est réduite à 5 Euros par gramme de Co2/km en cas de dépassement de moins d'un gramme, 15 Euros entre 1 et 2 grammes et 25 Euros entre 2 et 3 grammes. Le pallier de 95 Euros par gramme de Co2/km ne s'applique qu'à partir du 4ème gramme d'excédent[2]. Il est remarquable que ces primes sur les émissions excédentaires entre dans les recettes du budget général de l'Union européenne[3].

c) Les carburants.

La directive 2009/30 CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la directive 98/70/CE en ce qui concerne les spécifications relatives à l'essence, au carburant diesel et aux gazole ainsi que l'introduction d'un mécanisme permettant de surveiller et de réduire les émissions de gaz à effet de serre modifiant la directive 1999/32/CE du Conseil en ce qui concerne les spécifications relatives aux carburants utilisés par les bateaux de navigation intérieure et abrogeant la directive 93/12/CEE, a pour objectif d'imposer aux fournisseurs de carburant de réduire progressivement que possible les émissions de gaz à effet de serre produites sur l'ensemble du cycle de vie des carburants qu'ils fournissent. Cette réduction devrait s'élever au total à 10 % d'ici le 31 décembre 2020 par rapport aux normes de base de 2010, mais elle présentera une sorte de caractère composite.

En effet, une réduction effective de 6 % doit être obtenue à titre principal (avec des objectifs intermédiaires facultatifs pour les Etats membres de 2 % à fin 2014 et de 4 % à fin 2017), s'y ajoute un objectif indicatif de 2 % supplémentaire réalisé soit par la fourniture d'énergie pour le fonctionnement de tout type de véhicule routier ou d'engin mobile non routier, soit par l'utilisation d'une technologie susceptible de réduire les émissions produite sur l'ensemble du cycle de vie par unité d'énergie du carburant ou de l'énergie fournie, s'y ajoute encore un second objectif indicatif supplémentaire de 2 % qui, celui-ci, doit être réaliser par l'utilisation de crédits acquis par le jeu du mécanisme de développement propre de l'accord de Paris[4].

---

[1] - Article 9 paragraphe 4 du règlement numéro 443/2009.
[2] - Ibid, Article 9 paragraphe 1 et 2.
[3] - Idem, Article 9 paragraphe 4.
[4] - Considérant 9 de la directive 2009/30/CE du parlement européen et du conseil du 23 avril 2009 modifiant la directive 98/70/CE en ce qui concerne les spécifications relatives à l'essence, aux carburants diesel et aux gazoles ainsi que l'introduction d'un mécanisme permettant de surveiller et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, modifiant la directive 1999/32/CE du conseil en ce qui concerne les spécifications relatives aux carburants utilisés par les bateaux de navigation intérieure et abrogeant la directive 93/12/CEE, JOUE n° L140/88 du 05 juin 2009.

Chapitre III : La mise en œuvre du droit communautaire européen de l'environnement.

L'objectif principal de la question de la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement est de soutenir la réalisation des objectifs fixés par la politique et la législation existante relative à l'environnement, et de veiller à ce que la réglementation et les politiques environnementales existantes répondent de manière plus efficace, aux objectifs de la société.

Bien que la mise en œuvre relève principalement de la compétence des Etats membres eux-mêmes, la commission, en tant que gardienne des traités, joue également un rôle dans le cadre de sa responsabilité de contrôle de l'application de la législation[1] adoptée par l'Union européenne. La responsabilité pénale et civile demeure les principaux outils pour garantir la bonne mise en œuvre des dispositions juridiques. Mais, la commission ne pourras réaliser cet exercice seule, ce processus nécessite un engagement partagé de la part des autres institutions.

D'autres instruments ont été créés avec l'objectif général de contribuer à la mise en œuvre, à la mise à jour et au développement de la politique et de la législation environnementale de la communauté, en particulier pour ce qui concerne l'intégration de l'environnement dans les autres politiques, dans le concept du développement durable, l'instrument financier LIFE et l'agence européenne pour l'environnement.

Section 1 : Règles d'application du droit communautaire de l'environnement.

Il existe un nombre important de règles européenne en vigueur traitant de l'environnement, mais ce qui nous retiendra dans cette section portera d'avantage sur leur mise en œuvre en tant que telle, plus précisément comment garantir que ce droit est bien transposé et bien exécuté ?

Sous-section 1 : L'action de la commission contre les Etats membres auprès de la CJCE.

Paragraphe 1 : Principes.

C'est là, la principale méthode offerte par le traité UE pour garantir l'exécution de leurs obligations par les Etats membres. Elle est valable pour l'ensemble de la matière que constitue le droit communautaire de l'environnement. En effet, il y a déjà un nombre considérable d'affaires liées à l'environnement, soulignant la faiblesse dont souffre ce droit au niveau de sa mise en œuvre. Cette mise en œuvre peut recouvrir différents aspects : au niveau législatif, un défaut de transposition ou une mauvaise

[1] **- Art 211 du traité de l'Union européenne, Op. Cit.**

transposition des directives communautaires dans le droit national, en violation de l'article 249 du traité UE ; le défaut de conception des programmes d'action environnementale européenne ; le défaut d'exécution de la législation transposée.

D'après l'article 249 nouveaux du traité UE, les directives produisent des effets indirects, pour être juridiquement opposable aux administrations des Etats membres, ces textes communautaires nécessitent des mesures nationales d'application. Il y a obligation de résultat pour les Etats mais liberté de moyens et de formes juridiques.

Non seulement les textes de transposition doivent exister, mais la transcription doit-être claire et quasi littérale. Elle ne doit pas se contenter d'utiliser des formules trop vagues[1]. Aucune disposition du texte communautaire de référence ne doit être ignorée[2].

Les condamnations par la cours européenne de justice pour non transposition de directives sont très fréquentes. Par exemple, tout récemment, la CJE a condamné l'Etat polonais qui a manqué aux obligations qui lui incombaient en vertu de la directive sur la qualité de l'air ambiant, ce manquement est reconnu par la cour de justice par une décision prononcée le jeudi 22 février 2018[3].

Cette condamnation résulte d'un recours au manquement introduit en décembre 2015 par la commission européenne, celle-ci avait constaté le non-respect par la Pologne de la directive qui impose une VL annuel de n40ug/m^3, et une VL journalière de 50ug/m^3 à ne pas dépasser plus de 35 fois par an, une quinzaine d'autres pays, dont la France, font l'objet d'une procédure d'infraction de la part de la commission, une procédure qui a conduit à une condamnation de la Bulgarie en avril 2017[4].

---

[1] - Arrêt de la CJCE du 28 février 1991. C 131/88 condamnant l'Allemagne pour mauvaise transposition de la directive numéro 80/68/CEE du 17 décembre 1979 relative à la protection des eaux souterraines contre certaines substances dangereuses.

[2] - C'est ainsi que la France a été condamnée pour avoir ignoré le seuil des 500 Euros d'engagement de la responsabilité du fait des produits défectueux dans sa loi du 189 mai 1998 transposant tardivement les directives 85/374 (CJCE du 25 avril 2002, aff. C-52/00, 154/00 et 183/00)

[3] - Arrêt de la cour (troisième chambre) du 22 février 2018, « manquement d'Etat directive 2008/50/CE, qualité de l'air ambiant – article 13, paragraphe 1 – article 22, paragraphe 3 – annexe XI – concentration de particules PM_{10} dans l'air ambiant – dépassement de valeurs limites dans certaines zones et agglomérations – article 23, paragraphe 1 – plan relatifs à la qualité de l'air, période de dépassement « la plus courte possible » - défaut d'actions appropriées dans les programmes de protection de la qualité de l'air ambiant – transposition incorrecte.

- Voir arrêt de la commission européenne (troisième chambre) contre la république de Bulgarie, n° C-488-15 du 05 avril 2017.

[4] - La CJUE a condamné la Bulgarie pour n'avoir pas respecté la règlementation sur la qualité de l'air ambiant, l'arrêt de la cour mentionne un « non-respect systématique et persistant, depuis l'année 2007 jusqu'à l'année 2013 incluse, au moins des valeurs limites journalières et annuelles applicables aux concentrations de PM_{10} [PM_{10} : désigne les particules dont le diamètre est inférieur à 10 micromètres (Um)].

- Voir arrêt de la CJUE.

Paragraphe 2 : Exception, les dispositions ayant effet direct.

Les directives européennes peuvent parfois produire des effets directs en droit national dans le cas où les Etats membres n'ont pas pris de mesures de transposition[1].

En cas d'absence de transposition ou de transposition incorrecte, les particuliers sont fondés à invoquer les dispositions des directives inappliquées à l'encontre des Etats fautifs qui ne peuvent se retrancher derrière leur manquements. Deux conditions posées par la C.J.C.E. : les dispositions de la directive doivent être précises et inconditionnelles. Ce qui est le cas de la plus part des directives européennes en matière d'environnement[2].

On peut en citer quelques exemples, les valeurs limites de pollution, concentration maximale admissible de substances polluantes dans le milieu et d'émissions polluantes (multiples directives). Interdiction de capturer les oiseaux sauvages non classés gibier (art. 05 de la directive 79/409).

Certaines de ces interdictions sont très générales et peuvent être considérées comme imprécises, par exemple : celles interdisant l'élimination des déchets créant des risques pour la santé publique et l'environnement (article 04 de la directive 75/442 qui ne s'aurait avoir d'effet direct)[3].

Les administrations et les tribunaux de chaque Etats membres sont tenus d'appliquer les dispositions concernées des directives européennes et d'écarter celle nationales contraires, anciennes ou nouvelles.

Les obligations des administrations nationales se traduisent en particulier par l'adoption de sanctions pénales et administratives par le droit interne qui sont indispensables même pour les règlements communautaires.

Le droit communautaire de l'environnement peut être sanctionné de différentes manières suivant les dispositions du droit interne particulier à chaque Etat membre.

[1] - Jurisprudence CJCE, aff. 41/71, Recueil 1974-1337 van Duy et plus récemment 103/88 arrêt du 22 juin 1988 Costanza. Cette jurisprudence repose sur l'obligation d'agir des Etats membres.
[2] - Arrêt de la cour du 05 avril 1979, ministère public contre Tollio ratti – demande de décision préjudicielle : pretura di milano, Italie – préparations dangereuses, Aff. 148/78, recueils de jurisprudence 1979, pages 01629.
[3] - Arrêt de la cour du 23 février 1994, Aff. C-236/92.

Sous-section 2 : Les poursuites civiles ou pénales auprès des juridictions nationales.

Paragraphe 1 : Les poursuites pénales.

Afin d'améliorer l'application de la législation environnementale de l'Union, les Etats membres doivent prévoir des sanctions pénales effectives proportionnées et dissuasives pour les infractions environnementales les plus graves.

Les poursuites au pénal visent généralement, non pas les autorités publiques, mais les industries accusées de violation du droit de l'environnement.

En général, les personnes privées ont un rôle très limite en demande certains systèmes permettant sous certaines conditions des actions pénales d'origines privées, alors que d'autres comme c'est notamment le cas en France, autorise les parties à se joindre aux poursuites en tant que partie civile.

Il convient également de noter que bien que l'Union européenne n'a pas de juridiction d'ordre pénale, le droit communautaire de l'environnement peut exiger des Etats membres de prévoir des poursuites pénales en cas de violation du dit droit.

A) Le droit communautaire de l'environnement, une discipline profondément marquée de sceau de la subsidiarité.

L'importance que revêt le droit de l'environnement ne doit pas masquer les importantes faiblesses qui la mine et qui expliquent que les problèmes environnementaux n'ont pas été résolus. Celle-ci tiennent notamment à l'inflation législative, au désintérêt des pouvoirs public, à l'hétérogénéité des incriminations, à la disposition des autorités répressives, à l'indifférence des parquets, au manque de formation des juges répressifs, ainsi qu'au caractère peut dissuasif des peines. Ces facteurs ont non seulement contribués à faire naitre un véritable sentiment d'impunité dans le chef des contrevenants, mais ont transformés progressivement le droit de l'environnement en un colosse aux pieds d'argile. Une règle non sanctionnée à vocation à ne pas être respectée, parce que le droit pénal est mal adapté à garantir la protection d'une valeur récemment inscrite dans la conscience sociale. Ce constat a été déjà dressé pour tous les Etats membres de l'Union européenne (UE)[1].

Comme le confirme l'article 04 § 2, du TFUE, la politique de l'environnement fait l'objet d'une compétence partagée avec le marché intérieur, l'agriculture, la pêche, l'énergie et la protection des consommateurs. Il en résulte que le droit de

[1] - Fr. Comte et Ludwig Krämer, environnemental crimes in Europe, Groningen, the Netherlands Europa of Law publishing, 2004, pp 65-70.

l'environnement est soumis au principe du respect de subsidiarité. A ce stade, nous formulerons quatre observations.

En premier lieu, tant que l'Union n'est pas intervenue, les Etats membres conservent leurs compétences dans le respect des obligations découlant du droit primaire.

En second lieu, les Etats membres disposent d'une compétence résiduelle, à la suite de l'adoption de mesures d'harmonisation, puisqu'ils sont en droit d'adopter, conformément à l'article 193 du TFUE, des mesures de protection renforcées.

En troisième lieu, la plus part des actes s'alignent sur le principe de subsidiarité en fixant des objectifs forts généraux, tout en confiant aux autorités nationales la programmation des mesures d'exécution.

En quatrième lieu, la politique de l'Union est fortement décentralisée puisque le contrôle de son exécution revient au autorités nationales, ces dernières doivent donc se doter de régimes de contrôles et de surveillance pour faire appliquer les mesures de police afférentes à la protection de l'environnement et sanctionner les infractions.

B) L'exercice des compétences pénales du droit communautaire de l'environnement.

Avant l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, en principe, la législation pénale et les règles de la procédure pénale relevaient de la compétence des Etats membres. Le paragraphe 02 de l'article 83 du TFUE lui reconnait la compétence d'adopter des directives établissant des règles minimales relatives à la définition des infractions pénales et des sanctions, lorsque cela s'avère indispensable pour assurer la mise en œuvre efficace d'une politique de l'Union dans un domaine ayant fait l'objet de mesures d'harmonisation.

L'absence d'une compétence pénale n'a pas empêché le législateur de l'Union d'obliger, sur la base d'autres dispositions du traité, les Etats membres à aménager

leur arsenal répressif en prévoyant des peines « effectives, proportionnées et dissuasives »[1]. La sanction doit être efficace[2], et suffisamment sévère[3].

En fin, le droit primaire exerce aussi un effet négatif sur le droit pénal des Etats membres. En effet, il les oblige à s'abstenir[4], voir à écarter certaines incriminations, notamment celles assimilées à des mesures d'efforts équivalent à des restrictions quantitatives aux échanges, contraires aux articles 34 et 35 du TFUE.

Dans le même ordre d'idées, la sévérité de la peine, lorsqu'elle est susceptible de porter atteinte aux libertés économiques fondamentales, n'échappe pas au contrôle du juge de l'Union. Les Etats membres ne devaient pas avoir la possibilité de restreindre la libre prestation des services en appliquant des dispositions pénales qui affectent de façon particulière l'accès à une activité de service où l'exercice d'une telle activité[5].

C) La directive 2008/99/CE.

La cour a clairement pris position sur la question de savoir si le législateur communautaire pouvais aller jusqu'à imposer un seuil minimal de sanction, en laissant aux autorités nationales le soin de fixer précisément le quantum de la peine dans l'arrêt du 23 octobre 2007 « la détermination du type et du niveau des sanctions pénales à appliquer […] ne relève pas de la compétence de la communauté »[6]. L'adoption de la

[1] - Voir par exemple l'article 50 § 1 du règlement CE numéro 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets. JOUE n° L190/1 du 12/07/2006 et l'article 10 du règlement CE numéro 338/97 du 09 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faunes et de flores sauvages par le contrôle de leur commerce, article 21, JO n° L061 du 03/03/1997 et l'art 21 du règlement n° 2037/2000 du 29 juin 2000 relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone, JOCE n° L244/1 du 29/09/2000 et l'art 33 de la directive 2001/18/CE du 12 mars 2001 relative à la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement et abrogeant la directive 90/220/CEE du conseil – déclaration de la commission, JO n° L 106 du 17/04/2001 et l'art 08 de la directive 2009/123/CE du 21 octobre 2009, modifiant la directive 2005/35/CE relative à la pollution causée par les navires, et à l'introduction de sanctions en cas d'infraction, JOUE n° L280/52 du 27/10/2009.

- A titre d'exemple, en ne prenant pas toutes les dispositions législatives, règlementaires et administratives nécessaires pour la mise en œuvre des sanctions applicables aux infractions au règlement REACH, la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu dudit règlement. Voir CJUE, 05 mai 2011, aff. C-265/10, commission C. Belgique, Rec. P 168.

[2] - CJUE, 10 mars 1992, aff. C-38/90 et C-151/90, Edouard Lonas, Rec. P i-1781, p t 35.

[3] - CJCE, 08 juin 1994, aff. C-382/92, commission Royaume-Uni, Rec. P-I-2435, pt 48, CJCE, 18 octobre 2001, aff. C-354/99, commission C, Irlande, Pt 46.

[4] - CJCE, 15 décembre 1976, aff. C41/76, Doucherwokche, Rec. P 1-1921. CJCE, 26 octobre 1989, aff C-212/88, Levy, Rec. P 3511. CJCE, 25 février 1988, aff. C-299/86, Dreux, Rec p 1-1213. Voir A. Weyem-Berch, l'harmonisation des législations, condition de l'espace pénal européen et révélateur de ses tensions, collection Etudes européennes, Bruxelles, 2005, p 95.

[5] - 12ème considérant du préambule de la directive 2006/123/CE, du 12 décembre 2006, relative aux services dans le marché intérieur, JO n° L376 du 27 décembre 2006, p 36.

[6] - C.J.C.E., 23 octobre 2007, aff. C-440/05 commission C-Pt70, conseil, Rec. P-1-9097.

directive sur la responsabilité pénale dans les questions environnementales est alors indispensable.

I. La base juridique de la directive 2008/99/CE.

La commission a présenté une proposition de directive qui est devenue la directive 2008/99/CE du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal[1].

La directive répond aux préoccupations liées à la progression des infractions « qui s'étendent de plus en plus souvent au-delà des frontières des Etats où ces infractions sont commises »[2]. La réponse repose sur la promotion du rôle sanctionnateur du droit pénal, lequel reflète « une désapprobation de la société » distincte des sanctions administratives et des indemnisations au civil[3].

II. Incrimination.

La directive se contente d'obliger les Etats membres à incriminer les actes dits « illicites », c'est-à-dire, la violation de trois catégories d'actes, en outre, elle impose d'incriminer les actes illicites qu'elle énumère « lorsqu'ils sont commis intentionnellement ou par négligence ou moins grave »[4].

La première catégorie reprend soixante-dix actes sectoriels en matière d'environnement, lesquels sont énumérés à l'annexe A. Toutes les infractions de la directive sont définies par référence à des textes existants, ce qui pose des difficultés logistique dans la mesure où ses actes sont régulièrement modifiés ou remplacés.

La seconde catégorie énumère trois directives adoptées sur la base du traité EURATOM[5], la violation d'obligation découlant de directives adoptées sur la base de ce traité doit, dès lors, être sanctionnée par les Etats membres conformément à une directive adoptée en vertu de l'ancien traité CE, demeure par la suite TFUE.

En fin, le législateur fait référence à toute réglementation ou décision nationale qui donne effet à la législation communautaire sus visée[6], sous la pratique, ceci conduit le

[1] - JOUE numéro L328 du 06 décembre 2008. Voir D. Guihal et P. Thieffy, « l'incrimination pénale, instrument ultime de mise en œuvre du droit européen de l'environnement », Gaz. Pal, 29 janvier 2009, numéro 28 à 29, pp 11-20. Voir aussi L. Kramer, « la protection de l'environnement par le droit pénal communautaire », R.D.U.E., n° 01, 2009, pp 13-31.

[2] - Préambule, considérant 2 et 3.

[3] - Préambule, 3ème considérant.

[4] - Art 3 § 1, s'agissant des infractions commises par négligence, étant donné que la directive prévoit comme critère une « négligence grave », les Etats membres ont la possibilité de prévoir des infractions pour des comportements commis par simple négligence.

[5] - Art 2, a, ii et annexe B.

[6] - Art 2, a, iii.

droit pénal à faire référence aux infractions prévues par un règlement communautaire. Il en résulte que la législation nationale prescrit que la violation de telle ou telle disposition du règlement est passible d'une sanction pénale, cette technique a été désignée au moyen de différents termes, tels que ceux d'incorporation ou d'intégration directe.

III. Les catégories d'infractions prévues par la directive.

La directive énumère neufs catégories d'infractions. Trois d'entre elles concernent la faune et la flore et leurs habitats, deux autres ont trait à la gestion des déchets, deux concernent l'émission de substances chimiques, dont celles destructrices de la couche d'ozone, la dernière se rapporte aux installations classées. Nous les analyserons systématiquement.

a) Le rejet, l'émission ou l'introduction de substance ou de radiation ionisantes dans la nature.

La directive érige le délit de pollution illicite de « l'atmosphère, du sol ou des eaux », et de « la faune ou de la flore »[1]. L'élément matériel se concrétise par des rejets, des émissions ou l'introduction de substances dangereuses dans l'environnement, en raison d'une mise en danger concrète, soit de la santé des personnes, soit des composantes du milieu[2]. Comportement qui est réglementé par de nombreuses directives concernant la protection soit des eaux, soit de l'air.

b) Les opérations de traitement des déchets.

Les déchets causent de multiples atteintes à l'environnement, notamment au sol, à l'air, ainsi qu'aux eaux de surfaces et souterraines. Le droit des déchets s'adosse à une directive-cadre, à s'avoir la directive 2008/98/CE que nous avons traité au chapitre réservé aux déchets, ainsi qu'à une vingtaine de directives sectorielles, la directive-cadre impose entre autre, aux Etats membres d'assurer l'élimination et la valorisation des déchets selon des méthodes qui ne portent atteinte ni à la santé ni à l'environnement[3]. En exigeant que les infractions aient pour effet de « causer la mort ou de graves lésions à des personnes » ou de « causer une dégradation substantielle de la qualité de certaines composantes biotiques et abiotiques de l'environnement ».

---

[1] - Les activités sont décrites aux a), b) et e) de l'article 03 de la directive 2008/99/CE.
- Voir Damien Rouets, « naissance du droit pénal européen de l'environnement (à propos de la directive 2008/99/CE du parlement européen et du conseil du 19 novembre 2008 relatif à la protection de l'environnement par le droit pénal », REDE n° 3/V13 – 2009, p 274.
[2] - M. Faure, « vers un nouveau modèle de protection de l'environnement par le droit pénal », REDE n° 1/2005, p03.
[3] - Art. 10 à 13 quant à l'absence d'effet direct de cette obligation. Voir C.J.C.E., 22 février 1994, aff. C236/92 Conitato di coordinamento par la difesa della cava, 1994, P I-483, §§ 11 à14.

c) Le transfert des déchets.

Il s'agit de l'unique catégorie qui fasse expressément référence à une législation de l'Union. Depuis le premier juillet 2007, le règlement CE numéro 1013/2006 constitue la clé de voute de la réglementation de l'Union des mouvements transfrontaliers de déchets. Excluant de champ d'application les transferts internes aux Etats membres, ce règlement encadre de manière extrêmement précise leurs pouvoirs en ce qui concerne les importations et les exportations ainsi que le transit des déchets. Le comportement est érigé en infraction en raison de son seul caractère illicite[1].

d) Les usines dans lesquelles est exercée une activité dangereuse ou l'utilisation de stockage de substances ou préparations dangereuses.

Les différentes directives sur les établissements classés sont désormais fusionnées dans la directive 2010/75/UE, du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles[2], laquelle énonce les principes généraux d'une politique de prévention et de réduction intégrée de la pollution. Par ailleurs, la directive 2012/18/UE[3] concernant la maitrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, dite directive « Seveso », vise à assurer la prévention des accidents majeurs impliquant les substances dangereuses et la limitation de leurs conséquences pour la santé humaine et l'environnement, afin d'offrir de façon cohérente et efficace dans toute l'Union un niveau de protection élevé.

e) Les atteintes causées par les matières nucléaires ou autres substances nucléaires dangereuses.

Les Etats membres sont tenus d'incriminer « la production, le traitement, la manipulation, l'utilisation, la détention, le stockage, le transport, l'importation, l'exportation, l'élimination de matière nucléaires ou d'autres substances radioactives dangereuses » lorsque ces activités s'avèrent illicites et causent des dommages d'une certaine ampleur.

[1] - Dans une affaire d'exportation de catalyseurs usagés provenant d'Allemagne vers le Liban, la cour de justice a jugé que les dispositions du règlement présentaient un degré de clarté suffisant pour pouvoir constituer les éléments d'une qualification pénale notamment en conformité avec le principe de la légalité des délits et des peines, C.J.U.E., 10 novembre 2011, aff. C-405/10, Greenfield, pt 48.

[2] - Directive 2010/75/UE/UE du 24 novembre 2010 relatives aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), JOUE n° L334/17 du 17/12/2010.

[3] - Directive 2012/18/UE du 04 juillet 2012 concernant la maitrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du conseil, JOUE n° L197/1 du 24/07/2012.

f) Les atteintes aux espèces de la faune et de la flore sauvage protégées.

Cette sixième catégorie d'infraction vise « la mise à mort, la destruction, la possession ou la capture de spécimens d'espèces de faune et de flore sauvages protégées », pour définir ces espèces, la directive réunie dans son article 02, b, i, d'une part, à l'annexe IV de la directive habitat, et d'autre part à la directive oiseaux, énonce une interdiction générale de tuer, de capturer, de perturber, de détenir et de commercialiser les espèces d'oiseaux, de les perturber intentionnellement, de détenir des espèces protégées, ainsi que de détruire, d'endommager ou de ramasser leurs nids et leurs œufs[1]. En outre, un certain nombre de moyens de capture sont interdits[2]. A la différence de la directive « oiseaux », la directive « habitats » n'instaure pas un régime général de protection des espèces animales et végétales vivant à l'état sauvage sur le territoire de l'Union, les mesures de protection ne s'appliquent qu'à l'égard d'un nombre restreint d'espèces d'intérêt communautaire[3]. Pour la directive « habitats », deux régimes de protection sont prévues, d'une part un régime de protection stricte des espèces dont les prélèvements ne peuvent être autorisé qu'à titre exceptionnel, et d'autre part, un régime plus souple autorisant que certaines espèces, les Etats membres veillent à maintenir ou à rétablir leur population dans un Etat de conservation favorable[4].

g) Les atteintes aux espèces de faune et flore protégées dans le cadre d'une activité communautaire.

Les directives habitats et oiseaux réglementent le commerce d'un certain nombre d'espèces indigènes[5], quant aux espèces exotiques importées sur le territoire de l'Union, le commerce de certaines d'entre elles est réglementé en vertu du règlement 338/97/CE.

---

[1] - Article 05 et 06 § 01.

[2] - Article 08.

[3] - N de Sadeller et Ch. H. Born, droit international et communautaire de la biodiversité, Paris, Dalloz, France 2004, pp 541-558.

[4] - Art 2.

[5] - Règlement CE, numéro 338/97 du conseil du 09 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvage par le contrôle de la concurrence. JOUE n° L61 du 03 mars 1997, le règlement ne précisant pas quel moyen de preuve, il convient d'utiliser pour démontrer l'acquisition légale des spécimens d'espèces inscrites à ces annexes, notamment lorsque ceux-ci sont nés en captivité sur le territoire communautaire, le soin de fixer ces moyens de preuves et donc laisser aux autorités compétentes des Etats membres. En outre, la mise en place du régime de protection institués pour les spécimens d'espèces protégés n'affecte pas l'obligation générale qu'il incombe à l'accusation de prouver, dans le cadre d'une procédure pénale que le prévenu a utilisé illégalement à des fins commerciaux des spécimens d'espèce protégée. C.J.C.E., 16 juillet 2009, aff. C-344/08, Tomas Ruboch, Rec. P 1-7033, pts 27 et 32.

h) Les actes dégradant un habitat au sein d'un site protégé.

Cette catégorie requiert un dommage spécifique causé à un habitat protégé soit au titre de la directive habitat, soit au titre de la directive oiseaux, les deux directives imposent aux Etats membres de prendre « les mesures appropriées pour éviter la détérioration des habitats d'espèces (…) »[1]. Le paragraphe 02 de l'article 06 de la directive « habitats » oblige les Etats membres de prendre « les mesures appropriées pour éviter la détérioration et les perturbations, quelle que soit leur origine, cette obligation couvre tous les habitats naturels et les habitats d'espèces incluses dans la (ZSC) (zone spéciale de conservation ou la zone de protection spéciale (ZPS)). Aussi les autorités nationales sont-elles tenues d'adopter un cadre réglementaire contraignant destiné à couvrir l'ensemble des activités humaines susceptibles de détériorer au sein du site protégé, ses habitats[2].

i) Les activités illicites touchantes aux substances appauvrissant la couche d'ozone.

L'élément matériel consiste dans le caractère illicite de différentes activités, à savoir la production, l'importation, l'exploitation, la mise sur le marché, ou l'utilisation de substances appauvrissant la couche d'ozone », sont visées des opérations réglementées par le règlement CE N° 2037/2000[3], lequel réglemente la production, l'importation, l'exportation et l'utilisation de certaines substances, l'incrimination relative à celles qui appauvrissent la couche d'ozone n'est pas subordonnée à l'existence de quantité ,non négligeables. En outre, il n'est pas nécessaire d'exiger que la transgression cause ou soit susceptible de causer une atteinte aux personnes ou à un dommage à l'environnement. Du fait qu'il est indépendant de tout dommage, il s'agit d'un délit formel.

j) Les peines prévues pour les infractions environnementales.

Dans son arrêt rendu sur la validité de la décision-cadre 2005/667[4], la cour avait souligné : « que s'agissant […] de la détermination du type et du niveau de sanctions pénales à appliquer, il convient de constater […] que celle-ci ne relèvent pas de la

[1] - Article 06 de la directive habitats.
[2] - N. De Sadeleer et Ch. H. Born, Op. Cit, pp 519-520.
[3] - Règlement CE 2037/2000 du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, JOCE n° L244/1 du 29/09/2000.
[4] - Décision-cadre 2005/667/JAI du conseil du 12 juillet 2005 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de la pollution causée par les navires, JOUE n° L255/164 du 30/09/2005.

compétence de la communauté », cette constatation n'était étayée par aucune explication[1].

Couvrant la personne morale, elle est tenue responsable « lorsque le défaut de surveillance ou de contrôle » A rendu possible la commission de l'infraction[2].

Au terme de cette analyse, la directive 2008/99/CE se contente alors d'établir des « mesures en relation avec le droit pénal » , elle n'harmonise pas les législations répressives des Etats membres, se contentant d'obliger les Etats membres à incriminer certains comportements vaguement définis par la législation éparse, le dernier mot revient donc aux autorités nationales, l'effectivité de la directive est donc largement tributaire de la volonté politique des Etats membres de poursuivre un niveau élevé de protection de l'environnement, pour les Etats membres dont les réglementations étaient déjà fort avancées. Cette directive ne présente aucune valeur ajoutée. Pour d'autres Etats, sa transposition était déjà largement assurée[3].

Paragraphe 2 : La responsabilité civile environnementale.

A) La nécessité de consacrer une responsabilité civile commune.

Différentes conventions internationales, comme la conférence de Stockholm de 1972, les déclarations de Rio de 1992, de Johannesburg de 2002, la convention d'Aarhus de 1998[4], marquent autant d'étapes dans la prise de conscience internationale de la nécessité d'instaurer des mécanismes juridiques permettant de prévenir et de réparer les atteintes causées à l'environnement[5].

---

[1] - Arrêt de la CJUE, Aff. C-440/05, commission des communautés européenne contre conseil de l'Union européen. Par son recours introduit en application de l'article 35, pragraphe 06, UE, la commission des communautés européenne demande l'annulation de la décision-cadre 2005/667/ DAI du conseil du 12 juillet 2005 visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de la pollution causées par les navires. L'affaire porte sur la répartition des compétences entre le premier et le troisième pilier de l'Union européenne, ainsi que sur celles entre la communauté et les Etats membres dans le domaine du droit pénal, domaine généralement perçus comme relevant des prérogatives de puissance publique d'un Etat et de sa souveraineté et donc d'une importance capital en droit institutionnel.

[2] - Article 6 paragraphe 2 de la décision-cadre 2005/667/JAI.

[3] - P. Thieffy, Op. Cit. pp 16-17.

[4] - La convention d'Aarhus du 25 juin 1998, porte sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. Adoptée le 25 juin 1998 par la commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-NU). La convention est entrée en vigueur le 30 octobre 2001, toute personne a le droit d'être informée, de s'impliquer dans les décisions et d'exercer des recours en matière d'environnement, tel est en résumé, le contenu de la convention d'Arhus.

[5] - Au terme du principe 13 de la déclaration de Rio de 1992 sur l'environnement et le développement, les Etats « devaient » élaborer une législation nationale concernant la responsabilité pour les dommages causés par la pollution et d'autres dommages à l'environnement et pour l'indemnisation des victimes » et « coopérer avec diligence et de manière plus résolue en vue d'élaborer de nouvelles mesures de droit international concernant la responsabilité et l'indemnisation en ce qui concerne les effets nocifs des dommages causés à l'environnement par des activités relevant de leur compétence ou de leur pouvoir dans des régions situées au-delà des limites de leur juridiction ».

Concernant la dimension communautaire de la responsabilité environnementale, le réseau « Natura 2000 », instauré par la directive oiseaux du 02 avril 1979 et la directive : « habitat » du 21 mai 1992, constituent un élément important de la protection de l'environnement auquel le régime de la responsabilité environnementale instauré en terme de biodiversité, mais il ne traduit pas la mise en œuvre d'un régime de responsabilité juridique général des pollueurs.

Le livre vert sur la répartition des dommages causés à l'environnement[1], publié en 1993 par la commission, après trois années de travaux de réflexion, apparait d'avantage comme un programme d'action permettant de lutter contre les dommages environnementaux. Il encourageait effectivement l'instauration d'une responsabilité objective, sans faute, à l'encontre des pollueurs. Si ce régime avait naturellement vocation à réparer les atteintes causées à l'environnement, il s'attachait également à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes par des faits de pollution.

Une solution était alors envisagée. En effet, il était prévu d'instaurer un fond d'indemnisation collective, financé par tous les pollueurs potentiels, ce fond était appelé à assurer le coût de la réparation du dommage, lorsque l'identité du pollueur demeurait inconnue.

Afin d'assurer la prévention et- la réparation des atteintes portées à l'environnement, le 09 février 2000, la commission rendait public le livre blanc sur la responsabilité environnementale[2], il concluait à la nécessité d'adopter une directive-cadre communautaire destinée à instaurer un régime permettant la réparation des dommages causés aux biens, aux personnes et à l'environnement par l'activité du pollueur responsable et reposant sur le principe pollueur-payeur[3].

La responsabilité environnementale y était défini comme « l'instrument par lequel celui qui occasionne une atteinte à l'environnement (le pollueur est amené à payer pour réparer les dommages qu'il a causé ». En effet, aux termes du livre blanc, la responsabilité environnementale visait à faire en sorte que le pollueur verse une

---

[1] - Le livre vert sur les dommages causées à l'environnement, COM (93) 47 final du 14 mai 1993.
[2] - Livre blanc sur la responsabilité environnementale, COM (2000) 66 final du 05 février 2000, disponible sur : http://eu.europa.eu/environment/legal/viability/pdf/el_full_fr.pdf. Voir également pour une analyse du livre blanc par le sénat : http://www.senat.fr/ue/pac/E1414.html.
[3] - Voir le cinquième considérant de la convention de Lugano sur la responsabilité civile des dommages résultants d'activités dangereuses pour l'environnement, pour une étude de principe de pollueur-payeur. Voir O. Fuchs, pour une définition commune de la responsabilité environnementale, comment appliquer le principe pollueur-payeur ? L'Harmattan, 2003.
- S. Liger, pollution de l'environnement, risques et responsabilités, précaution, prévention, pollueur-payeur, édition Damos, Coll. Démos environnemental 2000.

somme d'argent afin de réparer les différents dommages induits par son action négative sur l'environnement.

Des garanties financières étaient prévues, la commission considérait que « l'efficacité de tout régime de responsabilité juridique dépend de l'existence d'un système de garantie financière effectif fondé sur la transparence et la sécurité juridique en matière de responsabilité, l'édiction d'une assurance obligatoire était ainsi considérée comme garante d'une « efficacité écologique du système de responsabilité ».

Dans son article 4.7, le livre blanc mentionnait l'importance de permettre un accès à la justice pour l'ensemble des victimes d'un dommage causé à l'environnement. Diverses causes d'exonération étaient envisagées, comme la force majeure, le fait d'un tiers, le fait ou le consentement de la victime, le risque de développement et le fait que les rejets à l'origine du dommage aient été autorisées en application de la réglementation communautaire.

Au mépris de certains des objectifs fixés par le livre blanc et le livre vert, la directive 2004/35/CE a été adoptée le 21 avril 2004[1], laissant une marge d'appréciation relativement large aux Etats membres. Madame Anna Karamat, administrateur à la commission européenne, « l'objectif de la directive est d'établir au niveau européen, un cadre commun pour la prévention et réparation de certains dommages environnementaux », la directive applique le principe « pollueur-payeur » inscrit dans le traité CE. La directive 2004/35 repose à la fois sur un principe d'action et sur un principe d'imputation financière[2].

B) La reconnaissance du dommage écologique.

Les atteintes portées à l'environnement ont, en général, un double effet, sur la nature et les éléments constitutifs de l'environnement et en même temps sur les personnes et les biens. Selon les circonstances à l'origine d'un dommage (accident, pollution diffuse ou continue, pollution à longue distance), celui-ci affectera d'abord les personnes ou les biens puis la nature (explosion d'une usine chimique), ou au contraire, touchera d'abord un milieu naturel puis affectera par ricochet des personnes

[1] - Directive 2004/35/CE du parlement européen et du conseil du 21 avril 2004, JOCE n° L143 du 30 avril 2004, p 56.

- Pascale Steichen, « la proposition de la directive du parlement européen et du conseil sur la responsabilité environnementale en vue de la prévention et de la réparation des dommages environnementaux », revue juridique n° 2/2003, vol 28, p 177.

[2] - A. Karamat, la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale, défis principaux de la transposition et de la mise en œuvre, in la responsabilité environnementale, prévention, imputation et réparation, (dir) de Ch. Cans, Dalloz, thèmes et commentaires, actes, 2009, p 207.

ou des biens (déversement d'hydrocarbure dans la mer)[1]. Quels sont les éléments de l'environnement qui font l'objet d'un régime de protection dans la directive 2004/35/CE[2], pour la responsabilité environnementale.

L'exposé des motifs de la directive énonce clairement qu'il ne s'agit en aucune manière des dommages aux personnes et aux biens qualifiés de dommage traditionnels, même lié à un dommage écologique[3], car les droits nationaux couvrent déjà la réparation de ces dommages selon les règles du droit civil, ce qui confirme bien que la présente directive ne concerne pas la responsabilité civile. Or il est apparu que le problème des sites pollués et les dommages à la biodiversité relevaient dans la plupart des pays de l'O.C.D.E. d'un régime de droit public et la commission a considéré qu'il était trop compliqué d'établir un cadre juridique unique instituant à la fois des mécanismes de responsabilité civile et publique. L'insuffisance des systèmes juridiques nationaux en ce qui concerne la réparation des sols pollués et des dommages à la biodiversité justifiait au nom du principe de subsidiarité l'intervention du droit communautaire.

C'est ainsi que le champ d'application de la directive vise, à travers les définitions de l'article 2, seulement trois éléments de l'environnement qualifiés de « ressources naturelles » (article 2-12) :

- Les espèces et habitats naturels protégés[4],
- Les eaux[5],

[1] - Voir notre article sur « la coopération entre Etats pour la protection de mer méditerranée contre la pollution par les hydrocarbures », revue critique de droit et sciences politique, UMMTO, faculté de droit et sciences politiques, n° 02, 2017, pp 07-39.

[2] - Directive 2004/35/CE du parlement européen et du conseil du 21 avril 2004 sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux, JOUE n° L 143 du 30/04/2004, p 56-75.

- Voir aussi Prieur Michel, « la responsabilité environnementale en droit communautaire », revue européenne de droit de l'environnement, vol 08, n° 02, 2004, p 131-132.

[3] - Le considérant 14 énonce : « la présente directive ne s'applique pas aux dommages corporels, aux dommages aux biens privés ni aux pertes économiques et n'affecte pas les droits résultants de ces catégories de dommages ».

[4] - Les espèces et habitats naturel protégés, il s'agit des espèces énumérées dans les annexe des directives oiseaux de 1979 et habitats naturels de 1992 et des habitats des espèces visées également par ces deux directives. On notera que la directive ne mentionne pas les zones tampons des zones protégées. Si la directive numéro 92/43 est interprétée comme s'appliquant territorialement à ces zones tampons, il n y a pas de raison de ne pas appliquer les mécanismes de responsabilité environnementale également à ces zones tampons. Il peut s'agir aussi, à la discrétion des Etats, de tout habitat ou espèce non protégée en droit communautaire mais protégée en droit national (art 2-30). A ce titre, le champ d'application de la directive peut, à la discrétion des Etats, porter sur des situations non réglementées par le droit communautaire.

[5] - Les eaux sont toutes les eaux couvertes par la directive cadre numéro 2000/60/CE. Les atteintes portées à l'eau constituent en des dommages affectant de manière « grave et négative » l'état écologique, chimique ou quantitatif ou le potentiel écologique des eaux.

- Les sols[1].

On ne trouve alors, ni l'air, ni la diversité et les équilibres biologiques, ni le paysage[2] ni les interactions entre les ressources naturelles.

En ce qui concerne l'air, la position commune du conseil a ajouté un considérant qui le réintroduit de façon étonnante puisqu'il est visé dans le considérant 04 selon lequel « les dommages environnementaux comprennent également les dommages causés par des éléments présents dans l'air, dans la mesure où ils peuvent causer des dommages aux eaux, aux sol ou aux espèces et habitats naturels protégés », la pollution atmosphérique serait incluse dans la mesure où elle affecte, par ses retombées, les trois ressources naturelles privilégiées. Mais cette interprétation n'est reprise par aucun article de la directive.

Le dommage environnemental n'est pas un dommage écologique pur, et cela ne sera pas sans poser de délicats problèmes ultérieurs. En effet, si la faune, la flore et l'eau sont à priori non appropriées, il n'en n'est pas de même des habitats naturels qui sont des espaces appropriés, ainsi que les sols qui sont nécessairement propriété publique ou privée. Ce statut d'appropriation n'est pas gênant pour les mesures de prévention, mais pour les mesures de réparation, il risque d'y avoir concurrence de droit applicable si les propriétaires invoquent une atteinte à leurs droits patrimoniaux provoqués par une pollution affectant leur sol ou habitat naturel dont ils sont propriétaire. La règle de l'article 03, paragraphe 03, selon laquelle la directive ne confère aux personnes privées aucun droit à indemnisation à la suite d'un dommage environnemental, les renvois devant la législation nationale pertinente qui pourraient conduire à les indemniser (devant le juge civil si l'auteur du dommage est une personne privée), alors que pour les mêmes faits de pollution, l'Etat aura imposé aussi une réparation par une mesure administrative éventuellement contestée par le même auteur du dommage devant un juge administratif. L'article 16-2 de la directive, prévoit toutefois cette hypothèse en renvoyant aux Etats le soin d'éventuellement interdire le double recouvrement des coûts à la suite d'actions concurrentes.

Enfin, la directive se présente comme une directive sur la responsabilité. Elle joue, en réalité, sur les mots et traite plus de la prévention et de la remise en état que de la réparation, et la prévention conçue par la directive n'est pas la prévention du droit

[1] - Les sols qui ne font pas en tant que tel l'objet d'une réglementation communautaire, en l'absence de directive sur les sols contaminés, font cependant partis des champs d'application de la directive dans la mesure où ils sont contaminés par l'introduction directe ou indirecte en surface ou dans le sol de substances, préparation organique ou micro-organique. Il faut, toutes fois que cette contamination engendre un risque d'incidence négative grave sur la santé humaine. La communication sur la stratégie thématique pour la protection des sols du 16 avril 2002, [COM (2002) 179 final, non publié au JOCE].
[2] - Toutefois, le paysage pourrait être indirectement concerné à travers l'article 10 de la directive 92/43 sur les habitats naturels.

commun consistant en des mesures de police à travers des procédures de déclaration. Cette prévention ordinaire, a été renforcée par la prévention en cas de risque majeurs (directive Seneso), qui impose des mesures spécifiques de prévention, des accidents, il s'agit de prendre des mesures d'urgences pour prévenir un dommage à l'environnement qui constitue une mesure imminente de dommage.

Ce nouveau concept est défini comme « une probabilité suffisante de sur menace d'un dommage environnemental dans un avenir proche » (art. 2- 9). Face à cette menace de dommage, l'exploitant et les Etats doivent réagir en prenant les mesures préventives nécessaires grâce au nouveau pouvoir d'injonction. L'Etat peut obliger l'exploitant à fournir les informations concernant la menace, et il peut lui imposer des mesures appropriées.

Si le dommage survient, néanmoins, signe de l'échec des mesures d'urgence ou de la soudaineté du dommage, l'exploitant doit informer l'administration et prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour limiter ou prévenir de nouveaux dommages. L'Etat pourra obliger l'exploitant à fournir des informations et lui imposer les mesures de réparations nécessaires.

Section 2 : Les principaux instruments communautaires de mise en œuvre.

En plus de la responsabilité civile et pénale qui peuvent jouer un rôle important pour l'application de la législation communautaire environnementale. D'autres instruments sont créés, tels que l'instrument financier pour l'environnement (c'est l'acronyme de Life) et l'agence européenne pour l'environnement avec l'objectif général de contribuer à la mise en œuvre et au développement de la politique et de la législation environnementale communautaire.

Sous-section 1 : Life : l'instrument financier pour l'environnement.

Paragraphe 1 : Life 1992 - 2006.

Lancé en 1992, Life, l'instrument financier pour l'environnement est l'un des fer de lance » de la politique environnementale communautaire, avec l'objectif général de contribuer à la mise en œuvre, à la mise à jour et au développement de la politique et de la législation environnementale de la communauté, en particulier, protéger les citoyens de l'Union contre les pressions et les risques pour la santé et le bien-être liés à l'environnement.

Pour ce qui concerne l'intégration de l'environnement dans les autres politiques, ainsi qu'au développement durable « son objectif est aussi d'exploiter de nouvelles solutions aux problèmes environnementaux de dimensions communautaires »[1].

Life cofinance des actions en faveur de l'environnement dans l'Union européenne et dans certains pays tiers[2]. Il s'est terminé en 2006 après trois périodes de mise en œuvre dénommées Life I (1992 – 1995), elle a bénéficié de 400 millions d'Euros, Life II (1996 – 1999) a bénéficié d'environ 450 millions d'Euros, et la troisième Life III (2000 – 2004)[3], dispose d'un budget établi à 640 millions d'Euros.

Il convient cependant de savoir que toutes ces politiques thématiques s'inscrivent dans le cadre général défini par le sixième programme communautaire d'action pour l'environnement intitulé « environnement 2010, notre avenir, notre choix »[4], ainsi que dans la stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable telle qu'elle a été établie lors du conseil européen de Göteborg en juin 2001[5].

Le programme Life se compose de trois volets dénommés Life nature, Life environnement et Life pays tiers.

Life nature s'applique à la mise en œuvre des directives oiseaux (79/402) et habitats (92/43) dans le cadre de la mise en place et de la gestion du réseau des sites Natura 2000.

Life pays tiers contribue à la création de capacités et de structures administratives nécessaires dans le domaine de l'environnement et au développement de politiques et de programmes d'action en matière d'environnement dans les pays tiers riverains de la mer méditerranée et de la mer baltique.

Life environnement avait pour objectif spécifique de contribuer au développement de techniques et de méthodes novatrices et intégrées, ainsi qu'au

---

[1] - Commission européenne, « l'instrument financier pour l'environnement » office des publications officielles des communautés européennes, Luxembourg, Août 2001, p 2.

[2] - Pays riverains de la mer méditerranée et de la mer baltique, et pays d'Europe centrale et orientale candidats à l'adhésion à l'Union ayant décidé d'être associés à Life.

[3] - Règlement CEE numéro 1655/2000 du parlement européen et du conseil du 17 juillet 2000, concernant un instrument financier pour l'environnement (Life), le règlement abroge le règlement CEE n° 1973/92 qui avait créé l'instrument financier Life, JOCE n° L192 du 28 juillet 2000.

[4] - Communication de la commission au conseil et au parlement européen, au comité économique et social et au comité des régions, du 24 janvier 2001 sur le sixième programme communautaire d'action pour l'environnement, « environnement 2010, notre avenir, notre choix » [Com (2001) 31 final].

[5] - Conseil européen des 15 et 16 juin 2001, aussi appelé conseil européen de Göteborg qui s'est tenu les 15 et 16 juin 2001 à Göteborg en Suède. Ce conseil a élargi les objectifs de la stratégie de Lisbonne à l'environnement et au développement durable. Les conclusions de la présidence du conseil européen de Göteborg sont disponible sur : http://www.senat.fr.

développement plus poussé de la politique communautaire en matière d'environnement[1].

Life environnement a soutenu des projets de démonstration qui ont apporté une solution novatrice, un progrès à un problème environnemental important au niveau communautaire, et ont permis l'obtention de résultats concrets reproductibles et transférables dans l'Union européenne.

Nous allons nous intéresser à chacun des volets de cet instrument, voir l'objectif de leur projet et ce qui a été réalisé dans différents pays pour chaque volet.

A) Life Nature.

I. Objectif.

Le volet vise en tout premier lieu de mettre en œuvre une réglementation destinée à protéger la faune, la flore et les habitats dans l'espace de l'Union. Les principaux projets de conservation de la nature se concentrent sur la réhabilitation des habitats naturels, ainsi que les espèces spécifiques mentionnées dans les directives du départ. Le budget qui a été consacré à Life Nature pendant la période 2000 – 2004 s'élève à 300 millions d'Euros, avec un cofinancement de la communauté qui peut atteindre les 50 % des coûts. Mais concernant les projets de protection d'habitats ou les espèces prioritaires, et ceci à titre exceptionnel, le financement communautaire peut aller jusqu'à 75 % des coûts.

II. Les actions menées par Life Nature[2].

Comme mentionné précédemment, l'objectif de Life Nature est la protection et la conservation de la nature, mais pas seulement, il y a bien d'autres projets différents, bien sûr toujours dans le même cadre et cela pour démontrer la diversité des milieux naturels dans l'Europe, et voici quelques exemples des projets menés dans différents pays de l'Union européenne.

- ✓ **France** : Etablissement de contrats de gestion territoriale écologique avec des groupes d'agriculteurs.
- ✓ **Espagne** : Protection des terres humides, dunes, lagons, zones côtières et maritimes, protection d'espèces en déclin (ours brun, vautour noir, vison européen, chauves-souris).

[1] - Chaque année, un budget de l'ordre de 150 millions d'Euros, a été attribué à Life, réparti entre les volets Nature, Environnement (47 % du budget chacun) et Pays tiers (3 % du budget).
[2] - Commission européenne, « l'instrument financier pour l'environnement », Office des publications officielles des communautés européennes, Luxembourg, août 2002, p 3.

- ✓ **Italie** : La protection d'espèces particulières comme les loups, les ours, et les chauves-souris, ainsi que les habitats particuliers (terres humides, écosystèmes de rivière).
- ✓ **Roumanie** : Le plan national d'action pour la protection des dauphins dans la mer noire.
- ✓ **Finlande** : La surveillance de certaines espèces de papillons qui sont des indicateurs de l'état de l'environnement très efficace.
- ✓ **Royaume Unis** : protection des oiseaux qui nichent sur le terrain.

Plusieurs autres projets ont été réalisés dans d'autres pays européens.

B) Life Environnement.

I. Objectif.

Les propositions soumises à Life Environnement devaient, prioritairement, s'inscrire dans l'une des cinq grandes priorités suivantes :

- La gestion de la ressource en eau, l'eau et l'agriculture, l'élimination des rejets de substances dangereuses dans l'eau, le recyclage des eaux, la gestion et les technologies de traitement des eaux usées.

- L'impact des activités économiques dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les technologies propres.

- La politique des déchets, prévention, recyclage et réutilisation.

- La politique intégrée des produits et services, éco-management, écoconception, écoconstruction et tourisme durable[1].

II. Les actions de Life Environnement[2].

Nous allons donner quelques actions menées par les différents Etats de l'Union européenne Life Environnement.

- ✓ **France** : Le désigne des pièces automobiles prend la responsabilité de recycler les voitures en fin de vie.
- ✓ Un transport respectueux de plus en plus de l'environnement.
- ✓ Traitement innovant des eaux usées.

[1] - Chaque année plusieurs centaines (entre 500 et 1000 propositions selon les années, (9717 de 1992 à 2006) de dossiers Life Environnement ont été présentés à la commission européenne. Après évaluation, seule une centaine a été acceptée (50 seulement en 2006). En moyenne, seul un projet sur six ou sept est retenu. Durant les quinze années de programme Life Environnement, 1513 projets ont été soutenus.

[2] - Commission européenne, « l'instrument financier pour l'environnement », Office des publications officielles des communautés européennes, Luxembourg, août 2002, p 4.

- ✓ **Irlande** : Faire en sorte d'instaurer une politique de recyclage des appareils électriques.
- ✓ **Italie** : La lutte contre l'effet de serre et la pollution atmosphérique.
- ✓ **Autriche** : La promotion de biocarburants ainsi que des matériaux de construction recyclés.
- ✓ **Pays bas** : La récupération des eaux de pluie et l'utilisation rationnelle de cette ressource dans les villes,

- Promouvoir la construction écologique.

- Offrir des points bonus, ainsi que certains avantages qui encouragerait la consommation de produits moins polluants et plus respectueux de l'environnement.

- **Roumanie** : Le tri sélectif des déchets ménagées.
- **Suède** : La promotion de produits biologiques, comme les lacs et les solvants biologiques.
- Traitement écologique des déchets.
- **Royaume-Unis** : La collecte, redistribution et réutilisation des ordinateurs déjà utilisés.

D'après les différents projets cités plus haut, on constate que les pays européens se sont concentrés sur la lutte contre la pollution par la mise en place de programmes consacrés à la réutilisation des matières et leur recyclage, ainsi que la promotion de nouvelles technologies propres et l'utilisation de produits moins polluants.

C) Life Pays tiers.

I. Objectif.

Ce volet de l'instrument Life a pour objectif d'aider les pays autres que ceux de l'Union européenne, notamment les pays riverains de la méditerranée et de la mer baltique, à avoir les capacités techniques et administratives dans le domaine de la préservation de l'environnement tel que le financement réservé aux pays maghrébins dans le domaine de l'environnement.

II. Les actions de Life Pays tiers[1] dans les pays du Maghreb (Algérie, Tunisie, Maroc).

Plusieurs projets financés par l'instrument LIFE dans les pays du Maghreb, nous citerons quelques-uns pour le Maroc, l'Algérie et la Tunisie.

a) Le Maroc.

[1] **- Commission européenne, Op. Cit, p 6.**

LIFE a financé des projets pour la protection de l'environnement et des ressources en eau du bassin versant de la Moulouya qui vise à permettre le développement durable, en le protégeant de la contamination intérieure et de la contamination dû à la prospection minière, et en renforçant la capacité des institutions sur le plan de la gestion et de la surveillance régionales. Le projet prévoit plusieurs activités : la réalisation d'une étude sur la biodiversité et les activités polluantes du bassin versant de la Moulouya, le renforcement de la capacité du centre de co-traitement des déchets municipaux situé à Missour, la création d'un observatoire régional de l'environnement, la réalisation d'actions de recherche et d'études d'impact sur l'environnement et l'organisation d'ateliers[1].

Un autre projet important concerne le centre marocain des zones humides[2], et un projet de système d'information scientifique dans la région du Sahel – Dourrala (SADIN) qui a permis d'évaluer le potentiel des aquifères et des sites proposés pour la construction de puits pour l'exploitation des eaux souterraines dans le bassin du Sahel – Dourrala ; d'évaluer le progrès de pollution dû au captage des eaux souterraines, notamment pour ce qui est de l'infiltration souterraine de l'eau salée provenant de la mer) ; de mettre en œuvre un système informatique pour l'acquisition des données, la collecte des échantillons et l'analyse multidisciplinaires ; et enfin, de constituer une base de savoir-faire dans le domaine de la gestion de l'environnement et dans une région du Maroc aride mais de plus en plus densément peuplée[3].

b) La Tunisie.

La Tunisie a aussi bénéficié d'un financement important dans certains projets réservés à la protection de l'environnement, nous citerons deux de ces projets.

Le premier projet : pour la préservation de l'environnement marin du lagon d'Oludeniz, qui a permis de préserver ce lagon, une zone qui présente une grande biodiversité. L'objectif principal du projet est d'agir rapidement avant que l'irréparable ne se produise. Des actions sont mises en place pour définir des mesures permettant le développement durable des zones côtières, et organiser des ateliers de gestion de l'environnement ; des études d'échantillonnage et des évaluations stratégiques seront effectuées afin de mettre en place un système permettant d'alerter les pouvoirs locaux.

[1] - Information obtenue auprès du ministère de l'environnement marocain, Life a contribué avec 169.423 Euros (coûts éligibles : 48,3%).
[2] - Ibid, contribution de Life 353.294 Euros (coûts éligibles : 67 %).
[3] - Information obtenue auprès du ministère de l'environnement marocain, Life a contribué avec, 412.882 Euros financé par Life pays tiers (70 % des coûts éligibles).

Le projet prévoit en outre la préparation de manuels et de guides, l'organisation de compagnies de sensibilisation, et l'élaboration d'un programme d'enseignement[1].

Le deuxième projet : concerne un programme de soutien institutionnel au ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire en matière d'éducation sur l'environnement. Ce projet vise a définir une stratégie nationale d'éducation à l'environnement, et à préparer un plan de mise en œuvre de la stratégie. Il consistera à organiser des actions pilotes dans le domaine de l'éducation à l'environnement, ce qui comprendra l'adaptation des méthodes et des programmes d'enseignement qui existent, à renforcer la participation des ONG et des associations spécialisées dans la mise en œuvre de la stratégie et à mettre en place des mécanismes de suivi, d'évaluation et de mise à jour de la stratégie.

c) L'Algérie.

L'Algérie a aussi bénéficié d'une enveloppe importante pour financer de nombreux projets, pour faire face à la difficulté que connait l'environnement, nous allons citer deux projets.

Le premier sur la mise en place d'une structure opérationnelle et consultative d'assistance chargée de la définition des normes et des protocoles de sécurité dans le cadre de la lutte contre les problèmes liés à l'amiante en Algérie.

L'Algérie connait de graves problèmes liés à l'amiante, de nombreux sites sont pollués, les travaux correctifs sont difficiles et l'élimination ou le traitement des déchets d'amiante sont complexe. Le projet vise à créer une structure originale qui fournira une assistance à la fois théorique et pratique à des équipes d'intervention spécialisées, en mettant au point des techniques d'intervention, soit pour neutraliser l'amiante, soit pour en limiter les effets néfastes[2].

Un autre projet concerne la création d'un centre d'information, de sensibilisation, de formation et de diffusion d'une nouvelle culture environnementale.

On a cherché à avoir des informations sur la suite du projet mais sans résultats.

d) Projet international (Algérie-Maroc-Tunisie).

[1] - Life a contribué avec une enveloppe de 394.731 Euros (coûts éligibles : 50,4 %)
[2] - L'instrument LIFE pays tiers a contribué avec une enveloppe de 454.420 Euros (70 % des coûts éligibles).

Un projet financé pour les trois pays du Maghreb (Algérie-Maroc-Tunisie) dans le cadre du renforcement de la capacité de gestion des zones humides Nord-africaines[1].

L'objectif général de ce projet consiste à fournir une assistance et à consolider la mise en œuvre des politiques dans le domaine de la gestion des zones humides en Algérie, au Maroc et en Tunisie.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- Renforcer les capacités des pays participants au niveau national afin de mettre en œuvre des politiques pour la conservation et l'utilisation raisonnée de leurs zones humides, tout en tenant compte des fonctions écologiques des sites et en promouvant une coopération transrégionale en ce qui concerne l'usage de méthodologies et outils spécifiques.
- Accroitre les capacités au niveau local en renforçant les atouts socio-économiques potentiels des sites pour améliorer l'économie des communautés sans perdre de vue l'utilisation croissante des ressources naturelles.

Un autre projet combiné entre les trois Etats du Maghreb mené par l'observatoire du Sahara et du Sahel, est financé par LIFE pays tiers, aura pour objectif de prévenir les crises dues à la sécheresse dans cette région du rivage méridional de la méditerranée, par la mise en œuvre d'un système d'alerte avancé, et le renforcement des capacités opérationnelles de ces pays. Dans ce cadre un ensemble commun de méthodologie pour une évaluation rapide seront élaborés. Les territoires nationaux concernés seront divisé en écorégions, dont la vulnérabilité structurelle sera évaluée.

Paragraphe 2 : Life + Le nouvel instrument financier pour la période 2007 à 2013.

A) Les objectifs de l'instrument Life +.

Le nouvel instrument Life +, s'inscrit dans la continuité de Life tout en intégrant des modifications importantes dans le cadre de la réorganisation des instruments financiers européens pour la période 2007 – 2013. Les principaux changements sont les suivants :

- Le nouvel instrument financier regroupera l'ensemble des lignes budgétaires précédemment dispersées au sein de la DG de l'environnement (Life soutien aux ONG environnementales européennes, réseaux de villes durables, forest focus, etc…).

[1] **- LIFE pays tiers a contribué avec 638.135 Euros (soit 64,40 % des coûts éligible).**

- Il comprendra trois volets « nature et biodiversité », « politique et gouvernance en matière d'environnement », et « information et communication ». Le volet « pays tiers » de Life disparait de l'instrument Life +, il disposera d'un budget de 2 143 409 000 € pour la période 2007 à 2013[1].

B) Les actions de Life +.

I. Action relevant du volet « nature et biodiversité ».

Plusieurs actions et objectifs à atteindre dans le domaine de la nature et de la biodiversité, comme la mise en œuvre des directives « habitats » et « oiseaux », du réseau Natura 2000, et de la communication (2006/216) « encourager la diminution de la biodiversité à l'horizon 2010 et au-delà ».

- ✓ Consolidation des bases de connaissance.
- ✓ Approches instruments de suivi et d'évaluation de la nature et de la biodiversité.

II. Action relevant du volet « politique et gouvernance en matière environnementale ».

Dans ce volet, beaucoup de méthodes, approches, technologies et instruments novateurs pour la mise en œuvre des politiques communautaires environnementales locales et régionales pour une meilleure gouvernance environnementale.

Les thématiques prioritaires sont celles définit dans le sixième PAE, les changements climatiques, environnement et santé, ressources naturelles (eau, air, sol) déchets, environnement urbain, bruit, substances chimiques, forêts, production et la consommation durable.

III. Action relevant du volet « information et communication ».

Ces actions concernent la diffusion d'informations et actions de sensibilisation sur les questions environnementales et les mesures d'accompagnements tels que les compagnes de communications, formations, conférences (notamment sur la prévention des incendies des forêts).

IV. Modalités de mise en œuvre.

Pour la mise en œuvre des actions de l'instrument Life +, la commission établira deux programmes stratégiques pluriannuels pour les périodes 2007 – 2010 et 2011 – 2013.

[1] - 78 % de ce budget sera affecté au soutien de projets, sur cette part, la moitié devra concerner le volet « nature et biodiversité », et un objectif de 15 % de cette enveloppe est fixé pour des projets transnationaux.

D'abord, un appel à proposition annuel sera publié au journal officiel de l'Union européenne pour la partie projet de Life +. Chaque Etat membre se verra affecter une allocation nationale indicative annuelle[1], un programme de travail national fixant les domaines prioritaires et les objectifs nationaux spécifiques, ensuite, les Etats membres pourront emmètre un avis sur les propositions présentées. Cet avis sera pris en compte dans l'évaluation des projets.

Le soutien financier de Life + prendra la forme de subventions au taux maximal de 50 % des coûts éligibles (75 % dans certains cas de projets relevant du volet nature). Les structures publiques et privées pourront bénéficier des aides de Life +.

Paragraphe 3 : Nouveau programme Life 2014 – 2020 pour l'environnement et le climat.

Dans le cadre du budget 2014 – 2020, la commission européenne propose de lancer un nouveau programme pour l'environnement et l'action pour le climat (Life), doté d'une enveloppe de 3,2 milliards d'Euros. Le nouveau programme proposé s'appuiera sur le succès du programme Life + qui s'est achevé en 2013. Mais il sera modifié afin d'avoir un impact plus important.

Le document précise pour la période couverte, et conformément aux dispositions du règlement portant adoption du programme, ses modalités de mise en œuvre, les priorités thématiques, par type de projet, ainsi que la méthodologie et les critères de sélection des projets[2], un calendrier indicatif des différents appels à projets est également précisé, avec des programmes de travail pluriannuels adoptés en consultation avec les Etats membres[3], et des projets intégrés, à plus grande échelle, pourrait être financés. Plusieurs domaines sont d'ores et déjà définis par la commission.

L'utilisation rationnelle des ressources, la biodiversité et la gouvernance pour l'environnement et l'alternation, l'adoption et la gouvernance pour le climat.

[1] - 16,4 ME pour la France en 2007.
[2] - Sur 2014 – 2017, 1,1 milliards d'Euros seront attribués au sous-programme environnement, et 360 millions d'Euros au sous-programme climat, par ailleurs, 140 millions d'Euros seront consacrés aux nouveaux instruments financiers en faveur de la nature et de l'efficacité énergétique, article 17 § 4 du règlement.
[3] - Afin de garantir la mise en œuvre du programme Life, il convient d'adopter un programme de travail pluriannuel pour 2014 – 2017 qui devrait préciser la répartition indicative des fonds entre les domaines prioritaires et les différents types de financement. Il devrait aussi contenir les résultats qualitatifs et quantitatifs, les indicateurs et les objectifs spécifiques pour chaque domaine prioritaire en vue de faciliter l'évaluation des résultats et des incidences du programme. In décision d'exécution de la commission du 19 mars 2014 concernant l'adoption du programme de travail pluriannuel Life pour 2014 – 2017 (2014/203/UE), JOUE n° L 116/1 du 17/04/2014, considérant 02 et 03.

A) Les deux sous-programmes de Life Environnement et action pour le climat 2014-2020.

I. Le sous-programme environnement comporte trois domaines prioritaires.

a) Le domaine prioritaire environnement et utilisation rationnelle des ressources : sera chargé d'élaborer, d'expérimenter et de démontrer des approches de politiques ou de gestions, de meilleurs pratiques, de solutions et d'approches intégrées des enjeux environnementaux, ainsi que d'améliorer la base de connaissance qui s'y rapporte.

b) Le domaine prioritaire nature et biodiversité : sera chargé d'élaborer, d'expérimenter et de démontrer de meilleures pratiques, de solutions et d'approches intégrées afin de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique et de la législation en matière de nature et de biodiversité ainsi que d'améliorer la base de connaissance qui s'y rapporte.

c) Le domaine prioritaire gouvernance et information en matière d'environnement : a pour objectif d'accroitre la sensibilisation aux questions environnementales, d'assurer la communication, la gestion et la diffusion d'information relatives à l'environnement et de favoriser l'amélioration de la gouvernance environnementale par une participation accrue des parties intéressées.

II. Concernant le sous-programme action pour le climat, il comporte trois domaines prioritaires.

a) Le domaine prioritaire atténuation du changement climatique : Il contribuera à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, en particulier par la participation à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique et de la législation en la matière, l'amélioration de la base de connaissances, la mise au point d'approches intégrées et à travers l'élaboration et la démonstration de technologies, de systèmes de méthodes et d'instruments innovants.

b) Le domaine prioritaire adaptation au changement climatique : Il appuiera les initiatives visant à renforcer la résilience au changement climatique, en particulier en participant à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique et de la législation en la matière politique et de la législation en la matière en améliorant la base de connaissances, en mettant au point des approches intégrées, ainsi qu'à travers l'élaboration et la démonstration de technologies, de systèmes, de méthodes et d'instruments innovants.

B) Projets réalisés par LIFE 2014-2020.

Beaucoup de projets ont été financés dans le cadre de LIFE environnement et climat 2014-2020, avant de donner quelques exemples il importe d'abord de vérifier les conditions exigées pour bénéficier de ce financement.

I. Les bénéficiaires et les bénéficiaires finaux.

Les financements sont attribués à des bénéficiaires, également appelés porteurs de projet. Mais ceux-ci réalisent le projet pour lequel ils ont été sélectionnés aux profits de bénéficiaires finaux. C'est tout ou partie d'une population locale qui bénéficiera des résultats du projet. Tous les acteurs sont potentiellement concernés par les financements européens : les collectivités territoriales, les organisations de la société (ONG, associations, …), les acteurs non-étatiques, les entreprises, les universités et laboratoires de recherche, les exploitations agricoles, etc…

Pour les subventions, la priorité est donnée avec la programmation 2014-2020 ou consortium réunissant plusieurs acteurs de nationalités différentes (dans l'UE et/ou hors UE), dans les instruments d'action extérieure, une priorité en outre donnée aux acteurs des pays tiers (conditions plus flexibles, co-financement plus important par exemple)[1].

II. Le projet en faveur de l'environnement et du climat t financés.

Beaucoup de projets financés par l'instrument LIFE pour la période 2014-2020 en faveur de l'environnement et du climat. La commission européenne a approuvé, sur le budget de l'UE, une enveloppe de 222,7 millions d'Euros (financés par la commission européenne), auxquels s'ajoutera une aide supplémentaire du programme LIFE pour arriver à un total de 398,6 millions d'Euros[2].

Cinquante-six projets correspondent à la thématique environnement et utilisation rationnelle des ressources, ils disposeront de 142,2 millions d'Euros. Les 39 projets nature et biodiversité soutiennent la mise en œuvre des directives « oiseaux et habitats », ainsi que la stratégie de l'UE pour la biodiversité à l'horizon 2020, leur budget total est de 158,1 millions d'Euros, 15 projets visent à sensibiliser le public aux questions environnementales (23,2 millions d'Euros)[3].

Les seize projets adaptation au changement climatique (32,9 millions d'Euros) concernant cinq secteurs : l'agriculture – sylviculture – tourisme, l'adaptation dans les régions montagneuses ou insulaires, l'adaptation ou la planification urbaines, l'évaluation de vulnérabilité ou stratégie d'adaptation, et l'eau.

Douze projets financés pour le climat (atténuation du changement climatique) (35,3 millions d'Euros), c'est des projets pilotes de démonstration et de bonne pratiques

---

[1] - Voir guide des appels à projet LIFE 2016 / LIFE 2017, disponible sur : http://www.bretagne.bzh. Et appel à projets LIFE 2018, disponible sur : http://www.occitanie-europe.eu.
[2] - Voir programme LIFE : 144 projets en faveur de l'environnement et du climat financés, disponible sur : http://m.actu-envirenment.com.
[3] - Programme LIFE : 144 projets en faveur de l'environnement et du climat financés, Op. Cit.

dans les domaines de l'énergie, l'industrie et l'utilisation des terres, l'agriculture ou encore la sylviculture. Six projets sont destinés à améliorer la gouvernance et à sensibiliser le public au changement climatique (6,9 millions d'Euros)[1].

Concernant la France, six projets ont été sélectionnés pour ce financement, pour un montant total de 15,2 millions d'Euros. Tel que le projet CROAA qui se concentrera sur la lutte contre deux espèces d'amphibiens envahissantes. AGROMINE ambitionne de récupérer des métaux comme le nickel du sol grâce à des plantes. FARBIOTY s'intéresse à la réduction de l'impact écologique des transports par exemple le train, grâce à des matériaux composites innovants. FORECCAST développera un outil numérique pour que les gestionnaires de forêts du parc naturel régional du haut Languedoc puissent mieux anticiper les risques liés au changement climatique. SOLID qui vise à produire des ciments ou bétons à faible émission de gaz à effet de serre. Et enfin, BIOHEC travaillera sur la transformation de l'huile de cuisson usée, déchets d'industrie alimentaire, en carburants.

Le dernier calendrier de l'appel à projet s'est tenue en 2017, le 28 avril 2017 publication des APP du 07 au 14 septembre de la même année, clôture des APP, et le trois septembre 2018 ont débuté les nouveaux projets retenus[2].

Le domaine prioritaire gouvernance et information en matière de climat : Il aura pour objectif de promouvoir la sensibilisation aux questions relatives au climat, d'appuyer la communication, la gestion et la diffusion d'informations relatives au climat, de promouvoir une plus grande conformité avec la législation sur le climat et de favoriser l'amélioration de la gouvernance climatique par une participation accrue des parties prenantes.

Sous-section2 : L'agence européenne pour l'environnement.

L'agence européenne pour l'environnement établie à Copenhague, est l'un des plus importants instruments de mise en œuvre de la politique communautaire pour la protection de l'environnement. Elle a pour mission de favoriser l'amélioration significative et mesurable de l'environnement européen en produisant des informations opportunes, ciblées, pertinentes et fiables aux décideurs et au public[3]. Ces principaux bénéficiaires, de l'AEE sont les institutions de l'Union européenne : la commission européenne, le parlement européen, le conseil de l'Union européenne, et autres institutions de l'Union européenne, pays participants, ONG, milieux scientifiques et

[1] - Programme LIFE , Op Cit.
[2] - Programme LIFE : 144 projets en faveur de l'environnement et du climat financés, Op. Cit.
[3] - Règlement C.E. n° 401/2009 du parlement européen et du conseil du 23 avril 2009 relatif à l'agence européenne pour l'environnement et au réseau européen d'information et d'observation pour l'environnement, JOUE, n° L126/13 du 21/05/2009.

universitaires, organisations professionnelles, bureaux d'études et groupes de réflexions. Il est aussi opportun de prévoir l'ouverture de l'agence à d'autres pays partageant l'intérêt de la communauté et des Etats membres pour les objectifs de l'agence en vertu d'accords à conclure entre eux et la communauté[1].

Les citoyens sont également concernés au premier chef, puisque l'agence vise à les aider à mieux comprendre les questions relatives à l'environnement et au changement climatique.

Paragraphe 1 : Le fonctionnement de l'agence européenne pour l'environnement.

Les activités de l'A.E.E. sont organisées selon des programmes de travails annuels qui s'inscrivent dans le cadre d'un travail quinquennal. Le programme actuel qui couvre la période 2014 – 2018 comporte les quatre grands axes suivants :

- Fournir à la communauté et aux Etats membres les informations objectives nécessaires à la formation et à la mise en œuvre de politiques environnementales judicieuses et efficaces, à cet effet, fournir notamment à la commission les informations qui lui sont nécessaires pour mener à bien ses tâches d'identification, de préparation et d'évaluation des mesures et de la législation dans le domaine de l'environnement.

- L'évaluation des défis systématiques, adopter une vision globale Trans sectorielle, et à long terme, visant à soutenir le programme d'action pour l'environnement de l'Union européenne ; rédiger des rapports d'expertise sur la qualité et la sensibilité de l'environnement, ainsi que sur les pressions qu'il subit sur le territoire de la communauté ; développer d'avantage et subvenir aux frais d'un centre de références pour les informations relatives à l'environnement, la commission utilise ces informations dans le cadre de sa mission consistant à assurer l'application de la législation communautaire en matière d'environnement.

- La création et l'utilisation commune des connaissances, créer des réseaux de personnes et de systèmes d'information et les développer.

- Stimuler le développement de méthodes d'évaluation du coût des dommages causés à l'environnement et des coûts des politiques de prévention, de protection et de restauration de l'environnement.

[1] **- Règlement CE n° 401/20019, considérant 12.**

- L'amélioration constante de l'efficience et de l'efficacité[1].

- Coopérer avec les organisations et programmes communautaire et notamment celle du centre commun de recherche de l'office statistique des communautés de recherche et de développement dans le domaine de l'environnement.

L'agence coopère aussi activement avec d'autres organismes tels que l'agence spatiale européenne, l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE), le conseil de l'Europe, l'agence internationale de l'énergie, l'organisation des Nations Unies pour l'environnement, l'organisation météorologique mondiale, et l'agence internationale de l'énergie atomique. Dans des domaines d'intérêt commun, l'agence peut coopérer avec les institutions de pays non membres de la communauté qui sont en mesure de fournir des données, des informations et des connaissances, des méthodes de collecte, d'analyse et d'évaluation des données qui présentent un intérêt mutuel et qui sont nécessaires pour mener à bien les travaux de l'agence[2].

Paragraphe 2 : L'évaluation de l'agence européenne pour l'environnement de l'état de l'environnement en Europe « elle veut des mesures plus ambitieuses ».

Le rapport quinquennal de l'agence européenne pour l'environnement, publié le 03 mars 2015[3], analyse l'état de l'environnement en Europe et trace des perspectives à l'horizon 2050. Il dresse un bilan mitigé des politiques environnementales et climatiques menées depuis quarante ans.

En 2015, l'Europe se situe à peu près à mi-chemin entre la politique environnementale de l'Union européenne lancée au début des années 1970, et son programme d'action, et sa vision à l'horizon 2050 intitulé « bien vivre dans les limites de notre planète »[4], cette vision s'appuie sur le fait que la prospérité économique et le bien-être de l'Europe sont lié à son environnement naturel, de la fertilité des sols à la salubrité de l'air et de l'eau.

L'évaluation montre qu'un certain nombre d'avancée peuvent être soulignées. En effet, estime le rapport en introduction « les politiques européennes sur l'environnement et le climat ont produit des résultats substantiels, améliorant l'environnement et par la même, la qualité de vie, tout en stimulant l'innovation, la création de l'emploi et la croissance ». Mais le texte du rapport continue dans son introduction que « malgré ces amélioration, l'Europe reste confrontée à une série de

[1] - Article 02 du règlement CE, numéro 401/2009.
[2] - Article 15 du règlement CE, numéro 401/2009.
[3] - Rapport de l'AEE 2015, l'environnement en Europe et perspectives 2015, office des publications de l'Union européenne, Luxembourg 2015.
[4] - La vision 2050 est présentée dans le septième programme d'action sur l'environnement de l'Union européenne.

défis environnementaux persistants et croissants. Relever ces défis exigera des changements fondamentaux dans les systèmes de production et de consommation à l'origine des problèmes persistants ».

Le message de cette publication est simple : c'est un bon début mais il faut aller plus loin, pas assez pour atteindre les objectifs de 2050. « Aujourd'hui les européens profitent d'un air et d'une eau plus sains, de plus de recyclage et moins de mise en décharge des déchets. Cependant l'Europe est encore loin d'atteindre son objectif de « bien vivre dans les limites de notre planète », fixée pour 2050 par le septième programme d'action européen pour l'environnement. Malgré les améliorations environnementales de ces dernières décennies, les défis auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui sont considérables. Le capital naturel européen se dégrade à cause des activités socio-économiques comme l'agriculture, la pèche, le transport, l'industrie, le tourisme et l'expansion urbaine[1].

Ainsi, estime l'AEE, il faut continuer à progresser en matière de transition énergétique, de gestion des déchets et économie des ressources, mais surtout lancer des mesures ambitieuses pour la protection de la biodiversité et la lutte contre le réchauffement climatique[2]. Le directeur exécutif de l'agence Hans Bruyn Ickx estime que : « nos sociétés et économies continuent d'endommager les systèmes naturels et les services écosystémiques, sous-tendent notre propriété […], si nous utilisons pleinement nos capacités d'innovation nous pourrons rendre l'Europe réellement durable tout en nous plaçons à la pointe de la science et de la technologie, en créant de nouvelles industries, et ainsi engendrer une société plus saine[3].

[1] - Rapport de l'AEE 2017 : façonner l'avenir énergétique de l'Europe, une énergie propre, intelligente et renouvelable », signaux 2017.
[2] - Rapport de l'AEE, 2015, Op Cit.
[3] - Sébastien Arnaud, « l'agence européenne pour l'environnement veut des mesures plus ambitieuses », rapport publié le 03/03/2015, disponible sur le site : http://www.rse.magazine.com.

Deuxième partie

La politique Maghrébine de l'Union européenne

pour la protection de l'environnement

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Depuis le début des années 90, on a assisté à une puissance des préoccupations environnementales dans l'action extérieure de la communauté européenne, l'aggravation et la globalisation des menaces qui pèsent sur l'environnement l'ont conduit à s'engager résolument en faveur de la préservation de ce bien mondial, en tant qu'acteur majeur des relations internationales, elle a ainsi pris une part active dans l'élaboration du droit international de l'environnement. Mais le spectre de son implication est beaucoup plus large puisque la préservation de l'environnement est prégnante de multiples aspects de son action extérieure. A vrai dire, l'Union européenne a su pleinement utiliser les leviers que lui ont offerts les traités constitutifs successifs, on songe notamment à l'affirmation de ses compétences externes, expresses et implicites à la mise en œuvre du principe d'intégration énoncé à l'article 11 du TFUE, ou encore à la réalisation de l'objectif de développement durable.

Le Maghreb fait partie des politiques extérieures de l'Union européenne, elle est d'ailleurs ancienne mais elle a beaucoup évolué au cours du temps.

Dans les années 60 les premières relations entre maghrébins étaient, dans le cadre euro-méditerranéenne essentiellement limitées aux échanges commerciaux. Les années 70 voient un premier renforcement important puisque la communauté européenne adopte une politique méditerranéenne plus globale ayant pour objectif essentiel l'établissement d'une coopération financière et technique en vue du développement économique et social avec les pays arabes de la rive Sud et Est de la méditerranée.

Vingt années plus tard, face aux résultats décevants de la coopération avec ces pays, les pays membres de l'Union européenne prennent enfin conscience qu'il est indispensable de ne pas laisser s'accroitre la franchise économique et sociale entre les deux rives méditerranéennes. Dans ce contexte, la première conférence ministérielle euro-méditerranéenne de Barcelone (27 et 28 novembre 1995) a permis de définir de nouveaux cadres des relations euro-méditerranéennes et de lancer le processus de Barcelone grâce à l'adoption de la déclaration de Barcelone et de son programme de travail, qui est à l'origine du partenariat euro-méditerranéen, ce partenariat se veut innovant en cherchant à développer d'une part les relations bilatérales entre l'Union européenne, au travers notamment des accords d'association et d'autres part, les relations intra régionales, en projetant la création pour l'année 2010, d'une zone de libre-échanges euro-méditerranéenne.

Les déceptions quant aux résultats du partenariat euro-méditerranéen sont fortes et ont conduit bon nombre de gouvernements de la rive Sud méditerranéenne à boycotter la réunion de l'ensemble des partenaires en 2005, à l'occasion du dixième anniversaire du lancement du processus de Barcelone.

Afin de sortir de cette impasse, la présidence française propose en 2007 un projet d'Union pour la méditerranée[1]. Le Conseil européen des 13 et 14 mars 2008 approuve le principe du projet dit « processus de Barcelone : Union pour la méditerranée » qui s'appuiera sur l'acquis du processus de Barcelone, vont il renforcer les réalisations et les éléments fructueux, dont les sujets de protection de l'environnement ou du développement durable tel que la dépollution de la mer méditerranée, le plan solaire méditerranéen.

Pour le Maghreb, la signature du traité de Marrakech instituant l'U.M.A. a été saluée par l'Europe communautaire, mais aucune initiative visant à élaborer une « politique maghrébine » de la C.E.E. n'a suivi, cette relation se cantonnent essentiellement au bilatéralisme par le biais d'accords d'association avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, la première initiative fut le partenariat euro-méditerranéen qui n'a pas véritablement favorisé le processus de construction maghrébine, mais il a plutôt favorisé le dialogue entre les deux rives de la méditerranée. Dès lors, la principale difficulté vers la convergence intermaghrébine face à l'U.E. tient principalement à la nature très diversifiée des rapports que les Etats du Maghreb entretiennent séparément avec l'Europe.

Cette dimension bilatérale sera renforcée lorsque l'Union européenne lance en 2004 la « politique européenne de voisinage », cette PEV n'entend pas remplacer le partenariat euro-méditerranéen qui souffre pourtant d'un contexte régional dégradé, elle ouvre la voie à un approfondissement encore plus important des relations bilatérales de l'Union européenne avec ses partenaires au travers de plans d'action nationaux pouvant porter éventuellement sur tous les domaines de coopération, notamment la protection de l'environnement dans le concept du développement durable[2].

Quinze ans après son lancement, la politique méditerranéenne de l'Union européenne a été profondément bouleversée par le printemps arabe. Concentrée jusque-là sur les aspects commerciaux où le lancement de grands projets, l'Union européenne n'a pas anticipé les profondes mutations socio-politiques qui ont conduit à l'explosion de janvier 2011. Sa réaction a cependant été efficace avec le développement de nouveaux instruments financiers et la mise en œuvre de programmes destinés à consolider les réformes démocratiques et continuer à concrétiser les objectifs environnementaux et l'efficacité énergétique, lutter contre les changements climatiques et relever les défis de la pauvreté énergétique.

[1] - A Tanger, au Maroc, en octobre 2007, le président français Nicolas Sarkozy invitait tous les dirigeants des pays riverains de la méditerranée à participer à une conférence au sommet de Paris en juin 2008.
[2] - Elena Aoun, « l'Union européenne en méditerranée, puissance en repli, normes en déshérences ? » politique européenne, vol 01, n° 39, 2013, p 82.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Face à cette situation et au bouleversement au Maghreb, après le printemps arabe, les pays du Maghreb son face au choix de s'intégrer pour constituer un pôle régional pesant dans les relations internationales en général et euro-méditerranéenne en particulier, ou de rester désunis et accroitre leur vulnérabilité et leur marginalisation dans la mondialisation.

Nous allons démontrer dans cette partie qu'en s'intégrant, le Maghreb serait un pôle de stabilité et pourrait développer ses rapports avec l'UE. Dans cette perspective une coopération institutionnelle entre l'UE et l'UMA devrait logiquement découler de cette ouverture de l'Europe en faveur du soutien à l'intégration du Maghreb.

Pourquoi pas un dialogue au sommet UE-UMA en vue de créer et d'accompagner une nouvelle dynamique dans la coopération euro-Maghreb, notamment dans les questions environnementales dans le concept du développement durable.

Chapitre I : Le processus de Barcelone : de l'Union méditerranéenne à l'Union pour la méditerranée.

Le processus de Barcelone est lancé en novembre 1995, par les ministres des affaires étrangères des 15 Etats membres de l'Union européenne et des douze pays méditerranéens[1] partenaires de l'époque, afin de fournir un cadre aux relations bilatérales et régionales entre ces pays guidé par la déclaration de Barcelone, ce processus a jeté les bases du partenariat Euro-méditerranéen, qui s'est, par la suite, élargie et a donné naissance à l'Union pour la méditerranée. Alliance novatrice reposant sur les principes de la responsabilité commune du dialogue et de la coopération, il a pour objectif la création d'un espace de paix, de sécurité et de prospérité partagé dans la région méditerranéenne.

Section 1 : Le partenariat Euro-méditerranéen : le début d'une coopération régionale entre l'Union européenne et les Etats du Maghreb.

Avant d'analyser le contenu de ce partenariat, nous allons tout d'abord donner un petit aperçu sur la méditerranée.

Sous-section 1 : La méditerranée : Plusieurs pays, une identité.

La question de la démarcation de la méditerranée sur une interrogation qui se pose à toute analyse qui à trait à cet espace. Elle se présente pourtant comme un espace maritime facile à déterminer du point de vue du géographe ; « c'est une mer

[1] - **Les pays de la méditerranée sont un groupe de 21 pays : l'Espagne, la France, Monaco, l'Italie, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie Herzégovine, l'Albanie, la Grèce, la Turquie, la Syrie, le Liban, Israël, la Palestine, Chypre, l'Egypte, la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et Malte.**

intérieure délimitée par les terres qui l'enferment par le détroit de Gibraltar à l'Ouest et les côtes du Moyen orient à l'Est. Elle est le lieu de rencontre des continents africains, asiatiques et européen. Elle s'étend sur environ 3800 kilomètres de long »[1]. Cette définition ne se rend cependant pas compte des réalités culturelles, socioéconomiques ou géopolitiques.

L'interprétation devient plus ardue lorsqu'on vient à parler de « région méditerranéenne » ou de « méditerranée ». Selon l'historien Fernand Braudel, la méditerranée est avant tout un carrefour, mille choses à la fois, non pas un paysage, mais d'innombrables paysages, non pas une mer mais une succession de mers, non pas une civilisation, mais des civilisations entassées les unes sur les autres, tout cela parce que la méditerranée est un vieux carrefour, un carrefour qui, malgré ses divisions demeure ouverts aux influences réciproques et aux échanges ouvert à la coopération comme aux conflits[2]. La diversité religieuse, ethnique et culturelle, font de l'espace méditerranéen une mosaïque où cohabitent la chrétienté catholique, protestante, orthodoxe, copte, l'Islam, la religion Juive auxquelles s'ajoutent les réalités Nord-sud et du fond de vielles civilisations, l'héritage culturel occidental et oriental.

On a également relevé une diversité sur le plan politique, il existe un grand nombre de républiques à régime présidentiel ou parlementaires[3], la République fédérale de Yougoslavie, les nouveaux Etats Slovénie, Croatie, Bosnie, Serbie, Monténégro,…, un régime royal[4], deux principautés, Andorre, Monaco, et un mini Etat, Saint Marin, les territoires palestiniens occupés, pourvus de personnalité internationale d'une part et d'autre part la division de facto de Chypre où se proclame la République de Chypre du Nord[5].

Monde européen et monde arabe, monde chrétien et monde musulman, monde développé et monde en voie de développement. La mer méditerranée est donc un lieu de contact de tous ces mondes, elle est aussi le lieu où ils sont le plus proches les uns des autres.

---

[1] - Olivier Clochard, « La méditerranée dernière frontière avant l'Europe », revue, les cahiers d'Outre-mer, avril 2003, P 159.

- Voir aussi : Nigoul Claude, « La méditerranée : mythe et réalités », L'Europe en formation, vol. 356, n° 02, 2010, PP 11-12.

[2] - Braudel Fernand, la méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philip II, édition Armand Colin Paris 1949.

[3] - République française, italienne, hérétique, république de Chypre, de Malte et de Turquie, République arabe d'Egypte, République Algérienne démocratique et populaire, République tunisienne.

[4] - Le royaume du Maroc, celui d'Espagne et le royaume Hachémite de Jordanie

[5] - Sur le problème de Chypre, voir, Théodore Kodidis, « Chypre, l'occasion manquée », Etudes, Tome 398, n° 06, 2003, PP 729-733.

Sous-section 2 : Le contenu du partenariat Euro-méditerranéen.

Le partenariat avait pour objectif de créer un ensemble régional intégré auquel participeraient les pays membres de l'UE et les pays partenaires méditerranéens (PPM), la proximité géographique de ces Etats oblige l'UE à élaborer des stratégies politiques, économiques, sociales et environnementales à leur égard.

L'UE devient dès lors le leader du processus de régionalisation en méditerranée.

Le partenariat Euro-Med. est composé d'une approche en trois volets, le premier regroupe le domaine du politique et de sécurité, ce partenariat vise à «définir un espace commun de paix et de stabilité », le deuxième volet repose sur un partenariat économique et financier, dont le but est la construction d'une « zone de prospérité partagée » la libéralisation commerciale préférentielle est la principale caractéristique du partenariat, dont le but est d'implanter une zone de libre-échange avec l'Union européenne pour 2010. Finalement, la troisième partie du processus de Barcelone regroupe un partenariat social, culturel et humain, dans ce cadre, les pays signataires veulent « développer les ressources humaines, favoriser la compréhension entre les cultures et les échanges entre les sociétés civiles »[1].

Le partenariat comprend deux dimensions complémentaires, la dimension bilatérale qui garde l'esprit des relations que la communauté européenne entretenait déjà avec chacun des pays concernés. A cela se rajoute désormais une dimension régionale, ce qui constitue d'ailleurs l'originalité et la valeur ajoutée du processus, qui vise à stimuler la coopération entre les pays de la région.

Dans ce sens, les accords d'association sont les principaux outils de la voie bilatérale, conclus pour une durée illimitée, ils remplacent les anciens accords de coopération signés dans les années 70 et conviennent les trois volets de la déclaration de Barcelone. Ils ont pour objectif d'instaurer des relations de libre échange à l'échéance 2010. Ils prévoient des clauses traitant les principes fondamentaux comme le respect des droit de l'homme, le dialogue politique, la libre circulation des marchandises, la coopération économique, la coopération dans les affaires économiques et sociales, la coopération financière et les dispositions institutionnelles[2].

---

[1] - Sadok Belaid, « nouvelles perspectives d'un espace industriel méditerranéen », In la méditerranée en question : conflits et interdépendances, colloque de Casablanca du 07 au 09 décembre 1989, édition Abdelaziz, CNRS 1991, p 91 et s.

[2] - Ezzahiri M., Maroc-Union européenne, bilan d'une décennie de coopération économique et financière dans le cadre du processus de Barcelone, thèse de doctorat, facultés des sciences juridiques, économiques et sociales, Rabat-Agadal, mars 2007, p 23.

En effet, ces accords d'association sont « l'illustration exemplaires » à trois titres au moins, d'abord il y a « l'approfondissement » de la coopération économique et financière en mesure de favoriser le rapprochement des économies des deux rives de la méditerranée. Ensuite il y a « l'élargissement » du champ d'intervention de l'Union européenne. Enfin, il y a la « réciprocité des engagements » cela concerne l'amélioration du régime préférentiel des échanges et son renforcement d'une manière à accompagner la libéralisation des échanges pour plusieurs produits, notamment agricoles et industriels »[1].

Dans ce sens, le partenariat Euro-méditerranéen s'est manifesté par une série d'accords d'association et de partenariat tant au niveau bilatéral que sur le plan multilatéral[2] pour la mise en œuvre de cet agenda complexe, plusieurs institutions ont été créées.

Paragraphe 1 : Le cadre institutionnelle du partenariat Euro-méditerranéen.

Le partenariat Euro-méditerranéen fonctionne sur la base d'un dispositif multilatéral (réunion régulière des ministres des affaires étrangères, réunions ministérielles sectorielles et comité Euro-Med. Chargé du suivi de la déclaration de Barcelone) et d'un dispositif bilatéral (conseil d'association qui réunit les pays de l'union européenne et les ministres des affaires étrangères du pays concerné et comités d'associations chargés du suivi de l'accord d'association.

La commission européenne détient un fort pouvoir au sein du partenariat Euro-Med, puisqu'elle possède une compétence exclusive en matière de relations commerciales. De ce fait elle s'occupe des accords d'associations et gère les projets pour le programme d'association au développement méditerranéen MEDA[3].

Paragraphe 2 : Le partenariat politique et sécuritaire.

En se référant aux buts et aux principes de la charte des Nations unies et aux normes du droit international (égalité entre Etats, non-ingérence dans les affaires intérieures, respect de l'intégrité territoriale, règlement pacifique des différends, …) la déclaration politique de la première conférence euro-méditerranéene établit une liaison

[1] - Bouchra Essebrani Murad, la coopération entre le Maroc et l'Union européenne : de l'association au partenariat, thèse de doctorat de l'université Nancy II, faculté de droit, sciences économiques et gestion, France 2008, p 331 et 334.

[2] - La pluparts des accords Euro-méditerranéen d'associations sont entrés en vigueur ou sur le point de l'être, ' la Tunisie (mars 1998), 'le Maroc (mars 2000), l'Algérie (septembre 2005), la Jordanie (mai 2002), le Liban (mars 2003), l'Egypte (juin 2004). Tandis que pour les autres pays, les accords les concernant sont déjà signés ou dans 1'attente d'être ratifiés pour entrer en vigueur.

[3] - Mediterranean development assistance.

directe et étroite entre la stabilité de la région dans son ensemble et celle propre à chaque entité méditerranéenne.

Dans cet esprit, les participants qui s'engagent à développer l'état de droit et de démocratie dans leur système politique, socioculturel, économique et judiciaire, insistent sur le respect et l'exercice effectif et légitime des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils s'emploieront aussi à combattre le terrorisme, par le renforcement de leur coopération, ainsi qu'à travers la ratification et l'application des instruments internationaux.

Concernant les mesures de confiance et de sécurité à mettre en commun en vue de la création d'une zone de paix et de stabilité en méditerranée, les délégations présentes, à Barcelone s'engagent à faire de la région une zone exempte d'armes nucléaires, chimiques et biologiques et à combattre le fléau de la drogue dans tous ses aspects[1].

Pour démontrer les limites de ce volet politique et sécuritaire qui n'a été adopté qu'après de longues et difficiles tractations, il importe de se référer aux divergences relatives à deux points essentiels : l'instabilité au Proche-Orient et le problème de la drogue[2].

Devant cette instabilité, la méditerranée continue de constituer l'une des régions dont le niveau qualitatif et quantitatif de militarisation est parmis les plus élevés au monde, d'où la pertinence du concept du désarmement pour le développement dont la concrétisation peut se faire par « la mise en place d'un fond pour la stabilité et la coopération en méditerranée qui serait financé par les ressources libérées à la suite de la réduction des budgets militaires[3].

Concernant le problème de la drogue, et malgré ses multiples et graves conséquences sur la paix et la sécurité de l'ensemble des riverains, force et de constater qu'il n'a pas bénéficié lors de la conférence de Barcelone d'une véritable stratégie d'indignement à travers la mobilisation des moyens dont dispose l'Union européenne notamment en matière financière[4].

---

[1] - Bouchra Essebrani MRAD, Op. Cit. p 334.

[2] - Ibid, p 334.

[3] - Abdelwahab Biad, « la méditerranée à l'aube du nouvel ordre mondial, nouveau front Nord-Sud ou lac de paix et de coopération », in Etudes internationales n° 52/94, p 51.

[4] - Pour ne tenir que le cas du Maroc, il importe de souligner que la culture du cannabis (notamment au Rif), l'Europe qui constitue toujours un grand marché dans la consommation des drogues à travers les actions et le monopole des trafiquants étrangers de ce commerce illégal n'arrive pas à soutenir les efforts du Maroc qui mène une politique basée sur des mesures préventives et répressives telles que l'élaboration d'un programme d'actes visant à réduire l'offre et la demande des drogues et la conclusion d'accords bilatéraux avec les pays européens.

Paragraphe 3 : Le volet économique et financier du partenariat Euro-Med.

Le processus de Barcelone se base principalement sur le volet économique et financier pour aboutir au développement socio-économique de la région sud-méditerranéenne.

Le partenariat économique et financier projetait l'établissement d'une zone de libre-échange Euro-méditerranéenne pour l'année 2010. C'est un moyen indispensable pour le développement socio-économique de la région, clairement inscrit dans la déclaration de Barcelone[1] .

Le partenariat économique et financier d'Euro-Med, se base sur trois piliers : les accords d'associations Euro-méditerranéen, la coopération économique et l'assistance financière, enfin, en ce qui concerne l'intégration régionale, l'accent a été mis sur la nécessité 'à rapprocher les politiques économiques, à stimuler la coopération entre les entités non gouvernementales et gouvernementales de promotion commerciale, la réalisation de projets régionaux complémentaires aux activités bilatérales, à soutenir les échanges entre les pays méditerranéens eux-mêmes (Sud-sud).

A) Les accords d'associations.

Les accords d'associations Euro-méditerranéens sont bilatéraux, signés entre l'Union européenne d'une part, et chacun des PPM d'autres part, ils constituent une avancé dans l'intégration commerciale entre l'Union européenne et les pays partenaires méditerranéens, avec un double objectif de libre échange pour 2010, et l'augmentation des aides financières.

Le travail accompli depuis 1995 est important, au regard de la masse critique d'accords d'association conclus entre l'Union européenne et la quasi-totalité des pays méditerranéen. Le premier accord d'association est celui signé en 1995 entre la Tunisie et l'Union européenne, entrée en vigueur en 1998. La zone de libre-échange régionale n'a pas pu être mise en place pour 2010 comme prévu initialement. Compte tenu du fait que certains accords d'association ne sont entrés en vigueur que récemment[2].

[1] - S. Belaid, Op. Cit, p 91 et 5.
[2] - Jean Pierre Courtois, le partenariat euro-méditerranéen : le processus de Barcelone, nouvelles perspectives, Bruylant, Bruxelles, 2003, p 14.

Nous reviendrons sur ce sujet dans la partie réservée à la coopération bilatérale entre l'UE et les Etats du Maghreb avec plus de détails.

B) Le volet économique.

La coopération économique fait partie du cadre multilatéral du partenariat Euro-Med, il cherche à renforcer le dialogue intergouvernemental sur des politiques macroéconomiques afin de rendre celles-ci plus efficaces, des réunions sectorielles, réunissant les ministres des pays concernés, sont organisées afin de mettre en place des initiatives communes. A un autre niveau, le comité Euro-Med., a été mis en place composé des hauts fonctionnaires et de la commission européenne, il a un rôle de coordination dans le cadre du partenariat et des différents volets de coopération.

C) L'assistance financière.

L'assistance financière est principalement fournie par le programme MEDA et la banque européenne d'investissement.

I. Le programme MEDA.

Décidé par le Conseil européen de Cannes en juin 1995, le programme MEDA, constitue le principal instrument financier de mise en œuvre du partenariat Euro-méditerranéen. Par ce programme l'Union européenne apporte une aide financière et technique aux partenaires méditerranéens afin de leur permettre de réaliser les objectifs de la déclaration de Barcelone dans ses trois volets politique, économique et social.

Le programme MEDA a eu pour première base juridique le règlement MEDA[1] de 1996, qui couvrait la période de 1995 à 1999 et le doter d'un budget de 3,435 millions d'Euros[2], par la suite, d'autres règlements ont été adoptés pour améliorer le précédent[3] les principaux objectifs et domaines d'intervention s'inspirent directement

---

[1] - Règlement CE n° 1488/96 du Conseil du 23 juillet 1996, relatif à des mesures d'accompagnement financières et techniques (MEDA), à la réforme des structures économiques et sociales dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen.

[2] - Dans le cadre du programme MEDA, le Maroc a bénéficié d'une enveloppe financière indicative de 450 millions d'Ecus (environs 600 millions de dollars) pour la période 1996-1998. Pour l'Algérie, dans la période 1996-1999, 164 millions d'Euros ont été engagés dans la coopération MEDA, équivalent à 66 % du programme indicatif national initialement prévue pour cette même période (250 millions d'Euros), ceci est dû à la persistance des faiblesses d'absorption et la situation sécuritaire des années 1996-1998. Pour la Tunisie, au cour de la période 1996-1999, et depuis l'entrée en vigueur de la ligne budgétaire MEDA jusqu'à la fin de sa période de validité, le 31 décembre 1999, l'Union européenne aura approuvé le financement de projets et programmes de coopération en Tunisie pour une valeur de 458 millions d'Euros, in Rahal Ali et Haroun Tahar, « le partenariat Maghreb arabe – Union européenne, quel avenir ? » revue des sciences économiques et de gestion, n° 02 (2003), p 6, 7 et 9.

[3] - Règlement CE n° 2698/2000, instituant le programme MEDA II pour la période 2000-2006 adoptés en novembre 2000 est doté d'une enveloppe de 5,35 milliards d'Euros, cependant prévu jusqu'en 2006, le programme MEDA n'est pas révisé pour les années à venir, mais est remplacé par un nouvel instrument

de ceux de la déclaration de Barcelone de 1995, ce programme a une vocation à la fois bilatérale et régionale.

La mise en œuvre du programme est basée sur trois documents selon l'article 5. Il s'agit des documents de stratégie, des programmes indicatifs nationaux et régionaux et les plans de financement.

Les documents de stratégie servent à définir les objectifs de la coopération à long terme et de déterminer les domaines prioritaires d'intervention pour une période de six ans aux niveaux nationaux et régionaux.

Les programmes indicatifs nationaux et régionaux sont établis sur la base des documents de stratégie sur une période de trois ans, ils déterminent les domaines prioritaires de l'appui communautaire. Ces programmes peuvent être mis à jour chaque année afin qu'ils soient mieux adaptés aux évolutions enregistrées dans chaque pays partenaire que ce soit dans le domaine économique ou social.

Les plans de financement sont établis annuellement sur la base des programmes indicatifs au niveau national et régional.

Le programme MEDA II, n'est pas révisé pour les années à venir, mais il est remplacé par un nouvel instrument financier regroupant l'ensemble des voisins, il s'agit de l'instrument européen de voisinage et de partenariat.

Les pays du Maghreb arabe ont pu bénéficier des financements MEDA I et II[1], l'Algérie a bénéficié de ces financements sans même attendre l'entrée en vigueur de l'accord d'association. Les programmes et projets d'association sélectionnés poursuivent les grands objectifs fixés par l'accord d'association notamment l'appui au réformes économiques et au renforcement des instruments de l'économie de marché dans la perspective d'un développement des infrastructures économiques : routes, transports, ports, etc..., le développement des ressources humaines: éducation, formation professionnelle, etc..., la consolidation de l'Etat de droit et de la bonne

financier regroupant l'ensemble des voisins de l'Union européenne, il s'agit de la politique européenne de voisinage.

[1] - L'Algérie n'a obtenu que 365 millions d'euros, comparativement au Maroc et à la Tunisie qui ont raflé la part du lion avec respectivement 960 millions d'euros, et 730 millions d'euros. Comme lors du premier programme (1996-2000), le Maroc et la Tunisie ont profité plus des aides européennes (960 millions d'euros pour le premier et 730 millions d'euros pour le second). L'Algérie arrive loin derrière avec seulement 365 millions d'euros de subventions européennes aux projets présentés, d'après les informations que j'ai pu obtenir de l'ambassade de l'UE en Algérie, la faute revient aux autorités algériennes qui n'ont pas présenté beaucoup de projets et qui sont très souvent méfiant, et l'Europe ne pouvait pas obliger l'Algérie à le faire.

gouvernance (appui à la réforme de la justice)[1], et enfin la protection de l'environnement dans plusieurs domaines.

a) Les programmes bilatéraux financés sous MEDA I (1995-1999) en Algérie.

MEDA I s'est concentré sur le développement du secteur privé et sur l'équilibre socioéconomique dans le pays, la moyenne des engagements annuels était de 33 ME (41 ME, en incluant les fonds des protocoles).

L'Algérie a pu bénéficier de l'appui de MEDA I pour le développement des petites et moyennes entreprises et industrie + PME 1[2], il est destiné à appuyer la relance de la croissance économique notamment par le soutien au développement et à la diversification du secteur privé. Il a agi sur trois volets : le renforcement de la gestion opérationnelle des PME avec une assistance technique directe, l'appui au fonds de garantie[3] et le raffermissement de l'environnement entreprenariat avec l'apport d'une assistance technique aux différents ministères et autres organismes publics concerné par le développement du secteur[4].

En 1999, l'Algérie a bénéficié d'un autre appui de MEDA I pour la modernisation du secteur financier, pour promouvoir la compétitivité du secteur financier algérien et sa capacité de soutenir le développement des entreprises privées[5]. Le programme a apporté un appui significatif aux six banques publiques algériennes et à leurs organismes de tutelle dans plusieurs secteurs notamment en matière de modernisation des systèmes d'information, de gestion de trésorerie ou encore d'appui à la modernisation de la filière crédit. Le secteur assurance a été également concerné.

Dans la même année un autre programme qui vise le renforcement organisationnel et fonctionnel des associations et des réseaux du mouvement associatif algérien a été appuyé par le MEDA 1[6].

b) Les programmes financés sous MEDA II (2000-2006).

MEDA II était axé sur la préparation de l'entrée en vigueur de l'accord d'association et a prévu des programmes tel que la consolidation de la réforme des

[1] - Environ 4,5 milliards de dinars.
[2] - Rapport de la commission au conseil et au parlement européen, rapport annuel du programme MEDA 2000, commission des communautés européennes, Bruxelles, le 28/12/2001, COM (2001) 806 final, p 18 et 19.
[3] - Le fond de garantie des crédits aux PME (FGAR) et la caisse de garantie des crédits d'investissement (CGCI).
[4] - Le programme a été accompagné d'une autorisation globale de financement des PME/PMI sous la forme de capitaux à risque de la banque européenne d'investissement de 3 millions d'Euros et d'un fond de couverture de garantie pour les crédits destinés aux PME/PMI de 20 ME.
[5] - Doté d'une enveloppe de 23 millions d'Euros.
[6] - 5 millions d'Euros (480 millions de dinars) sont réservé à ce programme.

télécommunications et des services postaux et développement de la société de l'information[1] en (2000), appui à la modernisation de la police algérienne dans la même année[2] et en 2001 pour un autre Programme pour la mise à niveau de la formation professionnelle[3], une année après, elle a bénéficié d'un appui au développement socio-économique local dans le Nord-Est de l'Algérie[4] (PADSEL-NEA) 2002. Et en 2003 et 2004 pour la réinsertion des populations prévus par les autorités algériennes dans les villages sélectionnés, un vaste programme de réhabilitation des zones affectées par le terrorisme dans six wilayas du Nord-Ouest de l'Algérie a été appuyé (PAARZAT)[5].

Beaucoup d'autres programmes ont été également financés par le MEDA II entre 2004 et 2006 dans différents secteurs tel que l'éducation[6], la réforme de la justice, le mouvement associatif[7], les ressources en eau[8], le transport[9], le

[1] - Le programme a été mis en œuvre par le ministère des postes et télécommunications afin de déboucher sur une plus grande compétitivité de l'économie, des télécommunications et de la poste d'une durée de quatre années et doté de 17 millions d'Euros (soit 1,13 milliards de DA).

[2] - Le programme a eu pour objectif de soutenir les formations professionnelles des agents de la sureté nationale algérienne dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions. Il a bénéficié d'une enveloppe de 8,3 millions d'Euros (soit 554 millions de DA) et s'est déroulé sur quatre années.

[3] - Doté d'une enveloppe de 45 millions d'Euros (soit environ 4 milliards de DA), il a pour objectif d'accroître la capacité du système de formation et d'enseignement professionnels, comme adopter le système de formation et d'enseignement professionnel à une économie de marché et à la demande des opérateurs économiques privés.

[4] - Il s'agissait d'enclencher et soutenir un processus autonome de développement local durable dans un territoire particulièrement défavorisé composé de 50 communes réparties dans 6 wilayas du Nord-Est de l'Algérie en favorisant le développement d'initiatives locales, doté d'une enveloppe financière de 70 millions d'Euros dont 50 millions de l'Union européenne.

[5] - Il est localisé dans une soixantaines de communes des wilayas de Tissemssilt, Tiaret, Chleff, Relizane, Ain-Defla et Mascara, les actions ont consisté essentiellement en des programmes de réhabilitation des infrastructures sociales privatives et collectives (école, centre de santé de base, etc...) de logement et de construction d'infrastructures de bases, de travaux d'hydrauliques rurales, etc..., 30 millions d'Euros sont réservé à ce programme.

[6] - Le programme doté de 19 millions d'Euros, dont 17 millions de l'Union européenne (environ 1,4 milliards de DA) pour l'amélioration quantitative du système éducatif algérien à travers diverses actions du secteur.

[7] - Le programme avait pour objectif de soutenir la réforme de la justice. Doté de 17 millions d'Euros dont 15 millions de l'Union européenne (environ 1,4 milliards de DA).

[8] - Le programme s'appelait ONG II, doté de 11 millions d'Euros dont 10 millions de l'Union européenne (environ 960 millions de DA), ce programme vient en prolongement du projet ONG (1999-2006) qui avait prévus de financer 76 projets associatifs dont la protection de l'environnement et du développement durable, la protection et la sauvegarde du patrimoine archéologique.

[9] - Doté de 26,5 millions d'Euros, dont 20 millions de l'Union européenne (environ 1,85 milliards de DA). Le projet s'articule autour de trois volets : l'actualisation du plan national de l'eau, le renforcement du cadre institutionnel réglementaire, juridique, financier, humain, de communication et de l'information et enfin, la mise à disposition d'outils dynamiques et de cas concret d'opération d'entretien et gestion de la maintenance et des procédés.

management de l'économie[1]), le développement agricole et rural[2] et un accompagnement de la mise en œuvre de l'accord d'association[3] en 2006.

Le programme MEDA[4] n'est pas le seul soutien à la région méditerranéenne dans le cadre du processus de Barcelone, la BEI occupe elle aussi une place très importante.

II. La banque européenne d'investissement.

a) Présentation et objectif de la BEI.

Le programme d'assistance financière MEDA est complété par les subventions et prêts octroyés par la BEI, banque européenne d'investissement, qui est une institution financière des Etats membres de l'Union européenne[5] elle a pour principal objectif de financer des projets au sein de l'Union européenne et d'autres en dehors de l'Union européenne notamment dans les pays partenaires méditerranéen, elle contribue à la mise en œuvre de la politique de coopération de l'Union européenne à l'égard des pays tiers. Elle intervient aussi en Afrique, dans les Caraïbes et dans le pacifique, dans le bassin méditerranéen, en Europe centrale et orientale ainsi qu'en Amérique latine et en Asie.

La BEI dispose d'une structure décisionnelle propre, son fonctionnement repose sur divers organes statuaires. Le conseil des gouverneurs réunissant les ministres des finances des 27 Etats membres, définit les orientations de la politique de crédit, il nomme les membres des autres organes dont le conseil d'administration, qui a compétence exclusive pour décider des prêts et emprunts, ce dernier est composé de 28 membres, d'un administrateur pour chacun des Etats membres et d'un pour la commission européenne, assure la conformité de la gestion de la banque avec les dispositions du traité et des statuts. Le comité de direction (neuf membres) constitue l'organe exécutif collégial ; il est chargé de la gestion courante de la banque et prépare les décisions du conseil d'administration, dont il veille ensuite à l'exécution. Enfin, le

[1] - Doté d'un montant de 25 millions d'Euros (environ 2,35 milliards de DA) dont 20 millions de l'Union européenne pour mettre en œuvre et piloter la libéralisation du secteur.

[2] - Les bénéficiaires de ce programme sont les secteurs en charge des finances, de la planification et de la prospective, de la statistique et des travaux publics, une enveloppe de 20 millions d'Euros (environ 1,8 milliard de DA) sont consacré à ce programme.

[3] - Le programme est destiné à appuyer la mise en œuvre du programme de développement agricole et rural, à cette fin, une enveloppe financière de 11 millions d'Euros (environ 1 milliard de DA) a été débloquée.

[4] - Le programme a pour objectif de fournir un appui à la mise en œuvre de l'ensemble de l'accord d'association et la conclusion et à la mise en œuvre d'accords de libres échanges avec d'autres pays méditerranéens, ce programme est doté d'une enveloppe de 10 millions d'Euros (environ 980 millions de DA).

[5] - Institué par le traité de Rome et créée en 1958, la BEI est dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

comité de vérification, organe indépendant directement responsable devant le conseil des gouverneurs, s'assure de la régularité des opérations de la banque[1].

La BEI doit favoriser la réalisation des objectifs de l'Union européenne, contribuer à l'intégration européenne et au développement économique des régions défavorisées, promouvoir l'intégration, le développement équilibré du marché commun et la cohésion économique et sociale[2] mais elle joue aussi un rôle important à l'extérieur de l'Union européenne en mettant en œuvre les volets financiers des politiques d'aide et de coopération de l'Union en faveur de ses pays partenaires, ses voisins méridionaux et orientaux, afin de réaliser les objectifs du partenariat Euro-méditerranéen pour la création d'une zone de libre-échange à l'horizon 2010. Les pays partenaires d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique, d'Asie et d'Amérique latine, où elle prend une part active dans le développement des infrastructures de bases et soutient des projets d'intérêt mutuel pour l'Union et les pays concernés, les pays candidats et potentiellement candidats qui constituent à l'extérieur la priorité de la BEI[3].

b) La banque européenne d'investissement et la protection de l'environnement.

Après de longs débats tenus avec les organisations de la société civile, la première politique de la BEI, en matière de la protection de l'environnement est enfin adopté, beaucoup de mesures ont été prises par la suite pour améliorer sa politique, ses procédures et sa transparence en matière d'environnement.

La BEI, en tant que principale institution financière de l'UE participe activement à la promotion de la politique environnementale de l'Union, sa déclaration sur l'environnement publiée en 2002, décrivait ainsi l'attitude de la banque à l'égard des questions environnementales lors du financement de projets : « la protection et l'amélioration ,de l'environnement compte parmi les toutes premières priorités opérationnelles de la BEI », en vérifiant que tout projet qu'elle finance est acceptable du point de vue environnemental, et inscrit dans le concept du développement durable, car les objectifs de la BEI sont de préserver, protéger, et améliorer la qualité de l'environnement, de protéger la santé humaine, de réussir une utilisation prudente et

---

[1] - Anne Cartevaris, « le rôle de la banque européenne d'investissement dans les Etats candidats à l'adhésion à l'Union européenne », fondation Robert Schuman, le centre de recherches et d'études sur l'Europe, France 2007, disponible sur : http://www.robert-schuman.eu. P 01.

[2] - L'article 18-01 de ses statuts précise que : « dans le cadre du mandat défini à l'article 267 du traité, la banque accorde des crédits à ses membres ou à des entreprises privées ou publiques pour des projets d'investissement à réaliser sur les territoires européens des Etats membres ou à des entreprises privées ou publiques pour des projets d'investissement à réaliser sur les territoires européens des Etats membres pour autant que des moyens provenant d'autre ressources soient disponibles à des conditions raisonnables ».

[3] - Depuis 1980, la banque a octroyé près de 2,243 milliards d'Euros de prêts dont près de 60 millions d'Euros sur ressources budgétaires de l'Union européenne (capitaux à risque et prêts spéciaux sur mandat de la commission européenne.

rationnelle des ressources naturelles, et de promouvoir l'adoption, au plan international, de mesures visant à résoudre les problèmes d'ordre environnemental qu'ils soient régionaux ou mondiaux.

Cette politique positive en elle, a souvent été ignorée dans la pratique, par exemple, la BEI affirme qu'elle adhère à la politique de l'UE en matière de changement climatique en octroyant des prêts à des projets qui encouragent l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'efficacité industrielle et les énergies renouvelables[1], or, elle continue de financer de grands projets d'extraction de combustible fossiles. De même, elle a commencé à octroyer des prêts controversés pour le stockage de gaz à effet de serre au moyen du dénommé : « développement forestier durable », les gros investissements de la BEI en autoroutes et en aéroports, conspuent eux aussi, contre les obligations de l'UE en matière de changements climatiques[2]. Assurer la promotion du développement durable devrait pourtant constituer un aspect essentiel de chaque projet comme le stipule les politiques de l'UE.

Une autre déclaration de la BEI vient réaffirmer que la protection et l'amélioration de l'environnement sont prioritaires pour cette banque, et que cette dernière applique les normes environnementales élevées, établies par l'Union européenne. Elle réaffirme aussi à travers cette déclaration que la démarche de la BEI, dans le domaine de l'environnement est prospective, par son financement de projets environnementaux et par sa manière de gérer ses prêts, elle soutient les investissements qui protègent et améliorent l'environnement d'une manière directe.

La BEI a soutenu le 6ème programme d'action pour l'environnement de l'UE, qui a fixé les priorités et les objectifs principaux de l'UE en matière d'environnement en appui au développement durable jusqu'à la période de 2010, « environnement 2010 : notre avenir-notre choix ».

Les objectifs de la banque en matière d'environnement et de développement durable sont aussi d'écrits dans ses plans d'activités[3], qui visent à consacrer à l'investissement dans ce domaine un fort pourcentage de ses prêts dans l'UE, dans le domaine des énergies renouvelables et de la production propre, dans le but surtout de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Elle soutient les initiatives prises par l'UE dans les secteurs de l'eau et de l'énergie présentée au sommet mondial du

---

[1] - La BEI est aujourd'hui impliquée dans des secteurs dangereux pour l'environnement, investissant des millions d'euros dans des projets controversés, tels que : les mines à ciel ouvert en Zambie, le grand barrage de Nam-Them à Laos, l'oléoduc Tchad Cameroun, ou d'immenses usines de pâtes à papier au Brésil.

[2] - La déclaration de la BEI en matière d'environnement de 2004, disponible sur le site : http://www.eib.org/attachements/strategies/environnemental_statement_enpdf.

[3] - Celui de 2004, par exemple, et disponible sur le site : http://www.eib.org/attachments/strategies/cop_fr.pdf.

développement durable, en décembre 2002, dans le cadre des objectifs du développement du millénaire, et dans le sommet de Paris de 2015.

Même si la BEI a fait des avancées en adoptant les principes européens pour l'environnement, ses politiques environnementales sont loin d'être complètes et opérationnelles.

- La BEI n'a pas de politique de sauvegarde détaillés et contraignante, ni de procédure garantissant la protection de l'environnement. A titre de comparaison, la banque mondiale ou la banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) sont, elles dotées de mécanismes de sauvegarde qui permettent une mise en cause de leur responsabilité, et quand ils sont mis en œuvre correctement, permettent de corriger ou d'écarter les projets aux impacts trop dommageables.
- Des moyens insuffisants : des problèmes liés aux procédures et à l'évaluation de projets de la BEI, la qualité relativement limitée du personnel en particulier doté d'une expertise environnementale, associés au grand nombre de projets soumis à la banque, conduit nécessairement à une évaluation environnementale incomplète et souvent superficielle des projets.
- La BEI est avant tout, axée sur la demande et n'encourage pas le développement durable. Elle répond simplement aux besoins de ses clients. C'est une attitude qui n'est pas acceptable de la part d'une institution européenne qui est censée soutenir les objectifs européens.

Peu de prêts de la BEI sont destinés à la protection de l'environnement. Beaucoup de prêts visent des solutions technologiques, qui parfois aggravent les changements climatiques, tels que les projets dans les énergies fossiles, notamment des oléoducs et des gazoducs, ainsi que les centrales à charbon. En outre, une grande part de ces prêts dans le secteur des transports va à des projets destructeurs d'un point de vue environnemental[1].

La BEI doit alors adopter un cadre d'action environnemental et social, et élaborer une politique opérationnelle et contraignante sur la base du droit européen et

[1] - La BEI a investi 112 milliards d'euros dans les transports, et plus de la moitié de cette somme est allée à des projets routiers ou au transport aérien, (entre 1996 et 2005). En Europe centrale et orientale, ce chiffre monte à 68 % du portefeuille total. Sur cette période, la BEI a prêté 16 milliards d'euros à l'industrie aéronautique pour des extensions d'aéroport et l'achat et la fabrication d'avions. Le total des émissions de CO2 issues de neuf projets d'extension d'aéroports financé par la BEI, incluant le terminal 5 d'Heathrour et la 5ème piste de Schiphol, si les nouvelles capacités sont entièrement utilisées (45,15 mt) devraient dépasser les émissions industrielles de CO2 de la Suisse, de l'Irlande, de la Norvège ou de la Slovaquie.

- Hors de l'UE, la BEI finance aussi largement les industries extractives malgré les conséquences dévastatrices de ce secteur de l'environnement. En Zambie, où de 2000 à 2006 plus de 81 % des prêts de la BEI sont allés à des projets miniers, des études ont montré que les projets financés par la BEI ont été à l'origine de graves pollutions de l'air, des rivières et des nappes phréatiques.

des conventions internationales qui identifient clairement pour le personnel, ses clients et toutes les parties prenantes , quelles sont les normes par lesquelles la banque se considère liée, et quelles sont les procédures qui permettent d'évaluer la conformité des projets à ces normes.

L'étude d'impact environnemental doit devenir alors un aspect essentiel dans le processus décisionnel de la BEI et doit être achevée avant toute décision d'approbation d'un projet par le conseil d'administration. Elle doit alors, engager un personnel spécifique, ayant les connaissances nécessaires pour gérer les questions environnementales, et mettre en place des formations efficaces, un budget approprié, des responsabilités et des incitations internes qui récompensent l'excellence environnementale.

Enfin, la BEI doit s'assurer que tous les futurs projets financés contribuent au développement durable, et elle doit arrêter tout soutien aux projets incompatibles avec la réduction de la pauvreté dans le concept du développement durable.

c) Les financements de la banque européenne d'investissement accordés à l'Algérie.

Même si la BEI concentre l'essentiel de son activité à l'intérieur de l'Union, elle intervient également de façon importante dans le cadre des politiques de coopération technique et d'aide au développement mises en place par l'UE en faveur de l'Algérie, et des onze autres pays partenaires méditerranéens (PPM).

Depuis 1978, la BEI a financé en Algérie plusieurs projets importants ayant un impact fondamental sur son développement économique et très peu en relation avec la protection de l'environnement[1].

En Algérie comme dans la plupart des pays du Maghreb et du Machrek, la banque a apporté des concours entre 1977 et 1996 au titre de quatre protocoles

[1] - L'activité de la banque en Algérie au cours de cette période peut être résumée de la manière suivante :
- 1978-1981 : 1er protocole, 70 millions d'euros sous forme de prêt de la BEI et 19 millions d'euros sous forme de prêt spéciaux financé à partir des ressources budgétaires de l'UE.
1982-1986 : 2ème protocole, 107 millions d'euros sous forme de prêt de la BEI et 16 millions d'euros sous forme de prêt spéciaux financés également à partir des ressources budgétaires de l'UE. 3ème protocole, 183 millions d'euros sous forme de prêt de la BEI, et 4 millions d'euros sous forme de concours sur capitaux à risques financés à partir des ressources budgétaires de l'UE.
- Hors protocole, 350 millions d'euros sous forme de prêt de la banque qui s'élèvent pour l'Algérie à environ 1 milliard d'euros sur la période de 20 ans en question.
- La banque a ensuite sensiblement renforcé ses opérations en Algérie dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen. Ainsi au cours de la période de trois ans entre 1997 et 2000, les engagements algériens on atteint un total de 248 millions d'euros.

financiers approuvés à la fois par l'UE et le pays bénéficiaire qui fixait le montant des fonds qu'elle pouvait prêter[1].

En outre, entre 1992 et 1996, la BEI a fourni en Algérie une part non négligeable du « paquet horizontal » d'un montant total de 1,8 milliards d'euros, qui venait appuyer la politique méditerranéenne rénovée, la BEI affectait les fonds prévus dans ce cadre, sous la forme de prêts à long terme provenant de ses ressources propres et de capitaux à risques. La coopération financière prévoit également l'octroi d'aides non remboursables par le biais de la commission européenne.

Dans le domaine de l'énergie, l'Algérie a bénéficié de 712 millions d'euros (47 % du montant total des prêts BEI en Algérie). Le premier prêt était pour la construction de cinq nouvelles centrales électriques du Sud du pays, ensuite l'extension de la centrale électrique de Béchar. La BEI a aussi apporté son soutien à l'extension du réseau de transport et de distribution d'électricité au Sud du pays, et dans les régions de Ouargla. Pour le gaz naturel, la BEI a financé l'extension du complexe gazier du Rhourde Nouss pour l'exploitation de gaz, aussi bien que la construction des gazoducs d'Alrar à Hassi-Rmel et jusqu'à la frontière marocaine, les concours de la BEI ont aussi permis de financer les gazoducs du Maghreb qui relient l'Algérie, le Maroc et l'Espagne, et le gazoduc reliant l'Algérie et l'Italie, permettant d'acheminer le gaz naturel algérien vers l'UE[2].

Les transports ont aussi bénéficié, en Algérie, d'un important soutien, d'un montant total de 431 millions d'euros (29 % de l'activité totale dans le pays), pour les autoroutes trans-algériennes Est-Ouest, faisant partie de l'autoroute régionale Nord-africaine. Les fonds ont servi à des travaux de construction, d'amélioration et de réfection sur les principales routes reliant les grands centres économiques du pays et les pays voisins, ce qui contribue aussi au développement des régions moins accessibles.

A une demande présente, la banque a aussi financé un barrage à Hammam Boughrara pour desservir en eau potable la région d'Oran, et le barrage Takssebt pour renforcer l'alimentation en eau potable d'Alger, et des villes situées le long du couloir Tizi-Ouzou-Alger. Dans le cadre des eaux usées, la BEI a financé un projet important d'assainissement d'eaux usées à Alger, de même qu'un projet d'assainissement dans la wilaya de Boumerdes[3].

Dans le domaine de l'environnement, la banque bénéficie, depuis 1992, de l'appui de la commission qui accorde des bonifications d'intérêt sur les prêts à long

[1] - Algérie, Maroc, Tunisie, Chypre, Egypte, Gaza, Jordanie, Liban, Malte, Syrie.
[2] - Rapport de la banque européenne d'investissement sur les financements de la BEI en Algérie, Op. Cit.
[3] -.Ibid.

terme accordés par la BEI. Beaucoup de projets financés dans différents secteurs de l'environnement dans le concept du développement durable, tel que, le projet d'appui aux communautés paysannes des parcs nationaux (parc national de Tlemcen, celui du Djurdjura, de Babor-Tababort), le but du projet est de sensibiliser les communautés paysannes des parcs nationaux sur les avantages qu'offrent l'agro écologie, et atténuer les menaces sur la biodiversité[1] et la gestion des flux touristiques dans les parcs nationaux.

Tout récemment, la BEI s'est engagée à investir en Algérie dans la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques dont elle fait une de ses priorités[2].

Pour sa part, la Ministre actuelle de l'environnement et de la transition énergétique, a avancée qu'à travers le renforcement de cette coopération, son département ministériel souhaite des investissements dans l'environnement et les énergies renouvelables avec des retombées positives sur l'économie nationale. Elle a également relevé que la visite du vice-président de la BEI, qui intervient après l'adoption d'un nouveau plan d'action du gouvernement et dans le cadre du nouveau modèle économique de croissance, suscitait un changement dans l'ordre des priorités concernant le partenariat algéro-européen[3].

Paragraphe 3 : La protection de l'environnement dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen.

Bien qu'il soit difficile et hasardeux de chiffrer avec précision les problèmes liés à l'environnement, les coûts de la dégradation de l'environnement sont manifestement très important dans la région de la méditerranée.

De plus, la région est de plus en plus exposées aux inondations, glissement de terrain, tremblements de terre, tsunamis, sécheresses, incendies, et- autres déséquilibres écologiques qui ont un impact direct et indirect sur les moyens d'existence et de bien-être d'une large proportion de la population.

L'augmentation potentielle des pressions qui pèseront sur l'environnement dans les régions côtières dans les prochaines années est considérable, notamment dans les secteurs du tourisme, du transport, de l'expansion des zones bâties, etc… La progression continue d'une production incontrôlée et de modèles de consommations

[1] - Projet 2017-2020, projet d'appui aux communautés paysannes des parcs nationaux, financement UE, référence du contrat de subvention ENPI/2017-393-757.
[2] - Remouche Khaled, « la coopération avec l'UE, ce que propose la BEI à l'Algérie », article publié sur le journal liberté du dimanche 17 juin 2018.
[3] - Ibid.

peu durables risquent d'accroitre d'une façon dramatique les coûts de la dégradation de l'environnement.

Dans ce contexte de problèmes environnementaux considérables, le partenariat euro-méditerranéen fonctionne sur deux modes complémentaires de coopération : l'un régional et l'autre bilatéral, chacun de ces modes inclut une composante environnementale.

Pour ce qui est de la coopération régionale, ce partenariat est un moyen de renforcer les relations entre l'UE et tous les pays de la région méditerranéenne dont le Maghreb, pour relever les défis majeurs que nous avons cités plus haut.

En 1997, à Helsinki, les ministres euro-méditerranéens de l'environnement ont adopté une déclaration établissant le programme d'action prioritaire à court et à moyen terme pour l'environnement (SMAP), ce programme a été conçu pour être l'outil opérationnel de mise en œuvre de la politique adoptée par les partenaires Euro-Med dans le secteur de l'environnement ainsi que pour pourvoir au financement des projets dans le cadre du programme régional MEDA.

En 2002, les ministres de l'environnement Euro-Med ont réaffirmé leur engagement par rapport au SMAP avec l'adoption de la déclaration d'Athènes[1]. Cette déclaration souligne l'importance de garantir des synergies entre le SMAP et d'autres initiatives régionales, y compris les activités menées dans le cadre de la convention de Barcelone signée sur l'égide programme des Nations Unies pour l'environnement.

Pour le programme SMAP, il fonctionne dans la région par l'intermédiaire :

- Du réseau des correspondants SMAP, constitué de centres chargés de la mise en œuvre du programme SMAP dans les Etats membres de l'UE, et les pays partenaires.
- De l'unité régionale de gestion et de soutien (RMSU) qui assure des services de coordination et de communication pour les réseaux SMAP, notamment pour la mise en œuvre des projets financés par le SMAP.

En 2004-2005, la RMSU a organisé une série d'ateliers, notamment SMAP consacrés à l'intégration environnementale et au développement durable des pays concernés. Deux pays maghrébins sont concernés par ces ateliers, il s'agit du Maroc et de la Tunisie.

Le financement de trois générations de projets environnementaux régionaux (SMAP 1 en 1998-1999, SMAP 2 en 2000 et SMAP 3 en 2005) dans le cadre du

programme MEDA pour l'environnement régional avec un total de quelque 50 millions d'euros.

L'UE finance également d'autres programmes régionaux MEDA en matière d'environnement, ils comprennent :

- Le programme régional euro-méditerranéen pour la gestion locale de l'eau qui a financé plusieurs réseaux en la matière en méditerranée à hauteur de près de 40 millions d'euros dont le « système euro-méditerranéen d'information sur le savoir-faire dans le domaine de l'eau (Semide) »[1].
- Le programme de pompage photovoltaïque de l'eau pour le pompage de l'eau et système de purification à l'énergie solaire produite par cellules photovoltaïques (PV), l'Algérie le Maroc et la Tunisie ont tous bénéficié de ce projet d'un montant de 2935769 (contribution CE 2291013).
- Des programmes régionaux de coopération dans les secteurs de l'énergie, du transport, de la société de l'information, etc.

Sous-section 3 : Le bilan tiré du processus de Barcelone, Lacunes et réussites.

Six ans après le sommet de Barcelone, les relations entre l'Europe et les pays de la rive Sud de la méditerranée semble être au point mort. La reprise du conflit Israélo-Palestinien, les attentats du 11 septembre 2011 à New-York, et du 11 mars 2004 à Madrid, la guerre en Irak, l'élargissement de l'Union européenne à l'Est, ont modifiés le cours des relations Euro-méditerranéennes et sont autant d'éléments qui

[1] - Concernant le programme SMAP 2, plusieurs projets élaborés et financés dans différents secteurs :

- **Gestion intégrée des déchets pour les industries de passage de l'huile d'olive d'un montant de 2196790 millions d'Euros la contribution CE (1738411 millions d'euros).**
- **Développement des zones marines et côtières protégées dans le but de renforcer la conservation et la gestion durable de la diversité biologique des zones marines et côtières méditerranéennes à l'aide de sept expériences pilotes. Le montant du projet est de 2191169 millions d'euros, contribution de la CE 1748374, les pays du Maghreb qui ont bénéficié du projet sont l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.**
- **Le projet de lutte contre la diversification dans les pays du Maghreb pour mettre en œuvre la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification au Maroc et en Tunisie 1969945 millions d'euros, contribution CE 1428945.**
- **Projet de gestion des déchets solides dans les pays du Maghreb et du Machrek. Pour les pays du Maghreb, l'Algérie le Maroc et la Tunisie, d'un montant de 6 000 000, contribution de CE 5 000 000.**
- **Projet de l'amélioration de la qualité de l'air en milieu urbain et renforcement de la gestion locale de la qualité de l'air. Au Maghreb, le Maroc seul a bénéficié de ce projet d'un montant de 2549345 (contribution CE 2020745).**
- **Stratégie de lutte contre la diversification des terres arides en Afrique du Nord pour la lutte contre la diversification des zones arides du Maroc et de la Tunisie par la restauration des parcours dégradés, le Maroc et la Tunisie ont bénéficié du projet sans l'Algérie, d'un montant de 4308348 (contribution CE 2291013).**

ont pesé sur l'ensemble de ce processus. Quel bilan peut-on en tirer de cette expérience ?[1]

Paragraphe 1 : Quelques avancées non négligeables du processus de Barcelone.

Certaines avancées du processus de Barcelone doivent être soulignées. Tout d'abord, un nombre important d'accords d'association ont été signés entre l'Union européenne et chacun des autres membres. Ces accords couvrent un grand nombre de domaines de coopération. Dans le domaine économique par exemple, ils suppriment les barrières douanières de l'Union européenne sur les produits manufacturés exportés par ses voisins méditerranéens et ils prévoient le démantèlement progressif (sur 12 ans) des tarifs douaniers appliqués aux produits manufacturés de l'Union dans ces pays.

Dans le domaine culturel et éducatif, trois programmes ont été réalisés. Euro Med héritage qui vise à protéger le patrimoine culturel, le programme audiovisuel soutient la diffusion et la production de films Euro-méditerranéen, le programme jeunesse prône les échanges de jeunes et la formation des travailleurs socio-éducatifs. Enfin, le programme audiovisuel qui soutient la diffusion et la production de films Euro-méditerranéen. En outre la fondation Euro-méditerranéenne pour le dialogue entre les cultures a été inaugurée en juin 2004 à Alexandrie[2].

Sur le plan politique, la dimension régionale du partenariat a été renforcée grâce à l'instauration en 2004 de l'assemblée parlementaire Euro-méditerranéenne[3] et à la réunion régulière des ministres des affaires étrangères ou du commerce extérieur. En 2003 une plateforme non gouvernementale pour le forum civil Euro Med a été créée, elle réunit plusieurs centaines d'organisations.

Dans le domaine financier, des instruments importants ont été mis en place, comme ceux qu'on a cité plus haut, MEDA[4] par lequel l'Union européenne apporte une

---

[1] - Sur le bilan tiré dans la relation euromaghrébines (processus de Barcelone) voir Aomar Baghzouz, « du processus de Barcelone à l'union pour la méditerranée, regard croisés sur les relations euromaghrébines », l'année du Maghreb V/2009, pp 517-536.

[2] - Elle dispose d'un budget de 10 millions d'Euro pour encourager le dialogue culturel entre le Nord et le Sud de la mer méditerranée, organiser des activités culturelles et promouvoir les échanges, la coopération et la mobilité des personnes.

[3] - Cette assemblée est composée de 240 membres, représentant à parité les parlements de l'Union européenne et les parlements des pays partenaires de la méditerranée. Les dix pays méditerranéens sont représentés par 120 membres, les parlements nationaux des pays de l'Union européenne par 75 membres, le parlement européen par 45 membres.

[4] - L'impact financier de MEDA a été considérablement amélioré de 1995 à 2004, le dialogue économique régional a été renforcé, notamment par le volet régional de MEDA, qui a concentré l'essentiel de l'originalité de Barcelone, parce qu'il a été l'un des principaux vecteurs de la dimension multilatérale du partenariat et l'un des éléments centraux de l'acquis de Barcelone, in Lionel Wody, « l'Europe et la méditerranée dix ans après Barcelone : voisins dorénavant ? », l'année du Maghreb, 2006, p 59.

aide financière et technique à ses partenaires méditerranéens. Par ailleurs, une facilité Euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) a été créée en 2002, financée par la banque européenne d'investissement.

Sur le plan environnemental, les pays méditerranéens ont pris plus conscience de l'importance de leur environnement : beaucoup de programmes et initiatives environnementales ont été lancés, dans le cadre du programme d'assistance bilatérale et régionale de MEDA, le programme d'aide financière à la méditerranée, l'UE a pu financer directement un large évantail de projets environnementaux ainsi que subventionner des prêts de la BEI pour d'importantes infrastructures environnementales, parallèlement, l'Union a coopéré avec ses pays partenaires dans le cadre de nombreux autres formes, notamment le programme d'action prioritaire à court et à moyen terme pour l'environnement, les activités de l'agence européenne pour l'environnement, le programme Life-pays tiers, et le programme d'assistance technique en faveur des pays méditerranéens, en partenariat avec la banque mondiale et d'autres donateurs ainsi que beaucoup de projets dans le cadre du programme SMAP.

Malgré les avancés mentionnées, le processus de Barcelone présente d'importantes limites.

II/ Les limites du partenariat Euro-méditerranéen.

Dans les volets de coopération, les avancées réalisées sont incomplètes et irrégulières. Ainsi, lors du bilan réalisé pour l'anniversaire des dix ans du partenariat Euro-méditerranéen en 2005. La commission européenne fait remarquer que même si l'Union européenne reste le principal partenaire commercial de la région (plus de 50 % du commerce régional est à destination de l'Union européenne), le plus important investisseur étranger (36 96 du FDI) est le principal bailleur de fonds (3 milliards par an), la coopération économique interrégionale atteint seulement 15 9E3 de son potentiel et reste le moins élevé au monde pour une région de cette taille.

En outre, le bilan du volet paix et stabilité reste faible. La reprise du conflit Israélo-Palestinien, les attentats du 11 septembre 2001 à New-York et du 11 mars 2004 à Madrid, la guerre en Irak, sont autant d'éléments qui ont pesé sur l'ensemble de ce processus. Par ailleurs, l'absence d'institutions propre au processus qui auraient permis d'assurer le suivi des décisions prises au niveau politique est un autre élément qui a conduit le ralentir. L'élargissement de l'Union européenne avec l'adhésion de dix nouveaux pays à compter du 1er mai 2004 a également été un frein. De même, le partenariat ne s'avère "plus efficace sur le plan sécuritaire : les migrations clandestines n'en finissent pas d'allumer les opinions publiques, le terrorisme est plus que jamais la préoccupation de l'occident, et les situations de violences n'ont pas diminué à, la

faveur des réunions et du dialogue Euro-méditerranéen. Les litiges frontaliers notamment entre l'Algérie et le Maroc, la question chypriote, le dossier Turc, le dossier du Sahara occidental.

D'autres domaines sont déficitaires en matière de coopération comme le domaine de l'environnement, le domaine agricole et la, pêche, le domaine énergétique, la création d'emploi, etc.

En conclusion, quinze ans après, l'initiative de Barcelone, le bilan du processus n'est pas forcément négatif, mais certainement mitigé, mettant en œuvre un plan ambitieux et original de coopération régional. Le partenariat Euro Med a le mérite d'être le seul forum régional a réunir les pays riverains. Pourtant, en dépit des objectifs énoncés en 1995, aujourd'hui la coopération va plus dans le sens Nord-Sud et plus entre la commission et chaque pays individuellement qu'entre les pays de la région eux-mêmes. Le processus d'Agadir[1] reste le seul projet véritablement régional produit dans le cadre de Barcelone.

Section 2 : L'Union pour la méditerranée : Une nouvelle orientation aux pays méditerranéens.

L'initiative en faveur d'une relance d'une union pour la méditerranée vient en 2007 du candidat à l'élection présidentielle, Nicolas Sarkozy, d'abord formulé dans le cadre de sa compagne puis progressivement détaillé lors de ses visites officielles dans les pays méditerranéens. Le projet de l'Union méditerranéenne est officialisé lors de l'appel de Rome de décembre 2007, réunissant Nicolas Sarkozy et ses homologues Italiens et Espagnols[2].

Le 13 juillet 2008, le sommet de Paris pour la méditerranée installe l'UPM[3], et le discours officiel prône « la volonté politique de transformer la méditerranée en un espace de paix, de démocratie, de coopération et de prospérité ».

[1] - Accords dit d'Agadir (Maroc, Tunisie, Egypte et Jordanie) signé le 25 février 2004, porte sur l'établissement d'une zone de libre-échange entre les Etats arabe du pourtour de la méditerranée. Il représente le premier pas vers l'intégration Sud-Sud soutenu par l'Union européenne. Il s'emploie également à identifier les possibilités de développement des échanges inter-régionaux et à éliminer les obstacles dans ce domaine.

[2] - Le 20 décembre 2007, un sommet tripartite entre la France, l'Italie, et l'Espagne marque une inflexion via une modification du nom, l'Union méditerranéenne devient l'Union pour la méditerranée (UPM). Voir Denis Bouchard, « l'union pour la méditerranée : un défi européen », politique étrangère 2008/1 (printemps), p 51.

[3] - Notons que la Lybie boycotte cette rencontre et critique ce projet en dépit de toutes couleuvres avalées par la France lors de la visite de Mouammar El Kadhafi en décembre 2007.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Sous-section 1 : L'Union pour la méditerranée : l'Héritage du processus de Barcelone ou politique rénovée.

Le 13 juillet 2008, les dirigeants politiques de l'Europe et de la méditerranée lancèrent l'Union pour la méditerranée, dans la continuité des efforts réalisés par le processus Euro Med et la convention de Barcelone[1]. L'UPM se proposait de concrétiser les relations avec l'Union européenne par la mise en place de nouveaux projets régionaux dans des domaines aussi divers que l'économie, l'environnement, l'énergie, la santé, la migration et la culture. En poursuivant les activités existantes (en particulier celles dans le cadre du PEM) et en renforçant les principaux champs de coopérations décidés à Barcelone, l'UPM tend alors à :

- Améliorer les relations UE/PMP en organisant des sommets biannuels entre les chefs d'Etat et de gouvernement.
- Renforcer la coparticipation et les relations multilatérales par le biais d'une co-présidence de structures institutionnelles et d'un secrétariat commun.
- Rendre les relations plus actives et visibles par les citoyens grâce à de nouveaux progrès régionaux et sous régionaux[2].

Paragraphe 1 : Un défi institutionnel et politique.

Avec ces objectifs à l'esprit, la déclaration finale à l'issue de la rencontre de Marseille[3] en novembre 2008, annonçait l'introduction du nouveau cadre institutionnel de l'UPM. Ces sommets biannuels se tiendront, réunissant tous les chefs d'Etats, un comité conjoint permanent composé des représentants des coprésidences, préparera

---

[1] - Elle augmente le nombre de pays impliqués dans le processus, augmentation du nombre des pays membres de l'Union européenne à 27 et des PMP à 16. Six pays ont été ajoutés aux dix partenaires méditerranéens d'origine : l'Albanie, la Lybie, la Bosnie Herzégovine, la Croatie, Monaco, la Mauritanie et le Monténégro.

[2] - Isabel Schäfer, « les politiques euro-méditerranéennes à la lumière du printemps arabe », mouvements, vol 66, n° 02, 2011, p 124.

[3] - La rencontre de Marseille au niveau des ministres des affaires étrangères euro-méditerranéen vient préciser plusieurs points importants. En premier lieu, le nom de la structure est simplifié, pour ne garder que « Union pour la méditerranée », les ministres décident au lieu du siège du secrétariat suite à l'opposition de la Syrie et du Liban à ce que le siège soit dans un pays arabe, Barcelone, symbole historique est chois. Sont actés également le système de coprésidence Nord/Sud (France/Egypte), d'une durée de deux ans non renouvelable, la présidence sera chargée des consultations des partenaires et des conclusions des sommets et autres conférences ministérielles (article 1 à 7). Le document final précise en détail les rôles et mode de fonctionnement des délégués du comité mixte permanent et du secrétariat (article 12 à 6). Le secrétaire général est accompagné de cinq secrétaires adjoints choisis par consensus par les délégués pour une durée de 3 ans renouvelable (les pays choisis sont l'Autorité Palestinienne, la Grèce, Israël, l'Italie, et Malte). Enfin, le document définit le calendrier de travail pour chacune des thématiques sélectionnées. In http://www.ufmsecretariat.org/en/wp-content/uploads/2010/12/dec-final-Marseille-VFM.pdf.

les rencontres des hauts responsables et aidera les coprésidents à la préparation des sommets et des rencontres entre ministres des affaires étrangères.

Le secrétariat général sera en charge de préparer et coordonner le programme de travail biannuel. L'assemblée parlementaire méditerranéenne instituée dès 2004, a été confirmée comme instrument parlementaire légitime de l'UPM. En fin, une nouvelle organisation a vu le jour en janvier 2010 : l'assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne. Cette assemblée permanente dont le siège est à Barcelone est conçue comme un forum de discussion et de coopération entre autorités locales du Nord et du Sud du bassin.

La rupture avec les inefficacités dépendra de la capacité à lancer des projets clairs avec des financements conséquents et un soutien politique fort. Par ailleurs, la simplification du fonctionnement institutionnelle est essentielle pour garantir l'efficacité de la prise de décision dans une UPM à 43 membres. La création d'un secrétariat permanent et d'une coprésidence comme nous l'avons mentionné plus haut, est de ce point de vue une excellente chose, car elle permettra d'assurer une continuité et un leadership dans le partenariat euro-méditerranéen. Au-delà de cette seule initiative, il faut pouvoir contourner l'obstacle du nombre, pour cela, il serait utile que les 27 Etats membre de l'Union européenne acceptent une représentation commune au sein de l'UPM, de façon à limiter le nombre de participants aux réunions, à alléger le processus de décision et à assurer que l'Union européenne parle d'une seule voix.

Une autre initiative utile serait de permettre la différentiation dans les projets d'intégration régionale, de façon à ce que les rivalités et les conflits existants ne soient pas des obstacles insurmontables comme ils ont pu l'être parfois dans le cadre du processus de Barcelone[1], un autre élément important et d'assurer la lisibilité de l'UPM par les citoyens et d'assurer la société civile et ses représentants politiques, en passant par une communication active et par une simplification des objectifs de l'UPM.

Paragraphe 2 : La mise en place de projets régionaux concrets et ambitieux.

En annexe de la déclaration des Etats présents au sommet de Paris, ont fait la liste de six projets qui devront être détaillés par le future secrétariat, ces projets au nombre de six concernent principalement l'environnement et le développement durable[2]. Le premier prévoit la dépollution de la mer méditerranée avec des actions visant à la protection du littorale et des zones marines. Le projet « horizon 2020 » qui avait déjà été lancé lors du 10ème sommet euro-méditerranéen en 2005, va être mis en œuvre

[1] - Il est important de remarquer que la différenciation est présente dans l'Union européenne elle-même, comme en témoigne les exemples de la zone Euro et de l'espace Schengen.

[2] - Sommet de Paris pour la méditerranée. Dossier de presse, présidence française de l'Union européenne, 13 juillet 2008.

dans le cadre nouveau de l'Union pour la méditerranée. Quarante-trois projets de dépollutions ont été identifiés pour un coût total évalué à deux milliards d'euros. L'objectif est de donner une visibilité politique à cette initiative afin de récolter des fonds communautaires, bancaires ou du secteur privé. Le deuxième projet est un projet visant à améliorer les transports et la connectivité entre les pays méditerranéens afin que « la méditerranée ne soit plus une mer qui sépare, mais une mer qui unit »[1]. Le projet comprend notamment un plan de développement d'autoroutes maritimes reliant la méditerranée orientale et occidentale, une sécurisation de l'espace maritime méditerranéen passant par une lutte contre la pollution.

Le troisième projet vise à créer un réseau méditerranéen de protection civil permettant de mieux mutualiser les moyens de lutte contre les risques naturels tels que les incendies, les inondations ou tremblements de terre, notamment en matière de prévention des risques. Un quatrième projet concerne un plan solaire afin de développer les énergies alternatives, de limiter les émissions de gaz à effet de serre et de renforcer l'accès à l'énergie des populations isolées. Le cinquième projet concerne l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche[2]. Le dernier projet consiste à mettre en place une agence méditerranéenne de développement des entreprises. Certes, le sommet de Paris a donné des précisions sur la nature et les objectifs de l'Union pour la méditerranée, cependant la déclaration finale restant globalement vague.

Nous allons donc voir que certains Etats affichent un enthousiasme vif à l'idée de relancer un partenariat, alors que d'autres aux aspirations déçues par la faille de Barcelone, comptent en finir avec l'unilatéralisme européen et faire entendre leur voix.

Paragraphe 3 : Les Etats maghrébins face au projet de l'Union pour la méditerranée.

Beaucoup d'Etats se sont réjoui de l'initiative du projet de l'Union pour la méditerranée. Israël fait partie de ses enthousiastes de la première heure. Sa participation au projet n'était pas évidente : Israël a des rapports conflictuels avec nombres des pays musulmans, sans parler de l'interminable conflit Israélo-Palestinien. Israël a accueilli le projet favorablement y voyant une opportunité de combattre son isolement dans la région et de montrer sa bonne volonté pour résoudre son différend avec les autorités palestiniennes. Mais cette participation a suscité des remous au sein

[1] - Déclaration commune du sommet de Paris pour la méditerranée, Paris, 13 juillet 2008, disponible sur le site : http://DMAS20081217_012_fr_pdf.

[2] - Des projets, comme la création d'une université euro-méditerranéenne en Slovénie, devront être mis en place afin de créer un espace universitaire et de recherche méditerranéen et de réduire le déséquilibre de formation entre pays européens et pays Sud méditerranéen.

des pays arabes voisins[1]. De son côté le chef de gouvernement israélien, citant expressément le conflit israélo-palestinien a exprimé sa volonté de trouver une solution au conflit. Israël est donc déterminé à montrer que son intégration au projet ne bloquera pas le processus politique.

L'Egypte de son côté très favorable à l'Union pour la méditerranée, a toujours accordé un intérêt spéciale dans la promotion d'une coopération euro-arabe. De plus, l'Union pour la méditerranée revêt une grande importance pour l'Egypte. L'Europe est en effet son principal fournisseur économique, assurant plus de 60 % de ses besoins. Déçu par le processus de Barcelone qui selon l'Egypte a été incapable de satisfaire les intérêts et besoins des deux rives de la méditerranée. L'Egypte reste comme même prudente, prévenant la France que l'Union ne sera un succès qu'à condition que l'Europe tienne sa promesse et que les Etats européens traitent les pays de la rive Sud comme partenaires, précisant que le projet sera un échec annoncé « s'il vise à intégrer Israël dans son environnement avant de trouver une solution au problème palestinien et un retrait du Golan syrien et du reste du territoire libanais »[2].

Quant aux pays du Maghreb, les positions sont différentes d'un pays à l'autre. L'Algérie, en réalité, elle n'a pas de position claire vis-à-vis du projet de l'Union pour la méditerranée, dans la mesure où, après le sommet de Paris, l'Union est vue en Algérie comme une suite du processus de Barcelone qui n'a pas apporté grand choses aux pays de la rive Sud[3].

L'Algérie était mal à l'aise face au projet français d'union méditerranéenne, parfois analysé comme une arme « anti-immigration ». Basant son discours sur la dimension humaine au cœur du projet Union méditerranéenne, l'ambassadeur algérien a effectivement décrié le fait que les frontières soient ouvertes aux marchandises et aux capitaux, mais pas aux personnes « une approche novatrice

[1] - Peut être que c'est l'une des raisons pour laquelle l'Algérie n'a confirmé sa présence au sommet de Paris qu'a la dernière minute. Le ministre algériens des affaires étrangères Mourad Medelci avait ainsi déclaré « ce n'est pas, l'Union pour la méditerranée qui doit faire la normalisation des relations entre Israël et les pays arabes, à laquelle n'était pas parvenu le processus de Barcelone », In Union pour la méditerranée, la présence de Israël source de controverse, correspondance particulière méditerranée, 8 juin 2008.

[2] - Maille Pellisson, « de l'Union méditerranéenne à l'union pour la méditerranée, quelles limites, quel avenir ? », mémoire, septembre 2008, sommet de Paris pour la méditerranée, 13 juillet 2008, (dir) M. Filali Osman, p 34.

[3] - La vision discordante de l'Algérie s'était déjà perçue lors du forum de Paris organisé par l'Unesco le 29 mars 2008. Le ministre français de l'immigration et de l'identité nationale Brice Hortefeux et l'ambassadeur d'Algérie en France Missoum Shib, y étaient présents exprimant deux visions opposées sur le projet de l'Union méditerranéenne sur l'optique immigration utilisant le langage des chiffres. Reconnaissant l'échec de toutes les politiques d'intégration française. L'Union méditerranéenne semble être pour lui une alternative pour réguler les flux d'immigration provenant du sud de la méditerranée. Il a d'ailleurs, indiqué que la France allait signer des accords d'immigration avec le Maroc et la Tunisie, semblables a ceux paraphés déjà avec de nombreux pays d'Afrique noir, discours de Brice Hortefeux au forum de Paris.

impliquerait de ne pas parler désormais de « maitrise concentrée de flux migratoires », mais de la dimension humaine des rapports entre l'Europe et les pays du Sud, dimension qui doit être au cœur même de la problématique de l'Union pour la méditerranée[1], a-t-il expliqué dans son intervention en poursuivant : « on ne peut pas, comme le faisait le processus de Barcelone, continuer à prôner la libre circulation des biens, des capitaux et des services, et en même temps, multiplier les restrictions, donnant ainsi aux populations impliquées le sentiment d'être exclues d'un processus qui les concerne au premier chef ». L'ambassadeur d'Algérie a appelé à la mise en place d'un « Schengen méditerranéen » et à favoriser la préférence « euro-méditerranéenne » à la préférence « communautaire », en ajoutant que le projet devait être « autre chose qu'un Barcelone II ». Bien que, favorable à un partenariat privilégié avec l'Union européenne, M. Sbih y voit le résultat « d'un accord exclusivement négocié entre pays européens », en effet, il annonce que « l'Europe cherche à conforter sa place dans l'économie méditerranéenne, à sécuriser ses approvisionnements énergétiques, et à s'affirmer sur le plan régional et international comme un acteur majeur en méditerranée », est compréhensible dès lors que cette démarche vise à ramener l'axe de gravité de l'Europe vers le sud et de permettre aux peuples des deux rives de la méditerranée, de réaliser ensembles des objectifs communs, sur un pied d'égalité et dans un esprit de partenariat bien compris»[2]. L'ancien président algérien Abdelaziz Bouteflika, alors qu'il avait exprimé son intérêt pour la version originale du projet, il a annoncé sa déception lors de son arrimage à l'Union européenne dans son ensemble, considérant que le processus de Barcelone mené par l'Union européenne n'a rien apporté aux pays du sud, l'ancien président algérien soutient une union réservée aux pays de l'Union européenne riverains de la méditerranée afin de casser la routine du processus de Barcelone[3].

---

[1] - Intervention de Missoum Sbih, ambassadeur d'Algérie en France au forum de Paris.

[2] - La presse algérienne traite ce projet avec beaucoup de réticences, le quotidien d'Oran écrivait le 30 mars 2008 « Nicolas Sarkozy a été contraint de revoir sa copie, le président français qui prétendait redessiner tout seul la carte de la méditerranée, a été rappelé à l'ordre par son allié allemand, et contraint à d'importantes concessions, avant de faire avaliser son projet par ses partenaires de l'Union européenne. Ce qui devait constituer un programme très ambitieux en mesure de réaménager le flanc sud de l'Europe, a été ramené à une modeste feuille de route destiné à compléter et améliorer le processus de Barcelone ». In Abed Charef, « l'Algérie, le Maghreb, la méditerranée, fractures entre les deux rives », le quotidien d'Oran du 30 mars 2008, disponible sur le site http://www.algeria.watch.org. Consulté le 11 août 2018.

[3] - L'organisation du sommet, semble ne pas avoir apaisé la méfiance algérienne face au projet d'Union pour la méditerranée. Alors que, organisé par la France, l'Algérie s'est sentie marginalisée dans ce sommet, les médias algériens ont dénoncé une mise à l'écart volontaire de l'Algérie par la France du fait du manque de soutien affiché de l'Algérie pour l'Union pour la méditerranée. Le Quotidien le Matin tirait « l'Algérie et son président complétement marginalisés au sommet de lancement de l'Union pour la méditerranée » in « L. M. sommet de Paris, Bouteflika complètement marginalisé, Moubarak co-président », le Matin 12 juillet 2008, disponible sur le site http://www.lematindz.net. Consulté le 12 mars 2018.

- Voir aussi L. M., « union pour la méditerranée : Bouteflika a bel et bien été marginalisé », le Matin d'Algérie du 13/07/2008, disponible sur le site http://www.lematindz.net. Consulté le 28 juillet 2015

La position du Maroc n'est guère plus claire que celle de l'Algérie. Favorable au principe d'Union pour la méditerranée, le Maroc s'est déclaré favorable au projet d'Union pour la méditerranée. Dans la même optique que le Maroc, la Tunisie s'est ouvertement affichée favorable à l'Union pour la méditerranée. L'ancien président Ben Ali a déclaré dans une allocation en marge du sommet de Paris « la méditerranée ne peut et ne doit être qu'un espace de solidarité »[1], cependant, l'analyse de ce discours montre bien que la Tunisie avait sa propre vision de l'Union pour la méditerranée et a pour objectif d'imposer ses priorités. En effet, la totalité de l'allocution du président Ben Ali concerne l'écologie et le développement durable.

« Nous partons de notre conviction que la dimension environnementale est d'ordre stratégique. Du haut de cette tribune, nous appelons à la nécessité de conjuguer les efforts de l'ensemble de nos Etats pour mettre en place une politique commune qui puisse conférer à l'environnement la place stratégique qui doit être la sienne dans notre région méditerranéenne, et nous permettre de renforcer notre coopération et notre solidarité, à la faveur de projets pratiques susceptibles de préserver le bassin méditerranéen des graves dangers qui le guettent »[2].

D'après ce discours, la Tunisie affiche alors sa position qui voit dans l'Union pour la méditerranée une agence environnementale finançant des programmes de dépollution de la méditerranée et de protection du littoral, lui liant toutes ambitions politique ou économique, il a proposé trois initiatives : la création d'un « observatoire méditerranéen appelé a se doté d'un mécanisme d'alerte rapide », , afin d'assurer la coordination des efforts des différents parties en cas de divers cas d'accidents maritimes tel que marées noires ; la création « d'un centre méditerranéen pour le transfert technologique, tout particulièrement en matière d'énergie nouvelle et renouvelable, de dessalement de l'eau de mer et de nanotechnologie ». La Tunisie essaye alors d'orienter le processus vers une coopération en faveur de l'environnement et du développement durable, passant sous mission toutes les autres facettes de l'Union.

Malgré les différentes positions de chaque Etat maghrébins quant au projet de l'Union pour la méditerranée, plusieurs rencontres ont été programmées pour la continuité de ce projet. Malheureusement, les réunions envisagées successivement en novembre 2009 et novembre 2010, ainsi que le sommet programmé à deux reprises en 2010, n'ont pas pu se tenir. Les causes étaient diverses et notamment celle de la dégradation de la situation du conflit israélo-palestinien, les révoltes arabes qui se sont succédées depuis 2011 modifiant encore la donne, il importe donc d'étudier les possibilités qui s'offrent à l'Union européenne (UE) de refonder une ou des relations

[1] - Allocution de l'ancien président Zine Al Abidine Ben Ali au sommet de Paris, 13 juillet 2008, Paris.
[2] - Ibid.

en méditerranée pour mieux répondre, à la fois, à la défense des intérêts européens, et aux attentes des autres partenaires dans le domaine de l'environnement.

Sous-section 2 : les projets de l'Union pour la méditerranée pour la protection de l'environnement face au printemps arabe.

L'Union pour la méditerranée (UPM) accorde une grande importance à la protection de l'environnement et de l'eau et au soutien de modèles durables et de production dans la région, à travers la promotion du dialogue et de la coopération à l'échelle régionale ainsi que par le soutien de projets importants et d'initiatives dans ce domaine.

En accord avec plusieurs conférences ministérielles de l'UPM sur l'environnement et le changement climatique, ces questions sont traitées à l'UPM en relation étroites avec d'autres problèmes régionaux majeurs, tel que le changement climatique, la désertification, la sécurité alimentaire, la surpopulation, et la résilience aux évènements climatiques extrêmes.

Avec le « printemps arabe », une nouvelle ère s'est ouverte en méditerranée, les partenaires euro-méditerranéens doivent être à la hauteur de ce processus historique de transformation. Il faut soutenir la transition démocratique pour pouvoir contourner et développer les projets environnementaux déjà tracés avant le printemps arabe.

Paragraphe 1 : L'Union pour la méditerranée : une union pour la protection de l'environnement.

Le lancement en grande pompe de l'UPM était accompagné de l'annonce de six grands projets phares[1], parmi lesquels le souci d'un développement durable du bassin méditerranéen était tangible. La dépollution de la méditerranée et la promotion des énergies renouvelables avec les plan solaire méditerranéen y figuraient en bonne place. Diverses rencontres se sont tenues sur ces sujets dans les mois qui ont suivi et plusieurs projets ont été sélectionnés, notamment dans le cadre du plan solaire méditerranéen.

A) L'environnement pour un avenir durable dans la région méditerranéenne.

Dans le cadre de son engagement continue dans les domaines de l'eau et de l'environnement et après les conclusions du sommet de Paris pour la méditerranée, en particulier le passage indiquant que la conférence ministérielle euro-

[1] - **Promouvoir les projets liés à l'eau et à l'environnement.**

méditerranéenne qui s'est tenu en Jordanie[1] en 2008, a défini une stratégie de l'eau pour la méditerranée qui a défendu la préservation des ressources hydriques, la diversification des ressources d'approvisionnement en eau et l'utilisation rationnelle et durable de l'eau, ainsi que la décision de lancer l'initiative de dépollution de la méditerranée qui s'appuie sur le programme « Horizon 2020 » adopté lors de la conférence euro-méditerranéenne des ministres de l'environnement en 2006 au Caire[2].

I. Une stratégie de l'eau pour la méditerranée axée sur les besoins des populations et sur les défis du futur.

Prenant acte des différents défis évoqués, il convient pour ces pays de définir une stratégie méditerranéenne qui s'attaquera aux problèmes qui dépassent les moyens d'action d'un seul pays, ou d'une seule organisation ou initiative, en particulier ceux qui ont trait à l'incidence des changements climatiques et aux besoins environnementaux, qui nécessitent une approche coordonnée et une coopération accrue, qui s'appuiera sur des approches intégrées, en tenant compte de tous les types d'eau et des besoins des différents usagers, grâce à une gestion intégrée au niveau du bassin , et ce afin de permettre aux pays de la méditerranée de relever ces défis collectivement et individuellement.

Cette stratégie comportera deux objectifs principaux à atteindre : la préservation de la qualité de l'eau, et l'équilibre entre la quantité d'eau utilisée et la quantité d'eau disponible.

Pour atteindre ces objectifs, la stratégie étudiera les instruments les plus appropriés, afin de parvenir à la croissance économique, à la prospérité sociale, à un accès équitable et à un approvisionnement en eau adéquat, et à la protection de l'environnement, notamment au moyen de l'amélioration de l'efficience de tous les usagers de l'eau, les modalités de gouvernances appropriées, d'arrangements législatifs et institutionnels, d'une planification nationale et locale efficace, de mécanismes financiers innovants, de politique tarifaire, de normes, de labels, et de solutions alternatives, en tenant compte des situations différentes selon les pays et de la nécessité de sensibiliser d'avantage les citoyens en promouvant une large participation de la société civile, afin de créer une culture de l'eau[3].

---

[1] - Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'eau adoptée avec son annexe par les ministres et les chefs des délégations participant à la conférence euro-méditerranéenne sur l'eau, tenue le 21 décembre 2008 en Jordanie, disponible sur : http://www.diplomatie.gouv.fr.

[2] - Horizon 2020 –le programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation, pour la période 2014-2020, disponible sur le site : http://ec.europa.eu/programmes/horizon2020-104.

[3] - Conférence ministériel euro-méditerranéenne sur l'eau, Op. Cit., pp 3-4.

II. Un dispositif d'élaboration et de suivi efficace et partenarial.

Afin de poursuivre l'élaboration de la stratégie de l'eau en méditerranée, de concourir à sa mise en œuvre et d'assurer son suivi, chaque Etat confie à un groupe d'experts, constitué des représentants des autorités nationales chargées de la politique de l'eau dans les pays euro-méditerranéen, le soin de promouvoir l'élaboration de la stratégie de l'eau en méditerranée et d'assurer son suivi.

Les ministres de chaque Etat invitent les institutions financières à coordonner leurs actions à l'échelon régional et national afin de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie.

Ils doivent inviter toutes les parties prenantes, y compris les parlements et l'APEM à contribuer au développement de la nouvelle stratégie pour le renforcement des capacités afin d'accroitre les synergies entre les actions en cours, plus particulièrement, un échange d'informations sera mis en place sur la base d'approches volontaires. L'objectif étant toujours de rechercher la comparabilité, la cohérence et d'éviter les doubles emplois, notamment dans les domaines de la gestion intégrée des ressources en eau, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement[1].

Dans le cadre de la déclaration ministérielle adoptée lors de la conférence sur l'eau tenue en Jordanie le 22 décembre 2008, les ministres et chefs de délégation souhaitent inscrire la poursuite de leurs travaux dans l'esprit du sommet de Paris en mettant rapidement en œuvre des projets concrets et visibles sur le terrain, de manière à contribuer à la résolution de problèmes aigus soulevées par la dégradation, en qualité comme en quantité, des ressources en eau et par l'écart croissant entre la disponibilité des ressources et l'augmentation des besoins et demandes émanant des secteurs agricole, domestique, industriel, touristique et environnemental.

Le processus a déjà permis d'identifier et de réaliser un certain nombre de projets conformément à la déclaration de Paris pour la méditerranée dans le domaine de l'eau, en vue de répondre à plusieurs préoccupations, tel que l'adaptation aux changements climatiques, équilibre entre offre et demande, protection et réhabilitation des milieux naturels, la dépollution de la mer méditerranée, technologie et usage efficient de l'eau, nous allons les étudier dans le deuxième chapitre de la deuxième partie avec plus de détails[2].

[1] - Ibid, pp 3-4-5.
[2] - Voir section 2, chapitre II, deuxième partie.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

B) Protéger la mer méditerranée et l'environnement et promouvoir de façon globale le développement durable.

La mer méditerranée est un réservoir majeur de biodiversité qui accueille plus de 25.000 espèces de végétaux, 650 espèces d'animaux marins dont 28 % seraient introuvables ailleurs. Pourquoi elle est considérée comme un espace menacé, le constat est en effet, alarmant car l'espace maritime méditerranéen est très sensible à la pollution[1].

I. La dépollution de la mer méditerranée, une prise de conscience déjà ancienne.

La navigation maritime s'est déjà inscrite dans une démarche mondiale. L'organisation maritime internationale (OMI) a érigé des règles internationales en constante évolution depuis les textes MARPOL (Maritime Pollution)[2] de 1973. En ce qui concerne plus précisément le projet de dépollution de la mer méditerranée et la communauté européenne adoptait le plan d'action pour la méditerranée (PAM) qui fait partie des programmes des nations unies pour l'environnement (PNUE). En 1976, la convention pour la protection de la mer méditerranée contre la pollution, dite convention de Barcelone, devenait le cadre juridique du PAM. Elle fut modifiée[3] en 1992, 1995, en 1997 et en 2002.

---

[1] - La mer méditerranée est une mer très fréquentée, elle supporte 30% du trafic pétrolier mondial, plus de 2000 navires sont en permanence à la mer, avec parmi eux 200 à 300 pétroliers pour un total annuel moyen de l'ordre de 220.000 navires navigants en méditerranée.

[2] - Marpol, convention internationale pour la prévention, de la pollution par les navires : est la principale convention internationale traitant de la prévention de la pollution du milieu marin, que les causes soient liées à l'exploitation ou à des accidents, la convention Marpol a été adoptée le 02 novembre 1973 à l'OMI, le protocole de 1978 a été adopté à la suite d'une série d'accident de navires citernes survenus en 1976 et 1977, comme la convention Marpol de 1973, n'était pas encore entrée en vigueur, le protocole Marpol de 1978 a intégré la convention mère. L'instrument qui en résulte est entré en vigueur le 02 octobre 1983. En 1997 un protocole modifiant la convention a été adopté, et une nouvelle annexe VI, qui est entrée en vigueur le 19 mai 2005 a été ajoutée. La convention Marpol a été mise à jour par des amendements au fil des années. La convention comprend des règles visant à prévenir et à réduire au minimum la pollution due aux navires, tant accidentelle que découlant d'opération de routine et comporte actuellement six annexes techniques. La plupart de ces annexes établissent des zones spéciales dans lesquelles les rejets d'exploitation sont strictement réglementés.

[3] - La convention pour la protection de la mer méditerranéenne contre la pollution (convention de Barcelone) a été adoptée le 16 février 1976 par la conférence de plénipotentiaire des Etats côtiers de la région méditerranéenne sur la protection de la mer méditerranée tenue à Barcelone, la convention est entrée en vigueur le 12 février 1978, la convention a été modifiée par des amendements adoptés le 10 juin 1995 par la conférence de plénipotentiaire sur la convention pour la protection de la mer méditerranée contre la pollution et ses protocoles , tenue à Barcelone les 09 et 10 juin 1995. La convention modifiée figurant désormais sous le titre de « Convention pour la protection du milieu marin et du littorale de la méditerranée » est entrée en vigueur le 19 juillet 2004. Le texte de la convention est disponible sur le site : http://www.planbleu.org/sites/default/files/barcelona_convention_and_protocols_2007_fr(2).pdf. La convention de 1976 est ratifiée par l'Algérie par le décret n° 80-14 du 26 janvier 1980, JORA n° 052 du 25/12/1979, p74, et la convention de 1995 est ratifiée également par l'Algérie avec le décret présidentiel n° 04-141 du 28 avril 2004portant ratification des amendements à la convention de Barcelone adoptée le 10 juin 1995, JORA n° 28 du 05 mai 2004.

Par ailleurs, le sommet euro-Med de novembre 2005 marquait l'initiative euro-méditerranéenne « horizon 2020 » qui abordait les problèmes environnementaux de la région méditerranéenne dans son ensemble[1], et encourager la mise en œuvre d'une stratégie méditerranéenne pour le développement durable : « encourageant la viabilité environnementale et mettant en œuvre la stratégie méditerranéenne pour le développement durable, élaboreront aussitôt que possible, une feuille de route pour la dépollution de la méditerranée d'ici 2020, en se fondant sur les recommandations formulées par les ministres de l'environnement des pays Euro Med, en s'aidant notamment de la stratégie méditerranéenne pour le développement durable ainsi que du plan d'action pour la méditerranée du PNUE, tout en fournissant une aide financière et technique adéquate à cette fin. Il s'agit de s'attaquer aux principales sources de pollution, notamment les émissions industrielles et les déchets urbains, dont les eaux usées. Ils échangeront des expériences en matière de développement durable acquises en ce qui concerne la mer baltique, la méditerranée et la mer noire ».

En novembre 2006, au Caire, se tenait pour la première fois hors de l'Union européenne la conférence interministérielle euro-méditerranéenne sur l'environnement. Un accord était signé sur un calendrier des actions à mener dans le cadre du programme « horizon 2020 » pour lutter contre les sources majeures de pollution de la mer méditerranée d'ici à 2020[2].

La déclaration commune du sommet de Paris pour la méditerranée du 13 juillet 2008 a repris ce souci de lisibilité : le processus consistait à traduire en projets concrets qui soient d'avantage visibles pour les citoyens afin de donner un nouvel élan au processus de Barcelone en rendant les relations entre les Etats concernés plus concrètes et plus visibles grâce à des projets régionaux et sous régionaux supplémentaires, utiles pour les citoyens de la région. L'annexe de la déclaration commune du 13 juillet 2008 mentionne que le future secrétariat du processus de Barcelone, une union pour la méditerranée devra présenter en détail « un certain

- Voir aussi sur le sujet : notre article " La coopération entre Etats pour la protection de la mer méditerranée contre la pollution par les hydrocarbures ", revue critique de droit et sciences politiques, université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, faculté de droit et sciences politiques, N° 02, 2017, pp 07-39.

[1] - Tenu les 27 et 28 novembre à Barcelone, le sommet Euro-Med, qui réunit les dirigeants de l'Union européenne et ceux de dix pays partenaires du Sud de la méditerranée, est marqué par l'absence de huit de ces derniers (L'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Egypte, Israël, la Jordanie, le Liban et la Syrie). Voir sommet marquant le dixième anniversaire du partenariat Euro-Méditerranéen, Barcelone les 27 et 28 novembre 2005, programme de travail quinquennal », conseil de l'UE, C/05/327, Bruxelles, le 28 novembre 2005.

[2] - Voir la déclaration du Caire pour la conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'environnement, tenu au Caire le 20 novembre 2006. Disponible sur le site : http://ec.europa.eu>pdf>cairo_declaration_fr.

nombre d'initiatives clés » parmi lesquelles figurent la dépollution pour la mer méditerranée[1].

II. Horizon 2020 et l'Union pour la méditerranée.

Aujourd'hui, horizon 2020 et l'Union pour la méditerranée constituent de nouvelles initiatives qui confirment la place de la région méditerranéenne, et plus particulièrement son domaine maritime et la préservation de son environnement au cœur des préoccupations européennes.

Cette initiative s'articule autour de quatre piliers :

- Les projets visant à réduire les sources les plus significatives de pollution, les émissions industrielles, les déchets municipaux et les eaux usées urbaines, responsables à 80 % de la pollution de la mer méditerranée.

- Les mesures de renforcement des capacités pour aider les pays limitrophes à créer des administrations environnementales nationales capables de développer la législation environnementale et de veiller à son application, l'utilisation du budget recherche de la commission européenne en vue d'accroitre les connaissances environnementales propres à la méditerranée et en assurer leur diffusion.

- Le développement d'indicateurs visant à mesurer le taux de réussite d'horizon 2020.

- Un focus particulier est donc apporté à la mer méditerranée en tant que milieu récepteur final puisque les principales sources de pollution de la méditerranée sont d'origine tellurique : émissions industrielles, eaux usées urbaines et déchets solides. Un an après son lancement en 2009, les premiers résultats du « mécanisme de préparation et de mise en œuvre des projets du programme d'investissement pour l'élimination des sources de pollution en méditerranée piloté par la BEI, doté d'une enveloppe globale de 6,2 millions d'euros[2].

---

[1] - Déclaration commune du sommet de Paris pour la méditerranée, Paris 13 juillet 2008. Disponible sur le site : http://www.diplomacie.gouv.fr.

[2] - L'initiative « Dépollution de la méditerranée » s'inscrit dans le cadre de la stratégie « Horizon 2020 » qui bénéficie depuis plusieurs années d'un soutien solide de la part de la commission européenne et de la BEI. L'objectif principal de cette initiative est de réduire le niveau de pollution de la mer méditerranée en identifiant les principales sources et en s'y attaquant d'ici à 2020. De fait, les eaux usées, les déchets municipaux et les émissions industrielles sont à l'origine de 80 % de la pollution en mer méditerranée. Voir Union pour la méditerranée, Rôle et vision de la BEI, document de la banque européenne d'investissement, p 04, disponible sur le site : http://www.eib.org.

La liste de projets au titre de la stratégie horizon 2020, comprend à ce jour 78 investissements représentant un coût total d'environ 5,7 milliards d'euros[1].la banque, mène donc une politique très volontariste à l'appui de l'initiative prioritaire de dépollution lancée par l'Union pour la méditerranée. L'activité de la banque dans la région est marquée en outre, par un renforcement de la coordination avec d'autres institutions de financement, au premier chef, avec les partenaires européens que sont la commission européenne, l'AFD[2] et la KFW[3], voir d'autres agences européenne au cas par cas, mais aussi avec la banque mondiale et la banque africaine de développement, le sous-groupe de la stratégie horizon 2020 chargé de la réduction de la pollution, présidé par la BEI en coopération étroite avec les autres institutions financière, permet d'échanger les informations portant sur des projets d'investissement prioritaires et d'identifier des financement possibles. Nous allons détailler les projets élaborés et financés dans le deuxième chapitre de cette partie.

C) Energie renouvelables : « le plan solaire méditerranéen », vers une énergie renouvelable et une efficacité énergétique dans la méditerranée.

Le plan solaire méditerranéen, est l'un des six projets phare de l'Union pour la méditerranée, il vise à capitaliser sur le potentiel considérable en énergie renouvelable que recel la méditerranée.

Le plan solaire a pour objectif d'établir dans la région méditerranéenne une capacité additionnelle de 20 GW en énergie renouvelables (notamment solaire et éolienne) à l'horizon 2020, permettant aussi de répondre à une demande énergétique croissante et de limiter les émissions de gaz à effet de serre. Les pays du Sud et de l'Est du bassin méditerranéen devraient en effet être confrontés à une pression énergétique très importante avec, d'ici 2025, un taux de croissance de la demande énergétique quatre fois supérieur à celui des pays européen[4].

---

[1] - Rôle et vision de la BEI, document de la banque européenne d'investissement, p 04, disponible sur le site : http://www.eib.org., p 04.

[2] - L'AFD : l'agence française de développement, agit depuis plus de soixante-dix ans pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement dans les pays du Sud. Elle soutient aussi le dynamisme économique et social des autres mers, au moyen de subvention, de pieds, de fonds de garantie ou de contrats de désendettement et de développement, elle finance des projets des programmes et des études et accompagne ses partenaires du Sud dans le renforcement de leurs capacités.

[3] - KFW : en français, établissement de crédit pour la reconstruction, c'est une institution de droit public allemande, elle a pour vocation de mettre en œuvre les missions d'intérêt public, la mise à disposition de crédit d'investissement aux petites et aux moyenne entreprises ainsi que le financement de projet de création d'infrastructures et de logements, le financement de techniques permettant d'économiser l'énergie et le financement d'infrastructures communales. La KFW est également active dans les domaines de financement de projets et des exportations ainsi que dans le domaine de l'aide au développement.

[4] - Rapport sur le plan solaire méditerranéen, inspection générale des finances, numéro 2008-M-78-02, conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies, n° 2008/22/CGM/SG, p 1. Disponible sur : http://www.igf.finances.gouv.fr. consulté le 16 avril 2017.

Le plan solaire prévoit aussi, la consommation locale (par la région) de l'électricité produite dans le cadre du plan et l'exportation d'une partie de la production vers l'Union européenne, afin d'assurer, au mieux, la rentabilité des projets. Il prévoit également le développement de mesures d'efficacité énergétiques et de maitrise de la demande d'énergie avec un objectif de 20 % d'économie d'énergie en 2020 par rapport à 2005. Enfin, l'instauration de cadres législatifs, réglementaires et institutionnels adaptés au développement massif de projets durables et rentables dans le domaine des énergies renouvelables et notamment solaires[1].

Depuis 2009/2010, une phase pilote avec un plan d'action immédiat composé de projets pilotes a été lancé afin de tester les mécanismes réglementaires financiers et institutionnels mis en place. En outre, un autre plan directeur est actuellement en cours d'élaboration s'intéressant à la mise en place de cadres stratégiques et réglementaires favorables au renforcement des soutiens financiers, à la modernisation des systèmes et des infrastructures de transmissions, au développement industriel et à la création d'emploi, ainsi que, l'amélioration du développement des capacités et du transfert du savoir-faire[2].

Les pays du Maghreb, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie ont mis en place un plan d'action pour le développement des énergies renouvelables à l'échelle nationale. Au-delà de son importance énergétique, et environnementale, le plan solaire est ainsi appelé à jouer un rôle de levier économique en stimulant la croissance et l'intégration de la région méditerranéenne[3].

De nombreux observateurs ont estimé que l'Union pour la méditerranée et avec elle le plan solaire méditerranéen, était les premières victimes du printemps arabe en raison notamment de l'éviction du pouvoir de ses principaux piliers.

---

[1] - Rapport sur le plan solaire méditerranéen, Op. Cit., pp 1-2.

[2] - Fréderic Ichay, " le plan solaire méditerranéen est-il un point mort ? ", Figaro-Blog expert, le 04 avril 2013, in http://blog.lefigaro.fr. consulté le 16 avril 2017.

[3] - Rapport sur le plan solaire méditerranéen, Op. Cit. Chapitre II. Depuis 2008, trois centrales combinant gaz et usage thermique du soleil (centrale thermo solaire à cycle combiné intégré) ont vu le jour, ces trois centrales comptabilisent pour 70 MW d'énergie solaire. Au Maroc, la centrale thermo solaire d'Ain Beni-Mathar (mai 2010). En Algérie, la centrale construite prêt de Hassi-Rmel (juillet 2011). En Egypte, la centrale de Kuraynat (juillet 2011). La première centrale purement thermo solaire est en cours de construction à Ouarzazate Maroc, projet emblématique du PSM, c'est aussi l'un des plus importants au monde. A terme, le complexe d'Ouarzazate ville de 1,5 million d'habitants, la première tranche en construction a une capacité de 160 MW, la seconde tranche est en cours de définition.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Paragraphe 2 : Le printemps arabe et le rêve brisé des partenaires européens et maghrébins pour une Union pour la méditerranée.

A) L'Union pour la méditerranée serait-elle en train de vivre son « printemps » ?

Jusqu'au printemps 2001, les riverains de la méditerranée étaient essentiellement marquée par le conflit au proche orient, source de tensions, de crises qui a marqué surtout les pays de la méditerranée orientale, le conflit du Sahara occidentale, source de tension entre l'Algérie et le Maroc, la partition de Chypre, les relations gréco-turque, les enclaves espagnoles.

Au début 2011, les révoltes avaient commencé, les analystes occidentaux voient en ce mouvement une révolution d'inspiration démocratique[1] qui, à leurs yeux, constitue un « printemps arabe », la réalité est plus complexe et surtout plus hétérogène que ne pourrait le laisser penser l'adoption de cette dénomination romantique et englobant.

Aujourd'hui, la situation se caractérise par une instabilisation économique et sécuritaire en Tunisie après la révolution[2], la crise économique en Algérie avec la baisse du prix du pétrole[3], une situation figée en Mauritanie du fait d'autres préoccupations inquiétantes, le chao en Lybie[4], la grande incertitude en Egypte après

---

[1] - Jean Pierre DARNIS, « le printemps arabe, révélation des enjeux de l'objet méditerranéen pour la rive Nord », cahier de la méditerranée, 89/2014, pp 72-73.

- Voir aussi Jean François Courtilière, « impact des révoltes arabes au Maghreb, état des lieux et perspectives », Maghreb-Machrek, vol 208, N° 02, 2011, pp 75-89.

[2] - La Tunisie a connu des taux de croissance du PIB supérieur à 04 % en moyenne par an durant la période 2000-2009, dépassant les 06 % en 2005 et 2007, permettant un début de rattrapage économique avec les pays développés de la rive Nord. Néanmoins, les années 2008-2010 marqueront un tournant dans la trajectoire économique entamée par la Tunisie dans les années 80. La révolution représente un manque à gagner de 2,5 milliards de Dinars, soit l'équivalent de 1,3 milliards d'Euros. Le recul du secteur touristique a couté à lui seul quatre points du PIB qui a chuté de 1.8 % en 2011. Fin 2011, le déficit budgétaire et la dette publique atteignaient respectivement 05 % et 45 % du PIB. En 2012, en constate un creusement du déficit budgétaire, lequel a atteint les 6.9 % du PIB. Les investissements étrangers ont baissé de 29.2 % contre 15 % pour les entreprises locales faisant porter le taux de chômage à 19 % de la population active tunisienne. In Bouchra Rahmouni Benchida, « Tunisie crise européenne et printemps arabe : nouvelle ère, nouveaux leviers de croissance », revue des études internationales, n° 124-125, juin 2013, p 34.

[3] - Concernant la situation de l'Algérie face au printemps arabe, voir Lahouari Abdi, « le régime algérien après les révoltes arabes », mouvements, vol 66, n° 02, 2011, pp 89-97.

- Bichara Khader, le printemps arabe : un premier bilan, (CETRI), centre tricontinental, alternatives Sud, 2012. Voir également Louisa Dris Ait Hamadouche et Chrif Driss, « de la résilience des régimes autoritaires : la complexité algérienne », l'année du Maghreb VIII, 2012, p 279.

[4] - La Libye est toujours sur la lame du rasoir. Elle s'est donnée à ses fragilités historiques, tribalines, régionalismes, violences, règlements de comptes. Le sahel est devenu une source préoccupante tant pour le Maghreb que pour l'Union européenne, compte tenu des multiples défis de sécurité et de développement qui se posent à la région et de leurs répercussions en méditerranée occidentale. In Aomar Beghzouz, « le Maghreb et l'Europe face à la crise du Sahel, coopération ou rivalités », l'année du Maghreb IX, 2013, p 173.

le retrait de l'ancien président Hosni Moubarak[1], et enfin, la guerre brutale en Syrie. L'Union européenne était aussi face à des décideurs homogènes dans leurs attitudes, leurs priorités et leur absence d'intérêt pour le bien être des peuples. Elle se trouve à présent confrontée à une situation très hétérogène qui comprend des pays en post-révolution, d'autres en état de guerre civile. L'UPM est appelé à jouer un rôle clé dans l'accompagnement et la promotion d'actions régionales innovantes répondant aux besoins des populations et des pays méditerranéens[2].

Face à cette situation inattendue, les décideurs européens, nationaux ou communautaires, éprouvent des difficultés à adopter leurs propositions, notamment en matière de sécurité à l'intention de leurs interlocuteurs, tout en préservant les objectifs de l'Union européenne. Les pays ayant renversé les dictateurs attendent que de nouveaux outils qui prennent en compte leurs choix de changer leurs gouvernements leurs soient proposés. L'Union européenne a donc grandement intérêt à ce que les démarches démocratiques entreprises par ces pays rencontrent le succès. Elle est aussi, attentivement observée et jugée dans sa capacité à soutenir les peuples qui se sont soulevés au nom des principes et valeurs qui fondent l'Union européenne.

Il apparait que l'Union européenne à bien analysé cette nouvelle situation. Elle a annoncé « un partenariat pour la démocratie et la prospérité partagée avec le Sud de la méditerranée »[3]. Sa volonté de «prévoir une stratégie différencié », ce qui représente un changement fondamentale dans les relations de l'Union avec ceux de ses partenaires qui s'engagent dans des réformes spécifiques et mesurables »[4]. Le succès des révoltes arabes constituent alors un véritable défi pour l'Union européenne, sa responsabilité » est engagées tant devant la communauté internationale que vis-à-vis de ses propres peuples. Mais cet objectif est complexe à atteindre car la situation des relations internationales est profondément modifiée faisant apparaitre des rapports de force différents, des instabilités plus nombreuses et des nouvelles incertitudes[5].il

- Voir aussi sur le printemps arabe en Libye, Sami Yassine Turki et Clara Loshi, « chantier de reconstruction politique en comparaison : la décentralisation en période postrévolutionnaire en Tunisie et en Libye », l'année du Maghreb, 16/2017, pp 71-88.

[1] - Alaya Allani, « sécurité globale au Maghreb à l'épreuve des transformations régionales », revue des études internationales, n° 124-125, 2013, pp 127-133.

[2] - Concernant la révolution au Maroc, voir Abdellah Tourabi et Lamia Zaki « Maroc : une révolution royal », mouvements, vol 66, n° 02, 2011, pp 98-103.

[3] - COM (2011)200, communication conjointe de la commission européenne et du haut représentant au conseil européenne et au comité des régions : un partenariat pour la démocratie et la prospérité partagée avec le Sud de la méditerranée, Bruxelles, 8 mars 2011. http://eur-lex-europa.eu/lesUriserv/lexUriserv.do?Uri=com:2011:0200:FIN:fr:pdf.

[4] - L'Union européenne se contente en effet d'adopter sa stratégie de réviser et adapter la politique européenne de voisinage, progresser vers un statut avancé dans les accords d'association et renforcer le dialogue politique.

[5] - La révolution tunisienne a sensiblement modifié les relations de la Tunisie avec ses voisins mais aussi avec la France. La guerre en Lybie a changé les paramètres des relations de ce pays avec l'Italie, mais aussi avec la France et le Royaume Uni. L'intervention européenne et de l'OTAN à créer des tensions avec l'Algérie mais également avec des acteurs extérieurs tel la Chine et la Russie. L'attitude des Etats unis,

conviendrait de porter l'effort sur la nécessaire mobilisation de l'ensemble des pays de l'Union européenne qui ne pourra s'accomplir que si elle est accompagnée d'une compagne d'information visant à démontrer l'intérêt pour la communauté en terme de sécurité de l'établissement d'Etats de droit autour du bassin méditerranéen. C'est très probablement sur ces quatre axes que les efforts les plus importants devront être portés.

Quelles sont les perspectives d'avenir pour l'Union pour la méditerranée dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable après le printemps arabe ?

En Août 2011, dans un communiqué de presse, Youssef Amrani, secrétaire général de l'Union pour la méditerranée, déclarait que « avec le printemps arabe, une nouvelle ère s'est ouverte en méditerranée, les partenaires euro-méditerranéens doivent être à la hauteur de ce processus historique de transformation, il faut soutenir la transition démocratique et favoriser le développement économique et social pour construire un espace euro-méditerranéen démocratique, apaisé et prospère »[1].

Beaucoup de projets tracés par l'ambition et les objectifs de l'Union pour la méditerranée étaient malheureusement dépassés par le printemps arabe. Malgré la déclaration de Youssef Amrani qui a appelé à la continuité dans le sens où le printemps arabe doit renforcer les relations et favoriser le développement pour construire une méditerranée apaisée.

Le printemps arabe a, cependant, révélé une vision européenne des enjeux méditerranéens décalés par rapport à la réalité politique et sociale des Etats de la rive Sud de la méditerranéenne.

Il faudra attendre l'année 2012 pour que l'environnement général commence à changer et que les facteurs tant endogènes qu'exogènes redonnent de l'élan à l'UPM :

- ✓ La vague de révolte dans les pays arabes de la méditerranée suscite une première remise en cause de la PEV en 2011, que nous allons expliquer dans la partie réservée à la coopération bilatérale entre l'UE et la Tunisie, alors que l'Union européenne prend conscience de la valeur ajoutée que l'UPM peut apporter à la stratégie révisée à l'égard des pays du Sud de la méditerranée,

très prudent sera sans doute apprécié dans la région à tracer des résultats concrets de cette guerre. La révolte égyptienne a modifié les relations de ce pays avec Israël et par conséquent avec les Etats unis. La violente répression qui sévie en Syrie a fait volé en éclat le rapprochement de ce pays avec la France, initié en juillet 2008, tandis que le Liban en subit les contre coups et que la Turquie s'efforce de se prémunir des conséquences sur son propre territoire tout en révisant ses relations avec Israël.

[1] - Déclaration de Youssef Amrani, secrétaire général de l'Union pour la méditerranée, Youcef Amrani, « une nouvelle ère s'ouvre pour l'Union pour la méditerranée », le Monde (presse française), du 13/09/2011, disponible sur le site : http://bit.LY/IWJrtJX. consulté le 20 octobre 2013.

en promouvant la résilience des Etats et des sociétés à travers le développement économique. En réalité, la révision de la PEV a évité les discussions approfondies sur les intérêts de l'Union européenne. C'est peut être une erreur, l'Union européenne devrait, dans ses relations avec ses voisins, définir plus ouvertement ses intérêts et ne pas cacher en quoi ils sont liés aux objectifs normatifs de sa nouvelle stratégie.

- ✓ L'Union européenne a essayé de dynamiser sa conception euro-méditerranéenne en renforçant les mesures d'incitation et en mettant d'avantage l'accent sur la mise en place de la démocratie. Néanmoins, cette approche a peu de chance de réussir, notamment car elle ne donne pas à l'Union européenne le moyens de surmonter la réticence croissante d'un nombre croissant de pays, à établir des partenariats plus poussés avec elle. Par ailleurs, cette révision n'apparait pas non plus comme une rupture nette dans l'utilisation de la conditionnalité (positive), l'Union européenne doit reconnaitre que sa conception d'une « méditerranée européenne » n'est plus adaptée aux réalités politiques émergentes d'une région en plein évolution.
- ✓ Tout au long de la période allant de 2012 à 2015, l'UPM s'est considérablement étendue, en effet, l'organisation a réalisé des études de faisabilité et organise régulièrement de nombreux séminaires et réunions de haut niveau pour discuter d'un vaste éventail de questions. En outre, elle a également organisé des conférences axées sur les projets et la promotion de projets pilotes régionaux. Afin de renforcer ses capacités, ses partenariats et ses réalisations, le secrétariat à connu des transformations profondes et sérieuses sur le plan stratégique et structurel, ce qui a donné des résultats concret et un nouvel élan à la coopération régionale.

Les années 2015 et 2017vont marquer un tournant décisif dans la courte histoire de l'UPM, les premiers projets de l'UPM sont réellement mis en œuvre, l'organisation remplissant ainsi la mission principale pour laquelle elle avait été créée.

Ainsi, l'Union européenne a mis en place plusieurs réformes structurelles de manière à améliorer la cohérence de ses actions, permettre le recours à tous ses instruments politiques, et accroitre la coordination avec les autres acteurs bilatéraux et multilatéraux, coordonner les experts des différentes institutions européennes et des institutions financières internationales. L'Union européenne a essayé de relancer l'UPM, en assurant sa coprésidence Nord à la suite de la France et en lançant le premier projet de l'UPM : la construction d'une usine de dessalement de l'eau dans la bande de Gaza en 2015 et qui doit durer 04 ans, soit jusqu'en 2019.

Peut-on dire, alors que le printemps arabe n'a pas changé la feuille de route de l'UPM ? Tout ce qu'on peut dire sur ce sujet, est que le paysage régional de l'époque

à laquelle les déclarations de Paris et de Marseille ont été adoptées n'a pas grand-chose à avoir avec celui de 2019. L'approbation de la feuille de route lors de la dernière réunion ministérielle à Barcelone constitue un bond en avant significatif dans l'alignement des priorités de l'UPM sur celles fixés par la stratégie globale de l'Union européenne, en plus, particulièrement dans la révision de la PEV de 2015.

B) Les préoccupations environnementales face au printemps arabe.

Les révolutions qui ont eu lieu dans certains pays arabes, appellent les pays à travailler sur les priorités stratégiques déjà identifiées, mais aussi à innover pour sortir des schémas classiques. Les partenaires euro-méditerranéens doivent être à la hauteur de ce processus historique de transformation. Vivement préoccupés par les défis croissants liés à l'environnement et au climat que connait la région entière, et consciente de la nécessité de continuer les projets déjà lancés avant le printemps arabe, associés à une utilisation non durable des ressources naturelles et des tendances de production et de consommation non viables, et reconnaissant que si ces défis ne sont pas pris en charge de manière adéquate, ils pourrait devenir une source d'instabilité de plus en plus importante, et mise aux conditions de vie des générations actuelles et futures dans la région.

Toutefois, la mise en œuvre pratique de la feuille de route dans des domaines comme la migration, la mobilité, et la prévention de l'extrémisme et du terrorisme, doivent être suivie attentivement afin d'éviter que la feuille de route ne devienne une stratégie de la « coquille vide », ou bien d'un moteur politique efficace, qu''en est-il des préoccupations environnementales et des projets lancés par l'UPM avant le printemps arabe ?

Voilà pourquoi les pays de l'Union pour la méditerranée ont décidé malgré la situation instable dans la région de renforcer la coopération internationale en particulier dans les domaines du financement du transfert technologique et du renforcement des capacités conformément à la déclaration de Rio + 20, réaffirmant qu'une coopération régionale cohérente et efficace est nécessaire pour relever ces défis.

Deux réunions et conférences ministérielles importantes ont eu lieu pour mettre en œuvre la politique environnementale de l'UPM, il s'agit de la conférence ministérielle de l'UPM sur l'environnement et le changement climatique (2014), et la réunion pour une nouvelle initiative de coopération pour l'économie bleue en méditerranée dans le cadre de sa stratégie globale de développement durable (2015).

I) Conférence ministérielle de l'UPM sur l'environnement et le changement climatique (13 mai 2014).

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Le 13 mai 2014, une conférence sur l'environnement et le changement climatique a eu lieu à Athènes, en Grèce, entre les 43 Etats membres de l'UPM, pour discuter de l'environnement[1].

a) En ce qui concerne l'initiative H2020 pour la dépollution de la mer méditerranée.

Dans ce contexte complexe, lors de cette réunion, les ministres de l'environnement de chaque Etat membre de l'UPM, renouvellent leur soutien à l'initiative Horizon 2020, réaffirmant la pertinence toujours actuelle de ces quatre composantes, et des trois secteurs ciblés (eaux usées, déchets solides et émissions industrielles), et conviennent de renforcer la dimension de prévention de la pollution et de prêter attention aux questions énergétiques et connexes, comme les déchets dangereux et les déchets en mer. Ils s'engagent aussi à prendre des mesures énergétiques pour assurer la mise en œuvre et l'application intégrale de politique soutenant les objectifs de l'initiative H2020, et à prendre des mesures pour accélérer les réformes nécessaires à la création d'un climat d'investissement favorable et durable, et surtout de prendre en compte le principe des responsabilités communes, mais différenciés entre partenaires euro-méditerranéens, et à développer les mesures d'incitation nécessaires pour accroitre le transfert de connaissances et de technologie[2].

Mais selon le dernier rapport de synthèses[3], des progrès ont été réalisés au sein de ses différentes composantes (renforcement des capacités, examen et suivi, recherche et réduction de la pollution). Des avancées significatives liées aux investissements réalisés dans des infrastructures critiques, au développement du capital humain et à l'intégration de la dimension environnementale dans d'autres politiques.

Le rapport souligne également, le ciblage stratégique assuré par la liste des points focaux du PAM/PNUE et les plans d'action nationaux (PAN).

---

[1] - Conférence ministériel de l'UPM sur l'environnement et le changement climatique, tenue le 13 mai 2014 à Athènes (Grèce), in secrétariat de l'UPM : http://bit.ly/1inlEEX.

[2] - Sommet de travail des services de la commission, synthèse de l'évaluation intermédiaire du programme Horizon 2020, commission européenne Bruxelles, le 29/05/2017, SWD (2017) 222 final.

[3] - Le Protocol de Madrid à la convention de Barcelone relatif à la gestion intégrée des zones côtières de la méditerranée du 21 janvier 2008, est le premier traité international consacré à la gestion intégrée de cette zone fragile et convoitée. Dans le cadre du système de Barcelone, avec sa convention et ses six protocoles, il vise à promouvoir à travers les zones côtières envisagées comme espace de développement durable, un patrimoine naturel et culturel commun au service de la coopération régionale approfondie entre les Etats côtiers.

- Voir Michel Prieur, " le protocole de Madrid à la convention de Barcelone relatif à la gestion intégrée des zones côtières de la méditerranée ", Vertigo – la revue électronique en science de l'environnement [en ligne] Hors-série, 09 juillet 2011, mis en ligne le 07 juillet 2011, consulté le 26 juin 2018 : http://journals-openedition-org/vertigo/10933;DO:10.4000/vertigo.10933.

Malgré ces avancées, les Etats reconnaissent toutefois que les progrès ont dans certains cas, été retardés par une mise en œuvre insuffisante des politiques et mesures nationales concernant le financement et la gestion durable des infrastructures, que de nouvelles priorités apparaissent et que la difficulté reste d'avoir un tableau précis de l'état de la mer méditerranée, soulignant que si les efforts en vue de dépolluer la mer méditerranée d'ici 2020 ne sont pas considérablement intensifiés, l'objectif ne sera pas pleinement atteint.

b) En ce qui concerne le changement climatique.

Les ministres notent avec une grande inquiétude les incidences du changement climatique sur la croissance économique et le développement, lesquelles s'aggraveront inévitablement si le problème du changement climatique n'est pas traité de manière adéquate et urgente, avec la détermination et les actions requises, les ministres reconnaissent également l'urgente nécessité d'action visant à réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre avant et après 2020, de sorte à pouvoir continuer contenir l'augmentation de la température mondiale sous les deux degrés Celsius par rapport au niveau de l'ère préindustrielle, en reconnaissant que cet objectif est réalisable et peut aussi engendrer d'importants bénéfices connexes.

Les ministres, soulignent aussi l'importance de l'évaluation de la vulnérabilité régionale afin de déterminer les zones sensibles aux effets climatiques, et de soutenir le cadre régional d'adaptation aux changements climatiques en cours d'élaboration dans le cadre du PAM/PNUE, en soulignant la possibilité d'exploiter pleinement les initiatives et mécanismes existants, comme en particulier, la facilité d'investissement de l'Union européenne dans le cadre de la politique de voisinage. Le programme de renforcement des capacités sur les faibles émissions. Le partenariat de préparation au marché. L'intégration de la variabilité et du changement climatiques dans des stratégies nationales visant à mettre en œuvre le protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières de la méditerranée (protocole GIZC). L'évaluation des besoins technologiques. Le transfert de technologies vertes. L'alliance mondiale contre le changement climatique, ainsi que les projets régionaux ciblant de manière spécifique l'assistance technique et le renforcement des capacités sur le changement climatique.

Les ministres ont salués l'engagement sérieux de l'Union européenne à consacrer 20 % de son budget 2014-2020 à des réponses en rapport avec le climat, en soulignant l'importance des facilités d'investissement pour les projets et initiatives liées au climat.

Dans ce contexte, les ministres ont demandé de créer un groupe d'experts de l'UPM sur le changement climatique, et demande à ce groupe de se réunir au moins

une fois par an pour promouvoir une meilleur connaissance des défis communs posés par le changement climatique dans toute la région[1].

c) En ce qui concerne les autres questions environnementales.

Il s'agit là de plusieurs domaines de l'environnement, tel que la diversité biologique, où les ministres réaffirment leurs valeurs fondamentales, en particulier des écosystèmes marins et côtiers, qui fournissent des biens et services essentiels pour la subsistance des populations dans toutes les régions méditerranéennes, reconnaissant que le bassin méditerranéen connait une urbanisation croissante. Mais si elles concentrent les défis en matière d'environnement et de changement climatique, les villes de la région offrent aussi l'opportunité de regrouper des solutions ciblées et efficaces, qui amélioreront la qualité de vie de leurs citoyens, des initiatives comme les éco-villes méditerranéennes lancées par la Jordanie, ou la convention de Barcelone associant l'UPM et l'UE, et les initiatives relatives aux villes durables lancées dans le cadre de la convention des navires sont reconnues comme des instrument importants pour faire avancer les actions et protéger un même engagement.

d) En ce qui concerne la nécessité de renforcer la sensibilisation et l'éducation.

L'éducation à l'environnement et la sensibilisation sont très important à la prise en charge des défis environnementaux et climatiques, voilà pourquoi une stratégie méditerranéenne sur l'éducation pour le développement durable et adoptée par l'UPM pour encourager l'ensemble des pays des parties prenantes et les médias de la région à la mettre en œuvre de la manière possible.

e) En ce qui concerne la nécessité d'assurer la mise en œuvre des investissements environnementaux et climatiques requis.

Les Etats de l'UPM reconnaissent la nécessité de veiller à ce que les mesures et politiques requises pour apporter des réponses aux enjeux environnementaux et climatiques soient clairement érigées au rang de priorités, pleinement intégrées dans leurs stratégies nationales de développement, dotées de ressources adéquates, et plus important encore, assorties de plans de travail clairs et précis pour faire face aux défis qui se posent à la région méditerranéenne. Les ministres de l'environnement reconnaissent l'instrument de jumelage de l'Union européenne comme un outil important pour établir des partenariats administratifs, en vue de renforcer les politiques et capacités nationales. Pour cela ils invitent les experts et les fonctionnaires de haut

[1] - Conférence ministérielle de l'UPM sur l'environnement et le changement climatique, tenue le 13 mai 2014 à Athènes, Op Cit.

niveau à se réunir régulièrement, au moins une fois tous les deux ans sous la forme d'un « groupe de travail de l'UPM sur l'environnement et le changement climatique » en vue d'assurer les objectifs tracés et les projets lancés dans le cadre de l'UPM.

f) En ce qui concerne la consommation et la production durable.

Passer à des modes de consommation et de productions durables est essentiels pour réduire la pollution et les déchets, ainsi que pour accroitre l'efficacité des ressources et de l'énergie. Cette transition vers une économie verte et sobre en émission s offrira de réelles opportunités en termes de préservation des ressources naturelles, de création d'emploi, d'amélioration de la qualité de la vie pour tous et d'un avenir durable.

Pour atteindre ces objectifs, les Etats se sont engagés à adopter des réformes politiques pour accélérer le passage à des modes de consommation et de production durables, tout en prêtant attention au développement économique inégales et aux disparités sociales parmi les pays méditerranéens, et à développer des activités afin d'assurer la couverture intégrale de la région.

Pour atteindre ces objectifs, ils appuient fermement les efforts complémentaires de l'Union européenne, et du secrétariat de l'UPM. Dans ce cadre, ils se réjouissent du lancement du programme SWITCH-Med avec le soutien de l'UE et de la labélisation de l'UPM du projet Med-Rescp. Il faut admettre que ces programmes apportent un soutien important à la transition vers des modes de consommation et de production durables.

Afin de mettre en œuvre toutes les recommandations proposées et adoptées lors de la réunion ministérielle, une première réunion du groupe de travail sur l'environnement et le changement climatique à eu lieu le 14 – 15 mars 2017 à Barcelone en Espagne (UPM), qui a rassemblé un nombre important d'experts afin d'examiner les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la déclaration ministérielle de l'UPM sur l'environnement et le changement climatique, adoptée en mai 2014 à Athènes, le but essentiel de ces réunions c'est de faire avancer l'agenda régional sur l'environnement et le changement climatique pour les prochaines années, et de soutenir tous les Etats membres de l'UPM dans la mise en œuvre de l'accord de Paris grâce à leurs contributions déterminées à l'échelle nationale.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

II) Une nouvelle initiative de coopération pour une économie bleue en méditerranée dans le cadre de sa stratégie globale de développement durable.

Les ministres en charge des affaires maritimes de 43 pays qui composent l'UPM, la coprésidence de l'UPM et le secrétariat de l'UPM, se sont engagés à une coopération plus étroite sur l'économie bleue et la gouvernance maritime deux semaines avant l'organisation des Nations Unies de la conférence sur le changement climatique (COP 21) à Paris[1].

Le lancement de cette nouvelle initiative de l'économie bleue s'inscrit dans le cadre de la stratégie globale de développement durable de l'UPM, qui comprend des activités dans le domaine de l'énergie, du changement climatique, du développement urbain, de l'eau et de l'environnement.

Lors de la première conférence ministérielle de l'UPM sur l'économie bleue, le secrétaire général de l'UPM a déclaré que : « compte tenu des défis actuels dans la région, nous devons continuer à renforcer la coopération régionale dans le but d'assurer une croissance inclusive et durable dans notre région. Je crois que « Blue Economy, a un grand potentiel à cette fin ».

Les participants à cette conférence ont souligné la nécessité pour la région méditerranéenne d'utiliser au mieux le potentiel de l'économie bleue pour promouvoir la croissance, l'emploi et les investissements. Ils ont noté que les mers propres et saines sont des moteurs et des catalyseurs pour les économies nationales et régionales, et ont plaidé en faveur d'une vision claire du développement durable et intégré les secteurs maritimes au niveau national et les bassins maritimes.

Les ministres ont souligné la nécessité de renforcer le potentiel de l'économie bleue dans la région méditerranéenne, d'améliorer la gouvernance maritime et de créer un environnement propice à la création d'emplois, à l'innovation et au développement des secteurs maritimes clés[2].

Les ministres ont affirmé la pertinence de la mise en place d'un mécanisme de l'UPM pour le dialogue régional, la participation des parties prenantes et le lancement d'actions concrètes dans les domaines d'intérêts communs, cette approche régionale et collaborative est cruciale, car les défis qui affectent la mer méditerranée appellent

[1] - Conférence ministérielle de l'Union pour la méditerranée sur l'économie bleue qui s'est tenue le 17 novembre 2015 à Bruxelles.

[2] - Déclaration de la conférence ministérielle de l'UPM sur l'économie bleue, 17 novembre 2015 à Bruxelles, disponible sur le site : http://2015-11-17-declaration-on-blue-economy-fr.pdf.

des réponses communes et intègres grâce à une coopération et une coordination régionale cohérente et efficace.

Ils ont également souligné le rôle important du secrétariat de l'UPM dans la coordination de ces efforts en renforçant le dialogue politique, le réseautage régional entre les parties prenantes et la coopération dans les domaines clés et des actions conjointes.

Enfin, les ministres ont appelé le secrétariat de l'UPM à continuer à recenser et à promouvoir des projets correspondant aux priorités régionales pertinentes, et en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés, à renforcer encore la visibilité, l'appropriation et l'accès aux financements, y compris au moyen d'instruments financiers, tels que les subventions croisées et les prêts à taux bonifiés[1].

Afin de mettre en œuvre les défis et objectifs de cette déclaration, une conférence de l'UPM a eu lieu le 29 novembre 2017. Elle souligne le rôle majeur de l'économie bleue dans le développement, la création d'emploi et les investissements. Où ils ont soulignés aussi que la mer méditerranée constituerait la cinquième plus grande économie de la région pour une valeur globale estimée à 4,700 millions d'Euros, selon de récentes études[2], la méditerranée est également la deuxième plus grande destination de tourisme de croisière au monde, les atouts des secteurs marins et maritimes et leurs contributions à l'économie sont remarquables, et il est possible d'aller encore plus loin. Au sein de l'Union européenne uniquement, l'économie bleue peut créer deux millions d'emplois d'ici 2020, et bien plus encore à travers la région, offrant ainsi aux jeunes de réelles perspectives d'avenir.

L'objectif de cet événement organisé sur deux jours, est de consolider une communauté méditerranéenne de l'économie bleue, en travaillant sur des solutions de développement durable pour la région. En outre, le 30 novembre 2017, une réunion ministérielle informelle des pays méditerranéens occidentaux a marqué le lancement de l'initiative pour le développement durable de l'économie bleue en méditerranée occidentale, regroupant 10 pays membres (La France, l'Italie, le Portugal, l'Espagne, et Malte pour la rive Nord), (Algérie, Lybie, Mauritanie, Maroc et Tunisie pour la rive Sud)[3]. Initiée par la commission européenne début 2016 Ouest-Med ciblera trois domaines d'action alliant sécurité et sureté, promotion d'une croissance durable de

[1] - Déclaration de la conférence ministérielle de l'UPM sur l'économie bleue, Op. Cit.

[2] - Rapport 2017 de l'organisation WWF : « relancer l'économie de la mer méditerranée : Les actions pour un future durable ». Le rapport donne des recommandations à destination des décideurs politiques, des investisseurs et des promoteurs concernant les deux secteurs de la pêche et du tourisme. Objectif : améliorer leur durabilité et avancer vers un modèle de développement d'économie bleue qui maintiendra les ressources de l'océan et contribuera à la prospérité de la région. Le rapport complet est disponible sur le site : http://ocean.panda.org.

[3] - Déclaration de la conférence ministérielle de l'UPM sur l'économie bleue du 17 novembre 2015 tenue à Bruxelles, disponible sur 2015-11-17-declaration-on-bleue-economy-en.pdf.

l'économie bleue, création d'emplois et préservation des écosystèmes et de la diversité biologique. La France assurera la première co-présidence pour deux ans, la co-présidence du comité directeur de l'initiative Ouest-Med, chargé de sa mise en œuvre aux cotés de l'Algérie la première année, puis du Maroc la deuxième année.

Aujourd'hui, plus de cinquante projets régionaux ont été labélisés par les Etats membres, pour une valeur de plus de 05 milliards d'Euros, dans les domaines de la croissance inclusive, l'employabilité des jeunes, le renforcement du rôle des femmes, la promotion de la mobilité étudiante, ainsi que le développement urbain durable et l'action pour le climat[1].

III) Les projets environnementaux tracés et lancés pour la mise en œuvre de la politique de l'UPM pour la protection de l'environnement.

Au sein de l'Union pour la méditerranée, les projets liés à l'eau ont une importance cruciale, et sont souvent révélateurs de la qualité des projets. Malgré le printemps arabe, les pays au sein de cette union ont continué à travailler et à mettre en œuvre la politique de l'UPM pour l'environnement et le développement durable, et l'application de la déclaration ministérielle de l'UPM sur l'environnement et le changement climatique, adoptée en mai 2014. Plusieurs projets et programmes tracés et mis en œuvre dont bénéficient les Etats du Maghreb arabe.

a) Le programme intégré pour la protection du lac Bizerte contre la pollution (Tunisie).

A travers une approche intégrée, luttant contre les sources de pollution, le projet vise à réhabiliter l'environnement et la qualité de l'eau du lac de Bizerte en Tunisie, grâce à des efforts de dépollution et l'amélioration de la vie aquatique, ainsi que les conditions de vie des populations environnantes. Le projet contribuera à éliminer les sources principales de pollution contaminant le lac, et affectant les communautés riveraines, pour garantir un environnement sain et obtenir une meilleur qualité de vie, ainsi que pour développer les activités urbaines et économiques durables, telles que l'agriculture, l'industrie, le tourisme, l'aquaculture et la pêche[2].

b) Le projet plastic-Busters pour une méditerranée sans déchets.

L'objectif global du projet est de lutter efficacement contre le problème des déchets marins en mer méditerranée. Le projet soutient directement la mise en œuvre du plan régional du PNUE/PAM sur la gestion des déchets marins en méditerranée.

---

[1] - « Plastic-Busters » un projet labellisé par l'UPM va lutter contre les déchets plastiques dans les aires marines protégées de la méditerranée, UPM, disponible sur : http://www.upmsecretariat.org.

[2] - Sur le coût total du projet (90 millions d'Euros), le gouvernement tunisien (15 millions d'Euros), la BEI (40 millions d'Euros), enfin la BERD (20 millions d'Euros) sur une durée de quatre ans (2016-2022).

Le projet est également conforme aux recommandations de la réunion ministérielle de l'UPM sur l'environnement et le changement climatique dont on a parlé plus haut (mai 2014), et de la réunion ministérielle de l'UPM sur l'économie bleue (novembre 2015)[1].

Avec un budget total de 8,8 millions d'Euros sur une période de quatre ans, le projet permettra d'évaluer le nombre, les sources, les voies, les zones de convergences de distribution, et les effets des déchets marins afin d'atténuer et réduire leur impact en mer méditerranée. La nature et les effets des déchets plastiques sur la chaine alimentaire marine, les pêcheurs et les activités de pêche, ainsi que sur la santé de l'homme, sont encore très mal connus et sont des questions importantes étudiées dans le cadre de ce projet[2].

Malgré le printemps arabe, les travaux de ce projet ont continué. Ses experts de différentes disciplines ont été invités à la première conférence MED-solutions qui s'est tenue à Sienne en Italie, en juillet 2013, pour identifier le premier ensemble de solutions de développement durable, la solution phare choisie a été « plastic-Busters ».

Une autre réunion importante dans le cadre du processus méditerranéen préparatoire au 8ème forum mondial de l'eau s'est tenue au Caire en Egypte le 23 et 24 janvier 2018, et à Basilia du 18 au 23 mars 2018. Une grande mobilisation des parties prenantes concernées s'est faite à travers cet évènement[3].

---

[1] - Piante Catherine – Ody Denis, 2015, croissance bleue en méditerranée : le défis du bon état écologique, projet Med-Trends, synthèse, wwf France 64 pages disponible sur : http://www.medtrends.org.

[2] - La banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et l'Union pour la méditerranée (UPM) ont lancé le 14 novembre 2016 un programme commun visant à stimuler le développement des marchés des énergies renouvelables en Egypte, Jordanie, Maroc et Tunisie.

- Le projet SPREF, un cadre de financement de 227,5 millions d'euros a été présenté à l'occasion de la journée de l'énergie lors de la conférence internationale sur le climat de la Cop 22 à Marrakech.

- Le SPREF entre dans le cadre de la plateforme du l'UPM sur l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique lancé ce même jour qui a pour objectif de promouvoir le développement de mesures relatives aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique centrée sur la création, la transmission, la distribution et la consommation finale de l'énergie. Elle permettra aussi de soutenir les économies à faible consommation de l'énergie ainsi que la lutte contre le changement climatique et l'adaptation de celui-ci dans la région Euro-Méditerranéen.

[3] - Initié en 2011 à Marrakech, le forum méditerranéen de l'eau, véritable plateforme de dialogue et d'échange entre toutes les parties prenantes de la méditerranée, a pour objectif de consolider la coopération et l'échange de savoir-faire et l'expérience dans le domaine de l'eau. Après Marrakech 2011 et Murcie (Espagne) en décembre 2014, le troisième forum méditerranéen s'est tenue les 23 et 24 janvier 2018 au Caire, ce forum a rassemblé l'ensemble des parties prenantes de la région méditerranéenne concernées par la thématique de l'eau, et ont discuté et débattu sur les thématiques prioritaires de la région en lien avec le cadre thématique du 8ème forum de l'eau, à savoir :

- **Climat : l'eau et l'atténuation des effets du changement climatique.**
- **Population : assainissement pour tous.**
- **Développement : l'eau pour l'énergie.**
- **Urbain : technologie de traitement et de réutilisation de l'eau.**
- **Ecosystème : gestion et réhabilitation des écosystèmes pour les services d'eau et la biodiversité.**
- **Financement : financement pour un développement durable.**

c) Le projet côtes méditerranéennes pour une croissance bleue.

Pendant une période initiale de trois ans, le projet contribuera principalement à trouver des approches communes et des outils de planification pour stimuler le tourisme côtier et maritime durable dans la région méditerranéenne. Il sera essentiellement mené à bien grâce à l'analyse et la promotion de la coévolution des activités humaines et des systèmes naturels dans les zones côtières spécialisées dans le tourisme ou à haut potentiel touristique.

Ce projet répond directement aux priorités de l'UPM, et plus particulièrement aux priorités déterminées lors des conférences ministérielles de l'UPM de 2014 sur l'environnement et le changement climatique, et de 2015 sur l'économie bleue, à savoir l'utilisation de la planification de l'espace maritime comme outil de gouvernance, la mobilisation des efforts d'adaptation aux impacts du changement climatique, et le recours au tourisme côtier et maritime, l'un des principaux secteurs économiques traditionnels et émergeant pour l'économie bleue en méditerranée.

d) Un projet cadre des énergies renouvelables privées « SPREF ».

C'est un cadre visant à surmonter les obstacles entravant le développement des marchés privés des énergies renouvelables au Maroc, en Tunisie, pour la région du Maghreb, de l'Egypte et de la Jordanie. Il fournit des mécanismes de financements efficaces et un soutien technique de coopération ciblé pour la mise en œuvre de projets d'énergies renouvelables dans la région. Le « SPREF » permettra aux pays concernés d'atteindre leurs objectifs en termes d'énergie renouvelable et de réduire leurs émissions de CO2. Ce projet devrait permettre de prévenir l'émission de 780.000 tonnes de CO2 par an[1].

e) Programme de renforcement des capacités concernant l'intégrité dans le domaine de l'eau au Maghreb et au Moyen orient.

L'objectif général du projet est de contribuer à assurer l'accès des populations de la région MENA à une meilleur qualité de vie grâce à la mise en œuvre d'une gestion intégrée, équitable et durable des ressources en eau.

Des sessions articulées autour de ces thématiques sont organisé sous la forme de groupe de travail et de panels en vue de préparer la participation de la méditerranée au 8ème forum mondial de l'eau.

[1] - Par le biais de la SPREF, la BERD prévoit de financer jusqu'à 227,5 millions d'Euros (250 millions de Dollars), et mobiliser d'autres investissements provenant de divers secteurs pour couvrir les coûts de projet de 834 millions d'Euros (917 millions de Dollars). Le fond pour les technologies propres (FTP) a engagé 31,8 millions d'Euros (35 millions de Dollars), et le fond pour l'environnement mondial (FEM) a engagé 13,6 millions d'Euros (15 millions de Dollars) en cofinancement concessionnel pour soutenir les investissements de la BERD.

- Au niveau régional, le projet mise essentiellement à favoriser le dialogue et à promouvoir, auprès des 100 anciens étudiants, la manière d'aborder l'intégrité, la transparence, la responsabilité et la corruption concernant la gestion des ressources en eau ;
- Au niveau intergouvernemental, il vise à susciter l'intérêt et à encourager le dialogue politique à haut niveau sur l'intégrité dans le domaine de l'eau pour une soixantaine de hauts responsables ;
- Au niveau national, le projet vise à approfondir les connaissances de 100 hauts responsables du secteur de l'eau concernant les outils permettant d'améliorer le flux d'informations et les réseaux de communication entre les décideurs ;
- Au niveau opérationnel, il vise à améliorer les compétences des 100 cadres intermédiaires et autres professionnels du secteur de l'eau afin d'assurer l'intégrité dans leurs organisations ;
- Au niveau local, le projet vise à développer les capacités de 100 responsables locaux de la société civile pour d'avantage de transparence[1].

Chapitre II : Les relations bilatérales entre l'Union européenne et les Etats du Maghreb.

Les relations bilatérales entre l'Union européenne et les pays du Maghreb ont été d'abord marquées par des accords bilatéraux signés en juillet 1969 pour une période de cinq ans, liant le Maroc, l'Algérie et la Tunisie à la CEE (qui comprenant alors six membres). Ces accords de coopération étaient essentiellement commerciaux[2]. De nouveaux accords bilatéraux ont été conclus en 1976 dans le cadre de la politique méditerranéenne globale (PMG) pour entrer en vigueur en 1978. La PMG allait cette fois au-delà du stricte cadre de la coopération commerciale, et fournissait une aide économique et commerciale (sous la forme de protocoles financiers bilatéraux, en 1981 et en 1986, les accords de coopération et les protocoles financiers ont été renouvelés pour une période de cinq ans.

En 1991, la PMG a été remplacé par la politique méditerranéenne rénovée, une génération de protocoles financiers a été négociée pour la période 1992-1996[3].

---

[1] - Renforcement des capacités dans l'intégrité de l'eau, programme pour le moyen orient et l'Afrique du Nord, disponible sur : http://www.20150113_WI_Brochure_French.pdf.

[2] - Fathallah Oualalou, « le Maghreb et l'Union européenne entre la tendance et la reproduction des rapports traditionnels et l'exigence de leur rénovation », le Maroc et l'Europe, enquête et documents, centre de recherche sur l'histoire du monde atlantique, université de Nantes, éditions Ouest ? Éditions Nantes 1996, p 97. Et Geignard Laurent, « le pari européen du Maroc », le Maroc et l'Europe, enquêtes et documents, centre de recherche sur l'histoire du monde atlantique, université de Nantes, éditions Ouest ? Éditions Nantes 1996, p71-72.

[3] - Pour le Maroc, le parlement européen a refusé d'approuver le protocole marocain jusqu'en octobre 1992, pour protester contre la situation des droits de l'homme dans le pays et au Sahara occidental.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Depuis la conférence de Barcelone et dans le cadre du partenariat Euro-méditerranéen, plusieurs accords d'associations conclus, d'abord celui de la Tunisie-Union européenne en juin 1995, est entré en vigueur en mars 1998, celui du Maroc-Union européenne en novembre 1995, a pris effet en 2000. Après une décennie d'attente, un nouvel accord d'association Union européenne-Algérie a été initié en septembre 2005.

En 2005, les relations bilatérales entre l'Union européenne et les Etats du Maghreb ont été renforcés avec l'entrée en vigueur d'une nouvelle initiative politique européenne de voisinage cherchant à consolider la stabilité et la sécurité dans les voisinages Sud et Est de l'Union européenne, qui a donné lieu à un statut avancé pour le Maroc. Pour l'Algérie, la commission européenne a souligné l'attitude « réservée » de l'Algérie vis-à-vis de la politique de voisinage, qui a refusé dans l'immédiat de se joindre à la nouvelle initiative. La PEV est organisée en plan d'actions bilatérales, Union européenne-Maroc, Union européenne-Tunisie adoptée en juillet 2008, soulignant un ensemble d'objectifs et de priorités commune à l'Union européenne et son voisinage.

Section 1 : Relation bilatérale entre l'UE et le Maroc.

Le Maghreb a souffert constamment des problèmes de colonisation, de sous-développement et de la dépendance envers l'Europe. Mais en dépit de ces difficultés, chaque membre n'a pas cessé de réclamer une nouvelle approche et une nouvelle redéfinition de ses relations avec la CEE. Le choix de la CEE vient de l'attachement mutuel et de l'amitié profonde qui plonge ses racines dans des souvenirs communs, un patrimoine partagé et des relations sagement tissés durant plusieurs siècles[1].

La CEE a signé ses premiers accords commerciaux avec le Maroc en 1969, mais ce ne sera qu'en 1972 qu'elle développera au cours d'un sommet tenu à Paris, une nouvelle politique globale qui implique les pays tiers méditerranéens. Il en découla des accords commerciaux signés avec chacun des pays méditerranéens individuellement décrétant une entrée libre pour les produits manufacturiers et une réduction dans la fourchette des taxes douanières pour les produits agricoles et cela pour une durée non déterminée, avec les trois pays du Maghreb, accord non abouti qu'en 1976, et la partie européenne va les remettre en cause dès 1986 à l'occasion de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal (pays à vocation agricole) par rapport au volet agricole , dans le souci de préserver la cohésion de la PAC.

[1] - Cette relation du patrimoine partagé a été fondé notamment avec la France et l'Espagne, pour plus de détaille sur les relations avec cette dernière : Grimaud Nicole et benramdane Abdelmalek, « Chénizing », in revue française de sciences politiques, 38ème année, N° 05, 1988, pp 831-832.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

En 1990, la communauté européenne revient à la charge avec un autre projet de coopération euro-méditerranéen rénovée (PMR)[1], reconduit l'essentiel des accords de 1976 et créer un fond pour appuyer les programmes d'ajustement structurels menés par les PIM sous l'égide du FMI[2].

Pour le Maroc, ses relations avec l'Union européenne revêtent une importance stratégique pour les deux parties. Elle est déterminée par des facteurs historiques avant qu'elle ne devienne quasiment une nécessité. Même après l'accession du Maroc à l'indépendance, l'impact économique et politique de cette période du pré rectorat, s'est d'avantage amplifié, non seulement à l'égard de la France, mais a l'égard de l'ensemble des pays occidentaux et singulièrement constituant le marché commun dont il dépend pour ses exportations et ses importations d'un côté, et de son développement économique et social de l'autre côté[3].

La politique occidentale de l'Etat marocain est privilégiée, voir même un désir de partager le devenir de la CEE. Cela a été exprimé et matérialisé par le gouvernement marocain à travers sa demande d'adhésion à la CEE[4]. L'Union européenne de son côté a toujours considéré le Maroc comme son partenaire privilégié au Maghreb et même au sein de l'espace Euro-méditerranéen.

---

[1] - Des changements majeurs ont marqués le début des années 90, appelant un renforcement des relations entre l'Europe et la méditerranée, plusieurs facteurs ont accéléré en Europe la prise de conscience de l'urgence méditerranéenne et la nécessité d'organiser un espace euro-méditerranéen, in Eddiouri Noura, la dimension financière dans le cadre du partenariat Maroc-UE, éditions Publkibook, Paris, France 2009, p 15.

[2] - L'Algérie a bénéficié de 350 millions d'Euros qu'elle a affectés essentiellement aux infrastructures, à l'agriculture et à la pêche.

[3] - J. L. Mierge, le Maroc et l'Europe (1830-1894), éditions La Porte, France 1989, p 338.

[4] - Le roi Hassan II avait déposé l'adhésion du Maroc aux communautés européenne lors du conseil européen des 25 et 26 juin 1984 à Fontaine Bleu, lors du sommet européen, elle a été rendue publique le 10 novembre 1984 lors d'un entretien avec le Roi Hassan II. Au terme de l'article 237/CEE : « Tout Etat européen peut demander à devenir membre de la communauté… ». Le Roi Hassan II motive cette demande par plusieurs motifs : Géographique : un projet de pont reliant le Maroc et l'Europe par le détroit de Gibraltar existait alors, de plus, le Roi souligne la proximité du Maroc avec le continent européen. Géopolitique : Le Roi souligne l'importance géopolitique que constituerait l'adhésion du Maroc, lui donnant un : « recul stratégique ». Il qualifie ainsi le Maroc « d'arrière-pays » de l'Europe. Economique : le Maroc serait un point de transit des richesses minières et pétrolières de l'Afrique vers l'Europe. Et enfin démocratique : le Roi souligne la présence d'institutions politiques démocratiques au Maroc. Onze ans plus tard, le 20 juillet 1995, le Roi réitère sa demande à l'occasion de la visite du chef de l'Etat Français à Rabat. La vision du Maroc est prospective : « J'ai vu loin et je ne me suis pas interdit de penser à l'avenir de tout le Maghreb ». A ce jour l'adhésion du Maroc à l'Union européenne est exclue en raison du critère géographique énoncé à l'article 49 du traité de l'Union européenne. Voir sur ce sujet Laurent Beurdley, « un renforcement indirecte des relations bilatérales Maroc-UE : l'octroi du statut d'Etat avancé », acte du colloque « la politique méditerranéenne de l'UE », organisé par le conseil régional de Bourgogne, le 05 novembre 2009. Et Kandir Abdelkader, « la demande d'adhésion du Maroc à la communauté européenne, mythe ou réalité », le Maroc et l'Europe enquêtes et documents, centre de recherche sur l'histoire du monde atlantique, université de Nantes, éditions Ouest ? Éditions Nantes 1996, pp 86-89.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Sous-section 1 : Les accords de coopération entre l'Union européenne et le Maroc.

Paragraphe 1 : L'accord de coopération de 1969.

Le Maroc a signé son premier accord de coopération avec l'Union européenne le 31 mars 1969, dont la vocation était strictement commerciale, il régissait plus précisément les exportations agricoles marocaines qui entraient en franchise de droit de douanes dans les pays de la communauté à cause de l'application de la politique agricole communautaire (PAC)[1] mais cet accord n'a concerné que l'aspect commercial tout en négligeant les autres aspects notamment financier et technique[2].

L'article 14 de cet accord prévoit que cet accord n'était qu'une étape vers une coopération plus large « sur des bases élargies »[3]. Cette idée a été confirmée également par les observateurs européens «un des mérites essentiels de ces accords réside dans le fait qu'ils sont conçus comme une première étape dans la voie d'une coopération qui est appelée à devenir de plus en plus étroite. Il ne s'agit pas d'accords statiques de type classique, mais d'accords qui tracent un cadre et couvrent une voie vers des développements futurs »[4].

On doit préciser que l'accord de 1969 entre le Maroc et la CEE est un accord « d'association », cette notion figure dans l'article premier de l'accord « par le présent accord, une association est établie entre la CEE et le Maroc ». Cet accord est le premier qui est fondé sur l'article 238 du traité de Rome qui a donné à la communauté le pouvoir de conclure des associations avec les pays tiers. Cette disposition sera complétée par un article annexe se référant à la déclaration d'intention rattaché au traité de Rome et qui évoque les possibilités des pays tiers d'association au marché commun «a proposé aux pays indépendants (...) des négociation en vue de la conclusion de convention économiques à la communauté»[5].

L'accord de 1969, malgré son caractère partiel il a permis au Maroc de (normaliser et de développer ses courants d'échanges, de tirer le meilleur profit de ses

---

[1] - Cet accord prévoyait des concessions tarifaires de 80 % pour les exportations marocaines d'agrumes vers la CEE, un prix de référence et un calendrier d'exportation (15 novembre -30 avril), pour les tomates, tandis que les exportations de conserves de sardines sont soumises à un double contingentement (14 000) à droits nuls et 6 000 tonnes à droit de douane de 10 % quant aux primeurs et aux vins, ils étaient exclus de l'accord.

[2] - L'accord d'association entre la CEE, le Maroc et la Tunisie, Maghreb, études et documents, mai-juin 1969, n° 03, p 9.

[3] - Voir P. Richard, les accords méditerranéens de la CEE en 1980 dans le contexte de l'élargissement, éditions Prométhée, Bruxelles 1980, p 98.

[4] - Voir Bruno Etienne, " Maghreb et CEE ", Annuaire de l'Afrique du Nord, centre national de la recherche scientifique, centre de recherche et d'études sur les sociétés méditerranéennes (CRESM), éd Paris, vol 8, 1970, p 819.

[5] - Déclaration d'intention annexée au traité de Rome, Op. Cit.

exportations et de voir par la même entrer dans une première phase de réalisation, une contribution communautaire à son développement économique et social ». L'accord venait renforcer et stabiliser des courants commerciaux déjà existant entre l'Europe et le Maroc, ce qui permettait à l'Europe de contribuer de manière plus efficace au développement du Maroc.

Depuis cet accord, il y a eu beaucoup d'évolution et un long chemin a été parcouru. Une autre approche des relations entre la CEE et le Maroc était alors nécessaire, c'est pourquoi le Maroc et la CEE ont procédé à la conclusion d'un nouvel accord en 1976, celui-ci constitue en fait la base juridique des relations maroco-communautaire, d'une durée illimitée, cet accord a le mérite d'être plus global que le précédent. Au-delà de la dimension commerciale, il intègre des nouveautés dans le domaine financier et technique mais aussi dans le domaine social.

Paragraphe 2 : L'accord de coopération entre le Maroc et la CEE du 27 avril 1976.

La signature de l'accord de coopération entre la CEE et le Maroc le 27 avril 1976 a eu l'ambition de promouvoir une coopération globale et équilibrée « l'accord d'association de 1969 entre la CEE et le Maroc contenait une disposition prévoyant expressément que cet accord serait suivi d'un nouvel accord sur des bases élargies (...). L'accord de coopération signé continue ce nouvel accord. Cet accord a pour objectif la réalisation d'une vaste coopération en vue de contribuer au développement économique et social du Maroc et de favoriser le renforcement des relations entre les deux parties. A cet effet, l'accord prévoit la mise en œuvre de dispositions et d'actions dans le domaine de la coopération économique, financière et technique (...) ainsi que dans le domaine de la main-d'œuvre »[1].

C'est ainsi que dans son préambule, cet accord pose un certains nombres de principes dont la volonté de la CEE de renforcer ses relations avec le Maroc, tout en tenant compte du niveau de développement économique et social du Maroc[2].

Cet accord est considéré comme global car il concerne à la fois le volet commercial, agricole, industriel, technique et financier. L'aspect commercial de cet accord aux exportations des produits agricoles et industriels d'origine marocains d'accéder au marché communautaire avec des avantages semblables à ceux de

[1] - « Le matin du Sahara», presse marocaine du jeudi 29 avril 1976, «communiqué de presse Maroc-CEE ». Et Abdelkhalek Berramdane, le Sahara occidental, enjeu maghrébin, Ed Karthala, Paris 1992, pp 323-326.

[2] - Le Maroc a préconisé deux types de mesures, les premières consistent à réduire le volume de ses importations, les secondes à développer ses recettes en devise, c'est-à-dire, le tourisme et les transferts des travailleurs marocains à l'étranger. En effet, ces deux secteurs sont les plus importants dans les recettes de la balance des paiements. En 1977 ces recettes avaient atteints les chiffres suivants : tourisme 1500 MDH, transferts 2880 MDH.

l'Europe, pour ce qui est des produits agricole[1], ils bénéficiaient de réductions tarifaire variant entre 20 % (carotte, abricot, etc…) et 100 % (piment, carottes, etc...), pour les agrumes l'abattement était de 80 % du tarif douanier commun et de 40 à 60 % pour les primeurs. Les vins bénéficiaient d'une franchise de droit de douane pour un contingent passant de 250.000 hectolitres à 450.000 hectolitres. Les produits industriels étaient admis sans restriction quantitatives et en exemption des droits de douane[2].

Quant à l'aspect financier de cet accord, la communauté européenne a accordé au Maroc une aide financière et technique avec des conditions spéciales : crédits à faible taux d'intérêt et pour une large durée, sous forme de protocole financier bilatéraux[3] de 1976 à 1996, le Maroc a bénéficié de quatre protocole financier quinquennaux pour un montant de 1125 millions d'écus (soit environ 12 millions de DH) cette somme importante a permis de contribuer au développement économique et social du Maroc, en accordant d'une part les prêts à conditions spéciales[4] les capitaux à risques[5] et les aides non remboursables[6] sur les ressources budgétaires de la commission européenne, et d'autres part, des prêts de la banque européenne d'investissement (BEI).

[1] - Article 8 de l'accord de coopération entre le Maroc et la CEE du 27 avril 1976.
- Voir aussi sur cet accord de coopération : Quiyd Siham, relations Maroc Union européenne, évolution historique et répercussions socio-spatiales, thèse de doctorat de géographie, université de Cergy-Pantoise, école doctorale de droit et sciences humaines et sociales, pp 122-125.
- Voir également Bouchra Essebbani Murad, la coopération entre le Maroc et l'Union européenne : de l'association au partenariat, thèse en vue de l'obtention du grade de docteur en sciences politiques, université Nancy II, pp 95-244.
[2] - Article 9 de l'accord Maroc – CEE, avril 1976.
[3] - Les différents protocoles d'accord de coopération franco-marocaine signée en 1982. Les deux partenaires en signés deux tranches de protocoles financiers, démontre la volonté réciproque de la France d'apporter une contribution financière pour participer au financement de projets inscrits au plan quinquennal marocain et de la partie marocaine d'offrir aux entreprises françaises la possibilité d'intervenir au niveau de la réalisation de ces projets au Maroc.
[4] - Les prêts sont accordés par la CEE pour une durée de quarante ans, assortis d'une différence d'amortissement de dix ans au taux annuel de 1 % (article 2 § 2 du premier protocole financier). Ces préts sont destinés généralement à la formation de capitaux à risques et dans les secteurs de développement rural ou de l'infrastructure sociale. Ils sont gérés directement par la commission à moins qu'ils soient destinés aux secteurs industriels, énergétiques, miniers, touristiques, et à l'infrastructure économique et dans ces cas c'est la BEl qui les gère sur mandat de la commission.
[5] - L'article 2 du troisième protocole financier, les capitaux à risques peuvent prendre la forme « de prises de participation minoritaires et temporaires au nom de la communauté dans le capitale d'entreprises établis au Maroc, de financement de prise de participation à des entreprises marocaines, soit directement, soit par l'entremise d'institutions financières marocaines ».
[6] - Il y a lieu de relever que les dons représentent une part importante de l'aide communautaire au Maroc, ne représentant que 12,30 % du total du premier protocole, les aides ,non remboursables ont à peu près triplés puisqu'elles ont atteint 33,66 % du deuxième protocole et ont représenté 50% du total du troisième protocole. Mais ces dons ont vu leurs parts rechuter pour n'atteindre que 44,6 % du total du quatrième protocole financier.

Le premier protocole 1976-1981 : La durée d'application de ce premier protocole était fixé[1] à la date du 31 octobre 1981. Dans le cadre de ce premier protocole, les sommes alloués étaient de 13000 millions d'écus dont 74 proviennent des fonds communautaires et 56 millions des ressources propres à la BEI.

Le deuxième protocole 1981-1986 : Il a été signé le 22 novembre 1982 et expirait le 31 octobre 1986, il est marqué par une augmentation des crédits par rapport au précédent protocole, les secteurs d'intervention ont été le développement rural et le développement des infrastructures[2].

Le troisième protocole 1986-1991 : Il est entré en vigueur le premier novembre 1988, le côté positif de ce protocole est l'importance de l'enveloppe et des orientations de l'aide. Le montant s'élève à 324 millions d'écus dont 173 millions d'écus proviennent des ressources budgétaires de la CEE et 151 millions d'écus des ressources propres de la BEI.

En ce qui concerne les orientations de cette aide en plus de l'objectif de réalisation de l'autosuffisance alimentaire, de la formation et la coopération industrielle au profit des PME, comporte deux nouveautés à un stade expérimental à portée tout de même, assez limitée.

Le quatrième protocole 1991-1996 : le protocole représente une des composantes de la politique méditerranéenne rénovée (PMR). Les deux innovations consistent d'une part, à donner priorité aux réformes économiques et structurelles, et d'autres part, à mettre l'accent sur la coopération régionale et sur l'environnement. Le montant de ce protocole s'élève à 438 millions d'Ecus, les fonds sont principalement destinés au développement rural, au crédit agricole et à la coopération économique, quelques fonds aussi utilisés pour l'appui aux réformes économiques et à la transmission du savoir-faire[3].

---

[1] - Des retards ont été enregistrés en raison des difficultés relatives aussi bien à la complexité des procédures d'approbations qu'a des contraintes de fonds. Se basant sur l'article 238 du traité CEE, les protocoles financiers devaient être ratifiés pour tous les Etats membres en plus de la consultation du parlement européen. La lenteur de cette procédure n'a permis l'entrée en vigueur du premier protocole financier que le premier novembre 1978 : le JOCE n° L264 du 27/09/1978, p 115.

[2] - A la même période, cinq protocoles d'accords entre partenaires français et marocains ont été signés, le premier protocole a été signé entre la chambre de commerce et de l'industrie, il concerne le transfert de maitrise industrielle et commerciale, le deuxième protocole intéresse la coopération dans le domaine de la formation et le transfert de maitrise industrielle, le troisième traite également de transfert de maitrise industrielle et commerciale, le quatrième protocole en matière de formation lié également la CCI et la chambre française de commerce et d'industrie au Maroc, le cinquième protocole traite de la formation continue.

[3] - A noter que le 4ème protocole financier (1981-1996) a été signé dans le cadre de la politique méditerranéenne rénové (PMR) qui avait pour ambition de donner un nouvel élan à la coopération financière.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Parallèlement aux actions citées qui rentrent dans le cadre de la coopération « intra-protocole » la communauté participe également à un certain nombre de projets scientifiques, on peut citer deux programmes importants, d'abord au Maroc d'une enveloppe financière d'un million d'écus dans le cadre d'une étude régionale placée sous le thème «caractérisation par les techniques de télédétection de la dynamique de désertification à la périphérie du Sahara », d'autre part le Maroc a bénéficié d'une contribution non négligeable pour le financement de la campagne marocaine.

Au-delà de la dimension commerciale, financière, technique, il intègre aussi le domaine social en donnant la possibilité aux travailleurs marocains dans les pays de la CEE d'avoir les mêmes avantages sociaux que les ressortissants de la communauté.

Cependant, il faut signaler que malgré l'évolution considérable des montants attribués au Maroc dans le cadre des protocoles, ceci reste en delà des capacités d'absorption de l'économie bancaire et se sont concentrés sur un nombre limité de projets à faible effet multiplicateur et leur concrétisation a enregistré du retard. En effet, certains d'entre eux, relevant du 4ème protocole, ont été reportés pour être financés par le programme MEDA.

Ce fut donc dans ce contexte que le Maroc et l'Union européenne engagèrent des concertations en vue de donner une nouvelle orientation a leur relation, les négociations aboutirent à la signature le 26 février 1996 de l'accord d'association entre le Maroc et l'Union européenne.

Sous-section 2 : La coopération bilatérale à travers les accords d'associations.

Le Maroc a signé le 26 février 1996 un accord d'association qui prévoit l'instauration d'une zone de libre-échange à l'horizon 2010, et une coopération mutuelle dans les divers domaines économiques, financiers, sociale et humains pour soutenir l'action du Maroc en vue de son développement économique et social durable[1].

Cet accord se présente avec un champ d'application beaucoup plus vaste, permettant d'élargir la coopération à de nouveaux domaines. Ainsi, il encourage le dialogue politique régulier, l'établissement d'une zone de libre-échange en 2010 en conformité avec les dispositions de l'OMC, le renforcement de la coopération économique et financière pour aider le Maroc et le soutenir dans ses réformes, enfin,

[1] **- Accord d'association Maroc-Union, européenne signé le 26/02/1996 à Bruxelles pour l'établissement progressive d'une zone de libre-échange en terme d'une période de transition de douze ans au maximum à compter de la date d'entrée en vigueur de l'accord, promulgué par Dahir n°01-96-78 du 25 Rabbi 1417 (11 août 1996) publié au bulletin officiel n°04/936 du 02 radjeb 1422 (20 septembre 2011), entrée en vigueur le 1er mars 2000, disponible sur le site : http://www.mce.gov.ma.**

une coopération sociale, culturelle pour le rapprochement et la compréhension entre les peuples[1].

Paragraphe 1 : Les aspects financiers et économiques de l'accord.

Suite à l'établissement en mars 1996 d'un programme indicatif national par l'Union européenne et le Maroc, une enveloppe de 450 millions d'Euros fut allouée au Maroc par la commission européenne. Pour la période 1996-1998. Ce montant fut porté à 580 millions d'Euros pour la période 1996-1999 et augmente à 630 millions d'Euros (6,4 milliards de dirhams) répartis à hauteur de 42 % pour l'appui au processus de transition économique et 58 % pour le renforcement de l'équilibre socio-économique.

En ce qui concerne l'appui à la transition économique, il a consisté en l'octroi d'un montant de 120 millions d'Euros destiné au financement d'une facilité à l'ajustement structurel (mise en œuvre d'une stratégie à moyen terme, action sur les finances publics, etc…) et d'un montant de 145,8 millions d'Euros pour des actions de mise à niveau de l'économie (réforme du secteur financier, production du secteur privé, formation professionnelle, etc…).

A cet effet, un centre d'affaire Euro-Maroc a été créé à Casablanca en 1997 par la commission européenne, s'intéressant à l'amélioration de la productivité et à la compétitivité des entreprises industrielles de transformations et de services[2].

L'Union européenne soutient le Maroc en matière d'attraction des investissements directs étrangers (IDE), une autre manière d'améliorer sa situation économique, ainsi l'Union européenne demeure le principal investisseur étranger au Maroc[3] portée notamment par la forte présence des entreprises française et espagnoles dans les opérations de privatisations.

Beaucoup d'autres programmes financés par l'Union européenne au Maroc dans le secteur économique. Les deux parties reconnaissent toutefois que le programme MEDA I a connu un retard dans son application[4], mais cela ne fut pas le cas pour le programme MEDA II qui avait prévu une enveloppe de 5,3 milliards d'Euros

[1] - Christian HIEN, « les nouvelles relations entre la communauté européenne et les pays de l'UMA : de la coopération au partenariat », revue Franco Maghrébine de droit, les rapports entre l'Union du Maghreb arabe et l'Union européenne, N° 05-1997, pp 105, 106 et 113.

[2] - Neuf actions ont été programmées par le E.M.E., notamment en matière de formation, d'information, de communication et de partenariat.

[3] - Sa part dans le total des flux est passé de 77 % en 1996 à 94 % en 2003, le Maroc se place à la 5ème place en tant que pays d'accueil des stocks d'IDE européens, avec près de 10 milliards de dollars en 2002.

[4] - Lenteurs administratives, projets non finalisés, etc…

en faveur de l'ensemble des partenaires méditerranéens de l'Union européenne pour la période 2000-2006.

Par ailleurs, l'engagement financier de l'Union européenne au Maroc se fait également par le biais de la banque européenne d'investissement. On peut relever quelques projets financés dans le cadre de la nouvelle (FEMIP)[1] facilité d'investissement et de partenariat, la construction du tronçon autoroutier Settat-Marrakech (110 millions d'Euros) ; la formation professionnelle dans les secteurs du tourisme, du textiles et des technologies de l'information (30 millions d'Euros), les associations de micro-crédit « Zakoura » et « El Amana » (10 millions d'Euros, etc.…

Au-delà de ces aspects économiques, financiers et politiques, l'accord accorde une place importante au volet social et humain.

Paragraphe 2 : Le domaine socio-culturel de l'accord.

L'article 74 de cet accord a été consacré à la coopération culturelle et il est fondé d'une part, sur l'existence de la reconnaissance des différentes civilisations et traditions culturelles des deux rives de la méditerranée, et d'autres part, sur la nécessité d'un dialogue entre ces cultures et civilisations. Il s'agit de stimuler et améliorer leurs connaissances et compréhensions réciproques et de faciliter leur communication. De ce fait, les parties agissent sur une attention particulière aux publics jeunes et aux moyens d'expression et de communication écrite et audiovisuelle, aux questions liées à la protection du patrimoine et à la diffusion du produit culturel »[2].

Afin de réaliser les objectifs tracés par l'accord Euro-Marocain cités dans cet article, plusieurs programmes d'action sont prévus.

Au titre du programme MEDA, la commission européenne a finalisé 16 contrats de subvention[3] d'une valeur de 147 millions d'écus, dans le cadre du programme Euro Med héritage qui a pour objectif la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel Euro-méditerranéen.

[1] - FEMIP, facilité d'investissement et de partenariat, ratifié par la conférence Euro-méditerranéenne de Valence en avril 2002 sur la base des conclusions du conseil européen de Barcelone de mars 2002 et inauguré par les ministres des finances du partenariat Euro-méditerranéen à Barcelone en octobre 2002, « a pour objet d'aider les pays partenaires méditerranéens à relever les défis de leur modernisation économique et sociale, ..)

[2] - Article 74 paragraphe 2 de l'accord d'association Maroc-Union européenne de 1996.

[3] - Les contrats de subvention ont été finalisés le 24 juillet 1998.

Par ailleurs, un programme régional « Euro Med audiovisuel » est mis en place par la promotion de la coopération Euro-méditerranéenne dans les domaines de la radio, de la télévision et du cinéma.

Quant à l'aspect humain de cette coopération, un programme MEDA-démocratie a été lancé par le parlement européen en 1996, il soutient les mesures de promotion de la démocratie, et les droits de l'homme, sous ce cadre, en 1997 dix-neuf projets impliquant le Maroc ont été financés[1].

Au niveau social, le partenariat Euro-Marocain instauré un ambitieux programme de coopération, plusieurs projets ont été instaurés pour lesquels l'Union européenne a apporté un important soutien financier pour améliorer les conditions de vie de la population dans le milieu rural et urbain comme par exemple le problème de l'augmentation de l'immigration pour limiter si non réduire les flux migratoires ainsi que les actes de violences que les deux rives sont confrontés, l'éducation, la santé, l'habitat occupe aussi la place centrale de l'intention au sein de cette coopération. On a également assisté au démarrage des programmes de lutte contre l'alphabétisation, renforcement de la scolarisation des filles dans le monde rural, améliorer l'accès des ménages pauvres aux services sociaux, accroitre l'efficacité du secteur public.

Sous-section 3 : Les préoccupations environnementales dans les accords bilatéraux entre l'Union européenne et le Maroc.

Nous allons dans cette section examiner les principales approches adoptées par l'Union européenne pour intégrer les questions environnementales aux accords bilatéraux. Ces approches sont parfois absentes et d'autres fois, comme c'est le cas dans les accords d'association, très variables, et vont de la simple mention dans certains articles à un article complet consacré et détaillé sur l'environnement.

Paragraphe 1 : Les limites des accords de 1969 et 1976 : aucune référence aux questions environnementales.

Après avoir examiné le contenu des premiers accords bilatéraux entre l'Union européenne et les Etats du Maghreb, on constate que ces accords sont des accords bilatéraux préférentiels de nature commerciale, et ceux des années soixante-dix s'inscrivent dans le cadre de la mise en place de la politique globale méditerranéenne reprenant les accords commerciaux des années soixante et s'ouvraient sur des volets techniques et financiers. Dans les années quatre-vingt, la politique méditerranéenne

[1] - On peut citer le projet d'introduction de l'enseignement des droits de l'homme dans le cursus social en coopération avec le ministère de l'éducation nationale. Ce projet a bénéficié d'une subvention de 350 000 d'écus. En 1998 le programme avait un budget de 10 millions d'écus et au mois d'avril de la même année, la commission européenne a financé 33 actions avec un montant d'environ 6 millions d'écus dont douze impliquant des organisations marocaines et maghrébines.

rénovée est mise en place, concerne principalement des questions politiques, paix, sécurité, droits de l'homme, démocratie. La protection de l'environnement n'était pas alors dans les priorités et les préoccupations de ces accords bilatéraux.

L'intégration d'aspects environnementaux aux accords bilatéraux, à notre avis, n'est pas un exercice facile, elle réclame une préparation, une coordination entre les autorités chargés de la politique commerciale, et celles qui s'occupent de l'environnement, la définition de priorités et le rapprochement de vues divergentes. En outre, une fois le texte arrêté, des efforts permanents s'imposent pour assurer l'intégration effective des questions commerciales et environnementales pendant toute la durée de l'accord.

Pour les présents accords, on peut, peut être expliqué l'absence de l'environnement dans leur contenu par la non prise de conscience des questions écologiques à l'époque de la signature de ces accords. Jusqu'à 1972 le droit n'avait pris en compte la protection de l'environnement. La déclaration de la conférence des Nations Unies déroulé à Stockholm en 1972 avait introduit pour la première fois la nécessité de préserver l'environnement et elle insistait sur la nécessité de coopérer entre les Etats et d'inclure les questions environnementales dans les autres préoccupations et décisions. Il faut dire qu'en réalité la plus part des accords incluant des dispositions environnementales étant récent (beaucoup ont été négocié après 2000), l'expérience acquise grâce à l'application effective de ces dispositions est somme toute limitée. D'un autre coté beaucoup considèrent que la phase de négociation fait partie de la mise en œuvre puisque dès cette étape les pays sont déjà prêts à respecter leurs engagements et à appliquer les mesures nécessaires, une fois l'accord entré en vigueur.

Il a fallu donc attendre les accords d'associations conclus entre les différents Etats avec l'Union européenne pour voir apparaitre des dispositions environnementales dans leur contenu.

Paragraphe 2 : L'environnement et le développement durable dans les accords d'association conclus entre l'Union européenne et le Maroc.

Le trois accords d'association signés entre l'Union européenne et les pays du Maghreb étaient essentiellement conclus après une véritable prise de conscience de la nécessité de protéger l'environnement au niveau mondial et l'intégration du concept de développement durable dans toutes les politiques environnementales après la célèbre conférence de Rio de Janeiro. Nous allons examiner et analyser les dispositions relatives à l'environnement et au développement durable dans l'accord d'association entre le Maroc et l'Union européenne.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

L'approche des problèmes environnementaux dans les accords d'association dépend, dans une large mesure, du type d'accord en question. Certains ont pour objectif essentiel d'abaisser les droits de douanes dans des secteurs particuliers, d'établir des structures économiques de base ou d'aboutir à la reconnaissance mutuelle de certaines normes et réglementations.

Dans le cadre de ce type d'accords commerciaux étroits, les considérations environnementales sont généralement intégrées dans la mesure où elles visent à garantir que le nouveau cadre commercial ne comporte pas d'aptitude des Etats à protéger l'environnement.

D'autres accords sont plus complets et comportent souvent des dispositions relatives à l'accès aux marchés, aux règlements nationaux, aux services, à l'investissement et à la propriété intellectuelle. Ce type de partenariat économique, fondé sur le commerce, prend les questions environnementales en considération via l'adaptation des règles commerciales traditionnelles. Les accords destinés à renforcer la collaboration, et le dialogue comportent souvent des dispositions relatives à la coopération dans le domaine de l'environnement.

L'accord d'associations que l'Union européenne a signé avec le Maroc en offre plusieurs exemples. Dans ce cas la question de l'environnement n'est pas strictement associée aux échanges, mais s'inscrit dans une stratégie de portée générale plus concertée, couvrant de nombreux domaines.

A) La protection de l'environnement.

Un article complet est consacré aux questions environnementales, il s'agit de l'article 48 : « la coopération vise la prévention de la dégradation de l'environnement et l'amélioration de sa qualité, la protection de la santé des personnes et l'utilisation rationnelle des ressources naturelle en vue d'assurer un développement durable ». La portée des questions environnementales contenues dans cet article relatif à l'environnement est plutôt large et générique conformément à leurs engagements en matière de développement durable, les parties signataires sont résolues à conserver, améliorer, protéger l'environnement. La référence à la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement de l'article 48 rappelle que l'environnement et les ressources naturelles sont des questions thématiques transversales dans l'accord d'association.

D'autres aspects sont également inclus dans cet accord d'association : la qualité des sols et des eaux, des conséquences du développement notamment industriel (sécurité des installations, déchets en particulier de la pollution marine)[1].

B) Autres domaines thématiques.

Les normes environnementales ne sont pas seulement mises en avant dans l'article 48 de l'accord d'association Union européenne Maroc, mais également dans d'autres articles relatifs à l'énergie, ou rapprochement des législations[2]. L'article relatif à l'énergie encourage les Etats à orienter leur coopération dans le domaine des énergies vers les énergies renouvelables. Les questions de rapprochement des législations sont également couvertes par les engagements en matière de protection environnementales, sans citer d'une manière explicite le domaine de l'environnement, l'article est plutôt générique, il cite tous les domaines couverts par le présent accord, étant donné que l'environnement est cité dans l'article 48, on peut alors l'introduire dans les domaines cités par l'article.

Beaucoup de domaines sont consacrés dans cet accord en relation avec l'environnement, tel que la pêche et le tourisme, mais aucune mesure n'est citée visant leur gestion durable, sachant que la pêche constitue un domaine important au Maroc puisqu'elle a conclu plusieurs accords avec l'Union européenne[3], la gestion de la pêche, les questions de préservation, le développement de la pêche et les produits de la pêche, et l'aquaculture marine doivent être inclus dans le concept du développement durable[4].

Le tourisme est un secteur économique très important et développé au Maroc, et pourtant aucune mesure visant à une gestion durable de ce secteur n'est mentionnée dans l'article réservé au tourisme.

C) La coopération environnementale.

Dans l'accord d'association UE/Maroc, les parties conviennent de coopérer sur une série de questions mêlant commerce et environnement. L'article 45(a) a cité le domaine de l'environnement en deuxième position dans les domaines de coopération

---

[1] - Article 48 a, b, c de l'accord d'association Union européenne-Maroc, Op. Cit.

[2] - Les articles 57 et 52, de l'accord d'association Union européenne-Maroc, Op. Cit.

[3] - Le secteur de la pêche constitue un secteur vital de l'économie marocaine sur les plans alimentaire, et l'emploi et de l'avantage financier. La production halieutique du Maroc présente environ 600.000T dont 183.000T sont dirigés vers la consommation interne, ce qui génère une exportation en valeur de 600M de Dollars, soit 15% de la valeur de la balance commerciale du Maroc, ceci étant bénéfique à la trésorerie du Maroc qui bénéficie d'un apport de 150M de Dollars par ans, ce qui constitue un intérêt important en matière de rééquilibrage de comptes extérieurs marocains, Bouchera Essebbani, Op. Cit, p 170.

[4] - Le Maroc a conclu avec la CEE en 1988 et en 1992 deux accords de pêches de plus haute importance pour les deux parties, le dernier a été révisé par un nouvel accord en 1995 révisé plusieurs fois par de nouveaux accords.

« en vue de permettre au présent accord de développer son plein effet, les parties s'attache à favoriser tout type d'action à impact régionale ou associant d'autres pays tiers et, portant notamment sur « le domaine de l'environnement ». L'article ne stipule aucune procédure comment les mécanismes de coopération seront développés et mis en œuvre. La portée des comptes rendus et contrôles, la participation des parties prenantes et les fonds consacrés à une telle coopération restent également à définir. A cet égard, une occasion a été perdu, d'élaborer dans cet article le contenu d'une disposition pouvant être utilisée comme modèle pour des instruments commerciaux positifs visant à soutenir la protection de l'environnement et permettant aux mesures commerciales et environnementales de se renforcer l'une l'autre. De plus, le manque de précision rend la mise en œuvre difficile.

L'accord d'association UE/Maroc, comparé aux accords bilatéraux signés auparavant avec l'Union européenne, représente une avancée évidente puisque les questions environnementales sont présentes dans l'accord d'association, et absente complétement dans les anciens accords, malgré l'absence de dispositions relatives à l'environnement et au développement durable dans certains domaines tel que la pêche, l'éducation et le tourisme. Des normes environnementales doivent alors être incluses dans tous les secteurs cités dans l'accord, et l'objectif de soutien mutuel du commerce et de l'environnement doit être présent et abordé d'une manière claire et explicite.

La coopération entre l'Union européenne et le Maroc s'est renforcée d'avantage dans le cadre de la politique européenne de voisinage lancée par l'Union européenne en 2006 à travers l'adoption en juillet 2005 d'un plan d'action.

Sous-section 4 : La politique européenne de voisinage au Maroc.

Paragraphe 1 : Le contenue de la PEV.

Depuis l'existence du partenariat Euro-méditerranéen en 1995, la collaboration entre l'Union européenne et les pays méditerranéens a évolué. L'Europe a inscrit à son agenda une nouvelle politique à l'égard de ses pays voisins[1], visant sur la stabilité et la prospérité de son voisinage afin de réduire les risques à ses frontières.

Ainsi le vaste élargissement de l'Union européenne à douze nouveaux Etats membres, dix à l'Est et deux au Sud en 2004, puis en 2007 avec l'entrée de la Bulgarie

[1] - Haddar Mohamed, « la PEV : contenue, méthodes et perspectives », acte du colloque international, « politique européenne de voisinage et le Maghreb », organisé par le laboratoire perspective, stratégie et développement durable de la faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis, Hammamet, 01 et 02 juin 2007, pp23-24.

et de la Roumanie, a nécessité la redéfinition de ses relations avec ses voisins de l'Europe occidentale à la méditerranée.

La politique européenne de voisinage a été mise en place pour éviter l'émergence de nouvelles lignes de décision entre l'Union européenne élargie et ses voisins, ainsi que pour renforcer la prospérité, la stabilité, et la sécurité de tous. Elle s'applique à 16 des voisins les plus proches de l'Union à s'avoir : l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, l'Egypte, la Géorgie, la Syrie, l'Ukraine, Israël, Jordanie et le Liban[1].

A cet égard, la politique de voisinage a des objectifs ambitieux fondés sur l'attachement réciproque reconnu, à des valeurs communes comprenant la démocratie, l'Etat de droit, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme, les principes de l'économie de marché, le libre-échange, le développement durable ainsi que la réduction de la pauvreté et la mise en œuvre de réformes politiques, économiques, sociales et institutionnelles, la situation particulière de chaque pays ainsi que ses priorités[2].

Le Maroc a tout le temps démontré une nette volonté d'acquérir un statut avancé dans ses relations avec l'Europe, la politique de voisinage constitue une occasion pour identifier des nouvelles actions de coopération, promouvoir la stabilité, la sécurité et la prospérité fondées sur le partenariat, les intérêts communs, l'appropriation commune et la différentiation.

La politique européenne de voisinage vise à :

- ✓ Œuvrer avec ses partenaires pour réduire la pauvreté et créer un espace de prospérité et de valeurs partagées, fondé sur une intégration économique accrue, des relations politiques et culturelles plus intenses, une coopération transfrontalière renforcée et une prévention conjointe des conflits.
- ✓ Subordonner l'offre d'avantages concrets et de relations préférentielles aux progrès réalisés par les pays partenaires en matière de réforme politique et économique et l'inscrire ainsi dans un cadre différencié.

D'autre part la politique européenne de voisinage vise à approfondir le partenariat euro-méditerranéen par l'introduction de nouveaux instruments à savoir les plans d'action.

---

[1] - Les plans d'action sont disponibles sur : http://www.ladocumentationfrançaise.fr/dossiers/politique-européenne-voisinage/plan-action.

[2] - A titre d'exemple, les priorités du Maroc restent différentes de celles de la Tunisie. Le Maroc devait soutenir le système de la formation et des technologies de l'information comme facteur essentiel pour le développement. Cette priorité ne figure pas parmi celle de la Tunisie.

Au Maroc, le plan d'action comprend de nombreuses priorité dans les domaines divers qui rentrent dans la perspective de son accord d'association avec l'Union européenne à savoir ; les réformes législative, le développement d'un environnement favorable à l'IDE, à la croissance et au développement durable, la coopération en matière de politique sociale qui a pour objectif la réduction de la pauvreté, la précarité et la création d'emploi, ainsi que le bien-être.

Paragraphe 2 : Le plan d'action entre l'Union européenne et le Maroc.

L'établissement de plans d'action comportant des objectifs propres à chacun des pays permettra, selon l'Union européenne, de moduler l'aide financière en fonction des résultats obtenus.

Le plan d'action entre l'Union européenne et le Maroc est le plus important des plans d'actions adoptés[1]. Il a été adopté le 27 juillet 2005 pour une période de cinq ans, ces dernières années ont vu un renforcement significatif des relations entre l'Union européenne et le Maroc dans tous les domaines, notamment parce que le Maroc a démontré un intérêt véritable pour la politique européenne de voisinage, dans lequel il voit le cheminement vers le statut avancé qu'il a toujours appelé de ses vœux. Pour le Maroc, l'arrimage à l'Europe est un choix stratégique et le plan d'action constitue un point d'ancrage pour les réformes.

A) Le contenu du plan d'action.

La Maroc a défini avec l'Union européenne le plan d'action au titre duquel l'Union européenne apportera une assistance technique aux réformes entreprises par le Maroc.

Le plan d'action est articulé de six grands axes, chacun de ces axe est composé d'un certain nombre d'actions réparties selon deux échéances : court et moyen terme[2].

Plusieurs axes de travail ont alors été définis :

- ✓ La poursuite des réformes législatives et l'application des dispositions internationales en matière de droits de l'homme ;

[1] - Le Maroc figure avec la Moldavie, l'Ukraine, la Tunisie, la Jordanie, Israël et l'Autorité palestinienne, parmi les premiers pays ayant établi un plan d'action avec l'Union européenne.

[2] - Les actions à court termes couvrent tous les éléments liés à l'échange d'expériences et d'expertises ainsi que le renforcement des capacités dans les domaines réglementaires et normatifs. Les actions à moyens termes sont constituées d'aspects plus structurants, liés à l'implémentation des diverses réformes d'ordre économique et institutionnel, ainsi que l'alignement sur les normes et standards européens.

- ✓ Le dialogue politique renforcé dans les domaines de la PESC (politique étrangère et de santé culinaire) et de la PESD (politique européenne de sécurité et de défense) et le renforcement de la coopération dans la lutte contre le terrorisme ;

- ✓ La négociation d'un accord de libéralisation des échanges dans le domaine des services ;

- ✓ Le développement d'un environnement favorable à l'investissement direct étranger, à la croissance et au développement durable ;

- ✓ La coopération en matière de politique sociale avec comme objectif la réduction de la pauvreté et de la précarité ainsi que la création d'emploi ;

- ✓ Le soutient au système de l'éducation et de la formation, de la recherche scientifique et des technologies, de l'information comme levier essentiel au développement économique du pays ;

- ✓ La gestion efficace des flux migratoires, y compris la signature d'un accord de réadmission ainsi que la facilitation de la circulation des personnes en examinant les possibilités d'assouplissement des formalités pour certaines catégories de personnes ;

- ✓ Le développement du secteur du transport basé sur la sécurité et la sureté ainsi que sur le renforcement des infrastructures nationales, régionales et leur interconnexion avec le réseau transeuropéen de transport ;

- ✓ Le développement du secteur énergétique et l'intégration progressive du marché électrique marocain au marché européen de l'électricité en application du protocole d'accord pour l'intégration progressive des marchés électrique des pays maghrébins au marché intérieur de l'électricité de l'Union européenne, signé à Rome le 02 décembre 2003.

- ✓ La protection de l'environnement et l'appui au développement durable.

B) Le volet financier, l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP).

L'IEVP[1] support financier de la politique européenne de voisinage, a été conçu dans le but d'équilibrer les engagements de l'Union européenne entre les pays de l'Est et ceux du Sud de la méditerranée.

[1] - Voir règlement (CCE) n° 1638/2006 du parlement européen et du conseil du 24 octobre 2006 arrêtant des dispositions générales instituant un instrument européen de voisinage et de partenariat, JOUE, n° L310/1 du 09/11/2006.

Pour la période 2000-2006, la politique européenne de voisinage a bénéficié globalement de 8,5 milliards d'Euros. Pour la nouvelle période budgétaire (2007-2013) le financement communautaire est doté d'une enveloppe de 11,2 milliards d'Euros et regroupe en un seul règlement les engagements relatifs à MEDA et TACIS[1] auxquels il succède.

Le Maroc est le principal bénéficiaire de l'aide communautaire dans la région, avec une enveloppe de près de 1600 millions d'Euros, entre 1996 et 2006. Sur cette enveloppe près de 70 % a été décaissé[2] en 2006, le Maroc arrive pour la cinquième année consécutive en tête des pays méditerranéens bénéficiaires de fonds MEDA.

De plus, une évolution majeure dans la coopération financière du Maroc avec l'Union européenne a été initiée, avec la mise en place de la facilité Euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP)[3] en octobre 2002.

Ainsi, entre octobre 2002 et décembre 2006, les projets financés dans le cadre de la FEMIP se sont chiffrés à 1040 millions d'Euros, faisant du Maroc, l'un des principaux pays méditerranéens bénéficiaire de cette facilité[4] comme c'était le cas dans le cadre du programme MEDA, le Maroc est le principal pays bénéficiaire de l'assistance financière de l'Union européenne consacré à travers l'IEVP-Sud. Montants qui lui sont alloués se chiffrant à 654 millions d'Euros sur la période 2007-2010 contre 558 et 300 millions d'Euros pour l'Egypte et la Tunisie.

C) Les réalisations du Maroc dans le cadre du plan d'action.

Le Maroc met en avant beaucoup de réalisations, nous n'en citerons avec détail que celles relatifs à la protection de l'environnement et du développement durable.

I. **Au niveau des réformes sociales :** Le Maroc met en avant les réalisations suivantes :

- ✓ Lancement de l'INDH visant la réduction des disputes sociales et spéciales ;
- ✓ Progrès significatifs dans certains indicateurs sociaux (éducation) ;

[1] - Le programme communautaire TACIS (Technical Assistance to the Commonwealth of the Independent states CEI) a été créé en décembre 1991, instrument financier d'assistance technique, il a pour objectif d'encourager l'établissement de conditions favorables à l'économie de marché et de renforcer la démocratie dans les pays concernés.

[2] - En matière de décaissement, une évolution positive a été constatée depuis 2002. Cette évolution a été confirmée en 2006 avec environ 250 millions d'Euros, contre 220 millions d'Euros en 2005.

[3] - Celle-ci repose sur la facilitation de l'accès au crédit à long terme, la mise à disposition de capitaux à risques, de produits financiers innovants (financement en fonds propres, financement en quasi-fonds propres, crédit-bail, micro finance », micro entreprise) ainsi que sur l'octroi de bonifications d'intérêt dans le cadre de projets environnementaux.

[4] - Juste derrière l'Egypte et la Tunisie (2063 millions d'Euros et 1114 millions d'Euros respectivement).

- ✓ Mise en application du code de travail et entrée en vigueur de l'AMO ;
- ✓ Mise en place du code de la famille et celui de la nationalité ;
- ✓ Amélioration de la qualité des services publics ;
- ✓ Combler le retard enregistré sur le front de la lutte contre la pauvreté, la mortalité infantile et l'analphabétisme ;
- ✓ Mise en place d'un dispositif spécifique de production de la femme sur le lieu de travail[1].

A) Dans le volet relatif au « commerce, marché et réformes réglementaires » : nous retenons :

- ✓ Amélioration du climat des affaires ;
- ✓ Progrès du démantèlement tarifaire prévus par l'accord d'association ;
- ✓ Lancement des négociations sur les produits agricoles et de pêche ;
- ✓ Modernisation de l'indemnisation des douanes ;
- ✓ Projet de loi sur la protection des consommateurs ;
- ✓ Mise en place d'un cadre de gouvernance d'entreprise ;
- ✓ Mise en place d'un mécanisme de règlement des différends commerciaux ;
- ✓ Ratification de la convention de l'OIT relative à l'égalité de traitement dans les conditions de travail ;
- ✓ Adhésion aux conventions internationales et renforcement des capacités administratives et techniques en matière de lutte contre le piratage ;
- ✓ Progrès dans le domaine de la propriété intellectuelle et industrielle (lois sur les marques, lois sur les droits d'auteurs) ;
- ✓ Législations cadre sur les concessions publiques ;
- ✓ Mise en œuvre de la charte Euro-méditerranéenne pour l'entreprise ;

[1] **- Réseau marocain EuroMed des NU avec le soutien de l'UE, évaluation du plan d'action Maroc-UE dans le cadre de la PEV, Rabat 25 et 26 octobre 2007, p 20. Disponible sur le site : http://www.fed.org/ma/publication.pdf.**

- ✓ Réformes de la réglementation des marchés publics[1].

B) En matière de « coopérations/justice et affaires intérieures ».

- ✓ Coopération en matière de lutte contre l'immigration clandestine ;
- ✓ Lancement du premier jumelage dans la zone MEDSA particulièrement sur la formation de forces chargées du contrôle des frontières ;
- ✓ Ratification de la convention des Nations unies contre la criminalité transfrontalière ;
- ✓ Jumelage au bénéfice du ministère des finances pour la mise à niveau législative, réglementaire et institutionnelle ;
- ✓ Signature des conventions bilatérales en matière de coopération judiciaires et policières ;
- ✓ Mise en place d'un cadre réglementaire concernant les réfugiés ;
- ✓ Adhésion aux protocoles additionnels sur la migration, les armes et le trafic de personnes ;
- ✓ Stratégie de culte contre la drogue ;
- ✓ Loi anti-blanchissement[2].

C) En matière de dialogue politique et réformes : Il met l'accent sur l'adoption de :

- ✓ La loi sur les partis politiques ;
- ✓ Le code électoral ;
- ✓ La nouvelle charte sur l'aménagement du territoire ;
- ✓ La loi anti-corruption ;
- ✓ La nouvelle loi sur la torture ;
- ✓ La reconnaissance de la diversité culturelle (institut royale de la culture amazigh) ;
- ✓ Les amendements du code de la presse ;

[1] - Evaluation du plan d'action Maroc-UE dans le cadre de la PEV, Op Cit, p 20.
[2] - Evaluation du plan d'action Maroc-UE dans le cadre de la PEV, Op Cit, p 20.

- ✓ Le renforcement des libertés d'association et d'assemblée (émergence de la société civil) ;
- ✓ La ratification de la convention des Nations unies sur la corruption ;
- ✓ L'approbation du pacte relatif à l'abolition de la peine de mort ;
- ✓ La lutte contre le travail des enfants en conformité avec la déclaration de l'OIE de 1998[1].

D) Le domaine de l'environnement et du développement durable.

Les principaux défis en matière environnementale concernent plusieurs secteurs tel que la qualité de l'eau, la gestion des déchets, la pollution côtière, la protection de la nature et la désertification, les changements climatiques. Il faut avouer que le Maroc a fait beaucoup de progrès dans tous ces secteurs. D'abords dans le cadre réglementaire, une législation cadre ainsi que des législations sectorielles sont en place dans la plupart des domaines[2], les plus récents concernent la pollution des eaux souterraines et de surface, et la gestion des déchets solides.

De nouvelles lois sont envisagées sur la protection côtière et naturelle et les permis industriels. Les autorités ont mis en œuvre le plan national contre la désertification. Des programmes ont été préparés sur la gestion intégrée de l'eau et la surveillance des eaux souterraines et de surface. Des stratégies nationales dans le domaine de la gestion des déchets, de la pollution industrielle et de la protection de la nature sont en cours d'élaboration. L'intégration des préoccupations environnementales dans d'autres secteurs se développe progressivement : Le Maroc publie des rapports sur l'état de l'environnement de manière régulière et a pris des mesures pour accroitre la sensibilisation du public aux préoccupations environnementales. Le Maroc réfléchit à la mise en place d'un fond national environnemental.

Un projet est en cours afin de renforcer le ministère de l'aménagement du territoire, de l'eau et de l'environnement, le renforcement de la capacité administrative. Au niveau régional et local reste un défi. Le Maroc a ratifié les conventions internationales pertinentes sauf deux protocoles à la convention de Barcelone. Le Maroc et la commission européenne ont développés leur coopération sur la prise de conscience environnementale et sur la participation publique,, la convergence avec

[1] - Evaluation du plan d'action Maroc-UE, Op Cit, p 19.

[2] - Mise en œuvre des éléments relatifs au développement durable, tel que l'adoption d'une charte nationale pour l'environnement et le développement durable.

l'acquis communautaire, la qualité de l'air, la gestion de l'eau, la gestion des déchets solides et des boues, énergies solaires et énergies renouvelables[1].

Malgré les avancées réalisées par le Maroc dans sa politique européenne de voisinage, il continuait à réclamer plus de l'union européenne, le Maroc a souhaité obtenir un statut spécial, signe de son implication dans son rapprochement avec l'Europe. Il s'agissait d'aller au-delà de l'accord d'association bilatérale de 1996, de construire une coopération plus étroite encore. De son côté, l'Union européenne à travers sa nouvelle politique de voisinage, a choisi une stratégie de différenciation : chacun de ses partenaires a le choix d'approfondir ou de limiter sa coopération avec l'Union européenne.

Paragraphe 3 : Le statut avancé entre le Maroc et l'Union européenne, une valeur ajoutée à la politique européenne de voisinage.

Le Maroc a déposé en 1988 une première demande de candidature d'adhésion à la communauté économique européenne qui n'avait pas reçu une suite favorable.

L'élargissement aux nouveaux membres et l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne d'un pays comme la Turquie a suscité un regain d'intérêt pour un approfondissement des relations de coopération liant le Maroc à l'Union européenne. Ainsi l'idée défendue par le Maroc concernant un statut avancé au niveau de ses relations avec l'Union européenne à vue le jour avant le lancement de la politique européenne de voisinage. Le Maroc ayant toujours réclamé des relations plus privilégiées qui seraient un peu plus que l'adhésion[2].

Après neuf ans de négociations sur un statut adopté à ses avancées dans la coopération avec l'Union européenne[3] le Maroc est exaucé le 13 octobre 2008 à Bruxelles, puisque le conseil d'association Maroc-Union européenne a accordé le statut avancé au Maroc, premier pays Sud méditerranéen à accéder à ce statut, le Maroc a présenté une série de propositions concrètes visant à donner corps au « statut avancé » auquel il aspire dans ses relations avec l'Union européenne. De son côté,

[1] - Sur le domaine de l'énergie solaire et énergies renouvelables, voir « Maroc et Union européenne : perspectives pour un partenariat énergétique », neuvième rencontre scientifique annuelle organisée les 17 et 18 juin 2013 à Rabat par l'association " Ribat Al Fath pour le développement durable " et la « Konrad Adenawer Sifting »

[2] - Zakaria Abouddahab, " la transition démocratique du Maroc à l'aune du statut avancé et de l'évolution des institutions européennes ", cahiers de la méditerranée, n° 90/2015, pp 103-125.

[3] - Alors qu'une partie importante du processus de convergence vers les standards européens est déjà prise en charge par le plan d'action, l'ambition d'aller vers un statut avancé est conditionnée par l'appréciation positive par le partenaire européen des progrès accomplis dans le cadre de ce plan. Le dernier rapport d'évaluation élaboré par la commission européenne en décembre 2006 sur l'état d'avancement du plan d'action convenu avec le Maroc est généralement positif.

l'Union européenne a également élaboré un certains nombres de propositions allant dans le sens de la concrétisation de cette ambition.

Le statut avancé n'est donc pas un nouvel accord d'association qui se substitue au reste. Il est une déclaration politique dont l'objectif est de canaliser les moyens, les commissions de travail et les instruments déjà en place, pour créer une meilleure convergence entre le Maroc et l'Union européenne. Le Maroc s'engage alors à progresser vers l'acquis communautaire[1]. On peut s'interroger sur la valeur ajoutée du statut avancé aux engagements pris dans le cadre de la politique européenne de voisinage et du plan d'action établi à cet effet.

A) L'accord de libre-échange approfondi et global.

Le document conjoint fait référence à la nécessité de la conclusion d'un accord de libre-échange approfondi (ALEA) qui doit permettre à terme « d'instaurer la libre circulation des marchandises (mesures tarifaires et non tarifaires), des services, des capitaux et de la présence temporaire des personnes physiques à des fins professionnelles »[2].

D'un point de vue opérationnel, l'ALEA pourrait être concrétisée par l'ensemble des mesures suivantes : accès aux marchés publics, facilitations de l'accès au marché pour les produits industriels, mouvement de capitaux et paiements, mesures sanitaires et phytosanitaires, droit de la propriété intellectuelle et industrielle, politique de concurrence, protection du consommateur, douane et facilitation de commerce, commerce et développement durable, notamment les aspects sociaux et environnementaux, y inclus la bonne gouvernance des pêches, mécanismes d'alertes ou de consultation rapide en matière de mesures ayant un impact sur le commerce et l'environnement[3].

B) Dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

Les deux parties confirment leur engagement pour le renforcement de la coopération dans le domaine. La coopération entre le Maroc et l'Union européenne sera renforcée suivant les orientations stratégiques suivantes :

- Renforcement et structuration de la coopération sur les questions environnementales afin de permettre au Maroc d'adopter et d'assurer la mise en œuvre des conventions et protocoles internationaux relatif à la protection de

[1] - Driss Khrouz, « le statut avancé et les perspectives du Maroc dans le projet euro-méditerranéen », l'annuaire de la méditerranée, le statut avancé à l'épreuve de l'Union pour la méditerranée, 2009, p 21.
[2] -Larbi Jaidi – Nezla Alaoui, « le statut avancé Maroc-UE : quelle valeur ajoutée à la PEV ? », l'annuaire de la méditerranée, le statut avancé à l'épreuve de l'Union pour la méditerranée, 2009, p 45.
[3] - Ibid, pp 45-46.

l'environnement et aux changements climatiques y inclus le mécanisme de développement propre, et de participer dans des initiatives environnementales au niveau régional, y inclus en matière de protection de la méditerranée (horizon 2020).

- Convergence progressive de la législation du Maroc vers la législation environnementale de l'Union européenne[1], comme l'adoption d'une charte nationale de l'environnement[2].

- Intégration le meilleur des considérations environnementales dans d'autres secteurs en vue de promouvoir le développement durable.

- Développement des institutions marocaines en charge des questions environnementales au niveau central et local et renforcement de la coordination et de la concertation, renforcement des capacités en matière de planification stratégique et gestion environnementale.

- Renforcement de l'accès à l'information et de la participation du public concernant les questions environnementales, le suivi régulier de l'état de l'environnement, et du système d'évaluation des impacts sur l'environnement et l'évaluation stratégique environnemental des plans et programmes.

- Développement du partenariat et du dialogue en matière de changement climatique.

---

[1] - Concernant le domaine législatif, c'est celui qui a connu le plus de progrès, une charte de l'environnement et du développement durable a été élaborée, 24 textes ont été promulgués depuis 1995, dont 09 Dahirs et 15 décrets d'applications, la quasi-totalité à partir de 2003 avec la promulgation des lois suivantes :

- ✓ **La loi n° 03-11 du 22 mai 2003, relative à la mise en valeur de l'environnement, bulletin officiel n° 5118 du 19 juin 2003.**
- ✓ **La loi n° 28-00 relative à la gestion des déchets et à leur élimination, promulguée par le DAHIR 01-06-153 du 22 novembre 2006, publiée au bulletin officiel n° 5480 du 07 décembre 2006.**
- ✓ **DAHIR n° 01-96-78 du 11 août 1996, publiée au bulletin officiel n° 04/936 du 20 septembre 2011.**
- ✓ **DAHIR n° 01-03-61 du 12 mai 2003, portant promulgation de la loi n° 13-03 relative à la lutte contre la pollution de l'air, bulletin officiel n° 5118 du 19 juin 2003.**

- Cependant, la plus parts des textes d'application de ces lois n'ont été promulgués qu'en 2008 et 2010. Voir Abdelhadi Benous, « politique environnementale suivie par le Maroc et ses enseignements », acte du colloque environnement et changement climatique au Maroc, diagnostic et perspectives organisé par Konrad Adenawer Sifting V., bureau au Maroc, 2012, p 19.

[2] - Voulu par le Roi du Maroc et élaboré par une commission gouvernementale, le projet de la charte nationale de l'environnement et du développement durable ambitionne de faire évoluer la politique environnementale du pays, in Samira Idllalene, « la charte marocaine de l'environnement et du développement durable sera-t-elle une loi fondamentale ? », revue électronique en sciences de l'environnement Vertigo (en ligne), débats et perspectives, mise en ligne le 15 septembre 2010, consulté le 14 juillet 2017 sur : http://vertigo.revues.org/9956.DOI:10.4000/vertigo.9956. pp 01-45.

- Coopération avec l'agence européenne pour l'environnement dans le contexte de ses activités régionales.

- Dans le domaine de la préservation de l'eau, une stratégie renouvelée du développement du secteur de l'eau est mise en œuvre, cette stratégie fera de la gestion intégrée des ressources en eau une priorité nationale pour le développement durable au Maroc comme l'accès des populations à l'eau et à l'assainissement, en particulier le traitement et la réutilisation des eaux usées pour la protection des ressources en eau et la préservation de leur qualité[1].

- Compléter la mise en place des structures administratives chargées de la protection de l'environnement et de la gestion de l'eau au niveau central et local, ainsi que des procédures permettant d'assurer une planification stratégique dans ces domaines, y compris les stratégies financières, améliorer la coordination entre les différents acteurs, en particulier entre les différents ministères impliqués dans la protection de l'environnement et la gestion des ressources en eau.

- Etablir les procédures concernant l'accès à l'information et la participation du public, y compris en ce qui concerne les évaluations d'impact sur l'environnement.

- Développer et mettre en œuvre des stratégies de communication dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, soutien aux différents acteurs de la société civile et aux autorités locales.

- Echange d'expertise et d'expérience en matière de gouvernance environnementale.

[1] - Voir le programme « réussir le statut avancé » projet N° ENP/2011/022-778-gouvernance et gestion intégrée des ressources en eau au Maroc financé par l'UE, disponible sur le site : http://ma_36_fiche_jumelage_eau.docx.

- Prévenir et combattre la détérioration de l'environnement, assurer la protection de la santé humaine, utilisation rationnelle des ressources naturelles en accord avec les engagements du PANE[1] et du sommet de Johannesburg[2].

- Renforcer la capacité administrative des autorités chargées de la protection de l'environnement et de la gestion de l'eau, y compris pour la délivrance des permis et les tâches de contrôle et d'inspection.

- Promouvoir une gestion rationnelle des ressources en eau, adopter, le cas échéant, une stratégie financière générale pour les questions relatives à l'eau.

- Adopter et mettre en œuvre une stratégie nationale de gestion des déchets.

- Mettre en œuvre les actions du plan de lutte contre la désertification.

- Renforcer les actions de préservation de la biodiversité et de protection du milieu marin, y compris la mise en place de programme euro-méditerranéen pour prévenir et lutter contre la pollution marine.

- Renforcer la coopération sur les questions environnementales.

- Mettre en place des modalités pratiques de coopération avec l'Union européenne pour la mise en œuvre des conventions et protocoles relatifs à la protection de l'environnement et notamment en matière de biodiversité, changements climatiques, lutte contre la désertification et gestion des déchets. Une attention particulière sera accordée à la mise en œuvre des dispositions du protocole de

[1] - PANE : plan d'action national pour l'environnement, est un document national qui résulte d'un consensus entre les différents partenaires du secteur public et du secteur privé et de la société civil qui ont été appelés à participer à l'élaboration de son contenu. Il est aussi un cadre de référence qui permet d'identifier les problèmes et les acteurs concernés, et suggérer les actions appropriées. Le document du PANE s'articule autour de sept chapitres. Le premier chapitre présente une introduction générale du document et un aperçu sur son contenu. Le deuxième chapitre fourni une présentation du contexte général national et international dans lequel a été préparé le PANE ainsi que les défis qu'il est appelé à relever. Le troisième chapitre » décrit l'état de l'environnement au Maroc, cet état est traité suivant une thématique qui privilégie une répartition des problèmes environnementaux par milieux et espaces, les thèmes portent ainsi sur l'eau, les sols, l'air et les énergies, le milieu naturel, les catastrophes naturelles et risques technologiques majeurs et les espaces urbains et périurbains, une dernière rubrique est réservée à la gestion et la communication environnementale. Le quatrième chapitre présente les acquis du Maroc en matière de gestion de l'environnement à travers ses expériences antérieures, il en tire les leçons et les enseignements appris en vue d'orienter l'action future, notamment pour l'établissement du PANE. Le cinquième chapitre porte sur la méthodologie ainsi que les principes de base qui ont présidé à son élaboration. Le sixième chapitre porte sur les objectifs et le contenu du PANE sous forme de fiches actions. Enfin le septième chapitre présente les conditions de mise en œuvre du PANE, il décrit aussi le cadre institutionnel proposé et les sources de financement possible pour cette mise en œuvre.

[2] - Sommet mondial sur le développement durable, aussi appelé sommet de la terre de Johannesburg ou sommet de Johannesburg, s'est tenu du 26 août au 04 septembre 2002 à Johannesburg en Afrique du sud, sommet mondial du développement durable organisé par les Nations Unis.

Kyoto et la convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, et aujourd'hui celle de Paris.

- Ratifier les amendements à la convention pour la protection de la mer méditerranée contre la pollution (convention de Barcelone) et ses protocoles, en particulier le nouveau protocole d'urgence ainsi que le nouveau protocole sur la biodiversité.

- Identifier les possibilités de renforcement de la coopération régionale avec les pays voisins, notamment en ce qui concerne les problèmes d'eau et de désertification.

- Participation possible à certaines activités de l'agence européenne pour l'environnement[1].

- En plus du secteur de l'environnement, beaucoup d'autres secteurs ont été évoqué comme la pêche, l'énergie et les mines, l'agriculture, le secteur de l'information et de la communication, le transport, coopération sécuritaire, coopération judiciaire, rapprochement du cadre législative du Maroc à l'acquis communautaire, économique et sociale, technologie de l'information et de la communication, dimension humaine, l'enseignement supérieur, l'éducation, la migration, appui à la formation en matière de politiques communautaires[2].

Dans tous ces secteurs, l'Union européenne encourage l'appui par la mise en place d'un mécanisme par le renforcement de la coopération et du dialogue. Le Maroc doit poursuivre l'alignement de la législation horizontale et sectorielle ainsi que la mise à niveau des infrastructures. Une fois la législation horizontale alignée, les organismes marocains pourront participer aux travaux des organismes européens, avec le statut prévu par ces organismes pour le Maroc.

C) Programmes et agences de l'Union européenne.

Le groupe de travail considère que la participation du Maroc à certains programmes et agences communautaires constitue une opportunité pour pérenniser les réformes visant notamment à une meilleur intégration du Maroc à la politique communautaire.

Sous réserve des procédures de décision prévue par les statuts de ces agences, le groupe de travail estime que dans un premier temps, le Maroc devrait participer aux agences suivantes :

✓ Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) ;

---

[1] - Voir le projet du plan d'action Maroc pour la mise en œuvre de statut avancé (2012-2016), disponible sur le site : http://plan_action_maroc13_juin_2012.pdf.
[2] - Ibid.

- ✓ Observatoire européen des drogues des toxicomanies (EMCDDA) ;
- ✓ Eurojust [1];
- ✓ L'institut d'études de sécurité pourrait inviter, selon ses propres règles, un chercheur visiteur du Maroc afin de mener des programmes de recherche relatifs à la coopération entre l'Union européenne et le Maroc. Ainsi qu'aux programmes suivants :
- ✓ Programme compétitivité et innovation (CIP).
- ✓ Douane (2008-2013).
- ✓ Programme SESAR.
- ✓ Programme Marco-polo.

Par ailleurs, la politique de ce statut recommande et soutient l'idée d'établir une relation de coopération entre le Maroc et l'agence européenne pour l'environnement (EEA) et l'agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA).

D) Sur le plan financier.

La politique du statut avancé, reconnait que l'approfondissement des réformes découle de ce statut, nécessitera des moyens financiers importants.

Un plan d'action pour la mise en œuvre du statut avancé (2013-2017) est signé en décembre 2013, fournis des orientations concrètes pour la coopération entre l'Union européenne et le Maroc. Les négociations relatives à un accord de libre-échanges approfondi et complet entamées en 2013, sont en cours et une déclaration politique portant sur un partenariat pour la mobilité a été signée en juin 2013[2].

Le nouveau plan d'action nourrira la programmation, la mise en œuvre et le suivi de l'appui de l'UE en tenant compte des besoins exprimés et des résultats intermédiaires obtenus. L'appui de l'UE sera fourni principalement au travers des programmes indicatifs nationaux agréés avec le Maroc qui définiront les priorités de l'aide et l'enveloppe financière indicative. Une variété d'instruments pourra être utilise pour mettre en œuvre l'appui de l'UE au Maroc, parmi ces instruments on compte les échanges de conseil et d'expertise technique de bonne pratiques et de savoir-faire,

[1] - Eurojust est l'agence européenne chargée de renforcer la coopération judiciaire entre les Etats membres par l'adoption au niveau européen, de mesures structurelles destinées à promouvoir une coordination optimale des actions d'enquêtes et de poursuites débordant le cadre d'un seul territoire national dans le plan respect des libertés et des droits fondamentaux.

[2] - JOIN/2013/06 Final -2013/0107 (NLE).

l'appui au développement des capacités et au renforcement institutionnel, l'appui aux réformes sectorielles, l'appui à la promotion de l'intégration et à la cohésion sociale et économique et à la réduction des écarts de développement entre régions ainsi que l'appui à la société civile[1].

Les prêts des institutions européennes joueront également un rôle clé dans la mise en œuvre du plan et en particulier la facilité d'investissement voisinage et la facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) et la mobilisation des fonds de la banque européenne d'investissement (BEI)[2].

Ce partenariat requiert le renforcement des engagements pour la mise en œuvre des réformes majeures initiées par le Maroc et leur approfondissement, en priorité en matière de démocratie, des droits de l'homme et du respect de l'état de droit, que sur le plan économique et social, notamment en vue de progrès tangibles en matière de développement humain. L'intensité du soutien de l'UE sera adaptée aux ambitions et aux progrès des réformes poursuivies par le Maroc ainsi qu'aux besoins et capacités du pays[3].

L'UE reconnait que pour le Maroc, le rapprochement avec l'UE constitué un choix fondamental de sa politique étrangère, son objectif est d'atteindre une proximité optimale avec l'UE visant à conforter et à accompagner sa dynamique de modernisation politique, d'ouverture économique et de cohésion sociale. Il conçoit également cette vocation comme le moyen privilégié de promouvoir sa concertation et sa coordination avec l'UE sur les questions stratégiques d'intérêt commun.

Les deux parties estiment que les bénéfices d'un tel processus seront amplifiés par l'intégration régionale maghrébine, et confirment leur volonté d'œuvrer ensemble afin que cette dernière puisse recevoir une nouvelle impulsion[4].

Un projet doté de 180 millions d'Euros (jamais une somme aussi importante n'a été allouée à un projet), va se dérouler en deux phases, dans ce projet plusieurs axes sont prévus :

- Renforcement des institutions clés du processus législatif ;
- Convergence réglementaire en matière de normes, réglementations techniques et de l'évaluation de la conformité des produits industriels ;
- Convergences réglementaires vers les dispositions de l'acquis en matière de normes sanitaires et phytosanitaires ;

[1] - Plan d'action du statut avancé, le PASA, UE-Maroc, 2013-2017, disponible sur : http://eur-lex.europa.eu/lexUriserv.douri.JOIN:2013:0006:FIN:fr:doc.
[2] - Ibid.
[3] - Idem.
[4] - Plan d'action du statut avancé, le PASA, UE-Maroc, 2013-2017, Op. Cit.

- Convergences réglementaires vers les exigences européennes en matière de politique de l'emploi et de protection sociale ;
- Convergences réglementaires vers le processus de Bologne (enseignement supérieur) ;
- Promotion de la protection des consommateurs ;
- Accompagnement à l'intégration dans la législation nationale des dispositions des conventions du conseil de l'Europe dans le domaine de l'environnement ;
- Appui au développement durable et à la bonne gouvernance des activités de pêche maritime ;
- Convergences réglementaires vers l'application de la directive-cadre européenne sur l'eau ;
- Accompagnement à l'intégration dans la législation des dispositions des conventions du conseil de l'Europe dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable ;
- Enfin, si le statut avancé octroyé pour le Maroc est un signe de réussite dans la mesure où elle traduit l'adaptation à la situation de chaque partenaire, la différentiation est aussi porteuse de risque d'éclatement pour la politique de voisinage qui, au fin et à mesure de sa mise en œuvre, risque de ressembler de plus en plus à une mosaïque d'accords et d'instruments reflétant un voisinage à plusieurs vitesses, le risque d'encourager la différentiation et l'individualisation consiste à diluer la solidarité qui peut exister entre l'ensemble des pays voisins et à compromettre définitivement l'objectif de coopération régionale.

Cela explique peut-être, l'égoïsme du Maroc qui oriente sa politique de coopération vers l'UE (coopération bilatérale) et de tourner le dos à ses voisins maghrébin au sein de l'UMA.

Section 2 : La coopération bilatérale entre l'Algérie et l'Union européenne.

Les premières relations officielles entre l'Algérie et l'UE ont commencé juste après l'indépendance. Il s'agissait à l'époque de maintenir le statuquo sur le plan des échanges avec l'Europe, en gardant les facilitations commerciales permettant à l'Algérie d'écouler sur le marché européen ses produits agricoles et notamment son vin. Il a fallu attendre avril 1976 pour voir la signature d'un accord de coopération, conclu, en même temps avec le Maroc et la Tunisie.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Paragraphe 1 : L'accord de 1976 entre l'Algérie et la CEE.

Paragraphe 1 : Le contenu de l'accord.

Dès le début des années 60, l'Algérie a demandé la conclusion d'un accord avec la CEE au même titre que ses voisins le Maroc et la Tunisie.

En 1976 et dans le cadre de la politique méditerranéenne globale (PMG), la Communauté a conclu avec l'Algérie un accord de coopération[1] qui a succédé aux accords préférentiels engagée avec les pays tiers méditerranéens (PTM) dès le début des années 70.

L'accord comporte à côté des dispositions commerciales un volet de coopération économique, technique ouvrant à participer à l'industrialisation des pays partenaires, à moderniser leur secteur agricole et à stimuler leurs exportations, cependant il est utile de signaler que l'Algérie exportait l'équivalent de 5602 millions de FF dont 20 % environ de » produits agricoles et alimentaires, importait pour 6980 millions de FF dont 13 % environ des produits agricoles et- alimentaires. Les importations de l'Algérie en provenance de l'Europe ne représentaient que 9,80 % des importations globales, au moment où les exportations vers l'Europe représentaient 15,62 %. A cela, il faut ajouter que la structure des exportations démontre que la production agricole était monolithique à cette époque.

L'accord de coopération contient trois volets : les échanges commerciaux, la coopération et la main-d'œuvre.

Dans le domaine des échanges commerciaux l'accord prévoit le libre accès aux marchés de l'Union pour tous les produits non agricoles exportés par l'Algérie et des concessions tarifaires pour les principales exportations agricoles de ce pays.

Les moyens financiers prévus pour appuyer les actions à réaliser ont été fixés dans quatre protocoles financiers.

Le premier protocole[2] (1976 – 1981) alloue un montant de 114 millions d'écus, le second[3] (1981 – 1986) 151 millions d'écus, le troisième[4] protocole (1986 – 1990) 239 millions d'écus et le quatrième[5] (1990 – 1999) 350 millions d'écus.

---

[1] - Signé à Alger le 26 avril 1976 et entré en vigueur le premier novembre 1978, voir l'accord CEE/Algérie, règlement (CEE) n° 2210/78 du Conseil, 26 septembre 1978 n° L263, 27 septembre 1978).
[2] - Voir le protocole n° 01 du 26 septembre 1978, JOCE n° 2210/78 L 263, 29 novembre 1978.
[3] - Voir le protocole n° 02 du 22 novembre 1982, JOCE n° 3177/82 L 33, 29 novembre 1982.
[4] - Voir le protocole n° 03 du 21 décembre 1987, JOCE n° 88/30 L 22, 27 janvier 1988.
[5] - Voir le protocole n° 04 du 16 mars 1992, JOCE n° 92/206 L 294, 08 avril 1992.

Les ressources budgétaires accordées à l'Algérie dans le cadre du premier protocole sont principalement destinées au secteur du développement rural (34%), et transport (24%). Ceux du deuxième protocole sont destinés prioritairement pour les infrastructures (70%) et la gestion de l'eau et des énergies (18%). Quant au troisième protocole, les infrastructures (50%) et la gestion de l'eau (irrigation) (30%) sont des secteurs prioritaires, s'il est clair que la coopération méditerranéenne globale s'est voulue ambitieuse, son exécution a révélé sa limitation.

Dans le domaine de la main d'œuvre, l'accord a pour objectif essentiellement de garantir aux travailleurs algériens employés dans l'Union européenne un traitement équivalent à celui accordé aux travailleurs communautaires en matière de rémunération, de condition de travail et de sécurité[1].

Paragraphe 2 : L'environnement dans les accords de coopération entre l'Union européenne et l'Algérie.

Comme nous l'avons déjà examiné dans la partie réservée aux accords de coopération entre l'Union européenne et le Maroc, ceux signés avec l'Algérie contiennent les mêmes domaines de coopération. Il s'agit d'accords de partenariat économique et commercial. Ces accords ne contiennent pas, non plus, ni de chapitre ni de note sur la protection et l'action en faveur des questions environnementales, il ne mentionne cependant aucune référence, ni note, sur la coopération au développement, qui peuvent contribuer à promouvoir les normes environnementales, et cela revient certainement à la prise de conscience tardive de la nécessité de protéger l'environnement et de concilier le commerce, l'économie et l'environnement.

Sous-section 2 : De la coopération à l'association : accord d'association Algérie-Union européenne, une nouvelle catégorie juridique.

En 1993, le gouvernement algérien a demandé d'une manière officielle l'adhésion au partenariat et la négociation d'un accord d'association.

Ces négociations ont connu une longue phase d'interruption, d'une part due à une instabilité politique et sécuritaire, d'autre part, le fait que le gouvernement algérien n'a pas réalisé les réformes économiques et administratives attendues.

Après une longue interruption des négociations officielle due à des entraves, des confusions et des malentendus exprimés par les deux parties pendant la période des

[1] **- Accord CEE-Algérie, signé le 26 avril 1976, Op Cit.**

négociations. L'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne a été conclu le 22 avril 2002 à Valence en Espagne[1].

Six mois après, le parlement européen a adopté le 10 octobre 2002 à l'unanimité, l'accord d'association qui comprend à un préalable de 110 articles répartis en 9 grands volets, recouvrant notamment le dialogue politique, les coopérations économiques, financières et socioculturelles, la circulation des marchandises et la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures.

Paragraphe 1 : Le contenu de l'accord.

A/ La coopération commerciale.

Si l'objectif de la création d'une zone de libre-échange entre l'Union européenne et les pays tiers méditerranéens à l'horizon 2010 fixé par la déclaration de Barcelone s'est tout de suite apparu comme utopique, l'accord d'association avait prévu une zone de libre-échange entre les deux contractants en 2017.

I. Les produits industriels.

En plus de l'approbation du texte de l'accord, les deux parties ont établi d'un commun accord, trois annexes et trois protocoles. La lecture de l'accord[2] nous permet de remarquer qu'il est prévu deux types de mesures ; l'élimination immédiate et graduelle des droits de douanes et taxes d'effet équivalent.

- ✓ Les droits appliqués aux importations en Algérie des matières premières sont carrément supprimés dès l'entrée en vigueur de l'accord d'association[3].

- ✓ une baisse progressive des droits appliqués aux équipements industriels et agricoles originaires de la communauté jusqu'à annulation après 7 ans, le deuxième paragraphe de l'article 9 de l'accord ordonne une baisse de 80% du droit de base après deux ans de l'entrée en vigueur de l'accord, deux autres baisses de 10 % pour la troisième et quatrième année, deux baisses de 20% sont prévues après la cinquième et sixième année.

- ✓ Le troisième paragraphe de l'article 9 prescrit une diminution plus lente des droits de douane et taxes d'effet équivalent applicable à l'importation en Algérie de produits originaire de la communauté autres que ceux dont la liste figure aux

[1] - L'accord d'association est signé le 19 décembre 2001, puis paraphé le 22 avril 2002, entre l'Union européenne et l'Algérie, entré en vigueur le premier septembre 2005.
[2] - Titre 1 chapitre 1, les articles de 07 à 13 de l'accord d'association.
[3] - Ibid, premier paragraphe de l'article 09.

annexes 2 et 3, elle s'étale sur 12 ans, à raison de 10 % chaque année et 5 pour la 11ème année.

- ✓ Le quatrième paragraphe stipule que le calendrier peut être révisé dans la limite de la période maximale de transition qui expire en 2017.

II. Les produits agricoles.

En ce qui concerne les produits de l'agriculture, l'accord prévoit l'élargissement des concessions, à de nouveaux produits agricoles, à des produits agricoles transformés et aux produits de la pêche, en une période transitoire de 5 ans, à l'issue de laquelle les deux parties se retrouvent pour faire franchir une autre étape à la libéralisation dans l'immédiat de certains produits[1] bénéficie d'une des concessions suivantes :

- ✓ Accès en franchise de droits de douane.
- ✓ Accès avec réduction partielle de droit de douane.
- ✓ Accès en franchise de droit de douane avec des quotas tarifaires ou quantité de référence.
- ✓ Accès en exemption de droit. Avec un droit spécifique pour les produits agricoles transformés.

Certains produits agricoles saisonniers sont soumis à des calendriers et les exonérations concernant uniquement la partie des droits de douane et non pas les droits spécifiques.

De plus l'article 17 du troisième chapitre (article 4), prévoit que l'Algérie élimine au plus tard au premier janvier 2006 le droit additionnel provisoire appliqué à une liste de 108 produits énumérés dans l'annexe 4 des accords d'associations[2] les restrictions des importations et des exportations seront réglé par les règles de l'OMC.

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Union européenne en 2013, ont atteint pour les importations algériennes en provenance de l'Union européenne 28,58 milliards USD en 2013, soit une hausse de 8,54% par rapport à 2012, quand aux exportations de l'Algérie vers l'espace européen, elles ont atteint en valeur 42,77 milliards USD soit une augmentation de 7,47% par rapport à 2012 par rapport à l'année 2016, les importations en provenance de l'UE ont enregistré une baisse de 9,95 %,

[1] - Il s'agit des produits visés à l'article 14 paragraphe 2 (produits agricoles) protocole 2, les produits avisés à l'article 14 paragraphe 4 (produits de la pêche) protocole 4, visés à l'article 14 paragraphe 5 (agricoles transformés) protocole 5, annexe 2, liste I, concessions immédiates, et les produits visés à l'article 15, protocole 5, annexe 2, liste 2, concessions différées.

[2] - Article 17 chapitre 03, de l'accord d'association

passant de 22,47 milliards de dollars US en 2016 à 20,24 milliards de dollars US en 2017, par contre les exportations de l'Algérie vers ces pays ont enregistré une hausse de 44,9 milliards de dollars US, soit 17,83 %[1].

Ainsi, l'Union européenne reste le principal partenaire commercial de l'Algérie avec les proportions respectives en matière de volume global[2], des importations et des exportations de l'ordre de 52,11 et 64,89 %.

B/ Les autres domaines de coopération.

En plus de la coopération commerciale, d'autres domaines ont été cités dans cet accord, la coopération économique, politique, sociale et culturelle.

I. La coopération dans le domaine économique.

L'article 47 de l'accord fixe trois objectifs pour cette coopération, il s'agit d'un devoir d'engagement des deux parties à renforcer leur coopération, de l'engagement européen à soutenir l'action de l'Algérie en vue de son développement durable, et que les objectifs de Barcelone doivent rester vecteur essentiel de la coopération.

L'article 48 délimite le champ d'application de cette coopération aux domaines d'activités subissant des contraintes et des difficultés internes ou affectés par le processus de libéralisation de l'économie algérienne et plus particulièrement par l'accord.

Parmi ces domaines qui contribuent à la réalisation de l'objectif général, la coopération scientifique, technique et technologique, de l'environnement[3], la coopération industrielle[4] la promotion et la protection des investissements, la normalisation et l'évaluation de la conformité, le rapprochement des législations, les services financiers, l'agriculture et la pêche, le transport, les télécommunications, énergie et mine, tourisme et artisanat, coopération en matière douanière, coopération dans le domaine statistique[5].

[1] - Voir les statistiques du commerce extérieur de l'Algérie, ministère des finances, direction générale des douanes, centre national de l'information et des statistiques, année 2017.

[2] - Les principaux fournisseurs de l'Algérie sont la France (6,25 milliards USD), l'Italie (5,64 milliards USD), l'Espagne (5,07 milliards USD) et l'Allemagne (2,8 milliards USD). Le principal client de l'Algérie est l'Espagne (10,33 milliards USD), et la France (6,74 milliards USD)

[3] - L'article 52 de l'accord, liste les axes sensés contribué à l'amélioration de l'environnement.

[4] - Il s'agit particulièrement de soutenir les actions qui visent la promotion de l'investissement direct et le partenariat industriel et les efforts de modernisation de cette industrie.

[5] - Les articles 54 à 65 de l'accord d'association UE-Algérie, Op Cit.

II. La coopération sociale et culturelle.

Dans le domaine social, un régime basé sur la non-discrimination pour les travailleurs des deux parties concernant les conditions de travail, de rémunération et de licenciement, y inclus la coordination des régimes de sécurité sociale[1].

Dans le domaine culturel, les objectifs de l'accord est de promouvoir un dialogue culturel et une coopération soutenue sans exclure à priori aucun domaine d'activité, mais une attention particulière à l'encouragement des échanges de jeunes, à la presse et l'audio-visuel, la coopération vise notamment la protection du patrimoine, les traductions, la formation et les échanges des expositions d'art et des artistes, coopération en matière de formation et de l'éducation[2].

C/ La coopération dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

I. L'environnement.

Elle porte essentiellement sur la protection de l'environnement, énoncé dans l'article 52 d'une manière générale en incitant l'Algérie à coopérer dans le domaine de lutte contre la dégradation de l'environnement, de la maitrise de la pollution et l'utilisation rationnelle des ressources en vue d'assurer un développement durable, et de garantir la santé des personnes. Cet article fait une approche globale de la coopération couvrant toute une série de questions soulevées sous la bannière du développement durable, d'abord les questions liées à la désertification, la gestion rationnelle des ressources hydrauliques, la salinisation, l'impact de l'agriculture sur la qualité des sols et des eaux, l'utilisation appropriée de l'énergie et des transports, l'incidence du développement industriel sur l'environnement en général et sur la sécurité des installations industrielles en particulier, la gestion des déchets et particulièrement des déchets toxiques, la gestion intégrée des zones sensibles, le contrôle et la prévention de la pollution urbaine, industrielle et marine[3].

Si on fait une comparaison entre l'accord UE/Maroc, que nous avons déjà analysé, et celui de l'Algérie, on remarque que ce dernier dans son article réservé à l'environnement est plus profond et rassemble un nombre plus important de domaines que celui signé avec le Maroc. On note par exemple, que la désertification, l'agriculture, le transport, l'énergie ne sont pas cités.

[1] - Articles 67-78 de l'accord d'association UE-Algérie, Op Cit.
[2] - Ibid, article 74.
[3] - Idem, article 52.

II. Les autres domaines.

Les normes environnementales ne sont pas seulement mises en avant dans l'article 52 réservé à l'environnement, mais également dans d'autres articles réservés à l'agriculture et la pêche, l'énergie, le rapprochement des législations et la coopération entre Etats.

Concernant le domaine de l'énergie et des mines, les objectifs de coopération, cités dans l'article 61 de l'accord d'association, viseront à protéger l'environnement, encourager le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Dans le domaine de la coopération économique énoncée dans le titre V article 48, les normes environnementales sont aussi mises en avant en encourageant la coopération qui prendra comme composante essentielle, dans le cadre de la mise en œuvre des différents domaines de la coopération économique, la préservation de l'environnement et des équilibres écologiques.

L'article 50/C de l'accord d'association Maroc/UE encourage les parties dans le cadre de la mise en œuvre du partenariat Euro-méditerranéen, et au niveau Maghrébin à favoriser tout type d'action à impact régional, en associant d'autres pays portant sur le domaine de la protection de l'environnement.

Par contre, le chapitre 04 réservé à la coopération en matière culturelle et d'éducation, qui encourage l'échange et la coopération de l'éducation et de la culture, aucune référence n'est mentionnée à la coopération dans le domaine de l'éducation, à l'environnement et à la culture environnementale, une attention particulière devra être accordée à la promotion d'activités conjointes à ces questions.

Suite au réexamen de la politique européenne de voisinage, les deux parties ont approuvé en mars 2017 des priorités communes de partenariat, celles-ci se déclinent sur cinq volets prioritaires dont l'environnement et le développement durable. Il était temps que les priorités soient revues pour mieux les adapter aux nouveaux enjeux environnementaux dans lesquelles évoluent les attentes des deux parties et leurs relations bilatérales, surtout après leur engagement dans le célèbre accord de Paris sur le climat. Pour bénéficier pleinement de l'accord, il convient de mettre en place des réformes ambitieuses en incluant par exemple, le concept du développement durable dans tous les domaines, tel que le tourisme qui est une notion complexe à composante économique, sociale, environnementale et politique, en limitant l'effet négative de ses techniques sur les ressources. L'objectif essentiel qu'il faut tracer est celui d'assurer les besoins présents et avenir tout en réduisant les inégalités sociales.

Paragraphe 2 : Les instruments du partenariat, coopération financière.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

L'accord d'association s'articule autour de MEDA (mesures d'ajustement) et de la FEMIP (facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat). Les crédits ne sont pas versés automatiquement, les Etats doivent satisfaire les exigences fixées d'un commun accord entre l'Union européenne et les pays tiers méditerranéens et formulées dans la déclaration de Barcelone.

L'Algérie a pu bénéficier des financements MEDXA I et II, qui ont remplacés les anciens protocoles financiers, sans attendre l'entrée en vigueur de l'accord d'association. De même, elle bénéficie actuellement de l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), qui remplace les programmes MEDA, bien que l'Algérie n'ait pas adhéré à cette nouvelle politique.

Pour les projets et programmes financés par MEDA I et II, nous les avons cités auparavant. Nous allons dans ce titre nous intéressé aux programmes financés par l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) depuis sa mise en œuvre en janvier 2007. Pour la période budgétaire 2007 – 2010 l'Algérie a bénéficié de 220 millions d'euros et à d'autres instruments.

A/ L'instrument européen de voisinage.

Cet instrument contribue à renforcer les relations bilatérales avec les pays partenaires, tout en apportant des avantages tangibles aussi bien à l'Union européenne qu'à ses partenaires, notamment dans les domaines de la démocratie et des droits de l'homme, de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance et du développement durable.

Il tend à apporter la majorité du financement des pays du voisinage, essentiellement par le biais de programmes de coopérations bilatéraux, régionaux et transfrontaliers, ceux-ci sont négociés au cas par cas selon les besoins et les capacités du pays, mais également selon leur intérêts et ceux de l'Union européenne[1].

Pour l'Algérie, nous allons détailler les projets dont elle à bénéficier dans les différents domaines.

- ✓ L'appui à la diversification de l'économie 2008 : le programme s'inscrit dans la stratégie nationale de développement algérienne, et vise à améliorer les performances économiques des secteurs de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et du tourisme. Il est doté d'une enveloppe financière de 17,5 millions d'euros (environ 1,6 milliards de DA).

[1] **- Règlement Union européenne n° 232/2014 du 11 mars 2014.**

- ✓ L'appui à l'enseignement supérieur 2009 : le programme s'inscrit en appui à la politique sectorielle algérienne pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. Doté d'une enveloppe financière de 38,6 millions d'euros dont 21,5 millions d'euros sur contribution de l'Union européenne (environ 2 milliards de DA), il se fixe pour objectif d'améliorer les performances et la qualité et de renforcer les capacités de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

- ✓ L'appui à la réforme du système pénitentiaire 2007 : il s'agit du quatrième volet de la réforme de la justice, dont les trois autres volets ont été appuyés par le précédant programme financé sous MEDA II, avec une enveloppe financière des 17 millions d'euros (environ 1,5 milliards de DA), le programme permettra d'appuyer l'amélioration des conditions de vie en détention et à favoriser la réinsertion des détenus libérés dans la vie économique et sociale du pays.

- ✓ Appui à la réforme de la santé : doté de quinze millions d'euros (environ 1,2 milliards de DA), le programme vise d'une part à améliorer l'efficacité des services publics de santé et à renforcer l'équité de l'accès à des soins de qualité fondé sur un financement durable.

- ✓ Appui au secteur de l'emploi 2009 : doté de 14,1 millions d'euros (environ 1,2 milliards de DA), le programme s'inscrit notamment dans le plan d'action pour la promotion de l'emploi et la lutte contre le chômage (2008-2013) pour l'amélioration des fonctions d'information, d'intermédiation, de suivi et de pilotage du marché de l'emploi.

B/ Les autres instruments pour la mise en œuvre de la coopération.

Pour la période 2007-2013, l'Union européenne a adopté de nouveaux instruments pour la mise en œuvre de la coopération de l'Union européenne avec ses partenaires extérieurs, il s'agit de l'instrument européen de voisinage et de partenariat, le fond européen de développement (FED) et l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD). Dans le cadre de' ce dernier, les programmes et instruments de développement thématiques ont pour fonction d'aider les pays partenaires à atteindre les objectifs du millénaire en se focalisant sur des thèmes spécifiques. Cet instrument est constitué à la fois de programmes géographiques et thématiques qui couvrent notamment les domaines de l'investissement dans les ressources humaines ; l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles, dont l'énergie, la sécurité alimentaire, la migration et l'asile, …

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

L'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) a été adopté[1] par le parlement européen et le conseil en décembre 2006. L'Algérie fait partie des 72 pays pouvant bénéficier de crédits spécifique à partir de cet instrument à travers le financement de microprojet. Dans le cadre de ce programme, la commission européenne soutient depuis l'année 2002 des projets mis en œuvre par les associations locales et par des ONG internationales en partenariat avec des associations locales[2].

Depuis 2011, l'Union européenne a fourni à l'Algérie une assistance financière totalisant 273,3 millions d'Euros. L'instrument européen de voisinage est le principal instrument financier utilisé pour financer la coopération entre l'Union européenne et l'Algérie. En plus du soutien bilatéral et régional fournis dans ce cadre, l'Algérie bénéficie également de programmes et d'instruments thématiques tels que l'instrument européen de démocratie et les droits de l'homme (IEDDH) et le programme visant les organisations de la société civile et les autorités locales, financé au titre de l'instrument de financement de la coopération au développement (ICD).

Sur la période 2014-2017, la coopération entre l'Union européenne et l'Algérie s'est concentrée sur la réforme de la justice, le renforcement de la participation des citoyens à la vie publique, la réforme du marché du travail et l'emploi, ainsi que la diversification de l'économie.

Pour les années 2018-2020, cette coopération visera principalement les priorités du partenariat nouvellement définit à savoir :

- Le partenariat sur l'énergie, le changement climatique, l'environnement et le développement durable.

D'autres domaines tels que :

- Le dialogue politique, stratégique, la sécurité, la dimension humaine, l'état de droit.

Certaines de ces priorités feront l'objet d'une coopération technique et financière qui sera mise en œuvre dans le cadre de la programmation financière 2018-2020[3].

Sous-section 3 : La politique européenne de voisinage pour l'Algérie.

[1] - Au total 33 micro-projets d'ONG locales ont été soutenus en Algérie dont 17 sont actuellement en cours.

[2] - Au total 26 projets d'ONG ont été soutenus en Algérie dont 12 sont actuellement en cours.

[3] - UE-Algérie : L'Union européenne adopte une série de projets d'un montant de 40 millions d'Euros pour soutenir les énergies renouvelables et la réforme des finances publiques et faciliter les échanges commerciaux en Algérie, commission européenne, communiqué de presse, Bruxelles, le 13 mars 2017, disponible sur le site : http://www.ip-17-487-fr.pdf.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Depuis son lancement en 2011, la nouvelle politique de voisinage redéfinit le mode opératoire et les priorités thématiques des actions de coopération proposées par l'Union européenne pour l'Algérie[1].

Paragraphe 1 : La position de l'Algérie à la politique européenne de voisinage.

Avant l'année 2017, l'Algérie n'avait pas exprimé sa volonté de s'engager dans le vaste programme de la politique européenne de voisinage, et des moyens dont il dispose pour le faire. L'UE avait confirmé que lors du sommet anniversaire de Barcelone, « l'Algérie s'est montrée assez réservé à l'égard de la politique européenne de voisinage et a, clairement indiqué sa volonté de s'en tenir à ce stade, à la mise en œuvre de l'accord d'association ». L'UE a pris « bonne note » de cette position et ce dit disponible pour entamer un dialogue sur un plan d'action quand les autorités algériennes le décideront », certains reconnaissent que la ratification de l'accord d'association a été un exercice difficile pour l'Algérie, « qui ont principalement misé sur l'ancrage politique à l'Union, plutôt que le libre échange qui, en terme d'économie, ne représente pas vraiment de valeur ajoutée pour l'Algérie. A ce stade, il est difficile et prématuré d'anticiper l'adoption d'un plan d'action voisinage avec l'Algérie »[2].

Selon l'UE, le bilan en matière de droit humain en Algérie reste négatif, les libertés d'association, de réunion et de manifestation ont été drastiquement restreintes. L'Algérie ne dispose pas suffisamment de loi pénalisant, de manière adéquate les violences faites aux femmes et les discriminations à l'égard des femmes demeurent ancrées en droit et en fait.

Par ailleurs, l'UE pense que la coopération de l'Algérie avec les experts et mécanismes des Nations unies et les ONG internationales de défense des droits humains reste très limitée voire inexistante en dépit des demandes répétées de ces acteurs de pouvoir se rendre en Algérie[3].

Reflétant cette situation, l'UE a fait part de ses préoccupations lors du conseil d'association de mai 2014, et a déclaré que : «l'élection de l'Algérie au conseil des

---

[1] - Sur la politique européenne de voisinage pour l'Algérie voir Bahloul Mohamed, « une lecture algérienne de la PEV », acte du troisième colloque international, politique européenne de voisinage et stratégie et développement durable de la faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis, Hammamet, le 01 et 02 juin 2007, pp 272-278.

[2] - Meziane Rabhi, « la politique européenne de voisinage en débat à Bruxelles, plus de 12 pays ayant déjà adhéré », liberté du 03/09/2007, disponible sur le site http://www.dzairnews.com, consulté le 12 juin 2016.

[3] - Négociation du plan d'action Union européenne – Algérie dans le cadre de la politique européenne de voisinage, lettre ouverte à la haute représente de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton du commissaire européen à l'élargissement et à la politique européenne de voisinage, Steffen Fule du représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'homme, Stavros Lambrinidis des ministres des affaires étrangères des Etats membres de l'Union européenne. Bruxelles, le 20 juin 2014, disponible sur : http://fidh.org/fr/regions/maghreb-moyen-orient/algerie/15596-negociations-du-plan-daction-union-europeene.

droits de l'homme des Nations unies doit encourager l'Algérie à renforcer le respect des droits fondamentaux et des libertés civiles, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression et d'opinion. L'UE encourage l'Algérie à mettre en place les instruments et les mécanismes de promotions des droits de l'homme, en ligne avec les conventions internationales, et avec une attention particulière pour les droits des femmes ».

Face à ce constat sombre de l'UE, le plan d'action de la politique européenne de voisinage n'était pas encore lancé.

Concernant l'approche de l'Algérie et sa contribution à la future politique de voisinage, l'ancien ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, Ramdane Lamamra, s'est exprimé lors de la conférence ministérielle sur la révision de la politique européenne de voisinage qui s'est tenue à Beyrouth entre les pays arabe de la rive Sud de la méditerranée[1], il a présenté un document soulignant, notamment, la nécessité d'inclure des principes directeurs liés à la souplesse, à la formulation et à la différentiation des plans d'action, ainsi que la prise en compte du potentiel et des avantages comparatifs des partenaires. L'objectif de l'Algérie et de parvenir à une réelle appropriation des actions qui seraient inscrites au titre de cette politique de voisinage[2]. Les mêmes objectifs sont tenu aussi dans une autre déclaration de l'ancien ministre lors de la rencontre qui s'est tenue à Barcelone en 2015 (Espagne) entre les 28 ministres des affaires étrangères membres de l'UE et leurs homologues de sept pays partenaires de la rive Sud de la méditerranée dont le Maroc et la Tunisie[3].

M. Lamamra avait exposé à cette occasion l'approche algérienne concernant la PEV, et la contribution de l'Algérie à la révision de cette dernière qui « conforte sa position qui a toujours plaidé en faveur d'une démarche concertée devant assurer une meilleur Co appropriation des actions de coopération de cette politique »[4].

Dans son intervention, le chef de la diplomatie soulignera la contribution effective et substantielle de l'Algérie dans la promotion des liens de voisinage avec les pays voisins subsahariens à travers une démarche inclusive et de dialogue visant à asseoir les conditions pérennes d'une paix, d'une sécurité et d'une prospérité protégées dans la région. Il ajoute aussi que « par sa participation à la réunion, l'Algérie entend porter sa contribution constructive à l'élaboration de la nouvelle PEV qui

[1] - Lakhthari Brahim, "Lamamra prend part à la conférence ministérielle : révision de la politique européenne à Beyrouth ", publié dans le Midi Libre du 23/06/2015, sur http://www.djazairess.com. Consulté le 06 décembre 2016.
[2] - Ibid.
[3] - Réunion ministérielle dans le cadre du lancement du processus de révision de la politique européenne de voisinage (PEV) en avril 2015 à Barcelone.
[4] - " processus de la révision de la PEV : Lamamra prend part lundi à une réunion ministérielle à Barcelone ", publié dans l'Algérie presse service le 12/04/2015, sur http://www.djazairess.com. Consulté le 06 septembre 2017.

consiste en les idées suivantes : la vision partagée, souple, flexible et répondant aux attentes et intérêts des deux parties ».

De notre part, nous pensons que malgré le constat sombre que l'UE avait tracé sur l'Algérie en 2014, aujourd'hui la situation est différente et s'est beaucoup amélioré. L'Algérie a poursuivi des réformes importantes suite à l'adoption de la révision constitutionnelle[1] qui comprend des avancées démocratiques et institutionnelles, et dont la mise en œuvre doit être poursuivie. Les élections législatives du 04 mai 2017 se sont très bien déroulées, l'UE a déployé une mission d'expertise électorale suite à l'invitation du gouvernement algérien.

L'Algérie a annoncé un « nouveau modèle de croissance économique » pour promouvoir la diversification de l'économie, l'amélioration du cadrage budgétaire et la modernisation des finances publiques. La coopération dans le domaine stratégique de l'énergie s'est avérée très fructueuse depuis 2015. L'Algérie a aussi adopté plusieurs plans sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'action environnementale, le développement durable, l'eau et surtout a ratifié l'accord de Paris sur le climat[2].

L'Algérie dispose de capacités sécuritaires élevées qui lui permettent de lutter efficacement contre le terrorisme et le crime transfrontalier, et a entamé avec l'UE des discussions dans ces domaines. L'Algérie continue de jouer un rôle clé de médiation notamment en Lybie et au Sahel. Elle est devenue le premier partenaire de voisinage Sud de l'Union européenne à participer au mécanisme européen de protection civil et a signé un arrangement avec la commission européenne[3].

L'Algérie a aussi fait beaucoup de progrès dans le domaine des droits de l'homme, notamment les droits de la femme. Elle a adopté une loi pour la protection de la femme contre les violences conjugales et contre le harcèlement[4].

Le rapport de l'UE sur l'état des relations entre l'UE et l'Algérie de l'année 2017, est plutôt positif et a souligné tous les progrès réalisés dans de nombreux domaines

[1] - Constitution de la république algérienne démocratique et populaire, loi n° 16-01 du 06 mars 2016, JO n° 14 du 07 mars 2016.

[2] - L'Algérie était parmi les premiers pays à signer l'accord de Paris lors de la cérémonie de signature de haut niveau, tenue à New York le 22 avril 2016 sous l'égide du secrétaire générale des Nations unies, en sa qualité de dépositaire de l'accord. Elle prévoit d'ici 2030, une réduction inconditionnelle des rejets nationaux des GES de 7%, et de 22% dans le cas où l'Algérie bénéficie d'un accompagnement technologique et financier adéquat et d'investissement de la part de ses partenaires au développement. Décret présidentiel n° 16-262 du 11 muharram 1438 correspondant au 13 octobre 2016 portant ratification de l'accord de Paris sur les changements climatiques, adoptés à Paris le 12 décembre 2015, JORA n° 60 du 13 octobre 2016.

[3] - Rapport sur l'état des relations UE-Algérie dans le cadre de la PEV rénovée mars 2017, commission européenne, Bruxelles, le 09/03/2017, SWD (2017) final.

[4] - Loi 15-19 du 30 décembre 2015 modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-156 du 08 juin 1966 portant code pénal, JORA, n° 71 du 30 décembre 2015.

de coopérations, tant bilatérale que régionale, en soulignant le soutien de l'UE à l'Algérie dans son processus de réformes politiques et macroéconomiques structurelles. Ce rapport a fait état des progrès et réformes récemment engagées par l'Algérie, des améliorations possibles et des priorités de coopération tel que, la coopération financière[1].

Le fléchissement des prix du pétrole représente une occasion de procéder à une réorientation structurelle de l'économie allant de la prédominance du pétrole et du secteur public vers une croissance plus diversifié qui fait une plus grande place au secteur privé. Les autorités algériennes ont d'ailleurs annoncés en juillet 2016, la mise en place d'un nouveau modèle algérien de croissance économique, il devrait passer par une réforme du cadre institutionnel, de la fiscalité et de la dépense publique. Un plan stratégique de modernisation des finances publiques a ainsi été adopté en mars 2016. Il prévoit la modernisation de l'administration fiscale, la réforme des services douaniers, l'amélioration de la formation budgétaire et son développement sur une base pluriannuelle.

Ce changement peine toute fois à s'incarner, des interrogations subsistant sur la détermination à opérer cette mue indispensable, la baisse des ressources publiques, indispensable pour conduire cette vaste réforme, contribue également à obérer le rythme des réformes à mener.

La situation actuelle, malheureusement, a montré que les intentions affichées n'étaient pas concrétisées, l'absence de véritable politique touristique dans un pays pourtant riche de sites classés au patrimoine mondial de l'humanité, constitue un exemple de cet écart entre les ambitions et la réalité. Il convient de relever qu'un million et demi d'algériens passent leurs vacances en Tunisie, où leur pouvoir d'achat est pourtant moins élevé.

La baisse des prix du pétrole doit aujourd'hui conduire l'Algérie à réviser sa position attentiste à l'égard de l'UE. L'Etat doit reconnaitre que plusieurs années ont été perdues dans la relation euro-algérienne, pour mettre en œuvre la nouvelle politique économique tracé dans le concept du développement durable.

Paragraphe 2 : La révision de la politique de voisinage.

La révision de la politique européenne de voisinage en novembre 2015 a constitué l'occasion d'une relance de la relation. C'est dans ce nouveau contexte que le comité d'association UE-Algérie s'est réuni le 25 février 2016. Il a permis le

[1] **- Rapport sur l'état des relations UE-Algérie, vers plus de dialogue politique et de coopération, commission européenne, communiqué de presse, Bruxelles, le 13 mars 2017, disponible sur : http://www.ip-17-587_fr.pdf.**

lancement d'une réévaluation de la relation bilatérale, l'Algérie souhaitant bénéficier d'un « statut spécial ».

L'évaluation de l'accord a été menée entre février 2016 et mars 2017, elle a porté sur quatre points :

a. Le soutien aux échanges commerciaux UE-Algérie ;
b. Le soutien à la durcification et à la compétitivité de l'économie algérienne ;
c. Le soutien aux investissements en Algérie ;
d. Le renforcement de la coopération dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, de la recherche et du développement, de l'énergie, des douanes et de l'environnement.

Le 07 décembre 2016, le comité d'association a adopté 21 recommandations en vue de créer un partenariat économique centré sur la diversification de l'économie et la promotion des exportations hors hydrocarbures, du savoir-faire, de l'économie numérique et d'une économie inclusive à caractère social. Nous pensons que cette ambition demeure fragilisée par les barrières tarifaires, réglementaires et anti administratives mise en œuvre par l'Algérie depuis plusieurs années[1].

En 2017, lors du dixième conseil d'association organisé le 13 mars, a permis d'aboutir à adopter les priorités de partenariat par l'Algérie. Elles sont articulées autour de cinq points :

e. Dialogue politique, gouvernance, Etat de droit et promotion des droits fondamentaux ;
f. Coopération, développement socio-économique inclusif, échanges commerciaux net accès au marché unique européen ;
g. Partenariat énergétique, environnement et développement durable ;
h. Dialogue stratégique et sécuritaire ;
i. Migration et mobilité[2].

[1] - Rapport d'information n° 689 (2016-2017) de M. Simon Sutour, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur le volet méditerranéen de la politique de voisinage : le cas de l'Algérie, Sénat session extraordinaire de 2016-2017 déposé le 27 juillet 2017.
[2] - Rapport d'information n° 689 (2016-2017) de M. Simon Sutour,, Op, Cit.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Paragraphe 3 : Les objectifs environnementaux proposés par l'Union européenne pour l'Algérie dans le cadre de la politique européenne de voisinage.

L'environnement apparait comme l'un des domaines de coopération dans la politique européenne de voisinage à côté des autres secteurs comme l'énergie, le transport, l'information ainsi que la recherche et l'innovation.

Le partenariat UE-Algérie s'est visiblement renforcé aux cours des dernières années à la faveur d'une volonté politique réelle de rapprochement des deux parties, qui s'est matérialisée depuis septembre 2015 par un dialogue plus régulier, plus constructif et fructueux, notamment sur l'accord d'association qui devrait aboutir à une meilleur mise en œuvre de part et d'autre. Les principes régissant la politique européenne de voisinage renouvelée en novembre 2015, ont aussi permis aux parties de s'accorder sur un cadre politique adapté aux spécificités de l'Algérie et de poser de nouvelles bases pour approfondir leurs relations bilatérales pour la période 2018-2020.

L'UE a formulé le souhait de devenir un partenaire de choix pour accompagner l'Algérie dans les réformes politiques et microéconomiques structurelles récemment engagées, et dans la nouvelle stratégie environnementale dans le concept du développement durable. L'UE et l'Algérie ont réitéré leurs ambitions de renforcer leur dialogue, leur concertation et leur coopération autour de défis commun, notamment les défis concernant l'environnement, le changement climatique et les énergies renouvelables qui vont devenir une préoccupation majeure pour les deux parties[1].

L'Algérie reste confrontée aux défis de la dégradation des écosystèmes couplés à la croissance démographique. Les efforts en matière de protection environnementales ont commencé à porter leurs fruits et les autorités ont pris conscience de la nécessité d'orienter l'économie vers un modèle plus soutenable. La stratégie mise en place par le gouvernement trouve ses fondements dans le plan national d'action environnementale – développement durable (PNAE-DD)[2] et dans le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT)[3], ce dernier ayant une échéance fixée à 2025. En 2016, le gouvernement a relancé la mise en œuvre du SNAT avec la création de cinq commissions intersectorielles. L'UE prête son appui à cette stratégie à travers son programme d'appui à la politique sectorielle de l'environnement (PAPS

[1] - Voir le rapport sur l'état des relations UE-Algérie dans le cadre de la PEV rénovée, commission européenne, Bruxelles, le 06/04/2018, SWD (2018) 102 final.

[2] - Plan d'action national pour l'environnement et le développement durable (PNAE-DD), République Algérienne Démocratique et Populaire, ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, janvier 2002, disponible sur le site http://www.palyzet.gov.hu.

[3] - La mise en œuvre du schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) 2025, document de synthèse, ministère de l'aménagement du territoire, de l'environnement et du tourisme, République Algérienne Démocratique et Populaire, février 2008.

Environment)[1]. L'Algérie a aussi actualisé son plan national de l'eau, dont la mise en œuvre a été soutenue par l'UE à travers son programme d'appui au secteur de l'assainissement et de l'eau (Eau II)[2].

L'Algérie reste engagée dans l'accomplissement des objectifs de développement durable, les programmes adoptés dans le cadre du plan d'action du gouvernement pour la période 2015-2019 ont permis de financer des activités de soutien à l'emploi et d'extension de la protection sociale.

L'UE intervient en accompagnant les efforts des autorités dans la redynamisation des territoires, notamment par le biais de son programme d'action pilotes pour le développement rural et l'agriculture (ENPARD)[3], qui prépare

---

[1] - Programme d'appui à la politique sectorielle de l'environnement pour le renforcement de la gouvernance environnementale et pour la mise en œuvre du PNAE-DD, qui est mis en œuvre par le PAPSE, cofinancé par le gouvernement algérien et l'UE, une convention de cofinancement avec l'UE dans le domaine de l'environnement a été signé en décembre 2013, elle prévoit la mobilisation de 54 millions d'euros pour la partie européenne et 20 millions d'euros par l'Algérie. L'appui concerne le transfert de connaissances et de savoir-faire, en premier lieu la zone métropolitaine algéroise considérée comme zone pilote, l'ensemble des départements ministériels en relation avec l'environnement, les opérateurs socioéconomiques et la société civile, sont étroitement associés à la mise en œuvre qui prévoit notamment, l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités des établissements sous tutelle, l'élaboration d'un plan de formation intégré pluriannuel destiné à l'amélioration des compétences de plus de 600 cadres du secteur et aussi la modernisation de la gestion des déchets et le renforcement des capacités en matière de collecte, de tri, de traitement et de la valorisation des déchets par l'acquisition de nouveaux équipements, la réalisation de déchetteries et la mise en place de mécanismes d'incitation à la création de nouvelles PME/PMI, particulièrement dans le domaine du recyclage et de la valorisation, in programme d'appui à la politique sectorielle de l'environnement, présenté par le secrétaire général du ministère de l'environnement et des ressources en eau el hadj bellat lors du séminaire organisé conjointement par le ministre de l'environnement et des ressources en eau et de la délégation de l'UE à Alger, à l'hôtel El-Djazair le 20/10/2015 à Alger.

[2] - Le programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement (EAU II) vise à contribuer à la satisfaction durable de la demande en eau des consommateurs, à restaurer l'image de qualité des services du secteur, à améliorer l'adéquation des acteurs à leurs missions dans le cadre de la gestion intégrée des ressources et à favoriser l'économie de l'eau, ainsi que la sauvegarde de la ressource et du milieu. Le programme s'articule autour de trois volets : actualisation du plan national de l'eau cadre institutionnel réglementaire, juridique, financier, humain de communication et de l'information et articles dynamiques et cas concrets d'opération d'entretien et gestion de la maintenance et des procédés.
Contribution de l'UE : 20.000.000,00 (75,47 % du total), in programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainissement (EAU II), disponible sur : http://europeans.fpfis.stb.ec.europa.eu:8084/generic-mannage-system-taxoromy/404/8425/programme-dappui-an-secteur-de-leau-et-de-lassainissement-eau-ii_fr.

[3] - Programme d'action pilote pour le développement rural et l'agriculture (ENPARD Algérie) qui vise à accompagner la formation et l'application de politique publiques renouvelées en vue de répondre aux défis de la sécurité alimentaire, de la diversification des économies rurales et de l'amélioration de la gouvernance locale dans les territoires ruraux.
Le PAP-ENPARD a donc été conçu pour accompagner la mise en œuvre de la politique de développement agricole et rurale de l'Algérie, dont l'approche innovante et volontariste a pour but de redynamiser les territoires aux travers le développement de projets et d'initiatives de développement locaux intégrées et durables.
20 millions d'euros, dont 10 millions de contribution de l'UE et 10 millions de contrepartie algérienne, la convention de financement entre l'Algérie et l'UE a été signée le 21 décembre 2014 pour une période de 04 ans, in programme d'action pilote pour le développement rural et l'agriculture, ENPARD Algérie, disponible sur : http://www.programme_pap.pdf.

l'identification des projets de développement rural durable au niveau d'un certain nombre de wilayas pilotes.

En ce qui concerne les énergies renouvelables, l'Algérie dispose d'un potentiel considérable parmi les plus élevés au monde, dans le solaire comme dans l'éolien, mais l'a très peu exploité pour l'instant, le mix-électrique est dominé par le gaz et la part des renouvelables est encore faible.

Nos autorités algériennes sont pourtant conscientes de l'importance pour le pays de ce secteur et ont mis en place un programme « d'appui au secteur des énergies renouvelables principalement électrique et de l'efficacité énergétique »[1], ainsi qu'un cadre législatif et réglementaire destiné à promouvoir leur développement[2], un

[1] - Programme de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Algérie, République Algérienne Démocratique et Populaire, ministère de l'énergie, janvier 2016, à travers ce programme d'énergie renouvelable, l'Algérie compte se positionner comme un acteur majeur dans la production de l'électricité à partir des filières photovoltaïque et éolienne en intégrant la biomasse, la cogénération, la géothermie, et au-delà de 2021 le solaire thermique ses filières énergétiques seront les moteurs d'un développement économique durable, à même d'impulser un nouveau modèle de croissance économique. La stratégie de l'Algérie à travers ce programme vise à développer une véritable industrie des énergies renouvelables associées à un programme de formation et de capitalisation des connaissances. 37 % de la capacité installé d'ici 2030, et 27 % de la production d'électricité destinée à la consommation nationale seront d'origine renouvelable.

[2] - L'adoption du cadre juridique favorable à la formation des énergies renouvelables et à la réalisation d'infrastructures relatives à la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et défini principalement les lois suivantes :

- **Loi 02-01 du 22 Dhou El Kabaa 1422, correspondant au 05 février 2002 modifiée et complétée, relative à l'électricité et à la distribution du gaz par canalisation, JO n° 08 du 06 février 2002.**
- **Loi 04-09 du 27 Djoumada Ethania 1425, correspondant au 14 août 2004, relative à la promotion des énergies renouvelables dans le cadre du développement durable, JO n° 52 du 18 août 2004.**
- **Loi 09-09 du 13 Mouharam 1431 ; correspondant au 30 décembre 2009, portant loi de finance pour 2010, notamment son article 64 portant création du fond national pour les énergies renouvelables et la cogénération (FNER), JO n° 78 du 31 décembre 2009.**
- **Loi 11-11 du 16 Chaâbane 1432, correspondant au 18 juillet 2011, portant loi de finance complémentaire pour 2011, notamment son article 40modifiant l'article 63 de la loi N° 09-09, JO n° 40 du 20 juillet 2011.**
- **Loi 14-10 du 30 décembre 2014, portant loi de finance pour 2015, notamment son article 108 qui prévoit la fusion des deux fonds spéciaux « le fond national pour la maitrise de l'énergie (FNME) et le fond national pour les énergies renouvelables et la cogénération (FNER) », JO n° 78 du 31 décembre 2014.**
- **Décret exécutif 13-218 du 18 juin 2013, fixant les conditions d'octroi des primes au titre des coûts de diversification de la production d'électricité, JORA n° 33 du 26 juin 2013.**
- **Décret exécutif 15-69 du 11 février 2015, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spécial n° 302-131 intitulé « Fond national pour la maitrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération ».**
- **Arrêté du 02 février 2014 fixant les tarifs d'achats garantis et les conditions de leur application pour l'électricité produite à partir des installations utilisant la filière éolienne, JORA n° 23 du 23 avril 2014.**
- **Arrêté du 02 février 2014 fixant les tarifs d'achats garantis et les conditions de leur application pour l'électricité produite à partir des installations utilisant la filière solaire photovoltaïque, JORA n° 23 du 23 avril 2014.**
- **Arrêté du 21 février 2008 fixant les règles techniques et raccordement au réseau de transport de l'électricité et les règles de conduite de système électrique, JORA n° 25 du 18 mai 2008.**
- **Arrêté interministériel du 19 avril 2008, portant adoption du règlement technique relatif au « module photovoltaïque (PV au silicium pour application terrestre ».**

projet d'assistance technique important dans ce domaine assorti d'un budget de 10 millions d'euros, a été adopté par l'UE en novembre 2016 et sa mise en œuvre devait démarrer en 2017[1].

Les années 2015-2018 ont marqué des avancées significatives dans la lutte contre le changement climatique surtout après la ratification de l'Algérie de l'accord de Paris.

En septembre 2015, l'Algérie a présenté sa contribution prévue déterminée au niveau national qui couvre la période 2021-2030, et comporte à la fois des objectifs et mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Cette stratégie qui prévoit notamment, une réduction des émissions de gaz à effet de serre à 22 % à l'horizon 2030, a été confirmée lors de la ratification par l'Algérie de l'accord de Paris sur le climat en octobre 2016.

Section 3 : La coopération bilatérale entre la Tunisie et l'Union européenne : de l'accord d'association à la politique européenne de voisinage.

Paragraphe 1 : L'historique d'une relation bilatérale.

La coopération entre la communauté européenne et la Tunisie remonte à la signature en juillet 1969 d'un accord d'une durée de cinq ans, liant la Tunisie à la CEE. Cet accord de coopération était essentiellement commercial. Le même type d'accord fut signé en Algérie et au Maroc.

Dans le cadre de la politique méditerranéenne globale, de nouveaux accords bilatéraux furent conclut en 1976 avec les trois pays du Maghreb – en vigueur en 1978 – en offrant une aide économique et financière sous la forme de protocoles financiers bilatéraux. La CEE destine son aide au développement, à la modernisation et à la diversification de leur industrie et de leur agriculture, tout en leur imposant de nouvelles restrictions qui s'avéreront catastrophiques pour les exportations du Maghreb.

En 1981 et 1986, les accords de coopération et les protocoles financiers furent renouvelés pour une période de cinq ans, avec une nette augmentation de la part consacrée aux crédits et aux prêts de la commission dans les protocoles.

En 1991, la PMG fut remplacée par la politique méditerranéenne rénovée, la quatrième génération des protocoles financiers fut négociée pour la période 1992-1996. Les deux objectifs principaux de la PMR étaient de mettre l'accent sur les

---

[1] - Voir assistance technique au programme d'appui de l'UE au secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Algérie, disponible sur : http://webgate.ec.europa.eu.
- Voir aussi " UE-Algérie l'assistance technique renouvelée ", journal El-Watan du 14 mars 2017, disponible sur : http://www.elwatan.com. Consulté le 20 juin 2017

réformes économiques et structurelles dans les pays bénéficiaires, aussi que sur la coopération régionale et l'environnement.

Mais, c'est l'accord d'association[1] signé en 1995 qui fonde véritablement les relations politiques et économiques entre l'Union européenne et la Tunisie. Le plus petit pays du Maghreb, devient dès lors le premier pays du sud de la méditerranée à signer un accord d'association avec l'Union européenne.

Dans le cadre de sa politique européenne de voisinage, un plan d'action Union européenne – Tunisie a été élaboré en 2005 contenant des objectifs stratégiques pour la coopération en matière politique, économique et dans les différents secteurs couverts par l'accord d'association notamment celui de l'environnement et du développement durable.

Suite au dernier élargissement de l'Union européenne, la Tunisie était sur la route pour obtenir un statut privilégié de « partenaire avancé » en décembre 2008, mais l'ensemble des avantages dû à ce statut n'a pas été accordé à la Tunisie, rappelons qu'un accord avait été trouvé en mars 2010 sur la formation d'un groupe de travail pour l'octroi à la Tunisie de ce statut avancé. Les autorités tunisiennes désiraient effectivement approfondir ses relations avec l'Union européenne, probablement pour obtenir les mêmes avantages que le Maroc qui était et reste le seul Etat du sud à avoir ce statut.

De nombreuses incertitudes planent sur la relation Union européenne - Tunisie. Un nouveau plan d'action a été conclu en 2012, mais la réalisation des objectifs tracés dans ce plan nécessite un renforcement du dialogue, le respect des valeurs démocratiques[2].

La transition démocratique a connu au mois de janvier 2014 des avancées politiques et institutionnelles considérables suite au dialogue national lancé en 2013. La première étape de cette dynamique positive a été l'adoption de la nouvelle constitution tunisienne le 26 janvier 2014[3]. Ce texte consacre l'ensemble des droits de l'homme, des libertés fondamentales et l'égalité en droit et en devoir devant la loi des citoyens sans discrimination. Suite à cela, l'Union européenne a confirmé la détermination de l'Union européenne à travailler avec les nouvelles autorités

[1] - L'accord d'association entre la Tunisie et l'Union européenne est signé le 17 juillet 1995, et entré en application le 1er mars 1988, JOCE n° L97/2 du 30/03/1992.

[2] - Moncef Baati, « le renforcement du partenariat Tuniso-européen, choix ou nécessité », acte du colloque « enjeux Maghreb-Union européenne, organisé par l'association des études internationales en partenariat avec la fondation Friedrich Ebert en Tunisie, Tunis le 05 et 06 mai 2016, pp 95-106.

- Voir aussi, Tahar Sioud, « synthèses et perspectives d'avenir des relations Tunisie-Union européenne », revue des études internationales, n° 124-125, 2013, pp 75-81.

[3] - Constitution tunisienne, JORT du 20 avril 2015 numéro spécial disponible sur : http://www.legislation.tn.

tunisiennes et la société civile pour contribuer à la consolidation des acquis démocratiques et accompagner la mise en œuvre des réformes économiques et sociales.

De même que la lutte contre le changement climatique, la protection de l'environnement et la promotion d'un développement durable préservant les écosystèmes font partie des axes d'intervention du programme de coopération euro-méditerranéen. A ce titre, l'Union européenne intègre de manière systématique les soucis environnementaux dans ses politiques et projets avec la Tunisie. L'Europe agit donc sur plusieurs axes.

- La fourniture d'aide aux pays partenaires pour créer et soutenir des institutions appropriées et un cadre juridique pour l'intégration des préoccupations environnementales dans les secteurs économiques.
- La réduction des niveaux de pollution et des incidences des activités incontrôlées.
- L'appui aux administrations locales dans la gestion des structures d'urgences, de manière ponctuelle et sur le long terme.
- La gestion durable des zones terrestres et maritimes.
- L'information, la sensibilisation et la participation des citoyens.
- Le renforcement de la coopération entre les pays partenaires.

Pour ce faire, l'Union européenne dispose de nombreux outils, notamment l'instrument européen de voisinage, la facilité de voisinage pour l'investissement (FIV), la facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP), l'initiative horizon 2020, le programme thématique pour l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles, y compris l'énergie et le programme de coopération transfrontalière, Dans le domaine stratégique de la gestion de l'eau, la réunion ministérielle méditerranéenne qui a eu lieu à Athènes le 13 mai 2014 pour aider à lutter contre le gaspillage de cette ressource vitale et la dégradation de sa qualité.

Plusieurs projets et programmes ont été élaborés et financés par l'Union européenne dans le domaine de l'environnement et du développement durable qui seront traités dans le deuxième chapitre de cette partie avec plus de détaille.

Sous-section 2 : L'accord d'association.

Paragraphe 1 : Le contenu de l'accord.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

La Tunisie a été le premier pays arabe méditerranéen à signer un accord d'association de la nouvelle génération avec l'Union européenne[1].

En 96 articles, l'accord avec la Tunisie prévoit que le commerce des biens industriels sera libéralisé en 12 ans. Mais alors que cet accès préférentiel était déjà garanti en faveur de la Tunisie par les anciens accords cités plus haut, la principale exception étant, certains textiles assujettis à des restrictions volontaires, au demeurant rarement contraignantes, l'accord exige de la Tunisie la suppression dans un délais de douze ans de la totalité des obstacles tarifaires et non tarifaires aux importations industrielles européennes, sous réserve d'un certain nombre de sauvegarde, ses restrictions quantitatives et les tarifs douaniers s'appliquant à un grand nombre d'activités seront supprimés immédiatement après l'entrée en vigueur de l'accord.

Dans le volet agricole, l'accord ne prévoit pas une libéralisation complète du commerce[2], notamment avec certains produits agricoles. L'accord insiste sur la nécessité d'une harmonisation réglementaire. L'objectif étant de supprimer tout ce qui pourrait fausser le jeu du marché ou le commerce entre les deux parties. Il précise au même temps, que la coopération économique et financière sera développée pour permettre la mise à niveau de certaines entreprises afin de s'adapter à la libéralisation du commerce et pour promouvoir l'intégration horizontale entre les pays du Maghreb, et la protection de l'environnement. Une harmonisation des normes (transport, télécommunication, etc…) et envisagée ainsi que la réglementation régissant financiers, les statistiques et les douanes.

Dans le domaine social, l'accord identifie des domaines prioritaires de coopération tels que le contrôle des mouvements migratoires, la réinsertion dans leur pays d'origine des immigrés illégaux, la consolidation des obligations et des droits acquis des travailleurs expatriés. La Tunisie a entamé la mise en œuvre de cet accord dès sa signature et a engagé un important effort de modernisation de son économie pour lui permettre de faire face à l'ouverture et à la concurrence résultant de l'instauration progressive d'une zone de libre-échange avec l'Union européenne par l'article 6 de l'accord d'association[3].

---

[1] - L'accord d'association entre la Tunisie et l'Union européenne est un accord d'association signé le 17 juillet 1995 et entrée en vigueur le 1er mars 1998, JORT n° L097 du 30/03/1998.

- Voir aussi sur le sujet Bruno Colliers De Salies, « Union européenne-Tunisie (1995-2005), bilan de l'accord d'association », l'année du Maghreb, II/2007, p 438.

- Bichara Khader, « les nouveaux accords entre l'Union européenne et les pays arabes », revue confluences en méditerranée, (1997, printemps), n° 21, p 12.

[2] - Articles 11, 15, 16, 17 et 18 de l'accord d'association UE-Tunisie, mais ce volet agricole fera l'objet d'un réexamen en l'an 2000.

[3] - Articles 11, 15, 16, 17 et 18 de l'accord d'association UE-Tunisie, Op Cit.

Cet accord d'association stipule respectivement dans ses articles 48 et 52 que les deux parties coopèrent en vue de développer le domaine de l'environnement et le développement durable.

Paragraphe 2 : La protection de l'environnement et du développement durable dans l'accord d'association.

La Tunisie fait face à d'importants défis dans la gestion de ses ressources naturelles, disponibilité des ressources en eau, gestion des déchets, pollution marine et côtière, protection de la nature et désertification. La rareté et la fragilité des ressources naturelles constituent des enjeux majeurs, car la Tunisie a atteint ses limites en mobilisation de la ressource en eau, le développement de l'industrie, du tourisme et du trafic automobile, concentrés le long du littoral et la rapide croissance de la pollution urbaine, exercent une forte pression sur les ressources foncières et hydriques des pays, ce qui contribue à accroitre la pollution dans les zones côtières ainsi que la production des déchets.

Le littorale représente un potentiel en ressources naturelles considérables, mais, c'est également une zone soumise à une forte pression anthropique. Deux tiers de la population vit sur le littoral qui concentre la majorité des emplois du secteur industriel et une quasi-totalité de l'industrie touristique. Ceci a pour conséquences principale la pollution des eaux marines côtières et l'urbanisation mal contrôlée du linéaire côtier, pouvant mener à une érosion accélérée du littoral.

Ces aspects environnementaux significatifs, exigent aussi des efforts considérables à concéder pour la mise à niveau environnementale de l'ensemble du secteur économique et une attention constante dans la planification stratégique en matière d'environnement.

L'accord d'association n'a pas ignoré l'environnement et insiste sur la nécessité de coopérer entre les deux parties Union européenne / Tunisie pour pouvoir dépasser tous les défis dont la Tunisie fait face.

L'article 48 de l'accord d'association vise la prévention de la dégradation de l'environnement et l'amélioration de sa qualité, la protection de la santé des personnes et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles en vue d'assurer un développement durable[1].

En ce qui concerne le rapprochement des législations, l'article52 sur la « coopération en matière de normalisation d'évaluation de la conformité », la coopération vise à aider la Tunisie à rapprocher sa législation à celle de la

[1] **- Voir l'Article 48 de l'accord d'association UE-Tunisie.**

communauté dans les domaines couverts par l'accord d'association, tel que l'environnement[1].

En outre, le plan d'action Union européenne / Tunisie (PAV) adopté en 2005 et élaboré dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV), couvrant une période de trois à cinq ans, permet une mise en œuvre plus ciblée des instruments mis à disposition par l'accord d'association. Ce processus prévoit également de favoriser et de soutenir le rapprochement de la législation, des normes et des standards tunisiens vers ceux de l'Union dans les domaines couverts par le plan d'action.

Le plan d'action Union européenne / Tunisie considère la protection de l'environnement et le développement durable comme l'un des piliers de la réforme économique, sociale et des développements à entreprendre en Tunisie.

Le document de stratégie pays 2007-2013 (DSP) et le programme indicatif national 2007-2010 (PIN) décline ces éléments de cadrage[2]. Ils citent, à côté de la gestion des ressources humaines, la convergence avec l'Union européenne et le développement durable comme deux des trois axes structurant le partenariat entre l'Union européenne et la Tunisie.

Identifiant les problèmes de l'environnement et l'eau comme enjeux majeurs pour le pays, le DSP souligne l'intérêt d'une planification stratégique en matière d'environnement. Le DSP fait référence, dans le registre du développement durable, aux engagements du sommet euro-méd. de Barcelone en juillet 2005 au titre notamment de la lutte contre la pollution (initiative 2020).

Dans le but de répandre à ces préoccupations, le PIN 2007-2010 avait alloué notamment, sur un total de 300 millions d'euros, 43 millions d'euros au secteur environnement et énergie, dont 33 millions d'euros sont affectés au programme environnement et énergie (PEE), qui a pour objectif principal de soutenir la politique environnementale et le développement durable en Tunisie, et 30 millions d'euros pour l'accompagnement du PAV à travers le programme d'appui à l'accord d'association et au plan d'action de voisinage[3].

[1] - Ibid, article 52.

[2] - Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) document de stratégie régionale (2007-2013) et programme indicatif régional (2007-2013) pour le partenariat euro-méditerranéen, Euro-Med, disponible sur le site : http://www.eeas.europa.eu.

[3] - Informations obtenus auprès du ministère de l'environnement tunisien.

Le ministère de l'agriculture et de l'environnement et ses institutions sous tutelle font des efforts importants, avec les résultats tangibles pour faire face aux problèmes environnementaux.

La Tunisie a pris des décisions importantes au niveau institutionnel et réglementaire dans le but d'assoir une vision commune pour un développement durable par le biais du ministère de l'agriculture et de l'environnement, elle a entamé une profonde réforme du système institutionnel chargé de la gestion de l'environnement fondée sur les axes suivants :

- Renforcer les capacités des institutions chargées de la gestion des différents de l'environnement ;
- Mise en place d'un système de conception de la politique environnementale ;
- Décentralisation de plus en plus poussée des programmes de gestion de l'environnement ;
- Promotion du partenariat avec le secteur privé, le public et la société civile ;
- Nouvelle approche de la politique de l'environnement et de la protection des richesses naturelles à travers le programme électoral présidentiel (2010-2014).

Afin de renforcer ces acquis et résorber les écarts, le ministre de l'agriculture et de l'environnement à solliciter la mise en place d'un projet d'appui institutionnel pour ses services et institutions sous-tutelle.

L'action concrète de ce projet visera ainsi le recentrage et le développement des missions et des attributions des institutions bénéficiaires à la lumière de la politique environnementale, les plans nationaux de développement économiques et sociaux, de l'accord d'association, du plan d'action de voisinage et des initiatives internationales.

Paragraphe 3 : Les instruments de la mise en œuvre des objectifs de l'accord d'association pour la protection de l'environnement et du développement durable.

Plusieurs instruments et organismes sont créés pour mettre en œuvre les objectifs de l'accord d'association pour la protection de l'environnement et du développement durable.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

I. L'agence nationale de protection de l'environnement.

C'est un organisme spécialisé en matière de lutte contre la pollution, particulièrement celle d'origine industrielle, et de protection de l'environnement. L'ANPE a une double mission : étudier et contrôler l'état de l'environnement dans le pays dans le but d'éliminer toutes les sources de dégradation du milieu naturel et de la qualité de vie[1].

Dans ce cadre, elle mène des actions préventives (étude d'impact environnemental, participation à l'élaboration de normes, promotion et sensibilisation du public, formation et éducation environnemental) et des actions curatives (contrôle et suivie des milieux, agréments technique des projets antipollution, gestion du fond de dépollution (FODEP)[2], embellissement des villes et gestion des parcs urbains). En outre, l'ANPE assure le secrétariat de la commission nationale du développement durable et de la commission nationale pour la prévention et la lutte contre les événements de pollution marine. L'agence assure également la tutelle du centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées (CAR/ASP). Elle assure également le suivi des conventions de Bâle, Montréal et Barcelone.

a- Le centre international des technologies de l'environnement de Tunis.

Le centre œuvre pour le renforcement des capacités de la Tunisie et des pays arabo-africains et méditerranéens dans le domaine de la protection de l'environnement et de la gestion durable des ressources naturelles[3]. Son action vise à répondre aux besoins de la Tunisie, mais aussi à ceux des pays de la région arabo-africaine et méditerranéenne dans le domaine du transfert de l'adaptation et de la promotion des écotechnologies, du renforcement de leur capacité et du développement de leurs compétences en matière de protection de l'environnement, de gestion des ressources naturelles et de maîtrise des technologies de gestion environnementale, et ce,

[1] - Loi numéro 92-115 du 30/11/1992, modifiant la loi numéro 88-91 du 02/08/1988, décret numéro 88-1784 du 18/10/1988, JORT n° 081 du 04 décembre 1992.

[2] - Le fond de dépollution est un fond spéciale du trésor créé en vertu de la loi n° n92/122 du 29 décembre 1992, portant loi des finances pour la gestion, les conditions et les modalités d'intervention du FODEP sont fixées par le décret n° 2005/2636 du 24 septembre 2005, modifiant et complétant le décret n° 93/2120 du 25 octobre 1993 et également par la loi n°96/41 du 10 juin 1996 relative à la gestion des déchets, JORT n° 49 du 18 juin 1996. Le FODEP a pour principales missions : - Encourager les entreprises à réaliser des projets visant à protéger l'environnement contre la pollution occasionnée par leurs activités. – Renforcer le volet curatif en incitant à travers des financements appropriés à l'utilisation des technologies propres et non polluantes, qui sont financées, à concurrence de la valeur d'investissement visant à protéger l'environnement. – Soutenir l'effort national en matière de mise à niveau environnementale des entreprises.

[3] - Loi numéro 96-25 du 25/03/1996, portant création du centre international des technologies de l'environnement de Tunis. Le CITET est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), doté de la personnalité civil et de l'autonomie financière.

conformément aux orientations nationales et aux priorités régionales dans la perspective d'un développement durable.

II. L'agence nationale pour la protection du littoral.

Cette agence a pour mission de protéger et d'améliorer l'organisation de l'espace littoral et d'empêcher les abus pouvant nuire à l'environnement côtier en particulier dans le domaine public maritime, ainsi que de mener des études sur la réhabilitation et la protection des zones sensibles et humides[1], une autre mission de l'APAL et l'observation de l'évolution des écosystèmes littoraux (observatoire du littoral).

III. Projet de jumelage : appui institutionnel au ministère de l'agriculture et de l'environnement et ses structures sous tutelle de la protection de l'environnement et du développement durable.

Le projet d'appui institutionnel dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable, bénéficiant du MAE et ses structures sous tutelles, l'ANPE, l'APAL, et le CITET permettra aux bénéficiaires de renforcer leurs capacités institutionnelles et opérationnelles par rapport à leurs principales missions respectives. Ce projet portera une attention particulière sur le rapprochement avec les normes européennes en matière des législations, réglementations environnementales et sur l'axe du développement durable, notamment la prise en compte de l'environnement dans les secteurs économiques, et les activités de développement[2].

Le projet de jumelage est un projet qui va permettre le renforcement des acquis et la contribution, en outre, à la concrétisation des objectifs de l'accord d'association en matière de la protection de l'environnement et du développement durable. Il devait donc assurer, en outre, la complémentarité et la synergie avec les activités portant sur le renforcement des capacités. L'une de ces priorités est d'assurer la continuité des actions, de consolider les acquis et de fournir de nouveau progrès dans ce domaine, qui ont été déjà lancé et créer par des projets antérieurs et en cours, ainsi que par d'autres initiatives.

Sous-section 3 : La politique européenne de voisinage, entre l'Union européenne et la Tunisie pour la protection de l'environnement.

Dans le cadre de la politique européenne de voisinage (PEV) lancée en 2003 par l'Union européenne, cette dernière a proposé à la Tunisie comme au Maroc et à

[1] - Loi n° 95-72 du 24/07/1995, L'APAL est un établissement à caractère non administrative (EPNA) doté de la personnalité civil et de l'autonomie financière.

[2] - Programme d'appui à l'accord d'association et au plan d'action voisinage (P3AII), Tunisie-UE. Fiche de projet de jumelage. Appui institutionnel au ministère de l'agriculture et de l'environnement et ses structures sous-tutelle dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable.

l'Algérie, d'établir une coopération au niveau des relations économiques, humaines et culturelles, ainsi qu'au niveau de la sécurité. Ces Etats pourraient obtenir les mêmes droits et les mêmes obligations que les Etats membres de l'Union européenne. La PEV s'appuie sur les accords d'association et de partenariat existants et pour les pays du sud de la méditerranée, notamment pour les pays du Maghreb, elle est destinée à accélérer le rythme des réformes liées au processus de Barcelone.

Les problèmes liés à la protection de l'environnement est l'une des préoccupations de la politique européenne de voisinage en Tunisie, les coûts annuels de la dégradation de l'environnement ont été estimés par la banque mondiale à 3% du PIB en Tunisie pays dont le coût exprimé en point de PIB demeure néanmoins inférieur à celui des autres pays de cette région (5% du PIB pour l'Algérie ou l'Egypte). La commission européenne constate dans la communication de 2006 intitulée « établir une stratégie de l'environnement pour la méditerranée »[1] que de nombreuses organisations et initiatives à long terme ont permis de déterminer les causes des problèmes et d'élaborer des stratégies et des mesures pour y remédier ». Elle déplore, cependant, que ces stratégies ne sont souvent pas appliquées, non seulement à cause de l'insuffisance des ressources financières mais encore à cause de la faible priorité politique accordée à l'environnement. Il en résulte, comme le souligne la commission, une intégration insuffisante des dimensions environnementales, économiques et sociales du développement durable.

Dans ce titre seront élaborés les objectifs de la politique européenne de voisinage entre l'Union européenne et la Tunisie dans le domaine de l'environnement, ensuite seront analysé les modalités de soutien de l'Union européenne aux actions menées en faveur de l'environnement dans le cadre de la PEV.

Paragraphe 1 : Objectifs de la politique européenne de voisinage entre l'Union européenne et la Tunisie pour l'environnement.

Nous examinerons dans un premier paragraphe les objectifs environnementaux de la PEV pour la Tunisie, et dans un second paragraphe l'orientation donnée à la politique environnementale au sein de la PEV avec le lancement de l'initiative horizon 2020.

I. Les objectifs environnementaux retenus par le plan d'action tunisien.

[1] **- Communication de la commission du 05 septembre 2006, intitulée : « établir une stratégie de l'environnement pour la méditerranée » [COM (2006) 475 final] non publié au journal officiel, disponible sur le site http://eur.lex.europa.eu>txt.**

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Le plan d'action tunisien[1], adopté en 2004 consacre trois rubriques 67, 68 et 69 aux problèmes environnementaux sur les 79 qui le constituent. Le plan d'action fixe des objectifs prioritaire pour la protection de l'environnement, il demande ensuite que la Tunisie, pour atteindre ses objectifs, s'efforce de promouvoir une bonne gouvernance environnementale et développe sa coopération au niveau international dans ce domaine. Bonne gouvernance et coopération au niveau international sont des objectifs intermédiaires permettant d'atteindre les objectifs prioritaires.

II. Les objectifs prioritaires pour la protection de l'environnement.

C'est la rubrique 68 qui rappelle les grands objectifs de toute politique environnementale « prévenir et combattre la détérioration de l'environnement, assurer la protection de la santé humaine, utilisation rationnelle des ressources naturelles en accord avec les engagements du sommet de Johannesburg.

Dans la rubrique 687, on reprend dans l'introduction les grands principes du développement durable vis-à-vis de l'environnement, « l'utilisation rationnelle des ressources » implique qu'on devrait utiliser les ressources non renouvelables à un rythme suffisamment lent pour qu'il soit possible, avant leur épuisement, de créer et d'utiliser des produits de substitution, quant aux ressources renouvelables, leur rythme d'exploitation ne doit pas être trop intense pour permettre leur renouvellement naturel « prévenir et combattre la détérioration de l'environnement ».

Pour atteindre les objectifs fixés par la rubrique 68 en Tunisie, le plan d'action fixe trois axes prioritaires, d'abord « renforcer la mise en application du plan national de gestion des déchets, notamment en ce qui concerne la collecte, la récupération, le recyclage et la mise en décharge des déchets », le deuxième axe porte et insiste sur la « mise en application du plan national de lutte contre la désertification et la dégradation des terres », le troisième axe « mettre en œuvre le plan national sur les ressources hydriques ».

La protection de la méditerranée, n'est pas négligé par le plan d'action, il demande de : « mettre en place des programmes euro-méditerranéens pour prévenir et lutter contre la pollution marine, et notamment celle générée par le trafic maritime ».

Enfin le plan d'action exige un appui pour « le secteur industriel et touristique dans la mise à niveau environnementale ».

III. L'objectif de la promotion d'une bonne gouvernance environnementale.

[1] - **Plan d'action tunisien adopté en 2004. Commission 2004, disponible sur le site : http://ec.europa.eu/world/eup/documents_fr.htm.**

L'un des objectifs tracé par le plan d'action est celui de promouvoir une bonne gouvernance environnementale pour mieux mettre en œuvre et réaliser le contenu du plan d'action.

Le plan d'action préconise « d'améliorer la planification stratégique en matière d'environnement » ce qui implique un renforcement des structures nationales et locales chargées de l'environnement et une meilleure coordination entre les différents acteurs ».

L'accès à l'information est un droit de chaque citoyen et un principe du droit de l'environnement, voilà pourquoi il n'est pas négligé par le plan d'action, il a donc prévu la mise en place de « procédures dans le domaine de l'environnement » et préconise également « la participation du public dans le domaine de l'environnement » qui ne peut être que bénéfique dans certaines décisions, comme par exemple, la réalisation d'un projet et ses conséquences sur l'environnement. Le plan d'action demande ainsi « l'amélioration de la participation des différents partenaires concernés par l'action environnementale en particulier la participation du public aux procédures d'études d'impact sur l'environnement, et pour cela, il faut « adopter des stratégies de communication dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles ».

Toute politique environnementale ne peut se faire, comme le rappelle le plan d'action, sans un échange d'expertises et d'expériences en matière de gouvernance environnementale ».

Le plan d'action n'a pas négligé la nécessité d'une coopération internationale qu'il considère comme indispensable dans la dernière rubrique du plan d'action tunisien.

IV. La coopération internationale dans le domaine de l'environnement.

L'Union européenne jouera, selon le plan d'action, un rôle important en coopérant avec les Etats du Maghreb notamment la Tunisie, pour atteindre les objectifs de la coopération. Le plan d'action encourage que « des modalités pratiques de coopération avec l'Union européenne pour la mise en œuvre des conventions et protocoles relatifs à la protection de l'environnement » soient mises en œuvre.

La protection de l'environnement englobe les différents secteurs selon le plan d'action qui sont : la biodiversité, la lutte contre les changements climatiques, la lutte contre la désertification et la gestion des déchets. Selon le plan « une attention particulière sera accordée à la mise en œuvre des dispositions du protocole de Kyoto et la convention cadre de l'Union européenne sur le changement climatique y compris

MDP[1] (mécanisme de développement propre) ». L'Union européenne est en effet très sensible aux problèmes des changements climatiques, d'ailleurs, une nouvelle politique communautaire plus rigoureuse avec des défis à atteindre sera prochainement adopté par l'Union européenne pour qu'elle puisse suivre et mettre en œuvre les objectifs tracés par l'accord de Paris de 2015[2].

Toujours dans le domaine de la coopération, le plan d'action demande à la Tunisie de « ratifier le nouveau protocole d'urgence de la convention pour la protection de la mer méditerranée contre la pollution (convention de Barcelone), et il demande à contribuer à (améliorer la concertation et le dialogue Nord/Sud pour la protection de la mer méditerranée) et (d'identifier les possibilités de renforcement de la coopération régionale avec les pays voisins, notamment en ce qui concerne les problèmes d'eau et de désertification).

Pour que la coopération pour la protection de l'environnement soit efficace et effective, il est nécessaire d'encourager la « coopération au niveau locale à travers les programmes relatifs à l'environnement et au développement durable, y compris les actions entre les municipalités de Tunisie et les Etats membres » et encourager le « transport de technologie environnementale ».

Enfin, le plan prévoit que la Tunisie aura la possibilité de participer à « certaines activités de l'agence européenne pour l'environnement ». Cette ouverture institutionnelle s'inscrit logiquement dans la politique de voisinage menée par l'Union européenne qui vise à intégrer le plus étroitement possible ses voisins maghrébins, notamment la Tunisie.

Paragraphe 2 : La politique environnementale de la PEV à l'horizon 2020.

La PEV a tracé des objectifs pour la protection de l'environnement et tout particulièrement la protection de la mer méditerranée. Un calendrier des actions a mené a été établi jusqu'en 2013 dans le but de dépolluer cette mer et de la « sauver ». Nous analyserons les objectifs de l'Union européenne vis-à-vis de la méditerranée avant d'examiner les objectifs spécifiques de l'initiative « horizon 2020 », qui se justifie par l'état alarmant de cette mer intérieure.

[1] - MDP (mécanisme de développement propre permettant aux pays développés de respecter plus facilement leurs obligations en matière de rejet de gaz à effet de serre, en permettant à leurs entreprises d'acquérir des permis d'émissions lorsqu'elles effectuent, dans les pays en développement, des investissements en technologies propre qui ont pour conséquences de réduire ou d'éviter des rejets de gaz à effet de serre.

[2] - Convention cadre sur les changements climatiques du 12 décembre 2015, Op. Cit.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

I. Les objectifs de l'Union européenne vis-à-vis des espaces maritimes.

L'Union européenne a adopté une stratégie pour protéger la méditerranée dans son « livre vert sur une politique maritime » présenté le 07 juin 2006 et dans la communication du 05 septembre 2006 intitulée « établir une stratégie de l'environnement pour la méditerranée »[1].

La commission souligne dans son livre l'importance que « revêtent les océans et les mers » dans la vie des européens[2], selon la commission européenne (3 % à 5 % du produit intérieur brut européen serait issu des secteurs et des services liés à la mer, sans qu'il soit tenu compte de la valeur des matières premières telles que le pétrole, le gaz ou le poisson), pour la commission, les régions maritimes de l'Union européenne contribuent pour 40% au PIB[3].ces activités concernent le transport maritime et l'activité portuaire, le tourisme, les énergies renouvelables, l'exploitation des hydrocarbures en mer, les chantiers navals et la pêche.

La commission dans son livre vert explique et insiste sur la nécessité d'avoir une mer propre et cela en démontrant les conséquences dramatiques qui peuvent résulter de cette pollution, d'abord, par la réduction des mers et des océans à générer des revenus et des emplois[4], les « activités économiques qui dépendent directement de la qualité du milieu marin sont particulièrement touchées » notamment la pêche et le tourisme, et la commission rappelle sur ce sujet qu'un « nombre croissant de preuves scientifiques montrant que le poisson est particulièrement nutritif, mais la présence de polluants tels que les métaux lourds et les polluants organiques persistant dans le milieu marin peuvent empêcher l'humanité de tirer le meilleur profit des avantages que les produits de la mer offrent pour la santé », voilà pourquoi la commission estime que « le milieu marin doit être sain pour que les produits de la mer puissent contribuer de manière optimale à l'alimentation et à la santé humaine »[5], et elle conclus en mettant en garde contre les pollutions notamment la pollution terrestre des mers et les déversements opérationnels des navires.

Le principal objectif est d'obtenir un milieu marin en bon état d'ici 2021, et afin de réaliser cet objectif, la commission préconise d'établir un processus décisionnel efficace pour l'Union européenne en amenant tous les décideurs et les acteurs concernés, à une compréhension et une vision communes des différentes politique qui ont des conséquences pour les mers et les océans, y compris le transport maritime et

[1] - Communication de la commission du 05 septembre 2006 intitulée : « établir une stratégie de l'environnement pour la méditerranée » Op Cit.
[2] - Livre vert de la commission « vers une politique maritime de l'Union : une vision européenne des océans et des mers », [COM (2006) 275 final], non publié au journal officiel, p 03.
[3] - Ibid, p 3.
[4] - Idem, p 11.
[5] - Livre vert, page 11.

les ports, la pêche, la gestion intégrée des zones côtières, la politique régionale, la politique énergétique, ainsi que la recherche marine et les politiques relatives à la technologie[1].

Pour la commission, il est aussi indispensable de parvenir à un accord multilatéral préservant la biodiversité marine dans le cadre de la convention des Nations unies sur le droit de la mer pour mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité. Concernant les pays du voisinage de l'Union européenne, la commission précise que la coopération transfrontalière menée au titre de l'instrument européen de voisinage et de partenariat contribuera en outre, à remédier aux problèmes des pays situés sur le pourtour des bassins maritimes (par exemple : la mer méditerranée, la mer baltique ou la mer noire).

II. Les objectifs de l'initiative horizon 2020.

Les partenaires euro-méditerranéens se sont engagés à l'horizon 2020, qui a été lancé par la commission européenne lors du sommet de Barcelone à adopter un calendrier pour aboutir à une dépollution de la mer méditerranée à l'horizon 2020.

L'objectif prioritaire est de s'attaquer aux différentes sources de pollution qui sont à l'origine de la pollution de la mer méditerranée.

La première source concerne les déchets urbains qui comprennent les déchets municipaux et les déchets industriels. C'est l'une des sources les plus importantes de pollution surtout lorsqu'un pays n'a pas une stratégie efficace pour la bonne gestion de ses déchets.

Concernant le deuxième thème de l'initiative, les eaux résiduaires urbaines qui comprennent les eaux usées produites par les agglomérations urbaines, considérées comme une source majeure de pollution d'origine tellurique pour la méditerranée, selon Eurostat, pour les 22 pays ou territoires riverains de la méditerranée, plus de la moitié des agglomérations de plus de 1.000.000 habitants n'avaient pas d'installation de traitement des eaux usées, et 60 % des eaux usées produites par les agglomérations de plus de 100.000 habitants sont rejetées à la mer sans traitement. En Tunisie 40 % de la population était connectée à un système des eaux usées en 2001.

Le troisième thème de l'initiative vise la réduction des émissions industrielles qui sont considérées comme une importante source de pollution du sol, de l'air et des eaux.

[1] **- Ibid.**

III. L'engagement de la Tunisie dans le cadre de la PEV.

Dans son rapport de suivi de novembre 2006, la commission européenne souligne l'engagement de la Tunisie dans la voie du développement durable. La commission relève la mise en place d'une bonne gouvernance environnementale qui est une condition nécessaire pour atteindre les objectifs environnementaux fixés. La commission européenne précise que[1] « les textes législatives les plus récents incluent les décrets sur les études d'impact de l'environnement et sur les limites de niveau pour les émissions de gaz prévus pour 2006 ». Beaucoup d'efforts ont été entrepris ces dernières années pour renforcer l'administration responsable de l'environnement et pour intégrer les questions d'environnement dans les autres politiques sectorielles, la commission souligne également que la Tunisie publie régulièrement des rapports sur la situation de l'environnement et a développé un programme national pour accroitre la sensibilisation aux problématiques environnementales[2]. La commission se réjouit, par ailleurs, de la bonne coopération internationale sur le plan environnemental, dont l'importance était souligné dans le plan d'action tunisien pour atteindre les objectifs en matière' d'environnement. La commission constate, en effet que « la Tunisie a ratifié les conventions et protocoles internationaux et régionaux pertinents »[3].

Au plan des objectifs environnementaux fixés pour la Tunisie, selon la commission, la Tunisie a fait de « bons progrès en matière de changement climatique du fait de la mise en place d'instances nationales, de l'adoption des procédures pour le mécanisme de développement propre et la préparation d'un certains nombres de projets de développement propre[4].

La Tunisie a également entreprit des actions dans le cadre des trois axes prioritaires du plan d'action dans sa partie environnementale. La commission se félicite qu'une « nouvelle stratégie par la gestion intégrée des déchets qui est en préparation » et pour ce qui est de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres, la commission constate que « certaines mesures de la stratégie nationale de lutte contre la désertification ont été mises en œuvre ».

Sur les questions liées à l'eau, la commission souligne que la Tunisie bénéficie des activités entreprises au titre de l'initiative de l'Union européenne sur l'eau et que

[1] - Livre vert, page 10.
[2] - Ibid.
[3] - La Tunisie participe en effet, au conseil des ministres arabes de l'environnement, à la conférence des ministres africains de l'environnement, à la commission maghrébine sur la protection environnementale et au plan d'action pour la méditerranée. La commission constate que quelques mesures ont été prises pour promouvoir la coopération entre les municipalités tunisiennes et européennes, mais ajoute-t-elle ceci nécessitera plus d'attention.
[4] - Livre Vert, page 10.

la communauté européenne et la Tunisie ont développé leur coopération sur les questions de l'eau.

Les trois objectifs prioritaires cités plus haut se rapportent plus particulièrement à la situation intérieure de la Tunisie. Le plan d'action, en plus de ses objectifs, demande aussi aux responsables nationaux de prévenir la pollution et de lutter contre la pollution marine, même si la Tunisie obtenait un appui de l'Union européenne assez important, la Tunisie doit faire face à beaucoup de problèmes de financement, d'endettement surtout vue la situation instable actuelle du pays après les événements du printemps arabe.

Paragraphe 3 : Une nouvelle politique de voisinage.

La Tunisie a entamé depuis le 14 janvier 2011 une nouvelle page de son histoire, marquée par une révolution pacifique pour la dignité et la liberté. Cette révolution a jeté les bases pour le développement d'une véritable démocratie, fondée sur l'état des droits et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Ce sont ces valeurs, désormais partagées avec l'Union européenne, qui motivent l'aspiration des deux parties à hisser leurs relations à un niveau supérieur et plus stratégique. Face à ces défis, l'Union européenne a défini une nouvelle approche en vue d'apporter des réponses mieux adaptées à l'évolution rapide des pays partenaires et à leurs besoins de réformes pour établir et consolider des démocraties saines, soutenir une croissance économique durable, apporter un appui accru aux partenaires, s'engageant dans l'approfondissement de la démocratie et dans le respect de l'Etat de droit, des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'égalité des genres, réduire les inégalités sociales et régionales, en créant des emplois et en améliorant le niveau de vie des populations, établir un partenariat plus étroit avec les peuples de la société civile des pays partenaires.

La nouvelle approche est ainsi basée sur l'édification d'un nouveau projet de société, qui se veut inclusif et équilibré, fondé sur la bonne gouvernance et la transparence et la répartition équitable des richesses.

La révolution tunisienne porte en elle l'espoir d'une vie meilleure pour les citoyens tunisiens, marquant la rupture avec un ancien schéma de développement longtemps affecté par des fractures structurelles, économiques et sociales, l'effort doit porter en particulier sur le développement d'une politique sociale juste, solidaire et profitable à l'ensemble des citoyens et des régions.

A/ Un partenariat privilégié.

Dans ce contexte, les conditions sont réunies pour que la Tunisie et l'Union européenne passent à un niveau supérieur et plus stratégique d'approfondissement de leurs relations.

Dans le cadre du partenariat privilégié, la Tunisie souhaite accéder à un nouveau palier d'intégration avec l'Union européenne qui soit le plus élevé possible.

Le nouveau statut traduit la volonté des deux parties de s'inscrire dans une dynamique de rapprochement qui dépasse les frontière du libre-échange et qui inclut une mobilité effective des personnes naturellement bénéfique et un meilleur partage du savoir.

Dans ce cadre évolutif et sur la base de la mise en œuvre du partenariat privilégié, les deux parties conviennent d'entamer la réflexion sur la possibilité de parvenir à un nouvel accord régissant les relations réciproque qui suivra les axes suivants :

- Une coopération politique approfondie,
- Une intégration économique et sociale élargie avec l'Union européenne permettant d'édifier un espace économique commun,
- Un partenariat plus étroit entre les peuples.

Le saut qualitatif envisagé par l'Union européenne et la Tunisie dans leurs relations s'appuiera sur des engagements ciblés, précis et concrets pour une période de cinq ans, avec la participation dans des agences et programmes de l'Union européenne, et un appui technique et financier plus ambitieux adapté aux priorités de la Tunisie.

La mise en place des réformes dans un grand nombre de secteurs clés nécessite la fixation d'objectifs précis et la mise à disposition de moyens adéquats.

B/ Plan d'action.

Le conseil d'association du 19 novembre 2012 à conclut un accord sur un nouveau plan d'action[1] consacrant le partenariat privilégié entre l'Union européenne et la Tunisie, reprenant des engagements substantiels notamment sur le plan politique et des droits de l'homme et couvrant une période de cinq années.

[1] **- Relations Tunisie-Union européenne : un partenariat privilégié, plan d'action 2013-2017, disponible sur le site : http://plan_action_tunisie_ve2013_2017-fr_o.pdf.**

De plus, la réalisation des objectifs du plan d'action nécessite un renforcement du dialogue sur les réformes socio-économiques, ainsi que d'une coopération sectorielle étendue couvrant des domaines clés tels que l'énergie, les transports, l'industrie, l'agriculture, le tourisme, le développement des compétences, l'environnement ou les changements climatiques repris dans l'annexe 2.

Pour la période à venir, les parties centreront leurs priorités sur les domaines suivants :

I. Etat de droit et démocratie.

- ✓ Mise en place d'un système électoral démocratique, notamment à travers les consolidations de l'indépendance et du fonctionnement de l'instance publique indépendante, chargé de la gestion et de l'organisation des élections.
- ✓ Assurer l'indépendance de la justice, augmenter son professionnalisme et son efficacité (accès à la justice, durée des procès), assurer le respect des droits de l'homme, de la présomption d'innocence et du droit à un procès équitable[1].

Les diverses initiatives de coopération internationales et des programmes concernant l'environnement, actuellement en cours en Tunisie et dans la région méditerranéenne mettant en exergue une panoplie de projets environnementaux.

II. Dans le domaine de la pêche et de l'agriculture.

- ✓ Appuyer la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement agricole en cohérence avec les principales orientations en matière de renforcement de la sécurité alimentaire, de gestion durable des ressources naturelles, de valorisation des exportations et d'adaptation aux changements climatiques.

- ✓ Mettre en œuvre, la stratégie nationale du secteur de la pêche visant une exploitation durable des ressources halieutiques, la consolidation de l'infrastructure portuaire, la valorisation des produits de la pêche et l'amélioration de leur compétitivité, ainsi que la promotion de l'aquaculture marine et d'eau douce.

- ✓ Développer la coopération avec l'Union européenne dans le cadre des organisations régionales de gestion et de pêche (ORPS) de la méditerranée (commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique – CICTA[2] et commission générale de pêche pour la méditerranée (CGPM)[3] pour une exploitation durable des ressources.

---

[1] - Ibid.

[2] - La commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT ou CICTA) est une organisation intergouvernementale active depuis 1969, responsable de la conservation des thons et autres espèces apparentées dans l'océan atlantique et les mers adjacentes, son siège est situé à Madrid.

[3] - La commission générale des pêches pour la méditerranée (CGPM), a été créé en 1949 par un accord international conclu en vertu de l'article XIV de la constitution de la FAO, sa zone de compétence est la

- ✓ Poursuivre et renforcer la coopération et l'échange d'informations et d'expertises en matière de politique agricole.

- ✓ Mettre en place des instruments de suivi et d'alerte précoce pour une meilleure coopération dans le domaine du changement climatique à l'échelle euro-méditerranéenne[1].

III. La politique maritime intégrée.

- ✓ Développer une approche intégrée des activités relatives ou ayant un impact sur la mer et les zones côtières tant au niveau national que régional conformément au droit international.

- ✓ Développer une politique maritime intégrée qui tient compte des divers intérêts marins et maritimes et sur la base des conventions internationales/régionales pertinentes[2].

- ✓ Renforcer les structures institutionnelles dans l'administration pour la coordination entre les différents secteurs ayant un impact sur la mer et renforcer la gouvernance des différentes activités maritimes aux niveaux appropriés.

- ✓ Promouvoir la création ainsi que la gestion des zones protégées/réservées biologiques tout en respectant les recommandations et les activités actuellement développées dans le cadre de la coopération internationale et régionale, notamment de la convention de Barcelone et de la commission générale des pêches pour la méditerranée. Ratification et mise en œuvre du protocole concernant la gestion intégrée des zones côtières de la convention de Barcelone (GIZC)[3].

IV. Développer la coopération dans le domaine du changement climatique[4].

- ✓ Renforcer le cadre institutionnel tunisien chargé des questions climatiques et continuer à mettre en œuvre la convention cadre des Nations unies sur le changement climatique, notamment la mise en œuvre des accords de Cancun

---

méditerranée, la mer noir et les eaux adjacentes, ses principes fonctions sont : - La production du développement de la conservation et de la gestion des ressources marines vivantes. – La formulation et la recommandation des mesures de conservation. – La promotion de projets coopératifs de formation.

[1] - Plan d'action UE-Tunisie, 2013-2017, Op Cit, p 42.

[2] - Ibid.

[3] - Le protocole de Madrid du 21 janvier 2008 sur la gestion intégrée des zones côtières. Quatorze parties contractantes à la convention de Barcelone ont signé le protocole lors de la conférence, les parties sont aujourd'hui appelées à ratifier le protocole de manière à ce qu'il entre en vigueur. C'est le premier traité international consacré à la gestion intégrée de cette zone fragile et convoité, dans le cadre du système de Barcelone, avec sa convention et ses six protocoles, il vise à promouvoir, à travers les zones côtières envisagées comme espace de développement durable, un patrimoine naturel et culturel commun, au service de la coopération régionale approfondies entre les Etats côtiers.

[4] - Plan d'action UE-Tunisie, 2013-2017, Op Cit, p 42.

2010 et Durban 2011 mais également ceux de Paris 2015, aujourd'hui en particulier.

- ✓ Coopérer dans le développement des stratégies de développement à faible émission de CO_2 vers une économie bas carbone et résiliente au changement climatique.

- ✓ Etablir des inventaires sur les gaz à effet de serre et mettre en œuvre les mesures de communication, notification et ratification (système MRV)[1].

- ✓ Coopérer dans le développement et la mise en place d'un régime poste 2012 en matière de changement climatique, y compris les mesures d'atténuation appropriées au niveau national (NAMA)[2].

- ✓ Echanger l'expérience, établir et mettre en œuvre les stratégies et plans d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

- ✓ Mener les premières actions de préparation d'un système d'échange de quota de gaz à effet de serre.

- ✓ Appuyer la création de plateforme et de réseau d'éco-innovation et d'excellence pour le partage des savoirs scientifiques en matière d'économie verte, de promotion de la recherche, d'innovation technologique et de diffusion des technologies vertes.

- ✓ Appuyer les programmes de responsabilité sociétale des entreprises pour la transition à l'économie verte.

V. Renforcer la coopération régionale sur les questions environnementales.

- Renforcer la coopération régionale avec les pays voisins, et entre autorités régionales et locales, notamment dans le cadre de l'initiative « horizon 2020 » visant la dépollution de la méditerranée et en ce qui concerne les problèmes d'eau et de désertification.

[1] - Le système MRV est un outil qui permet d'évaluer l'efficacité de la collecte et le rapportage d'informations factuelles (données) leur évaluation et leur vérification dans le but de déterminer si, quand et comment, les pays ont atteint leurs obligations respectives.

[2] - Mesures d'atténuation appropriées au niveau national (NAMA), en Anglais (Nationally Appropriate Mitigation Actions) : C'est une plateforme publique en ligne, développée par le secrétariat de la CCNUCC en 2013 conformément aux décisions prises lors de la 16ème conférence des parties (Cop 16) et de la Cop 17, pour aider les pays en développement dans la mise en œuvre des mesures de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.

- Coopérer pour la mise en œuvre des engagements pris au sein de la convention de Barcelone ainsi que la ratification et la mise en œuvre des protocoles de cette convention.

- Mettre en place des instruments innovants de coopération avec l'Union européenne pour la mise en œuvre des conventions et protocoles relatifs à la protection de l'environnement et notamment en matière de biodiversité, lutte contre la désertification et gestion des déchets.

- Renforcer la coopération entre la Tunisie et l'agence européenne pour l'environnement[1].

VI. Environnement et développement durable.

Nous allons traiter avec plus de détails les questions citées dans ce plan d'action en relation avec l'environnement et le développement durable et la mise en œuvre des stratégies et programmes visant a assuré un développement durable y compris l'amélioration de la protection de l'environnement conformément à l'intention manifestée dans la communication de la commission sur le cadre financier pluriannuel de juin 2011, d'accroitre la part du budget de l'Union alloués au climat et au moins 20 %.

Le plan d'action encourage à :

Promouvoir le développement durable et instaurer une politique renforcée de protection de l'environnement.

- Améliorer la planification stratégique en matière d'environnement, favoriser les évaluations de durabilité et renforcer les structures nationales et locales chargées de l'environnement et du développement durable.

- Renforcer les programmes de conservation de la biodiversité par l'amélioration du cadre juridique et l'application du plan stratégique pour la diversité biologique conformément aux 20 objectifs du plan stratégique de la CBD 2011-2020.

- Mettre en place un programme de dépollution des pôles industriels et favoriser la mise en œuvre du plan national de gestion des déchets, la gestion durable des forêts, et les actions de lutte contre la dégradation du littoral, la désertification et la dégradation des sols.

[1] **- Plan d'action UE-Tunisie, 2013-2017, Op Cit, p 42.**

- Renforcer la politique nationale en matière de mobilisation des ressources en eau par le recours aux ressources non conventionnelles y compris les eaux usées traitées[1].

Améliorer la gouvernance gouvernementale.

- Améliorer la participation des différents partenaires concernés par l'action environnementale (la société civile et le monde scientifique) en conformité avec le principe 10 de la déclaration de Rio.

- Renforcer le système de veille, de collecte et de traitement d'information environnementale et améliorer la capacité administrative des structures pour la mise en œuvre des mesures de préventions, contrôle de la pollution et de monitoring de l'état de l'environnement.

- Adopter des stratégies de communication dans le domaine de l'environnement et appuyer les programmes de l'éducation pour le développement durable[2].

Appuyer la transition à l'économie verte.

- Elaborer un cadre juridique pour les investissements verts et conserver des outils de planification sectorielle et territoriale au titre de la transition à l'économie verte.

- Promouvoir les énergies renouvelables[3].

- Réaliser la réforme du secteur de la santé, dans le cadre d'une réforme globale et approfondie en vue d'assurer le respect des standards internationaux en termes d'état de droit, des droits de l'homme et du droit international.

- Consolider la protection des droits de l'homme, y compris les droits des femmes et des enfants.

- Réaliser la réforme des médias et la professionnalisation du secteur.

- Renforcer le rôle et les capacités de la société civile.

[1] - Plan d'action UE-Tunisie, 2013-2017, Op Cit, p 41.
[2] - Ibid.
[3] - Sur la coopération Maghreb – Union européenne dans le domaine de l'énergie, voir Jomaa Ben Saleh, « la coopération Maghreb – Union européenne avenir et impact de l'ALECA, les enjeux énergétiques », acte du colloque enjeux méditerranéens Maghreb-Union européenne, organisé par l'association des études internationales en partenariat avec la fondation Friedrich Ebert Tunisie le 05 et 06 mai 2016, pp 133-136.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Chapitre III : La construction du Maghreb au défi du partenariat euro-méditerranéen de l'Union européenne.

L'UMA regroupant, l'Algérie, la Lybie, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie, est entrée en crise depuis les années quatre-vingt-dix sans pouvoir se concrétiser en une « communauté économique et politique », qui était l'objectif initial acté dans le traité de Marrakech du 17 février 1989. La volonté de tisser des relations bilatérales fortes avec les pays européens l'a emporté sur le projet d'intégration régionale, ces choix étaient certes imposés par un contexte de dépendance structurel à l'égard de l'Europe, mais ont aussi eu pour conséquences d'accentuer cette dépendance et de différer l'intégration maghrébine.

L'intérêt de ce chapitre est de poser un regard critique sur l'expérience inaboutie d'intégration du Maghreb, et à l'échec du projet maghrébin. Il s'agit aussi, de démontrer qu'en dépit de sa centralité, la coopération euromaghrébine est loin de concrétiser l'ambition de créer « l'espace de paix, de stabilité et prospérité partagée », et que cette fuite en avant vers l'Europe a en outre, servi de substitut à une intégration du Maghreb, un projet miné par les rivalités, les différents et le déficit de bonne gouvernance des Etats membres de l'UMA, et pourtant la situation de l'environnement au Maghreb aujourd'hui, et les grands défis pour lesquels chaque pays maghrébin s'est engagé sur la plan international, révèle bien des carences et des enjeux, et interpelle les Etats à tracer une politique environnementale commune, tel que la politique communautaire européenne dans le cadre de l'UMA, et pourquoi pas une coopération environnementale UE-UMA ?

Section I : la naissance de l'UMA (Union du Maghreb Arabe) et le rêve brisé de la construction du grand Maghreb.

Trente et un ans après la conférence de Tanger[1] de 1958, première expression[2] d'un rêve d'unité maghrébine très vite avorté. L'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie, la Lybie signaient l'accord de Marrakech. Les premiers articles évoquent la « fraternité », le « progrès », la « paix », la « liberté » et la « circulation »[3]. Le préambule du traité prend en compte ce souhait puisqu'il énonce que « l'Union du

---

[1] - Conférence organisé à Tanger du 27 au 30 avril 1958.

[2] - « Nous, les représentants des mouvements de libération national de Tunisie, d'Algérie et du Maroc, proclamons solennellement notre fois en l'unité du Maghreb et notre volonté de la réaliser dès que les conditions s'y prêteront, c'est-à-dire quand les forces françaises et étrangères auront évacué leurs bases de Tunisie et au Maroc et quand l'Algérie sera devenu indépendante ». L'appel lancé à l'issue de la conférence par les représentants du néo-Destour Tunisien Bahi Ladyham, Ahmed Tlili, Abdelhamid Chamber, du FLN algérien Ferhat Abbas, Abdelhafid Boussouf, Abdel hamid Mehri, et de l'Istiqlal marocain Allal El Fassi, Ahmed Bolafrej, Abderahman Bouabid et El Mahdi Ben Barka. In El Mahdi Lamrani, « l'Union du Maghreb ou l'invincible espoir », l'année du Maghreb IX, 2013, p 263.

[3] - Article 2 du traité de Marrakech instituant l'UMA disponible sur : http://www.maghrebarabe.org/fr/obj.cfm.

Maghreb arabe est un moyen pour construire l'Unité arabe globale ». Cette union est jugée indispensable pour protéger l'indépendance des cinq pays, relever le défi du développement et défendre les intérêts communs dans un monde marqué de plus en plus par les tentatives d'intégration régionale.

Sous-section 1 : Le grand Maghreb : un héritage et une réalité historique.

Paragraphe 1 : L'histoire du Maghreb « de la Berbèrie au Maghreb arabe ».

L'unité du grand Maghreb n'est pas une vue de l'esprit ou simplement une nécessité géopolitique d'un moment, elle plonge ses racines dans les réalités géographiques et dans l'héritage historique fondés sur une profonde unité de fait, non seulement historique et géopolitique mais aussi culturelle et spirituelle (arabo-islamique), linguistique et humaine (arabo-berbère).

Quant aux réalités géographique, cette vision appelée à juste titre l'Afrique du Nord est d'une homogénéité qui n'a pas son pareil dans le monde, puisqu'elle s'étend d'une manière continue de l'Atlantic à la cyrénaïque, comprise entre la mer méditerranée, le Sahel, l'océan Atlantique et l'Egypte. Elle est encadrée par les frontières naturelles très nettes au Nord et à l'Ouest, par la mer, et au Sud et à l'Est, par le Sahara et des zones semi-désertiques.

L'idée de l'unité dite maghrébine, plutôt que Nord-africaine, dans notre logique d'analyse, est une idée très ancienne.

Avant d'examiner cette phase historique, il serait nécessaire de définir le terme « Maghreb »[1].

Depuis toujours le terme « Maghreb » signifiait « couchant », la région où le soleil se couche, la terre lointaine vers laquelle se dirigèrent les arabes du VII siècle[2].

A) Le Maghreb avant l'islamisation.

Le thème de l'Unité de l'Afrique du Nord est apparu pour la première fois dans l'histoire connue de la région avec les berbères, les premiers occupants de l'Afrique du Nord, ceux qui sortent de l'ombre lorsque l'écriture y apparait dans la première moitié du premier millénaire avant notre ère avec Carthage.

L'histoire du Maghreb commence avec l'établissement des Phéniciens sur le site de Carthage, et c'est à partir de ce foyer phénicien, on dit aussi punique, que se

[1] - Définition tirée du livre de Brandino Michèle « le grand Maghreb : mythe et réalité », Alif collection savoir, Tunis, 1990, p 17.
[2] - Brandino Michèle, Op Cit, P 17.

déploient la culture urbaine et les organisations politiques monarchiques en Afrique du Nord.

Au III^{ème} siècle avant notre ère, sur le territoire de l'actuelle Algérie, émerge le royaume de Numidie, qui affirme sa puissance dans l'alliance avec Rome contre Carthage, avec le régime de Massinissa, sa première capitale est Cirta, l'actuelle Constantine[1].

Ces pouvoirs berbères sont les premiers dont l'histoire nous ait été transmise. La deuxième guerre punique en particulier 218-202 est l'occasion pour Massinissa d'agrandir son territoire, qui s'étend alors sur l'essentiel du Nord de la Tunisie et de l'Est de l'Algérie d'aujourd'hui. Ces premiers autochtones se maintiennent jusqu'en 46 av-J.C. quand la Numidie devient une province romaine[2].

Dès l'époque romaine, une importante population urbaine s'est développée dans toute l'Afrique du Nord, et sur le territoire de l'actuel Algérie, en particulier le constantinois et le long de la côte. Plusieurs des villes majeures de la région ont une origine romaine, Hippone, l'actuelle Annaba, Cirta l'actuelle Constantine.

L'occupation romaine est moins forte dans le centre et dans l'Ouest de l'Algérie, et dès le IV^{ème} siècle, les romains ne parviennent pas à s'y mainbtenir, le petit fils de Massinissa, nommé Jugurtha devait reprendre le flambeau de la lutte contre la domination romaine. C'est encore la résistance Berbère entretenue sur l'ensemble Nord-africain qui fit échec à la pression romaine dans cette partie de l'Afrique, ainsi d'ailleurs qu'aux envahisseurs vandales (439-533) et byzantins (533-670)[3].

Lorsque la conquête arabe apparut en Afrique, elle se heurte à la même résistance. Tout commence en 670, les Arabes fondent alors Kairouan dans l'actuelle Tunisie, leur premier camp retranché au Maghreb, et il leur faut quarante ans pour conquérir le Maghreb, alors que deux années avait suffi à la conquête de l'Egypte et quatre à celle de la Syrie et de l'Irak. La conquête est ponctuée de révoltes anti Arabes, elle ne s'achève qu'au début du 8^{e} siècle avec la soumission des Aurès. Les Arabes sont repoussés des territoires du Maroc et de l'Algérie actuelles pour environ trois siècles, entre 740 et 1050 environ. Ces régions à l'exception d'une petite partie de l'Est de l'Algérie échappent complétement à l'empire abbasside, dont la domination s'arrête avant Constantine.

[1] - Mohamed Cherif, " l'histoire de l'Afrique du Nord jusqu'à l'indépendance du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie : le Maghreb dans l'histoire », in introduction à l'Afrique du Nord contemporaine, institut de recherche et d'études sur le monde arabe et musulman, 1975, éditions CNRS, Aix en Provence, 2013, PP 17-47.

[2] - Ibid.

[3] - Idem.

B) Le Maghreb après l'expansion de l'Islam.

La conquête du Maghreb par les guerriers arabes, va modifier profondément l'histoire du Maghreb. Les arabes introduisent en Afrique du Nord, leur religion, l'Islam ; les rivalités entre Berbères et arabes, entre les différentes tribus Berbères et les diverses tendances de l'Islam, vont faire alterner des périodes d'unité et de division politique du Maghreb.

Au VII siècle, la prédominance de l'Islam sur l'ensemble du Maghreb prit environ une soixantaine d'années (647-710). En 670, Okba-Ibn-Nafaa fonde la ville de Kairouan et lance une grande expédition de cette ville poussant jusqu'à l'Atlantique afin d'islamiser le Maghreb tout entier. Il a fallu attendre de longue années pour assister à une arabo-islamisation complète et réelle[1].

Progressivement, le Maghreb sera constitué de plusieurs principautés, rassemblant différents royaumes et empires, ces derniers vont acquérir certaines autonomies vis-à-vis du pouvoir central abbasside[2].

A l'Ouest les Idrissides (786-917), au centre, les Rosténides (776-909), à l'Est les Aghlabides de Kairouan (800-909), progressivement ces constructions vont se séparer du pouvoir abbaside, qui leur donnera une réelle autonomie en échange d'une assistance militaire sur place.

Au royaume aghlabide de Kairouan succède la dynastie fatimide, celle-ci s'installera au Maghreb pendant une soixantaine d'année (910-972). Elle aura un rôle déterminant tout en accomplissant d'importantes réalisations avant de partir pour l'Egypte pour fonder la ville du Caire. Au cours de cette période, la tentative de construction d'une entité maghrébine a été mise à l'échec par la contestation de certaines tribus.

Les Zirides se substituèrent aux Fatimides, cette nouvelle dynastie va rompre totalement avec les Fatimides ce qui provoquera une violente réaction de ces derniers, sous la forme de l'envoi des tribus Hilaliens et des Sulaynides, cette violente réaction entrainera un affaiblissement significative des Zirides[3].

---

[1] - Brandino Michèle, Op. Cit, pp 15-34. Et Laroui Abdellah, l'histoire du Maghreb, un essai d'analyse, Maspero, Paris 1970. Et Julien Charles André, histoire de l'Afrique du Nord, tome II, de la conquête arabe à 1830, Payot, Paris, 1986.

- Voir également Gabriel Camps, « comment la berbèrie est devenue le Maghreb arabe », revue des mondes musulmans et de la méditerranée, n° 35, 1983, pp 07-24.

[2] - Fouad Maaroufi, « le grand Maghreb : recréation des institutions politiques dans les années quatre-vingt », thèse pour l'obtention de la maitrise en sciences politiques, université d'Ohowa, école des études supérieurs et de la recherche, Canada 1994, p 09.

[3] - La confédération l'autunienne est une réminissance de la soumission des tribus « Qureshi » dans le geste du prophète.

C) L'unité à partir de l'Ouest : les Almoravides et les Almohades.

C'est sur cette base fragmentée que vont se constituer deux dynasties, berbères importantes pour l'histoire du Maghreb, les Almoravides et les Almohades.

I. La tentative Almoravide :

On peut distinguer trois étapes dans la constitution de l'empire Almoravide : D'abord, la reconstitution d'une confédération l'autunienne[1], qui constituera par la suite les fondements de l'Etat Almoravide.

La seconde étape fut la conquête du Maroc, avec la reprise de Sijilmasa et la fondation de la ville de Marrakech en 1062 par Youcef Ben Tachfine. Il commença par y établir son camp, un campement hétéroclite de tentes et de maisons qu'il entoura d'une enceinte, puis il construit une mosquée, et une citadelle destinée à recevoir ses trésors et ses armes. D'un camp berbère devient une ville où la civilisation urbaine apparait sous de nouvelles formes et de nouveaux traits « celle de la ville arabe de l'orient »[2]. De ce fait, il réorganise l'armée et devient à la fois chef politique et religieux, et c'est sous cette conduite que commence la troisième étape qui est la conquête du Nord (les villes du Nord marocain et l'Andalousie), et de l'Est marocain (l'actuelle Algérie) en 1082.

A la fin du XI siècle, le Maghreb occidental était caractérisé par une autorité politique unique militaire et religieuse.

En somme, la dimension maghrébine de l'action almoravide sera double : d'abord, un islam occidental unifié politiquement par des forces indépendantes de l'orient, ensuite une synthèse civilisationnelle entre l'Espagne arabe et le Maghreb. Et c'est à la suite de cette seconde action que l'empire almoravide va se disloquer, le pouvoir almoravide ne pouvait fournir aux populations de l'empire une idéologie apte à les unir.

II. Les Almohades : L'union.

Les Almohades issus des montagnes de l'Atlas vont bientôt ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire du Maghreb, avec des modalités différentes, des acteurs d'une

---

[1] - Les Abassides et la dynastie du Calife arabe fondé par Abou-El-Abbas descendant d'Abbas, oncle du prophète Mohamed. Elle détrône les Omeyades en 750 et régna jusqu'en 1258. Elle fut de sa capitale Bagdad, un brillant centre de civilisation arabo-musulman. Sur l'Etat Abbasside voir Tatiana Pignon, « Etat Abbasside (750-945) : l'empire de l'islam à son apogée » première partie, analyses historiques, les clés du Moyen orient, 25/04/2012, disponible sur le site : http://lesclesdumoyenorient.com. Consulté le 13 juin 2015.

[2] - Bouzida Oufriha Fatima Zohra, Tlemcen capitale musulmane, le siècle d'or du Maghreb central, Ed Houma, 2015, pp 20-24.

vaste envergure et dont l'action va être plus forte, plus durable à la voix d'Ibn-Toumert, qui va jouer le rôle de réformateur religieux, faire de ses adeptes « les mouwahidouns » ou « unitaristes » une puissante machine de guerre. A son époque il réussit à organiser un Etat puissant avec des ressources fournis par l'impôt et une année prête à une guerre contre les almoravides. A la mort d'Ibn-Toumert en 1130, son successeur Abdel-Moumen prit le titre de Calife et décida de tenter une expédition[1].

Abdelmoumen le fondateur de l'empire est plus que tout autre chose un souverain conquérant. Sept ans de guerre qui se terminent en 1147 par la prise de Marrakech, tenue par les derniers almoravides le rendent maitre de tout le Maghreb. D'énergiques interventions en El-Andalous ramènent à la soumission les roitelets des secondes Taïgas. En 1152, il entreprend personnellement la conquête de l'Ifriqiya, la reprend en 1158 et l'achève en 1161.

Il expulse les siciliens de Mahdia, embrigade les arabes hilaliens, suite à leur compétence guerrière[2]. Concernant sa conquête du Maghreb, elle se fit en deux étapes : d'abord, celle du Maroc qui s'opère après la défaite contre les almoravides de 1128 jusqu'en 1147. La seconde étape dans la formation de l'empire débutera en 1151 lorsque le Calife Moumen conquit le Maghreb central (actuel Algérie), mettant un point final à l'émirat Hammadide et après une contre pause, il parachève sa conquête par l'Ifriqiya (1159-1160). Cette dernière marque une date importante dans l'histoire de la djezirat al Maghreb. L'Algérie, le Maroc et la Tunisie actuels, pour la première fois depuis l'époque de Massinissa, cette région est soumise à une unité politique[3].

De ce fait, l'époque de l'empire Almoravide (1130-1230) est considéré comme l'âge d'or du Maghreb, il avait donné au Maghreb sa plus grande extension. Cette période est significative dans la mesure où s'est réellement constituée l'unité maghrébine, avec des institutions organisées, cette période vient apporter la preuve que l'unité du Maghreb est une réalité historique.

D) La désunion.

Au milieu du XIII siècle, l'empire Almoravide se scinde en trois parties fixés : les Hafsides vont régner sur l'Ifriqiya, celle-ci après une période prospère de 1370 à 1488, en 1574 les Turcs vont prendre pocesion de la capitale de l'Ifriqiya (Tunis, le Maghreb central Algérie), dans l'Ouest se constitue le royaume Abdelwadides à partir de 1235, centré à Tlemcen, ce royaume subsistera jusqu'au XVI siècle, sans constitué un Etat fort. Enfin, le Maroc où s'installe la dynastie des Mérinides qui va s'imposer de 1269, une nouvelle dynastie apparait, c'est celle des Wattasides (1420-1458) cette époque

[1] - Laroui Abdellah, Op Cit, p 165. Et Bouzina Oufriha Zohra, Op Cit, pp 32-33.
[2] - Bouzina Oufriha Fatma Zohra, Op Cit, p 34.
[3] - Camille et Yve Lacoste (dir), l'Etat du Maghreb, la découverte, Paris 1991, p 44.

qui est caractérisée par des problèmes économiques et sociaux, ainsi que par des épidémies.

Cette situation critique donna l'opportunité aux portugais d'envahir les ports des grandes villes côtières. Depuis le début du XVI siècle, deux dynasties chérifiennes se sont succédées, d'abord, la dynastie saadienne dont le souverain fut Ahmed Al-Mansour (1578-1603), qui après avoir défait les portugais, prend possession de Tombouctou (au Mali), ensuite depuis 1650 jusqu'à l'actuel souverain (Mohamed 6), la dynastie Alaouite va s'imposer.

E) Les régences ottomanes au Maghreb.

La décomposition du Maghreb à la fin du XV siècle, favorisa les invasions étrangères. Au Maroc, la résistance aux menaces étrangères fut organisée par des confréries religieuses et politiques, dont la participation est encore aujourd'hui déterminante. En Algérie pour se dégager de l'emprise espagnole, les frères Barberousse furent appel au Calife d'Istanbul et placèrent l'Algérie sous protection de l'empire ottoman. La Tunisie, quant à elle, était passée sous une autorité turque en 1574, elle a été soumise à un régime militaire Turc très indépendant de la porte ottomane. La Lybie est passée sous l'emprise turque en 1551[1].

Progressivement, l'empire ottoman prit le contrôle du Maghreb, qui fut divisé en trois régences, Alger, Tunis et Tripoli[2], qui étaient sous l'autorité d'un gouvernement Turc (Bey à Tunis, Dey à Alger) et vivent de la course pour se procurer une certaine richesse, vers 1825 une puissante confrérie religieuse fait éclater une insurrection quasi-générale contre les Turcs, ces derniers se font éliminer par une expédition française menée en 1830.

En Tunisie, les Beys moradides régnèrent de 1631 à 1702, date à laquelle va surgir la dynastie Husseinite et qui ne fut abolie qu'en 1957 avec la proclamation de la république.

En Lybie, la domination Turc subsista jusqu'au début du XIX siècle, et c'est à partir de 1840 qu'une portion de la Libye Passe sous l'autorité des Senoussides.

F) Impérialisme et le Maghreb.

L'expansion coloniale européenne en Afrique du Nord refléta de nouveau, un destin historique pour le Maghreb, et une attitude solidaire et unitaire. Cette expansion se déroula dans des contextes, et selon des circonstances différentes, colonisation

[1] - Camille et Yve Lacoste, Op Cit, p 46.
[2] - Ibid.

française en Algérie en 1830, instauration du protectorat français en Tunisie en 1881, instauration aussi du protectorat franco-espagnole à partir de 1912 au Maroc, et colonisation italienne en Lybie en 1912[1].

C'est en 1915-1916 que le comité pour l'indépendance de la Turquie et de l'Algérie lance à Genève l'idée d'une république Nord d'Afrique, les mouvements vont se multiplier entre les années 1920-1947, avec la formation des mouvements de libération nationale.

A cette époque, la solidarité des pays maghrébins se manifestait comme une réalité vivante, une entité dynamique qui tire ses fondements de l'histoire, de la langue, de la culture, de la religion et surtout d'un idéal commun, celui-ci était ancré en Afrique du Nord et provoquant des agitations de luttes anticoloniales.

Il est évident que l'évolution de ces agitations avait amené à une accentuation parallèle de deux mouvements qui vont dans le même sens : national et maghrébin[2].

G) L'indépendance et l'internationalisation de l'unité.

Au sein des principaux mouvements nationalistes, on trouve le « congrès du Maghreb arabe » créé en février 1947, ainsi que son dérivé le plus actif « bureau du Maghreb ». le but principal est de trouver une solution adéquate pour accéder à l'indépendance des trois pays de la région et attirer l'attention internationale sur la question maghrébine.

Dans des circonstances dramatiques, les trois pays s'engagèrent séparément vers l'indépendance, et pour le future Maghreb uni. De ce fait, des manifestations de solidarité maghrébines s'affirmèrent avec force dans tout le Maghreb de façon officielle. Pour sa part, la solidarité libyenne ne fut pas négligeable, et s'avéra d'une grande importance, surtout dans l'approvisionnement des armes en provenance de l'Egypte.

C'est dans cet esprit de solidarité que furent préparées deux conférences au Maroc (Tanger) et en Tunisie (Tunis) pour pouvoir concrétiser une fédération Nord Afrique pour la construction d'un Maghreb uni et donc un front unitaire.

C'est dans le cadre de la conférence de Tanger que fut élaborés des résolutions spécifiques concernant l'unité du Maghreb arabe, ce fut la première tentative pour élaborer le projet d'une union institutionnelle, cette tentative a eu des résultats négatifs.

---

[1] - Berque Jacques, « Maghreb, histoire et sociétés », éditions Duculot - De Broeck, Paris, 1974, pp 34-79. Et Berque Jaques, « le Maghreb entre deux guerres », seuil, Paris 1979, pp 22-102.

[2] - Fouad Maaroufi, Op Cit, pp 22-23.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Au lendemain de l'indépendance, l'idée de l'Unité maghrébine s'est trouvée brisée par l'existence des conflits territoriaux, mais une chose est sure, c'est que le Maghreb demeurera toujours une réalité géographique et historique.

Paragraphe 2 : Le traité de Marrakech.

Le fait le plus marquant sur la scène maghrébine est sans conteste la création de l'Union du Maghreb arabe par l'accord de Marrakech du 17 février 1989.

Dans une ambiance favorable au rapprochement, les cinq chefs d'Etat du Maghreb vont se rencontrer et ébaucher un projet de renforcement des relations de coopération. Dans ce paragraphe, nous verrons le contenu du traité de Marrakech et ses objectifs.

A) Le contenu du traité de Marrakech.

La déclaration de Marrakech instituant l'Union du Maghreb Arabe cristalline les positions officielles du grand Maghreb arabe par l'unification des Etats du Maghreb, le considérant 9 de cette déclaration se rapporte, à la CEE comme exemple d'Union régionale ayant progressé par étapes sure et pondérées, exemple à suivre[1].

Dans cette déclaration proclamant la naissance de l'UMA, les chefs d'Etats maghrébins annoncent la naissance de cette Union en tant qu'ensemble complémentaire ouvert à la coopération avec les groupements régionaux similaires et entités solidaires pour contribuer à l'enrichissement du dialogue international. Il s'agit d'une complémentarité potentielle à mettre en œuvre et à enrichir.

Le traité de Marrakech est structuré en un préambule comptant cinq points qui reprennent certains éléments de la déclaration, et en dix-neuf articles, dont dix ont trait à des questions d'organisation, un à la clause de défense mutuelle, bien que, en réalité sans mécanisme d'application, deux à la sécurité, quatre à des dispositions finales et seulement deux aux objectifs proprement dits, les articles 2 et 3.

Enfin, les lignes de la déclaration font aussi appel à l'un des principaux objectifs proclamés. Il s'agit d'œuvrer avec la communauté internationale en vue d'instaurer des ordres mondiaux où prévalent la justice, la dignité, la liberté et les droits de l'homme, et où la coopération sincère et le respect mutuel marquent les rapports.

[1] - Considérant 09 de la déclaration de Marrakech instituant l'Union du Maghreb arabe, faite à Marrakech le 17 février 1989.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

L'article 2 du traité de Marrakech définit les objectifs de l'UMA[1] :

- Renforcement des liens d'amitié et de fraternité entre les pays et leurs peuples,
- Réalisation du développement et du bien-être de leurs sociétés et la défense de leurs droits,
- Participation au maintien de la paix basée sur la justice et l'équité,
- Définition d'une politique commune dans différents domaines[2],
- Mise en place progressive de la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux.

L'article 3 de Marrakech définit les objectifs de l'UMA dont trois principaux axes :

- Le premier axe concerne l'aspect politique de l'Union. Cette dernière basée sur le dialogue, doit œuvrer pour la sauvegarde de l'indépendance des pays membres qui doivent mutuellement s'entraider et s'assister contre toute agression pouvant porter atteinte à leur sécurité, à leur intégrité territoriale et à leur régime politique interne.
- Le deuxième axe portant sur l'aspect économique, vise la coopération régionale pouvant favoriser le développement économique des Etats.
- Le troisième axe au caractère culturel prévoit une coopération visant la défense des valeurs spirituelles ayant pour origine la religion musulmane préservant l'identité arabe, musulmane et nationale de chaque pays membre de l'Union.

B) Les principes du traité de Marrakech.

[1] - Article 2 du traité de Marrakech, Op. Cit., Voir aussi : Abdelkader Kadim, « réflexions sur le traité de Marrakech constituant l'union du Maghreb arabe », in revue générale de droit public, tome XCV, Paris 1991, pp 70-89.

[2] - Les cinq pays ont souligné la nécessité de continuer l'action maghrébine commune en vue de réaliser les objectifs de l'Union et réaliser les conditions de l'intégration maghrébine. Le conseil a adopté, lors de sa sixième session « on peut voir ainsi que la coopération politique entre les cinq Etats du Maghreb est devenu possible avec des prises de positions commune sur des sujets d'envergure... On peut aussi souligner que les chefs d'Etats acceptent maintenant pleinement que l'un des leurs les représente au plan international. Le progrès par rapport aux périodes antérieures est manifeste. La concertation maghrébine semble être une réalité palpable mais les périls n'en restent pas moins nombreux et rien n'est jamais acquis ».

- Voir également la déclaration finale de cette sixième session, in études internationales numéro 51,2/94, p 101 et s.

Dans son préambule, le traité fait place aux facteurs d'union constamment invoqués dans le discours unioniste au Maghreb, ces facteurs constituent des « liens solides » d'union fondée sur la communauté d'histoire, de religion et de langue.

Cette union fait aussi partie des fermes et profondes aspirations des peuples du Maghreb.

L'objectif immédiat étant le renforcement des relations existantes, préparant progressivement à la voie vers une « intégration plus complète ».

Parmi les effets de cette intégration, la déclaration cite celui « d'acquérir un poids spécifique » c'est au même temps un objectif qui permettra au Maghreb d'être en mesure de contribuer efficacement à l'équilibre mondial, équilibre qui connait des mutations profondes[1].

Le traité met l'accent de manière rigoureuse et clair sur le fait que l'édification de l'UMA nécessite des réalisations tangibles et l'instauration de règles communes. C'est-à-dire que l'élaboration de ce traité est étroitement liée à une prise de conscience des échecs intérieurs ou du moins des résultats antérieurs qui sont très faibles et précaires.

Aussi le traité incite les responsables politiques, en particulier, à passer à l'action et à ne plus se contenter des déclarations de bonnes intentions.

Mais le préambule du traité annonce aussi un objectif stratégique à long terme. L'UMA doit aussi être un moyen de réaliser l'unité arabe complète, principalement et prioritairement.

C) Les objectifs du traité de Marrakech.

Dès sa création, l'UMA s'est dotée d'institutions et d'organes chargé de définir et de mener à bien la politique de coopération. Il s'agit d'une structure classique édifiée à l'instar des autres groupements régionaux, en tant qu'organisation, l'UMA s'est fixé la réalisation de certains objectifs.

Le premier article du traité de l'UMA est relatif à la dénomination de l'union envisagée : l'Union du Maghreb Arabe, l'UMA se veut fonder sur un ensemble de visions officielles constructives.

---

[1] - Guerraoui Driss, « la coopération euromaghrébine, les orientations prioritaires », le Maroc et l'Europe, enquêtes et documents, centre de recherche sur l'histoire du monde atlantiques, université de Nantes, Ed Ouest, éditions Nantes, 1996, p 81-82.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

L'Union est un objectif à atteindre grâce à la volonté politique officiel de l'ensemble des Etats[1], mais le qualificatif « arabe » doit changer, car il est mal vu par les populations autochtones, en Afrique du Nord, ne sont pas toutes d'origine arabe, la plupart sont d'origine berbère[2] comme nous l'avons si bien tracé à travers l'histoire de cette population.

Le troisième article du traité fixe de manière explicite les objectifs à atteindre, parmi ces objectifs, le renforcement des liens de fraternité vise aussi bien la fraternité des Etats membres que celle des peuples du Maghreb.

L'intégration ne pourra se réaliser que progressivement, à travers plusieurs secteurs sociaux et économiques dans un premier temps. Pour cela, le traité fixe de manière large et souple les objectifs à atteindre. Le champ est extrêmement vaste et concerne tous les niveaux de la coopération, champ élargi encore par des objectifs généraux ou politiques communs fixés par l'article trois à plusieurs niveaux[3].

L'évolution récente des faits et des idées a montré un peu partout une sensibilisation de l'opinion publique et des gouvernants à la protection de l'environnement. Dans les pays du Maghreb on manifeste le même intérêt, compte tenue de l'état de dégradation dans lequel se trouve l'environnement.

Ainsi, conformément aux objectifs du traité de Marrakech de 1989, à son article 02 qui recommande la définition d'une politique commune dans divers domaines. Il est évident que l'environnement relève de cette politique qui vise au développement économique et social des Etats, grâce notamment à des projets communs (article 03), sans préciser l'intégration de l'environnement d'une manière explicite dans ces projets communs.

---

[1] - Saïd Hamdaoui, « les tentatives d'intégration des pays du Maghreb face à l'élargissement de la communauté économique européenne », études internationales, vol 23, n° 02, 1992, p 322.

[2] - Tel est le point de vue du professeur Kacher Abdelkader, comme pour nous d'ailleurs, en rappelant : « le sens de l'avenir qui ne se construit que sur la connaissance et la fierté du passé », en parlant des origines Berbères des maghrébins.

- Abdelkader Kacher, « principe UTI-Possidelis, norme régionale ou universelle ? Sa contribution dans la mise en œuvre de l'Union du Maghreb arabe », thèse de doctorat, université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, faculté de droit et des sciences politiques Tizi-Ouzou, 2000/2001, pp 321-324.

- Voir aussi : Mounira Chapoutot renard, « Maghreb et Europe : une si longue histoire connectée », acte du colloque : « enjeux méditerranéens Maghreb-Union européenne », organisé par l'association des études internationales en partenariat avec la fondation Friedrich Ebert en Tunisie, Tunis le 05 et 06 mai 2016, p 52-53.

- Et Nassim Amrouche, « de la revendication Kabyle à la revendication Amazighe : d'une contestation locale à une revendication globale », l'année du Maghreb V, 2009, pp 145-161.

[3] - Sur le plan international : paix et coopération diplomatiques étroite ; sur le plan de la défense : sauvegarder l'indépendance de chaque Etat membre ; Sur le plan économique : la réalisation du développement sociaux-économique des Etats membres ; Sur le plan culturel : coopération étroite dans le domaine de l'enseignement, visant à renforcer et à sauvegarder les valeurs culturelles spécifiques au Maghreb.

On peut, peut-être, expliquer ce manque, qu'à l'époque de la création de l'UMA, les préoccupations environnementales des pays maghrébins n'étaient pas une priorité, l'objectif immédiat était plutôt le développement économique et le renforcement des relations existantes.

Aujourd'hui, la situation est différente, au moment où la prise de conscience pour l'environnement s'est beaucoup développée, rien qu'à voir le nombre de ratifications pour l'accord de Paris, il est donc indispensable de revoir le traité instituant l'UMA, et intégrer la dimension écologique dans un concept de développement durable dans les politiques de développement économique et de lui donner priorité au sein des objectifs et des programmes de l'UMA.

L'histoire était la même pour l'UE, comme nous l'avons expliqué dans le premier chapitre de la première partie, rien dans les premiers traités instituant la communauté européenne, ne prévoyait la compétence de cette communauté pour agir en matière d'environnement. Mais face à la dégradation systématique de l'environnement et avec la prise de conscience des risques liés à un problème global, cette approche thématique à progressivement évolué pour finalement insérer un titre spécial dans le traité (l'acte unique européen en 1986), pour doter l'Union européenne d'une compétence explicite en la matière. Voilà pourquoi nous proposons aujourd'hui d'introduire dans le traité de Marrakech un titre spécial sur la protection de l'environnement et du développement durable, en insérant les grands principes du droit de l'environnement, tel que : « le principe pollueur-payeur », et le principe de précaution. Un nouvel objectif pour la politique de l'UMA dans le domaine de l'environnement doit être aussi inséré, il s'agit de la promotion sur le plan international de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement et en particulier la lutte contre le réchauffement climatique. Enfin, l'intégration de la dimension environnementale dans l'ensemble de ses politiques économiques, industrielle et sociale. Toutefois, l'existence de normes écologiques ambitieuses doit être considérée non comme un frein mais comme un stimulateur d'innovation.

Le titre spécial que nous proposons doit définir ces quelques objectifs essentiels :

- La préservation du capital naturel maghrébin (qualité de l'eau, de l'air, la biodiversité, etc…),
- La transformation de l'UMA en une économie modérée en carbone et mesurée en ressources (qui passe par le traitement durable des déchets, la lutte contre le gaspillage, le recyclage, etc…),
- La santé humaine et le bien-être de l'homme (lutte contre la pollution de l'eau et de l'air, limitation des produits chimiques, etc…),

- Protéger les citoyens maghrébins contre les risques pour la santé et le bien-être liés à l'environnement,
- Tirer le meilleur profit de la charte maghrébine pour la protection de l'environnement en améliorant sa mise en œuvre,
- Garantir la réalisation d'investissements appuyant les politiques dans les domaines de l'environnement et du changement climatique, tout en prenant compte les coûts environnementaux de toutes les activités sociétales,
- Rendre les villes de l'UMA plus durable,
- Et enfin, aider les Etats maghrébins à aborder plus efficacement les enjeux environnementaux et climatiques internationaux.

Après avoir énoncé de manière général les objectifs poursuivis par les Etats membres, le traité aborde les aspects organisationnel et fonctionnel qui devraient permettre leur réalisation.

D) L'organisation institutionnelle de l'UMA.

Dix articles sont consacrés à l'organisation et au fonctionnement de l'UMA, soit presque la moitié du dispositif prévu à la tête, pas seulement, est prévu un conseil présidentiel « organe suprême de l'union » clé de voute du système et d'autres institutions qui gèrent les affaires de l'Union qui sont :

I. Le conseil présidentiel.

C'est l'instance suprême de l'Union. Il est régi par les articles 4/5 et 6 du traité de Marrakech. La présidence du conseil est assurée d'une manière tournante avec une rotation tous les six mois en session ordinaire et se réuni en session extraordinaire chaque fois que la situation l'exige. Désormais, les réunions sont annuelles, les décisions du conseil sont prises à l'unanimité des membres. Le conseil présidentiel est l'élément clé de l'organisation institutionnelle de l'UMA, dépende de lui tous les autres organes[1].

II. Le conseil des ministres des affaires étrangères (CMAE).

Il est régi par l'article 8 du traité de Marrakech, le CMAE assiste aux sessions du conseil présidentiel et examine les conseils présidentiels[2].

[1] - **Article 04, 05 et 06 du traité de Marrakech, Op Cit.**
[2] - **article 08 du traité de Marrakech, Op Cit.**

Selon l'article 5 du règlement intérieur du CMAE, celui-ci se réunit en session ordinaire une fois tous les deux mois.il se réunit également juste avant le sommet du conseil présidentiel, dans la mesure où il est chargé de la préparation de ses sessions.

Il se réunit à la session extraordinaire sous la demande du conseil présidentiel ou à la demande de l'un de ses membres.

III. Le comité de suivi.

Il est composé des ministres chargés, dans chaque pays membre, des affaires maghrébines, la Lybie rattache les affaires de l'UMA à la structure chargée des relations avec les Etats arabes. En Algérie, les affaires de l'UMA était un département ministériel »[1]. Aujourd'hui devenu ministère des affaires maghrébine, de l'Union africaine et de la ligue arabe, quant au Maroc et à la Tunisie, ce secteur est rattaché au ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale. Le comité de suivi a pour mission d'exécuter les décisions et recommandations adoptées par le conseil présidentiel[2].

Il joue un rôle principal dans l'organisation institutionnel de l'UMA, dans la mesure où il constitue « le principal relais entre le conseil présidentiel et les autres organes de l'Union »[3].

Les attributions ont été déterminées par son règlement intérieur, en ce sens que l'article quatre de ce document porte comme suit :

- ✓ Préparation des sessions du conseil présidentiel et proposition de son ordre du jour,
- ✓ Examen des propositions du comité de suivi et des commissions ministérielles spécialisées et les recommande au conseil présidentiel,
- ✓ Coordination des politiques et des positions dans le cadre des organisations régionales et internationales,
- ✓ Etude de toutes les questions.

Il a la possibilité de faire des propositions conjointement avec le secrétariat général.

[1] - Le Roi Mohammed six ben el Hassan Alaoui, la coopération entre l'Union européenne et les pays du Maghreb, Nathan collection, références internationales, 1994, p 142.
[2] - Idem, Article 09.
[3] - Le Roi Mohammed six Ben El Hassan Alaoui, Op Cit, p 137.

IV. Le secrétariat général.

Le secrétariat général est prévu, par l'article onze du traité, il est composé d'un représentant de chaque pays membre et exerce ses activités dans le pays qui assure la présidence du conseil présidentiel[1].

Il est donc placé sous l'autorité du conseil présidentiel conformément aux dispositions de l'article onze du traité.

V. Le conseil consultatif.

Le conseil consultatif est prévu par l'article douze du traité de Marrakech[2], initialement ce conseil était composé de dix membres par pays choisis parmi les députés ou leurs équivalents[3].

Toutefois, ce nombre a été porté à vingt par pays lors de la première session ordinaire du conseil présidentiel, et à trente par pays lors de la sixième session (Tunis, avril 1994).

Le conseil se réunit en session ordinaire une fois par an. Il peut se réunir en session extraordinaire sur demande du conseil présidentiel (article douze).

Les compétences du conseil consultatifs sont définit par l'article douze du traité. En effet, il donne son avis sut tout ce qui lui est transmis par le conseil suprême, notamment les projets de résolution.

En outre, il soumet au conseil suprême toutes recommandations susceptibles de renforcer l'action de l'Union et de l'aider à réaliser ses objectifs (article douze).

L'article dix-neuf de son règlement intérieur prévoit la création de cinq commissions :

- La commission des affaires politiques,
- La commission de l'économie, des finances, de la planification et de la sécurité alimentaire,

[1] - « Même se ses fonctions, ses attributions sont d'ordre consultatif, c'est tout de même l'embryon d'une représentation populaire (…) », article 11 du traité.

[2] - Les membres du conseil consultatif sont choisis et non élus par les organes législatifs des Etats membres.

[3] - Egalement le rôle du conseil consultatif se limite à donner des aires sur les projets de décision que lui soumet le conseil présidentiel, éventuellement le conseil consultatif pourra émette des recommandations. C'est une subordination totale au conseil présidentiel. Même le règlement intérieur, élaboré par le conseil consultatif pour son propre fonctionnement, doit être soumis au conseil présidentiel pour approbation.

- La commission des affaires juridiques,
- La commission des ressources humaines,
- La commission de l'infrastructure.

Enfin, il peut faire des recommandations au conseil présidentiel pour réaliser les objectifs de l'Union.

Il examine par ailleurs, les questions relatives à la politique étrangère.

Les thèmes attribués à ces commissions nous démontrent à nouveau, que les préoccupations environnementales ne sont pas parmi les questions prioritaires de l'UMA.

VI. L'instance judiciaire.

Elle est régit par l'article treize du traité, elle est composée de dix magistrats à raison de deux magistrats par pays, nommés pour une durée de six ans renouvelable tous les trois ans.

Le président de la cours est désigné par les membres qui la composent pour une durée d'une année. Cette cours est chargée de statuer sur les différents pouvant naitre de l'application ou de l'interprétation du traité et des accords entre les Etats membres.

Les décisions de la cours sont exécutoires et sans appel.

VII. Les commissions ministérielles spécialisées (CMS).

Les CMS sont prévues par l'article dix du traité de Marrakech. Elles sont créées par le conseil présidentiel qui fixe leurs attributions « les CMS en collaboration avec le comité de suivi et le secrétariat général, dressent les grandes lignes et fixent les délais dans lesquels le programme adopté par le conseil présidentiel doit être exécuté »[1].

La conception officielle consacrée par le traité de l'UMA est principalement le fruit d'une conjoncture régionale et internationale particulière. La mise en place de certaines institutions a permis de donner par la suite à l'UMA un caractère durable. Mais l'absence d'une véritable volonté politique pour faire avancer le processus d'intégration va favoriser une tendance à la stagnation et briser le rêve tracé par les Etats membres.

[1] - Première session du conseil présidentiel, Tunis, janvier 1990, in le Roi Mohammed six Ben El Hassan Alaoui, Op. Cit., p 149.

Sous-section 2 : Le rêve brisé de la construction du grand Maghreb.

En dépit de la signature depuis 1989 d'une cinquantaine de conventions sectorielles, et de l'organisation de plusieurs réunions ministérielles, et d'experts gouvernementaux, l'UMA n'a pas véritablement fonctionné, donnant l'image, selon Abdelwahab Biad : « d'une belle au bois dormant, qui ne parvient toujours pas à se réveiller du sommeil profond dans lequel elle est plongée » [1]. Constat significatif, pendant plusieurs années, depuis 1994, aucune réunion ministérielle n'a pu être organisée, et le dernier sommet de l'UMA s'est tenu en 1994, le bilan serait donc plutôt négatif compte tenu de la symbolique et de l'ambition du projet.

Les populations du Maghreb ont été à l'avant plan des événements historiques de 2011. Plus que dans toute région du monde arabe, les pays du Maghreb se sont engagés dans un long processus des changements et de réforme. L'Union européenne a un intérêt à la réussite de ce processus de démocratisation et de modernisation.

Au cours de ces six dernières années, les pays du Maghreb ont également manifesté un nouvel élan en faveur d'une coopération plus étroite entre eux. Ce mouvement toujours hésitant et ne se traduisant pas encore en mesures générales, se fond sur la reconnaissance du fait que les objectifs en faveur de la prospérité, de la stabilité et de la transformation démocratique au niveau national ne pourront être pleinement atteints sans un approfondissement des relations entre les pays du Maghreb.

Aujourd'hui, les Etats perçoivent les organisations régionales comme une opportunité pour assurer le rapprochement nécessaire à la promotion de la coopération multilatérale et par là, fermer les hostilités et penser à construire un avenir commun[2].

Dans ce cadre, l'Union du Maghreb Arabe se trouve largement dépassée, puisque ses travaux, (comme nous l'avons mentionné plus haut), sont suspendus depuis 1994 date du dernier sommet des chefs d'Etats de la région[3]. Les différents

---

[1] - Abdelwahab Biad, « la construction du Maghreb au défis du partenariat euro-méditerranéen de l'Union européenne », l'année du Maghreb IIX, 2013, p 105.

[2] - L'Union du Maghreb arabe (UMA) réunit certains atouts comme la proximité géographique, l'appartenance à la langue et culture, mais ces atouts n'ont pas catalysé à bon escient les aspirations vers une intégration plus étroite, les divergences et rivalités politiques entre les acteurs de cette région en constituant l'une des raisons fondamentales, in Joseph Kazadi Mpiana, « la problématique de l'existence du droit communautaire africain, l'option entre mimétisme et spécificité », revue libre de droit, 2014, p 46.

[3] - A la suite de l'attentat perpétré en 1994 contre l'hôtel Atlas ASNI de Marrakech, les autorités marocaines ont décidé d'instaurer un visa d'entrée pour les algériens se rendant au royaume, et procéder en septembre de la même année à la fermeture de ses frontières avec son voisin algérien, et il a demandé la mise en sommeil des institutions de l'UMA.

projets relatifs à la création d'une union douanière, puis à l'instauration d'un marché commun au Maghreb ont échoué.

Pire encore, en 2012, une tentative de déblocage menée par l'ancien président tunisien, qui profitant de la nouvelle dynamique imposée par le printemps arabe, s'est efforcé de relancer l'intégration maghrébine. Cependant, ses efforts diplomatiques n'ont pas atteint les résultats escomptés étant donné les divergences politiques et économiques qui constituent à alimenter les rapports intermaghrébins. Se pose alors deux questions très importantes : pourquoi l'UMA se trouve-t-il toujours dans l'impasse ? Comment relancer l'intégration au Maghreb ?

Paragraphe 1 : Le conflit du Sahara Occidental : obstacle pour une UMA.

Pour reprendre ce qu'a dit le professeur Baghzouz à propos de la relation entre l'Algérie et le Maroc et de l'influence de cette dernière sur l'UMA « lorsque la relation entre l'Algérie et le Maroc s'enrhume c'est tout le Maghreb qui est atteint de pneumonie, dans le cas opposé, à chaque fois qu'il y a un rapprochement entre l'Algérie et le Maroc, l'action commune retrouve un certain dynamisme auquel les autres capitales maghrébines s'associent par effet d'entraînement »[1], mais l'histoire de ces relations, depuis le début des années soixante, est faite de malentendus, de brouilles, d'instabilités, de ruptures et de réconciliation souvent conjoncturelles.

La tension qui a constamment caractérisé les rapports entre les « frères ennemis » à même débouché sur des confrontations armées (la guerre des sables de 1963, la bataille d'Angola de 1976). Mais il y a surtout le profond désaccord autour du conflit du Sahara occidentale[2], celui-ci a envenimé les relations entre l'Algérie, principal soutien des sahraouis pour leur droit à l'autodétermination, et le Maroc qui réclame la marocanité du Sahara depuis 1975, le conflit sahraoui a un impact considérable sur le développement de la région. En effet, l'absence d'une intégration régionale pèse lourdement sur la balance : le commerce entre les Etats maghrébins représente à peine 1,3 de leurs échanges extérieurs, un des taux régionaux les plus bas du globe[3].

Les projets de solution à propos du conflit sahraoui n'ont jusqu'ici pas abouti, en dépit de l'implication des Etats unis, qui ont accepté de parrainer le processus de règlement onusien « plan Baker » puis « mission Christopher Ross » et soutiennent

[1] - Aomar Baghzouz, " le Maghreb, le Sahara occidental et les nouveaux défis de sécurité ", l'année du Maghreb, relations internationales III, 2007, p 531.
[2] - Voir sur le conflit notre thèse de magistère, le référendum au Sahara occidentale, UMMTO, faculté de droit, Tizi-Ouzou 2004.
[3] - Des économistes américains ont démontré qu'un marché maghrébin intègre et une zone de libre-échange auraient des résultats plus que bénéfique sur les populations maghrébines.

dans le cadre des résolutions du Conseil de sécurité le mandat de la MINURSO[1]. A ce propos, l'Union européenne fait preuve d'un silence assourdissant. Le document de la commission européenne, une stratégie nouvelle à l'égard d'un voisinage en mutation, évoque la nécessité de « renforcer la participation de l'Union européenne à la résolution des conflits de longue durée qui (pose un grave problème de sécurité) pour l'ensemble de la région » sans toutefois préciser les moyens que se donne l'Europe pour cette ambition, laissant l'initiative à l'ONU et aux Etats unis.

L'absence de position commune entre les Etats membres de l'Union européenne sur la question et le souci de ne pas heurter ni l'Algérie, ni le Maroc, pourraient être deux raisons de l'inertie de l'Europe dans ce conflit. Les deux pays principaux européens les plus impliqués sont l'Espagne et la France, n'ont, eux aussi, pas réussit jusqu'ici à élaborer une initiative commune sérieuse visant à régler le contentieux, en dépit de leur volonté de coordonner leur politiques méditerranéennes et des vieux pieux exprimés en faveur de l'intégration maghrébine[2].

Paragraphe 2 : Le partenariat euro-méditerranéen substitut de la construction maghrébine.

Lorsque le traité de Marrakech instituant l'UMA est institué, il a été salué par l'Europe communautaire, mais aucune initiative visant à élaborer une « politique maghrébine » de la CEE n'a suivi. Les relations de la CEE puis de l'UE avec le Maghreb se cantonnent essentiellement au bilatéralisme par le biais d'accords d'association avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie comme nous l'avons bien expliqué. La première initiative visant à appréhender le Sud de la méditerranée comme un ensemble qu'il vient de stabiliser fut le partenariat euro-méditerranéen, qui n'a pas véritablement, favorisé le processus de construction maghrébine, mais, c'est au contraire en quelque sorte substitué à lui en favorisant un dialogue entre les deux rives de la méditerranée. Les Etats maghrébins se sont tournés vers l'Europe pour compenser l'échec de l'UMA, le processus euro-méditerranéen leur a offert une alternative séduisante mais porteuse de vulnérabilités.

Face à l'Union européenne qui a bien identifiée les intérêts communs de ses membres et formulée clairement ce qu'elle attend de ses partenaires, notamment du

[1] - Mission des Nations Unies pour le Référendum au Sahara Occidentale.

[2] - Le parlement européen émet régulièrement des réserves sur la situation des droits de l'homme dans cette région, mais aussi sur l'exploitation des ressources naturelles de ce territoire. Le rejet de la prorogation de l'accord sur la pêche fin 2011 était notamment motivé par le fait que la population sahraoui ne bénéficiait pas de retombées financières des premiers accords. Il convient de rappeler que la France soutient le projet de large autonomie du Sahara, présenté par le Maroc en 2007, à l'instar d'autres pays européens, au pays rang desquels l'Espagne. Aucun membre de l'Union européenne n'a par ailleurs, reconnu la République arabe sahraoui démocratique (RASD).

Maghreb, ces derniers se cantonnent dans un rôle passif sans définir les objectifs et les intérêts communs qu'ils entendent défendre.

Ils se présentent en nombre dispersés sans vision stratégique des incidences du processus sur toute la région. Dans ces conditions, les pays du Maghreb se trouvent dans l'incapacité de défendre efficacement leurs positions face à l'Union européenne dans la négociation et la mise en œuvre des accords d'association. Dès lors, la principale difficulté vers la convergence intermaghrébine face à l'Union européenne tient principalement à la nature très diversifiée des rapports que les Etats du Maghreb entretiennent séparément avec l'Europe et des attentes différentes qu'ils en espèrent.

Pour le Maroc[1] et la Tunisie, ils se montrent plus coopératifs et volontaires avec l'Union européenne, ils dépendent de l'assistance financière et des flux d'investissements pour répondre aux besoins de développement économique et social. Le Maroc a fait de l'arrimage à l'Europe un choix stratégique et sa candidature[2] à la CEE en 1984 s'inscrivait déjà dans cet objectif.

Le Maroc bénéficie du plan d'action PEV le plus ambitieux, comme nous l'avons déjà détaillé, en grande partie du fait de sa réactivité et de sa volonté de répondre aux exigences des partenaires européens. Mettant en avant les rapports privilégiés qui le lie à l'Europe, avec le statut avancé qui lui permet de bénéficier de certaines politiques communes et avoir accès à certaines agences européennes en dehors des institutions. L'objectif visé est l'accès à des fonds européens supplémentaires.

En revanche, l'Algérie et la Lybie, bénéficiaires de la rente pétrolière, sont moins dépendants de l'Europe en terme d'assistance et d'investissement, elle utilise l'option d'un partenariat « multiforme » avec les Etats unis sur les plans énergétique et sécuritaire (lutte contre le terrorisme), ainsi qu'avec la Chine et la Russie (son premier fournisseur d'armes pour alterner l'emprise de l'Union européenne). La position algérienne ouverte à la coopération avec l'Europe ne cache pas une certaine méfiance à l'égard des politiques de partenariat de l'Union européenne dont elle craint la (logique hégémonique) contraignant sa marge de manœuvre en matière de réformes et de diplomatie.

[1] - A circuler dans le Maroc d'aujourd'hui 2019, le scénario d'un Maroc sans l'Europe nous parait étrange, le Maroc continue sans rupture apparente, un processus de rapprochement voire d'intégration au sein de ; l'Union européenne. C'est aussi l'avis de Jean Yves Mousseron – Sébastien Abis – Julien Velud – Frédéric Teulon, in « les effets divergentes du printemps arabe sur la coopération euro-méditerranéenne en Tunisie et au Maroc », l'année du Maghreb IX, 2013, p 128.

[2] - Maurice Florey, note sur la demande d'adhésion du Maroc à la communauté économique européenne, annuaire de l'Afrique du Nord, centre national de la recherche scientifique, centre de recherche et d'études sur les sociétés méditerranéennes, CRESM, université d'Aix Marseille, éditions du CNRS, 1986, PP 705-709.

Quant à la Lybie, ses liens avec l'Union européenne sont plus récent, puisqu'il fallait attendre 1999 pour que ce pays soit admis en qualité d'observateur dans le processus de Barcelone, jusqu'en 2011 et sa chute, le régime du colonel Kadhafi entretenait des relations difficiles avec de nombreux pays européens, entravant ainsi toute perspective de coopération sur le modèle des accords euro-méditerranéen d'association et de libre-échange.

Aujourd'hui, la situation est différente, l'Algérie dont l'économie dépendait entièrement de l'exportation des hydrocarbures, la sonnette d'alarme est tirée, elle s'inquiète du secteur du prix du pétrole sous les cent dollars le baril, ses investissements publics sont menacés, la relation entre l'Algérie et l'Union européenne qui renforçait avant le secteur des hydrocarbures détruit les possibilités de diversifier l'économie hors de ce domaine. C'est un nœud très difficile à dénouer aujourd'hui pour l'Algérie qui devrait créer des liens avec ses voisins maghrébins et réviser sa politique de coopération avec l'Union européenne.

Section 2 : la promotion de la coopération régionale au Sud : Les défis auxquels le Maghreb doit répondre.

Un Maghreb plus fort et plus uni aidera à relever des défis communs, tels que, l'instabilité dans la région du Sahel, la sécurité énergétique, la nécessité de créer des emplois et de lutter contre le changement climatique. Les avantages d'une intégration plus poussée au Maghreb profiterait non seulement aux citoyens des cinq pays du Maghreb, mais également à leurs voisins, y compris à l'Union européenne. Pour cette dernière, la mise en place d'une zone de stabilité et de prospérité fondée sur la responsabilité démocratique de l'état de droit au Maghreb constitue un objectif clé de ses relations bilatérales et ne peut être stimulée que par une approche régionale.

Sous-section 1 : L'Union du Maghreb arabe : une nécessité.

Nous allons présenter deux points importants pour lesquels l'Union de Maghreb devient une nécessité, d'abords les menaces mondiales qui sont les premières causes de l'instabilité de la région, ensuite le défis de la protection de l'environnement notamment le réchauffement climatique qui est le sujet principal de notre recherche.

Paragraphe 1 : Les menaces mondiales.

La menace globale représentée par la montée en puissance des groupes djihadistes liés à Al-Qaïda, pourrait changer la donne en incitant les pouvoirs des pays de la région à se rapprocher pour y faire face.

En effet, les politiques sécuritaires n'ont pas sérieusement pris en considération la dimension régionale de la menace terroriste. La coopération essentiellement

bilatérale, lorsqu'elle existe, n'a pas véritablement débouché sur un mécanisme régional de lutte contre l'extrémisme religieux et politique.

L'impératif de combattre le terrorisme offre pourtant des opportunités de coopération entre les Etats de la région, en particulier dans sa dimension transfrontalière, c'est pourquoi, l'Union européenne doit soutenir tous les efforts visant à promouvoir le renforcement de la coopération entre l'ensemble des pays du Maghreb.

Dans ce contexte, l'Union européenne peut encourager l'Union du Maghreb en fournissant des conseils techniques aux autorités compétentes dans les pays du Maghreb et aux structures actives dans la lutte contre le terrorisme et les trafics. Elle peut également soutenir les efforts de règlement des conflits et de réconciliation, notamment par l'adoption de mesures visant à l'instauration d'un climat de confiance.

Paragraphe 2 : Le printemps arabe : quel impact sur l'ordre géopolitique régional.

Au Maghreb, les récentes révolutions qui se sont déroulées en 2011 n'ont pas modifié le statut quo maghrébin, l'avènement d'un nouvel ordre politique dans la région relance toutes les interrogations. En effet, les nouvelles configurations ne cessent d'alimenter les peurs et les incertitudes.

Depuis la chute du colonel Kadhafi, la structure chaotique en Lybie à lourdement impactée l'ensemble de la région. La proximité des frontières et la faiblesse de certains Etats de la zone à l'origine d'une importante circulation d'armes qui profitent aux djihadistes alliés à Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI)[1].

La zone sahélienne est devenue une source de préoccupation pour l'ensemble du Maghreb, la menace sécuritaire née des « printemps arabes » s'est ajoutée à des facteurs plus anciens[2].

En Tunisie, pays qui suscite un espoir de changement réel suite à la révolution de 2011, la sécurité constitue le principal défi au succès de la transition politique. Dans ce pays qui vit une transition difficile, la violence fut à l'origine de la défiance qui s'installera entre la classe dirigeante fraichement éluer et la société. Un véritable bras

[1] - Al-Qaïda au Maghreb islamique, c'est une organisation militaire et terroriste, d'idiologie salafiste djihadiste, née le 25 janvier 2007. Avant son allégeance à Al-Qaïda, elle était connue sous le nom de groupe salafiste pour la prédiction et le combat, un groupe algérien issue d'une dissidence du groupe islamique armé. La zone d'opération du groupe actuelle correspond à la région du Sahel, qui borde au Sud le désert du Sahara, dans ses parties mauritanienne, malienne et nigérienne. Il est également présent en Tunisie et en Libye.

[2] - Jean Bernard Veron, la dimension économique de l'insécurité au Sahel, In Jean Pierre Vettovaglia (dir) déterminants des conflits et nouvelles formes de prévention, Bruyllant, Bruxelles 2013, p 326-338.

de fer s'est alors engagé au cours de l'été 2013 entre le gouvernement qui refusait de partir et la société civile qui affichait clairement sa détermination à le contraindre à la dimension. La fragile transition tunisienne subit donc les effets de la nouvelle donne régionale et de la déstabilisation de la situation libyenne. Mais la situation chaotique en Lybie ne pèse pas uniquement sur la sécurité de la Tunisie, elle a également des effets sur l'économie de ce pays.

Si la situation sécuritaire est préoccupante, le Maghreb ne semble pas organisé pour y faire face, les motivations pro démocratiques de 2011 reflétaient l'existence d'aspirations partagées à la liberté, la démocratie, la justice sociale, le progrès et la liberté parmi de large secteur de la population maghrébine, ces demandes ont agis comme un révulsif pour relancer le projet d'un Maghreb uni, bloqué jusque alors par la rivalité entre l'Algérie et le Maroc et l'absence d'une solution définitive au conflit du Sahara occidental.

En février 2012, l'ancien président tunisien Moncef Marzouki entreprit une tournée dans les capitales maghrébines pour défendre l'idée d'avancer dans la construction d'un « Maghreb des libertés ». Il s'est aussi érigé à la tête d'un mouvement proclamant que la question démocratique doit être située au centre du processus de construction régionale. Selon la conception de Marzouki, ce Maghreb devrait se baser sur les principes de liberté de circulation, résidence, travail, investissement et propriété. La réactivation du projet unitaire maghrébin et la stabilisation et reconstruction de la Lybie sont perçues par les dirigeants tunisiens comme un instrument qui pourrait contribuer de façon décisive à consolider la transition tunisienne en créant des opportunités pour le développement économique du pays. Malheureusement, les tensions qui existent entre l'Algérie et le Maroc à propos du conflit du Sahara occidentale, entre les marocains et les sahraoui, a été le principal obstacle aux avancées dans le projet d'intégration régionale, malgré les différentes propositions du président tunisien d'écarter momentanément ce conflit.

Cependant, ni le besoin de répondre aux aspirations démocratiques et de justice sociale, ni celui d'avancer dans la construction d'un marché uni, n'ont été le facteur qui ont le plus dynamisés les relations intermaghrébines ces dernières années. Le véritable moteur de la coopération régional est la perception de menaces partagées, intensifiées après le climat d'instabilité politique et le risque de désintégration de l'Etat libyen après la chute de Kadhafi et l'explosion du conflit sécessionniste au Nord du Mali.

Au moment des vingt troisième anniversaires de la création de l'UMA, le poids des questions de sécurité s'est refléter dans les accords adoptés au cours de la réunion des ministres des affaires étrangères, qui a eu lieu à Rabat, en février 2012. Mais la rapide détérioration de la situation au Mali et la prise de contrôle du Nord du

pays par des groupes djihadistes ont fait de la question de la sécurité dans le Sahel et son impact possible sur l'Afrique du Nord le sujet central de la réunion maghrébine qui a eu lieu à Alger en juillet 2012.

Aujourd'hui, le vrai défi consiste à penser ensemble la menace sécuritaire en ayant une stratégie commune. La notion de sécurité collective doit être partagée par les pays de la région. Cette coopération stratégique est d'autant plus nécessaire que les Etats occidentaux ont décidé de ne plus être les « gendarmes du monde ». Le Maghreb est pris en tenaille entre un Sahel désarticulé par l'insécurité et la fragilité politique et une Europe repliée sur ses propres préoccupations économiques et sociales.

Le décloisonnement du Maghreb viendrait-il du Nord ? Si le succès n'est pas garanti, on peut cependant imaginer qu'en privilégiant une approche multilatérale, en ignorant les rivalités locales et en exigeant les échanges en matière de renseignement, ces institutions ou Etats du Nord favoriseront une conception globale de la sécurité.

Paragraphe 3 : Environnement et changement climatique : les défis auxquels le Maghreb doit répondre.

Les caractéristiques qui font du Maghreb un espace physique et géographique uniforme, constitué d'un ensemble d'écosystèmes imbriqués et interdépendants exigent des actions concertées entre tous les Etats de la région dans le cadre d'une coopération fructueuse fondée sur l'observation, la surveillance, l'échange d'informations et la conduite de mesures adéquates. Cette interdépendance écologique implique pour les Etats maghrébins une solidarité environnementale au-delà de leurs divergences d'ordre politique et économique. Car la contrainte sur les ressources naturelles et le caractère transfrontalier de certaines pollutions obligent à reconsidérer les rapports traditionnels. La situation de l'environnement au Maghreb révèle bien des carences et des enjeux et interpelle les Etats pour relever les défis du développement dans le cadre de la conservation et de la gestion des biens environnementaux.

Une description sommaire de l'état de l'environnement permet de mesurer la gravité des menaces qui pèsent sur l'environnement physique du Maghreb dont les ressources limitées demandent une préservation et une politique commune.

A) Les caractéristiques naturelles du Maghreb.

Les caractéristiques naturelles et géographiques du Maghreb sont très variées, on distingue trois grands types de reliefs :

- Les zones côtières bordées par l'Ouest du bassin méditerranéen et particulièrement par l'Atlantic en ce qui concerne la façade maritime du Maroc ;

- Les régions intérieures intermédiaires, constituées par d'importantes chaines de montagnes (Atlas, Rif et Tell), de hautes plaines et des plateaux (hauteurs moyennes au-dessus du niveau de la mer de 800m en Algérie et de 900m au Maroc), à l'exclusion es sahariennes, alors que la moitié de la Tunisie se trouve au-dessus de 500 mètres ;

- Le Sahara, un immense désert qui forme l'intérieur des trois pays.

Les plaies qui menacent les sols au Maghreb sont l'insuffisance des terres agricoles viables, l'érosion, les inondations, la déforestation, la rareté de l'eau, la sècheresse et la désertification. L'érosion a déjà sérieusement dégradé les zones agricoles et forestières et causé des dommages irréversibles aux zones steppiques, entraînant de ce fait la déstabilisation de la vie traditionnelle pastorale, le changement climatique, par une distribution fluctuante des précipitations exacerbe ces plaies, augmente la vulnérabilité des sols et des activités agricoles par ses effets sur le sol, l'érosion, la qualité du sol, la salinité et la perte de terres fertiles. Depuis toujours, le problème de la protection et de la conservation des sols a été une préoccupation majeure au Maghreb.

B) Les problèmes environnementaux au Maghreb.

I. Erosion et envasement des barrages.

Le taux spécifique d'érosion au Maghreb est l'un des plus importants dans le monde[1], l'érosion dépend du relief, de la nature du sol et de l'agressivité des pluies[2].

L'érosion est surtout importante au cours d'épisodes violents de précipitations. Elle est d'autant plus intense lorsque ces épisodes surviennent après un long intervalle de sécheresse qui assèche le sol et le rend plus vulnérable à l'érosion, provoquant une forte turbidité des eaux, l'envasement des barrages et le comblement des lits des rivières par dépôt de sédiments.

II. Les forêts.

La superficie forestière avoisine près d'un million d'hectares en Tunisie, deux millions d'hectares en Algérie, et près de quatre millions d'hectares au Maroc. Au fil du

[1] - Le taux peut atteindre 5900 t/km² (tonnes par kilomètre carré) au Maroc, (mesurer sur le bassin versant de Nikor qui alimente le grand barrage de Mohammed Ben Abdelkrim El Khettabi dans le Nord Est du Maroc), 7200 t/km² (mesurer sur le bassin versant du barrage d'Ighil-Imoula en Algérie) et 5100 t/km² (mesurer sur le bassin versant le barrage de Kasseb en Tunisie).

[2] - Une étude réalisée par la FAO au Maroc en 1975 a montré que le taux spécifique moyen annuel d'érosion varie selon les régions du Maroc entre 212 et 2500 t/km².

temps, ces surfaces se sont réduites sous la pression des activités humaines, exacerbées par des facteurs naturels.

Les forêts maghrébines sont de plus en plus vulnérables à cause de multiples dégradations d'origine anthropiques : défrichements en faveur de cultures, incendies, surpâturage et urbanisation en périphérie de villes. Ces dégradations sont empirées par les effets du changement climatique. La hausse de température et la baisse des précipitations ainsi que l'augmentation de l'occurrence de l'intensité des sécheresses fragilisant de plus en plus les forêts et se traduisent par l'affaiblissement physiologique des espèces forestières (la faune et la flore).

III. La rareté de l'eau.

La gestion de l'eau est devenue problématique. L'eau potable devient rare et plus chère[1] au Maghreb à cause de la sècheresse et des faibles précipitations sur la région.

Cette sécheresse entraîne de nombreux effets : diminution du ruissellement, érosion plus intense, dégradation de la qualité de l'eau, par suite de la diminution du taux de dilution des polluants provenant des eaux usées et des rejets liquides et solides, raccourcissement du cycle végétal à cause d'un climat plus chaud, désertification de plus en plus apparente du paysage des zones semi-arides et transport éolien important du sable du Sahara vers le Nord, modification de la période d'émigration des oiseaux migrateurs, augmentation des surfaces irriguées qui risquent d'amener certains pays au-delà du point de rupture. Cela touche déjà la Lybie et la Mauritanie et menace l'Algérie, la Tunisie et le Maroc.

IV. La sécheresse.

La sécheresse est un phénomène récurrent au Maghreb. L'examen des années de sécheresse vécus par la région durant le vingtième siècle fait ressortir une fréquence élevée et une extension spatiale importantes des sécheresses durant la seconde moitié du vingtième siècle.

La période 1985-2005 est la plus marquante, on est passé d'une sécheresse tous les dix ans au cours des années 1950-1960 à deux ou trois sécheresses par décennies.

[1] - Les experts estiment que la quantité d'eau disponible par habitant dans les pays du Maghreb diminuera de 700 m^3 en 2000 à 500 m^3 en 2025.

V. La désertification.

La désertification au Maghreb est un processus qui semble irréversible et qui résulte de l'absence d'une stratégie à grande échelle et des moyens limités mis en œuvre.

La désertification est un phénomène de perte de productivité des terres, est à la fois une question d'environnement et de développement. Elle est liée à l'action anthropique et à la variabilité climatique, mais aussi, à la modification de la biodiversité, en particulier au Maghreb. La désertification des zones steppiques d'Afrique du Nord[1], Algérie, Maroc et Tunisie, est jugée préoccupante parce que, le Maghreb est considéré comme l'une des régions les plus fragilisées par les conséquences de l'aridité climatique et par l'impact des activités humaines sur le milieu naturel. Au Maroc, en Algérie et en Tunisie, la part des territoires nationaux affectés par la désertification était estimé à plus de 80 % au début des années quatre-vingt[2].

Les principales causes de désertification au Maghreb, sont, d'une part, les variations climatiques, et d'autre part, les activités humaines à l'origine de l'utilisation, inappropriée des terres ou une protection inadéquate de l'environnement sous la pression de facteurs socioéconomiques ou politiques spécifiques. Les changements climatiques, du fait de l'augmentation prononcée de la température, de la baisse significative de la précipitation et des sécheresses plus fréquentes et intenses, ne permettent pas la régénération du couvert végétale et constitue une menace grave pour le Maghreb. Les pressions économiques peuvent entraîner une surexploitation qui épuise les terres et conduit à leur désertification. Les activités humaines qui entraînent la désertification sont principalement liées à l'agriculture. Les mauvaises pratiques en matière d'irrigation, particulièrement dans les zones arides du Maghreb, provoquant une augmentation de la salinité et rendent parfois le sol inculte. Le déboisement, pour la récupération du bois et le défrichement des forêts au bénéfice des cultures fragilise le sol et provoque la perte de sa couverture organique entraînant une érosion hydrique et éolienne. Dans de nombreuses régions arides et semi-arides du Maghreb, le bois constitue encore une source d'énergie domestique (éclairage et cuisson). L'intensification des activités humaines augmente l'effet de serre et provoque le réchauffement de la planète.

[1] - Les steppes arides au Nord du Sahara occupent une aire de 630.000 km², entre les isohyètes 100 et 400 millimètres de pluviométrie annuelle moyenne qui s'étend de la mer rouge et du canal de Suez à l'Est à l'Océan Atlantic à l'ouest.

[2] - Mélanie Requiers Desjardins, Sandrine Jouffret et Nabil Khatra, « Lutter contre la désertification, Chapitre 04 », in CIHEAM et Al, Méditerra2009, presses de sciences Po (P.F.N.S.P.), « annuels » 2009, p 137 et 182.

VI. Le littoral.

La dégradation des littoraux maghrébins se fait par le biais de l'urbanisation excessive, rapide et parfois anarchique, les activités touristiques, l'urbanisation, une concentration industrielle importante[1], une multiplication de projets immobiliers et touristiques se développent. Les responsables maghrébins sont partagés entre le souci d'encourager l'investissement, ne sont pas toujours en mesure de formuler des arbitrages qui prennent en considération la composante environnementale dans un milieu à évolution rapide[2].

A l'accroissement de la demande immobilière et touristique s'ajoute une organisation anarchique de l'espace littorale qui aboutit à des formes d'occupation linéaire. Avec le développement du tourisme et des résidences secondaires, le littoral est devenue un lieu attractif à la recherche d'une vue imprenable sur la mer.

La mer n'a pas échappé à la pollution dans les pays du Maghreb, le problème majeur de la pollution marine concerne la gestion des déchets, les experts internationaux ont assuré qu'un seul pays ne peut pas compter sur ses propres moyens pour faire face à ce problème. La méditerranée est aussi caractérisé par l'importance du trafic maritime, ceci augmente par conséquent le risque d'une pollution par les hydrocarbures ou par les substances chimiques dangereuses. A noter aussi que les accidents de trafic maritimes engendrent des dégâts matériaux très graves. Voilà pourquoi il est nécessaire de mettre en place un mécanisme commun d'assistance entre les pays maghrébins, ainsi que des dispositifs liés à la protection de leur mer commune[3].

Du point de vue du changement climatique, la méditerranée subira les modifications qui affecteront l'océan mondial à travers l'océan Atlantic et l'impact des modifications régionales de l'atmosphère parmi les impacts du changement du climat les plus significatifs sur le Maghreb. On peut noter aussi, la diminution des ressources en eau, par suite de réduction de taux de ruissellement qui peut aller au-delà de 70 % (comparé au temps présent), le Maghreb sera parmi les pays les plus touché par la diminution des ressources en eau dans le monde, l'augmentation de l'occurrence des sécheresses sera comprise entre 10 et 20 % par rapport au temps présent, les températures extrême de la période estivale augmenteront de plus de 6° C,

[1] - Chimie, textile, tannerie, centrale thermique, hydrocarbures, etc., tout le long des côtes maghrébines se déversent chaque année des millions de tonnes de produits polluants en provenance des industries chimiques, de l'agriculture, du raffinage, du transport pétrolier et des rejets urbains, voir sur ce sujet, Salima Tlemçani, « des hydrocarbures rejetés en mer par la raffinerie de Skikda, la côte Est du pays frôle la catastrophe », article sur El-Watan, l'actualité, du 13/12/2011, p 04.

[2] - Voir sur ce sujet Rachida El Nifer, thèse de doctorat, faculté El-Manar, université de Tunis.

[3] - Hemedi Nabila, « la coopération entre Etats pour la protection de la mer méditerranée contre la pollution par les hydrocarbures », Op Cit, pp 07-39.

l'occurrence des feux de forêts seront du même ordre qu'aujourd'hui, ce qui signifie que les forêts ont déjà atteint aujourd'hui le seuil limite de résilience.

Aucun pays du Maghreb n'échappe aux problèmes posés par cette vue d'ensemble de l'état de l'environnement, les politiques nationales ont montrées leurs insuffisances, et la situation exige que l'on prenne des mesures communes formées de protection car le bilan établi est loin de répondre à l'immensité des enjeux.

Sous-section 2 : Une stratégie commune maghrébine à l'exemple de la politique communautaire de l'Union européenne pour une meilleure protection de l'environnement.

Etant donné la similitude des problèmes environnementaux à l'intérieur des Etats maghrébins, et l'interdépendance de leurs politiques dans ce domaine, il est devenu urgent de mettre en œuvre une politique commune maghrébine qui trace les grands objectifs pour une meilleure protection de l'environnement et du développement durable.

Paragraphe 1 : La nécessité de tracer ensemble les grands objectifs à atteindre pour une meilleure protection de l'environnement.

L'évolution récente des faits et des idées a montré un peu partout une sensibilisation de l'opinion publique et des gouvernements à la protection de l'environnement.

Nous avons exposé dans la première partie de ce travail l'exemple de l'Union européenne qui s'est développé progressivement au fil des années dans une approche à la fois règlementaire mais aussi de part des méthodes de coopérations entre Etats membres, pour devenir aujourd'hui l'une des meilleure politique environnementale sur le plan international.

Dans les pays du Maghreb, on manifeste le même intérêt, conte tenue de l'état de dégradation dans lesquels se trouve l'environnement, comme nous l'avons décrit plus haut.

Ainsi conformément au traité de Marrakech de 1989, qui crée l'Union du Maghreb arabe et en particulier à son article 2 qui recommande la définition d'une politique commune dans divers domaines, il est évident que l'environnement relève de cette politique, qui vise au développement économique et social des Etats grâce notamment à des projets communs[1].

[1] - Article 3 du traité de Marrakech de 1989 instituant l'Union du Maghreb Arabe. L'Algérie a ratifié ce traité avec le décret présidentiel n° 89-54 du 02 mai 1989, JORA n° 18 du 03 mai 1989, p 399.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

A) La charte maghrébine pour la protection de l'environnement et du développement durable entre prise de conscience d'une politique commune et mise en œuvre.

La charte maghrébine pour la protection de l'environnement et du développement durable adoptée en 1992 à Nouakchott met[1] un point d'honneur à la protection de l'environnement et à toutes les questions relatives à l'environnement traçant les grandes lignes et définissant les orientations générales dans les secteurs concernés, de sorte que ces objectifs s'incarnent dans des programmes exécutifs qui seront établis conformément aux procédures en vigueur dans le cadre de l'UMA.

Le contenu de la charte : premier et seul instrument de référence en matière d'environnement au Maghreb, au contenu important et au caractère contraignant. La charte, en partant du principe d'un droit de chacun de vivre dans un environnement sain et équilibré, dégage une série d'orientations à la fois générales et sectorielles, destinées à encourager les pays de l'Union à mener des actions concrètes en faveur de la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable.

En fait, il s'agit d'intégrer la dimension environnementale dans les politiques de développement dans les Etats de l'UMA et les doter des moyens nécessaires et suffisants pour réaliser les objectifs de protection de l'environnement. Cela suppose un renforcement des structures institutionnelles et administratives en charge des questions d'environnement, et l'adoption de législations homogènes et complémentaires. Il faut aussi effectuer des études d'impact sur l'environnement avant[2] de lancer des projets et des réalisations qui peuvent avoir des incidences négatives, comme il y a lieu de procéder à l'échange d'information, des techniques et des expériences entre les Etats de l'Union dans les domaines de la protection de l'environnement et la préservation de la nature. Ce qui nécessite l'élaboration de programmes de travail dans chaque pays en définissant les priorités en matière d'intervention à moyen et à court terme.

Ce sont là les grandes orientations générales qui résument les motivations des pays du Maghreb à l'égard de l'environnement pour atteindre les objectifs fixés, la charte a ajouté des orientations sectorielles justifiant des actions prioritaires.

---

[1] - Charte maghrébine pour la protection de l'environnement et le développement durable, signée à Tunis en janvier 1991 et adoptée en novembre 1992 par les chefs d'Etats de l'Union du Maghreb arabe au sommet de Nouakchott. Il faut noter l'absence remarquée, à ce sommet, du Roi du Maroc et de l'ex chef d'Etat libyen, qui ont été représentés par des émissaires, le texte de la charte est disponible sur le site : http://www.maghrebarabe.org.

[2] - Sur les études d'impact, voir Azouz Kerdoun, « les études d'impact sur l'environnement en Algérie », Revue des sciences humaines, publication de l'université de Constantine, pp 43 – 56.

- Voir aussi, Mohamed Midoum, « l'enquête publique et l'étude d'impact en Tunisie », in la protection juridique de l'environnement, cérés production, Tunis, 1996, pp 291-305.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Pour créer un environnement favorable à la mise en œuvre des différentes orientations innovantes en matière de développement durable pour l'exploitation rationnelle des ressources naturelles et de développement équilibré. Les Etats de l'Union s'engagent, dans le cadre de la conservation du sol, de la couche végétale et de lutte contre la sécheresse, à adopter des politiques performantes de mise en valeur, d'utilisation et d'exploitation des terres en vue d'assurer la préservation du sol tout en garantissant la sécurité alimentaire. Ce volet important nécessite un soutien aux projets régionaux communs dans le domaine des ressources naturelles et de l'agriculture, d'une part et dans le domaine de la lutte contre la désertification, véritable fléau qui implique des plans de reboisement et de conservation forestière, d'autre part.

Un autre problème préoccupant dans la région du Maghreb, c'est celui de la préservation des ressources en eaux, compte tenue de la rareté des ressources en eaux dans la région du Maghreb, les Etats s'engagent à veiller à la protection de cette ressource précieuse et menacé afin d'assurer une consommation d'eau en quantité nécessaire et adéquate pour répondre aux besoins en eau potable et aux besoins en l'irrigation, l'industrie et le tourisme.

La préservation du patrimoine animal et végétal, la lutte contre la pollution et l'amélioration des conditions de vie, la protection du littorale et du milieu marin[1], la préservation du patrimoine naturel et culturel, l'aménagement du territoire et de planification urbaine, se sont aussi des domaines prioritaires, pour lesquels l'UMA s'est engagé, en prenant les mesures nécessaires pour garantir la préservation et l'amélioration de ces secteurs, en soutenant tous les efforts qui visent l'amélioration des conditions de vie du citoyen et en élaborant un cadre législatif fixant les modalités et moyens de protection de l'environnement et adopter des normes communes pour préserver les ressources naturelles et assurant un équilibre écologique entre les régions à l'échelle tant nationale que maghrébin.

Conscient de l'importance de l'éducation , de la sensibilisation et de la culture environnementale dans la prise de conscience du citoyen maghrébin, l'UMA s'est engagé à intégrer la dimension environnementale dans les programmes de culture et d'information, afin d'atteindre ses objectifs l'UMA encourage les Etats maghrébins à renforcer la recherche scientifique, et encourager la création d'organisations non-gouvernementale ou des associations chargées de la protection de l'environnement, et renforcer leur participation dans les opérations de la protection de l'environnement,

[1] - Voir à ce propos, la convention de coopération dans le domaine maritime, entre les Etats de l'Union du Maghreb Arabe signée à Ras-Lanouf en Lybie, les neuf et dix mai 1991. L'Algérie a ratifié cette convention avec le décret présidentiel n° 91-379 du 12 octobre 1991, JORA n° 51 du 23 octobre 1991, p 1647.

- Voir aussi Mohamed Kahloula, « la protection juridique du milieu marin en droit algérien et la nécessité d'une coopération intermaghrébine », revue juridique de l'environnement, vol 20, n° 01, 1995, pp 05-25.

leur présence au Maghreb en nombre appréciable ces dernières années a accru leur rôle de support doctrinale à l'action, puisqu'elles tendent avec leur moyens d'influencer autant que possible sur des politiques gouvernementales, mais leurs activités restent limitées par les lois en vigueur.

Les problèmes d'environnement sont surtout des problèmes d'échelle régionale, internationale et planétaire comme le problème de la pollution transfrontalière, le changement climatique, la désertification, ils ne peuvent être traité dans le seul cadre national, mais requièrent une large coopération. Les engagements pris par les Etats du Maghreb pour la lutte contre la dégradation de l'environnement, ne devraient en principe soulever aucune divergence entre les Etats membres. Au contraire, ces engagements devraient les inciter à entreprendre sans tarder des actions communes concertées pour réaliser les objectifs fixés. Mais le problème risque de se posé au niveau de la réunion des moyens, surtout financiers, pour la mise en œuvre des programmes, du suivi et de l'application de la réglementation. Ces aspects cruciaux ne sont pas prévus par le document. Il semble qu'on ait voulu, sur ces questions, laisser l'initiative aux Etats.

B) La mise en œuvre de la charte maghrébine pour la protection de l'environnement par les Etats maghrébins.

Les pays du Maghreb sont parmi les premiers pays en développement qui ont signé et ratifié les conventions internationales de l'environnement et ont créé le cadre institutionnel adéquat pour le suivi de la mise en œuvre des engagements découlant de ces conventions.

De ce fait, et pour illustrer l'importance des acquis de la sous-région dans le cadre de la mise en œuvre des convention, un exemple significatif des programmes et initiatives engagés par les pays du Maghreb dans le cadre de l'application des principes de la charte maghrébine pour la protection de l'environnement et du développement durable, tels que, le programme régional de la sécurité alimentaire, la stratégie de l'agriculture maghrébine à l'horizon 2030 avec un plan d'action 2011-2020, et le programme d'action sous régional de la lutte contre la désertification. Nous allons nous intéresser à ce dernier programme pour son importance pour l'environnement au Maghreb.

I. Le programme d'action sous régional de lutte contre la désertification au Maghreb.

a) justification du programme.

Le problème de la désertification au Maghreb, comme nous l'avons expliqué plus haut, est la résultante de plusieurs facteurs anthropiques aggravés par le mode

inapproprié de gestion des ressources naturelles disponibles. Cette situation est illustrée par la dégradation des terres et du couvert végétal entraînant une diminution de leur productivité, celle-ci se traduisant par une dégradation des conditions de vie des populations et une vulnérabilité accrue de ces dernières à la moindre crise climatique.

Le problème de désertification n'a été pris en considération dans les politiques de développement qu'a la fin des années soixante-dix, à la suite de la conférence de Nairobi, et ce, par l'établissement en 1978 du projet de la « ceinture verte des pays du Nord de l'Afrique » couvrant les pays du Maghreb et l'Egypte (sous l'égide du PNUD[1] et de l'ALECSO[2], et par la mise en place de cellules nationales chargées du problème de la désertification. C'est ainsi qu'au cours des années quatre-vingt, chacun des pays du Maghreb a adopté une stratégie ou un plan national de lutte contre la désertification intégré dans son plan de développement économique et social.

Les principales mesures prises pour lutter contre la désertification dans les pays du Maghreb sont, d'une part, d'ordre technique et comprennent principalement, le reboisement, la conservation des eaux et du sol, la mobilisation des eaux, la lutte contre l'ensablement et notamment les codes et les lois relatifs à la gestion des ressources naturelles.

Sur le plan international, à la suite du sommet de Rio de 1992, la communauté internationale adopta en 1994, la convention des Nations unies de lutte contre la désertification[3]. Cette dernière a pour objectif principal de « lutter contre la désertification et d'atténuer les effets de la sécheresse dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, grâce à des mesures efficaces à tous les niveaux ».

A l'échelle régionale et sous régionale, sa mise en œuvre passe par l'élaboration des programmes d'action régionaux et sous régionaux de lutte contre la désertification (PARLCD et PASRLCD)[4], pour l'Union du Maghreb arabe, il a fallu

[1] - PNUD : programme des Nations unies pour le développement, il fait partie des programmes et fonds de l'ONU, son rôle est d'aider les pays en développement en leur fournissant des conseils mais également en plaidant leurs causes pour l'octroi de dons. C'est ainsi que le programme travaille en collaboration avec de nombreux autres, son siège est à New-York aux Etats unis.

[2] - ALECSO : organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences. C'est une organisation de la ligne arabe dont le siège est à Tunis. Elle est établie en accord avec l'article 03 de la charte de l'unité culturelle arabe par une annonce faite au Caire le 25 juillet 1970. L'organisation œuvre depuis 1970à la coordination et à la promotion de différentes activités dans les domaines éducatif, culturel et scientifique dans le monde arabe.

[3] - Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CLD ou CNULCD) est la dernière des trois conventions de Rio à avoir été adoptée, elle a été adoptée à Paris, deux ans après le sommet de Rio, le 17 juin 1994, et est entrée en vigueur le 25 décembre 1996.

[4] - L'union du Maghreb arabe a rédigé son PASRLCD en 1999 comme cadre sous régional de concertation, de coordination et d'action. Parmi ses sept composantes, trois concernent la mesure et le suivi du phénomène : mise en place d'une base de données et d'un système de circulation de l'information

attendre la signature du traité de Marrakech, qui a institué le secrétariat général de l'UMA, pour voir apparaitre des structures maghrébines chargées de la lutte contre la désertification en l'occurrence la commission ministériel chargée de la sécurité alimentaire, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la charte maghrébine pour la protection de l'environnement et le développement durable.

L'objectif immédiat du programme maghrébin de lutte contre la désertification, serait-il de créer un cadre dans lequel seront réalisé, à l'échelle de la sous-région, le partenariat, la participation, la coopération, l'échange d'information, le renforcement des capacités sous régionales, ainsi que l'exécution de projets communs de nature à consolider les efforts nationaux.

En réponse à ces objectifs et pour atténuer les impacts de la désertification, du changement climatique, et garantir la sécurité alimentaire au niveau du Maghreb, le programme d'action sous régional de lutte contre la désertification (PASR)[1] a été élaborée pour répondre aux impératifs d'une lutte plus efficiente contre la désertification, la dégradation des terres et le phénomène endémique de la sécheresse.

b) Le contenu du programme.

Le PASR est défini comme un cadre sous régional de concertation et d'action pour la mise en œuvre des programmes pertinents et cohérents de lutte contre la désertification sur les bases de participation et de partenariat. Le PASR doit être :

Un appui à la mise en œuvre harmonieuse et cohérente des programmes d'action nationaux,

Un cadre stratégique d'harmonisation des politiques de lutte contre la désertification et ses effets dans une perspective à moyen et long terme, un moyen de capitaliser les expériences passées et présentes en vue de leur prise en compte, et un cadre de renforcement, de manière complémentaire, des capacités nationales et

---

sur la désertification au Maghreb, évaluation de l'Etat et la dynamique de cette désertification et mise en place d'un réseau régional de surveillance continue des écosystèmes. In PAN-LCD de l'Algérie, direction générale des forêts, 2004, rapport national de l'Algérie sur la mise en œuvre de la convention de lutte contre la désertification, DGF, Alger, septembre 2004, disponible sur le site http://www.unccd.int/cp/reports/africa/national/2004/algeria-fre.pdf.

- Pour le Maroc PAN-LCD, ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, haut-commissariat aux eaux et forêts et la lutte contre la désertification, disponible sur le site http://www.eauxetforets.gov.ma.

[1] - PASR : Programme d'action sous régional de lutte contre la désertification, c'est un cadre de concertation, de coordination et d'intégration des efforts des Etats des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, mais aussi un ensemble de mesures et de mécanismes cohérents de gestion durable des ressources naturelles partagées. In, programme d'action sous régional de lutte contre la désertification au Maghreb –UMA- secrétariat général, août 1999, p 05, août 1999, disponible sur le site : http://www.unccd.int.

sous régionales existantes pour permettre l'identification, la planification, la programmation, l'exécution et le suivi-évaluation des projets de programmes nationaux et sous régionaux de lutte contre la désertification.

En vue de permettre au PASD de remplir ses fonctions d'une manière efficace et durable, il est envisagé de les axer sur des domaines prioritaires tels que :

- Programmes conjoints pour assurer une gestion durable des ressources naturelles transfrontalières, aux moyens de mécanismes bilatéraux et multilatéraux, selon qu'il convient ;
- Coordination des programmes de mise en valeur de sources d'énergie et de substitution ;
- Coopération dans la gestion et la maitrise de la lutte contre les ravageurs ainsi que contre les maladies des plantes et des animaux ;
- Activités de renforcement des capacités d'éducation et de sensibilisation du public qui sont mieux menées ou appuyées au niveau sous régional ;
- Coopération scientifique et technique, en particulier dans les domaines climatiques, météorologique et hydraulique, y compris la construction de réseau pour la collecte et l'évaluation des données, la mise en commun d'information et la surveillance de projets, la coordination des activités de recherche et développement, et l'établissement d'ordre de priorité dans ce domaine ;
- Recherche de moyens permettant de partager les expériences, en particulier au sujet de la participation des populations et des collectivités locales, et création d'un environnement favorable à une meilleure gestion des terres, et à l'utilisation de technologies appropriés,
- Enfin, renforcement de la capacité des organisations sous régionales à coordonner et à fournir des services techniques, ainsi que la création, réorientation et renforcement de centres sous régionaux et d'institutions sous régionales.

D'après toutes ses orientations, le programme affirme que la lutte contre la désertification dans les pays du Maghreb est d'abord une question d'intérêt national, tout en exploitant ces acquis d'une manière adéquate et solidaire au profit de tous les pays de la sous-région, notamment des populations des zones affectées par la désertification, dans la mesure où l'on aurait maitrisé certaines contraintes, en particulier celles qui réduisent l'efficacité des activités au niveau sous régionale, et ce par des orientations clairement définies.

En conséquence, les activités du PASR seront orientées de façon à permettre aux pays de la sous-région du Maghreb d'adopter une approche holistique et intégré pour la lutte contre la désertification prenant en considération toutes les

problématiques reconnues ; ce choix constitue l'axe central du processus de lutte contre la désertification au niveau de la sous-région du Maghreb.

c) La mise en œuvre du programme.

Pour pouvoir atteindre les objectifs poursuivis par le PASR, il sera nécessaire de mettre en œuvre un certain nombre de projets qui constitueront les composantes de ce programme.

Les pays maghrébins ont formulé des projets classés par ordre de priorité en tant que projets d'envergure maghrébine. Néanmoins, tout projet sera immédiatement mis en œuvre dès que les fonds nécessaires lui sont alloués[1].

a. Projet d'appui institutionnel à l'organe sous régional de coordination du PASR maghrébin.

b. Evaluation du processus de la désertification au Maghreb et mise en place d'une base de données et d'un système de circulation de l'information.

c. Projet sous régional pour la promotion de l'approche participative :

- Projet de mise en place d'un réseau régional de surveillance continue des écosystèmes,
- Projet d'établissement de plans d'ensemble de préparation à la sécheresse et de secours en cas de catastrophe,
- Programme de développement intégré transfrontalier dans les écosystèmes arides maghrébins.

Les Etats du Maghreb sont appelés à assurer un appui à la mise en œuvre de suivi des orientations et assurer la prise de compte des projets, programmes et activités du PASR.

c-1) Réalisation du PASR/LCD au Maghreb 1999-2009.

Chargé de la coordination, de la mise en œuvre par les pays PASR/LCD au Maghreb dans le cadre du comité maghrébin permanent de LCD, le secrétariat général de l'UMA a mis en place en 2000 une unité technique de coordination opérationnel qui a initié des consultations pour développer une coopération et des partenariats avec

[1] - Ceci a été prouvé lors de la rencontre internationale sur la LCD au Maghreb et de la réunion préparatoire au forum maghrébin relatif à l'élaboration du PASR qui ont eu lieu à Rabat respectivement les 5 et 6 octobre 1994, et les 6 et 7 juillet 1999, et la réunion de validation du PASR, tenue à Alger du 20 au 22 septembre 1999.

divers organismes sous régionaux, régionaux et internationaux en vue de mobiliser des appuis financiers, scientifiques pour la mise en œuvre du PASR/LCD au Maghreb.

Cet effort a abouti à la signature de plusieurs accords et mémorandums de coopération et de partenariats[1].

Le PASR/LCD au Maghreb dans sa première phase 1999-2009 a pu concrétiser des réalisations jusqu'au 31 décembre 2009, nous allons exposer quelques-uns.

c-2) Au niveau de l'appui à la mobilisation des ressources financières.

Les acquis portent d'abord sur la conception d'un fonds de financement pour l'environnement avec un guichet pour les actions de la LCD en Mauritanie (fonds créés), et l'organisation de deux ateliers (Djerba et Crabes en Tunisie) pour la mobilisation des ressources et le développement des partenariats pour la LCD dans les pays de l'UMA (Partenaires au développement sensibilisés).

c-3) Au niveau de l'harmonisation de la politique environnementale.

Les acquis ont porté sur quatre points importants, c'est ceux de l'élaboration d'un projet de charte maghrébine sur la LCD, le lancement d'un processus pour l'approbation par les instances des pays de l'UMA de ce projet de charte maghrébine, la décision par les ministres de l'environnement des pays de dialogue 5+5 tenue à Alger, du 26 au 27 avril 2010, pour désigner le PASR/LCD au Maghreb comme cadre de coopération entre les deux rives de la méditerranée dans le domaine de la LCD et de l'adaptation au changement climatique. Enfin, beaucoup de progrès ont été réalisés en matière de renforcement de la coopération sur la lutte contre les fléaux naturels transfrontaliers (ravageurs, épidémies animales, épizooties, zoonoses, etc…).

[1] - Les principaux partenaires sont : le CILSS pour la promotion de la recherche et le développement, l'ICARDA, en juin 2001 pour la recherche et le développement sur la LCD dans les zones arides, la banque islamique de développement en janvier 2002 pour le renforcement de l'unité technique de coordination du PASR, le secrétariat exécutif de la CCD pour un appui financier et technique à l'élaboration de notes conceptuelles pour des projets transfrontaliers potentiellement éligibles à un financement du FEM, et une étude sur la synergie entre les conventions de Rio dans la sous-région ; le mécanisme de la CCD en septembre 2001 pour le renforcement du rôle de la société civile dans le mise en œuvre des PAN/LCD et le développement de partenariat sous régional pour la mobilisation des ressources en 2008 pour mettre à jour le PASR et assurer son alignement à la stratégie décennal de la CCD 2008-2018 ; la banque mondiale pour l'élaboration des études sur le développement intégré des bassins versants et l'aménagement des parcours ; l'Union européenne en 2002 pour la mise en place avec l'OSS de systèmes nationaux et régionaux de suivi, d'évaluation et de circulation de l'information sur les activités de LCD et sur la réalisation d'un projet pilote agro-pastoral dans les parcours avec la participation directe des éleveurs ; l'OSS pour la mise en place des systèmes de suivi-évaluation des programmes de LCD dans les pays de l'UMA (programmes SMAP et projets ROSELT), le programme d'action régional pour l'Afrique (PAR/LCD Afrique) pour la création de réseaux thématiques régionaux ; et l'initiative du NEPAD en 2003 pour les projets de conservation et de mise en valeur des ressources naturelles à priori sous régionale tel que la ceinture verte dans les pays du Maghreb.

c-4) An niveau de l'échange de l'information.

Les acquis portent sur la conception en collaboration avec l'OSS d'un système de circulation de l'information sur la désertification et l'environnement de l'UMA (SCIDE/UMA), et la tenue d'un atelier de validation du contenue du SCIDE/UMA à Tunis piloté par l'OSS.

c-5) Au niveau de l'appui aux ONG maghrébines.

Les acquis portent sur la création d'un réseau d'ONG maghrébin spécialisé dans la LCD et l'appui à la mobilisation de ressources financières pour deux ONG pour la réalisation d'un projet frontalier tuniso-algérien (Oasis de Hazona en Tunisie et celle d'El-Oued en Algérie).

Le PASR de la première génération s'est fixé des objectifs ambitieux par rapport aux ressources financières et moyens réellement mobilisés qui sont restés au deçà des attentes pour sa mise en œuvre effective. Elaboré et adopté bien avant la majorité des PAN/LCD des pays, le PASR s'est avéré insuffisamment ancrée dans ces derniers pour lui assurer l'internationalisation nécessaire en vue de faciliter son financement et sa mise en œuvre conjointement par les pays[1].

II. Le nouveau PASR/LCD au Maghreb 2011-2020.

Avant de parler sur ce contenu du nouveau PASR/LCD pour la période 2011-2020, nous allons d'abord donner un petit aperçu sur la stratégie décennale 2008-2018 de la CCD[2], qui a une vision de « mettre en place un partenariat mondial visant à enrayer et à prévenir la désertification et la dégradation des terres, et atténuer les effets de la sécheresse dans les zones touchées afin de contribuer à la réduction de la pauvreté et au respect durable de l'environnement ». Ces quatre objectifs stratégiques sont : améliorer les conditions de vie des populations touchées, améliorer l'état des écosystèmes touchés, générer des bénéfices mondiaux et mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la CDD. Ces cinq objectifs opérationnels devant orienter la mise à jour des PAN/LCD et des PASR/LCD, plaidoyer, sensibilisation et éducation des acteurs pour s'investir d'avantage dans la CCD ; création d'un cadre d'action favorable à la recherche de solutions à la LCD ; faire autorité mondiale dans la science, technologie et connaissance pertinente à la

[1] - Bien que pertinents, les projets transfrontaliers tels que la mise en place d'un réseau régional de surveillance des écosystèmes ou d'actions conjointes de développement, intégré des ressources naturelles partagées des zones transfrontalières se sont avérés difficilement réalisables d'une manière satisfaisante compte tenu des difficultés dans la mise en place de véritables mécanismes de cofinancement et d'intervention au-delà de la coordination pour mettre en œuvre de véritables projets d'investissements maghrébins.

[2] - Adoptée lors de la huitième session de la conférence.

CDD ; renforcement des capacités des pays touchés et mobilisation des ressources financières et transfert des technologies.

a) Les objectifs du PASR au Maghreb 2011-2020.

L'objectif stratégique à long terme du PASR/LCD au Maghreb pour 2011-2020, est de contribuer au développement durable des ressources naturelles et à l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire des populations pauvres dans les zones du Maghreb touchées par la désertification, la dégradation des terres, la sécheresse et les changements climatiques.

Un autre objectif important est celui de la convergence avec les autres programmes sous régionaux maghrébins et le plan cadre de la stratégie décennale 2008-2018 de la CCD. Pour la convergence, il faudrait qu'elle soit avec les quatre objectifs de la vision stratégique agricole maghrébine 2030 adopté en octobre 2009 et énoncés comme suit : a) Améliorer les revenues et la compétitivité des agriculteurs par l'accélération de l'augmentation des rendements et l'adoption de l'approche filière ; conserver, améliorer et utiliser durablement les ressources naturelles et la biodiversité, améliorer l'environnement institutionnel et promouvoir une politique agricole commune conduisant à des structures d'économie agricoles complémentaires et non concurrentielles ; et dynamiser les échanges agricoles maghrébins et créer une zone de libre-échange.

Pertinents aux quatre objectifs stratégiques et cinq objectifs opérationnels du plan cadre de la stratégie décennale 2008-2018 de la CCD.

b) Principes directeurs du PASR/LCD au Maghreb 2011-2020.

Les principes directeurs du PASR/LCD au Maghreb 2011-2020 pour guider le choix des interventions et les actions sous régionales sont au nombre de sept, les interventions du nouveau PASR doivent :

- ✓ Répondre à des besoins à l'intérêt partagé par les pays maghrébins et avoir un impact tangible et rapide sur la mise en œuvre des PAN/LCD ;
- ✓ Consolider les acquis du précédent PASR/LCD et construire sur les initiatives et institutions existantes plutôt que d'en créer des nouvelles ;

- ✓ Converger avec et complémenter les autres programmes sous régionaux ayant trait à la gestion durable des ressources naturelles afin de créer des synergies et éviter les duplications[1] ;

- ✓ Etre à caractère structurant pour contribuer à renforcer la convergence des positions des pays du Maghreb sur les problèmes globaux et les normes internationaux discutés dans les différents forums.

- ✓ Faire le lien entre les orientations stratégiques et les programmes d'action proposés au tant que réponses aux défis et aux orientations spécifiques du PASR 2011-2020.

- ✓ Ce prêter à un cofinancement catalytique par tous les pays de l'UMA et une mise en œuvre conjointe et en étroite collaboration avec les partenaires au développement.

Pour évaluer la coopération maghrébine pour la lutte contre la désertification, beaucoup de réalisations à plusieurs niveaux ont étaient réalisé tels que : la promotion de la recherche maghrébine sur les thèmes pertinents à la conservation des ressources naturelles, l'élaboration des cartes thématiques comme la carte maghrébine de sensibilité à la désertification, l'éducation et sensibilisation du public, l'appui aux ONG maghrébines, échange d'information et l'harmonisation de la politique environnementale, comme l'élaboration d'un projet de charte maghrébine sur la LCD, le lancement d'un processus pour l'approbation par les instances des pays de l'UMA de ce projet de charte maghrébine, enfin, une meilleure synergie entre les pays s'est développée et des progrès ont été réalisés en matière de renforcement de la coopération sur la lutte contre les fléaux naturels (ravageurs, maladies animales transfrontalières, etc. …).

Malgré ces réalisations modestes, le PASR/LCD au Maghreb s'est fixé des objectifs ambitieux par rapport aux ressources financières et moyens susceptibles d'être mobilisés pour sa mise en œuvre et la réalisation des projets inscrits dans le PASR/LCD au Maghreb a été trop dépendants des financements externes qui ne

[1] - Sans être limitatif, les principaux partenaires institutionnels pour la mise en œuvre du programme sont : <u>En Tunisie</u>, le ministère de l'agriculture et des ressources en eau, l'institution pour la recherche scientifique agricole (IRESA) et les instituts techniques et de recherche et autres institutions. <u>En Algérie</u> : le ministère de l'agriculture et du développement rural, la direction générale des forets (DGF), le centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides (CRSTRA) à Biskra, l'institut nationale de recherche agronomique (INRA) et les instituts spécialisées par catégorie de produit ou thématiques. <u>Au Maroc</u> : le ministère de l'agriculture, le haut-commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification (HCEFLCD), l'institut national de la recherche agronomique (INRA) et la division de recherche et d'expérimentation forestières (DREF). <u>En Mauritanie</u> : la direction de l'environnement et de l'aménagement rural (DEAR). <u>Au niveau régional et international</u> : l'observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), le centre des études sur les zones sèches des pays arabes, le centre international sur la recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), le mécanisme mondial de la CCD.

s'étaient pas matérialisés conformément aux prévisions. L'absence d'un cofinancement par les pays de l'UMA pour la mise en œuvre du PASR a été une contrainte majeure.

Bien que pertinents, les projets transfrontaliers tels que la mise en place d'un réseau régional de surveillance des écosystèmes ou d'action conjointes de développement intégré des ressources en eaux partagées se sont avérés difficilement réalisables compte tenu du contexte limitatif au niveau institutionnel et de financement pour le PASR/LCD au Maghreb.

Voilà pourquoi, aujourd'hui, l'UMA est une nécessité et une urgence pour les Etats du Maghreb, ils doivent au sein de cette organisation renforcer les relations et consolider le volet environnement par la gestion durable des ressources naturelles et doter le SG de l'UMA en ressources humaines adéquates. Les pays de l'UMA doivent adopter le principe de contribuer par des cofinancements catalytiques couvrant les besoins critiques pour la mise en œuvre du PASR/LCD et les autres programmes pour la protection de l'environnement au Maghreb, et pouvant servir de levier pour la mobilisation des cofinancements par les partenaires au développement. Ils ne devraient, en principe soulever aucune divergence entre les Etats membres. Au contraire, les engagements devraient les inciter à entreprendre sans tarder des actions communes concertées pour réaliser les objectifs fixés, il est donc essentiel de ce demander quelle va être la contribution effective des Etats du Maghreb à la protection de l'environnement et à sa prise en compte dans la croissance économique. Et quelles sont les chances de voir les engagements mis en œuvre rapidement à travers des politiques communes. L'environnement n'est-il pas, en fait, le domaine le moins politique sur lequel puissent se réaliser une entente et une coopération fonctionnelle ? Les intérêts en jeu sont collectifs et une action isolée n'a pas de sens.

Sous-section 2 : L'Union européenne peut-elle être considérée comme référence pour l'intégration du Maghreb.

Même si le Maghreb est une région possédant un potentiel de développement très riche et des liens culturels et linguistiques communs, il reste toutefois l'une des régions les moins intégrées du monde. Plusieurs études ont montré qu'une plus forte intégration dans la région pourrait engendrer des bénéfices significatifs sur le plan économique et environnemental et contribuer aux efforts communs pour combattre l'instabilité et relever un certain nombre de défis régionaux, notamment par la promotion du développement socio-économique, la lutte contre le changement climatique, la protection de l'environnement, et le développement d'énergies renouvelables.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

L'enjeu est de taille pour les économies et les sociétés maghrébines dont la désunion les rend tous les jours un peu plus vulnérables et marginales au sein de l'économie mondiale. Plus le Maghreb sera désuni, plus son pouvoir de négociation avec l'Union européenne sera faible. Aux liens asymétriques Maghreb Europe, les maghrébins doivent répondre par l'intégration et la coopération Sud-Sud, enjeux fondamental du développement.

De plus, son union ne doit pas seulement se réaliser dans la perspective de l'Europe seule, le Maghreb doit être envisager sous un angle volontariste, ambitieux et audacieux qui consisterait à façonner un véritable pôle, progressivement intégré, pour tenter de peser sur l'échiquier international et finalement exister sur la carte géopolitique du monde.

Paragraphe 1 : Un parlement maghrébin à l'exemple du parlement européen.

Le système institutionnel de l'Union européenne est original et se distingue de manière radicale des systèmes institutionnels de ses 28 pays membres. Il n'y a pas de président unique de l'UE, ni de premier ministre attitré, ni de gouvernement supranational. Chacune des institutions européenne a son organisation propre et ses membres définis, et travail selon un schéma bien établi en collaboration avec les autres institutions de l'union, elles sont au nombre de sept : le Conseil européen, le Conseil de l'Union européenne (ou le « Conseil »), la Commission européenne, le Parlement européen, la Cour de justice de l'Union européenne, la Cour des comptes européenne et la Banque centrale européenne (BCE). Ces institutions de l'Union européenne sont assistées de deux organes consultatifs : le Comité économique et social européen, et le Comité des régions, le premier est chargé de représenter les intérêts des différentes catégories de la vie économique et sociale européenne, le deuxième est chargé de représenter les intérêts des collectivités régionales et locales des Etats membres de l'UE. Ils sont tous les deux consulté de manière obligatoire dans certains domaines.

Il nous parait alors important de décrire d'abord le Parlement européen, son fonctionnement, son efficacité dans le domaine de l'environnement, avant de proposer un parlement maghrébin à l'exemple du parlement européen, pour rendre la politique communautaire maghrébine, que nous proposons dans ce travail plus efficace.

Le Parlement européen permet aux citoyens de l'UE de participer directement à la politique européenne, les citoyens européens élisent leurs députés dans les circonscriptions nationales pour une période de cinq ans, les députés vont pendant cette même période, représenter au niveau européen, les intérêts de leurs électeurs. Les dernières élections européennes ont eu lieu au mois de mai 2014.

Deuxième partie : La politique maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

A l'instar des parlements nationaux, le parlement européen organise son travail à l'aide de plusieurs commissions parlementaires, celle-ci peuvent être permanentes, temporaires ou d'enquête. Les commissions permanentes sont au nombre de 20, traitant aussi bien des questions budgétaires, agricoles, économiques, institutionnelles, etc.… leurs tâches sont de préparer les travaux des sessions plénières du parlement, elles élaborent notamment les rapports qui sont soumis au vote de l'assemblée plénière. Enfin, le Parlement européen dispose d'un président élu pour une période de deux ans et demi[1].

Depuis 1957, les pouvoir du parlement européen se sont progressivement renforcés et étendus. Le Parlement occupe un rôle essentiel dans la gestion de l'Union européenne, du fait qu'il participe directement à l'élaboration des règlements et des directives européennes (en collaboration avec la Commission et le Conseil de l'Union européenne).

Le Parlement constitue avec le Conseil de l'Union l'autorité budgétaire de l'UE, c'est le Parlement qui arrête le budget définitif de l'UE, il a la faculté de rejeter le budget en bloc (cela s'est déjà produit à plusieurs reprises)[2].

Voilà pourquoi l'UMA doit prendre l'exemple sur l'union européenne, en créant un parlement maghrébin avec des députés maghrébins qui seront directement élus par les citoyens de l'Union maghrébine pour représenter leurs intérêts dans tous les domaines, et ne pas laisser le processus décisionnel monopoliser par le conseil de la présidence, seul organe habilité à prendre des décisions en vertu de l'article 6 du traité de Marrakech. L'UMA peut apparaitre aussi comme un « club des chefs d'Etats » avec le risque de mettre toute la construction tributaire du climat politique qui règne au sommet.

L'idée de créer un parlement du Maghreb élus démocratiquement sur le modèle du parlement européen recueillerait le soutien de beaucoup de maghrébin, la parole devrait aussi être donnée à la représentation parlementaire, expression de la volonté populaire et des opinions publiques maghrébines. Dans ce parlement maghrébin élus démocratiquement, les peuples peuvent d'abord mettre en place des réformes économiques, puis l'instauration d'un marché régional, régler les problèmes environnementaux, et surtout régler le conflit du Sahara occidentale qui bloque l'intégration régionale.

D'ailleurs, l'idée est déjà proposée par l'ancien président de la Tunisie Moncef Marzouki lors de sa première visite officielle au Maroc, il a ainsi exprimé son souhait

[1] - En janvier 2017 l'italien Antonio Tajani a été élu jusqu'en 2019.

[2] - Cécile Barbier, « le Parlement européen après le traité d'Amsterdam », courrier hebdomadaire du CRISP, 1999/16, n° 1641-1642, pp 01-75.

d'organiser un sommet maghrébin en vue de remettre l'Union du Maghreb sur les rails. Il a suggéré l'adoption d'une politique sécuritaire étrangère et de défense commune entre les pays de l'UMA, ainsi que la mise en place d'un parlement maghrébin et ce dans le cadre d'une union où chaque pays garde son indépendance.

De tous ces éléments, il devient de plus en plus nécessaire pour les Etats du Maghreb de dépasser la logique de la guerre froide et de s'inscrire dans une approche prospective tendant vers l'intégration, la collaboration, et l'unification. Il s'agit en réalité d'une chance importante pour les cinq Etats du Maghreb d'assurer l'épanouissement de leur population et par la même occasion se repositionner politiquement et économiquement dans un monde en mutation.

Paragraphe 2 : Un fond vert commun pour des projets environnementaux communs.

A) La banque d'investissement et de l'intégration économique.

Après 24 ans d'existence, l'Union du Maghreb fait un premier pas concret vers l'intégration économique en donnant naissance à la banque d'investissement et de commerce extérieur, c'est l'aboutissement d'un projet lancé de longue date.

La nouvelle institution, dont le capital initial s'élève à 150 millions de Dollars, aura pour mission de financer des projets communs aux cinq Etats membres de l'UMA, donc des connexions énergétiques, tout ce qui touche aux nouvelles technologies, mais également aux autorités qui peuvent relier les différents pays maghrébins.

L'accord-cadre portant création de la BMICE a été signé en 1991 entre les cinq pays de l'UMA[1], mais le statut de la banque n'a été approuvé qu'en 2006.

Outre le financement des projets communs d'infrastructures, la BMICE contribuera à l'édification d'une économie maghrébine intégrée grâce au développement des échanges commerciaux intra-maghrébins, et au renforcement de la circulation des biens et des capitaux entre les pays de la région. Le commerce entre les cinq membres de l'UMA ne représente en moyenne que 3 % des échanges globaux de ces pays, ce qui représente l'un des taux d'intégration le plus faible au monde. Ce qui a été encore une fois confirmé par le Roi du Maroc, lors de son premier discours devant le sommet de l'Union africaine au lendemain de la réintégration de son pays au sein de la communauté africaine, en soulignant que : « Aujourd'hui, nous constatons, avec regret, que l'UMA est la région la moins intégrée du continent africain, sinon de toute la planète : alors que le commerce intra régional s'élève à 10 % entre les pays de la

[1] - L'accord cadre portant création de la BMICE a été signé en 1991 entre les cinq pays de l'UMA, mais le statut de la banque n'a été approuvé qu'en 2001, elle est lancé officiellement en 2015.

SADEC et à 19 % entre les pays de la CEDEAO, il stagne à moins de 3 % entre les pays du Maghreb».

Les incertitudes et la réelle capacité de cette banque à s'affranchir des blocages politiques restent de mise, et certains experts s'interrogent sur les marges de manœuvres dont disposera l'institution avec un capital aussi limité, cependant, pour beaucoup, le jeu en vaut la chandelle, et d'ailleurs au niveau de l'UMA, en s'appuie sur le partenariat déjà en cours avec plusieurs institutions financières internationales comme la banque mondiale, la BERD, la BID ou la BEI pour accompagner le processus.

B) La place de l'environnement et du développement durable dans les objectifs de la BMICE.

En lisant l'article 04 du statut de la banque maghrébine d'investissement et de commerce extérieur qui stipule que : « la banque a pour objet, entre autre, de contribuer à la mise en place d'une économie maghrébine cohérente et intégrée, de préparer, de réaliser et de financer des projets communs, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie dans les pays du Maghreb.

Elle mise également à encourager l'attraction et la fluidité des capitaux, ainsi que leur usage dans des projets à valeur économique et rentabilité financière, et dans le développement des échanges commerciaux et des payements courant qui en découlent ».

D'après cet article, l'objectif principal de cette banque est de financer des projets communs d'infrastructure, et contribuer à l'édification d'une économie maghrébine intégrée, grâce au développement des échanges commerciaux intra-maghrébins, et au renforcement de la circulation des biens et des capitaux entre les pays de la région. L'objectif est de renforcer ces échanges maghrébins d'autant plus qu'il existe plusieurs potentialités dans le domaine commercial qu'il faut savoir exploiter et en tirer le meilleur profit.

Quelle est donc la place de l'environnement et du développement durable dans les objectifs de cette banque. L'article 04 ne fait aucune référence ni à l'environnement, ni au développement durable d'une manière expresse, contrairement aux statuts de la banque européenne d'investissement qui est considéré comme instrument de mise en œuvre d'une politique environnementale commune, qui joue un rôle prépondérant dans le financement de grands projets, aussi bien dans l'Union européenne, qu'au-delà de ses frontières, qui se développe au fur et à mesure que la politique environnementale se développe. La BEI a pris certaines mesures pour améliorer sa politique ses procédures et sa transparence en matière d'environnement, et s'est

engagée, plusieurs fois, à élargir son portefeuille d'investissement dans le secteur de l'environnement, tel a été le cas en juin 2004 lors de la conférence sur les énergies renouvelables en Allemagne, en décembre 2015, pour les changements climatiques. La BEI reste la principale institution financière qui participe activement à la promotion de la politique environnementale : « la protection et l'amélioration de l'environnement comptent parmi les toutes premières priorités opérationnelles de la BEI », « la protection et l'amélioration de l''environnement sont prioritaires, et la BEI applique les normes environnementales élevées établies par l'Union européenne »[1].

« La démarche de la BEI dans le domaine de l'environnement et prospective par son financement de projets environnementaux et par sa manière de gérer ses prêts, et la BEI soutient les investissements qui protègent et améliorent l'environnement de façon directe »[2].

Toutes ces déclarations montrent l'évolution de la procédure environnementale de la BEI, qui s'est amélioré en théorie et en pratique, pourquoi ne pas prendre son exemple sur la banque maghrébine en commençant déjà par lui changé de nom en l'appelant banque maghrébine d'investissement ou fond maghrébin sans le commerce extérieur qui va rassembler tous les projets communs et les projets environnementaux.

Pour une institution maghrébine, telle que la BMICE, il va de soi de regarder au-delà des frontières, de porter son attention sur le moyen et le long terme, et de tenir compte des aspects liés à l'environnement et au développement durable, et plus précisément, la lutte contre le changement climatique, qui doit devenir un principe général de la politique de l'UMA, surtout après l'engagement de chaque Etat maghrébin à l'accord de Paris. Le changement climatique, l'effet de serre, et la nécessité de réduire les émissions, constituent d'importants défis à l'échelle de la planète et aussi pour les Etats maghrébins, voilà pourquoi la BMICE doit s'associer à cette démarche et insérer dans son statut d'une manière direct des mesures afin d'agir en faveur de la soutenabilité environnementale, à travers cette approche la BMICE va encourager d'autres acteurs à manifester leur conscience environnementale.

C) Quelques recommandations pour une banque maghrébine d'investissement ou un fond vert maghrébin commun.

Nous avons proposé dans le chapitre consacré aux objectifs de l'UMA, d'insérer la protection de l'environnement et du développement durable comme un objectif principal parmi les autres objectifs de cette institution. Pour pouvoir mettre en œuvre ce projet et le rendre plus efficace, un financement est indispensable. Voilà pourquoi

[1] - Déclaration faite sur l'environnement, publiée en 2004, voir : http://www.eib.org/attachements/strategies/environnementale_statement_en.pdf.
[2] - Ibid.

nous proposons une banque maghrébine d'investissement, qui doit s'engager à promouvoir un développement sain et durable dans le cadre de l'ensemble de ses activités d'investissement et de coopération techniques conformément à l'accord portant création de la BMICE, qui doit être d'avis que le développement durable sur le plan environnementale constitue un aspect indispensable pour parvenir à des résultats conformes à son mandat de promotion de la transition, et doit reconnaitre que les projets qui encouragent un développement environnemental durable font partie des plus grandes priorités de ses activités. Dans cette politique que nous proposons, il doit être décrit l'approche de la banque concernant les impacts environnementaux dans ce projet, pour cela la BMI doit fixer comme objectif stratégique la promotion des projets à forte valeur ajoutée environnementale.

Elle doit prendre systématiquement en compte les questions de développement environnementales durable dans toutes ses activités et décisions, pour réaliser cet objectif, elle doit d'abord s'engager à adopter un ensemble complet d'exigences de performances spécifiques que doivent respecter les projets communs. La banque doit atteindre des Etats maghrébins qu'ils gèrent les questions environnementales associées aux projets de façon à se conformé aux exigences de performances dans un délai raisonnable.

Dans le cadre de son mandat, la BMI doit chercher à s'assurer que tout projet qu'elle finance est acceptable du point de vue environnementale, à travers ses processus d'évaluation et de suivi des aspects environnementaux, que les projets sont conçus, mis en œuvre et exploités conformément aux exigences réglementaires applicables et aux pratiques.

Elle doit viser à structurer les projets qu'elle finance de façon à ce qu'ils soient guidés par les principes pertinents et les exigences du droit institutionnel. Elle ne doit pas financer les projets qui ne respectent pas les obligations des pays aux termes des conventions et accords applicables, tel que identifié lors de l'évaluation des projets.

La BMI doit s'intéresser à la fois aux causes et aux conséquences du changement climatique dans les pays maghrébins, chaque fois que cela se justifie, elle doit accorder des investissements innovants et une assistance technique pour soutenir les investissements à émission de carbone faibles ou nulles, ainsi les possibilités d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, et pour repérer des occasions de réduire les émissions dans le cadre des projets qui seront appuyés par la BMI.

Elle doit aussi travailler en collaboration avec les autres institutions financières régionales et internationales, tel que la banque européenne d'investissement.

A travers la coopération technique et le dialogue sur les politiques à adopter la BMI doit chercher des possibilités de renforcer les capacités pour examiner et gérer les problèmes environnementaux dans les pays maghrébins. Elle va faciliter le développement d'un environnement favorable pour permettre à ses clients d'obtenir des résultats durables sur le plan environnemental au moyen de leurs projets.

Enfin, la BMI doit refuser de financer un projet pour des missions environnementales. Elle ne doit pas par exemple financer des projets qui peuvent entrainer de futurs impacts environnementaux par exemple des projets polluants ou qui peuvent porter atteintes aux écosystèmes, à la mer, au littoral, …etc., elle doit préciser les responsabilités et rôles respectifs de la BMI et des Etats lors de la conception, la mise en œuvre et l'exploitation des projets.

L'essentiel dans toutes ces propositions est que les objectifs de la BMI doivent préserver, protéger et améliorer la qualité de l'environnement au Maghreb, de protéger la santé de la population maghrébine, de réussir une utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles et de promouvoir l'adoption de mesures visant à résoudre les problèmes d'ordre environnemental, qu'ils soient maghrébins ou mondiaux, et surtout être un outil efficace de mise en œuvre d'une politique environnementale commune.

CONCLUSION

Conclusion

Au terme de cette analyse de la politique communautaire européenne de l'environnement, il apparait évident que dans les années à venir ce droit va aller en se perfectionnant en alourdissant et en multipliant les contraintes environnementales en tout genre sur les activités économiques et de loisirs existantes au sein de l'Union européenne.

Depuis les années soixante-dix, de nombreuses législations environnementales ont été mises en place. Elles représentent maintenant l'arsenal législatif le plus complet au monde. Le corpus des lois environnementales de l'Union européenne est constitué aujourd'hui de près de 500 directives, réglementations et décisions, ces législations environnementales ont permis d'obtenir quelques succès en direction d'une économie plus durable, améliorant ainsi le bien-être de la population européenne tout en conservant les systèmes naturels dont ils dépendent.

Toutefois, malgré ces améliorations, il reste aujourd'hui, d'importants défis à relever tout en stimulant la croissance nécessaire pour offrir emplois et bien-être à ces citoyens, et veiller à ce que la qualité de cette croissance garantisse un avenir durable. Au nombre des priorités environnementales, figure la lutte contre les changements climatiques, surtout après les engagements de l'Union européenne dans l'accord de Paris, la pollution atmosphérique et la réduction de l'impact des produits chimiques sur la santé et l'environnement, la préservation des terres comme ressource de production et comme réservoir de la biodiversité, l'amélioration de la quantité et de la qualité des réserves d'eau douce, la préservation des océans, des lacunes dans la mise en œuvre qui varie d'un secteur à l'autre et d'un Etat membre à l'autre. Des lacunes peuvent apparaitre en raison des réglementations environnementales nationales mettant en œuvre la législation de l'Union ; dans la réalisation des grand objectifs convenus en matière de qualité de l'air, de qualité de l'eau et de la biodiversité ; dans la mise en place de l'infrastructure nécessaire pour le traitement des déchets et des eaux résiduaires ; dans la manière dont les autorités interagissent avec le grand public ; dans le respect des obligations relatives aux garanties comme l'élaboration en temps opportun de plans environnementaux obligatoires tels que des plans de gestion des déchets ; ainsi que dans le respect d'un vaste ensemble de règles applicables sur le terrain telles que l'interdiction de la mise en décharge de déchets.

Afin d'atteindre ces objectifs, nous avons vu comment l'Union européenne avec sa nouvelle stratégie 2050, et son initiative phare « une Europe efficace pour vivre bien » en respectant les limites écologiques dans l'utilisation des ressources, a établi un nombre important de mesures qui ont pour objectif de placer l'UE sur le chemin de cette transformation, en s'appuyant sur les autres initiatives et sur les résultats obtenus

par sa politique communautaire environnementale depuis le début comme nous l'avons tracé dans la première partie de ce travail.

Une telle transformation nécessite, de par son caractère, de profonds changements dans les institutions, les pratiques, les technologies, les politiques et les modes de vie et de pensée prédominants. Réorienter les approches stratégiques existantes peut apporter une contribution essentielle à une telle transformation, pour cela nous proposons quelques approches complémentaires qui pourraient aider à progresser vers une transition à long terme dans la mesure où elles seront considérées dans leur ensemble et mise en œuvre de manière cohérente. Elles se résument ainsi :

1- Transformer l'UE en une économie circulaire, efficace dans l'utilisation des ressources verte et compétitive à faible intensité de carbone, cela stimulera les investissements et apportera des avantages à court et à long termes pour l'économie, l'environnement ainsi que pour le bien-être et la santé des citoyens. Dans le domaine de gestion des déchets par exemple : introduire de nouveaux instruments économiques pour promouvoir la prévention, améliorer l'attractivité économique et la réutilisation et du recyclage, et œuvrer contre l'incinération et la mise en décharge des déchets réutilisables et recyclables.

2- La protection, conservation et amélioration du capital naturel, pour la stratégie de la biodiversité de l'UE qui vise à enrayer la perte de biodiversité dans l'UE d'ici 2020, il est recommander de continuer à soutenir la cartographie et l'évaluation des écosystèmes et de leurs services, la valorisation et le développement des systèmes de comptabilisation du capital naturel.

Dans la politique de la protection maritime qui exige que d'ici 2020 l'impact des pressions sur les eaux maritimes soit réduit pour réaliser ou maintenir un bon état écologique, et pour que les zones côtières soient gérées de manière durable. Il est recommandé de renforcer la comptabilité et la cohérence des méthodes de surveillance dans ces régions maritimes, et continuer à œuvrer pour améliorer les définitions du bon état écologique, y compris par une coopération environnementale en utilisant les travaux des conventions maritimes régionales pertinents.

3- Garantir la santé et la qualité de vie des citoyens.

4- Pour la qualité de l'air, maintenir à la baisse les tendances des polluants atmosphériques afin d'être en totale conformité avec les plafonds nationaux d'émission actuellement applicables, et avec les valeurs limites de la qualité de l'air et réduire les incidences négatives de la pollution atmosphérique sur la santé, l'environnement et l'économie.

5- Réduire les émissions de gaz à effet de serre et appliquer les engagements consacrés dans l'accord de Paris.

6- Qualité et gestion de l'eau : améliorer les méthodes de surveillance et d'évaluation pour résoudre certaines incertitudes concernant l'état de l'eau, et renforcer les mesures pour lutter contre la pollution diffuse provenant de l'agriculture (nitrates).

7- Renforcer la durabilité des villes.

8- Améliorer le rôle des instruments et investissements fondés sur le marché.

9- prendre des mesures supplémentaires pour veiller à ce que les systèmes d'assurance de la responsabilité environnementale continuent de croitre au niveau de l'offre et de la demande.

10- Améliorer la transparence concernant l'organisation et l'accès aux tribunaux, en particulier pour les petites ONG.

11- Pour l'accès à l'information et à la connaissance, déterminer et documenter tous les ensembles de données géographiques nécessaires pour mettre en œuvre le droit en matière d'environnement et rendre les données et les documents au moins accessibles.

L'Union européenne ne s'est pas montrée active qu'avec ses Etats membres dans sa politique environnementale, elle s'est aussi engagée rapidement et fortement avec d'autres pays. Elle a compris depuis de longue date, la nécessité d'œuvrer pour une politique de bon voisinage et de coopération efficace en s'imposant comme un acteur majeur à l'égard des initiatives régionales et bilatérales pour développer ses relations.

Avec les pays du Maghreb, elle a très rapidement entretenu des relations étroites, un Maghreb confronté à de nombreux défis dans le domaine de l'environnement et de l'exploitation des ressources naturelles. Cette relation qui a débuté » au début des années soixante et s'est matérialisée par des accords économiques et commerciaux dont les questions environnementales n'étaient pas une préoccupation au sein de cette coopération. Des accords d'association sont également signés avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, où l'on a consacré pour la première fois les questions liées à l'environnement. La mise en place de la politique méditerranéenne rénovée en 1992, confère un cadre plus ambitieux à une stratégie jusque-là essentiellement bilatérale : effort financier, développement d'une coopération régionale, appui à l'ajustement structurel pour les pays maghrébins menant une politique d'ouverture et de réformes économique.

Conclusion

La conférence de Barcelone constitue, trois ans plus tard, l'acte fondateur de ce partenariat. Celui-ci s'est concentré sur les questions économiques et dans une moindre mesure, sur celles ayant trait à l'environnement, les trois pays du Maghreb, Algérie, Maroc et Tunisie ont été intégré en 2004 dans la politique de voisinage de l'Union européenne. L'UE doit poursuivre son action en faveur du développement politique, environnemental, économique et social de la région, au travers de formels innovations, à l'instar du statut avancé mis en œuvre avec le Maroc pour compléter la mise en place des structures et des procédures permettant d'assurer une meilleur planification stratégique de développement durable.

La Tunisie a entamé depuis le 14 janvier 2011, une large nouvelle page de son histoire moderne marqué par une révolution pacifique pour la dignité et la liberté, dont le seul acteur a été le peuple tunisien. Grace à la révolution, des perspectives radicalement différentes s'ouvrent aujourd'hui dans les relations entre la Tunisie et l'UE, cette dernière est déterminée à s'engager sur le long terme à côté de la transition démocratique tunisienne. En effet, une opportunité historique pour l'UE afin de répondre de manière substantielle, efficace et positive aux défis posés tant à la Tunisie que par le printemps arabe, conformément à la réorientation de la politique de voisinage décidée en 2011.

Dans ce contexte, les conditions sont réunies pour que la Tunisie et l'UE passent à un niveau supérieur et plus stratégique d'approfondissement de leurs relations et d'intégration, compte tenu d'ambitions réciproques plus élevées.

Pour l'environnement, la Tunisie se retrouve dans une situation délicate bien qu'il été avant à l'avant-garde des pays du Maghreb dans ce domaine. Aujourd'hui, bien qu'il dispose d'indéniables atouts économiques, le pays reste miné par la transition démocratique ralentie par le problème de sécurité lié au terrorisme et au conflit armé entre islamistes et modernistes, et l'apparition de la violence politique et de l'intégrisme islamiste.

Pour les autres pays du Maghreb, qui ne présentent pas tous le même degré d'avancement sur la voie de la démocratie, le printemps arabe appelle des réponses plus ciblée. Comme en témoigne la situation et les tensions chaotiques en Libye, où l'environnement n'a jamais été une préoccupation majeure. La Tunisie continue alors de s'intéresser aux questions environnementales mais pas au même degré que le Maroc et l'Algérie, la priorité pour ce pays est plutôt la sécurité, la stabilité et le développement économique, surtout le secteur du tourisme qui est affecté par les problèmes de sécurité lié au terrorisme.

Pour l'Algérie, l'UE salue les efforts de l'Algérie en matière environnementale, dans un contexte de dégradation des écosystèmes couplée à la croissance

démographique, et l'adoption d'un plan national d'action environnemental et de développement durable. En 2016, l'Algérie a relancé la mise en œuvre du schéma national d'aménagement du territoire, et actualisé son plan national de l'eau, avec le soutien de plusieurs programmes d'assistance de l'UE. L'UE note dans son dernier rapport[1] avec satisfaction, l'engagement de l'Algérie en matière de développement durable, notamment rural dans un certains nombres de wilayas pilotes, et la redynamisation des territoires qu'elle soutient également à travers des financements.

Face au défi commun du changement climatique, l'Algérie s'est engagée à travers sa contribution nationale pour la période 2021-2030, qui comporte des objectifs et des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Cette stratégie, qui prévoit notamment une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 07 à 22 % à l'horizon 2030, a été confirmé lors de la ratification, par l'Algérie, de l'accord de Paris sur le climat en octobre 2016. L'UE a réitéré cette année sa volonté d'accompagner l'Algérie dans ce domaine.

Quant au Maroc, qui fait incontestablement figure de bon élève dans la zone sous l'impulsion du Roi, il a su anticiper le printemps arabe, s'engageant sur la voie de la démocratie dès 1999. La constitution adoptée en 2011 est venue couronner cette logique, elle met en place un régime parlementaire garantissant les droits fondamentaux. Sur le plan économique, le lancement du projet Tanger-Med en 2001 a rapproché un peu plus le pays du continent européen dans un contexte économique relativement morose. Quant au domaine de l'environnement, le Maroc continue à coopérer avec l'UE en adoptant des stratégies, des plans d'action et des projets importants en les inscrivants dans le contexte du développement durable et de transition énergétique, il reste néanmoins à l'avant-garde des pays du Maghreb dans ses rapports avec l'UE.

C'est dans ce contexte difficile que se poursuit, au ralenti, le rapprochement avec l'UE en vue de concrétiser la politique Maghrébine de l'UE et surtout le statut de partenaire privilégié accordé au Maroc. La priorité reste néanmoins pour l'UE d'encourager toutes les forces politiques à sortir rapidement de la crise afin que les pays puissent disposer d'institutions stables pour négocier avec elle, notamment dans le domaine de l'environnement et du développement durable, mais l'UE doit surtout encourager une approche régionale UE-UMA en revitalisant l'Union du Maghreb, il importe ainsi que l'UE promeuve une véritable unification du Maghreb : l'UMA qui réunit l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et la Libye est à l'heure actuelle un véritable gâchis marqué par l'absence d'interconnexion, des limites évidentes à la libre circulation des personnes et des marchandises, comme en témoigne la fermeture des

[1] - Procès-verbal, association entre l'UE et l'Algérie, UE-AL-3103/18 Bruxelles, le 14 mai 2018.

frontières entre l'Algérie et le Maroc et l'inexistence d'un marché économique régional à la hauteur des enjeux.

Le Sahara occidental est aussi une source de conflit avec l'Algérie qui ne doit pas être négligée et continue, néanmoins de peser sur le partenariat avec l'UE. Il n'en demeure pas moins que ce problème fragilise directement l'Union du Maghreb arabe. Si l'Union européenne compte agir en faveur d'un Maghreb unifié, elle ne pourra ignorer cette question.

De l'autre côté, les pays du Maghreb ont récemment manifesté un nouvel élan en faveur d'une coopération plus étroite entre eux, ce mouvement toujours hésitant, et ne se traduisant pas encore en mesures générales, se fonde sur la renaissance du fait que les objectifs en faveur de la prospérité, de la stabilité et de la transformation démocratique au niveau national ne pourront être pleinement atteints sans un approfondissement des relations entre les pays du Maghreb, surtout que la situation politique au Maghreb risque d'être marqué par une instabilité plus importante à l'avenir. Le projet de l'unification du Maghreb semble être le seul moyen pour gérer les conflits intérieurs et constituer une force devant l'UE élargie.

Dans le domaine de l'environnement, aujourd'hui, les pays du Maghreb éprouvent de grandes difficultés, surtout pour articuler le développement avec la protection et la sauvegarde de l'environnement qui demande des mutations techniques importantes pour la mobilisation et l'utilisation des ressources ainsi que la maitrise du processus d'industrialisation. La cause essentielle de ces difficultés réside dans l'absence d'une stratégie et action commune à moyen et à long terme pour lutter contre les problèmes environnementaux, notamment en ce qui concerne l'air, l'eau, le milieu marin (la mer méditerranée commune), la gestion des déchets, le sol, la biodiversité, les changements climatiques, qui peuvent avoir des conséquences graves sur des secteurs clés de l'économie comme le tourisme et l'agriculture.

La région offre par ailleurs, des possibilités uniques de s'orienter vers un développement à faible intensité de carbone, notamment en mettant d'avantage l'accent sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique entre autre par le biais de politique et projets transfrontaliers communs, à l'exemple de la politique communautaire européenne, ce qui pourrait ainsi contribuer à attirer des investissements dans la région et créer des emplois.

Afin de réaliser le projet du Maghreb unifié et une politique maghrébine environnementale commune, un rêve pour lequel nous y tenons énormément, nous avons un nombre de propositions à proposer pour une vision globale et commune :

Conclusion

- La stratégie de l'intégration maghrébine représente une opportunité fondamentale pour les pays de la région pour renforcer leur position sur la scène Euro-méditerranéenne, l'Union européenne doit soutenir un tel processus dont l'aboutissement correspond également à ses intérêts propres, elle doit par conséquent encourager le règlement du conflit du Sahara occidental, et aider l'Algérie et le Maroc à retrouver une relation sereine et apaisée.
- L'UE doit être le maitre d'œuvre de la mise à niveau des entreprises de transfert de technologie, de formation, …etc., d'où l'importance de promouvoir une volonté politique de changement et de réforme des relations entre l'Europe et le Maghreb, pour un développement protégé entre les deux rives de la méditerranée.
- Pour le Maghreb, d'abord dans les relations entre ses pays, il faut procéder au règlement du conflit du Sahara occidental, l'ouverture des frontières entre l'Algérie et le Maroc pour apaiser les relations entre les deux Etats, il est en effet inconcevable en plein XXI^{ème} siècle qu'une telle frontière reste fermée entre deux pays voisins.
- L'adoption d'une politique commune maghrébine, notamment dans le domaine de la protection de l'environnement, à l'exemple de la politique communautaire européenne.
- L'installation d'un parlement maghrébin au sein de l'UMA, élu par des citoyens maghrébin qui va représenter l'intérêt général de la population maghrébine, chaque pays de l'UMA sera représenté par un nombre de députés maghrébins selon le nombre des habitants de chaque pays.
- Créer un conseil du Maghreb qui va réunir les ministres des Etats membres de l'environnement et qui va partager avec le parlement maghrébin le pouvoir législatif.
- L'adoption d'une constitution maghrébine où on va consacrer les valeurs et les grands principes du droit de l'environnement et constitutionaliser le droit de chaque citoyen maghrébin de vivre dans un environnement sain et équilibré.
- L'adoption de lois communes maghrébines, telles que les directives européennes dans différents domaines de l'environnement : la désertification, les changements climatiques, la pollution atmosphérique, la protection de la mer méditerranée, la protection des espèces marins, le littoral, la gestion des déchets, …etc.
- L'adoption de stratégies et de plans d'action commun pour la protection de l'environnement, comme par exemple, un plan d'action maghrébin pour la protection de la mer méditerranée et ses espèces marines et assurer leur reproduction.

Conclusion

- La mise en place d'institutions techniques, scientifiques et financières maghrébines pour la mise en œuvre de la politique environnementale commune.
- La création d'un observatoire maghrébin pour la protection de l'environnement et le développement durable.
- La mise en place d'une banque maghrébine pour l'environnement et la transition énergétique qui sera financée par les pays maghrébins et l'aide de l'UE dans le cadre du financement des projets élaborés par l'UE.
- Encourager la naissance des associations maghrébines qui vont activer sur le territoire maghrébin, et qui auront pour objectif de placer l'UMA sur le chemin de la transformation en s'appuyant sur les autres expériences et les résultats obtenus par d'autres associations internationales ou européennes. Les associations sont alors une voie incontournable de développement et de performance. Elles peuvent être de véritables leviers d'action pour l'environnement au Maghreb.
- Promouvoir les mesures d'intégration de l'environnement dans les autres politiques commune, tel que l'énergie, l'industrie, l'agriculture, le transport.
- Mise en place d'une politique énergétique basée sur le développement durable et intégrant les objectifs de sécurité des approvisionnements, de compétitivités et de protection de l'environnement.
- Afin de développer les outils et renforcer les compétitions il est nécessaire d'encourager la participation des compétences maghrébines dans les forums internationaux qui traitent des questions environnementales.
- Créer une université maghrébine qui va se spécialiser dans les questions et les préoccupations maghrébines pour éliminer les pénuries de personnel technique compétent.

Pour que ces propositions et objectifs maghrébins communs soient réalisés, il serait souhaitable que les cinq pays du Maghreb évoluent ensemble dans leurs relations avec l'UE, reprenant ainsi l'esprit de la déclaration du statut de l'UE de Barcelone et celle de l'UMA.

Ces propositions sont ambitieuses, elles peuvent apporter des solutions positives, mais l'absence de volonté politique des dirigeants du Maghreb en vue de lever les verrous qui contraignent le rêve Maghrébin est une explication séduisante, mais elle ne reflète que partiellement une réalité plus complexe où se conjugue plusieurs facteurs.

L'environnement n'est-il pas en fait le domaine le moins politique sur lequel puisse se réaliser une entente et une coopération fonctionnelle ? Les intérêts en jeu sont collectifs et une action isolée n'a pas de sens.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

I/ OUVRAGES.

1. **ALOUI Mohamed Ben El Hassan (le Roi Mohamed Six)**, la coopération entre l'Union européenne et les pays du Maghreb, Nathan collection, références internationales, Paris, 1994.

2. **BENACHENHOU Yacine et Abdellatif BENACHENHOU,** environnement et développement en méditerranée, stratégie pour le futur, éditions Sud France 1998.

3. **BERRAMDANE Abdelkhaleq**, le Sahara occidental, enjeu maghrébin, éditions Karthala, Paris 1992.

4. **BERQUE Jaques**, Maghreb : histoire et sociétés, éditions Duculot-de Boeck, Paris, 1974.

5. **……..,** le Maghreb entre deux guerres, éditions Seuil, Paris 1979.

6. **BICHARA Khader,** le printemps arabe : un premier bilan, centre tricontinental, éditions Syllepse, 2012.

7. **……..,** le partenariat euro-méditerranéen vu du Sud, éditions L'Harmathan, Paris 2001.

8. **BILLET Philippe**, variation autour de la notion d'espèce protégée, in la protection de la nature, 30 ans après la loi du 10 juillet 1976, (dir) Marie-Pierre Camproux-Duffrène et Michèle Durousseau, presses universitaires de Strasbourg 2007.

9. **BRETON Jean Marc,** développement viable et valorisation environnementale, éditions Karthala, Paris 2006.

10. **BORN Charles Hubert et SADELEER Nicolas**, droit international et communautaire de la biodiversité, thèmes et commentaires, éditions Etudes, Paris 2004.

11. **BRONDINO Michèle,** le grand Maghreb : mythe et réalités, alif collection, Tunis, 1990.

12. **BOUZINA Oufriha Fatima Zohra,** Tlemcen capitale musulmane, le siècle d'or du Maghreb central, éditions Houma, Alger, 2015.

13. **Charbonneau Simon**, droit communautaire de l'environnement, édition L'Harmattan, Paris 2006.

BIBLIOGRAPHIE

14. **COURTOIS Jean Pierre,** le partenariat euro-méditerranéen : le processus de Barcelone, nouvelles perspectives, Bruylant, Bruxelles 2003.

15. **CHARLES Julien André**, l'histoire de l'Afrique du Nord, de la conquête arabe à 1830, Tome II, Payot, Paris 1986.

16. **CLEMENT Marc,** droit européen de l'environnement, jurisprudence commentée, éditions Larcier, Bruxelles, 2010.

17. **EDDIOURI Nora,** la dimension financière dans le cadre du partenariat Maroc-Union européenne, éditions publibook, Paris, 2009.

18. **FUCHS Olivier,** pour une définition communautaire de la responsabilité environnementale : comment appliquer le principe pollueur-payeur?, L'harmattan, Paris 2003.

19. **FERANAND Braudel**, la méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philipe II, éditions Armand Colin, Paris 1949.

20. **FRANÇOISE Conté**, environmental crime in Europe : rules of sanctions, (dir) LUDWIG Kramer Europa law publishing, Paris 2004.

21. **HARRIS Paul G**., les Etats Unis et l'environnement, quelles perspectives pour la coopération internationale, in environnement et compétitivité, une stratégie globale pour l'Europe, (dir) d'Elure Faby et de Damien Tressallet, fondation pour l'innovation politique, France 2008.

22. **KARAMAT A,** la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale, défis et principaux de la transposition et de la mise en œuvre, in la responsabilité environnementale, prévention, imputation et réparation, (dir) de Ch Caus, Dalloz, thèmes et commentaires, actes, Paris 2009.

23. **KROMAREK Pascal**, Droit communautaire dans l'ouvrage, l'écologie et la loi, (dir) KISS Alexandre, éditions L'harmattan, Paris 1992.

24. **LAROUI Abdellah**, l'histoire du Maghreb, in essai d'analyse, Maspero, Paris 1970.

25. **LAVIELLE Jean Marc,** Droit international de l'environnement, éditions Ellipses, Paris 1988.

26. **LUDWIG Krämer**, la commission européenne et la pollution atmosphérique, in Alexandre Kiss et Dinah Shelton, (dir) traité de droit européen de l'environnement, éditions Frisson Roche, Paris 1995.

27. **LIGER Sandouine,** pollution de l'environnement : risques et responsabilités, précaution, prévention, pollueur-payeur, édition Damos Coll, Damos environnementale, Paris 2000.

28. **MIEGE Jean Louis,** le Maroc et l'Europe (1830-1894), éditions la porte, France 1989.

29. **POMFRET Richard,** les accords méditerranéens de la CEE en 1980 dans le contexte de l'élargissement, éditions Prométhée, Bruxelles 1980.

30. **THIFFREY Patrick,** droit de l'environnement de l'UE, élément de droit comparé américain - chinois et indien, éditions Bruylant, Bruxelles, 2008.

31. **VERON Jean Bernard,** la dimension économique de l'insécurité au Sahel, in Jean Pierre Vittovanglia (dir), déterminant des conflits et nouvelles formes de prévention, Bruylant, Bruxelles 2013.

32. **WEYEMBERG Anne,** l'harmonisation des législations : condition de l'espace pénal européen et révélateur de ses tensions, collection Etudes européennes, Bruxelles, 2004.

II/ THESES ET MEMOIRES.

A) THESES.

1. **BAZIADOLY Sophie,** le droit communautaire de l'environnement depuis l'acte unique européen, thèse de doctorat en droit public, université Paris II, 1993.

2. **CHEIKH Mback Ndoye,** la coopération entre l'Union européenne et les pays ACP, l'exemple du Sénégal, thèse de doctorat en droit public, université de Reims, Champagne-Ardenne, 2011/2012.

3. **EL-NIFER Rachida**, la protection du littoral dans les pays du Maghreb, thèse de doctorat en droit public, faculté de droit et des sciences politique de Tunis, université de Tunis 2012.

4. **ESSEBBANI Murad Bouchera**, la coopération entre le Maroc et l'Union européenne : de l'association au partenariat. Thèse de doctorat, université Nancy II, Faculté de droit, sciences économiques et gestion, France 2008.

5. **EZZAHIRI Mustapha,** Maroc-Union européenne : bilan d'une décennie de coopération économique et financière dans le cadre du processus de Barcelone, thèse de doctorat, faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Rabat-Agdal, Maroc 2007.

6. **KACHER Abdelkader**, principe « UTI POSSIDETIS » norme régionale ou universelle ? Sa contribution dans la mise en œuvre de l'Union du Maghreb arabe. Thèse de doctorat d'Etat, université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, faculté de droit et des sciences politique, Tizi-Ouzou 2000-2001.

7. **QOUIYD Siham,** Relations Maroc-Union européenne : évolution historique et répercutions socio-spatiales. Thèse de doctorat en géographie, université de Cergy Pantoise, école doctoral de droit et sciences humaines et sociales, Paris 2008.

8. **RUSSO Eleonora,** l'Union européenne et le changement climatique : aspects juridiques, thèse de doctorat en droit, université Panthéon-Assas, Paris 2015.

9. **TERRAZONI Jean Laurent,** union européenne et protection de l'environnement, analyse d'un système de coopération, thèse pour l'obtention d'un doctorat en sciences politiques, université de Nice Sophia Antipolis, faculté de droit et des sciences économiques et de gestion, Nice 2002.

10. **TRARI-TANI Mostefa,** l'état et l'entreprise au Maghreb face à l'ordre arbitral international, thèse pour l'obtention d'un doctorat en droit, faculté de droit et des sciences politiques, Paris II, 2002.

B) <u>MEMOIRES.</u>

1- **HAMEDI Nabila**, le référendum au Sahara occidentale, mémoire de magistère, université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, faculté de droit et des sciences politiques, Tizi-Ouzou 2004.

2- **MAAROUFI Fouad,** le grand Maghreb, récréation des institutions politiques dans les années quatre-vingt, mémoire pour l'obtention de la maitrise en sciences politiques, université d'Ottawa, école des études supérieures européennes et de la recherche, Canada 1994.

<u>III/ ARTICLES</u>.

1- **ABDI Lahouari,** « le régime algérien après les révoltes arabes », revue mouvements, n° 02, Vol 66, 2011, PP 89-97.

BIBLIOGRAPHIE

2- **ABOUDDAHAB Zakaria,** « la transition démocratique du Maroc à l'aune du statut avancé et de l'évolution des institutions européennes », cahiers de la méditerranée, n° 90, 2015, PP 103-125.

3- **AIT HAMADOUCHE Driss Louisa– DRISS Cherif,** « de la résilience des régimes autoritaires : la complexité algérienne », L'année du Maghreb VIII, 2012, PP 279-301.

4- **ALLANI Alaya,** « sécurité globale au Maghreb à l'épreuve des transformations régionales », Revue des études internationales, n° 124-125/2013, PP 127-133.

5- **ALVES Carlos Manuel**, "la protection intégrée de l'environnement en droit communautaire", Revue européenne de droit de l'environnement, n° 02, Vol 07, 2003, PP 129-141.

6- **AOUN Elena,** « l'Union européenne en méditerranée, puissance en repli, normes en déshérence ? », politique européenne, n° 39, Vol 01, 2013, PP 76-104.

7- **AMROUCHE Nassim,** « de la revendication Kabyle à la revendication Amazighe : d'une contestation locale à une revendication globale », L'année du Maghreb V, 2009, PP 145-161.

8- **AMMOR Fouad M.,** « le statut avancé : quels enjeux pour le Maroc dans ses rapports avec l'UE ? » l'annuaire de la méditerranée, le statut avancé à l'épreuve de l'Union pour la méditerranée, éditions du CERM 2009, PP67-78.

9- **AZIOTE Serge, LOUROUGNON S. J.**, « entre l'Union européenne et l'Afrique, une coopération toujours à construire », Revue débat, courrier de l'Afrique de l'Ouest, n° 31, janvier 2006, PP 03-08.

10- **BARBIER Cécile,** « le parlement européen après le traité d'Amsterdam », courrier hebdomadaire du CRISP, 1999/16-17 (n° 1641-1642), PP 01-75.

11- **BARRAQUE Bernard**, « les enjeux de la directive-cadre sur l'eau de l'Union européenne », Revue flux n° 04, Vol 46, 2001, PP 70-75.

12- **BASCO Giansito**, « commentaire de l'acte unique européen des 17-28 février 1987 », cahier de droit européen, n° 4-5/1987, éditions Ferdinand Larcier, Bruxelles, PP.

13- **BEGHZOUZ Aomar,** « du processus de Barcelone à l'Union pour la méditerranée : regards croisés sur les relations euromaghrébines », l'année du Maghreb V/2009, PP 517-536.

BIBLIOGRAPHIE

14- ……., « le Maghreb et l'Europe face à la crise du Sahel : coopération ou rivalités », l'année du Maghreb IX, 2013, PP 173-192.

15- ……., « le Maghreb, le Sahara occidental et les nouveaux défis de sécurité », l'année du Maghreb III, 2007, PP 523-546.

16- BELGHOUCH Abderrahman – Camille et Yves LACOSTE, (dir) « l'Etat du Maghreb », in politique étrangère n° 03/1991, 56ème année, P 746.

17- BERNAY Nathalie, « intégration européenne et environnement : vers une union verte », Revue politique européenne, n° 33, L'Harmathan, 2011, PP 07-36.

18- BIAD Abdelwahab, « la méditerranée à l'aube du nouvel ordre mondial : nouveau front Nord-Sud ou lac de paix et de coopération », in études internationales, n° 51/94, PP 44-53.

19- ……., « la construction du Maghreb au défis du partenariat euro-méditerranéen de l'UE », l'année du Maghreb IIX/2013, PP 103-124.

20- ……., « les nouveaux accords entre l'Union européenne et les pays arabes », Revue confluences méditerranée, n° 21, (1997, printemps), PP 17-26.

21- BLUMAN Claude, « la CECA et l'Euratom », rubriques encyclopédie Dalloz de droit communautaire, Vol 02, n° 100, 1992.

22- BORN Charles Hubert, « jurisprudence en bref, CJUE, 14 octobre 2010, aff. CS 35-07 commission C/République d'Autriche », in droit foncier, Revue d'études juridiques, n° 02/2011, PP 129-131.

23- BOUCHARD Denis, « l'Union pour la méditerranée : un défi européen », politique étrangère, 2008/01, (printemps), PP 51-64.

24- BOULEAU Gabrielle, « l'épreuve de la directive-cadre européenne sur l'eau », annales des mines, responsabilité et environnement, n° 01, Vol 49, 2008, PP 84-91.

25- CAMPS Gabriel, « comment la Berbèrie est devenue le Maghreb arabe », Revue des mondes musulmans et de la méditerranée n° 35, 1983, PP 07-24.

26- CARTEVARIS Anne, « le rôle de la banque européenne d'investissement dans les Etats candidats à l'adhésion à l'Union européenne », centre de recherches et d'études sur l'Europe, fondation Robert-Schuman, question d'Europe n° 81, décembre 2007, PP 01-11.

BIBLIOGRAPHIE

27- **CHERIF Mohamed,** « l'histoire de l'Afrique du Nord jusqu'à l'indépendance du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie : le Maghreb dans l'histoire », introduction à l'Afrique du Nord contemporaine, institut de recherche et d'études sur les mondes arabes et musulmans, éditions du CNRS, Aix-en-Provence 2013, PP 17-47.

28- **CRISTESCU Juliette, «** coopération en Europe du Sud-Est, de nouveaux espaces transnationaux », le courrier des pays de l'Est, vol 1039, n° 9, 2003, pp 17-30.

29- **CLOCHARD Olivier,** « la méditerranée dernière frontière avant l'Europe », Revue les cahiers d'outre-mer, n° 222, 2003, PP 159-180.

30- **COLLIERS de Salies Bruno,** « Union européenne - Tunisie (1995-2005) : bilan de l'accord d'association », L'année du Maghreb II/2007, PP427-431.

31- **COURTILIERE Jean François,** « impact des révoltes arabes au Maghreb, état des lieux et perspectives », Maghreb-Machrek, n° 02, Vol 208, 2011, PP 75-89.

32- **Conseil européen de l'environnement,** « commentaire de l'acte unique européen de l'environnement », revue juridique de l'environnement, n° 1, 1988, pp 75-90.

33- **DARNIS Jean Pierre,** « le printemps arabe révélateur des enjeux de l'objet méditerranéen pour la rive Nord », cahiers de la méditerranée, n° 89, 2014, PP 69-78.

34- **DEHARBE David,** « les apports de la nouvelle directive-cadre relative aux déchets en droit français de l'environnement industriel », Revue juridique de l'environnement, n° 1, Vol 35, 2010, PP 07-24.

35- **DELOCHE Florence – LEQUESNE Cranitez Christian,** « le programme phare : mérites et limites, de la politique d'assistance de la communauté européenne aux pays d'Europe centrale et orientale », Revue politique et management public, n° 01, Vol 14, 1996, pp 143-154.

36- **DE SADELEER Nicolas,** « la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages : vers la reconnaissance d'un patrimoine naturel de la communauté européenne », revue du marché commun et de l'Union européenne, n° 364, 1993, PP 24-32.

37- **DEZALAY Yves,** « de la défense de l'environnement au développement durable, l'émergence d'un champ d'expertise des politiques européennes », acte de la recherche en sciences sociales, n° 166-167, 2007/1, pp 66-79.

BIBLIOGRAPHIE

38- **DUBOIS Franck**, « la construction d'une Europe environnementale », sciences humaines combinées [en ligne], n° 14/2014 mis en ligne le 19 décembre 2017, URL : http://pres.4-bourgogne.index.php?id=383, PP 01-20. consulté le 2 avril 2018.

39- **DUVIVIER Rolants – HAMMER François, HANNEQUART Jean pierre,** « une nouvelle stratégie européenne pour l'environnement dans le cadre de l'acte unique », Revue du marché commun techniques et économiques, n° 316, avril 1988, Paris PP 225-231.

40- **ELZEAR de Sabran Poutines,** « le principe pollueur-payeur en droit communautaire », Revue européenne de droit de l'environnement, Vol 12, n° 1, Paris, 2008, PP 21-60.

41- **ELOLA Calderon Teresa,** « la politique de l'eau de l'Union européenne : vers une gestion quantitative des ressources hydriques », Revue les cahiers de droit, n° 03 et 04 septembre – décembre 2010, Vol 51, PP 489-981.

42- **ESTY Daniel C**., « trumping trump : pourquoi l'accord de Paris survivra, de l'annonce du président Trump à la polémique qui en résulte ; retour sur les raisons de continuer à croire en une politique climatique ambitieuse aux Etats Unis et à la réussite de l'accord de Paris », Revue juridique de l'environnement, Vol 42, n° HS03, 2017, PP 49-57.

43- **ETIENNE Bruno,** « Maghreb et CEE », annuaire de l'Afrique du Nord, centre national de la recherche scientifique, centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes (CRESM), vol 8, (éds) Paris, éditions du CNRS, 1970, pp 819-939.

44- **FAUNE Michaël G.,** « vers un nouveau modèle de protection de l'environnement par le droit pénal », Revue européenne de droit de l'environnement n° 01/2005, PP 03-19.

45- **FLOREY Maurice,** « note sur la demande d'adhésion du Maroc à la CEE », annuaire de l'Afrique du Nord, centre national de la recherche scientifique, centre de recherche et d'études sur les sociétés méditerranéennes, CRESM, université d'Aix-Marseille, éditions du CNRS, 1986, PP 705-709.

46- **GEIGNARD Laurent,** « le pari européen du Maroc », le Maroc et l'Europe, enquêtes et documents, centre de recherche sur l'histoire du monde atlantique, université de Nantes, éditions Ouest, Nantes, 1996, PP 69-80.

47- **GNANGUI Adam,** « quelle place pour l'environnement dans les dispositions des futures accords entre l'UE et les ACP », Revue européenne de droit de l'environnement, n° 01, Vol 04, 2000, PP 49-57..

BIBLIOGRAPHIE

48- ……., « coopération ACP-UE, accord de Cotonou : la politique environnementale de Lomé IV mise en cause », in revue européenne de droit de l'environnement, n° 02, 2003, pp 142-150.

49- GRIMAUD Nicole – BENRAMDANE Abelkhaleq, « le Maroc et l'occident 1800-1974 », Revue française de sciences politiques, 38ème année, n° 05/1988, PP 831-832

50- GRANTHEY Jean Maris, « la coopération internationale sur le Danube : géopolitique de l'intégration du fleuve au continent européen », Revue Balkanologie, n° 01/02 mai 2008, Vol X, PP 01-17.

51- GUERRAOUI Driss, « la coopération euromaghrébine, les orientations prioritaires », le Maroc et l'Europe, enquêtes et documents, centre de recherche sur l'histoire du monde atlantique, université de Nantes, éditions Nantes 1996, PP 81-84.

52- GUILLEN Céline, « entre expertise et contestation : la problématique de l'air intérieur comme nouvelle menace environnementale et sanitaire », Revue sciences sociales et santé, n° 04, Vol 29, 2011.

53- HAGUENOU Catherine Moizard – Thierry MONTALIEU, « l'évolution du partenariat UE-ACP de Lomé à Cotonou : de l'exception à la normalisation », Revue monde en développement, vol 128, n° 04, 2004, PP 65-88.

54- HAMEDI Nabila, « la coopération entre Etats pour la protection de la mer méditerranée contre la pollution par les hydrocarbures », Revue critique de droit et sciences politiques, université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, faculté de droit et sciences politiques, n° 02, 2017, PP 07-39.

55- HAMDAOUI Said, « les tentatives d'intégration des pays du Maghreb face à l'élargissement de la communauté européenne », Revue études internationales, n° 02, Vol 23, 1992, PP 319-34.

56- HEIN Christian, « les nouvelles relations entre la communauté européenne et les pays de l'UMA : de la coopération au partenariat », Revue franco-maghrébine de droit, les rapports entre l'Union européenne et l'Union du Maghreb arabe, n° 05, 1997, PP 86-114.

57- HERZ Michel, « les grands débats autour du droit de l'environnement aux Etats Unis », pouvoirs, droit et environnement, n° 127, novembre 2008, PP 87-107.

BIBLIOGRAPHIE

58- **HUBERT Born Charles,** « Jurisprudence en bref, CJUE, 14 octobre 2010, aff. C535-07, commission C/République d'Autriche », droit foncier, revue d'études juridiques, n° 2, 2011, pp 129-131.

59- **HUBERT Born Charles et Sandrine Maljean DUBOIS,** « le droit communautaire de la conservation de la nature devant la CJCE 1999-2001, jurisprudence récente relative aux directives (« oiseau » et « habitats »), revue juridique de l'environnement, vol 26, n° 04, 2001, pp 597-649.

60- **INTERALIA Tsonga Traoré,** « la politique de l'environnement dans le cadre des conventions de Lomé, aspects juridiques », Revue de recherche juridique, droit prospectif, presse universitaire d'Aix-Marseille III, n° 03, 1995, PP 863-901.

61- **IDLLALENE Samira,** « la charte marocaine de l'environnement et du développement durable sera-t-elle une loi fondamentale ? », Revue électronique en sciences de l'environnement Vertigo (en ligne), débats et perspectives, mis en ligne le 15 septembre 2010, disponible sur le site : http://vertigo.revues.org/9956-DIT:10.4000/vertigo.9956. PP01-45. Consulté le 14 juillet 2017.

62- **JAIDI Larbi – ALLAOUI Nezla**, « le statut avancé Maroc-UE : quelle valeur ajoutée à la PEV ? », l'annuaire de la méditerranée, le statut avancé à l'épreuve de l'Union pour la méditerranée, CERM 2009, PP 29-66.

63- **JOYEUX Arthur,** « subsidiarité et fonctionnement de l'Union européenne », droit et société, n° 80, 20/02, pp 01-10.

64- **KADIM Abdelkader,** « réflexions sur le traité de Marrakech constituant l'Union du Maghreb arabe », Revue générale de droit public, Tome XCV, Paris 1991, pp 70-89.

65- **KAHLOULA Mohamed,** « la protection juridique du milieu marin en droit algérien et la nécessité d'une coopération intermaghrébine », Revue juridique de l'environnement n° 01, Vol 20, 1995, PP 05-25.

66- **KANDIR Abdelkader,** « la demande d'adhésion du Maroc à la communauté européenne, mythe ou réalité », le Maroc et l'Europe, enquêtes et documents, centre de recherche sur l'histoire du monde atlantique, université de Nantes, éditions Ouest, Nantes, 1996, PP 85-89.

67- **KARAGI Anis Siméon**, « l'harmonisation des réglementations nationales et la prise en compte des intérêts des Etats (avancés) de l'acte unique européen au traité d'Amsterdam », Revue Belge de droit international, éditions Bruylant, Bruxelles, n° 02, 1998, PP 600-660.

68- KAZADI Mpiana Joseph, « la problématique de l'existence du droit communautaire africain : l'option entre mimétisme et spécificité », Revue libre de droit, 2014, PP 38-78.

69- KERDOUN Azouz, « les études d'impact sur l'environnement en Algérie », Revue des sciences humaines, publication de l'université de Constantine, PP 43-56.

70- KHROUZ Driss, « le statut avancé et les perspectives du Maroc dans le projet euro-méditerranéen », l'annuaire de la méditerranée, le statut avancé à l'épreuve de l'Union pour la méditerranée, GERM 2009, PP14-23

71- KISS Alexandre Charles, « la convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance », Revue juridique de l'environnement, Vol 06, n° 01, 1981, PP 30-35.

72- KRÄMER Ludwig, « l'acte européen et la protection de l'environnement, réflexions sur quelques nouvelles dispositions du droit communautaire », revue juridique de l'environnement, n° 4, 1987, pp 449-474.

73- ……, « La protection de l'environnement par le droit pénal communautaire », revue de droit de l'Union européenne (RDUE) n° 01, 2009, PP 13-31.

74- KROMAREK Pascal, « commentaire de l'acte unique européen en matière d'environnement », Revue juridique de l'environnement, n° 01, 1988, PP 75-90.

75- KROMAREK Pascal – LUDWIG Kramer, « droit communautaire de l'environnement (1987-avril 1988) », Revue juridique de l'environnement, V13, n° 03, PP 307-326.

76- …….., « droit communautaire de l'environnement (mai 1988 – décembre 1989) », RJE, centre national de la recherche scientifique, Strasbourg, n° 01, 1991, PP 81-105.

77- ……, « droit communautaire de l'environnement », in revue juridique de l'environnement, n° 4, 1991, pp 473-500.

78- ……, « droit communautaire de l'environnement (octobre 1991 – décembre 1993) », RJE, Vol 19, n° 02, 1994, PP 209-248.

79- KOKOTT J., « CJCE grande chambre, 24 juin 2008, commune de Musquer Total France, SA et Total international Ltd, affaire C188-07 », Revue européenne de droit de l'environnement, Vol 12, n° 04, 2008, PP441-486.

80- KODIDIS Théodore, « Chypre, l'occasion manquée », Revue études tome 398, n° 06, 2003, PP 729-733.

BIBLIOGRAPHIE

81- **LABOUZ Marie – Françoise,** « l'acte unique européen », revue québécoise de droit international, vol 3, 1986, pp 133-168.

82- **LAMRANI El-Mahdi,** « l'Union du Maghreb ou l'invincible espoir », L'année du Maghreb IX, 2013, PP 263-276.

83- **LAVOILLOTTE Marie Pierre,** « la future directive cadre déchets, un nouveau pas vers l'objectif zéro déchets », droit de l'environnement, N° 162/octobre 2008, PP 32-35.

84- **LITTMAN Martins Marie-José,** « pénal-pollution des eaux », Revue juridique de l'environnement, Vol 12, n° 04, 1987, pp 509-514.

85- **LOCHER Fabien – QUENET Gregory**, « l'histoire environnementale : origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier », Belin revue d'histoire moderne et contemporaine, n° (56-4), 2009, pp 7-38.

86- **LONDON Caroline,** « la nouvelle directive cadre, déchets : statu quo, évolution ou révolution », BDEI, n° 18, novembre 2008.

87- **MARTY Pascal–LEPART Jaques,** « le réseau Natura 2000 : vers une gestion intégrative de l'espace rural européen », géo-carrefour, Vol 84, n° 03, 2009, PP 173- 180.

88- **MIDOUM Mohamed,** « l'enquête publique et l'étude d'impact en Tunisie », la protection juridique de l'environnement, Cérès production, Tunis 1996, PP 291-305.

89- **MOISSERON Jean Yves –ABIS Sébastien –VELUD Julien –TEULON Frédéric,** « les effets divergeant du printemps arabe sur la coopération euro-méditerranéenne en Tunisie et au Maroc », l'année du Maghreb IX/2013, PP 125-142.

90- **MOUSSIS Nicolas**, « le cadre juridique de la politique de l'environnement », Revue du marché commun, éditions techniques et économiques, Paris, Février 1983, PP 67-69.

91- **MUTALA-TALA Léonard,** « la participation et l'implication des différents acteurs ACP-UE », civitas-Europa, Vo ; 36, n° 01, 2016, pp 17-55.

92- **NIGOUL Claude,** « la méditerranée mythe et réalités », l'Europe en formation, Vol 02, n° 356, 2010, PP 11-34.

93- **OUALALOU Fathallah,** « le Maghreb et l'Union européenne entre la tendance à la reproduction des rapports traditionnels et l'exigence de leur rénovation », le Maroc et l'Europe, enquêtes et documents, centre de recherche sur l'histoire du monde atlantique, université de Nantes, éditions Ouest, Nantes, 1996, PP 91-107.

BIBLIOGRAPHIE

94- PIGNON Tatiana, « Etat Abbassides (750-945) : l'empire de l'islam à son apogée » (1/2) première partie, revue clés du moyen orient, analyses historiques, 25/04/2012, PP 01-04.

95- PRIEUR Michel, « la responsabilité environnementale en droit communautaire », Revue européenne de droit de l'environnement, Vol 01, n° 02, 2004, PP 76-104.

96- ……., « le protocole de Madrid à la convention de Barcelone relatif à la gestion intégrée des zones côtières de la méditerranée », Revue juridique de l'environnement, numéro spécial 2012, les 25 ans de la loi littorale, PP 215-224.

97- RAHAL Ali – HAROUN Tahar, « le partenariat Maghreb arabe – Union européenne : quel avenir ? », Revue des sciences économiques et de gestion, Vol 02, n° 02, 2003, PP 01-18.

98- RAHMOUNI Benchida Bouchra, « Tunisie, crise européenne et printemps arabe : nouvelle ère, nouveaux leviers de croissance », Revue des études internationales, n° 124-125, 2013, PP 33-41.

99- REQUIERS Desjardins Mélanie – JOUFFRET Sandrine – KHATRA Nabil, « lutter contre la désertification », chapitre 4, in CIHEAM et al, méditerra 2009, presses de sciences po (P.F.N.S.P.) (annuels) 2009, PP 137-182.

100- ROETS Damien, « naissance du droit pénal européen de l'environnement (à propos de la directive 2008/99/CE du parlement européen et du conseil du 19 novembre 2008, relative à la protection de l'environnement par le droit pénal », Revue européenne de droit de l'environnement, vol 13, n° 03, 2009, PP 271-283.

101- RUMPELA Yannick, « de l'objectif de développement durable à la gouvernementalisation du changement, expressions et effets d'une préoccupation institutionnelle renouvelée en France et dans l'Union européenne », Revue politique européenne, Vol 33, n° 01, 2011, pp 119-153.

102- SIMONETTI Florence, « le droit européen de l'environnement », Revue pouvoirs, n° 127, 2008/4, PP 67-85.

103- SIOUD Tahar, « synthèses et perspectives d'avenir des relations Tunisie UE », revue des études internationales n° 124-125, 2013, PP75-81.

104- SIMEON Korangianis, « l'harmonisation des réglementations nationales et la prise en compte des intérêts des Etats avancés, de l'acte unique européen au traité d'Amsterdam », revue belge de droit international, éditions Bruylant, n° 2, Bruxelles, 1998, pp 599-660.

105- STROZZI Girolamo, « le principe de subsidiarité dans la perspective de l'intégration européenne : une énigme et beaucoup d'attentes » Revue trimestrielle de droit européen, Vol 30, n° 03, 1994, PP 373-390.

106- SALLES Denis et Olivier NOTTE, « la prise à témoin du public dans la politique de l'eau, la consultation de la directive-cadre européenne sur l'eau en Adour-Garonne », politique européenne, n° 33, 2011/1, PP 37-62.

107- SCHÄFER Isabel, « les politiques euro-méditerranéennes à la lumière du printemps arabe », Mouvements, vol 66, n° 02, 2011, PP 117-126.

108- STEICHEN Pascale, « la proposition de la directive du parlement européen et du conseil sur la responsabilité environnementale en vue de la prévention et la réparation des dommages environnementaux », revue juridique, n° 2, 2003, pp 177-191.

109- THIEFREY Patrick – GUIHAL D., « l'incrimination pénale, instrument ultime de mise en œuvre du droit européen de l'environnement » Gaz, Pal, n° 28 à 29 janvier 2009, PP 11-20.

110- TOURABI Abdellah –ZAKI Lamia, « Maroc : une révolution royale », mouvements, Vol 66, n° 02, 2011, PP 98-103.

111- TSANGO Traoré, Inter-Alia, « la politique de l'environnement dans le cadre des conventions de Lomé, aspects juridiques », revue de recherche juridique, droit prospectif, presse universitaire d'Aix-Marseille III, n° 3, 1995, pp 863-901.

112- TURKI Sami Yacine –LOSHI Clara, « chantier de reconstruction politique en comparaison : la décentralisation en période postrévolutionnaire en Tunisie et en Libye », l'année du Maghreb, n°16, 2017, PP 71-88.

113- URDY Lionel, « l'Europe et la méditerranée, dix-ans après Barcelone : voisins dorénavant ? » l'année du Maghreb I, 2006, pp 57-70.

1) <u>COMMUNICATIONS</u>.

1. **BAATI Moncef, «** le renforcement du partenariat Tuniso-européen : choix ou nécessité », acte du colloque : enjeux Maghreb-Union européenne, organisé par l'association des études internationales en partenariat avec la fondation Friedrich Ebert en Tunisie, Tunis le 05 et 06 mai 2016, revue études internationales n° 130/131, juin 2016, pp 95-106.

2. **BAHLOUL Mohamed, «** une lecture algérienne de la PEV », acte du troisième colloque international, politique européenne de voisinage et le stratégie et développement durable,

de la faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis, Hammamet, 01 et 02 juin 2007, édité par Mohamed HADDAR, pp 272-278.

3. **BEN SALEH Jomaa,** « la coopération Maghreb-UE : avenir et impactes de l'ALECA, les enjeux énergétiques », acte du colloque : enjeux méditerranéens Maghreb-UE organisé par l'association des études internationales en partenariat avec la fondation Friedrich Ebert en Tunisie, Tunis le 05 et 06 mai 2016, revue études internationales n° 130/131, juin 2016, pp 133-136.

4. **BENKHADRA Amina – norbert ROTTGEN et Hicham MENJOUR,** « besoins, avenir et perspectives d'un partenariat », acte du colloque : Maroc - UE, perspectives pour un partenariat énergétique, neuvième rencontre scientifique annuelle organisée les 17 et 18 juin 2013 à Rabat (Maroc), par l'association Ribat-El-Feth pour le développement durable et la Konrad Adenauer Stiftung.

5. **BENNIS Abdelhadi, «** politique environnementale suivie par le Maroc et ses enseignements », acte du colloque : environnement et changement climatique au Maroc, diagnostique et perspective, organisé par Konrad Adenauer Stiftung E.V, bureau au Maroc, édité par ELINOR Zeiro – Mahmalat et abdelhadi Bennis, 1er éditions, Maroc 2012, pp 11-26.

6. **BEURDLEY Laurent, «** un renforcement inédit des relations bilatérales Maroc-UE, l'octroi du statut d'Etat avancé », acte du colloque : la politique méditerranéenne de l'UE, organisé par le conseil régional de Bourgogne, le 05 novembre 2009.

7. **BILLET Philippe, «** la protection intégrée de la mer méditerranée en droit communautaire », acte du colloque : la politique méditerranéenne de l'UE, organisé par conseil régional de Bourgogne, le 05 novembre 2009.

8. **CHAPOUTOT Remadi Mounira,** « Maghreb et Europe : une si longue histoire connectée », acte du colloque : enjeux méditerranéens Maghreb-Union européenne, organisé par l'association des études internationales, en partenariat avec la fondation Friedrich Ebert en Tunisie, Tunis le 05 et 06 mai 2016, revue études internationales n° 130/131, juin 2016, pp 41-66.

9. **EL-HADJ Bellat,** (secrétaire général du ministère de l'environnement et des ressources en eau algérien), « programme d'appui à la politique sectorielle de l'environnement », séminaire organisé conjointement par le ministère de l'environnement et des ressources en eau et la délégation de l'UE à Alger, à l'hôtel El-Djazair le 20/10/2015 à Alger.

10. **HAMOUNT Francis, «** état de transposition de la directive habitats dans les Etats membres de l'Union européenne », acte du colloque : la mise en place du réseau Natura 2000, les transpositions nationales, organisé par l'université de Limoges, faculté de droit et des sciences économiques, à Caserta Piedimonte Matise, le 30 et 31 mai 2003, éditions pul in en 2003, PP 11-29.

11. **HADDAR Mohamed, «** la PEV : contenu, méthodes et perspectives », acte du colloque : international politique européenne de voisinage et le Maghreb, organisé par le laboratoire perspective, stratégie et développement durable de la faculté des sciences économiques et de gestion de Tunis, Hammamet, 01 et 02 juin 2007, édité par Mohamed HADDAR, pp 21-36.

12. **HEBERT Séverine,** « la dépollution de la mer méditerranée, un enjeu du droit des relations extérieur de l'Union européenne », acte du colloque : la politique méditerranéenne de l'Union européenne, organisé par le conseil régional de Bourgogne, le 05 novembre 2009.

13. **SADOK Belaid, «** nouvelles perspectives d'un espace industriel méditerranéen », colloque, la méditerranée en question : conflits et interdépendances, organisé par la fondation du Roi Abdul Aziz, Casablanca du 07 au 09 décembre 1989, éditions Abdelaziz CNRS Maroc 1991.

14. **VALY Tuho Charles, «** l'Afrique de l'Ouest et l'avenir des relations entre les pays ACP et UE », acte du colloque : l'avenir de Lomé, organisé par la Friedrich Ebert Setting à Bruxelles les 10 et 11 juin 1996, éditions Fes-library, février 2002, pp 1-19.

IV/ ACCORDS.

1) ACCORDS INTERNATIONAUX.

1. **Convention cadre des Nations Unies,** sur les changements climatiques (CCNUCC) adoptée au cours du sommet de la terre de Rio de Janeiro en 1992, entré en vigueur le 21 mars 1994, disponible sur le site http://unf.ccc.int.

2. **Convention des Nations Unies sur le droit de la mer,** conclue à New-York le 10 décembre 1982, entrée en vigueur le 16 novembre 1994, disponible sur le site http://www.un.org.

3. **Convention de Genève,** du 13 novembre 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, entrée en vigueur le 28 janvier 1988, disponible sur le site http://treaties.un.org.

BIBLIOGRAPHIE

4. **Convention de Vienne** pour la protection de la couche d'ozone, conclue à Vienne le 22 mars 1985, entrée en vigueur le 22 septembre 1988, disponible sur le site http://treaties.un.org.

5. **L'accord de Copenhague,** au terme de la conférence de Copenhague de 2009 sur le climat, disponible sur le site http://www.climat.be.

6. **L'accord de Paris sur le climat,** convention cadre sur les changements climatiques, 11 décembre 2015**,** entré en vigueur le 04 novembre 2016, disponible sur le site http://unf.ccc.intr.

7. **Convention de Barcelone** pour la protection de la mer méditerranée contre la pollution adoptée le 16 février 1976, entrée en vigueur le 12 février 1978, disponible sur le site http://reglementation-poluer.chez-alice.fr.

8. **Convention de Barcelone** pour la protection du milieu marin et du littoral adoptée à Barcelone le 10 juin 1995, entrée en vigueur le 09 juillet 2004, disponible sur le site http://web.unep.org.

9. **Convention de Cotonou,** entre l'Union européenne et les Etats d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), adoptée le 23 juin 2000 à Cotonou, entrée en vigueur le 1er avril 2003, disponible sur le site http://mn3012634-fr.pdf.

10. **Convention de Lomé,** accord de coopération commerciale signé le 28 février 1975 entre la CEE et les pays ACP, entrée en vigueur le 1er avril 1976, disponible sur le site http://www.CVCE.eu/obj/la_convention_lome_i_fr_b9754fe-2653-4c96-9aee-b739602353c7.html.

11. **Convention de coopération dans le domaine maritime,** entre les Etats de l'Union du Maghreb arabe, signée à Ras-Laouf en Lybie le 09 et 10 mars 1991, disponible sur le site http://www.ceja.ch.

12. **Déclaration de Stockholm,** conférence des Nations Unies sur l'environnement réunie à Stockholm du 05 au 16 juin 1972, disponible sur le site http://www.diplomatie.gpouv.fr.

13. **Déclaration de Rio,** adoptée lors du sommet de Rio de Janeiro (Brésil), le 30 juin 1992, disponible sur le site http://www.diplomatie.gouv.fr.

14. **Charte maghrébine pour la protection de l'environnement et du développement durable,** adoptée en novembre 1992 au sommet de Nouakchott, disponible sur le site http://www.umaghrebarabe.org.

BIBLIOGRAPHIE

15. **Convention de Bâle,** adoptée le 22 mars 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination, entrée en vigueur le 05 mai 1992, disponible sur le site http://www.basel.int.

16. **Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction,** signée à Washington le 03 mars 1973, entrée en vigueur le 1er juillet 1975, disponible sur le site http://www.cities.org.

17. **Convention de Marpole,** Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, adoptée le 02 novembre 1973 à l'OMI, entrée en vigueur le 06 avril 1987, disponible sur le site http://www.dechetstoxiques.gouv.ci.

2)ACCORDS EUROPEENS.

a. Accords.

1. Déclaration du sommet de Paris, adopté le 21 octobre 1971, disponible sur http://ec.europa.eu.

2. Traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne et les traités instituant les communautés européennes et certains actes connexes, signé à Amsterdam le 02 octobre 1997, JOCE n° C-340/1 du 10.11.1997.

3. Traité de Lisbonne, modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la communauté européenne, signé à Lisbonne au Portugal le 18 décembre 2007, JO n° C-306/ISSN 1725-2431 du 17 décembre 2007.

4. Le traité de Nice, traité instituant la communauté européenne, signé le 26.02.2003, JO n° C-80 du 10/03/2001.

5. Traité de Maastricht, traité sur l'Union européenne signé le 07 février 1992, disponible sur le site http://www.cvce.eu.

6. Accord de partenariat stratégique entre l'UE et ses Etats membres d'une part, et le Canada d'autre part, JOUE n° L-329/45 du 03.12.2016.

7. Accord de partenariat économique entre les Etats de Cari forum d'une part et la communauté européenne et ses Etats membres d'autre part, JO n° L-289/1 du 30 octobre 2008.
8. Accord intérimaire établissant le cadre d'un accord de partenariat économique entre les Etats d'Afrique orientale et centrale d'une part et la communauté européenne et ses Etats membres d'autre part, JO n° L-111 du 24 avril 2012.

BIBLIOGRAPHIE

9. Accord européen d'association entre les communautés européennes et leurs Etats membres d'une part, et la république de la Lettonie d'autre part, disponible sur http://www.senate.be.

10. Accord de partenariat de Cotonou entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du pacifique d'une part, et la communauté européenne et ses Etats membres d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, JO n° L-317 du 15.12.2000.

11. Accords d'association entre le Maroc et la CEE signé le 27 avril 1976, règlement CEE n° 2211/78 du conseil du 26 septembre 1978, JOCE n° L 264 du 27 septembre 1978.

12. Accord d'association entre la CEE et l'Algérie signé le 26 avril 1976, règlement CEE n° 2210/78 du conseil, 26 septembre 1978, JOCEE n° L-263, 27 septembre 1978.

13. Protocole entre l'Algérie et la CEE n° 01 du 26 septembre 1978, JOCE n° 2210/78 L-263, 29 novembre 1978.

14. Protocole entre l'Algérie et la CEE n° 02 du 22 novembre 1982, JOCE n° 3177/82 L-33, 29 novembre 1982.

15. Protocole entre l'Algérie et la CEE n° 03 du 21 décembre 1987, JOCE n° 88/30 L-22, 27 janvier 1988.

16. Protocole entre l'Algérie et la CEE n° 04 du 16 mars 1982, JOCE n° 92/206 L-294, 08 avril 1992.

17. Accord d'association entre le Maroc et la CE signé le 26 février 1996, JOCE n° L-70 du 18 mars 2000.

18. Accord d'association entre la Tunisie et la CE, signé le 17 juillet 1995, JOCE n° L 97/2 du 30 mars1992.

19. Statut avancé du Maroc (2013-2017), JO n° (2013) 6 final.

b.Résolutions européennes.

1. **Résolution du parlement européen sur le livre vert de la commission sur les problèmes environnementaux du PVC**, [COM (2000) 469-C5-0633/2000-2000/2297 (COS), disponible sur le site http://www.europarl.europa.eu.

2. **Résolution du parlement européen sur la communication concernant la stratégie communautaire pour la gestion des déchets** et sur le projet de résolution du conseil sur la politique des déchets, [COM (95)399-C4-0453/96), JO n° C 362 du 02/12/1996.

BIBLIOGRAPHIE

3. **Résolution du 17 juillet 1997** sur la communication de la commission au conseil et au parlement européen concernant les accords dans le domaine de l'environnement, [COM (96) 561-C4-00].

4. **Résolution du parlement européen et le conseil de l'UE sur le septième programme d'action général de l'Union pour l'environnement à l'horizon 2020**, « bien vivre dans les limites de notre planète », JOUE n° L 354/171 du 28/12/2013.

5. **Résolution sur le programme d'action sur l'environnement** adopté par le conseil européen le 07 février 1983, JOCE n° C46 du 17 février 1983.

6. **Résolution du conseil européen** du 19 octobre 1987 concernant le quatrième programme d'action des communautés européennes en matière d'environnement (1987-1992), JOCE n° C328 du 07/12/1987.

7. **Résolution du parlement européen** du 18 février 1986 sur l'introduction relative à la protection de l'environnement dans le traité instituant la CEE, JOCE n° C68 du 24 mars 1986.

8. **Résolution du conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres** réunis au sein du conseil du 1er février 1993, concernant le cinquième programme communautaire de politique et d'action en matière d'environnement : vers un développement soutenable, JO n° C138 du 17/05/1993.

9. **Résolution de la commission européenne du 14 novembre 1996** concernant le réexamen de la stratégie communautaire pour la gestion des déchets et sur le projet de résolution du conseil sur la politique des déchets, [COM (95) 399-C4-0453/96], JO n° C-362 du 02/12/1996.

10. **Résolution du parlement européen sur le livre vert relatif aux problèmes environnementaux du PVC,** [COM (2000) 469 final] du 26/07/2000.

V/ TEXTES JURIDIQUES.

A. Textes juridiques nationaux.

a. Textes algériens.

1) Décret présidentiel 80-14, du 26 janvier 1980, portant ratification de la convention de Barcelone de 1976 pour la protection de la mer méditerranée contre la pollution, JORA n° 052 du 25/12/1979.

BIBLIOGRAPHIE

2) Décret 82/498 du 25 décembre 1982 portant adhésion de l'Algérie à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signé à Washington le 03 mars 1973, JORA n° 55 du 25 décembre 1982.

3) Décret présidentiel 89/54 du 02 mai 1989 portant ratification du traité constitutif de l'UMA, signé à Marrakech le 17 février 1989, JORA n° 18 du 03 mai 1989.

4) Décret présidentiel 91/379 du 12 octobre 1991, JORA n° 51 du 23 octobre 1991.

5) Décret présidentiel 92/354 du 23 septembre 1992, portant ratification de la convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, signé à Vienne le 22 mars 1985, JORA n° 69 du 27 septembre 1992.

6) Décret présidentiel 92/355 du 23 septembre 1992 portant adhésion au protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'Ozone, signé à Montréal le 16 septembre 1987, ainsi qu'à ses amendements, Londres 27 et 29 juin 1990, JORA n° 69 du 27 septembre 1992

7) Décret présidentiel 93-99 du 10 avril 1993, portant ratification de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, JORA n° 24 du 21 avril 1993.

8) Décret présidentiel 95-163 du 07 muharram 1416 correspondant au 06 juin 1995 portant ratification de la convention sur la diversité biologique signé à Rio de Janeiro le 05 juin 1992, JORA n° 32 du 14 juin 1995.

9) Ordonnance 96/05 du 10 janvier 1996, portant approbation de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer, JORA n° 003 du 14 janvier 1996.

10) Décret présidentiel 16/262 du 13 octobre 2016, portant ratification de l'accord de Paris sur le changement climatique, adopté à Paris le 12 décembre 2015, JORA n° 60 du 13 octobre 1996.

11) Décret présidentiel 98-158, du 16 mai 1998 portant adhésion avec réserve de la république algérienne à la convention de Bâle, adoptée le 22 mars 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, JORA n° 32 du 14 mai 1998.

12) Loi N° 02-01 du 05 février 2002 relative à l'électricité et à la distribution du gaz par canalisation, JORA n° 08 du 06 février 2002.

13) Décret présidentiel 04-141 du 28 avril 2004 portant ratification des amendements à la convention de Barcelone, adoptée le 10 juin 1995, JORA n° 28 du 05 mai 2004.

14) Décret présidentiel 04-144, du 04 avril 2004 portant ratification du protocole de Kyoto à la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, fait à Kyoto le 11 décembre 1997, JORA n° 29 du 09 mai 2004.

BIBLIOGRAPHIE

15) .**Loi N° 04-09** du 14 août 2004, relative à la promotion des énergies renouvelables dans le cadre du développement durable, JORA n° 52 du 18 août 2004.

16) **Arrêté ministériel du 21 février 2008** fixant les règles techniques et raccordement au réseau de transport de l'électricité et les règles de conduite du système électrique, JORA n° 25 du 18 mai 2008.

17) **Arrêté interministériel du 19 avril 2008** portant adoption du règlement technique relatif au module photovoltaïque (PV) au silicium pour application terrestre, JORA n° 43 du 30 juillet 2008.

18) **Loi N° 09-09** du 30 décembre 2009, portant loi de finance complémentaire pour 2011, JORA n° 40 du 20 juillet 2011.

19) **Décret exécutif n° 13-218** du 18 juin 2013, fixant les conditions d'octroi des primes au titre des coûts de diversification de la production d'électricité, JORA n° 33 du 16 juin 2013.

20) **Décret exécutif n° 13-218** du 18 juin 2013, fixant les conditions d'octroi des primes au titre des coûts de diversification de la production d'électricité, JORA n° 33 du 26 juin 2013.

21) **Arrêté ministériel du 02 février 2014** fixant les tarifs d'achats garantis et les conditions de leur application pour l'électricité produite à partir des installations utilisant la filière solaire photovoltaïque, JORA n° 23 du 23 avril 2014.

22) **Loi N° 14-10** du 30 décembre 2014 portant loi de finance pour 2015, JORA n° 78 du 31 décembre 2014.

23) **Décret exécutif n° 15-69** du 11 février 2015, fixant les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spécial n° 302/131 intitulé « fond national pour la maitrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération », JORA n° 09 du 18 février 2015.

24) **Loi N° 15-19** du 30 décembre 2015 modifiant et complétant l'ordonnance n° 66/156 du 08 juin 1966 portant code pénal, JORA n° 71 du 30 décembre 2015.

25) **Constitution de la république algérienne démocratique et populaire,** loi n° 16-01 du 06 mars 2016, JORA n° 14 du 07 mars 2016.

BIBLIOGRAPHIE

b. Textes marocains.

1. **Dahir n° 01-03-60** du 12 mai 2003, portant promulgation de la loi n° 12-03 relative aux études d'impacts sur l'environnement, BO n° 5118-18 du 19 juin 2003.

2. **Dahir N° 1-3-61** du 12 mai 2003, portant promulgation de la loi n° 13-03, relative à la lutte contre la pollution de l'air, BO n° 5118 du 19 juin 2003.

3. **Loi n° 03-11** du 22 mai 2003 relative à la protection et la mise en valeur de l'environnement, bulletin officiel (BO), n° 5118 du 19 juin 2003.

4. **Loi n° 28-00** relative à la gestion des déchets net à leur élimination promulguée par le Dahir 1-06-153 du 22 novembre 2006, publiée au BO n° 5480 du 07 décembre 2006.

5. .**Dahir n° 01-96-78** du 11 août 1996, publié au BO n° 04/936 du 20 septembre 2011.

c. .Textes tunisiens.

1) Loi n° 88/91 du 02 août 1988, portant création de l'agence nationale de protection de l'environnement, JORT n° 52 du 02 août 1988.

2) Loi n° 92/115 du 30 novembre 1992, modifiant la loi n° 88/91 du 02 août 1988, portant création d'une agence nationale de protection de l'environnement, JORT n° 081 du 04 décembre 1992.

3) Loi n° 92/122 du 29 décembre 1992, portant loi de finance pour la gestion, les conditions et les modalités d'intervention du FODEP, JORT n° 88 du 31 décembre 1992.

4) Loi n° 95-68 du 24 juillet 1995, modifiant et complétant la loi organique des communes, JORT n° 59 du 25 juillet 1995.

5). Loi n° 96-25 du 25 mars 1996, portant création du centre international des technologies de l'environnement de Tunis, JORT n° 25 du 26 mars 1996.

6). Loi n° 96/41 du 10 juin 1996, relative à la gestion des déchets et leur élimination, JORT n° 49 du 18 juin 1996.

7). **Décret n° 2005/2636** du 24 septembre 2005, modifiant et complétant le décret n° 93/2120 du 25 octobre 1993, fixant les conditions et les modalités d'intervention du fond de dépollution, JORT n° 7 du 09 octobre 2005.

8) Constitution tunisienne, JORT n° spécial du 20 avril 2015.

B. Textes juridiques européens.

a. Règlements.

1. **Règlement 259/93 CEE** du conseil, du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne, JOCE, n° L30 du 6 février 1993.

2. **Règlement 1973 / 92**, (CEE) du conseil du 21 mai 1992 portant création d'un instrument financier pour l'environnement (LIFE) le conseil des communautés européennes, JO n° C100 du 02/04/1996.

3. **Règlement 3906/89/CEE** du Conseil du 18 décembre 1989 relatif à l'aide économique en faveur de la république populaire de Pologne, JO n° L-375 du 23 décembre 1989.

4. **Règlement** 1013/2006/CE du parlement Européen et du conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts des déchets. JOCE n° L 190, 12 Juillet 2006.

5. **Règlement n° 1137/2008** du 22 octobre 2008, JOUE n° L311 du 21 novembre 2008.

6. **Règlement n° 338/97** du 9 décembre 1996, relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce, JOCE n° L61 du 3 mars 1997, modifiée en dernier lieu par le règlement n° 1332/2005 du 9 Août 2005, JOUE n° L215 du 19 Août 2005, et complété par le règlement n° 865/2006 du 4 mai 2006 portant modalité d'application, JOUE n° L166 du 19 juin 2006.

7. **Règlement n° 2152/2003** du 17 novembre 2003, concernant la surveillance des forêts et des interactions environnementales dans la communauté (For est Focus) JOUE n° L324 du 11 décembre 2003.

8. **Règlement n° 3528/86** du 17 novembre 1986 relatif à la protection des forêts dans la communauté contre la pollution atmosphérique, JOCE, n° L326 du 26 novembre 1986, modifié en dernier lieu par le règlement n° 804/2002 du 15 avril 2002, JOCE, n° L132 du 17 mai 2002.

BIBLIOGRAPHIE

9. **Règlement n° 307/97** du 17 février 1997, par lequel le conseil avait prolongé pour une période de Cinq ans le règlement n° 3528/86, JOCE n° L261 du 17 mai 1986.

10. **Règlement n° 842/2006** du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés, JOCE n° L161 du 17 mai 2006.

11. **Règlement n° 303** de la commission du 02 avril 2008 établissant, conformément au règlement numéro 842/2006, des prescriptions minimales ainsi que les conditions pour une reconnaissance mutuelle aux fins de la certification des entreprises et du personnel en ce qui concerne les équipements fixes de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur contenant certains gaz à effet de serre fluorés, JOCE n° L92 du 03 avril 2008.

12. **Règlement n° 304/2008** de la commission du 02 avril 2008, établissant, conformément au règlement numéro 842/2006, JOCE n° L9 du 02 avril 2008.

13. **Règlement n° 842/2006** du 17 mai 2006 relatif à certains gaz à effet de serre fluorés, JOCE n° L161 du 17 mai 2006.

14. **Règlement n° 306/2008** du 02 avril 2008, établissant, conformément au règlement CE n° 842/2006, du parlement européen et du conseil, les prescriptions minimales et les conditions pour une reconnaissance mutuelle de la certification du personnel chargé de récupérer certains solvants à base de gaz à effet de serre fluorés contenus dans les équipements, JOUE n° L92 du 03 avril 2008.

b. <u>Directives</u>.

1. **Directive du conseil 89/428/CEE**, du 21 juin 1989, fixant les modalités d'harmonisation des programmes de réduction, en vue de la suppression de la pollution provoquée par les déchets de l'industrie du dioxyde de titane, JOCE n° L201 du 14 juillet 1989.

2. **Directive n° 1999/31/CE** relative à la mise en décharge des déchets, JO n° L182 du 16/07/1999.

3. **Directive 2002/53/CE** du conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles, JO n° L193 du 20/07/2002.

4. **Directive 2001/42/C.E**. relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement adoptée le 27 juin 2001. JO n° L197 du 21/07/2001.

5. **Directive 2003/4/CE** du parlement européen et du conseil du 28 janvier 20013, concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE du conseil, JOUE n° L41/26 du 14/02/2003.

BIBLIOGRAPHIE

6. **Directive 2004/12/CE** du parlement européen et du conseil modifiant la directive 94/62/CE, relative aux emballages et aux déchets d'emballages, JO n° L047 du 18/02/2004.

7. **Directive 2008/98/CE** du 19/11/2008 relative aux déchets et abrogeant la certaines directives, JOUE n° L312 du 22 novembre 2008.

8. **Directive 2010/75/UE** du parlement Européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution, JOCE n° L 334, 17 décembre 2010.

9. **Directive 1999/31/CE** du 26 avril 1999, concernant la mise en décharge des déchets JOCE n° L182, 16 Juillet 1999.

10. **Directive 78/319** du 20 mars 1978, relative aux déchets toxiques et dangereux, JOCE n° L84 du 31 mars 1978, abrogée et remplacée par la directive 91/689, JOCE n° L 168 du 2 Juillet 1994.

11. **Directive n° 2013/2/UE** de la commission du 7 février 2013, JOUE n° L37 du 08 février 2013, qui a abrogé la directive 219/2009 du 11 mars 2009, JOUE n° L87 du 31 mars 2009, cette directive qui concerne tous les types d'emballages mis sur le marché ainsi que tous les déchets d'emballages, abroge la directive 85/339 du 27 Juin 1985 concernant les emballages pour liquides alimentaires, JOCE n° L176 du 6 Juillet 1985.

12. **Directive 2002/96** du 27 Janvier 2003, relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEE) JOUE n° L37 du 13 Février 2003, modifiée en dernier lieu par la directive 2008/112 du 16 décembre 2008, JOUE, n° L345 du 23 décembre 2008.

13. **Directive 2012/19/UE** relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques qui modifie puis abroge à partir du 15 février 2014, la directive 2002/96/CE du 27 Janvier 2003, JOUE n° L197/380 du 25 Juillet 2012.

14. **Directive n° 2013/56/UE** du 20/11/13, modifiant la directive 2006/66/CE du parlement européen et du conseil relative aux piles et accumulateurs, ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, en ce qui concerne la mise sur le marché de piles et d'accumulateurs portables contenant du cadmium destinés à être utilisé dans des outils électriques sans fil et de piles bouton à faible teneur en mercure, et abrogeant la décision 2009/603/CE de la commission, JOUE n° L329 du 10 décembre 2013.

15. **Directive 91/157** prévoyant l'interdiction de la mise sur le marché de certains accumulateurs, JOCE, n°L78 du 26 mars 1991.

BIBLIOGRAPHIE

16. **Directive 93/86** du 4 octobre 1993, portant adaptation au progrès technique de la directive 91/157, JOCE, n° L 264 du 23 octobre 1993.

17. **Directive 2009/147** du 30 novembre 2009, concernant la conservation des oiseaux sauvages, JOUE, n° L20 du 26 Janvier 2010.

18. **Directive 79/409** du 20 avril 1979, concernant la conservation des oiseaux sauvages, JOCE n° L103 du 25 avril 1979, modifiée en dernier lieu par la directive 2008/102 du 19 novembre 2008, JOUE, n° L323 du 3 décembre 2008.

19. **Directive 92/43** du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels, ainsi que la faune et de la flore sauvage, JOCE, n° L206 du 22 Juillet 1992, modifiée en dernier lieu par la directive 2006/106 du 20 novembre 2006, portant adaptation des directives 73/239 et 74/557 et 2002/83 dans le domaine de l'environnement en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, JOUE n° L363 du 20 décembre 2006.

20. **Directive 75/440/CEE** du 16 Juin 1975 concernant la qualité requise des eaux superficielles destinées à la production d'eau alimentaire dans les Etats membres. JOCE n° L194 du 25 juillet 1975.

21. **Directive 76/160/CEE** du 08 décembre 1975 concernant la qualité des eaux de baignade. JOCE n° L31/1 du 05 février 1976.

22. **Directive 78-659** du 18 juillet 1978 concernant la qualité des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être apte à la vie des poissons JOCE n° L221/1 du 14 août 1978.

23. **Directive 79/923** du 30 octobre 1979 sur la qualité des eaux conchylicoles JOCE n° L281 du 10/11/1979.

24. **Directive 98/83** du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine JOCE n° L330 du 05 décembre 1998.

25. **Directive 2006/118** du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration JOUE, n° L372 du 27 décembre 2006.

26. **Directive 2008/105/CE** du parlement Européen et du conseil du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau modifiant et abrogeant les directives du conseil 82/176/CEE, 83/513/CEE, 84/156/CEE, 84/491/CEE, 86/280/CEE et modifiant la directive 2000/60/CE, JO n° L 348 du 24.12.2008.

BIBLIOGRAPHIE

27. **Directive 86/280** du 12 juin 1986, concernant le tétrachlorure de carbone, le DOT et le pentachlorophénol JOCE, n° L 181 du 4 juillet 1986.

28. **Directive 78/659** du 18juillet 1978, concernant la qualité des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons, JOCE, n° L 222 du 14 août 1978.

29. **Directive 2008/56** du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin (directive-cadre stratégie pour le milieu marin) JOUE, n° L164 du 25 Juin 2008.

30. **Directive 76/464** permettrait aux Etats membres de prouver à la commission « que les objectifs de qualité fixés sont atteints et maintenus en permanence dans toutes la région géographique éventuellement affectée par les rejets ».

31. **Directive 80/779** du 15 juillet 1980 concernant l'anhydride sulfureux, JOCE n° L229 du 30 août 1980.

32. **Directive 82/884** du 03 décembre 1982 concernant le plomb, JOCE n° L378 du 31 décembre 1982.

33. **Directive 85/203** du 07 mars 1985 concernant les normes de qualité de l'air pour le dioxyde d'azote, JOCE n° L87 du 27 mars 1985.

34. **Directive 1999/30** du 22 avril 1999 relative à la fixation de valeurs limites pour l'anhydride sulfureux, le dioxyde d'azote et les oxydes d'azote, les particules et le plomb dans l'air ambiant, JOCE n°L163 du 29 juin 1999.

35. **Directive 92/72** du 21 septembre 1992 concernant la pollution de l'air par l'ozone, JOCE n° L297 du 13 octobre 1992, abrogée et remplacée par la directive 2002/3 du 12 février 2002, relative à l'ozone dans l'air ambiant, JOCE n° L67 du 9 mars 2002.

36. **Directive 96/62** du 27 septembre 1996 concernant l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant, JOCE n° L296 du 21 novembre 1996, modifiée par le règlement numéro 1882/2003 du 29 septembre 2003, portant adaptation à la décision 1999/468 des dispositions relatives aux comités assistant la commission dans l'exercice de ses compétences d'exécution prévues dans les actes soumis à la procédure visée à l'article 251 du traité Communauté européenne, JOCE n° L284 du 31 octobre 2003.

37. **Directive 70/220** du 20 mars 1970 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux mesures à prendre contre la pollution de l'air par les gaz provenant

des moteurs équipant les véhicules à moteur, JOCE n° L76 du 06 avril 1970, abrogé par le règlement n° 715/2007 du 20 juin 2007 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro5 et Euro6) et aux informations sur la répartition et l'entretien des véhicules, JOCE n° L171 du 29 juin 2007.

38. **Directive 70/156** du 06 février 1970 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la réception des véhicules à moteur et de leur remorque, JOCE n° L42 du 23 février 1970, modifiée en dernier lieu par le règlement n° 715/2007 du 20 juin 2007 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro5 et Eurto6) et aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules, JOCE n° L171 du 29 juin 2007.

39. **Directive 88/77** du 03 décembre 1987 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux mesures à prendre contre les émissions de gaz polluants provenant des moteurs diesel destinés à la propulsion des véhicules, JOCE n° L36 du 09 février 1988.

40. **Directive 98/69** du 13 octobre 1998 relatives aux mesures à prendre contre la pollution de l'air par les émissions des véhicules à moteur et modifiant la directive 70/200 JOCE n° L350 du 28 décembre 1998, abrogée par le règlement n° 715/2007 du 20 juin 2007, relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro5 et Euro6) et aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules, JOCE n° L171 du 29 juin 2007.

41. **Directive 98/70** du 13 octobre 1998 concernant la qualité de l'essence des carburants diesel et modifiant la directive 93/12, JOCE n° L350 du 28 décembre 2009, modifiée en dernier lieu par la directive 2009/30 du 23 avril 2009, modifiant la directive 98/70 en ce qui concerne les spécifications relatives à l'essence, au carburant diesel et au gazoles ainsi que l'introduction d'un mécanisme permettant de surveiller et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, JOCE n° L140 du 5 juin 2009.

42. **Directive 93/12** du 23 mars 1993, concernant la teneur en soufre de certains combustibles liquides, JOCE n° L74 du 27 mars 1993.

43. **Directive 2005/33** du 06 juillet 2005 modifiant la directive 1999/32/CE en ce qui concerne la teneur en soufre des combustibles marins, JOCE n° L191 du 22 juillet 2005.

44. **Directive 93/76** du 13 septembre 1993, visant à limiter les émissions de dioxyde de carbone par une amélioration de l'efficacité énergétique, JOCE n° L237 du 22 septembre 1993.

BIBLIOGRAPHIE

VI/ JURISPRUDENCES.

1. **Arrêt de la CJCE du 31 mars 1971,** commission des communautés européenne contre le conseil des communautés européennes, Aff. 22-70, recueil de jurisprudence 1971, p 263.

2. **Arrêt CJCE du 4 décembre 1974,** Van Duyer, Aff. 41/71, recueil de jurisprudence, 1974, p 1337.

3. **Avis de la cour 1/75 du 11 novembre 1975**, rendu en vertu de l'article 228 paragraphe 1 alinéa a2 du traité CEE, Avis 1/75, Recueil de jurisprudence 1975.

4. **Arrêt de la CJCE du 15 décembre 1976,** Aff. C-41/76, Suzanne Doncherworck épouse Emil et Henri Schow contre procureur de la république au tribunal de grande instance de ville et directeur général des douanes et droits indirects, recueil de la jurisprudence 1976, p 01921.

5. **Arrêt CJCE du 05 avril 1979,** Aff. 148/78, recueil de jurisprudence 1979, page 01629, ministère public contre Tullioi Ratti.

6. **Arrêt de la CJCE du 05 mai 1981**, commission des communautés européennes contre Royaume Uni de grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Aff. 804/79, recueil de jurisprudence 1981, p 1045.

7. **Arrêt de la cour du 26 mars 1987,** commission/conseil. Affaire numéro 45/86, commission des communautés européenne contre le conseil des communautés européennes, CJCE, Aff. 45/86, recueil de jurisprudence, 1987, p 1493.

8. **Arrêt CJCE du 8 Juillet 1987**, commission C/Belgique.aff.c-247/85, recueil de jurisprudence, 1987, p 3029, point 14.

9. **Arrêt CJCE du 25 février 1988,** procédure pénale contre Ravier Drexl, demande de décision jurisprudentielle, carte d'Appello digenva, Italie, Aff. C-299/86, recueil de jurisprudence 1988, P 1213.

10. **Arrêt de la CJCE du 26 octobre 1989,** procédure pénale contre Levy, Aff. 212/88, Rec, REC.P3511, 3530, RSC avril, juin 1993, p 339.

11. **Arrêt CJCE du 28 février 1991**, commission contre Allemagne, Aff. C-131/88, recueil de jurisprudence, 1991, P 825, point 38.

12. **Arrêt de la CEE du 11 juin 1991**, C-300/89, commission des communautés européennes contre conseil des communautés européennes, Recueil de jurisprudence 1991p-1-02867.

BIBLIOGRAPHIE

13. **Arrêt de la CJCE du 10 mars 1992,** Aff. Jtes C-38/90, Lomasse.e.a, jtes, recueil de jurisprudence, 1992, p11-1403.

14. **Arrêt CJCE du 22 février 1994,** Conitato di coordinamento par la difésa della cava et autres C. Regione lambardia et autres, Aff. C-236/92, recueil de jurisprudence, 1994.15.

15. **Arrêt de la CJCE du 08 juin 1994,** commission contre Royaume Uni de grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Aff. C-382/92, page 1-02435.

16. **Arrêt CJCE du 25 février 1999**, Parlement contre conseil, Aff. C-164/97 et C-165/97, recueil de jurisprudence, 1999, p.I-1139.

17. **Arrêt CJCE du 18 mars 1999**, commission des communautés européennes contre République française, Aff. c-96/98 Rec, p. I. 8531.

18. **Arrêt CJCE du 18 mars 1999**, commission des communautés européennes contre République française, Aff. c-374/98 recueil de jurisprudence, 1999, p. I. 10799.

19. **Arrêt de la CJCE du 25 novembre 1999,** commission contre France, Aff. C-374-98, recueil de jurisprudence, 1999, P. I-11019.

20. **Arrêt de la CJCE du 06 avril 2000**, commission contre France, Aff. C-256/98, recueil de jurisprudence, 2000, P. I-8531.

21. **Arrêt de la CJCE du 11 juillet 2000,** Kemikalieinspektionen contre Toulex Alpha AB, Aff. C-473/98, recueil de la jurisprudence 2000, I- 05681.

22. **Arrêt CJCE du 7 décembre 2000**, commission C/France. aff c-374/98, recueil de la jurisprudence 2000, P. I.10799.

23. **Arrêt de la CJCE du 14 juin 2001,** commission contre Belgique, Aff. C-230/00, recueil de la jurisprudence 2000, P. I-4591, point 16.

24. **Arrêt CJCE du 25 avril 2002,** Aff. C-52/00, 154/00 et 183/00, recueil de la jurisprudence 2000, p I-03827.

25. **Arrêt de la cour du 17 septembre 2002**, Concordia Bus Finland Oy Ab, anciennement Stagecoach Finland Oy Ab contre Helsirgia Kampunsi et HKL Bussiliikenne, Affaire C-513/99, recueil de la jurisprudence 2002, p. 1-07 2B.

26. **Arrêt CJCE du 26 novembre 2002**, commission C/France. Aff c-507/04, recueil de la jurisprudence 2002, p.I-5939.

BIBLIOGRAPHIE

27. **Arrêt CJCE du 26 novembre 2002**, commission C/France. Aff c-202/01, recueil de la jurisprudence 2002, p. I-11019.

28. **Arrêt de la cour du 04 décembre 2003**, Aff. C-448/01, EVN AG et Wienstcom Gmbh contre républik Osterreich, recueil de la jurisprudence 2003, p. 1-14527.

29. **Arrêt de la cour, du 7 septembre 2004**, (2ème chambre), Paul Van de Walle. a, C-1/03, recueil de la jurisprudence 2004, p.I-7613.

30. **Arrêts du 9 décembre 2004**, commission contre Royaume d'Espagne affaire C-79/03, recueil de la jurisprudence 2004, p.11619, point 36 et 41.

31. **Arrêt de la CJCE du 14 avril 2005**, Royaume de Belgique contre commission des communautés européennes, Aff. C-110/03, recueil de la jurisprudence 2005, p. 2801.

32. **Arrêt CJCE du 15 décembre 2005**, commission européenne contre Finlande, Aff C-344/03, recueil de la jurisprudence 2005, P. 11033, point 53-54.

33. **Arrêt CJCE du 23 mars 2006**, commission C/Autriche, aff C-209/04, recueil de la jurisprudence 2006, point 56.

34. **Arrêt CJCE du 08 juin 2006**, WWF Italia e/a contre région Lambardia, Aff. C-60/05, Rec. 2006, P. 5083, point 25-27.

35. **Arrêt CJCE du 12 Juillet 2007**, commission des communautés européennes, C/France, aff c-507/04, recueil de la jurisprudence 2007, p. I-5939.

36. **Arrêt CJCE du 23 octobre 2007,** commission des communautés européennes contre le conseil de l'UE, Aff. C-440/05, recueil de la jurisprudence 2007, I-09097.

37. **Arrêt du 24 juin 2008**, commune de Mesquer contre Total France SA, Total international, Aff. C-188/07, Recueil de la jurisprudence 2008 I-04501.

38. **Arrêt de la CJCE (deuxième chambre) du 16 juillet 2009,** procédures pénales contre Tomasz Rubach, Aff. C-344/08, recueil de la jurisprudence 2009, p 1-07033.

39. **Arrêt CJCE du 14 octobre 2010**, commission européenne contre la république d'Autriche, C/Autriche. Aff c-535/07, recueil de la jurisprudence 2010, p 1-09483.

40. **Arrêt de la CJUE du 05 mai 2011,** commission contre Belgique, Aff. C-265/10, recueil de la jurisprudence 2011, P 168.

BIBLIOGRAPHIE

41. **Arrêt de la CJCE du 10 novembre 2011,** Aff. C-405/10, procédures pénales contre özlem Garenfeld, recueil de la jurisprudence 2011, 00000.

VII/ COMMUNICATIONS EUROPEENNES.

1. **Communication sur la stratégie de l'UE pour la région du Danube**, COM [2013] 181 final, du 08/04/2013, disponible sur http://ec.europa.eu.

2. **Communication portant le plan d'action pour la sauvegarde des ressources en eau de l'Europe**, COM [2013] 673 final, du 14/11/2012, registre des documents de la commission européenne, disponible sur http://ec.europa.eu.

3. **Communication de la commission au conseil et au parlement européen sur les politiques et mesures de l'UE visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre,** vers un programme européen sur le changement climatique, (PECC, COM [2000] 88 final) du 08/03/2000, disponible sur http://eur.lex.europa.eu.

4. **Communication de la commission du 09 février 2005,** « vaincre le changement climatique planétaire », COM [2005] 35 final, JOUE n° C 125 du 21 mai 2005, disponible sur http://eur.lex.europa.eu.

5. **Communication sur le livre vert** concernant les dommages causés à l'environnement, COM (93) 47 final, du 14 mai 1993, disponible sur http://environnemental-damage-gp-com-93-471(2).pdf.

6. **Communication de la commission** : « le livre blanc sur la responsabilité environnementale, (COM [2000] 66 final du 09 février 2000, disponible sur http://ec.europa.eu.

7. **Communication du conseil de l'UE du 16 septembre 2014** portant proposition de décision du conseil relative à la signature et à l'application provisoire de l'accord de partenariat économique (APE) entre les Etats de l'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO et l'UEMOA d'une part, et l'UE d'autre part, COM (2014) 576 final, disponible sur http://www.senat.fr.

8. **Communication de la Commission au parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen, et au comité des régions,** « boucler la boucle : un plan d'action de l'UE en faveur de l'économie circulaire », COM [2015] 614 du 02/12/2015, disponible sur http://ec.europa.eu.

BIBLIOGRAPHIE

9. **Communication de la commission européenne** du 03 mai 2011, intitulée « la biodiversité notre assurance vie et notre capital naturel, stratégie de l'UE à l'horizon 2020 », COM [2011] 244 final, disponible sur http://eur.lex.europa.eu.

10. **Communication de la Commission au parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen, et au comité des régions,** sur le plan d'action pour le milieu naturel, la population et l'économie, [SWD (2017) 139 final], COM [2017] 198 final du 27/04/2017, disponible sur http://ec.europa.eu.

11. **Communication de la commission au conseil européen**, du 27 mai 1998 relative au partenariat d'intégration : une stratégie pour intégrer l'environnement dans les politiques de l'UE, [COM (1998) 333], disponible sur http://eur.lex.europa.eu.

12. **Communication de la commission,** [COM (1999) 543], l'environnement en Europe : quelle orientation pour l'avenir ? évaluation globale du programme de politique et d'action de la CE en matière d'environnement et de développement durable « vers un développement durable », disponible sur http://www.eumonitor.eu.

13. **Communication,** [COM (2000) 1 final sur le recours au principe de précaution du 02 février 2000, disponible sur http://eur.lex.europa.eu.

14. **Communication présenté par la commission au conseil, au parlement européen, au comité économique et social et au comité des régions** sur le sixième programme communautaire d'action pour l'environnement, 2010, notre avenir notre choix », [COM (2001) 31 final] du 24 janvier 2001, disponible sur http://eur.lex.europa.eu.

15. **Communication présenté par la commission au conseil, au parlement européen, au comité économique et social et au comité des régions** sur la réparation des dommages environnementaux, [COM (93) 47 final] du 14 mai 1993, disponible sur http://aei.pitt.edu.

16. **Communication du conseil sur le livre vert sur la politique des produits intégrés**, [COM (2001) 68], disponible sur http://eur.lex.europa.eu.

17. **Communication de la commission :** vers une stratégie thématique sur la prévention et le recyclage des déchets, [COM (2003) 301 final] du 27/05/2003, disponible sur http://ec.europa.eu.

18. **Communication sur la stratégie thématique pour la protection des sols,** [COM (2002) 179 final] du 16 avril 2002, disponible sur http://eea.europa.eu.

19. **Communication conjointe de la commission européenne et du haut représentant au conseil européen et du comité des régions :** un partenariat pour la démocratie et la prospérité partagé avec le sud de la méditerranée, COM (2011) 200 du 08 mars 2011, disponible sur http://eur.lex.europa.eu.

20. **Communication de la commission** du 05 septembre 2006, « établir une stratégie de l'environnement pour la méditerranée », COM (2006) 475 final, disponible sur http://eur.lex.europa.eu.

21. **Communication de la commission,** « vers une politique maritime de l'Union : une vision européenne des océans et des mers », [COM (2006) 275 final], disponible sur http://ec.europa.eu.

VIII/ PROGRAMMES ET PLANS D'ACTIONS EUROPEENS.

1. **Programme de la commission européenne concernant l'initiative Horizon 2020**, « bien-vivre dans les limites de notre planète », JOUE n° L354/171 du 28/12/2013.

2. **Programme européen « auto-oïl »**, disponible sur le site http://ec.europa.eu.

3. **Programme MEDA** (Mediterranean development assistance), Règlement CE 1488/96 du conseil du 23 juillet 1996 relatif à des mesures d'accompagnement financière et techniques. (MEDA) à la réforme des structures économiques et sociales dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen, JO n° L 189 du 30/07/1996.

4. **Programme SIGMA** (soutien à l'amélioration des institutions gouvernementales et des systèmes de gestion), disponible sur le site http://fr.welcomeurope.com.

5. **Premier programme d'action de l'UE en matière d'environnement** du 22 novembre 1973, JO n° C 112 du 20/12/1973.

6. **Programme pour le renforcement des capacités dans l'intégrité de l'eau**, programme pour le moyen orient et l'Afrique du Nord, disponible sur le site

http://www.20150113WIBrochures.French.pdf.

7. **Programme Horizon 2020**, le programme cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation pour la période 2014-2020, disponible sur le site

http://ec.europa.eu/programmes/horizon2020-2014.

BIBLIOGRAPHIE

8. **Programme LIFE** : 144 projets en faveur de l'environnement et du climat, disponible sur le site http://m.actu-environment.com.

9. **Programme communautaire TACIS** (programme technical assistance to the commonwealth of independent states), disponible sur le site http://www.russie.net.

10. **Programme « réussir le statut avancé »**, projet n° ENP/2011/022-778 gouvernance et gestion intégrée des ressources en eau au Maroc, disponible sur le site http://ma36fichejumelageeau.docx.

11. **Programme indicatif régional (2007-2013)**, pour le partenariat euro-méditerranéen Euro-Med, disponible sur le site http://www.eea.europe.eu.

12. **Programme d'appui à l'accord d'association et au plan d'action voisinage** (P3AII), Tunisie, UE, fiche de projet de jumelage disponible sur le site http://www.ugp3a.tn.

13. **PASR,** programme d'action sous régional de lutte contre la désertification au Maghreb, UMA, secrétariat général août 1999, disponible sur le site http://www.uneed.int.

14. **Programme de développement des énergies renouvelable et de l'efficacité énergétique en Algérie**, Algérie, ministère de l'énergie janvier 2016, disponible sur le site http://webgate.ec.europa.eu.

15. **Programme d'action pilote** pour le développement rural et l'agriculture (ENPARD Algérie), disponible sur le site http://www.programmepap.pdf.

16. **Programme d'appui à la politique sectorielle de l'environnement** pour le renforcement de la gouvernance environnementale et pour la mise en œuvre du PNAE-DD, Algérie, disponible sur le site http://ec.europa.eu.

17. **Programme d'appui au secteur de l'eau et de l'assainisse »ment** (Eau II) Algérie, disponible sur le site http://eeas.europa.eu.

18. **Plan d'action 2013-2017** (relation Tunisie-UE : un partenariat privilégié), disponible sur le site http://planactionTunisieeu20132017.fr.pdf.

19. **Plan d'action du statut avancé** le PASA-UE-Maroc, 2013-2017, disponible sur le site http://eu-lex.europa.eu/lexuriserv.douri.JOIN:2013:0006:FIN:FR:doc.

20. **Plan d'action national pour l'environnement et le développement durable** (PNAE-DD), Algérie, ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, janvier 2002, disponible sur le site http://www.palyzat.gov.hu.

BIBLIOGRAPHIE

21. **Projet du plan d'action Maroc** pour la mise en œuvre du statut avancé (2012-2016), disponible sur le site http://planactionmaroc13juin2012.pdf.

22. **Plan d'action de la FEMIP** pour favoriser le développement des affaires et du secteur de l'énergie dans la région méditerranéenne, disponible sur le site http://www.eib.org.

23. **Plan d'action communautaire en faveur de la biodiversité** « enrayer la diminution de la biodiversité à l'horizon 2010 et au-delà », commission européenne, disponible sur le site http://ec.europa.eu>docs>bio_brochure.fr.

24. **Cadre d'action à l'horizon 2030, cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030**, conseil européen du 24 octobre 2014, Bruxelles, disponible sur le site http://www.consilium.europa.eu.

25. **Evaluation du plan d'action Maroc-UE** dans le cadre de la PEV, disponible sur le site http://www.Fed.org/ma/publication.pdf.

IX/ DECLARATIONS OFFICIELLES DE L'UE.

1- **Déclaration adoptée à l'issue du sommet des chefs d'Etats et de gouvernements réunis à Paris** du 19 au 21 octobre 1972, texte intégral dans le bulletin des communautés européennes, octobre 1972, n° 10, Luxembourg, office des publications officielles des documents européens.

2- **Déclaration du conseil des communautés européennes et des représentants des gouvernements des Etats membres** réunis au conseil du 22 novembre 1973 sur le programme d'action des communautés européennes en matière d'environnement, JOCE, n° C 112, 20 décembre 1973.

3- **Déclaration du sommet Canada-UE,** de 2008, disponible sur

http://www.canadinternational.gc.ca.

4- **Déclaration du sommet Canada-UE,** de 2009, disponible sur

http://www.canadinternational.gc.ca.

5- **Déclaration du sommet Canada-UE,** Bruxelles le 05 mai 2010, disponible sur http://www.canadinternational.gc.ca.

6- **Déclaration de la BEI,** en matière d'environnement de 2004, disponible sur le site : http://www.eib.org/attachments/strategiesenvironmentalestatment.pdf.

BIBLIOGRAPHIE

7- **Projet de déclaration d'Athènes par les ministres euro-méditerranéens de l'environnement**, Final, Athènes, le 10 juillet 2002, disponible sur

http://ec.europa.eu>snap>pdf->min_dec_fr.

8- **Déclaration commune du sommet de Paris pour la méditerranée**, Paris 13 juillet 2008, disponible sur le site : http://DMAS20081217012fr.pdf.

9- **Conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'eau** adoptée avec son annexe par les ministres et les chefs des délégations participant à la conférence euro-méditerranéenne sur l'eau tenue le 21 décembre 2008 en Jordanie, disponible sur

http://www.diplomatie.gouv.fr.

10- **Déclaration du Caire** pour la conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'environnement, tenue au Caire le 20 novembre 2006, disponible sur

http://cc.europa.eu>pdf>cairodeclaration.fr.

11- **Déclaration commune du sommet de Paris pour la méditerranée,** Paris 13 juillet 2008, disponible sur le site http://www.diplmomatie.gouv.fr.

12- **Conférence ministérielle de l'UPM sur l'environnement et le changement climatique,** tenue le 13 mai 2014 à Athènes (Grèce), disponible sur http://bit.ly/linIEEX.

13- **Conférence ministérielle de l'Union pour la méditerranée sur l'économie bleue** tenue le 17 novembre à Bruxelles, disponible sur le site

http://2015.11.17.declaration.on.bleue.economy.fr.pdf.

14- **Déclaration de la conférence ministérielle de l'UPM** sur l'économie bleue du 17 novembre 2015, tenue à Bruxelles, disponible sur le site

http://2015.11.17.declaration.on.bleue.economy.fr.pdf.

15- **Déclaration faite par la BEI** sur l'environnement, publié en 2004 sur le site

http://www.eib.org/attachments/strategiesenvironmentalestatment.pdf.

X/ RAPPORTS.

1. **Rapport de la commission au conseil et au parlement européen** sur la mise en œuvre de l'action Forest Focus conformément au règlement CE N° 2152/2003 du parlement européen

et du conseil du 17 novembre 2003 concernant la surveillance des forêts et des interactions environnementales dans la communauté (Forest Focus) COM (2008) 6 final, du 22/01/2008, disponible sur http://eur-lex.europa.eu.

2. **Conclusion du conseil européen** sur le climat et l'énergie du 26 et 27 juin 2014, Bruxelles le 27 juin 2014 (OR, en).EUCO 79/16, disponible sur

http://www.consilium.europa.eu.

3. **Conclusion du conseil européen N° 156/18** du 22 mars 2018, disponible sur

http://www.consilium.europa.eu/press.

4. **Rapport d'information N° 249 (2013-2014)** fait au nom de la commission du développement durable sur la transition énergétique allemande « Energie Wende » du 24 au 26 juillet 2013, SENAT, session ordinaire 2013-2014, disponible sur

http://www.senat.fr.

5. **Rapport de la commission au conseil et au parlement européen**, rapport annuel du programme MEDA 2000, commission des communautés européennes, Bruxelles le 28/12/2001, COM (2001) 806 final, disponible sur http://ec.europa.eu.

6. **Rapport sur le plan solaire méditerranéen**, inspection générale des finances, n° 2008 M-78-02, conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies n° 2008/22/CGM/SG, disponible sur le site http://www.igf.finances.gouv.fr.

7. **Rapport « Europe-environnement »,** n° 557 du 30 novembre 1999, disponible sur le site http://www.europe.environnement.com.

8. **Rapport « Europe-environnement »,** n° 658 du 10 juin 2004, disponible sur le site http://www.europe.environnement.com.

9. **Rapport de la commission des communautés européennes** à la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Sec (91) 244-8 final.

10. **Rapport de la commission au conseil et au parlement européen** concernant la mise en œuvre de la législation communautaire en matière de déchets et plus précisément de la directive 75/442/CEE relative aux déchets disponible sur le site

BIBLIOGRAPHIE

http://eur-lex.europa.eu>All.

11. **Rapport de l'agence européenne de l'environnement** publié le 06 novembre 2012, disponible sur le site http://www.eco.europa.eu.

12. **Rapport de synthèse annuel sur le programme Forst Focus**, publié par la commission européenne et le programme PIC-forêts, disponible sur le site

http://www.icp-forests.org/rapports.htm.

13. **Rapport de l'UE, commission de l'environnement de la santé publique et de la sécurité alimentaire** sur la mise en œuvre de la législation européenne visant à la protection de la biodiversité (2009/2108(/N/) 26 août 2010, disponible sur

http://www.europail.europa.eu.

14. **Rapport sur la stratégie de l'UE pour la région du Danube**, disponible sur

http://www.danube.region.eu/pages/reports.

15. **Rapport annuel de l'agence européenne de l'environnement** sur la qualité des eaux de baignade en Europe, disponible sur http://www.eea.europa.eu.

16. **Rapport de l'agence européenne pour l'environnement** n° 01/2014 publié le 27/05/2014, disponible sur le site http://www.eea.europa.eu/fr.

17. **Rapport de l'agence européenne de l'environnement** sur la qualité des eaux de baignade européennes en 2017, n° 02/2018, disponible sur le site http://www.europa.eu.

18. **Rapports techniques relatifs au programme auto-oïl II**, disponible sur le site

http://ec.europa.eu/environnement/autooil/index.htm.

19. **Rapport sur l'état des relations UE-Algérie** dans le cadre de la PEV rénovée, mars 2017, commission européenne, Bruxelles le 09/03/2017, SWD (2017) final, disponible sur le site http://eeas.europa.eu.

20. **Rapport sur l'état des relations UE-Algérie**, vers plus de dialogue politique et de coopération, commission européenne, disponible sur http://www.ip-17-587.fr.pdf.

21. **Rapport d'information n° 689** (2016-2017) de SIMON Sutour fait au nom de la commission des affaires européennes sur le volet méditerranéen de la politique de

voisinage : le cas de l'Algérie, Sénat, session extraordinaire de 2016-2017, déposé le 27 juillet 2017, disponible sur http://www.senat.fr.

22. **Conclusions de la présidence du conseil européen de Göteborg**, disponible sur le site http://www.senat.fr.

23. **Rapport de l'agence européenne pour l'environnement 2015**, l'environnement en Europe et perspectives 2015, office des publications de l'UE, Luxembourg 2015, disponible sur le site http://www.eea.europa.eu>File.

24. **Rapport de l'agence européenne pour l'environnement 2017**, façonner l'avenir énergétique de l'Europe, une énergie propre, intelligente et renouvelable, signaux 2017, disponible sur le site http://www.eea.europa.eu>File.

25. **Sébastien Arnaud**, « l'agence européenne pour l'environnement veut des mesures plus ambitieuses », rapport publié le 03/03/2015, disponible sur le site http://www.rse.magazine.com.

26. **Rapport 2017 de l'organisation WWF** : « relancer l'économie de la mer méditerranée », disponible sur le site http://ocean.panda.org.

27. **Rapport sur l'état des relations UE-Algérie** dans le cadre de la PEV rénovée, commission européenne, Bruxelles, le 06/04/2018, SWD (2018) 102 final, disponible sur le site

http://rapport-ser-letat-des-remlations-UE-algerie-dans-le-cadre-de-la-pev-renovee.pdf.

XI/ ARTICLES DE PRESSES.

18. **AFP,** « Trump retire les Etats Unis de l'accord climat : réactions étrangères », la dépêche, actualité internationale du 02/06/2017, disponible sur http://www.ladepeche.fr.

19. **AIT OUARABI Mokrane,** « l'Algérie demande la réactivation de l'UMA : le Maroc face à ses contradictions », à la une, journal El-Watan, disponible sur : http://www.elwatan.com. consulté le 10 janvier 2019.

20. **AMRANI Youcef,** « une nouvelle ère s'ouvre pour l'union pour la méditerranée », idée, le Monde (presse française) du 13/09/2011, disponible sur : http://www.lemonde.fr. consulté le 20 octobre 2013.

21. **BOUROUX Rémy,** « la Bulgarie, premier Etat membre de l'UE à être condamné pour sa mauvaise qualité de l'air », le Monde, planète, publié le 06 avril 2017, consulté le 2 mai 2017 sur : http://www.lemonde.fr.

BIBLIOGRAPHIE

22. **CHAREF Abed,** « l'Algérie le Maghreb, la méditerranée : fracture entre les deux rives », union méditerranéenne, le quotidien d'Oran du 30 mars 2008, disponible sur : http://algeria.watch.org. consulté le 11 août 2018.

23. **CROLLA Matilde,** « Ségolène Royal salue l'action d'Obama en faveur des énergies propres », publié sur le figaro économique le 20 janvier 2017, mis à jour le 23 janvier 2017 sur : http://www.lefigaro.fr, consulté le 10 octobre 2017.

24. **FARAH Yacine**, « le projet de l'union pour la méditerranée : la vision discordante de l'Algérie », union méditerranéenne, El-Watan, 30 mars 2008, disponible sur : http://www.dzairnews.com. consulté le 14 mars 2015.

25. **ICHAY Fréderic,** « le plan solaire méditerranéen est-il un point mort ? », Figaro blog-expert du 04 avril 2013, disponible sur : http://blog.lefigaro.fr. consulté le 16 avril 2017.

26. **LAKHTANI Brahim,** « Lamamra prend part à la conférence ministérielle : révision de la politique européenne à Beyrouth », économie, Midi-Libre du 23/06/2015, disponible sur : http://www.dzairnews.com. consulté le 06 décembre 2016.

27. **LIABOT Thomas,** « Macron et l'Europe peuvent-ils vraiment compenser le retrait américain ? » Europe 1, le JDD du 16 novembre 2017, disponible sur : http://www.lejdd.fr.

28. **L. M.**, « Union pour la méditerranée : Bouteflika a bel et bien été marginalisé », actualité, le Matin d'Algérie du 13 juillet 2008, disponible sur : http://www.lematindz.net. consulté le 28 juillet 2015.

29. « **Processus de la révision de la PEV :** Lamamra prend part lundi à une réunion ministérielle à Barcelone », Algérie-Presse service du 12/04/2015, disponible sur : http://www.dzairnews.com. consulté le 06 septembre 2017.

30. **RABHI Meziane, «** la politique européenne de voisinage en débat à Bruxelles, plus de 12 pays ayant déjà adhéré », journal Liberté, économie, le 03/09/2007, disponible sur : http://www.dzairnews.com. consulté le 12 juin 2016.

31. **REMOUCHE Khaled,** « coopération avec l'UE, ce que propose la BEI à l'Algérie », journal liberté, actualité, 16/07/2017, disponible sur : http://www.liberté.com. Consulté le 25 novembre 2017.

32. **ROGER Simon,** « Macron s'engage à défendre le projet de pacte mondial pour l'environnement », le Monde, climat, publié le 24 juin 2017, disponible sur : http://www.lemonde.fr. consulté le 26 juin 2017.

BIBLIOGRAPHIE

33. TLEMÇANI Salima, ‟ des hydrocarbures rejetés en mer par la raffinerie de Skikda, la côte Est du pays frôle la catastrophe ”, article sur El-Watan, l'actualité, du 13/12/2011, p 04.

34. S. R., « l'Algérie souhaite un Schengen méditerranéen », union méditerranéenne, le quotidien d'Oran du 31 mars 2008, disponible sur : http://algeria.watch.org. consulté le 03 décembre 2018.

35. …….., « sommet de Paris : Bouteflika complétement marginalisé, Moubarak Co-président », actualité, le Matin d'Algérie du 12 juillet 2008, disponible sur : http://www.lematindz.net. consulté le 12 mars 2018.

36. « **Union européenne - Algérie**, l'assistance technique renouvelée », journal El-Watan du 14 mars 2017, disponible sur http://www.elwatan.com, consulté le 20 juin 2017.

TABLE DES MATIERES

Table des Matières

Introduction.	8
Première partie : Les fondements juridiques du droit communautaire de l'environnement - Du balbutiement à la confirmation-	
Chapitre I : La prise en compte tardive de l'environnement dans la politique européenne.	
Section 1 : la nécessité de trouver une base juridique commune adéquate au domaine de l'environnement.	
Sous-section 1 : Les facteurs d'une politique communautaire si tardive.	
Sous-section 2 : l'émergence progressive de l'environnement dans le système communautaire.	
Paragraphe 1 : Le traité de Rome : L'absence de fondement juridique initial.	
Paragraphe 2 : Un fondement juridique improvisé : La référence aux articles 100 et 235.	
A) L'article 100 du traité C.E.E.	
B) L'article 235 du traité C.E.E.	
Section II : La consécration de l'environnement comme véritable politique communautaire.	
Sous-section I : L'acte unique européen ; une première étape dans la reconnaissance d'une politique communautaire environnementales.	
Paragraphe 1 : Objectifs généraux.	
Paragraphe 2 : Principes généraux pour une politique de l'environnement.	
A) Le principe de l'action préventive.	
B) Le principe pollueur-payeur.	
C) Le principe de l'intégration.	
Paragraphe 3 : Les principes de répartition de compétences entre la communauté et les Etats membres.	
A) Le principe de subsidiarité.	
B) Le principe de coopération internationale.	
C) La clause minimale.	
Paragraphe 4 : La problématique du choix des bases juridiques.	
A) Une base juridique toujours incertaine.	
Sous-section II : La confirmation d'une véritable politique communautaire par le traité sur l'Union européenne.	
Paragraphe 1 : Le traité de Maastricht : le renforcement de la protection de l'environnement.	
A) Une meilleure prise en charge en compte des impératifs environnementaux dans les autres politiques de la communauté.	
B) Un principe d'intégration renforcé.	
C) Les politiques concernées de manière spécifique.	
D) La politique extérieure..	
E) Le principe de subsidiarité : consécration explicite qui a été introduit de façons explicite dans le droit communautaire par le traité de Maastricht.	
F) Le processus de décision environnement : une amélioration.	
G) Les mesures environnementales adoptées à la majorité.	
H) Les mesures d'intégration du marché toujours privilégiées.	

Table des Matières

Paragraphe 2 : Le traité d'Amsterdam de 1997 : le développement durable en tant qu'objectif de l'Union européenne et la protection de l'environnement en tant qu'objectif transversal des politiques de l'Union.

A) Introduction du concept développement durable.
B) Le principe d'intégration.
C) Maintien et introduction de normes nationales plus strictes.
D) Les mesures d'harmonisation de la commission et du conseil (art 100 A, § 4 et 5).
E) Obligation du parlement et de la commission.
F) L'article 130 (nouvel article 175) du TCE : les modifications apportées au processus législatif.
G) La mise en œuvre des nouvelles dispositions du traité d'Amsterdam.

Paragraphe 3 : Le traité de Nice de 2001 : l'évolution de la politique environnementale.

Paragraphe 4 : Le traité de Lisbonne et la stratégie UE 2020. Vers la mise en place d'une économie circulaire.

A) Les évolutions de la politique environnementale.
B) La mise en œuvre des nouvelles mesures environnementales.

Section III : La politique internationale de l'Union européenne pour la protection de l'environnement et du développement durable.

Sous-section 1 : La coopération internationale de l'Union européenne avec les pays tiers.

Paragraphe 1 : La coopération bilatérale entre l'Union européenne et les pays tiers.

A) Les relations de l'Union européenne avec les pays industrialisés.

Paragraphe 2 : La coopération environnementale de l'Union européenne avec les pays en voie de développement.

A) La coopération communautaire avec les pays A.C.P.
B) La coopération avec les pays tiers méditerranéens
C) Un renforcement de la coopération environnementale avec les pays d'Europe centrale et orientale (P.E.C.O.).

Sous-section 2 : La coopération de l'Union européenne avec les organisations internationales compétentes.

Paragraphe 1 : La relation entre les Nations unies et l'Union européenne.

Paragraphe 2 : La coopération de l'Union européenne avec l'Union africaine.

A) La coopération de l'Union européenne et l'Union africaine dans le cadre de Lomé.
B) L'accord de Cotonou : un modèle régional de coopération.
C) Les accords de partenariats économiques de l'Union européenne.

Chapitre II : La réglementation de l'union Européenne pour la protection de l'environnement.

Section I : La politique Européenne pour la lutte contre la pollution induite par les déchets.

Sous-section 1 : La directive cadre sur les déchets.

Paragraphe 1 : La définition du déchet : une définition insuffisante.

Paragraphe 2 : Les modes de gestion de déchets.

Paragraphe 3 : La directive relative aux déchets dangereux.

Sous-section 2 : La réglementation applicable à certains déchets.

Table des Matières

Paragraphe 1 : Les emballages et déchets d'emballages.
Paragraphe 2 : La réglementation spécifique aux véhicules hors d'usage.
Paragraphe 3 : Les déchets d'équipements électriques et électroniques.
Paragraphe 4 : La gestion des déchets des piles et accumulateurs.
Paragraphe 5 : Analyse des différentes directives déchets.

A) Une bonne base de connaissances permet de mener une politique aisée en matière de déchets.
B) Les politiques de prévention des déchets visent un objectif commun.
C) Une politique globale de recyclage éco-efficace des déchets doit inclure toutes les sources de matières.

Section II : La politique de l'Europe pour la conservation de la Faune et de la flore.

Sous-section 1 : La conservation des espèces et des habitats.
Paragraphe 1 : La directive « oiseaux ».

A) Le régime de conservation des oiseaux sauvages, La protection des oiseaux dans les Z.P.S.
B) La Chasse aux oiseaux : un régime particulier.

Sous-section 2 : La directive 92/43 Concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et de la flore sauvage dite directive « habitat ».
Paragraphe 1 : La constitution du réseau « Natura 2000 ».

A) Les zones spéciales de conservation (ZSC) en application de la directive ''habitat''.
B) Le classement en ZPS au titre de la directive oiseaux.

Paragraphe 2 : La protection de certains animaux et de certains milieux naturels spécifiques.

A) Le commerce et l'exploitation des espèces.
B) La protection des animaux utilisés à des fins scientifiques.
C) La protection de certains milieux spécifiques.

Sous-section 3 : Plan d'action pour la biodiversité.

A) Le plan d'action européen pour la biodiversité.
B) La nouvelle stratégie de l'UE pour la biodiversité à l'horizon 2020.
C) Le nouveau plan d'action pour la préservation de la biodiversité (2017-2019).

Section III : La politique Européenne de l'eau.

Sous-section 1 : La directive-cadre de la politique européenne de l'eau.
Sous-section 2 : Les Structures de protection de l'eau.
Paragraphe 1 : Districts hydrographiques : outils pour une gestion intégrée de l'eau
Paragraphe 2 : Zones protégées.
Sous-section 3 : Les objectifs de la politique Européenne de l'eau (Les objectifs de la directive 2000/60).
Paragraphe 1 : Les eaux souterraines.
Paragraphe 2 : Les eaux de surface.
Sous-section 4 : La réglementation relative aux milieux hydrographiques.
Paragraphe 1 : Les eaux piscicoles.
Paragraphe 2 : Les eaux conchylicoles.
Paragraphe 3 : Le milieu marin.
Paragraphe4 : La protection des eaux souterraines contre certaines substances dangereuses.

Table des Matières

Paragraphe 5 : La protection du milieu aquatique contre les rejets de substances dangereuses.
Paragraphe 6 : Les eaux destinées à la consommation humaine.
Paragraphe 7 : Les eaux de baignade.
Sous-section 3 : Le plan d'action pour l'eau en Europe.

Section IV : La politique de l'Europe pour améliorer la qualité de l'air.

Sous-section 1 : La réglementation générale sur la qualité de l'air ambiant.
Paragraphe 1 : Directive 2008/50 pour la réduction des polluants atmosphériques nocifs.
Paragraphe 2 : Les mesures destinées à assurer la qualité de l'air ambiant.
Sous-section 2 : Les autres mesures concernant les différentes sources de pollution atmosphérique.
Paragraphe 1 : Les émissions de polluants liés à la circulation automobile, Véhicules et autres engins mobiles.

A) Les émissions des voitures et des poids lourds.

B) La qualité de l'essence.

Paragraphe 2 : Les substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

A) Les gaz à effet de serre.

B) Les émissions de sources fixes.

Chapitre III : La mise en œuvre du droit communautaire européen de l'environnement.

Section I : Règles d'application du droit communautaire de l'environnement.

Sous-section 1 : L'action de la commission contre les Etats membres auprès de la CJCE.
Paragraphe 1 : Principes.
Paragraphe 2 : Exception, les dispositions ayant effet direct.
Sous-section 2 : Les poursuites civiles ou pénales auprès des juridictions nationales.
Paragraphe 1 : Les poursuites pénales.

A) Le droit communautaire de l'environnement, une discipline profondément marquée de sceau de la subsidiarité.
B) L'exercice des compétences pénales du droit communautaire de l'environnement.
C) La directive 2008/99/CE.

Paragraphe 2 : La responsabilité civile environnementale.

A) La nécessité de consacrer une responsabilité civile commune.

B) La reconnaissance du dommage écologique.

Section II : Les principaux instruments communautaires de mise en œuvre.

Sous-section 1 : Life : l'instrument financier pour l'environnement.
Paragraphe 1 : Life 1992 - 2006.

A) Life Nature.

B) Life Environnement.

C) Life Pays tiers.

Paragraphe 2 : Life + Le nouvel instrument financier pour la période 2007 à 2013.

A) Les objectifs de l'instrument Life +.
B) Les actions de Life +.

Paragraphe 3 : Nouveau programme Life 2014 – 2020 pour l'environnement et le climat.

Table des Matières

A) Les deux sous-programmes de Life Environnement et action pour le climat 2014-2020.

B) Projets réalisés par LIFE 2014-2020.

Sous-section2 : L'agence européenne pour l'environnement.

Paragraphe 1 : Le fonctionnement de l'agence européenne pour l'environnement.

Paragraphe 2 : L'évaluation de l'agence européenne pour l'environnement de l'état de l'environnement en Europe « elle veut des mesures plus ambitieuses ».

Deuxième partie : La politique Maghrébine de l'Union européenne pour la protection de l'environnement

Chapitre I : Le processus de Barcelone : de l'Union méditerranéenne à l'Union pour la méditerranée.

Section 1 : Le partenariat Euro-méditerranéen : le début d'une coopération régionale entre l'Union européenne et les Etats du Maghreb.

Sous-section 1 : La méditerranée : Plusieurs pays, une identité.

Sous-section 2 : Le contenu du partenariat Euro-méditerranéen.

Paragraphe 1 : Le cadre institutionnelle du partenariat Euro-méditerranéen.

Paragraphe 2 : Le partenariat politique et sécuritaire.

Paragraphe 3 : Le volet économique et financier du partenariat Euro-Med.

A) Les accords d'associations.

B) Le volet économique.

C) L'assistance financière.

Paragraphe 3 : La protection de l'environnement dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen.

Sous-section 3 : Le bilan tiré du processus de Barcelone, Lacunes et réussites.

Paragraphe 1 : Quelques avancées non négligeables du processus de Barcelone.

Section 2 : L'Union pour la méditerranée : Une nouvelle orientation aux pays méditerranéens.

Sous-section 1 : L'Union pour la méditerranée : l'Héritage du processus de Barcelone ou politique rénovée.

Paragraphe 1 : Un défi institutionnel et politique.

Paragraphe 2 : La mise en place de projets régionaux concrets et ambitieux.

Paragraphe 3 : Les Etats maghrébins face au projet de l'Union pour la méditerranée.

Sous-section 2 : les projets de l'Union pour la méditerranée pour la protection de l'environnement face au printemps arabe.

Paragraphe 1 : L'Union pour la méditerranée : une union pour la protection de l'environnement.

A) L'environnement pour un avenir durable dans la région méditerranéenne.

B) Protéger la mer méditerranée et l'environnement et promouvoir de façon globale le développement durable.

C) Energie renouvelables : « le plan solaire méditerranéen », vers une énergie renouvelable et une efficacité énergétique dans la méditerranée.

Paragraphe 2 : Le printemps arabe et le rêve brisé des partenaires européens et maghrébins pour une Union pour la méditerranée.

A) L'Union pour la méditerranée serait-elle en train de vivre son « printemps » ?

B) Les préoccupations environnementales face au printemps arabe.

Chapitre II : Les accords bilatéraux entre l'Union européenne et les Etats du Maghreb.

Section 1 : Relation bilatérale entre l'UE et le Maroc:

Table des Matières

Sous-section 1 : Les accords de coopération entre l'Union européenne et le Maroc.
Paragraphe 1 : L'accord de coopération de 1969.
Paragraphe 2 : L'accord de coopération entre le Maroc et la CEE du 27 avril 1976.
Sous-section 2 : La coopération bilatérale à travers les accords d'associations.
Paragraphe 1 : Les aspects financiers et économiques de l'accord.
Paragraphe 2 : Le domaine socio-culturel de l'accord.
Sous-section 3 : Les préoccupations environnementales dans les accords bilatéraux entre l'Union européenne et le Maroc.
Paragraphe 1 : Les limites des accords de 1969 et 1976 : aucune référence aux questions environnementales.
Paragraphe 2 : L'environnement et le développement durable dans les accords d'association conclus entre l'Union européenne et le Maroc.

A) La protection de l'environnement.
B) Autres domaines thématiques.
C) La coopération environnementale.

Sous-section 4 : La politique européenne de voisinage au Maroc.
Paragraphe 1 : Le contenue de la PEV.
Paragraphe 2 : Le plan d'action entre l'Union européenne et le Maroc.

A) Le contenu du plan d'action.
B) Le volet financier, l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP).
C) Les réalisations du Maroc dans le cadre du plan d'action.
D) Le domaine de l'environnement et du développement durable.

Paragraphe 3 : Le statut avancé entre le Maroc et l'Union européenne, une valeur ajoutée à la politique européenne de voisinage.

A) L'accord de libre-échange approfondi et global.
B) Dans le domaine de l'environnement et du développement durable.
C) Programmes et agences de l'Union européenne.
D) Sur le plan financier.

Section 2 : La coopération bilatérale entre l'Algérie et l'Union européenne.

Paragraphe 1 : L'accord de 1976 entre l'Algérie et la CEE.

A. Le contenu de l'accord.
B. L'environnement dans les accords de coopération entre l'Union européenne et l'Algérie.

Paragraphe 2 : De la coopération à l'association : accord d'association Algérie-Union européenne, une nouvelle catégorie juridique.

A. Le contenu de l'accord.
B. Les instruments du partenariat, coopération financière.

Paragraphe 3 : La politique européenne de voisinage pour l'Algérie.

A) Les objectifs environnementaux proposés par l'Union européenne pour l'Algérie dans le cadre de la politique européenne de voisinage.
B) La position de l'Algérie à la politique européenne de voisinage.
C) La révision de la politique de voisinage.

Section 3 : la coopération bilatérale entre la Tunisie et l'Union européenne : de l'accord d'association à la politique européenne de voisinage.

Paragraphe 1 : L'historique d'une relation bilatérale.
Paragraphe 2 : L'accord d'association.

Table des Matières

A) Le contenu de l'accord.
B) La protection de l'environnement et du développement durable dans l'accord d'association.
C) Les instruments de la mise en œuvre des objectifs de l'accord d'association pour la protection de l'environnement et du développement durable.

Paragraphe 3 : La politique européenne de voisinage, entre l'Union européenne et la Tunisie pour la protection de l'environnement.

A) Objectifs de la politique européenne de voisinage entre l'Union européenne et la Tunisie pour l'environnement.
B) La politique environnementale de la PEV à l'horizon 2020.
C) Une nouvelle politique de voisinage.

Chapitre III : La construction du Maghreb au défi du partenariat euro-méditerranéen de l'Union européenne.

Section I : la naissance de l'UMA (Union du Maghreb Arabe) et le rêve brisé de la construction du grand Maghreb.

Sous-section 1 : Le grand Maghreb : un héritage et une réalité historique.

Paragraphe 1 : L'histoire du Maghreb « de la Berbèrie au Maghreb arabe ».

A) Le Maghreb avant l'islamisation.
B) Le Maghreb après l'expansion de l'Islam.
C) La désunion.
D) Les régences ottomanes au Maghreb.
E) Impérialisme et le Maghreb.
F) L'indépendance et l'internationalisation de l'unité.
G) L'indépendance et l'internationalisation de l'Unité.

Paragraphe 2 : Le traité de Marrakech.

A) Le contenu du traité de Marrakech.
B) Les principes du traité de Marrakech. .
C) Les objectifs du traité de Marrakech.
D) L'organisation institutionnelle de l'UMA.

Sous-section 2 : Le rêve brisé de la construction du grand Maghreb.

Paragraphe 1 : Le conflit du Sahara Occidental : obstacle pour une UMA.

Paragraphe 2 : Le partenariat euro-méditerranéen substitut de la construction maghrébine.

Section 2 : la promotion de la coopération régionale au Sud : Les défis auxquels le Maghreb doit répondre.

Sous-section 1 : L'Union du Maghreb arabe : une nécessité.

Paragraphe 1 : Les menaces mondiales.

Paragraphe 2 : Le printemps arabe : quel impact sur l'ordre géopolitique régional.

Paragraphe 3 : Environnement et changement climatique : les défis auxquels le Maghreb doit répondre.

A) Les caractéristiques naturelles du Maghreb.
B) Les problèmes environnementaux au Maghreb.

Sous-section 2 : Une stratégie commune maghrébine à l'exemple de la politique communautaire de l'Union européenne pour une meilleure protection de l'environnement.

Paragraphe 1 : La nécessité de tracer ensemble les grands objectifs à atteindre pour une meilleure protection de l'environnement.

Table des Matières

A) La charte maghrébine pour la protection de l'environnement et du développement durable entre prise de conscience d'une politique commune et mise en œuvre.

B) La mise en œuvre de la charte maghrébine pour la protection de l'environnement par les Etats maghrébins.

Sous-section 2 : L'Union européenne peut-elle être considérée comme référence pour l'intégration du Maghreb.

Paragraphe 1 : Un parlement maghrébin à l'exemple du parlement européen.

Paragraphe 2 : Un fond vert commun pour des projets environnementaux communs.

A) La banque d'investissement et de l'intégration économique.

B) La place de l'environnement et du développement durable dans les objectifs de la BMICE.

C) Quelques recommandations pour une banque maghrébine d'investissement ou un fond vert maghrébin commun.

Conclusion.

Bibliographie.

Au commencement des communautés, l'objectif fondamental était d'assurer le développement économique, la protection de l'environnement ne figurait pas encore parmi les objectifs des traités européens. Au début des années 1970, ont par conséquent apparue les premiers textes de droit communautaire de l'environnement qui ont cherché à harmoniser les diverses normes nationales en y substituant une norme environnementale commune.

L'Union européenne est aujourd'hui un acteur majeur de la politique environnementale, en présentant une vision européenne commune, elle joue sur la scène internationale un rôle crucial dans les négociations environnementales. Elle opère une large implication dans ses relations et interventions en direction des pays du Maghreb. A travers sa politique environnementale commune, elle doit aider ces pays à faire face aux problèmes environnementaux de plus en plus graves.

Dans la situation actuelle, nous assistons à une Europe plus grande face à un Maghreb qui sombre dans les problèmes politiques, économiques, sociaux et environnementaux, et qui continue à revendiquer son attachement à l'Europe. Une politique commune maghrébine est aujourd'hui indispensable pour faire face aux défis environnementaux malgré les différents obstacles.

لم تنشأ السياسة البيئية في أوروبا مع انشاء المجموعة الاقتصادية الأوروبية، بل كانت الأهمية الأساسية لهذه المجموعة التطور الاقتصادي.

بعد انعقاد قمة ستوكهولم في سنة 1972، أين انطلقت الاهتمامات العالمية الأولى لحماية البيئة، بدأ الاتحاد في تكريس النصوص الأولى ووضع برنامج عمل لحماية البيئة مدركين أن المشاكل البيئية لا تتوقف عند الحدود الوطنية، لكي تصبح اليوم من بين السياسات البيئية الناجحة على المستوى العالمي، خاصة من خلال سياسته البيئية الخارجية الفعالة التي لعبت دورا هاما على مستوى الدول المغاربية في مجال حماية البيئة وتنفيذ السياسة البيئية الوطنية، وذلك من خلال برامج مختلفة التي تهدف إلى الدعم المالي والتقني والبشري، إضافة إلى القيام بتدابير لإزالة الآثار الضارة بالبيئة وإنجاز مشاريع نموذجية ملموسة على أرض الواقع.

رغم تأسيس الاتحاد المغاربي بهدف توثيق مبادئ الأخوة التي تربط بين دول الاتحاد بعضهم ببعض، وبين شعوبهم، وتحقيق تقدم ورفاهية مجتمعات هذه الدول، وانتهاج سياسة مشتركة في مختلف الميادين، إلا أنه فشل في تطبيق أهدافه المنشودة وهذا راجع للخلافات السياسة الكثيرة العالقة بين دوله، والتي شكلت عائقا أمام الاندماج الكلي وتحقيق أهداف الاتحاد، لهذا يجب التوجه إلى وضع سياسة موحدة ومشتركة مماثلة لسياسة الاتحاد الأوروبي خاصة في مجال حماية البيئة، وهذا لتشابه القضايا البيئية للدول المغاربية ولأهميتها، التي ترسم من خلالها الأهداف الكبرى، وتحدد التوجهات العامة في المجالات ذات العلاقة، وهذا من خلال برامج تنفيذية يتم الاتفاق بشأنها، لتصبح من بين أقوى التكتلات العالمية إن تم تفعيل هذا الاتحاد واستغلاله في الاتجاه الصحيح.